ÉLISÉE RECLUS

L'Homme et la Terre

La Géographie n'est autre chose que l'Histoire dans l'Espace, de même que l'Histoire est la Géographie dans le Temps.

TOME CINQUIÈME

HISTOIRE MODERNE (Suite)

Révolution — Contre-Révolution — Les Nationalités Nègres et Moujiks — Internationales.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Peuplement de la Terre — Répartition des Hommes — Latins et Germains — Russes et Asiatiques.



PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSELLE
33, Rue de Provence, 33

L'HOMME ET LA TERRE

Matières contenues dans le

TOME I[er]

LES ANCÊTRES

Origines — Milieux telluriques
Travail — Peuples attardés — Familles, Classes, Peuples
Rythme de l'Histoire

HISTOIRE ANCIENNE

Iranie — Caucasie — Potamie

TOME II

HISTOIRE ANCIENNE (Suite)

Phénicie — Palestine — Égypte — Libye — Grèce
Iles et Rivages Helléniques
Rome

TOME III

HISTOIRE ANCIENNE (Suite)

Orient Chinois — Inde — Mondes Lointains

HISTOIRE MODERNE

Chrétiens — Barbares — La Seconde Rome
Arabes et Berbères — Carolingiens et Normands
Chevaliers et Croisés

TOME IV

HISTOIRE MODERNE (Suite)

Communes — Monarchies — Mongols, Turcs, Tartares et Chinois
Découverte de la Terre — Renaissance
Réforme et Compagnie de Jésus — Colonies — Roi Soleil
XVIII[e] Siècle.

ELISEE RECLUS



L'Homme et la Terre

La Géographie n'est autre chose que l'Histoire dans l'Espace, de même que l'Histoire est la Géographie dans le Temps.

TOME CINQUIÈME

HISTOIRE MODERNE (Suite)

Révolution — Contre-Révolution — Nationalités
Nègres et Moujiks — Internationales.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Partage du monde — Peuplement de la Terre — Latins et Germains — Russes et Asiatiques.



PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSELLE
33, Rue de Provence, 33

❦

❦

RÉVOLUTION : NOTICE HISTORIQUE

Necker fut ministre des finances de 1777 à 1781, de Calonne de 1783 à 1787, Loménie de Brienne de mai 1787 à août 1788; Necker, rappelé, préside alors aux élections.

1789. 5 mai, ouverture des États généraux; 17 juin, le Tiers-État se constitue en Assemblée nationale; 20 juin, serment du Jeu de paume; 22 juin, une partie du clergé se joint au Tiers État; 23 juin, le roi casse les décisions du Tiers; le 27, les trois ordres se réunissent.

11 juillet, exil de Necker; 14 juillet, prise de la Bastille; 4 août, abandon des privilèges.

1er et 3 octobre, la reine donne un repas aux gardes du corps; 5 et 6 octobre, sortie des femmes de Paris, qui ramènent la famille royale de Versailles.

22 décembre, division de la France en départements; 29 décembre, première vente de biens nationaux.

1790. 20 juin, abolition des titres, armoiries et livrées; 26 décembre, décrets sur la constitution civile du clergé.

1791. 20 juin, la famille royale est arrêtée à Varennes; 17 juillet, manifestation républicaine décimée au Champ de Mars; 4 septembre, la Législative remplace l'Assemblée constituante.

Octobre-novembre, décrets contre les émigrés.

1792. 20 avril, déclaration de guerre à l'Autriche; 8 juin, formation d'un camp révolutionnaire sous Paris; 20 juin, le peuple envahit l'Assemblée et le Palais; 5 juillet, « la Patrie est en danger »; 26 juillet, manifeste du duc de Brunswick.

10 août, le Palais est pris d'assaut, le roi est conduit au Temple, la Convention est convoquée.

24 août, prise de Longwy; 30 août, prise de Verdun; du 2 au 5 septembre, massacres à Paris; 20 septembre, combat victorieux à Valmy.

21 septembre, proclamation de la République par la Convention; 5 novembre, victoire de Jemmapes.

6 novembre, rapport du Comité sur le procès de Louis XVI.

1793. 21 janvier, exécution de Louis XVI.

6 avril, formation du Comité de Salut public; 31 mai, les révolutionnaires de Paris exigent la mise en accusation des Girondins.

Septembre, victoire de Hondschoote; 16 octobre, victoire de Wattignies; 5 décembre (15 frimaire, an II), la Convention se débarrasse des Hébertistes et, en avril 1794, des Dantonistes.

1794. 26 juillet (9 thermidor, an II), chute de Robespierre.

1795. 20 mars, défaite des révolutionnaires parisiens; 20 mai, désarmement des faubourgs.

5 octobre (13 vendémiaire, an III), soulèvement royaliste à Paris, écrasé par l'armée; 26 octobre, le Directoire remplace la Convention.

1796. Février à août, Conspiration et procès de Babœuf.

14 avril, victoire de Montenotte, campagne d'Italie.

1797. 4 septembre (18 fructidor, an V), le Directoire épure les Conseils de ses éléments royalistes.

1798. 18 juin (30 plairial, an VI), le Directoire est à son tour privé de plusieurs de ses membres.

1799. 9 novembre (18 brumaire, an VII), Coup d'État de Bonaparte.

Voici les noms de quelques hommes de valeurs diverses, contemporains de la Révolution française :

CONDORCET, né près de St-Quentin, encyclopédiste	1743-1794
LAVOISIER, né à Paris, chimiste	1743-1794
GOYAY LUCIENTES, peintre, né en Aragon	1746-1828
GŒTHE (Wolfgang), poète, né à Francfort-sur-le-Mein	1749-1832
GODWIN (William), littérateur, né près de Cambridge	1756-1836
BURNS (Robert), poète écossais, né près d'Ayr	1759-1796
SCHILLER (Friedrich), poète, né à Marbach	1759-1805
CUVIER (Georges), naturaliste, né à Montbéliard	1768-1832
CHATEAUBRIAND, littérateur, né à St-Malo	1768-1848
HUMBOLDT (Alexander von), voyageur, né à Berlin	1769-1859
BEETHOVEN (Ludwig), né à Bonn	1770-1827
HEGEL, philosophe, né à Stuttgart	1770-1831
WORDSWORTH, poète, né en Cumberland	1770-1850
SCOTT (Walter), romancier, né à Edimbourg	1771-1832
TURNER (John), peintre, né en Devonshire	1775-1851



L'idée du ternaire sacré : Liberté, Egalité, Fraternité, se perdit bientôt dans les campagnes ravagées et les cités prises d'assaut.

CHAPITRE XVI

IDÉAL DE LA RÉVOLUTION. — LA REINE ET LE ROY. — ARMÉE, CLERGÉ, SERVAGE
ÉMEUTES ET RÉVOLTES. — CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX
LE JEU DE PAUME. — LA BASTILLE. — LE 4 AOUT. — LES DROITS DE L'HOMME
LA FRANCE ET L'EUROPE. — LA TERREUR. — BABŒUF
RENOUVEAU DE LA SCIENCE. — CALENDRIER. — CONTRE-COUP DE LA RÉVOLUTION
PAYS-BAS, SUISSE, ITALIE. — EXPÉDITION D'ÉGYPTE. — SAINT-DOMINGUE

L'ensemble des événements qui se passèrent en France à la fin du dix-huitième siècle et qui a reçu par excellence le nom de « Révolution française » ne pouvait faire entrer en pleine réalisation que les idées complètement mûries. L'idéal ne se change en faits qu'après être devenu conscient, qu'après avoir été ardemment voulu, préparé, acheté, par le sacrifice de nombreuses victimes volontaires. Or, dans ce monde de sentiments, de pensées et d'imaginations qui fut agité pendant le siècle

de l'Encyclopédie, quelle fut la dominante qui se dégage et prend un caractère impérieux sans laisser le moindre doute dans les esprits? Cette idée dominante est résumée dans la fameuse brochure de Sieyès, *Le Tiers Etat*, le « tiers », c'est-à-dire la bourgeoisie, qui est tout et cependant était tenue pour rien. Par définition même, le tiers état devait être, en dehors de la noblesse et du clergé, l'ensemble de la nation, aussi bien le peuple des paysans et des ouvriers que les gens instruits ou riches ne différant des nobles que par le manque d'un arbre généalogique dans leurs archives familiales. Mais ceux qui revendiquèrent leurs droits d'hommes, ceux qui se dirent avec insistance les égaux des nobles et des prêtres, ce furent les bourgeois proprement dits, constituant la classe des propriétaires, des chefs d'industrie et des lettrés.

Sans doute, la lamentable population des pauvres, les paysans sucés par l'impôt et la gabelle, les vieux se traînant courbés sur le sillon, les hommes hâves auxquels la boue mêlée à la sueur faisait comme un enduit, et qui, dans les années de disette, mangeaient du pain d'écorce, tous ces miséreux et faméliques auraient eu l'âpre désir que leur situation changeât s'ils en avaient eu le moindre espoir. Mais pour eux comme pour le moujik russe, « le ciel était trop haut »! L'idéal du dix-huitième siècle que réalisa la Révolution française est bien caractérisé par *Les Brigands* de Schiller, joués pour la première fois en 1782. Tous ces « brigands » sont des bourgeois amoureux de justice qui redressent les torts des seigneurs, du juge, du propriétaire, mais parmi ces révoltés qu'a soulevés l'iniquité du siècle, il n'y a pas un seul ouvrier, pas un seul paysan : Schiller ne s'était pas aperçu que ceux-là aussi étaient, comme les bourgeois ou les fils de bourgeois, des êtres odieusement exploités[1] : s'ils se plaignaient, personne n'entendait leurs plaintes.

Ainsi l'émancipation politique de la partie du Tiers constituant la bourgeoisie, déjà voulue, revendiquée par la grande majorité des intéressés, était inévitable : la révolution n'avait à cet égard qu'à confirmer ce que l'évolution des intelligences et des intérêts avait accompli d'une façon définitive. Mais ces bourgeois qui voulaient faire reconnaître leurs droits acquis étaient-ils républicains et leur triomphe devait-il aboutir à celui d'une forme politique égalitaire? Nullement. De même que les

1. Jean Jaurès, le *Théâtre Social*.

colonies américaines, en se détachant de l'Angleterre, se croyaient encore fidèles, loyales, et protestaient avec une parfaite sincérité de leur dévouement à la mère-patrie, de même la France, en se lançant dans la grande aventure de révolte qui devait aboutir à la mort violente des souverains et à la proclamation de la République, était en toute franchise et enthousiasme complètement royaliste. La multitude ne comprenait point l'existence d'une société qui ne fût pas gouvernée par un roi, par un maître ou « débonnaire » ou « grand ». A part une très faible majorité, composée pour la plupart de penseurs appartenant à la noblesse et à la haute bourgeoisie, c'est-à-dire aux classes qui disposaient d'un loisir suffisant et qui pouvaient se rendre compte personnellement des agissements de la cour, la masse de la nation ne demandait qu'à se précipiter servilement et à pleurer d'émotion sur le passage d'un roi. Pendant les années les plus agitées qui précédèrent « Quatre-vingt-neuf », les hommes qui dans la suite se distinguèrent le plus par leur ardeur à combattre les agissements de la royauté et qui votèrent avec conviction la mort de « Louis Capet » avaient eu certainement pour idéal premier un royaume à degrés hiérarchiques, où toute loi, toute grâce aurait continué de s'épancher d'un trône comme d'une source naturelle. Il fallut que la logique impitoyable des événements les entraînât, les forçât quand même à devenir républicains. L'échafaud qui se dressa pour le Roi et la Reine fut un accident, l'effet d'une brouille momentanée entre les auteurs principaux du drame politique, et quand l'histoire reprit son cours normal, elle amena tout naturellement la restauration de la royauté.

Les hommes ne se débarrassent que lentement de leurs préjugés héréditaires, et plus d'un siècle après la Révolution — ainsi brièvement nommée comme si elle avait renversé toutes choses — on constate amplement en France que l'ancien fond monarchiste subsiste encore : la plupart des prétendus citoyens n'ont pas l'audace de l'être. Ils demandent des maîtres qui pensent et agissent pour eux. Si l'ancien royaume ne s'est pas reconstitué, c'est que les candidats à la domination, y compris les tribuns du peuple, sont fort nombreux et se tiennent mutuellement en échec. Et si l'empreinte de la royauté s'est maintenue, de même celle de l'Église. La France est restée catholique aussi bien que monarchique ; certes, elle n'accepte plus les dogmes, mais elle est toujours éprise d'autorité, croyant aux coups de force et

aux opinions toutes faites que lui présentent les « pasteurs des peuples ». A cet égard, la nation ne changea point ou plutôt, elle ne se modifia qu'avec lenteur, par le déplacement du centre de gravité des hautes classes vers la classe moyenne, de la noblesse et du clergé vers la bourgeoisie de plus en plus nombreuse et consciente de son intelligence et de sa force.

Dans les dernières années de son existence prérévolutionnaire, la monarchie manqua complètement de sagesse, d'esprit de suite et de tenue. On eût dit que, prise de folie, elle se plaisait aux aventures et aux imprudences pour hâter le jour de sa ruine. Marie-Antoinette, qui n'était devenue Française que pour le triomphe des représentations fastueuses, pour la gaieté des fêtes et l'intérêt plaisant des intrigues, était restée princesse autrichienne pour les intérêts de sa maison et, très ouvertement, se faisait l'*agent* de sa mère Marie-Thérèse, puis de son frère Joseph II; ses ingérences politiques la mettaient toujours en vue, et ses folles équipées, ses amitiés compromettantes, enfin la honteuse affaire du « Collier », qui la montra recevant des bijoux de mains déshonorées, toutes ces choses la retenaient au premier plan, sous l'attention malveillante du Paris frondeur. Quant au roi, homme de bonne pâte, de volonté nulle et de gros préjugés, il se laissait aller à toutes les incohérences, à toutes les contradictions des politiques diverses qui l'entraînaient successivement, tantôt comme roi de France, tantôt comme mari de l' « Autrichienne », comme philantrophe au cœur sensible, puis comme gentilhomme, religieux observateur de tous les vieux abus. D'ailleurs, l'essence de la royauté, ce n'est pas le pouvoir, mais le caprice. Le prince doit se sentir au-dessus de tout droit, de toute règle, pour se croire vraiment le maître. « L'essence et la vie du gouvernement, dit Michelet, était la lettre de cachet ». Même lorsque le roi ne l'est plus que de nom, après la prise de la Bastille, en février 1790, il garde encore son privilège de faire enfermer qui lui plait [1].

Jusqu'en l'année 1788, la torture avait été appliquée dans toute sa férocité par ordre du roi de France. La « question » qui, sous tant de formes, est encore d'usage courant devant les tribunaux civils et militaires, était présentée comme un devoir social. En 1780, Louis XVI avait

1. *Histoire de France*, vol. XVII, p. 337.

accepté la dédicace d'une *Apologie de la torture* rédigée par un parlementaire d'Aix, Muyart de Vouglans, avec approbation spéciale du pape Pie VI.

Non seulement le roi s'étudiait de son mieux à conserver les institutions du passé, il les aggrava même en diverses circonstances. C'est ainsi qu'en 1781, il barra aux non-nobles tout avancement dans la carrière des



LE PETIT TRIANON OU MARIE-ANTOINETTE JOUAIT A LA FERMIÈRE

armes, n'accordant le plus petit grade d'officier qu'aux gentilshommes ayant au moins quatre degrés de noblesse paternelle et ne donnant le titre d'officier général qu'aux personnages admis à monter dans ses carrosses royaux[1]. Ce fut même une des raisons qui rendirent l'armée si peu vaillante dans la défense de la royauté, lors des grand jours d'épreuve. Tous se jalousaient entre eux : les corps de troupes ordinaires en voulaient aux régiments privilégiés, les sous-officiers étaient les ennemis naturels de leurs supérieurs immédiats, et ceux-ci avaient le même senti-

1. Michelet, *Histoire de France*, vol. XVII, p. 358.

ment de haine spontanée contre les généraux qui trouvaient leur brevet dans le berceau. L'armée était désorganisée d'avance lorsque les événements la mirent en contact avec le peuple : on la vit se fondre devant les émeutes sans qu'il y eût même de conflit, les troupes lancées contre la foule fraternisaient avec elle.

Si les prélats de l'Eglise affectaient volontiers de plaisanter des choses saintes, ils étaient restés fort sérieux sur la questions des biens temporels, et même la résistance acharnée du clergé à toute mesure qui pouvait tendre à l'égalisation de l'impôt fut la principale cause du déficit qui ruina la France et mit le royaume à la merci du peuple. L'Eglise s'était bien soumise à participer quelque peu aux dépenses générales, mais elle ne déboursait de contribution annuelle qu'à titre de don gracieux au roi, tout au plus laissait-elle gager certains emprunts sur ses terres, ce qui ne lui coûtait rien. Déjà, au milieu du siècle, le projet qu'on avait eu d'estimer tous les biens — environ le quart du territoire français (A. Debidour) — avait été repoussé comme un sacrilège, car on aurait ainsi dévoilé la richesse du clergé et constaté officiellement ce que l'on savait déjà d'une manière générale, l'accaparement d'une valeur de quatre milliards en terres soustraites à tout impôt, en un pays où le laboureur succombait sous la dîme, les taxes et les corvées.

C'est un des faits les plus instructifs de cette période finale de l'ancien régime que le maintien féroce du servage dans les domaines appartenant à l'abbaye de Saint-Claude et comportant, outre la ville, les douze paroisses de sa banlieue, les quinze villages de la baronnie de Moirans et les cinq villages de la prévôté de Saint-Laurent-Grandvaux. De même que la noblesse, en y comprenant les riches anoblis, s'était faite le champion de l'esclavage des noirs dans les Antilles, de même le clergé voyait le plus saint des devoirs dans la conservation de sa propriété de serfs blancs, que les héritages, les confiscations, les intrigues, les captations lui avaient value aux siècles antérieurs.

Les religieux de Saint Claude, au nombre de vingt-quatre, relevaient directement du pape, avec titre de chanoines, et portaient des ornements qui les assimilaient à des évêques. Elite des moines, ces hauts personnages étaient également une élite de noblesse, puisqu'ils ne pouvaient entrer dans la communauté qu'à la condition d'être nobles « de quatre races », à la fois du côté paternel et du côté maternel : ils représentaient donc le choix du choix parmi les privilégiés de France, et comme

tels avaient à soutenir le combat pour les intérêts de leur caste. En 1770,

N° 427. Saint-Claude et Ferney.



lorsque les serfs « mainmortables de corps et de biens » que possédaient

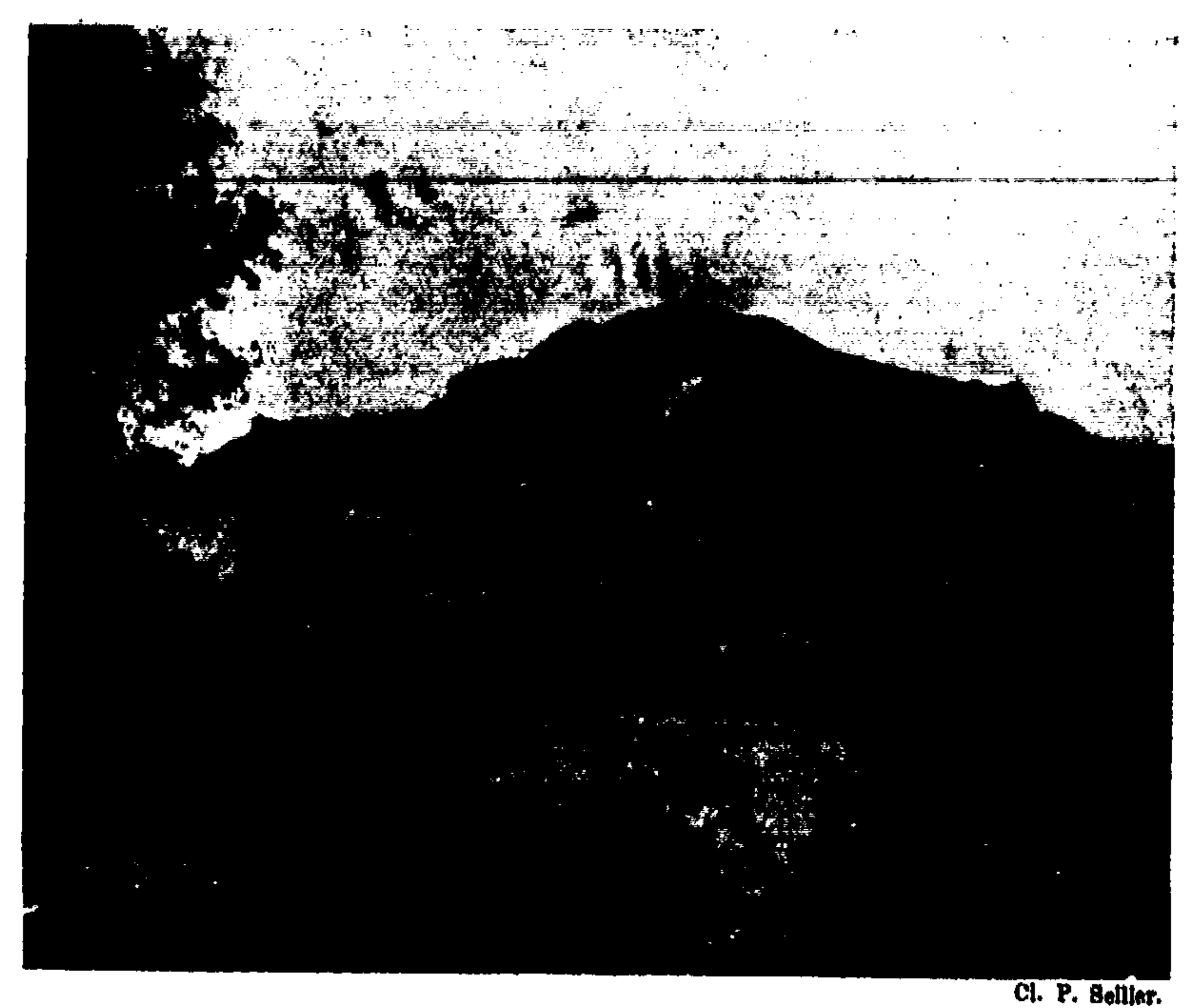
les chanoines de Saint-Claude adressèrent une humble supplique au roi, l'opinion publique se passionna pour ces malheureux : un avocat de Saint-Claude, Christin, plaida leur cause avec véhémence, puis Voltaire y apporta cette éloquence qu'il avait mise au service de Calas, et remua de nouveau la France et le monde; mais rien n'y fit : appuyés sur le parlement de Besançon, dont quelques membres avaient aussi des mainmortables dans leurs domaines, les seigneurs-moines de Saint-Claude tinrent bon contre leur propre évêque, contre le roi, contre l'opinion ; jusqu'en pleine Révolution, après la prise de la Bastille, ils gardèrent leurs serfs, y compris les colons étrangers qu'un sort funeste avait fait résider un an et un jour dans le pays.

Et pourtant, cette France, où les survivances du moyen âge étaient encore si puissantes et si nombreuses, se croyait mûre pour constituer une société idéale de citoyens égaux et libres! Pour la guider vers cet avenir, elle se tournait avec persistance vers le roi, qui, de son côté, avait le cruel embarras de choisir ses ministres, et, suivant l'impulsion qu'il subissait, les prenait alternativement parmi les adversaires ou les amis de la cour. Après le prodigieux gaspillage d'argent qui avait suivi le renvoi de Turgot, Louis XVI avait fait appel au protestant étranger Necker, quoique, par son culte même, ce fameux banquier fût, pour ainsi dire, hors la loi. Necker, qui voulait plaire à l'opinion, conquérir la popularité, réussit en effet dans son ambition, et cela en sacrifiant sa propre fortune, en s'attaquant aux pensions et aux sinécures, en s'abstenant d'accroître les impôts, même en établissant des cours provinciales pour contrôler son administration. C'était trop beau, et la Cour eut la bassesse d'exiger de lui, en récompense de ses efforts, qu'il « abjurât solennellement les erreurs de Calvin ». Il avait trouvé de l'argent par ses emprunts et l'on croyait n'avoir plus besoin de lui (1781).

On avait essayé de l'économie; avec de Calonne, on allait essayer de la prodigalité. Puisque la richesse se mesure aux dépenses, il sembla qu'on ne pouvait trop dépenser : de Calonne jeta des millions sans compter, achetant des châteaux pour le roi, pour la reine, distribuant les cadeaux, les pensions, les bénéfices! Si étranges furent les générosités de ce singulier ministre des finances que certains historiens ont cru voir dans ce personnage un révolutionnaire déguisé n'ayant perpétré toutes ces folies que pour préparer la catastrophe. « La réforme de la monarchie étant nécessaire, il fallait amener les grands corps à y con-

sentir, presque à la vouloir, et pour cela, se rendre leur complice, leur partager magnifiquement et avec grâce les restes du trésor, les séduire, les gorger, et les conduire ainsi en riant jusqu'au bord de l'abîme »[1].

La ruine prochaine du gouvernement semblait tellement inévitable que nombre d'autres gouvernements, pressés de recueillir l'héritage, se constituaient déjà au-dessous du monde officiel, dans les sociétés



Cl. P. Sellier.

GRENOBLE A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION

secrètes. Un mouvement de vie intense s'agitait parmi tous les hommes que le travail de la pensée et les ambitions du pouvoir groupaient diversement en dehors du contrôle administratif. Jamais la franc-maçonnerie et autres organismes occultes, qui ont existé de tout temps sous les dénominations les plus différentes, n'eurent une plus grande activité : si tout d'un coup l'Etat avec sa hiérarchie avait disparu en entier, il se serait trouvé soudain un nouveau personnel rompu aux délibérations et aux discours par une large pratique dans les conciliabules

1. Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, 2e édition. Tome II, p. 151.

clandestins. Comme chef de la maçonnerie, le duc d'Orléans s'essayait déjà au rôle de royauté bourgeoise que la « branche cadette » devait exercer effectivement au dix neuvième siècle. Presque tous les personnages qui devinrent fameux pendant les grandes journées de la Révolution avaient fait leur noviciat d'hommes politiques dans les loges des sociétés secrètes, et c'est aussi dans le mystère que l'on formula le « ternaire sacré », les trois mots : Liberté, Egalité, Fraternité, choisis plus tard pour symbole de la République, admirable devise encore si éloignée d'être devenue réalité !

La part des diverses fractions géographiques de la France dans l'ensemble de l'œuvre révolutionnaire fut très inégale : en un vaste domaine tous les champs ne se ressemblent point en fécondité ; il en est même qui ne produisent rien. Des provinces entières traversèrent la période dramatique des événements sans que leur rôle prît un caractère actif. Le midi albigeois et toulousain, notamment, avait été trop privé de force, de sève vitale lors de son écrasement par les hordes féodales du nord pour qu'il eût retrouvé déjà un peu de vigueur et d'élan à mettre au service des libertés publiques.

En d'autres provinces, au contraire, notamment dans l'est du royaume, les émeutes populaires forment un prologue à la prise de la Bastille et acquièrent une importance toute spéciale par leur nombre et leur incessante répétition. L'insubordination croissante des « gens sans aveu, réfractaires et faux-sauniers », signalée par les autorités de Besançon entr'autres, dès 1788, les actes de brigandages égalitaires qui avaient rendu le nom de Mandrin si populaire dans les basses classes, les pamphlets irrespectueux qui circulaient partout, les marchés pillés, les boulangers pendus, les châteaux qui flambent, les archives et les parchemins brûlés — « les écritures maudites qui font partout des débiteurs et des opprimés » [1] —, tous ces coups de mains locaux furent oubliés dans l'ampleur du mouvement dont ils furent à la fois la préface et l'un des principaux facteurs. Et ces mouvements économiques ne cessèrent nullement à l'approche de la réunion des Etats Généraux — témoin le pillage des maisons Réveillon et Henriot, les 27 et 28 avril 1789, à Paris — ni durant les années qui suivirent : on peut même citer la révolte tardive des paysans du canton de Vaud, en 1802,

1. Cité par Taine, *Les Origines de la France Contemporaine.*

les Bourla-Papey, Brûle-Papiers, qui, aux cris de « Paix aux hommes, guerre aux Papiers », firent des autodafés de paperasses et prirent possession de terres contestées[1] !

N° 428. Grenoble et Vizille.



Cette Jacquerie agit sans relâche et constitue une sorte de basse aux brillantes variations qu'exécutaient à Paris les forces en lutte : elle fut certainement influencée par les événements de la capitale, mais la

1. Eug. Mottaz, *Les Bourla-Papey et la révolution Vaudoise.*

compréhension de ceux-ci n'est possible que si l'on connaît l'appui que leur apportaient les masses populaires dans les campagnes.

Quant à la part que prit en province la bourgeoisie française, encore inconsciente de ce qui la différenciait du peuple[1], à l'œuvre préparatoire de la Révolution, elle se concentra en deux points vitaux, Rennes et Grenoble. Ces capitales appartenaient à des contrées ayant eu beaucoup moins à souffrir de la centralisation despotique du royaume[2] et conservaient ainsi une sorte de virginité. En vertu des traditions héréditaires et des conventions spéciales faites avec la royauté, chaque province se distinguait des autres par quelque trait de ses institutions : c'est ainsi que la Bretagne, très fidèle à son passé, avait encore un parlement qui n'était pas une simple assemblée de valets et de scribes ; loin de là, ce corps délibérant était aussi fier de ses prérogatives que si l'ancien duché avait été encore un pays libre et que l'union avec le royaume limitrophe eût été purement volontaire. Aussi lorsque la Cour eut brisé la résistance du parlement de Paris, vit-elle se dresser contre elle le parlement de Rennes. Il fallut mettre le siège devant son palais, arrêter les manifestants, en envoyer quelques-uns à la Bastille, au mépris de leurs privilèges de gentilshommes.

Mais à Grenoble, l'affaire fut plus grave. Là, le parlement avait le peuple avec lui, et ce peuple prenait l'initiative de la résistance. Le Dauphiné n'avait pas, comme la Bretagne, le souvenir de l'indépendance politique, mais il avait mieux : la pratique des libertés réelles. Les régions hautes de la province, voisines des neiges, ne communiquant avec les vallées basses que par d'âpres sentiers, avaient été laissées à elles-mêmes par des administrateurs paresseux; elles se gouvernaient en républiques autonomes, conformément aux coutumes, et répartissaient l'impôt, toujours scrupuleusement acquitté, mais sans les conditions exigées ailleurs par le caprice royal. De là un esprit de fière résolution et de volonté tenace auquel participaient même des parlementaires, pourtant corrompus par la pratique de la chicane.

Lorsque l'ordre d'exil de ces magistrats fut parvenu à Grenoble, la ville se souleva pour leur faire honneur. On les accompagne en procession triomphale, un peu malgré eux, puis on les ramène plus triomphalement encore, les femmes du peuple les décorent de roses et de verdure,

1. Michel Bakounine, *note manuscrite*. — 2. Michelet, *Histoire de France*, vol. XVII, p. 419.

puis, saisissant leurs triques, elles se retournent contre la troupe, soufflettent les chefs, entourent les soldats, les immobilisent, les dispersent, s'emparent des portes de la ville, sonnent les cloches pour appeler les campagnards de la banlieue. C'est une révolution. Les ordres de la Cour sont formellement méconnus, et les délégués des trois ordres se réunissent de leur pleine initiative dans le château de Vizille, au bord de la tumultueuse Romanche (21 juillet 1788). Se sentant les représentants de la France et non seulement du Dauphiné, ils décident, en une longue séance de vingt heures, que désormais on n'octroierait plus les impôts à la simple demande du roi, mais seulement de par la volonté du peuple transmise par les États généraux. De toutes parts on avait les yeux fixés sur les députés dauphinois et on les encourageait à la lutte ; les soldats n'osaient plus tirer : les uns parce qu'ils étaient du peuple, les autres parce qu'ils ne savaient plus, devant la puissance de l'opinion publique, quels étaient les véritables maîtres. Les députés se dispersèrent, mais la convocation des États était devenue inévitable, et même avec prépondérance du Tiers, c'est-à-dire de la bourgeoisie française.

Précisément ce fut un ministère de combat, de pure violence, celui de Loménie de Brienne, présenté par la reine comme l'expression directe de sa volonté, qui, poussé par la force des choses, eut à convoquer les États, c'est-à-dire à subordonner le roi à la nation. Cet homme de défi avait renvoyé les notables pour montrer en quel mépris il tenait tout ce qui n'était pas dans la domesticité du roi, puis il avait, comme par gageure, offensé dans leur amour-propre tous ces pauvres parlements de Paris et de province, qui ne demandaient guère autre chose que les apparences extérieures dans le respect de leurs privilèges antiques. Enfin, il avait institué, comme par moquerie de la représentation nationale, une « cour plénière », composée de princes du sang et des courtisans immédiats. Quand même, lorsque la caisse se trouva vide, absolument vide, il fallut bien que Brienne se retirât et soumît le roi à l'humiliation de rappeler Necker, son ennemi personnel, qui commença dédaigneusement par soutenir le royaume de France de sa propre fortune et de son crédit. Les États généraux allaient se réunir. La bourgeoisie avait triomphé : la noblesse, le clergé, le roi passaient au second plan.

Le mouvement des élections prit un caractère de grandeur épique, dû non seulement à l'importance des événements mais aussi aux dan-

gers immédiats de la situation : la France avait faim. Le froid de l'hiver, les mauvaises récoltes de l'année avaient triplé la misère ; la mortalité, aggravée çà et là par les émeutes, s'était grandement accrue et, malgré les maux qui s'abattaient sur lui, le peuple restait soutenu par l'espérance des temps nouveaux. Le vote, recueilli dans chaque province suivant des formes différentes, fut presque universel, si ce n'est à Paris, ville toujours iniquement traitée, où des conditions de cens s'attachaient à l'exercice du suffrage. En province, tous votèrent, à l'exception des domestiques : environ cinq millions d'hommes, fait unique dans l'histoire du monde, prirent part à la grande consultation nationale, et les délégués partirent pour Versailles, emportant les « cahiers » où se trouvaient consignés les doléances, les vœux, les résolutions, les espoirs du peuple. Quoique très modérés dans la forme, les cahiers du Tiers sont unanimes dans leurs revendications de justice et d'égalité. Mais ils témoignent aussi d'une foi monarchique très sincère, émue et respectueuse. Ils sont également pénétrés de vénération pour le christianisme sous sa forme catholique, et s'ils réclament la liberté de conscience, ils ne demandent point la liberté des cultes[1]. Quant aux nobles et aux prêtres, ils cherchent également à diminuer le fardeau qui pèsera sur leur propre caste et à reporter le poids sur la caste rivale. Les nobles veulent l'abolition des dîmes, la fermeture des couvents, la vente partielle des biens ecclésiastiques. Le clergé, de son côté, demande la suppression des privilèges du gentilhomme et, en échange d'une partie de ses terres, il réclame ce qu'il réclama toujours : l'éducation des enfants, l'âme des générations futures[2].

Les Etats se réunirent le 5 mai 1789, grande date considérée historiquement comme le début d'une ère nouvelle, celle de la domination bourgeoise dans l'Europe occidentale. Tout d'abord on piétina sur place : les ordres, noblesse, clergé, tiers, restant séparés dans leurs salles de délibérations respectives, on ne s'occupa, ici que de maintenir les privilèges, là que de les supprimer. Mais l'assemblée du Tiers, portée par tout le mouvement du siècle, eut les fortes initiatives : il se constitua en « Assemblée nationale » et somma les deux autres Etats d'avoir à se rendre dans la salle des délibérations. Les curés, qui se sentaient peuple

1. Ch. L. Chassin, *Génie de la Révolution*. — 2. Michelet, *Histoire de France*, XVII, pp. 463, 464.

par la pauvreté et qu'exaspérait l'isolement de leurs collègues, les prélats, furent les premiers à obéir, d'abord isolément, puis en masse. La Cour, qui possédait encore la force brutale, s'imagina qu'elle avait aussi la force morale et que l'Assemblée n'aurait pas le courage de se réunir si des soldats lui barraient la porte. Mais déjà les représentants du peuple, tout royalistes qu'ils fussent, étaient devenus républicains



D'après une estampe de l'époque.

LA PRISE DE LA BASTILLE

sans le savoir et, chassés d'une salle, ils s'élancèrent dans une autre, la salle fameuse du Jeu de paume, pour y faire serment à l'unanimité, en un élan d'enthousiasme, de « ne se séparer jamais ». En personne, le roi vint pour ordonner aux députés de se disperser et d'attendre son bon vouloir. Et c'est alors que Mirabeau foudroya le maître des cérémonies de la fameuse apostrophe : « Allez dire à ceux qui vous envoient que nous sommes ici par la volonté du peuple et qu'on ne nous en arrachera que par la puissance des baïonnettes » !

Déjà Paris venait à la rescousse pour soutenir l'Assemblée, qui, sans lui, eût probablement cédé, après emprisonnement ou massacre préa-

lables. On attaque une prison pour en délivrer les captifs, puis on brûle les barrières d'octroi, on s'empare des poudres et des armes : les soldats de la garde française, presque tous Parisiens, se mêlent au peuple : le régiment de Châteauvieux, composé de Suisses vaudois de langue romande, se sentant Français de mœurs et de tendances, refuse de tirer sur la foule : les milices s'organisent, d'autant plus ardentes à la lutte qu'elles sont entourées de troupes étrangères, Suisses, Allemands, Croates, Pandours, soudards dont on ne comprend pas même le langage.



Cabinet des Estampes. Bibl. Nationale.

DE LAUNAY

gouverneur de la Bastille, est conduit à l'Hôtel-de-Ville où il n'arriva pas vivant.

Et soudain, malgré les chefs et les conseillers, malgré tout bon sens mais entraîné par une foi soudaine, par un instinct unanime, le peuple se précipite follement contre le bloc énorme de la Bastille, contre le noir cube de pierre à l'ombre duquel la ville s'agitait impuissante, et la forteresse, qui eût pu se défendre par sa seule masse, finit par ouvrir ses portes, fait tomber ses ponts-levis, parce que ses défenseurs eux-mêmes sentent que le grand jour est venu : la Bastille se livra, « par mauvaise conscience »[1], la volonté collective de Paris l'avait hypnotisée.

1. Michelet, *Histoire de la Révolution Française*, I, p. 203, édition de 1877.

La reddition de la Bastille fut un événement capital qui fit trembler les rois, enthousiasma les peuples et prit un sens symbolique universel dont l'effet dure encore; mais, s'il est beau, en des moments désespérés, de tout risquer pour la cause que l'on aime, combien funeste fut souvent cette illusion, née de la prise triomphante de la Bastille, que l'enthousiasme populaire suffit pour accomplir l'impossible! Non, les multitudes en désordre, munies seulement de pierres et d'armes de rencontre, risquent fort de se heurter inutilement à des remparts solides, garnis d'hommes disciplinés qui savent pointer les canons! La trompette de Jericho ne renverse plus les remparts des villes. Il est imprudent de se griser de paroles, vaines sonorités. Pour combattre, le plus sûr est toujours d'être le plus fort, en même temps que le plus clairvoyant : à la ferveur, à la puissance de la volonté, il importe d'ajouter la science invincible.

Croquis exécuté par David d'après nature.

FOULLON, COMMISSAIRE AUX VIVRES

né à Saumur en 1717, pendu à la lanterne à Paris en 1789. Sa tête est promenée dans Paris au bout d'une pique, la bouche pleine de foin.

Les événements de Paris réveillèrent certaines populations restées passives par l'effet du long sommeil dû aux exterminations anciennes et à l'oppression continue. Jusqu'aux Pyrénées, jusqu'à la mer de Gascogne, le peuple fut secoué d'un grand frisson, annonciateur de conjonctures redoutables. Ce fut, disent les contemporains, le temps

de la « grande peur ». Accoutumés à pâtir, les paysans se préparaient en maints endroits à de nouvelles souffrances, cherchant un refuge dans les bois et cavernes. Mais l'exemple de Paris avait donné une nouvelle ardeur aux masses impatientes de secouer le joug : chaque ville de province s'empare de sa Bastille, et les villes entraînent à leur tour les villages et les hameaux. Le cultivateur comprend qu'il dispose de la force, il assiège le château du seigneur local, s'empare des archives qui faisaient de lui un taillable et corvéable, brûle les titres qui lui enlevaient son bien, cesse de payer les redevances, et, pour un temps, redevient un homme libre. Malheur au propriétaire détesté qui avait brutalisé ses vassaux pendant les temps de prospérité ! Lui aussi, il connaîtra l'insulte, les coups, son château sera démoli, et lui-même risquera la mort, à moins qu'il ne s'enfuie à l'étranger. Car la France *s'organise*, chaque jour elle apprend le maniement des armes, et, dans cette foule immense qui sait désormais attaquer aussi bien que se défendre, les soutiens particuliers du caprice royal et de la noblesse, les régiments d'Allemands et de Suisses, recrutés à grands frais, se perdent comme dans une mer.

Les députés de la noblesse siégeant à Versailles, dans l'Assemblée, prirent galamment les choses. Puisque le peuple, naguère asservi, jetait au feu leurs chartriers, parchemins et arbres généalogiques, puisqu'il cessait d'acquitter les corvées, de s'astreindre aux servitudes personnelles, *eh bien!* les gentilshommes en feraient superbement le sacrifice! Sans doute quelques-uns d'entre eux comprirent que la prudence leur commandait de séparer leur cause de celle des nobles émigrés qui fuyaient en ennemis et se préparaient à combattre la France; d'aucuns se laissèrent aller au faste traditionnel du grand seigneur qui joue avec les dettes et prodigue l'or comme s'il en avait toujours trop; mais d'autres aussi, pénétrés au dessous de l'épiderme par la philosophie du siècle, savaient parfaitement que leurs anciens droits étaient en dehors du droit et constituaient une injustice qu'il était temps de se faire enfin pardonner. Le haut sentiment du sacrifice et la grâce avec laquelle on sut l'accomplir fit de cette « nuit du 4 août », en cette même année 89, une date inoubliable. Tous étaient émus, heureux de se sentir égaux, de voir tomber ces barrières de la féodalité qui de l'homme avaient fait l'ennemi de l'Homme. L'émulation de justice et de renoncement gagna les villes et les provinces privilégiées qui successive-

ment et par acclamation renoncèrent à tous les avantages que la monarchie leur avait concédés pour se fondre dans la grande unité française. On put croire qu'en cette nuit de révolution se résumaient et se réalisaient tous les vœux, tous les espoirs des générations passées.

La réflexion vint pourtant et, dès le lendemain, l'œuvre des « hommes sages » s'attacha à reprendre en détail ce qui avait été abandonné par une enthousiaste déclaration de principe. Les décrets du 5 au 11 août notifient que, sauf la dîme, les servitudes réelles ne sont pas supprimées, mais que les paysans avaient le droit de les racheter « s'ils s'entendent sur le prix avec leurs seigneurs ». Et encore ces décrets, que le roi ne sanctionna qu'en octobre, ne furent-ils jamais dûment promulgués. La Jacquerie continua — rien qu'en Bretagne vingt-cinq châteaux furent pillés ou brûlés avant le mois de mars 1790 —, des paysans furent pendus, et ce n'est qu'en juin 1793 qu'une loi définitive abolit les droits sans rachat.



Portrait par Isabey

LE GUEN DE KERANGAL

né à Landivisiau en 1746. Le premier noble qui, durant la nuit du 4 août, renonça à ses privilèges.

La déclaration des « Droits de l'homme » donna un corps à l'ensemble des réformes votées par acclamation, mais des lois nouvelles, des décrets, des ordonnances vinrent rapidement prouver que vraiment peu de chose était changé à l'ancien régime.

La grande diversité d'origine, d'apparence, de mœurs et même de langue qui existait dans la nation française explique en partie comment les représentants venus de toutes les provinces se sentirent entraînés

à fonder l'unité nationale, non sur un prétendu lien du sang ni sur une fraternité traditionnelle, mais sur le droit humain. Les formules d'après lesquelles on constitua le peuple français auraient parfaitement convenu à la création d'une république embrassant l'humanité tout entière[1]. C'est qu'en effet le mouvement de la pensée pendant le dix-huitième siècle avait pris un caractère universel : dépassant de beaucoup les limites de la France et du temps présent, il s'était étendu à l'ensemble des pays et des temps ; souvent l'attention des historiens s'était portée bien plus sur les agissements de Frédéric II, sur le fonctionnement de la constitution anglaise, sur la guerre d'indépendance des colonies américaines que sur les affaires intérieures de la France ; les mœurs du peuple chinois étaient présentées en exemple : on s'intéressait aux noirs de Saint-Domingue, aux insulaires de l'Océanie. C'est donc par une sorte de floraison naturelle que l'Assemblée nationale proclama les droits du Français en les appuyant sur la pierre angulaire du droit de tous les hommes. Sans doute, les législateurs se trompèrent, puisque, suivant la conception maçonnique de l'époque, ils cherchèrent en dehors de l'homme, dans un Etre suprême, le garant de la morale humaine : ils prirent leur point d'appui en dehors de la conscience individuelle, qui, bien que vacillant elle-même, n'en est pas moins le grand ressort de toute œuvre sincère : considérant l'homme comme un éternel mineur, comme un sujet, ils voulurent le guider par des lois, émanation de la volonté divine dont ils étaient les interprètes. Quoi qu'il en soit, les droits de l'homme, qu'ils proclamèrent sous la pression de l'opinion souveraine qui trouvait enfin des hérauts, représentent bien le fait capital de l'histoire depuis les origines de l'humanité jusqu'à nos jours. Pour la première fois une nation se déclare solidaire de toutes les nations du monde, de toutes les races, au nom du droit que possède chaque homme d'aller à la recherche du bonheur.

En cette grande époque, la plus belle qu'ait encore traversée l'humanité, l'idéal des plus hauts philosophes qui avaient émis la pensée humaine dans toute sa beauté parut être sur le point de se réaliser. En mai 1790, lors de la discussion sur le droit du pouvoir exécutif de déclarer la guerre, Volney propose à l'Assemblée de

1. Jacques de Boisjolin, *Des Peuples de la France*, p. 9.

regarder l'universalité du genre humain comme formant une seule et même société dont l'objet est la paix et le bonheur de tous et de chacun de ses membres ; que dans cette grande société générale, les peuples... considérés comme des individus, jouissent des mêmes droits naturels et sont soumis aux mêmes règles de justice que les individus des sociétés particulières et secondaires ; que, par conséquent, aucun peuple n'a le droit d'envahir la propriété d'un autre peuple ni de le priver de la liberté et de ses avantages naturels ». Ainsi tout le globe terrestre était désormais, dans la pensée des novateurs, embrassé par le même droit des gens. La fédération des hommes se constituait en vue du bonheur universel.



Cabinet des Estampes.

VOLNEY,
NÉ A CRAON EN 1757, MORT EN 1820

Ce bonheur, c'est par l'élaboration de « lois justes » et leur égale application à tous les citoyens qu'on espérait pouvoir le réaliser. Certes, il n'est pas difficile de comprendre la passion fervente qui s'empara des Français d'alors à l'égard de la Loi, révérée symboliquement comme une déesse. C'est qu'elle devait remplacer le bon plaisir. Elle allait être substituée au caprice royal multiplié par les mille autres caprices des subordonnés qui, du maître jusqu'au dernier des valets, descendait sur les malheureux en une cascade de brutalités, d'injustices et de crimes. Par définition même, la loi, représentée par une balance, serait absolument juste, égale pour tous, et cette assurance suffisait aux malheureux qui avaient tant souffert de l'iniquité des jugements rendus au nom du Roy. Ils s'imaginaient que, désormais, la justice impersonnelle planerait au-dessus de la nation, lumineuse et bienfaisante pour tous comme les rayons du soleil. Ils ne savaient pas que la monarchie en devenant polyarchie ne cesse pas d'être une royauté : autant d'hommes

privilégiés par la possession d'un pouvoir, autant de petits rois qui discutent, sanctionnent et appliquent les lois à leur profit. La loi fut toujours celle qu'imposa le plus fort.

Armée par la puissance du peuple du droit de fabriquer des lois, l'Assemblée nationale eût bientôt de nouveau lié la France pour la ramener aux pieds du gouvernement fort dont elle aurait été le seul conseiller. Mais la nation vivait déjà de sa propre vie et s'organisait spontanément pour se défendre contre le retour offensif des seigneurs, contre le fisc, contre les gens d'affaires, contre les dangers que suscite la peur.

De village à village les paysans s'associaient ; ils se groupaient en fédérations avec les villes; et de province à province, par-dessus les anciennes limites, se faisaient les alliances : ayant les mêmes intérêts, le même amour de la paix, le même souci des récoltes prochaines et de la liberté conquise, les citoyens se reconnaissaient et s'embrassaient comme frères, oubliant que jadis leurs pères s'étaient entre-haïs. Naturellement les unions d'amitié se formaient surtout entre communes et pays que rapprochaient les mœurs des habitants, la facilité des communications, les avantages réciproques de l'échange, et, à cet égard, il serait très utile d'étudier la répartition des groupes en cellules primitives qui se constituèrent ainsi en spontanéité parfaite dans la France entière; mais à cette grande époque on se sentait attiré mutuellement non seulement en vertu des ressemblances mais aussi en vertu des contrastes : on aimait à se rencontrer de la plaine à la montagne et du vignoble au bocage, parce qu'on voulait se connaître et fraterniser en un même sentiment d'héroïsme et de bonté. Tous étaient devenus meilleurs : ce furent les plus beaux jours qu'ait jamais vus la France, ils sont uniques en son histoire. La nation s'était exaltée par l'enthousiasme bien au-dessus d'elle-même jusqu'à l'amour de tous les hommes.

L'unification de la France, naguère découpée en Etats féodaux distincts que la main royale reliait en un seul faisceau, s'accomplissait donc d'une manière toute spontanée. Il n'y aurait eu qu'à laisser faire pour que l'ensemble de la nation devînt vraiment « un », mais avec la diversité normale de tous les groupes naturels constitués pour le tracé et la confection des routes, pour la demande des subsistances et autres intérêts communs. La France avait déjà, en quelque sorte, ses cantons,

ses arrondissements et départements avant que Sieyès ne conçût le projet de division formelle, que Robert de Vaugondy n'en dressât la carte, et que Thouret ne la fît voter par l'Assemblée ; celle-ci, désireuse d'établir son propre pouvoir, afin de régler le rendement des impôts, les attributions et la hiérarchie des fonctionnaires, la subordination des communes à l'Etat, ne se laissa point influencer par les vœux



Cl. P. Sellier.
LES CHEVALIERS DE SAINT LOUIS RAPPORTANT LEURS INSIGNES DISTINCTIFS, AINSI QUE LES PORTEURS D'EAU

des populations et procéda brutalement à la division du royaume, obéissant à la préoccupation de faire les parts de dimensions égales.

Tout d'abord même il avait été convenu que chacun des 80 ou 81 (9 fois 9) départements serait divisé en neuf districts ou arrondissements, divisés à leur tour en neuf cantons. Sans doute, la nature des choses, indépendamment de la volonté des législateurs, exigeait la suppression des anciennes divisions historiques, féodales, administratives, cléricales, militaires, fiscales ou douanières, qui avaient été souvent établies par un coup de caprice et que l'on avait toujours maintenues sans aucun souci de la volonté des populations intéressées : provinces politiques, généralités financières, intendances civiles, diocèses

ecclésiastiques, gouvernements de l'armée, bailliages ou sénéchaussées judiciaires, ressorts parlementaires, pays de droit romain et de droit coutumier, de gabelles et de rédemption, d'aides et de gratuités, de concordat et d'obédience [1], tout cela devait nécessairement disparaître, débarrasser la France de son inextricable réseau de frontières entremêlées — et ce qui en reste encore ne peut être conservé que d'une manière artificielle — ; mais les limites de départements, arrondissements et cantons ne sont pas moins artificielles pour la plus forte part de leurs contours, et s'effaceront aussi, non d'ailleurs sans avoir eu le résultat funeste de rompre bien des communications naturelles et d'embarrasser de mille manières le mouvement spontané des populations.

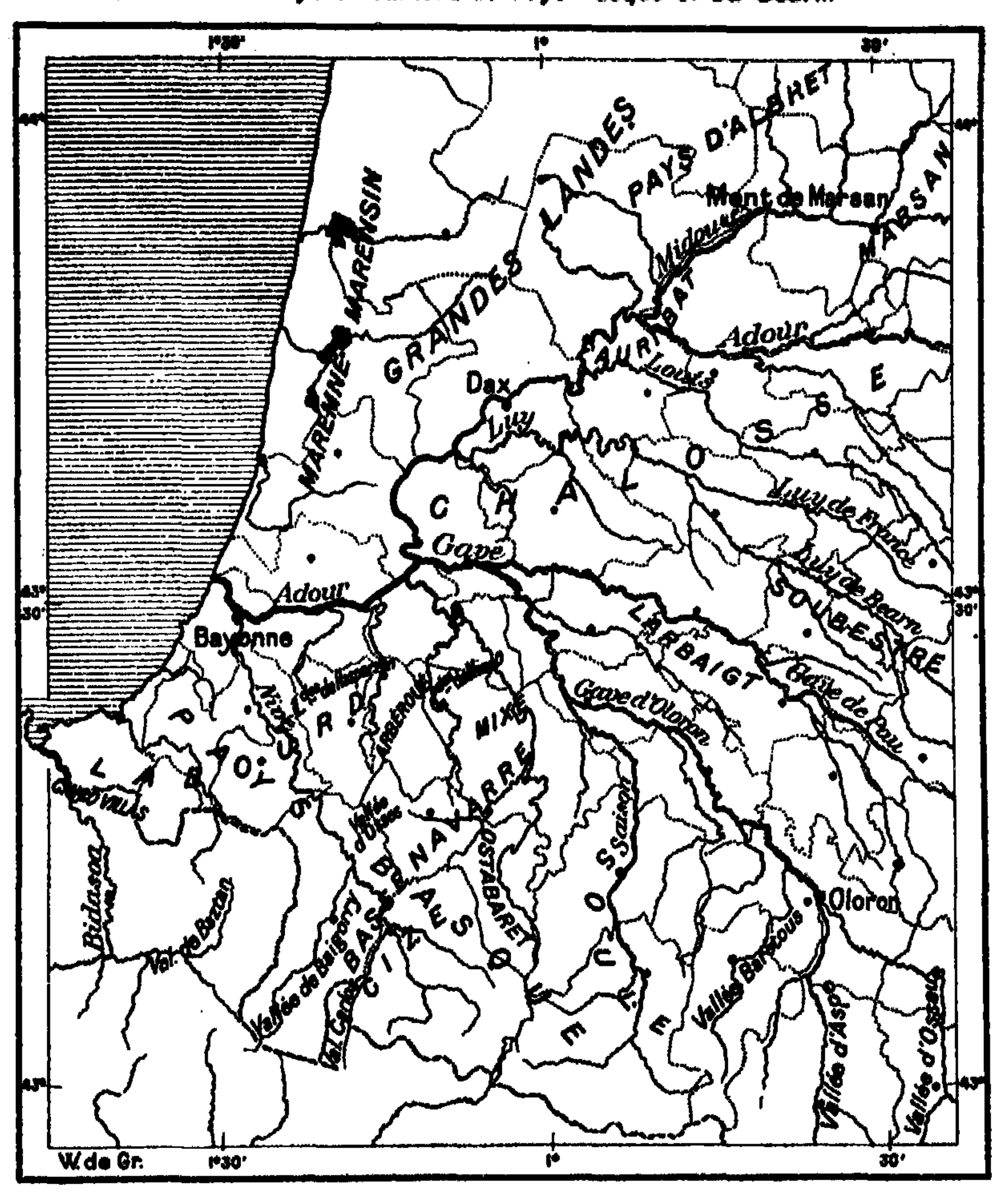
Il est certain qu'une division naturelle en « pays » eût donné à la carte de France un aspect tout autrement irrégulier, la superficie des divers éléments juxtaposés eût facilement varié du simple au décuple : les affinités électives diffèrent dans toutes les régions suivant la nature et les productions du sol, le développement moral et intellectuel des populations, la circulation générale de la vie. En outre, les progrès de la civilisation et l'accroissement des facilités dans les rapports de voisinage n'eussent pas manqué, en l'absence d'une autorité centrale, de supprimer toutes ces divisions partiellement factices. A l'époque où furent tracées les lignes administratives de partage, il fallait des semaines pour que le va-et-vient des ordres et des réponses pût se faire entre la tête et les extrémités du grand corps ; hier il fallait encore des heures, quelques minutes suffisent aujourd'hui. C'est donc un véritable contresens que de vouloir fixer par des lignes immuables une histoire qui se modifie et se transforme toujours.

La nouvelle distribution administrative de la France devait amener les législateurs des diverses assemblées à discuter avec passion les théories contradictoires relatives à l'organisation politique du royaume, fédéralisme ou centralisation. C'est précisément la question qui s'était posée pour les colonies américaines après leur victoire commune sur les forces britanniques ; mais la solution ne pouvait être la même dans les deux contrées, puisque les traditions historiques et les conditions présentes différaient de part et d'autre. En France les centralisateurs intransigeants eurent gain de cause, la patrie fut déclarée « une et indivisible »,

1. Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, II, p. 402 ; — Edmond et Jules de Goncourt, *Histoire de la Société Française pendant la Révolution*, p. 393.

en ce sens que les mêmes lois, les mêmes formes d'administration devaient s'appliquer aux populations les plus opposées par l'origine,

N° 429. Pays et Cantons du Pays Basque et du Béarn.



Dans les limites de la carte, il n'y a guère que les pays des hautes vallées dont l'unité ait été respectée par la division en canton.
Les points noirs indiquent l'emplacement des chefs-lieux de canton.

les mœurs et les précédents : partout, au pied des Pyrénées et des Alpes comme dans les Ardennes et en Bretagne, les citoyens — ou plutôt les

sujets — auraient à se conformer aux ordres venus du centre, s'accommoder aux vêtements que l'on avait taillés pour eux. Evidemment l'unité artificielle que l'on voulait ainsi fonder était en désaccord avec le mouvement de l'histoire, avec le rythme de la Terre, et d'ailleurs elle ne triompha qu'en apparence, car, suivant les milieux, les lois sont toujours diversement appliquées.

Encore en 1791, un député de l'Assemblée constituante, Achard de Bonvouloir, protesta contre l'absurde unification des lois, déclarant que la « majorité des ci-devant Normands entendait conserver sa coutume », et plaidait pour une « variété de lois et de règlements en rapport avec les mœurs et les habitudes particulières de chaque province ». Mais le fanatisme de l'autorité, jouant sur le sens de l'expression « égalité entre les hommes », voulut ignorer quand même les traditions locales, les coutumes héréditaires auxquelles tenaient précieusement les indigènes comme à une part de leur existence, et le niveau égalitaire fut choisi pour symbole de la Révolution. Telle province y gagna, telle autre y perdit, notamment les « vallées », c'est-à-dire les petites républiques pyrénéennes que les remparts naturels de leurs montagnes avaient de tout temps défendues contre le caprice des seigneurs, et qui, désormais ouvertes par la construction des routes, le défrichement des forêts, et surtout par l'agrandissement de l'horizon intellectuel et moral, devaient participer à la vie générale de la grande nation qui les embrassait dans son vaste domaine. C'est ainsi que les communautés libres, les « universités » des montagnards perdirent la gérance incontrôlée de leurs intérêts et leurs assemblées souveraines, où chacun et chacune avaient le droit absolu de présence, de parole et d'initiative. Cette confiscation d'un héritage inappréciable eut pour conséquence d'inévitables rancunes qui s'ajoutèrent aux éléments de réaction et de déchirement national.

Les beaux jours de l'enthousiasme initial ne pouvaient durer. A l'exception de quelques représentants, le clergé s'était prêté de mauvaise grâce au sacrifice des privilèges et, partout où il fut assez fort pour exciter et soulever le peuple, il revendiqua très âprement la possession de ses terres : des paysans qui n'avaient rien étaient entraînés à se battre pour conserver les milliards des prélats. Le Cambrésis s'était révolté, emporté par le même mouvement clérical que les Flandres voisines, où la population des campagnes se pressait autour de ses curés, clamant pour le

Musée de Versailles. Cl. J. Kuhn, édit.

PRISE DES TUILERIES (10 AOUT 1792)
par J. Bertaux.

maintien des antiques traditions, c'est-à-dire pour leur propre asservissement. Les paysans murmuraient dans les diocèses de l'ouest et du midi ; même dans les villes telles que Nîmes et Montauban, où les haines étaient entretenues par le contact immédiat des catholiques et des protestants, les assassinats et les tueries commençaient. En ce conflit, le clergé avait un précieux avantage : « il savait très bien ce qu'il voulait »[1], tandis que l'Assemblée ne le savait pas. Aussi, lorsque les députés catholiques sommèrent leurs collègues de la noblesse et du Tiers d'avoir à déclarer franchement si oui ou non ils professaient la religion traditionnelle de la France, ces députés hésitants, incertains et timides parce qu'ils appartenaient à un âge de transition, parce qu'ils étaient à la fois catholiques par la survivance, libres penseurs par l'éducation, se trouvèrent-ils fort embarrassés. En 1790, l'Assemblée constituante discuta plusieurs heures pour savoir si la Révocation de l'édit de Nantes devait être maintenue ! puis elle s'occupa de la constitution du clergé, tout en ignorant le dogme que professait l'église, et décida de payer chèrement des cérémonies bizarres, fort bonnes pour le peuple, mais méprisables pour la plupart de ses membres. Comme le satyre de la fable, les représentants de la nation soufflaient le froid et le chaud. La France devait donc rester catholique, puisque la foi nouvelle de la fraternité des hommes en dehors de tout commandement divin n'avait pas encore conscience d'elle-même. Si la bourgeoisie survécut, triomphante, à tous les événements chaotiques de la Révolution, c'est qu'elle avait achevé son évolution préalable et ne se laissait point détourner de son idéal. Mais la pensée libre n'en était pas encore là : elle ne s'était pas dégagée du mysticisme évangélique et croyait toujours à une morale divine qu'aurait distillée l'Eglise. Aussi celle-ci reprit-elle le dessus, la série de ses avatars n'était point achevée.

La société civile essaya pourtant d'un accommodement avec la religion chrétienne. Des curés républicains se prêtèrent à cette conciliation, s'imaginant qu'ils pourraient obéir à la fois à l'Evangile du Crucifié et à celui des Encyclopédistes. Très sincèrement, ils restaient observateurs de leur foi, tout en prononçant le serment exigé d'eux, en qualité de fonctionnaires, qu'ils seraient « fidèles à la nation, à la loi et au roi, et maintiendraient la constitution ». Mais de nouveau se vérifia le proverbe

1. Michelet, *Histoire de la Révolution française*, vol. I, *passim*.

des Ecritures que l'on ne peut servir deux maîtres. Le pape désapprouva les prêtres assermentés, et bientôt la foule des catholiques forcenés vit en eux autant de suppôts du démon, de magiciens empoisonnant l'hostie par leurs maléfices; on repoussa leurs prières; on s'écarta de leurs cérémonies avec horreur, tandis qu'on se pressait autour des saints qui n'avaient pas souillé leur bouche par des paroles que condamnait l'Eglise, et qui restaient en communion directe avec le saint Père, représentant par excellence de l'ancien régime, bien mieux que le roi lui-même. L'antagonisme entre la société révolutionnaire et la chrétienté traditionnelle devint plus violent, plus inconciliable, lorsque l'Assemblée, convaincue que le peuple ne pouvait se passer de culte décida que la grande fête nationale serait désormais celle de la Raison et qu'on la célébrerait dans l'église même de Notre-Dame, aux lieu et place du culte supprimé, sur son autel. De pareilles cérémonies, exécutées avec une pompe théâtrale et fausse, n'étaient quand même qu'une sorte de parodie de la messe catholique et lui étaient de beaucoup inférieures puisqu'elles ne venaient point du peuple et que parmi les figurants nul n'était ému. Le conflit entre la Raison et l'Eglise devait se terminer au profit de cette dernière, puisque la Raison se gérait aussi en déesse, pauvre, impuissante imitation du passé. Etait-ce une Minerve, une Vierge nouvelle? Mais les prières ne montèrent point vers elle, tandis qu'au fond des cryptes, les antiques survivances courbaient encore des fronts devant des effigies noircies par le temps.

D'ailleurs en dehors des formes du catholicisme traditionnel, que l'on n'osa point proscrire et que même Robespierre, devenu presque pape en un monde de fidèles, protégea ostensiblement, comme pour y trouver la garantie la plus sûre du pouvoir absolu, tous les républicains, leurs institutions et leurs œuvres participaient de l'esprit catholique; tous avaient la prétention de faire de gré ou de force le bonheur de l'humanité, de lui dicter des lois inviolables, conçues en une cervelle infaillible. « Tant que vous n'aurez pas acheminé sur une même trace et moulé à une même forme tous les enfants de la patrie, disait Ducos, c'est en vain que vos lois proclameront la sainte égalité ». Chaque révolutionnaire portait en soi un dictateur. Heureusement que, pendant la grande et fervente époque de la Révolution, encore portée par son premier élan, toutes ces dictatures se combattaient entre elles et que de leur choc naissait la résultante, la grande œuvre du peuple. Car si puissants

que se soient montrés tels et tels individus, si énergiquement que leur vouloir ait pénétré dans le chaos des choses, pourtant ni Mirabeau ni Danton, ni aucun autre n'eussent rien fait sans la pression d'en bas, sans la poussée des mille clubs, des assemblées pullulantes qui partout se formaient, se groupaient, se fédéraient, aidant à composer, à renouveler, à ranimer les assemblées plus nombreuses, plus rapprochées du pouvoir.



Cabinet des Estampes.

LES CHEVALIERS DU POIGNARD
désarmés en présence de Louis XVI (Février 1791).

Les fédérations entraînaient les clubs, et ceux-ci les grands corps délibérants. Les Cordeliers, les Jacobins préparaient, décidaient d'avance ce que la Commune de Paris, la Constituante, la Convention décrétaient ensuite. C'est ainsi que la population française que soulevait l'enthousiasme révolutionnaire prenait part, avec ou sans mandat, aux délibérations communes.

A la guerre civile qui se préparait, allumée par les prêtres, et dont les premiers brandons faisaient naître parfois des incendies, menaçait de s'ajouter la guerre étrangère, d'autant plus redoutable que l'armée était encore commandée par des nobles, ennemis plus ou moins déguisés de

la Révolution, et que le roi lui-même, qu'il le voulût ou non, était forcément le complice et le chef virtuel de l'armée des émigrés. Les camps d'attaque s'étaient formés dans le voisinage de la frontière, à Turin et à Trèves, et des deux côtés, les communications se faisaient à peu près librement : même les officiers recevaient leurs pensions et l'Etat payait les uniformes et les chevaux ; on ne savait où commençait ni où finissait



Cl. P. Sellier

CLUB DES JACOBINS
Aujourd'hui divisé en plusieurs salles abritant la Société d'Anthropologie de Paris et ses collections.

la France, et, pour Louis XVI, elle était bien certainement loin de Paris : là des troupes solides, de fidèles Allemands l'attendaient pour le ramener triomphalement dans sa capitale tremblante et désarmée.

Aussi essaya-t-il de s'enfuir : il avait même parcouru en chaise de poste plus des trois quarts de la route, vers le camp de Montmédy, d'où il aurait pu donner la main aux émigrés de Trèves, lorsqu'il fut reconnu et ramené de Varennes dans son palais des Tuileries (1791). Le coup fatal était porté. Désormais le roi et la reine, plus que soupçonnés d'avoir trahi la nation, ne pouvaient plus espérer de se réconcilier avec la France, et quels que fussent les témoignages de respect et les serments de patriotisme échangés de part et d'autre, la rupture devait aboutir au pro-

cès et à la condamnation de Louis XVI. Il fut exécuté le 21 janvier 1793.

Cet événement transporta de fureur l'Europe monarchique, surtout l'Angleterre, qui avait à se faire pardonner l'exécution de Charles Ier. D'ailleurs meurtre pour meurtre, le premier fut grandement dépassé par le second en importance symbolique. La révolution anglaise n'avait été dans l'histoire qu'un fait d'ordre insulaire, national, une dispute entre



Cabinet des Estampes.

LOUIS XVI DEVANT LA CONVENTION

sectes, tandis que la mort de Louis XVI fut un défi lancé à tous les monarques. La Révolution française proclamant les Droits de l'homme avait pris un caractère mondial, et c'est au nom de tous les peuples opprimés qu'elle guillotinait son roi. Il s'agissait ici d'une lutte entre deux principes, la royauté de provenance réputée divine et la liberté de tous les hommes virtuellement égaux dès leur naissance. Louis XVI se trouvait être la victime représentative de tout l'ancien régime, de toutes les survivances longtemps considérées comme saintes, et les émigrés français qui portaient les armes contre leur patrie, implorant contre elle les gouvernements étrangers, étaient très logiquement les défenseurs de la cause commune de tous les privilégiés d'Europe. Au-dessus

des divers États et de leurs frontières changeantes, planaient, comme dans les légendes antiques, les deux esprits qui se disputent le monde.

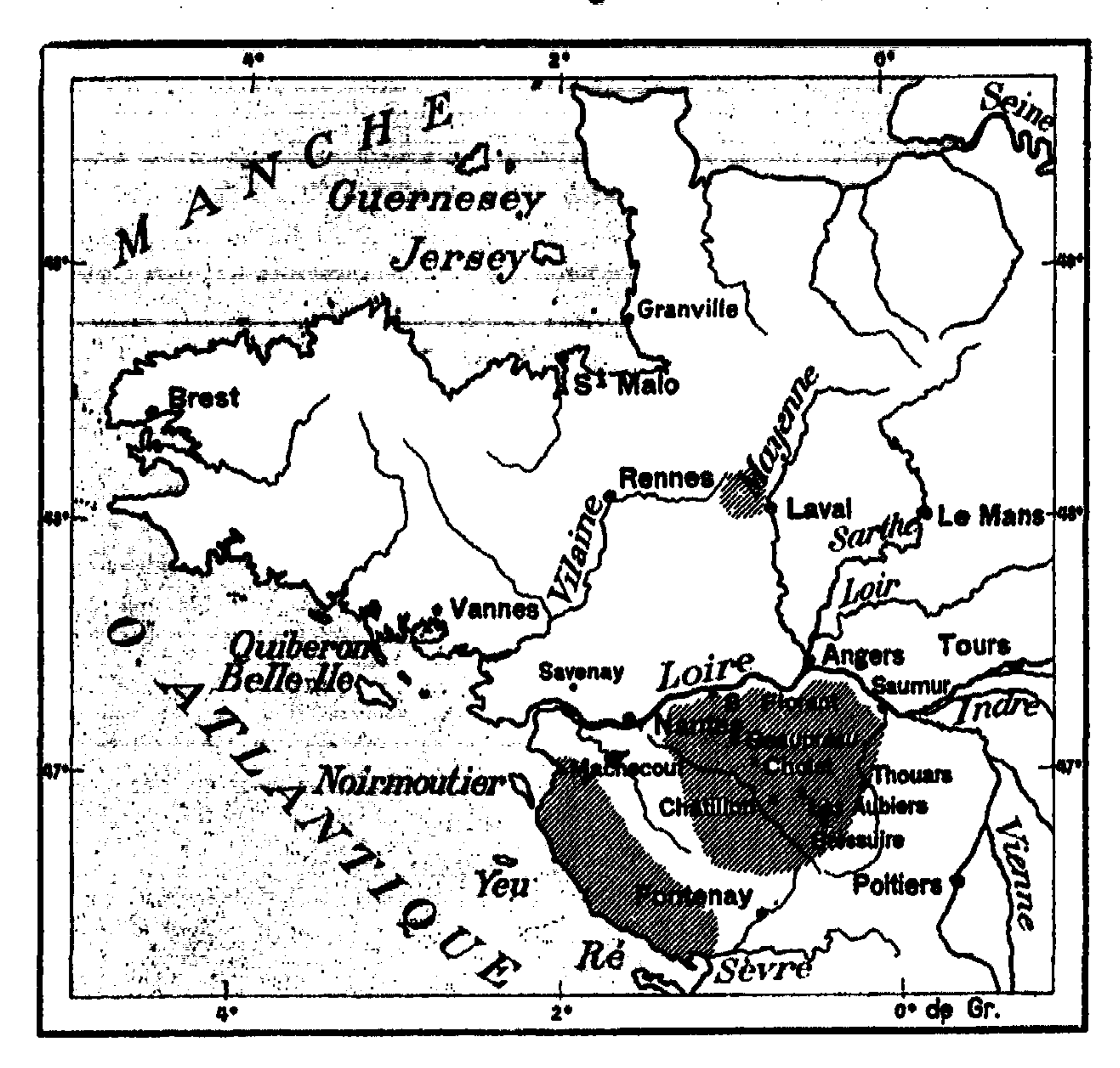
La France, comme nation, était alors dans une situation qui semblait absolument désespérée. Dans l'ouest, les prêtres et les gentilhommes avaient réussi à soulever les paysans contre les bourgeois des villes, qui, de leur côté, s'étaient rangés avec enthousiasme au nombre des amis de la Révolution. Ainsi, les vieilles rancunes, auxquelles s'ajoutait chez les rudes cultivateurs le juste mécontentement causé par l'arrogante centralisation parisienne, avaient fait surgir de nouveau la guerre qui sévissait autrefois entre les villes latinisées, christianisées, et les villageois restés païens. De siècle en siècle, l'écart s'était maintenu ; quoique les anciens adorateurs des pierres levées eussent appris à se prosterner dans les églises, l'inimitié avait persisté entre les deux castes. La haine de la gabelle et autres impôts qui s'était amassée dans les cœurs de la paysannerie trouvait maintenant à s'exhaler contre les « bleus », et l'annonce d'une levée de 300 000 hommes par conscription mit le feu aux poudres. En réalité, les « chouans » étaient fédéralistes, et ne faisaient que satisfaire leur vieil instinct républicain en allant « chasser la perdrix » en compagnie de leurs hobereaux, à demi paysans comme eux. Cadoudal dit le mot juste à un officier nouvellement débarqué : « L'ami, allez dire aux princes qu'on se bat ici pour mieux qu'eux .

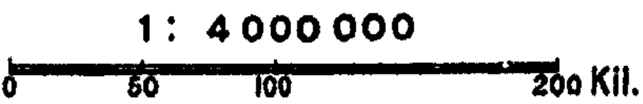
Le désordre chaotique de la province avait laissé à la guerre le temps de se préparer, et il fut d'autant plus difficile de réprimer le soulèvement, surtout en Vendée, que la nature du pays était des plus propices aux embuscades et aux surprises. Un labyrinthe d'enclos dont les indigènes connaissent seuls les détours, des collinettes coupées de plis et de vallons, sans aucun observatoire naturel d'où l'on puisse avoir une vue d'ensemble sur la contrée ; mille, cent mille défilés formés par les chemins creux où l'on bute contre les pierres, où l'on patauge dans la boue, où l'on s'enlize dans les marais ; partout des champs épars, des prés, autant de réduits fortifiés, dissimulés par des haies d'arbres aux branches entremêlées ; partout des meurtrières entre les feuilles d'où l'on peut tirer sans être vu ; de toutes parts des signaux imitant les sons de la campagne, le chant lointain d'un oiseau, un battement d'ailes, le bec du pivert qui sonde les troncs d'arbres. Ces bruits rassurants sont autant d'appels à la mort.

Puis, de l'autre côté de la France, ce sont les rumeurs de la grande

guerre, ce sont les régiments en ligne, les corps d'armée, les batteries de canons, les vieux généraux de Frédéric II. Tous les gouvernements

N° 430. Théâtre de la guerre de Vendée





Les principaux districts de l'insurrection vendéenne sont hachurés d'après Vidal de La Blache.

Les premières rencontres de la guerre sont celles de Saint-Florent, de Beaupréau, des Aubiers (25 avril 1793), de Cholet, où les Vendéens furent victorieux. Bressuire, Thouars, Saumur (6 juin) furent occupés par eux, mais Nantes résista et les insurgés rentrèrent dans leurs cantonnements qu'ils surent défendre pendant plusieurs mois contre les armées de la Convention. Enfin ils furent défaits à Châtillon, puis à Cholet (17 octobre). Alors eut lieu la lamentable expédition vers Granville pour donner la main aux Chouans de la Mayenne et aux Anglais. Au retour, les Vendéens furent mis en déroute au Mans, puis à Savenay (23 décembre).

La guerre qui avait débuté, du côté des Blancs, par les massacres de Machecoul (*mars-avril* 1793) se termina par les noyades de Nantes et la dévastation de la Vendée par les « colonnes infernales », mais la guerre d'embuscade dura jusqu'en 1796.

Le désastre de Quiberon date de juin-juillet 1795.

d'Europe s'ébranlent successivement contre la France, coupable de leur avoir jeté en défi la tête de son roi. La Prusse, l'Autriche, d'autres Etats

alliés fournissent les troupes, que guident les nobles émigrés, tandis que l'Angleterre donne les subsides. Une nouvelle croisade se forma contre la nation française et, sans compter la fureur vindicative du clergé, l'enthousiasme religieux ne manqua pas à cette guerre sainte. En mainte famille britannique, ce fut vraiment une partie essentielle de la religion que de haïr les Français, peuple de libertins unissant à la fois les superstitions catholiques aux blasphémes de la libre-pensée et aux futilités du monde élégant. On cherche toujours des raisons pour justifier ses haines, et même plus que des raisons : des inspirations divines. Il resta donc convenu, et durant des générations, que le patriotisme et la piété n'allaient point sans maudire l'ennemi héréditaire.

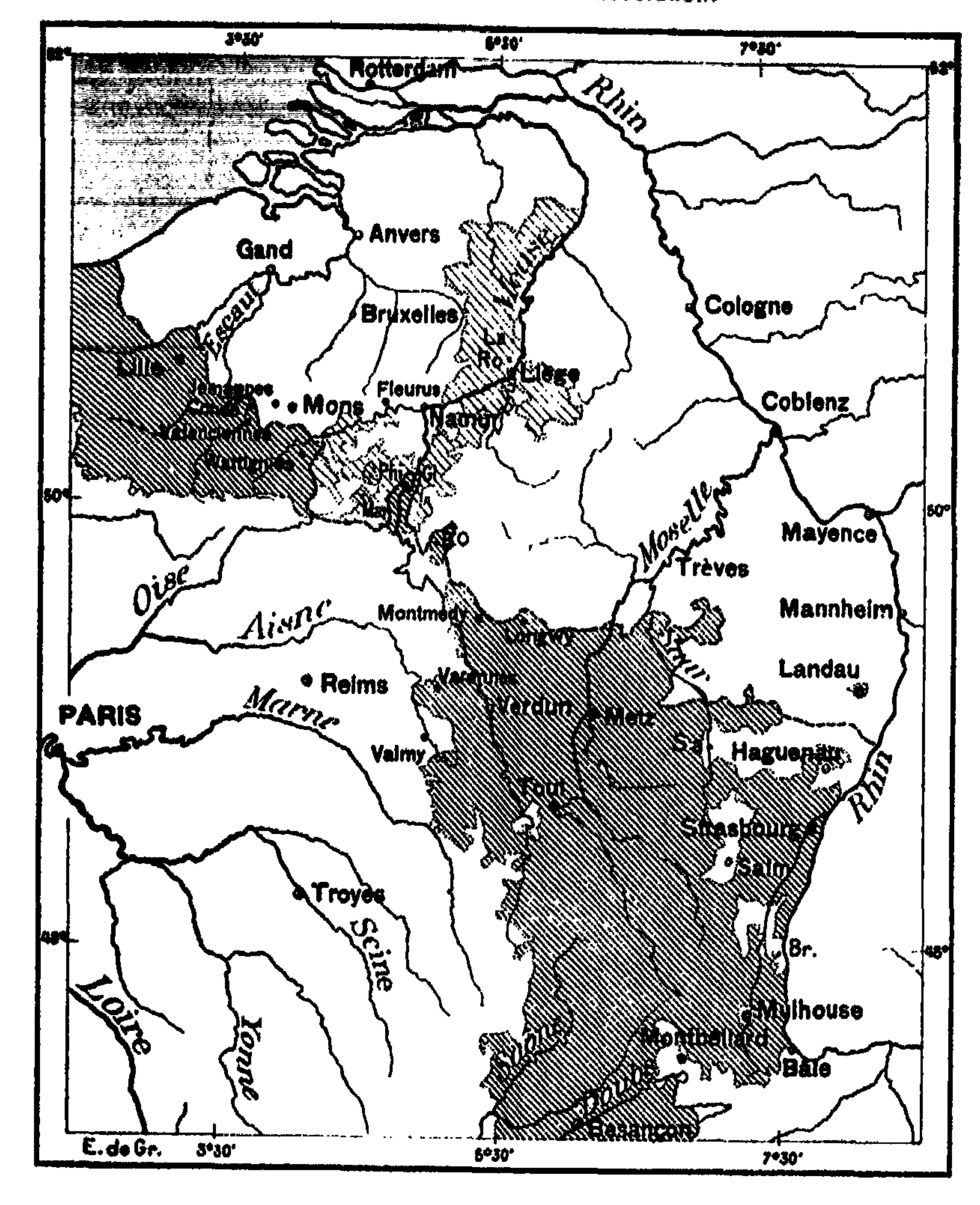
Il semblait vraiment impossible que la France pût résister à l'Europe conjurée contre elle en même temps qu'à la révolte de ses propres enfants. Et d'ailleurs avait-elle une armée? Les bandes qui lui restaient gardaient-elles quelque cohésion dans ce vertigineux chaos des révolutions intérieures et sous le commandement d'officiers qui trahissaient la République? C'est en pleine guerre qu'il fallait réorganiser toutes les forces militaires, transformer l'armée du roi en armée de la nation, lever, dresser, discipliner les recrues par centaines de mille et les opposer aux solides bataillons des envahisseurs.

De toutes les œuvres de la Révolution, ce fut précisément celle-là, désespérée en apparence, qui réussit le mieux. Le centre de la guerre se déplaça rapidement : de la France nord-orientale où la lutte avait commencé, le conflit fut reporté en Belgique et en Allemagne; les événements se succédèrent avec la rapidité d'une éruption volcanique. Ces étourdissants succès militaires, qui consternaient la réaction européenne, auraient dû la rassurer au contraire, car ils provenaient de ce que le mouvement de la Révolution était désormais dévoyé, écarté de son but. C'est à bon escient que de fins politiques avaient essayé de détourner l'ardeur de la nation vers la passion des batailles.

L'impulsion à laquelle obéirent les Français de la Révolution hors de leurs frontières est du même ordre complexe que celle d'où sortit le mouvement des Croisades, lorsque chevaliers, moines et paysans lancés à la délivrance du Saint-sépulcre se donnaient naïvement comme prétexte la foi religieuse pour satisfaire leur passion de guerre aventureuse. Des sentiments élevés se mêlaient pour une certaine part à l'élan qui poussa tant de jeunes hommes vers la frontière. Quelques-uns

se croyaient des hérauts de justice et de liberté, ils pensaient à

N° 431. Les Guerres de la Révolution.



1 : 4 000 000

0 50 100 200 Kil.

Les hachures serrées recouvrent le territoire que Louis XIV et Louis XV avaient ajouté au royaume de France. Le district de Montbéliard obéissait au Wurtemberg, ceux de Brisach, de Salm, de Saar-Union, d'Haguenau à divers princes allemands; Mulhouse était unie aux cantons suisses; Landau, Philippeville, Marienbourg, Bouillon faisaient partie de la France. L'évêché de Liège est recouvert de hachures espacées. La = Lawfeld et Ro = Rocourt sont des lieux de bataille de la guerre de Sept ans.

l'émancipation de leurs frères d'Outre-Rhin et de par delà les Alpes.

Peut-être même que, dans son ensemble, l'armée républicaine fut vaguement pénétrée d'un peu de cet idéal et se trouva ainsi soulevée au-dessus de la vie ordinaire des camps. Du moins ce zèle de propagande armée fut-il le prétexte que l'on fit valoir tout d'abord. Mais combien vite les mœurs de la soldatesque, les instincts de meurtre et de pillage eurent pris le dessus, combien l'ambition, désormais permise au soldat, fit miroiter à ses yeux les broderies et galons de l'officier, et jusqu'au « bâton de maréchal »! L'idée du « ternaire sacré » se perdit bientôt dans les campagnes ravagées et les cités prises d'assaut.

D'ailleurs les victoires des armées dites républicaines furent achetées bien cher! Devant l'imminence des dangers où l'on risquait de sombrer, le gouvernement de la France, que les rumeurs de la foule entraînaient d'ailleurs dans cette voie, prit « le salut public » pour règle de sa conduite et sanction de ses actes[1].

De même que naguère les prêtres avaient Dieu pour seul juge de leurs agissements envers les hérétiques, de même les chefs de la Convention, devenus des maîtres de la République, ne croyaient plus avoir de responsabilité que devant leur intime sentiment du bien. Ils n'obéissaient qu'à un seul devoir : sauver la patrie, quels que fussent les moyens employés et quelles que fussent les victimes à sacrifier. Or, le gouvernement se compose toujours d'hommes en chair et en os, ayant leurs instincts, leurs passions, leurs amours et leurs haines: la nature humaine voulait que les détenteurs du pouvoir et toute la tourbe des parasites gravitant autour d'eux vissent des ennemis publics surtout dans leurs ennemis personnels, et les exécutions sommaires devaient très fréquemment tomber à faux. Par un monstrueux contre-sens, il se trouva qu'au moment précis où la République, succédant à la monarchie, prétendait constituer le droit humain, et proclamer comme règle première le respect de la liberté individuelle, le nouveau régime procéda au contraire en sens inverse de son principe, et prit pour axiome que la vie d'un membre de la communauté est chose parfaitement négligeable pour la communauté elle même : quelques gouttes de sang en plus ou en moins.

Ce fut l'époque dite de « la Terreur », non qu'en ces deux années commençant aux massacres de septembre 1792 il y ait eu plus de

1. Théodore Duret, *Revue Blanche*, 15 mars 1901, p. 419.

tueries qu'en nombre d'époques antérieures ; l'histoire de la France et celle d'autres pays racontent beaucoup d'événements pendant lesquels le sang fut répandu en plus grande abondance ; mais cette fois, le sang versé était celui de roi, de prêtres et de nobles : de là l'épithète de « terrible » donnée tout particulièrement à ces journées de vengeance, où la classe des oppresseurs vit la hache se retourner contre elle.

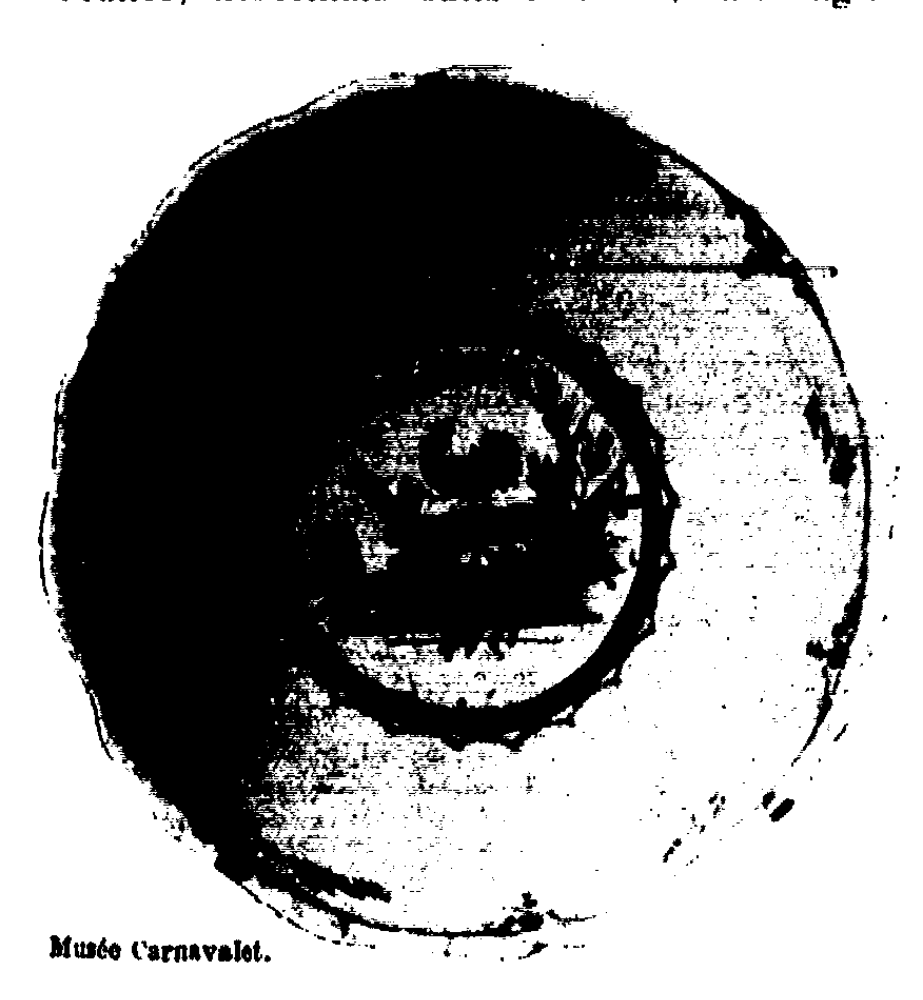


Cabinet des Estampes. Bibl. Nationale.

" LA VÉRITABLE GUILLOTINE ORDINAERE HA LE BON SOUTIEN POUR LA LIBERTÉ "

Toutefois, ce mouvement de réaction, phénomène de rétribution si normal dans une masse inconsciente, eut pour la France républicaine, qui naissait à la vie morale, les plus funestes effets. Tandis que, parmi les citoyens, les uns s'accoutumaient à la vue du sang, aux dénonciations, aux pratiques policières et se groupaient d'avance à la suite d'un despote quelconque, les autres se faisaient peur à eux-mêmes et

cessaient de croire à la réalisation de leur idéal. Parmi les têtes qu'on voyait tomber, quelques-unes étaient certainement de celles où le plus de pensée avait vibré et qui cherchèrent le plus ardemment le secret de l'avenir. L'opinion publique hésita, les meurtriers tremblèrent devant leur œuvre de mort et la réaction devint inévitable. La France, désormais sans boussole, sans ligne de conduite, laissa le pouvoir aux mains des ambitieux et des habiles. La Révolution n'avait été qu'un long espoir et l'illusion d'un jour! La réalisation en était renvoyée aux siècles futurs.



Musée Carnavalet.

ASSIETTE PORTANT L'INSCRIPTION : « JE VEILLE POUR LA NATION »

L'égalité ne pouvait être qu'un vain mot pour ceux qui n'avaient aucune part à la propriété, c'est-à-dire pour la majorité de la nation. On répète volontiers que la vente des terres nobles et des domaines de main-morte ecclésiastique eut pour résultat de transformer le paysan en propriétaire, mais cette appréciation banale n'est point d'accord avec les faits. Ce qui est vrai, c'est que le nombre des possesseurs du sol s'accrut en de notables proportions, non fixées d'une manière précise par les statistiques de l'époque. Ce fut là certainement une révolution économique de grande importance, car elle associa de nouvelles couches à la vie de la terre et produisit une poussée vers l'accroissement de la production, mais le principe de la répartition des biens suivant les chances de l'hérédité, du savoir-faire et du hasard ne fut en rien modifié, et la foule des prolétaires ruraux resta comme ci-devant privée de tout lopin de terre, condamnée à ne récolter le blé que dans les champs d'un propriétaire noble ou bourgeois. La loi reconnaissait, il est

vrai, glorifiait le droit à la propriété, mais pour ceux qui possédaient déjà, comme dans la parabole de l'Evangile : « Celui qui a aura davantage, et à celui qui n'a rien, on ôtera même ce qu'il a ». Telle était la conséquence forcée de ce maintien du droit romain dans le régime des terres. En réalité, c'est bien cela que la bourgeoisie, enivrée de son accession au pouvoir, entendait par « Droits de l'homme » ; elle proclamait sa puissance politique, corrélation à sa puissance économique et à sa main mise sur le sol producteur. Aussi l'émotion toucha-t-elle au scandale lorsqu'en septembre 1789, un curé d'Issy-l'Evêque, pittoresque village de l'Autunois, prit au sérieux le mot d'égalité et se mit tranquillement à procéder au partage égal des terres. On s'empressa de lui faire savoir qu'il portait la main sur l'arche sainte de la propriété, bien plus sacrée que tous les tabernacles religieux. Les pauvres, les vagabonds devaient rester hors la propriété, hors la loi.



Même politique à l'égard des ouvriers d'industrie. Par la suppression des « jurandes » et des « maîtrises » on libéra le travail de l'armature de lois et de coutumes qui interdisait l'accès des métiers aux artisans ambitieux et aux bourgeois incompétents ; mais les ouvriers n'étaient point armés contre les entreprises de leurs patrons. Les « défenseurs de toutes les libertés », c'est-à-dire les législateurs, interdirent aux ouvriers par la loi du 14 juin 1791, le droit de se coaliser pour la défense de leurs intérêts, qualifiés de « prétendus » dans le texte officiel. Chapelier, le rapporteur de cette loi, qui, sous diverses formes, a toujours prévalu depuis, établit très nettement la théorie qui devait permettre aux patrons isolés ou associés de briser toujours la résistance des ouvriers isolés. « Il n'y a plus de corporations dans l'Etat, disait-il,

il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire ». En vertu de ces principes, la société pourrait logiquement interdire la formation d'un club de joueurs à la balle ou d'une assemblée d'archéologues. Ainsi la bourgeoisie, arrivée à son but, interdisait au peuple encore opprimé de reprendre pour sa propre cause le langage qu'elle avait employé elle-même. Les conquérants du pouvoir, se substituant aux anciens nobles, s'étaient empressés de fermer la herse de la citadelle dans laquelle ils venaient d'entrer. Et pour assurer encore plus solidement le droit exclusif des propriétaires, ceux qui n'avaient rien furent exclus du droit de suffrage ; plus du quart des Français étaient privés du vote : ils n'acquittaient point la contribution exigée, trois journées de travail, soit trois francs environ.

Du reste, la multitude encore inconsciente, dont la poussée s'exerçait d'une manière irrésistible sur les législateurs, n'avait que très vaguement l'instinct de son droit à la propriété du sol. Les idées socialistes étaient à peine représentées dans le grand mouvement qui aboutit à la Révolution. Presque toutes les brochures écrites sur la grande ferveur du renouveau proclament le respect dû à la propriété, et, par une singulière inconséquence, c'est au nom de la propriété même, le premier des privilèges, que l'on demande la suppression des privilèges. « Des réformes, pas de révolution » ! tel était le cri universel des novateurs qui s'engagèrent, sans le savoir ni le vouloir, dans l'engrenage de la Révolution. En résumé, une vingtaine d'écrits vaguement socialistes par l'expression, cinq ou six autres dont la tendance est plus précise, déjà conscients, telle est la place du socialisme dans les quatre mille brochures qui, avec les cahiers, expriment les vœux de la France en 1789[1]. Et durant le cours des événements tragiques des années suivantes, la logique des choses ne fit guère jaillir un idéal nouveau de la pensée des écrivains, l'instinct primitif n'avait pas encore pris forme sociale. Ni la masse populaire, ni ceux qui la représentèrent, les Jacques Roux, les Varlat, les Leclerc, n'eurent de doctrines bien nettes. Ceux qu'on appela les agitateurs du peuple ne le guidaient pas, ils le suivaient[2], se bornant à traduire ses vagues aspirations qui étaient simplement le « désir de mieux, le rêve de manger à sa faim ». Et pourtant l'histoire constate que la Révolution,

1. André Lichtenberger, *Revue Socialiste*, 2 juin 1898. — 2. Bernard Lazare, *Histoire des Doctrines révolutionnaires*, p. 13.

quoique n'ayant pas même vagi les premiers mots du socialisme, en fut néanmoins le précurseur. C'est qu'elle osa et qu'une première audace engendre des audaces nouvelles.

Un seul nom rappelle des tentatives faites pendant la Révolution en vue d'une transformation sociale qui aurait eu pour mobile l'égalité entre les hommes et pour résultat la mise en commun de la terre et de ses produits. Ce nom est celui de Babeuf, auquel s'ajoute le prénom de « Gracchus », symbole d'une reprise audacieuse des terres auxquelles tous les citoyens ont droit. La société fondée pour réaliser cet idéal fut celle des « Egaux », qui voulaient réaliser « la communauté des biens et du travail »[1] ! On leur donna le nom « d'anarchistes » qu'ils ne méritaient point, car ils comptaient, eux aussi, créer l'égalité par les lois, les ordonnances, la constitution d'un comité de salut public, l'organisation d'une armée de conjurés dont les soldats n'auraient pas même été tous initiés au but de l'entreprise. Ces savantes combinaisons échouèrent et la « Terreur », qui fonctionnait maintenant au profit de la réaction, écrasa la société des Egaux : la mort, les prisons, l'exil eurent raison de leurs efforts. Babeuf fut guillotiné en 1797, mais son compagnon, le Pisan Buonarotti (1761-1837),



Cabinet des Estampes. Bibl. Nationale.

FRANÇ. EMILE GRACCHUS BABEUF

né à Saint-Quentin en 1760, exécuté à Vendôme le 26 mai (?) 1797.

1 B. Philippe Buonarotti, *Conjuration pour l'égalité, dite de Babeuf*, p. 87.

vécut assez longtemps pour donner la main, après 1830, à de nouveaux apôtres de l'Egalité, les représentants des écoles socialistes naissantes.

Ainsi, la grande Révolution fut absolument stérile pour la réalisation du seul idéal qui eût fait la révolution vraie, la suppression de la pauvreté. Le mouvement économique continua son cours qui devait aboutir au groupement des capitaux, à la fondation des grandes usines, au développement du prolétariat. Quant à la prélibation du gouvernement sur le travail des citoyens, elle était restée la même. Ainsi que l'expose spirituellement un écrivain sceptique, la réforme des impôts de l'ancien régime fut une simple mascarade : on leur donna d'autres noms pour faire plaisir au bon public naïf des contribuables. La « taille » et les « vingtièmes » furent qualifiés de « contributions foncières » ; la taxe des « maîtrises et jurandes » et le droit du « marc d'or » furent remplacés par les « patentes » ; on désigna le droit du « contrôle » par le mot de « timbre » ; les « aides » se dénommèrent « contributions indirectes et droits réunis » ; l'affreuse « gabelle », que maudirent tant de malheureux condamnés aux galères et à la mort, n'est plus que le modeste « impôt du sel » ; les « corvées » furent supprimées, mais on les remplaça par les prestations. Il n'y eut qu'un changement : le langage administratif s'enrichit de mots nouveaux[1]. Mais il y avait un autre impôt, celui du sang. Jamais il ne devait être aussi effroyablement acquitté que dans les années qui suivirent l'avènement officiel de la bourgeoisie parlementaire.

Du moins, une chose restera l'œuvre de la Convention, interprète de la classe qui établissait alors sa domination politique. La bourgeoisie comprenait que le savoir lui était indispensable pour assurer sa puissance et sut profiter pour la génération naissante de tous les progrès qui s'étaient accomplis dans l'ensemble des sciences. Elle fonda de grandes écoles, tables toujours abondamment servies dont les miettes tombèrent heureusement sur le peuple assemblé autour du festin. Sans doute, ces fondations devaient aboutir à la constitution d'un nouveau monopole, celui des diplômes, de la dictature intellectuelle, mais les initiateurs du nouvel ordre de choses ne virent d'abord dans leur œuvre que le côté généreux de l'entreprise ; l'extension des études et les recherches prirent un essor merveilleux.

1. G. de Molinari, *Grandeur et décadence de la Guerre*, p. 221.

La Révolution française correspond dans l'histoire de la pensée à une très grande évolution, celle qui remplaça les spéculations métaphysiques par la mensuration, le pesage, la sériation, le classement, et ceci précisément à une époque où le langage de la « sensibilité », de la « sensiblerie », prévalait encore, où le tragique de la vie était presque toujours accompagné de rhétorique. Lavoisier, l'une des victimes de la Révolution, avait montré par des pesées infinitésimales comment un des éléments de l'air se combine avec les corps oxydés: Guyton de Morveau avait instauré, par sa méthode de notation chimique, une langue nouvelle qui put servir pendant un siècle, et même encore de nos jours, à guider les savants dans leurs études; enfin par la fixation et l'emploi du mètre et de ses dérivés, œuvre due aux recherches des astronomes et des mathématiciens de l'époque, la besogne matérielle des savants se trouva grandement simplifiée : la clarté se fit dans leurs calculs, et du coup la vie en fut comme allongée puisqu'on pouvait y presser une quantité plus grande de travail. La forme même de la planète qui nous porte, mesurée dans l'Europe occidentale, en Laponie et dans les régions équatoriales de l'Amérique avait servi à déterminer la longueur primaire de l'étalon, que l'on multiplie par les puissances successives de dix pour obtenir tous les multiples du mètre initial — et que l'on divise par ces mêmes chiffres pour avoir les subdivisions du mètre —, et qui sert également à déterminer les poids en prenant le volume de l'eau pour intermédiaire. Malgré la ténacité de la routine, la mesure nouvelle a graduellement remplacé les « aunes » et « brasses » employées jadis, et peu à peu, elle fait la conquête du monde, même chez les peuples que son acte de naissance, dans cette « période affreuse de la Révolution », remplit d'une sainte horreur.

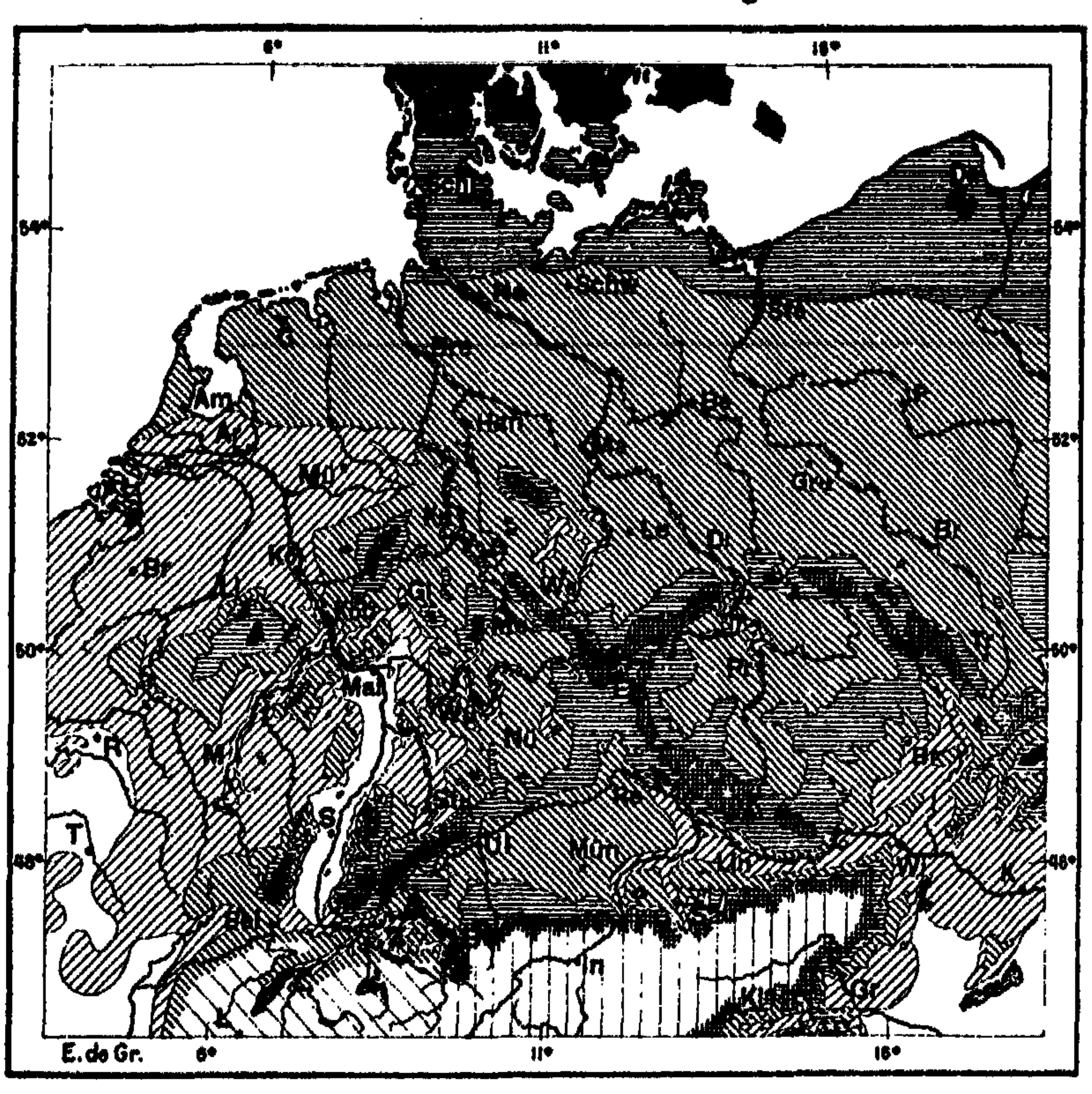
Le changement du calendrier n'a pas eu le même succès, quoique le calendrier encore employé chez les nations dites civilisées soit un ensemble d'absurdités dont quelques-unes touchent au ridicule. Quelle est cette date du 1er janvier, qui ne correspond absolument à rien de terrestre ni à rien de stellaire? Les chrétiens ne peuvent trouver d'autre argument en sa faveur que la légende relative à la circoncision de l'Homme-Dieu, rite par lequel Jésus fut incorporé à cette même religion juive qu'il devait détruire. Mais astronomiquement, logiquement, on ne saurait faire partir l'année que du commencement d'une des

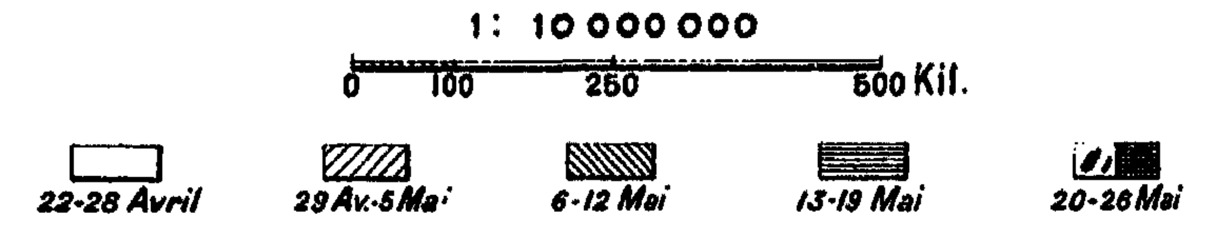
quatre saisons, soit des solstices de l'hiver ou de l'été, soit encore des équinoxes du printemps ou de l'automne. La Révolution française prit son point de départ à ce dernier changement de saison, au premier vendémiaire, date qui devait en même temps rappeler aux âges futurs la proclamation de la République française. Cependant, la plupart des tribus primitives, et l'on peut le dire, tous les hommes obéissant à leur instinct naturel placent le premier jour de l'année aux premiers jours du printemps ou « prime-temps » et fêtent alors le « renouveau ». La division de l'année en mois inégaux n'est pas moins bizarre. Pourquoi cette différence de jours — 28, 29, 30 et 31 —, différence qui n'est fondée sur rien, et qu'on se rappelle non par une raison logique de quelque nature que ce soit mais par des moyens mnémotechniques plus ou moins étranges? Ne serait-il pas naturel, comme le firent les mathématiciens novateurs de la Révolution, de donner à chaque mois le même nombre de jours — *trente, groupés en trois décades* —, et d'ajouter à la fin de l'année les cinq ou six jours réglementaires qu'exige la position respective de la planète, du soleil et du monde stellaire? Quant aux noms de ces mois, survivances du calendrier romain, ne devraient-ils pas être changés, non seulement au nom du bon sens, mais aussi à celui de la dignité humaine? Car s'il est absurde d'appeler septembre le « neuvième » mois, et ainsi de suite jusqu'à décembre ou « dixième », qu'est le douzième mois? Il est vraiment bas de continuer dans nos langages les pratiques de flatteries qu'avaient inventées des courtisans agenouillés devant le *conquérant* Jules César et le *tout-puissant* Auguste. Enfin, importe-il de conserver l'ancienne divison chaldéenne des mois en semaines ou groupes de sept jours, dont le rythme est indépendant de celui des années, et ne faut-il pas changer la nomenclature des jours, empruntés sans aucune méthode aux mythologies d'autrefois, naturiste, latine et chrétienne?

La Révolution française résolut cette question du calendrier par les soins du mathématicien Romme. Se dégageant avec fierté de la « routine chrétienne », la nation « inscrivit la République dans la géométrie céleste » (M. Chelet), tandis que le chansonnier Fabre d'Eglantine, élevé au-dessus de lui-même par le souffle de l'Heure (Laurent Tailhade), inventa pour désigner les mois en appellations magnifiques ces vocables superbes qui forment, à eux seuls, tout un poème : « Vendémiaire, Brumaire, Frimaire, Nivôse, Pluviôse, Ventôse, Germinal,

Floréal, Prairial, Messidor, Thermidor, Fructidor, tous noms qui, malgré la contre-révolution, sont entrés dans la langue et qui resteront

N° 432. Le 1er Floréal en Allemagne.





Cette carte, due à E. Ihne (Petermann's Mitteilungen, 1905, p. 97), est basée sur la date de floraison d'une douzaine d'espèces — prunellier, prunier, groseillier, cerisier, poirier, pommier, syringa, marronnier, aubépine, cytise, sorbier, cognassier — observée pendant une série d'années dans de nombreuses stations ; les plus importantes sont marquées par les premières lettres de leur nom. Les renseignements manquent encore pour les pays alpins.

quand même sous nos climats de l'Europe occidentale. En d'autres pays, des noms imaginés suivant les mêmes principes, seront indiqués par la marche des saisons.

Quant au changement d'ère introduit dans la série des temps par la

Révolution française, il n'avait aucune raison de durer, et certainement l'avenir n'y reviendra point. L'an Ier de la République ne fut pas l'avènement d'une nouvelle humanité, débarrassée des préjugés traditionnels et vivant heureuse en tout esprit de justice et de paix fraternelle : l'âge d'or toujours attendu, toujours retardé, n'avait point encore surgi cette fois; la lueur fugitive que l'on avait aperçue n'était qu'une fausse aurore. L'ère républicaine remplaçant l'ère chrétienne n'était qu'une illusion succédant à une autre illusion. Aucune révolution, si importante qu'elle soit, en son idéal et en ses conséquences réalisées, ne détache le genre humain de son passé, et la mission de l'histoire consiste précisément à montrer le déroulement systématique des événements à travers le cycle des âges, de même que leur répercussion de peuple en peuple à travers la surface terrestre. L'ère vraie, encore à trouver, est celle qui déterminera scientifiquement les dates précises du fait connu le plus ancien dans les annales de l'humanité [1].

La répercussion du grand drame de France sur les autres contrées de l'Europe et du monde fut très diverse, suivant les milieux. Rude était la secousse, et tandis que certains Etats, comme la Grande Bretagne, exaspéraient leur résistance devant le danger, d'autres, profondément ébranlés, devaient s'accommoder au nouvel ordre de choses, se conformer à de nouvelles répartions géographiques : au vieil équilibre instable en succédait forcément un nouveau, mieux en rapport avec les conditions ambiantes.

C'est ainsi que la Belgique entra dans le remous révolutionnaire. Ancienne dépendance contre nature de l'Espagne, que celle-ci, par suite de l'impossibilité matérielle des relations à travers le territoire de la France, avait dû transmettre à son alliée, la non moins catholique et dévotieuse Autriche, la Belgique avait aussi fait sa révolution quelques mois après la prise de la Bastille. Ramenée de force sous la domination impériale, elle avait été envahie dès 1792 par les armées républicaines pour devenir un grand champ de bataille, où se disputaient, en sol propice, les destinées de l'Europe. Quant à la Hollande voisine, les jours n'étaient plus où elle pouvait se mesurer victorieusement avec les flottes de la France et de l'Angleterre. Le vieil esprit républicain avait disparu,

1. Voir à ce sujet : *Nouvelle proposition pour la suppression de l'ère chrétienne.* Temps nouveaux, 6 mai 1905.

et la bourgeoisie, gavée de richesses par la vente des épices, avilie moralement par la mauvaise conscience que donne le parasitisme, n'avait plus l'énergie nécessaire pour employer ses capitaux à la défense du territoire national. Successivement plusieurs atteintes graves avaient été portées à l'indépendance de la Hollande par ses voisins anglais et prussiens, lorsque les troupes françaises se présentèrent à leur tour : en quelques semaines le pays était livré presque sans défense, et la République batave, satellite naturel de la République française, était constituée (1795). Mais le nouvel Etat n'avait plus de flotte, ou ce qui en restait ne suffisait plus à écarter les vaisseaux de guerre anglais. Les colonies lointaines de la Hollande, coupées de leurs communications avec Amsterdam et dépourvues de forces locales organisées qui pussent résister à de nouveaux envahisseurs, tombèrent rapidement aux mains des Anglais. Ce fut pour ceux-ci la revanche de la grande perte qu'ils avaient faite par la scission des Etats-Unis : il est vrai que partie de ce monde colonial dut être rendue plus tard à la Hollande, mais l'Angleterre garda le point stratégique si important du Cap de Bonne-Espérance, et l'Afrique méridionale avec ses colons hollandais, que, depuis, pendant la durée de près d'un siècle, elle n'arriva point à concilier.



Cabinet des Estampes. Bibl. Nationale.
CH. G. ROMME,
né à Riom en 1750. Condamné à mort à la réaction de Prairial an III, il se poignarda avec cinq de ses amis.

Les nations sont rattachées les unes aux autres par un lien d'étroite

solidarité : l'intense mouvement de réaction qui s'était produit en Angleterre se reportait sur la France pour la ramener également en arrière. Il semble, au premier abord, que ce soit un paradoxe de voir les causes principales de l'avortement qu'eut à subir la Révolution dans la conquête de l'empire Indien par la compagnie des Indes et, d'une manière générale, dans le parasitisme colonial de l'Angleterre, avec ses conséquences forcées, la destruction des ennemis indigènes et l'esclavage des noirs. Et cependant cette affirmation s'appuie sur des faits indéniables. Parmi tant de raisons qui firent dévier l'esprit révolutionnaire et le lancèrent dans la voie fatale de la guerre à outrance et de la conquête, la plus importante ne fut elle pas l'attachement inébranlable de l'Angleterre à tout le vieux régime du droit divin et des privilèges seigneuriaux ? N'est-ce pas là, grâce à la domination des mers et aux bénéfices du commerce, que l'Europe monarchique trouva le solide point d'appui qui finit par lui amener la victoire ? Et cette force réactionnaire, où l'aristocratie anglaise l'avait-elle trouvée, sinon dans la complicité que lui avait fournie le peuple même, perverti par ses victoires dans les régions lointaines, par la gloire militaire, par les guerres de course et toutes les infamies du parasitisme colonial ? Les grands crimes commis par la traite d'Afrique et par l'exploitation outrancière d'Asie avaient fait déchoir le peuple à souhait depuis la période révolutionnaire du dix-septième siècle, et ce recul permettait aux nobles anglais d'employer contre une deuxième Révolution la nation même qui avait accompli la première.

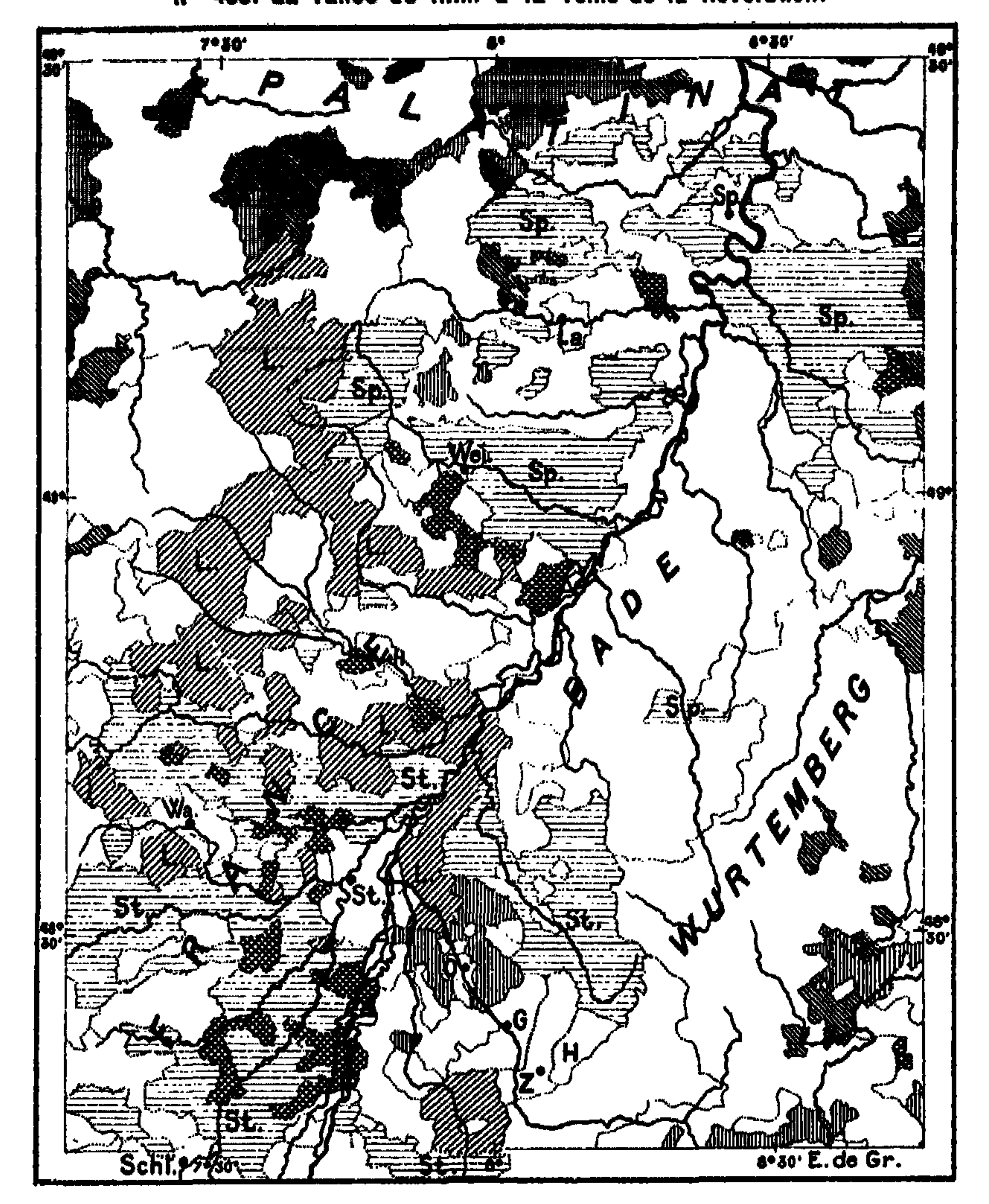
Il est remarquable, en tous cas, que la Révolution se soit faite en France alors seulement qu'elle avait perdu toutes ses colonies.

L'empire d'Allemagne pouvait, par sa masse même, résister très énergiquement aux armées républicaines qui luttaient pour la possession de la vallée du Rhin. De ce côté, la guerre eut des alternatives diverses, mais le résultat général du conflit devait développer dans les populations germaniques un mouvement d'unité patriotique analogue à celui qui s'était produit en France. Ne fût-ce que par le choc et le tassement, le chaos se régularisait quelque peu à peu. A la fin du dix-huitième siècle, la Révolution française avait trouvé le Saint-Empire composé de dix-neuf cents Etats, grands et petits, si l'on énumère à part tous les fiefs de la noblesse réputée maîtresse absolue chez elle[1].

1. A. Himly, *Histoire de la formation territoriale des Etats de l'Europe centrale*, t. I, pp. 273 et suiv.

Cent ans après, tous ces États distincts, à l'exception de deux,

N° 433. La vallée du Rhin à la veille de la Révolution.



1 : 1 000 000

0 10 20 40 60 Kil.

Parmi la centaine de domaines distincts dans les limites de la carte, signalons : Spire et les propriétés de son évêque (Sp.), Strasbourg et les propriétés de son évêque (St.), les districts du seigneur de Lichtenberg (L.); les villes dites libres : Landau (La), Wissembourg ou Weissenburg (Wei.), Haguenau (H.), Wasselonne (Wa.), Schlettstadt (Schl.), Offenburg (O.), Gegenbach (G.), Zell (Z.) et Harmersbach (H.).

n'existent plus que sous la forme de vestiges ou tout au moins de

« cadavres récalcitrants », et ce contraste est dû en entier aux événements déterminés par les guerres et par l'esprit de la Révolution.

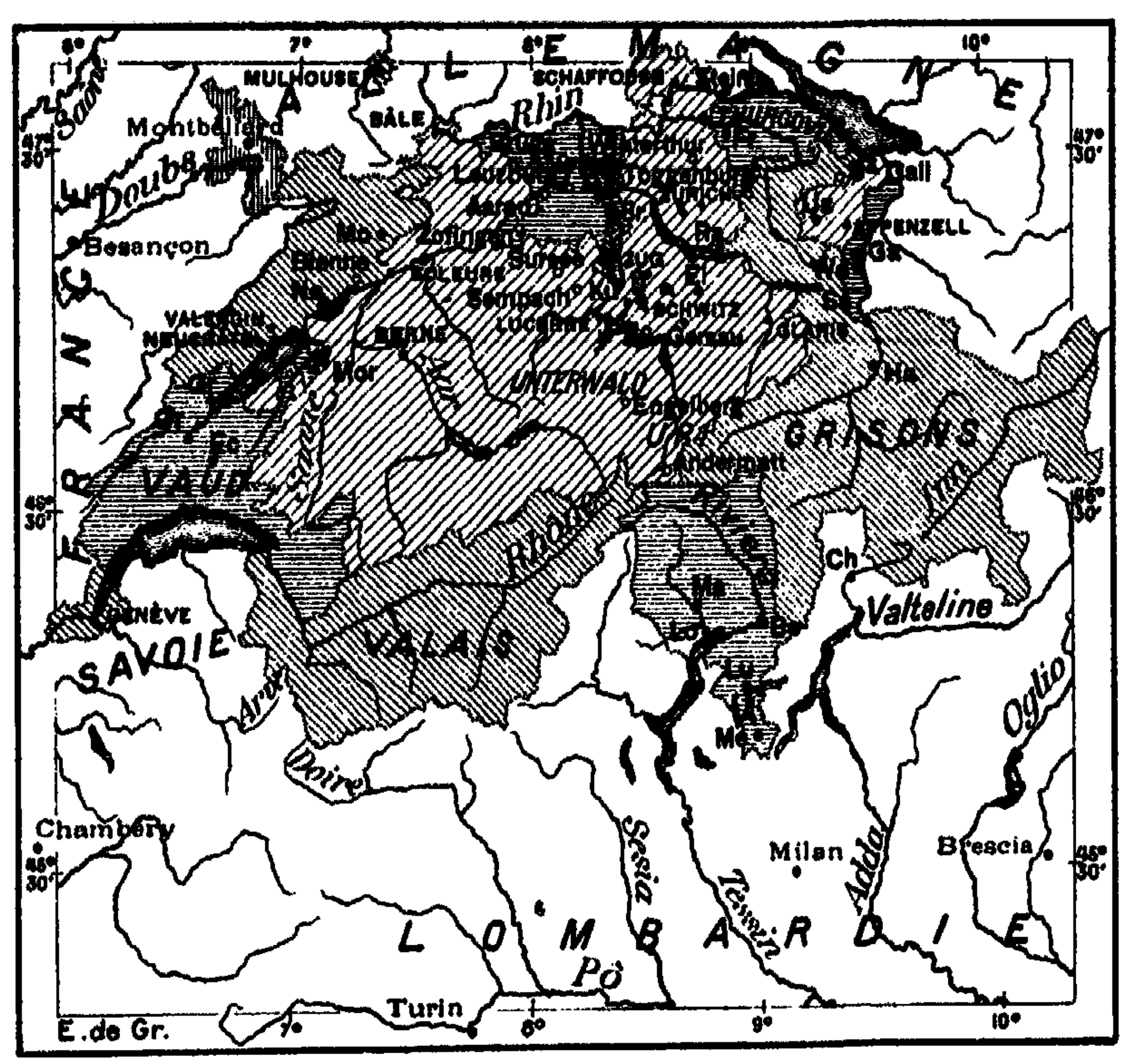
A l'est de la France, la Suisse se trouvait dans un état de confusion, en un chaos politique comparable seulement à celui de l'empire allemand. Les Etats ou cantons confédérés formaient la moindre partie du territoire helvétique : celui-ci comprenait également des bailliages ou pays-sujets. Sept cantons sur treize avaient rang de « villes libres impériales » et quelques familles patriciennes y commandaient à des populations urbaines et rurales privées de tous droits politiques. Dans les autres cantons, le pouvoir appartenait au clergé. Puis des alliés se rattachaient plus ou moins directement à la Suisse : telle la république de Genève, telles les principautés ecclésiastiques de Bâle, Valais, Saint-Gall, la confédération des Grisons, les principautés de Neuchâtel et Valengin. L'intervention française, soutenue, principalement dans le canton de Vaud, par des insurrections locales, contrariée ailleurs, surtout dans les vieux cantons, par l'observance héréditaire des coutumes, vint mettre fin à tout cet ensemble de survivances contradictoires, mais sans respect pour les « Droits de l'homme » solennellement proclamés. En 1798, la République helvétique fut constituée, en pays pratiquement vassal, puisqu'il devait prendre part aux guerres de la république voisine, lui fournir dix-huit mille hommes de troupes, conformément aux traditions de la royauté, et lui ouvrir deux routes militaires à travers les montagnes [1].

C'est donc bien à tort que, par un sentiment pourtant très naturel d'amour-propre, les Suisses se trouvent entraînés à se considérer comme une race élue, supérieure à leurs voisins par les mérites : sous l'empire de cette philosophie commode qui attribue le malheur aux péchés et le bonheur à la vertu, les habitants des cantons républicains des Alpes et du Jura se flattent volontiers d'être bien meilleurs que Français, Allemands ou Italiens, quoique le fait même de l'union entre populations de langues différentes en une confédération démontre suffisamment l'influence capitale déterminante du relief helvétique. C'est aux monts protecteurs et aux conditions spéciales qui en dérivèrent que les Suisses doivent leur liberté politique ; le respect des droits humains n'y est certainement pour aucune part, puisque la principale industrie

1. Ernest Nys, *Notes sur la Neutralité*, pp. 50, 51.

des cantons suisses, depuis le moyen âge et jusqu'au commencement de ce siècle, fut de vendre des hommes à tous les tyrans de l'Europe :

N° 434. La Suisse en 1795.



La Carte est à l'Echelle de 1 à 3 000 000

Voici, d'après A. Himly, les principaux éléments dont se composait la Suisse :

Les 13 cantons : Zürich, dont relevaient les villes libres Stein et Winterthur ; Berne avec Brugg, Lenzburg, Aarau et Zofingen ; Lucerne avec Sempach et Sursee ; Uri et le pays d'Andermatt ; Schwitz avec la ville vassale de Küssnacht et le pays d'Einsideln (Ei.) ; Unterwalden ; Zug ; Glaris et la ville vassale de Werdenberg (We.) ; Bâle ; Fribourg ; Soleure ; Schaffhouse et enfin Appenzell.

Les pays assujettis : Sargans (Sa), Thurgovie et Frauenfeld (Fr.) appartenant aux 8 vieux cantons et Appenzell ; — Baden (B.), Bremgarten (Br.), Mellingen (Me.), Rapperswyl (Ra.) à Zürich, Berne et Glaris ; — Bellinzona (Be.) et la Riviera aux 8 vieux cantons ; — Locarno (Lo.), Val Maggia (Ma.), Lugano (Lu) et Mendrisio (Me.) à tous les cantons sauf Appenzell ; — Morat (Mo.), Grandson (Gr.), Orbe (Or.) et Echallens (Ec.) à Berne et Fribourg ; — Uznach (Uz.) et Gams (Ga.) à Schwitz et Glaris ; — Engelberg et Gersau, libres sous la protection des 4 cantons forestiers ; — le pays de Vaud à la ville de Berne.

Les pays associés : L'abbaye de Saint-Gall, Toggenburg, la ville de Saint-Gall et Bienne.

Les pays alliés : le Valais —, Mulhouse —, Neuchâtel et Valengin —, Genève —, une partie de l'évêché de Bâle, avec Val Moutier (Mo.) et Neuveville (Ne.) —, les Grisons et ses sujets, Valteline, Chiavenna (Ch.) et Haldenstein (Ha.).

maintenant encore on trouverait dans les vallées alpines des vieillards qui se vantent d'avoir été parmi ces mercenaires. Malgré la proclama-

tion de neutralité permanente qui, après 1815, fit à la Suisse une situation tout à fait à part dans l'ensemble de la politique européenne, les cantons continuèrent à fournir des troupes à différents Etats, la France, les Pays-Bas, la Prusse. En 1816, on comptait environ 30 000 soldats suisses fournis aux souverains étrangers[1]. Enfin la constitution fédérale de 1848 interdit les enrôlements pour le service militaire étranger, mais sans réussir à les supprimer complètement : c'est en 1859 seulement que cette vente des hommes fut imputée à crime[2].

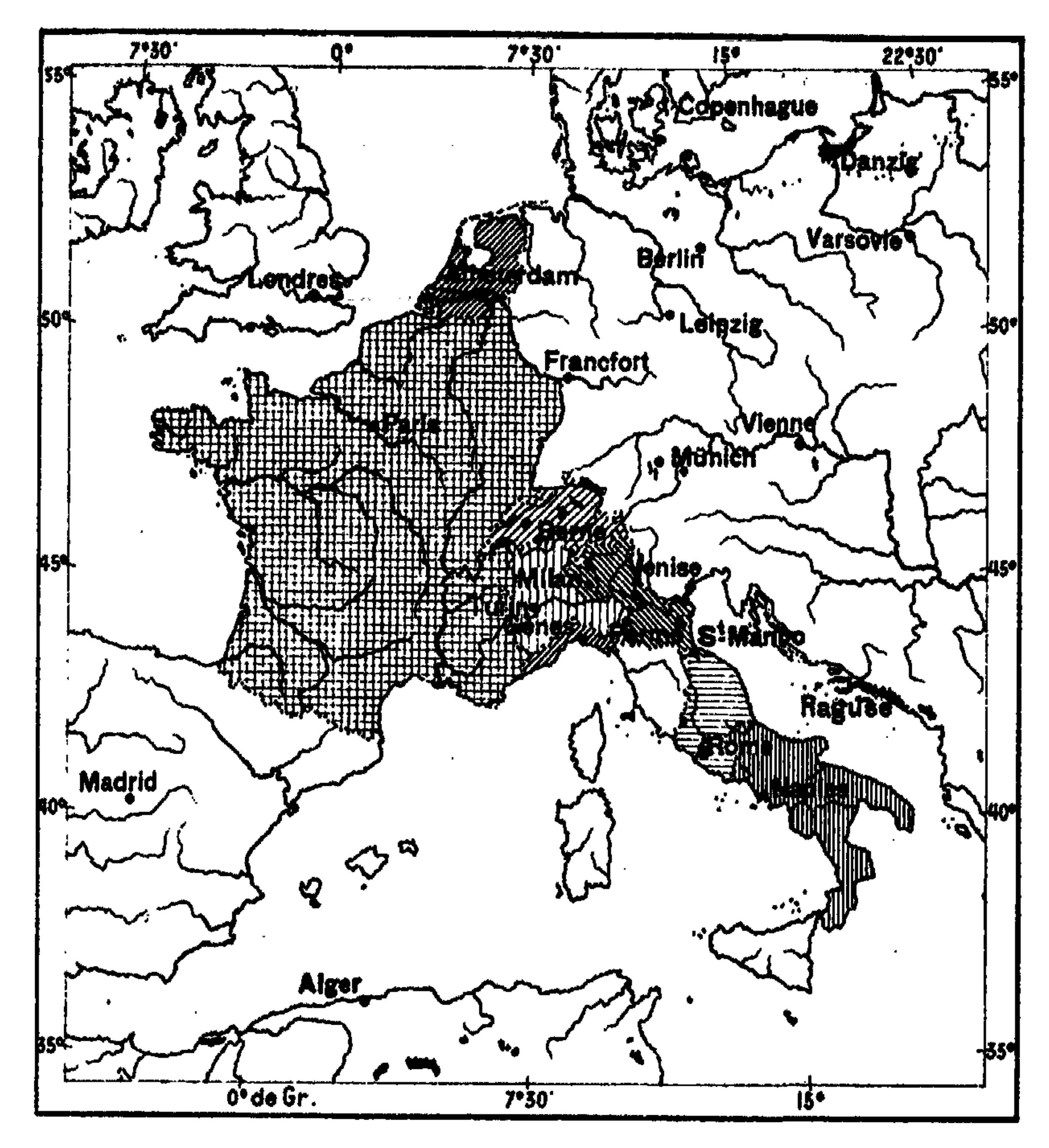
Des révolutions analogues à celle de la Suisse se produisirent par l'effet de la grande poussée générale dans les Etats de la péninsule italienne. Là aussi, le dix-huitième siècle avait fait son œuvre préparatoire au changement d'équilibre. L'impulsion qui avait été assez puissante pour forcer le pape Clément XIV à condamner, à chasser les jésuites et qui avait dicté à Beccaria son livre de noble humanité sur *Les Délits et les Peines* agitait toute la société bourgeoise, surtout dans le nord de l'Italie et en Toscane. La question de la propriété avait été également soulevée, et l'on avait osé porter la main sur les biens du clergé. On dit qu'au milieu du dix-huitième siècle, les deux tiers des campagnes de l'Italie, et peut-être plus encore, se trouvaient possédées par les ordres ecclésiastiques : du tiers restant, la plus forte part consistait en grandes propriétés nobiliaires ; un neuvième à peine du territoire italien était cultivé directement par les possesseurs. La pression de l'opinion publique, éloquemment proclamée par les philosophes contemporains, obligea les gouvernements de l'Italie du nord à séculariser en grande partie les biens de l'Eglise, comme on le fit aussi en Espagne, en Autriche et en Bavière; mais cette sécularisation ne profita guère qu'aux riches capitalistes de la bourgeoisie et la terre n'en resta pas moins presqu'immobilisée[3].

L'irruption des armées françaises en Italie eut pour résultat majeur non de modifier les conditions économiques, mais de changer les relations de vasselage. L'empereur d'Autriche se trouvait être le véritable suzerain de l'Italie septentrionale, soit directement, soit par l'entremise de princes qui gravitaient autour de lui. Il s'agissait donc pour la France de repousser les Autrichiens de l'autre côté des Alpes : en réa-

1. E. van Muyden, *Essais Historiques, la Suisse sous le pacte de 1815*, t. I, pp. 531 et suiv. — 2. Ernest Nys, *Notes sur la Neutralité*, p. 93. — 3. G. de Greef, *Essai sur la Monnaie, le Crédit et les Banques*, VIII, p. 5.

lité l'histoire recommençait, sous des apparences nouvelles, le mouvement de va-et-vient qui tant de fois avait oscillé au nord entre les

N° 435. Les républiques sœurs.



La république Batave vécut de 1795 à 1806; la république Helvétique se transforma en 1798; la république Cispadane, formée le 16 octobre 1796 au sud du Pô, s'incorpora dans la république Cisalpine; celle-ci, fondée le 9 juillet 1797, devient, en 1802, la république Italienne avec Bonaparte pour président. La république Ligure date du 5 juin 1797 et se fondit dans l'empire en 1805. La république Romaine dura du 13 février 1798 au mois de septembre 1799; la république Parthénopéenne vécut du 23 janvier au 13 juin 1799.

bouches de la Meuse et celles du Rhin, au centre vers les sources du Danube, à droite dans les plaines du Pô. La force d'attaque, les

méthodes nouvelles, rapides, déconcertantes dans l'art de la guerre, enfin, dans une certaine mesure, la faveur des populations dont le sort politique était l'enjeu, donnèrent l'ascendant aux armées républicaines, et le traité de Campo-Formio constata pour un temps (1797) l'humiliation de la maison d'Autriche.

Le changement d'équilibre consista principalement à constituer en Italie diverses petites républiques vassales de la France : une république « Cisalpine », dont le nom même rappelait l'ancienne domination de Rome pour laquelle les campagnes du Pô étaient « en deçà » des Alpes, prit Milan pour capitale. Une république Ligure reçut Gênes pour chef-lieu ; les Etats de l'Eglise furent grimés en une république Romaine, et le sang de saint Janvier dans la cathédrale de Naples eut ordre de se liquéfier pour annoncer joyeusement la fondation de la république Parthénopéenne. Le Directoire, ministère dictatorial qui gouvernait alors la France, avait adopté cette ligne de conduite politique, très habile si elle eût été sincère, de grouper autour de la république maternelle toute une poussinière de républiques filiales se succédant d'Amsterdam à Naples et formant à la France un rempart de peuples défenseurs qui eussent assuré désormais l'équilibre européen. Toutefois, ces républiques n'étaient guère qu'un nom sans réalité objective, de simples peintures badigeonnées sur la carte de l'Europe. Créées surtout par la force militaire et maintenues par elle, ces filles n'attendaient qu'un nouveau coup de force pour se détacher de leur mère. D'ailleurs n'avaient-elles pas été averties du sort qui leur était réservé par les proclamations du général Bonaparte montrant à ses soldats du haut des Alpes les belles campagnes de l'Italie ? « Vous êtes mal nourris et presque nus... Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde : vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces, vous y trouverez honneur, gloire, richesses »[1].

Ces villes, ces provinces, on les pilla, on les accabla de contributions et d'amendes, en leur annonçant la liberté, la prospérité future. Le général vainqueur, étourdissant, effrayant son propre gouvernement par ses victoires successives, soudaines comme des coups de foudre, agissait désormais à sa guise : il ne se donnait même plus la peine de lire les ordres du Directoire. Il épargne le pouvoir temporel du pape au mépris

1. *Proclamation d'Albenga, 20 germinal, an IV.*

des engagements; il épargne même l'Autriche et, bassement, par le traité de Campo-Formio, lui abandonne la république de Venise, à laquelle l'indépendance avait été promise avec attestations.

D'ailleurs ce vieil Etat, qui semblait vénérable par sa grandeur passée, était tombé au dernier degré de la décrépitude morale. Lorsque Venise, supplantée par le Portugal et l'Espagne, puis par la Hollande et par l'Angleterre, eut perdu son commerce lointain et ensuite son industrie, elle avait conservé les richesses acquises, mais elle eut à les déplacer du mouvement des échanges : elles furent employées aux prêts, aux hypothèques, à l'usure, à l'achat des terres. La république prudente, qui jadis évitait de faire des acquisitions en dehors des îles et des promontoires faciles à défendre par mer, s'occupait désormais de bons placements sur terre ferme. Ses nobles capitalistes se transformèrent en grands propriétaires fonciers. En 1780, Venise possédait en Italie et en Istrie, sur les côtes dalmates et albanaises ainsi que dans les îles Ioniennes de très vastes domaines, peuplés de près de trois millions d'habitants. Mais ces immenses propriétés restaient immobilisées entre les mains de leurs détenteurs : le courant circulatoire général s'était arrêté pour Venise comme pour la plus grande partie des régions italiennes[1]. Dès le dix-septième siècle, les citoyens de la fameuse république eurent l'humiliation de voir les Hollandais et les Anglais leur faire une concurrence heureuse dans les ports de Livourne, de Naples et d'Ancône. Venise finit par expédier ses propres marchandises à Livourne où venaient les chercher les chargeurs anglais pour les porter en Orient. Enfin, à la veille de sa chute, l'aristocratie vénitienne ne vivait plus guère que par les formes les plus basses du commerce capitaliste, le jeu et la prostitution. Un des plus beaux édifices de la ville était consacré aux jeux de hasard et les patriciens seuls, en robes de magistrats, y siégeaient[1] comme banquiers, représentant l'Etat dans sa majesté, quoique n'étant en réalité que des agents salariés d'une compagnie de capitalistes juifs et chrétiens. Tous les joueurs se présentaient en masques, tandis que les banquiers avaient la face découverte[2].

A quel degré de honte que se fût abaissée Venise par l'effet du détraquement des institutions d'Etat où toute initiative était refusée au peuple, la vieille république n'eût pas été ainsi livrée à la monarchie

1. G. de Greef, *Essai sur la Monnaie, le Crédit et les Banques*, VIII, pp. 4, 5. — 2. Daru, *Histoire de Venise*.

autrichienne si la France elle-même ne s'était alors trouvée dans un état de transition entre la forme républicaine et le pouvoir d'un seul. Une volonté personnelle prenait la direction de la France et se faisait obéir : elle dictait la conclusion immédiate de la paix avec l'Autriche pour éviter que d'autres généraux, sur les bords du Rhin, n'obtinssent des résultats encore plus décisifs que ceux dus à Bonaparte.

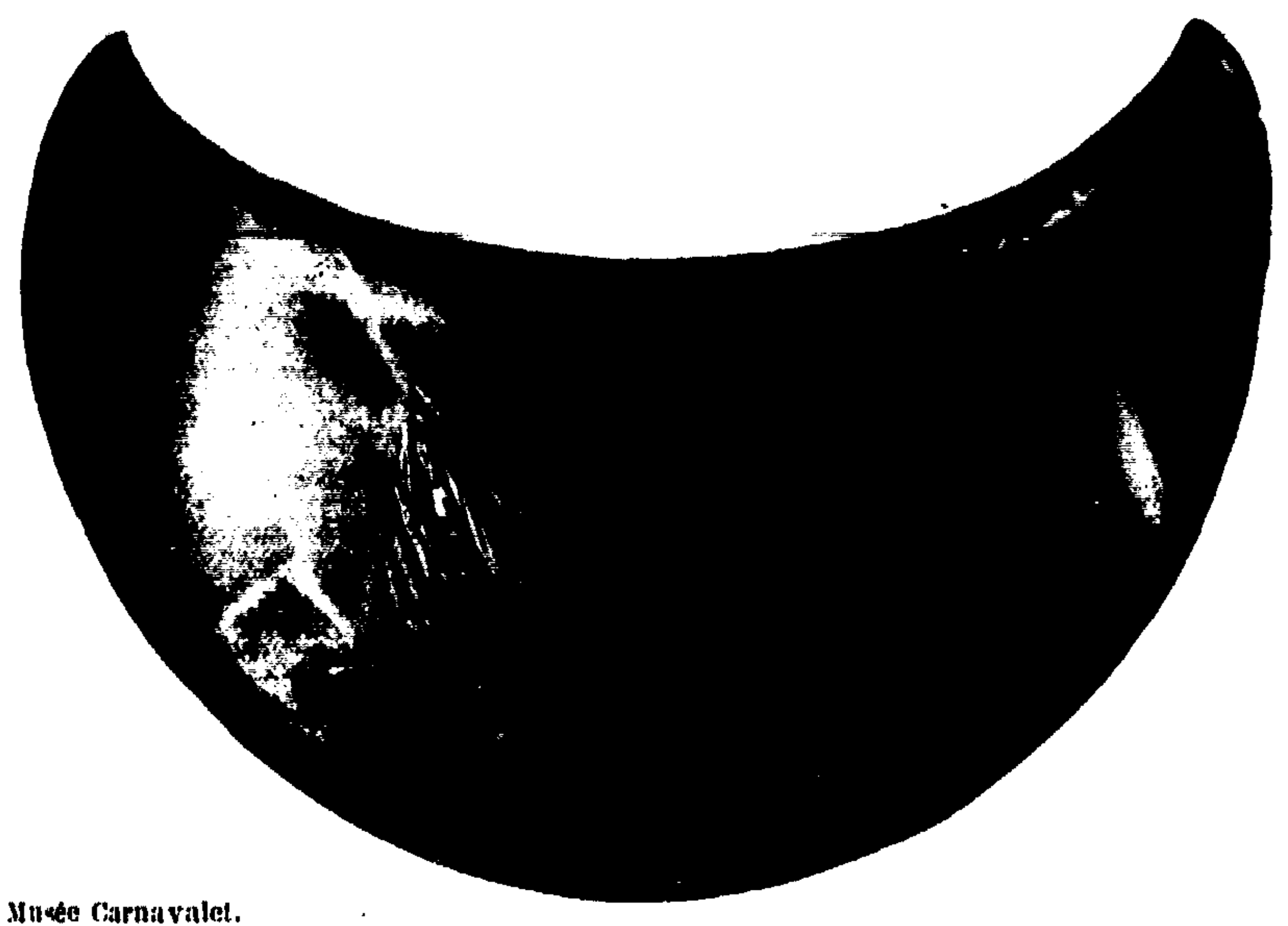
Cette même volonté décida l'étonnante et romantique expédition d'Egypte. Evidemment la masse de la nation française ni même la majorité d'un conseil de gouvernement n'eut la moindre part dans ces aventures chimériques conçues par un chef d'armée en quête de la gloire d'un Alexandre ou d'un César. Néanmoins le Directoire donna volontiers son assentiment à l'exécution de cette fantaisie, seul moyen de retarder l'avènement d'un maître redoutable, peut-être dans l'espoir secret qu'il ne reviendrait jamais du périlleux voyage.

Si génialement qu'elle pût être conçue, si brillamment qu'elle fût mise en scène, l'expédition d'Egypte devait aboutir à un insuccès, puisque l'objectif prétendu de l'entreprise était d'arracher la domination des Indes à la Grande Bretagne et que la route de Calcutta passait alors par le cap de Bonne-Espérance : d'où le nom fantastique d' « aile gauche de l'armée d'Angleterre » donné aux troupes envoyées dans la vallée du Nil. L'Egypte, qui avait été l'intermédiaire naturel entre l'Orient et l'Occident et qui devait le redevenir un jour, ne l'était précisément plus à l'époque où Bonaparte allait en faire la conquête. L'expédition ne pouvait avoir rien de sérieux : le gouvernement de la France y voyait une prolongation de pouvoir, un délai dans l'échéance inévitable de la retraite : le général qui s'aventurait au hasard en un pays lointain ne cherchait qu'une fausse gloire, une conquête fictive embellie de souvenirs classiques et de belles déclamations humanitaires.

Accompagné de 36 000 soldats à chacun desquels il avait promis au retour de l'expédition « de quoi acheter six arpents de terre »[1], Bonaparte remporta tout d'abord de faciles victoires. Après s'être emparé de Malte d'une façon déloyale et avoir eu la chance d'échapper à la poursuite des navires anglais, il put s'ériger en envoyé d'Allah, en favori de Mahomet, en thaumaturge commandant au grand serpent sorti du pied de la colonne de Pompée[2]; mais les mauvais jours succédèrent au

1. *Proclamation du 3 floréal, an VI.* — 2. Entrevue de Bonaparte... et de plusieurs muphtis et imans dans l'intérieur de la grande Pyramide... le 25 thermidor, an VI.

triomphe rapide : la flotte française fut anéantie par Nelson dans les eaux d'Aboukir, puis l'armée alla se heurter inutilement contre les murs de Saint-Jean d'Acre ; après une campagne horrible par ses cruautés, que Bonaparte, devenu pour un temps despote oriental, comme les Timur et les Murad, croyait sans doute permises en ce pays éloigné de l'Europe attentive, il s'enfuit, abandonnant son armée, et, réussissant à



Musée Carnavalet.

HAUSSE-COL D'OFFICIER PORTANT LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME

tromper les vaisseaux anglais, débarqua en France pour apparaître de nouveau comme l' « Homme providentiel ».

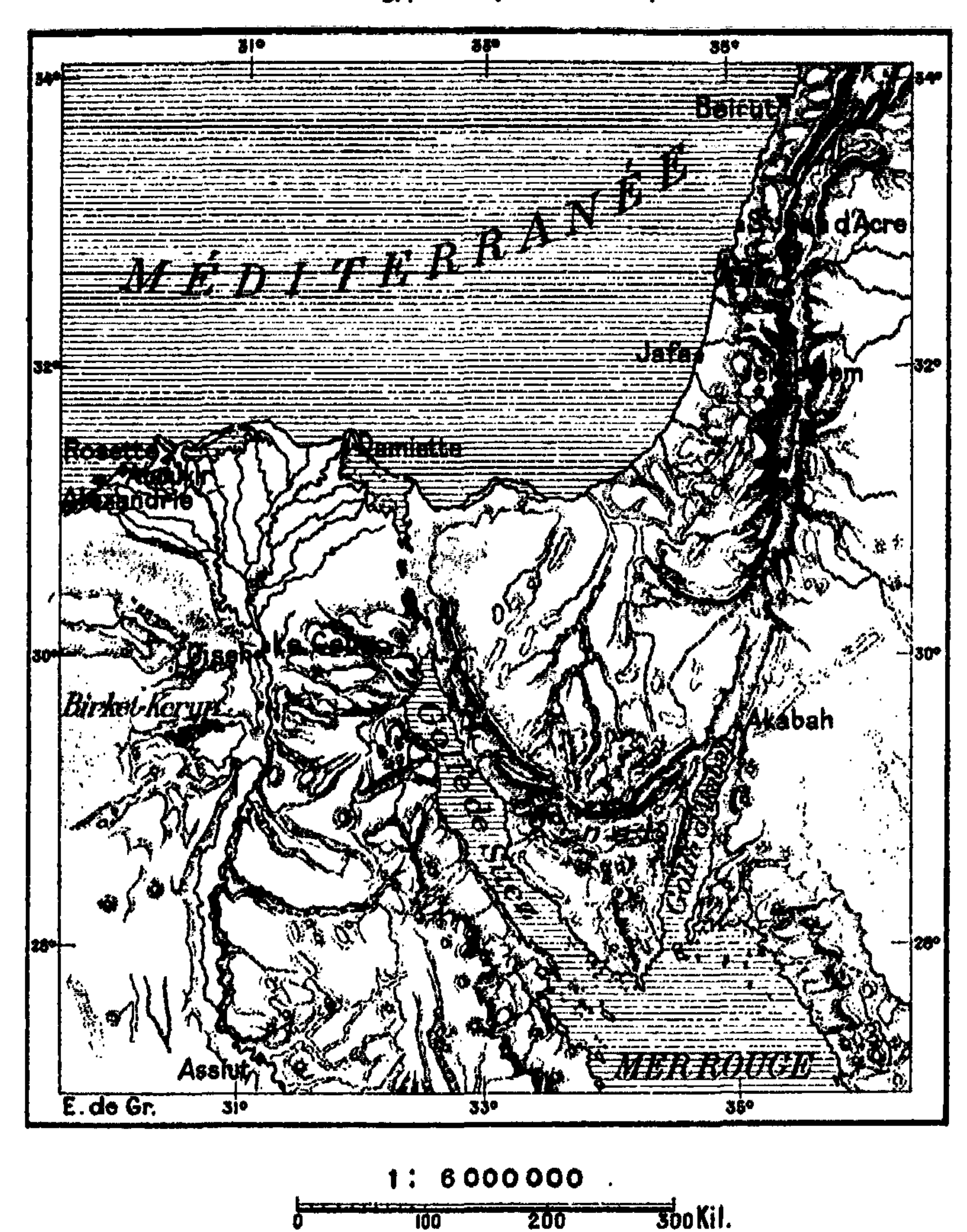
L'armée d'Egypte était nécessairement perdue. Elle n'eût pu se maintenir qu'à une condition, celle de sacrifier tout espoir de retour et de camper résolument sur la terre conquise pour s'y constituer en Etat indépendant, à la façon des routiers du moyen âge ; mais les soldats français tenaient à rentrer dans leur patrie, et se trouvaient ainsi d'avance condamnés à la capitulation, puisque la mer était occupée par les Anglais. Le souvenir de l'étonnante expédition disparut comme un mirage. Il n'en resta que les mémoires précieux, le monument élevé par les 175 membres de la « Commission des sciences et des arts ». Ces savants qui avaient accompagné les régiments jusqu'à la première cataracte pour étudier le sol, le climat, les inscriptions, les statues, les tom-

beaux et tout ce qui restait de l'antique civilisation égyptienne représentaient sur la terre d'Afrique la poussée triomphante de l'esprit du dix-huitième siècle, devenu volonté, grâce à la Révolution française. Ce concours de recherches intelligentes devait aboutir à la reconquête de toute une histoire passée que l'on croyait à jamais ensevelie. La pierre que l'on découvrit à Rosette, et que les hasards de la guerre ont fait transporter au *British Museum*, mit, grâce à son inscription trilingue, les chercheurs sur la voie du déchiffrement des hiéroglyphes, et peu à peu, de stèle en stèle, de manuscrit en manuscrit, se sont révélées les annales du monde ancien. Les recherches de la Commission d'Egypte, de si heureuse initiative pour la connaissance du passé, eurent une moindre part à la préparation de l'avenir. Les mesures de nivellement, faites par Lepère pour établir la possibilité du creusement d'un canal entre la Méditerranée et la mer Rouge, donnèrent des résultats décourageants, dont, cinquante ans après, on put heureusement constater l'erreur. D'après ce géodésien de l'expédition, le niveau du golfe de Suez aurait été de près de 10 mètres (9,908) supérieur à celui des eaux pélusiennes; pour éviter l'inondation des plages de la Méditerranée, il eût fallu se borner à construire un canal à écluses, du Nil à la mer Rouge. N'importe, le monde africain faisait désormais partie de la zone d'attraction européenne, et, moins de trois quarts de siècle après les batailles fastueuses et inutiles des Pyramides et du mont Tabor, l'Egypte redevenait la grande porte commerciale de l'Ancien Monde, comme au temps des Pharaons et des Ptolémées.

De l'autre côté de la Terre, la Révolution française devait avoir également son écho. Cependant la nouvelle république des Etats-Unis, très anglaise de mentalité et de morale, ne pouvait guère se laisser influencer par un mouvement révolutionnaire qui ne visait à rien moins que la proclamation des Droits de l'homme. Ayant conquis son indépendance grâce aux alliés français venus avec Lafayette et Rochambeau, elle n'eut point le mauvais goût de rompre complètement avec la nouvelle république, mais elle se tint sur une grande réserve qu'un rien eût changé en hostilité. La sympathie fut plus grande dans les petits groupes de la bourgeoisie créole, qui s'étaient formés à Mexico, Lima, Buenos-Aires, et de loin subissaient l'influence de la philosophie des encyclopédistes. Toutefois ces groupes étaient de trop faible importance numérique pour que leurs prudentes sympathies pussent se transformer en actes. Il n'y

eut de soulèvement à tendances républicaines que dans les colonies portugaises du Brésil, où le généreux Tiradentes, avec quelques étudiants

N° 436. Egypte et Syrie de Bonaparte.



et officiers, essaya vainement de faire acclamer l'indépendance nationale : c'était en 1789, l'année même qui, en France, vit tomber la Bastille. La révolte s'était produite près d'un siècle trop tôt.

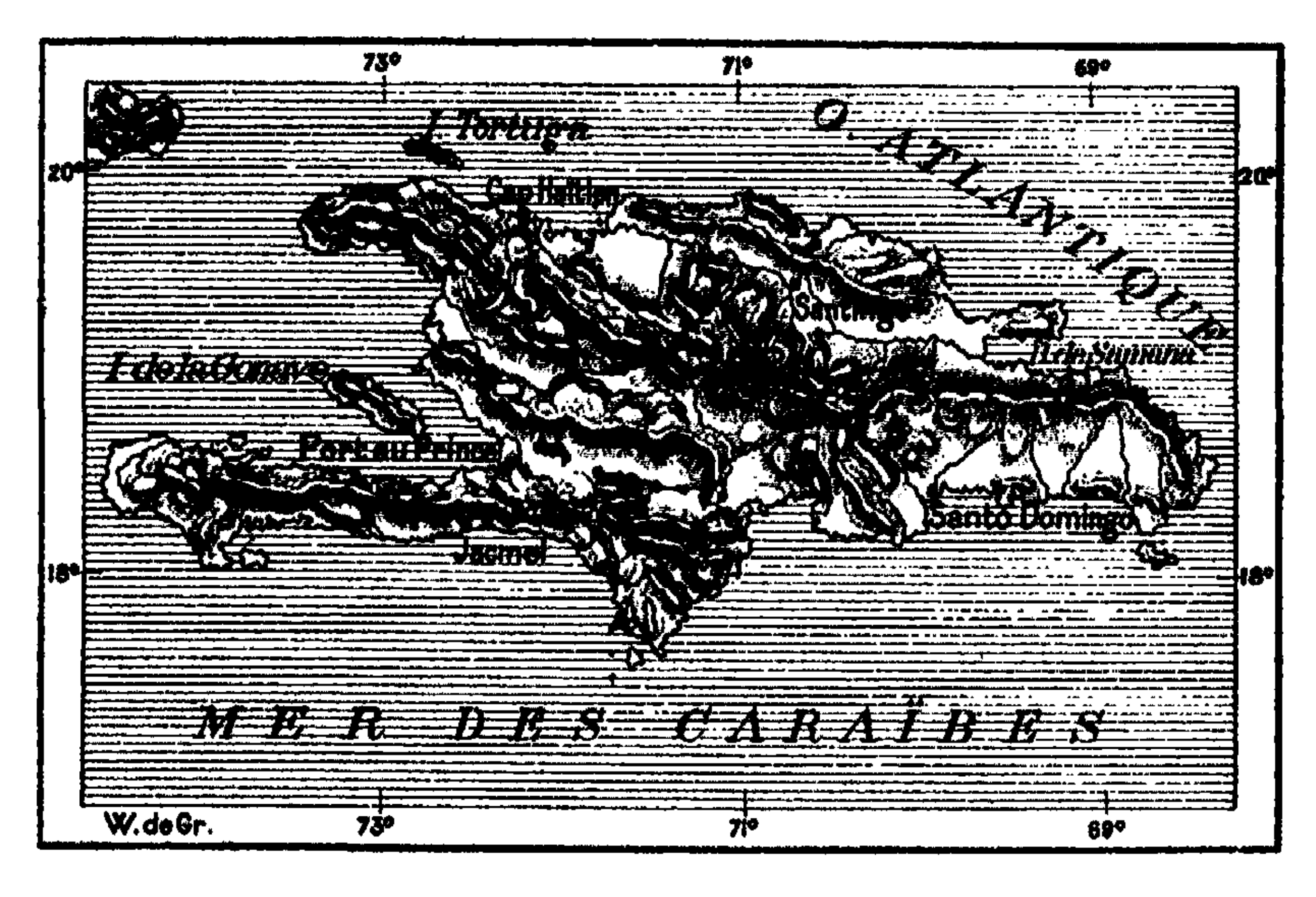
Quant à la grande insurrection péruvienne, celle que dirigea Tupac

Amaru « Couleuvre resplendissante » et qui éclata en 1780, deux années avant que l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique fût définitivement reconnue, ce n'était nullement une révolte ayant pour objectif l'émancipation nationale: quoique provoquée par un insupportable régime d'oppression, ce ne fut au fond qu'une guerre dynastique, dont le but était simplement un changement de maître, par la reconstitution du pouvoir des Inca. Les conditions mêmes de cette insurrection, d'ailleurs très rapidement et très atrocement réprimée, prouvent combien les milieux de l'Amérique septentrionale et de l'Amérique du Sud étaient alors peu comparables entre eux. Tandis que les colons de langue anglaise, ayant fait autour d'eux la place nette d'indigènes, n'avaient nullement à craindre une ligue de tribus indiennes qui pût mettre en péril leur absolue domination, les descendants des conquistadores vivaient au contraire dans toutes les parties de leur immense domaine au milieu de la foule des populations asservies : ils se trouvaient immédiatement en face d'un élément ethnique mû contre eux par la haine et la rancune, et moins ennemi de l'Espagne lointaine que des fils de l'Espagne, ses oppresseurs directs. C'est par une confusion de perspective, due au voisinage des deux continents américains, que des écrivains ont cherché des causes analogues pour des mouvements d'origine tout à fait distincte. En tout cas, l'influence des idées qui s'étaient élaborées dans l'Europe occidentale pendant le dix-huitième siècle n'y fut absolument pour rien.

Là où le contre-coup de la Révolution française se fit sentir d'une manière directe et puissante, ce fut dans la grande île désignée à cette époque sous le nom de Saint-Domingue et dans les autres Antilles appartenant politiquement à la France. C'est dans l'île d'Española, on le sait, et dès les premières années de l'occupation castillane, que des nègres africains avaient été introduits comme esclaves. En 1517, l'importation annuelle des noirs, régularisée par un édit, s'élevait à quatre mille par an, et dès l'an 1522, ils étaient assez nombreux sur les plantations de don Diégo Colon, fils de l'amiral, pour ravager la colonie. On a souvent répété, pour excuser les planteurs, que le travail de la terre était impossible aux blancs sous le soleil des Antilles; mais cette affirmation est inexacte, ainsi que l'ont démontré les propriétaires eux-mêmes, en important des « engagés » blancs, qu'ils demandaient à la mère-patrie, et qui, en échange des dépenses d'entretien et de quelque menu salaire, promettaient de travailler pour leur patron pendant un certain nombre

d'années. Toutefois, le régime de l'esclavage africain se substitua à tous les autres modes de travail, et les traitants du Sénégal et autres sociétés privilégiées, anglaises, hollandaises, françaises, rivalisèrent de zèle aux dix-septième et dix-huitième siècles pour la livraison de belles « pièces d'Inde » aux propriétaires établis dans les Antilles. Les planteurs français qui, dans la partie occidentale de Saint-Domingue, s'étaient substitués

N° 437. Ile d'Haïti.



Durant le XVIIe siècle, des colons français s'établirent au nord-ouest de l'île et le traité de Ryswick (1697) reconnut la division d'Haïti entre les Espagnols et les Français. Ceux-ci acquirent la moitié espagnole en 1795. Lorsque les Français eurent été expulsés, des états rivaux se formèrent. Depuis 1844, les deux républiques de Saint-Domingue et d'Haïti se partagent l'île par moitié, est et ouest, avec Santo-Domingo et Port-au-Prince pour capitales.

aux Espagnols, eurent bientôt la réputation de posséder le plus beau cheptel humain, acquis d'ailleurs, comme celui des autres colonies, par la ruse et de monstrueuses férocités. Le « citoyen » Ducœurjoly, dans son précieux *Manuel des Habitants de Saint-Domingue*[1], Paris, an X, décrit complaisamment les « quatre moyens les plus généralement employés pour se procurer les nègres nécessaires à la culture ». Le premier moyen, « et le plus productif », était l'enlèvement. La manière de procéder était

1. Cité par A. Cone, *Nos Créoles*, pp. 24, 29.

simple. « Quelques-uns se cachent dans les forêts ou près des routes, attendant le voyageur sans défiance, comme le chasseur attend la proie timide; d'autres se mettent en embuscade dans les champs de riz et enlèvent tous les enfants qu'on y place pour chasser les oiseaux; il y en a aussi qui se tiennent près des sources et saisissent tous les malheureux que la soif force d'y venir se désaltérer, ou près des baies, afin d'y prendre ceux qui y pêchent pour leur nourriture. Mais le poste le plus avantageux est dans les prés, lorsque l'herbe est haute, ou à côté du sentier qui communique d'un village à l'autre ». Un autre moyen pour se procurer des esclaves, c'est d'allumer la guerre entre les souverains de la Guinée. « Les vaincus qui échappent à la mort sont condamnés à l'esclavage... Arrive-t-il des vaisseaux? les chefs de tribus marchent aussitôt à la conquête de quelques cantons, brûlent des villes, saccagent les campagnes, et emmènent captifs tous les habitants, à moins que, victimes de leur cupidité, ils ne deviennent eux-mêmes la proie du traitant ». En troisième lieu on pourrait « exciter plusieurs souverains contre leurs propres sujets ». Enfin le dernier moyen, plus ingénieux, était de « faire substituer aux anciennes pénalités pour les crimes et les délits parmi les nations noires la peine unique d'être réduit en esclavage et vendu... On multiplia les crimes pour multiplier les coupables. Les souverains avaient des gradations subtiles dans les délits afin d'en établir dans les punitions; ils statuaient que les forfaits graves coûteraient la liberté non seulement aux coupables mais à tous les mâles de sa famille, mais à sa famille entière, mais à ses amis, et aussi loin qu'il lui plairait d'étendre sa rigueur despotique. On vendait aussi les débiteurs insolvables et, sur la côte, des marchands avaient des réserves d'enfants dont on trafiquait dès qu'ils étaient parvenus à l'âge du travail ».

De pareilles atrocités devaient émouvoir la nation qui, par ses représentants, venait de proclamer les Droits de l'homme avec un délirant enthousiasme. Et pourtant quelques timides voix à peine s'élevèrent en faveur de ces noirs, les plus opprimés des hommes! Ce que l'on appelle les « droits acquis », c'est-à-dire les crimes traditionnels, en imposaient aux philosophes les plus généreux. On n'osait pas toucher à la propriété des nobles et fastueux satrapes qui gagnaient si facilement des millions par le travail d'autrui et que l'on avait vus parfois dans Paris ouvrir si généreusement la main. On n'osait pas dépouiller de si puissants aris-

tocrates, mais ceux-ci, dont la conscience n'était pas tranquille, protestaient d'avance contre une expropriation qui semblait logiquement inévitable et commençaient tout d'abord la persécution sans merci contre les hommes libres de couleur qui se permettaient de revendiquer leur droit de vote : c'est ainsi que le mulâtre Vincent Ogé, puni seulement pour avoir voulu voter, eut à subir le supplice de la roue. La fureur des propriétaires devint folie lorsque l'Assemblée Constituante, en 1791,



Cl. P. Sellier.

UNE SUCRERIE A SAINT-DOMINGUE

toujours insoucieuse du droit des nègres, crut cependant devoir accorder aux gens de sang mêlé, nés de père et de mère libres, le privilège de siéger dans les assemblées coloniales. C'est alors que la plupart des blancs de Saint-Domingue décrétèrent la scission d'avec la France, coupable d'avoir promulgué la « Déclaration des Droits de l'Homme ». De même que les émigrés de Coblenz s'alliaient aux Prussiens et aux Impériaux contre la Révolution, de même, et sous la pression d'intérêts de caste, les planteurs de Saint-Domingue se firent Anglais ou Espagnols contre la mère-patrie.

Les noirs s'agitaient à leur tour comme s'étaient agités les hommes de sang mêlé déjà libres. Ils prirent leur affaire en mains, s'émancipèrent eux-mêmes, chassèrent, égorgèrent çà et là leurs anciens maîtres.

C'est alors, mais alors seulement, que la République française, reconnaissant le fait accompli, proclama enfin, bien tardivement, l'égalité des races devant le droit humain. Le représentant Santhonax, annonçant la bonne nouvelle, fut aussitôt entouré, adoré comme un dieu. Une armée de noirs, heureux et libres, se précipita pour reconquérir en entier le territoire de l'île; Anglais, Espagnols furent expulsés. Depuis on a souvent bafoué ceux qui, à l'exemple de Dupont et de Robespierre, disent : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! » Mais, cette fois, c'est précisément parce que la République avait fini par observer le principe qu'elle garda triomphalement sa colonie et même en doubla l'étendue. Et quelques années après, c'est parce que le principe avait été violé que la colonie fut définitivement perdue pour la France.



CONTRE-REVOLUTION : NOTICE HISTORIQUE

1799. 9-10 nov. (18 et 19 Brumaire), Coup d'Etat; 24 déc., Bonaparte premier Consul.

1800. 14 juin, Marengo; 3 déc., Hohenlinden; 24 déc., attentat de la rue Saint-Nicaise.

1801. 9 fév., traité de Lunéville; 15 juil., établissement du Concordat. Evacuation de l'Egypte.

1802. 25 mars, paix d'Amiens; « épuration » des corps élus; 19 mai, création de la Légion d'honneur; 16 août, rappel des émigrés; 2 août, Bonaparte nommé Consul à vie. — Expédition de Saint-Domingue.

1803. 12 mai, rupture de la paix; évacuation d'Haïti.

1804. Conspiration de Cadoudal; 21 mars, exécution du duc d'Enghien; 18 mai, Napoléon devient « empereur de la République »; 2 déc., cérémonie du sacre.

1805. Camp de Boulogne; 26 mai, Napoléon couronné à Milan; 19 oct., capitulation d'Ulm; 21 oct., Trafalgar; 2 déc., Austerlitz; 26 déc., paix de Presbourg.

1806. 1er janv., abandon du calendrier républicain; 14 oct., Iéna et Auerstaedt; 21 nov., décret ordonnant le blocus continental.

1807. 7-8 fév., Eylau; 14 juin, Friedland; 8 juil., paix de Tilsitt; 30 nov., les Français à Lisbonne; 17 déc., bombardement de Copenhague.

1808. Mai, à l'entrevue de Bayonne, Napoléon dépose Charles IV et Ferdinand VII; 22 juil., capitulation de Baylen; 30 août, capitulation de Cintra.

1809. 20 fév., prise de Saragosse; 22 avril, Eckmühl; 21-22 mai, Essling ou Aspern; 6 juil., Wagram; 14 oct., paix de Vienne. Le Pape est conduit de Rome à Savone.

1810. Révoltes à Buenos-Aires, Caracàs, au Mexique.

1811. Recul des Français en Espagne; 20 mars, naissance du roi de Rome. — Succès des insurgés argentins.

1812. 24 juin, entrée des Français en Russie; 5-7 sept., Borodino ou Moskova; 19 oct., abandon de Moscou; 25 nov., passage de la Bérésina; oct., conspiration du général Mallet. — Première locomotive de Stephenson.

1813. 26-27 août, Dresde; 16-18 oct., Leipzig. — 13 fév., bataille de Salta et libération de l'Argentine; Bolivar à Caracàs.

1814. Campagne de France; 31 mars, capitulation de Paris; 20 avril, adieux de Fontainebleau. Restauration.

1815. 1er mars, Napoléon débarque au golfe Juan; 18 juin, Waterloo. Terreur blanche; 26 sept., traité de Paris.

1816 Exil des Conventionnels. Nouvelle apparition de Bolivar au Venezuela.

1817. Traversée des Andes par San Martin et bataille de Chacabuco.

1818. Bataille de Maipo; libération du Chili.

1819. Libération des Andes grenadines.

1820. 1er janv., Riego s'empare de Cadix.

1821. 7 avril, prise d'Athènes par les insurgés grecs; 19 juin, défaite des hétaïristes en Valachie; 5 oct., prise de Tripolitza. — Libération du Venezuela.

1822. 21 juil., chute de l'acropole. — Séparation du Brésil et du Portugal. — Champollion déchiffre la pierre de Rosette.

1823. 31 août, combat du Trocadéro; prise de Cadix; 5 nov., pendaison de Riego.

1824. 19 avril, mort de Byron. — Libération du Pérou.

1825. 5 fév., Ibrahim-Pacha débarque en Morée; 26 déc. (14 ancien style), conspiration des Dékabristes. — Premier chemin de fer ouvert au public, qe Stockton à Darlington.

1826. 26 avril, prise de Missolonghi par les Turcs; 25 (13) juin, pendaison des Dékabristes.

1827. 20 oct., bataille de Navarin. — Dans l'archipel polaire, Parry parvient à la latitude 82°40'.

1828. Les Français en Morée. Compétition dynastique en Portugal.

1829. 14 sept., la Turquie reconnait l'indépendance de la Grèce.

1830. 6 juil., prise d'Alger. Journées de juillet (24 à 26). Journées de septembre à Bruxelles (23 à 27). 29 nov., soulèvement en Pologne.



L'œuvre entière de Napoléon consista dans la violation méprisante de toutes les harmonies naturelles.

CHAPITRE XVII

DIX-HUIT BRUMAIRE. — EMPIRE FRANÇAIS. — GUERRES EUROPÉENNES
RESTAURATION ET RÉACTION. — INTERVENTION FRANÇAISE EN ESPAGNE
GUERRES D'ÉMANCIPATION DES COLONIES ESPAGNOLES. — BRÉSIL
INDÉPENDANCE HELLÉNIQUE. — DÉKABRISTES. — JUILLET 1830. — BELGIQUE
POLOGNE, ITALIE, ESPAGNE, ANGLETERRE. — ABOLITION DE L'ESCLAVAGE
CONQUÊTE D'ALGÉRIE. — PROGRÈS MATÉRIELS. — ROMANTISME ET CLASSICISME

La France s'était abandonnée lorsque Bonaparte vint la prendre ; elle ne croyait plus à la liberté, mais elle croyait à la force et s'enivrait de la rumeur des conquêtes : le moment était donc venu pour elle d'obéir à un général d'armée. Les étapes de l'asservissement furent très rapides. Moins de trois mois après avoir quitté l'Egypte, l' « homme providentiel » pénètre à la tête de ses soldats dans la salle des « cinq cents » et disperse les législateurs dont le président même était son frère et son

complice. Ce fut l'attentat du 18 brumaire (9 nov. 1799), qui supprimait la République et rétablissait la monarchie, sous d'autres formes et sous un autre nom. D'abord, le général Bonaparte se contenta du titre de consul, qu'il voulut bien partager avec un Roger Ducos et un Siéyès, le même abbé qui, après avoir inauguré la révolution bourgeoise par sa brochure sur le Tiers état, vint en clore le cycle par une constitution faite à l'usage du despote nouveau et concentrant tous les pouvoirs dans la main de l'Etat.

Mais il fallait se débarrasser de tous les républicains qui restaient en France, que les honneurs, les places, l'argent, les ambitions militaires n'avaient pas assagis et dont le silence forcé ne garantissait pas la future obéissance. Une conspiration royaliste vint à point pour faciliter la déportation de ces hommes haïs que l'on envoya mourir de la fièvre dans les marais de la Guyane. La partie de l'armée la plus suspecte d'esprit républicain fut désignée pour la mort : on l'expédia dans l'île de Saint-Domingue, mêlée à des bandes de chouans revêches. Bonaparte se promettait ainsi un double avantage. Non seulement il écartait des soldats dont il aurait pu redouter l'indiscipline, mais il donnait un gage à tous les partisans de l'ancien régime en France et en Europe par sa brutale tentative en vue du rétablissement de l'esclavage des noirs. Cette même armée, qui avait été chargée de proclamer la République, la suppression des corvées et du servage sur les bords du Rhin, recevait maintenant pour mission d'asservir de nouveau les nègres et de rétablir la traite. En moins de deux années, le climat de Saint Domingue et la fureur des noirs eurent raison de 35 000 hommes qui avaient débarqué au Cap Haïtien au commencement de 1802, et qui menaient avec eux des chiens de combat habitués à se nourrir de la chair des nègres ; les derniers Français furent emmenés prisonniers par la flotte anglaise en novembre 1803. La France perdit ainsi la belle colonie qui, avant Cuba, portait le nom de « Perle des Antilles ».

Quant à l'île double de la Guadeloupe qui s'était vaillamment reconquise, en 1794, sur les envahisseurs anglais et qui, sous pavillon français, s'était fièrement gouvernée d'une manière autonome, en assurant aux noirs armés leurs droits de citoyens libres, Bonaparte ne pouvait tolérer qu'elle continuât de donner un aussi bel exemple de liberté populaire. Une armée d'invasion vint rétablir de force l'esclavage, auquel des milliers de noirs, préférant la mort, surent échapper par le

suicide en masse, tandis que des milliers d'autres, menés en Europe et dressés en chiourmes militaires, périrent à la peine dans tous les postes périlleux ou insalubres. Ce qui restait à la Guadeloupe de population noire ou blanche était suffisamment averti, et, lorsque les Anglais se présentèrent devant l'île, on les accueillit en foule désabusée, « sans haine et sans amour ».

A l'égard des Etats-Unis déjà puissants, Bonaparte se garda bien de



Cabinet des Estampes. Bibl. Nationale.

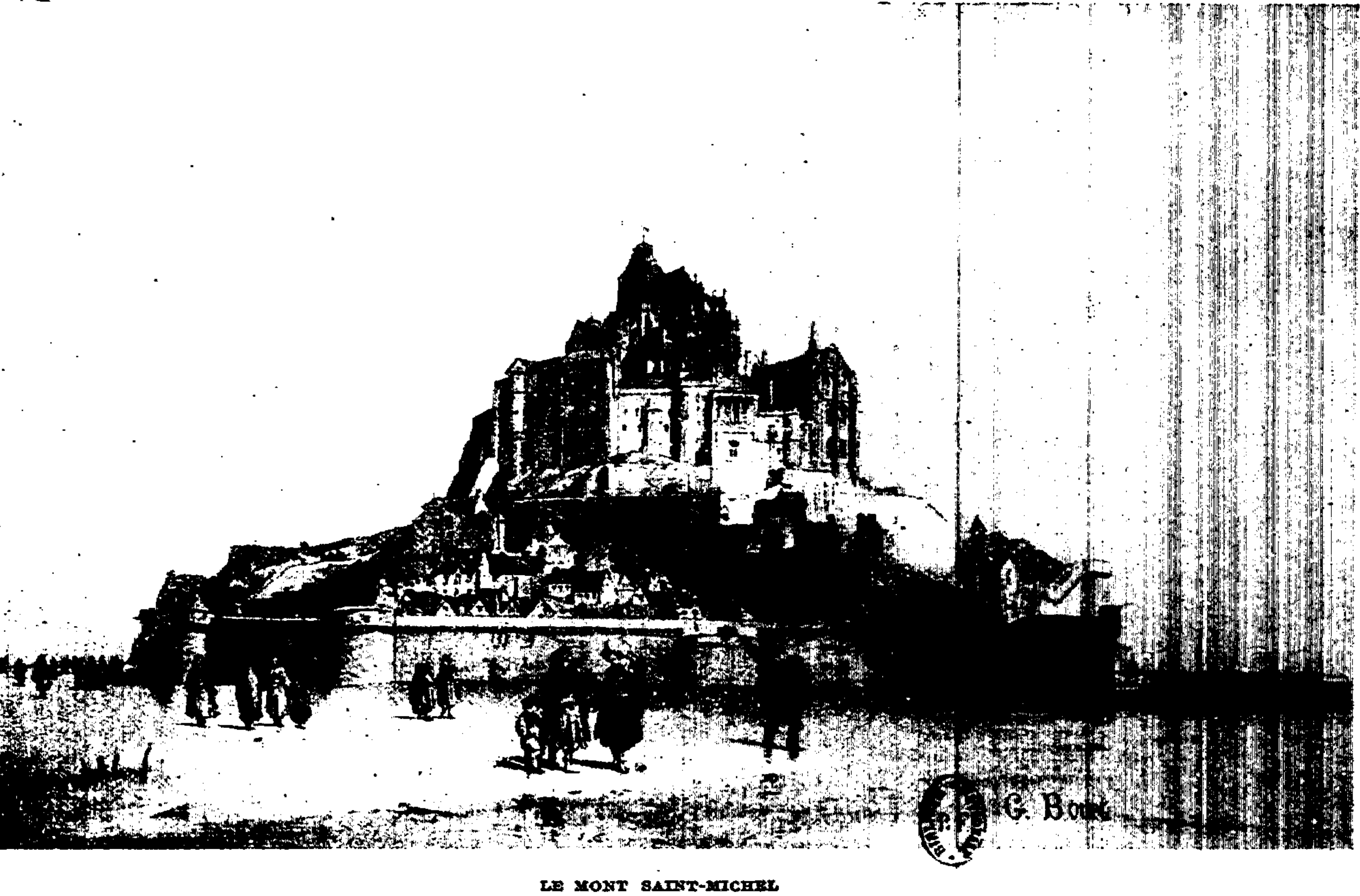
LE DIX-HUIT BRUMAIRE
(Caricature anglaise.)

procéder avec la même insolence. Sans consulter d'ailleurs les colons de la Nouvelle-Orléans et autres établissements de la contrée, il vendit pour la somme de quatre-vingts millions à la république américaine tout le territoire de la « Louisiane », aux espaces encore très mal connus, qui s'étendait des bouches de l'Alabama, dans le golfe du Mexique, jusqu'à l'estuaire de la Columbia dans le Grand Océan, domaine comprenant au moins 2 500 000 kilomètres carrés, cinq fois la superficie de la France. Sans doute, cette acquisition à l'amiable, qui doublait du coup la surface des terres de colonisation possédées par les Etats-Unis et qui leur assurait pour l'avenir les routes de l'Atlantique au Pacifique,

cet achat ne faisait que devancer d'un petit nombre d'années ou de décades l'occupation qui se serait produite par la simple force des choses, sous la pression de millions d'hommes, grossissant rapidement en nombre et dont l'ascendant était devenu irrésistible.

En règle avec les anciens propriétaires d'esclaves, les représentants par excellence de ce que l'on appelle le « principe de la propriété », le Premier Consul voulut réconcilier d'une manière éclatante son pouvoir personnel avec le grand élément conservateur de l'antique autorité, avec le catholicisme. Le Concordat fut conclu. Par ce pacte avec l'Eglise, qui rétablissait les anciennes formes du culte, le futur empereur espérait que son pouvoir, prôné conformément aux rites, ferait désormais partie du dogme religieux : il voulait donner à sa personne un caractère sacré. D'autre part, il se flattait d'avoir enserré les prêtres dans le réseau de la hiérarchie administrative ; il croyait les tenir comme d'humbles fonctionnaires. Il est vrai que les catholiques sincères se sentirent profondément humiliés de ces conventions bâtardes qui mélangeaient les deux autorités ; mais l'Eglise a la vie longue, et que de fois les prêtres dont le devoir était désormais de servir l'Etat s'en révélèrent-ils les maîtres ! Le rétablissement du catholicisme dans sa pompe officielle fut considéré comme une grande victoire par les fidèles de l'ancien culte, et ils en surent gré au « nouveau Moïse », malgré les intempérances de langage et les brutalités dont son despotisme et son manque de savoir-vivre le rendirent coupable à l'égard de maint haut prélat et du pape lui-même.

Et tandis qu'une volonté maîtresse imposait à la France la restauration de l'Eglise officielle, Chateaubriand, un de ces idéologues auxquels Bonaparte vouait une haine spéciale, collaborait à l'œuvre de réaction religieuse par son *Génie du Christianisme*, travail purement littéraire et tout en surface, qui vantait l'élégance des cathédrales, la sonorité des cloches et le circuit rapide des faucons dans le ciel bleu : pour plaider la cause de la religion déchue et en rallumer la flamme, il eût fallu croire éperdument, du fond d'une âme simple, à la mission du Crucifié ; or, ni l'homme d'Etat ni le poète n'avaient cette « foi qui transporte les montagnes ». Quant à la masse du peuple, déshabituée des cérémonies religieuses et des processions solennelles, mais encore pénétrée de l'esprit catholique de despotisme intellectuel et d'obéissance, elle tendit de nouveau l'échine au harnais traditionnel. Cependant rien ne fit oublier l'interrègne.



LE MONT SAINT-MICHEL

La reconstitution de l'Eglise entraînait la réorganisation de l'instruction publique. On n'y manqua point : l'université se modela sur l'armée. Le maître, qui était surtout le général en chef des forces de terre et de mer, avait en vue de former des soldats, et l'éducation départie dans les écoles, les collèges, les lycées devait préparer à celle des casernes. Désormais on ne tint aucun compte des diversités de race ni de milieu pour varier en proportion l'enseignement des élèves : partout on eut à se conformer aux mêmes pratiques et à la même méthode d'enseignement, tout dut se régler à la baguette du tambour. Nulle initiative ne fut permise au professeur : il n'était plus qu'un instrument, qu'un porte-voix, ayant à répéter à l'heure dite, à la minute, les formules édictées en haut lieu. Jamais la pensée ne fut tenue plus en mépris que sous le règne du « petit caporal » ; toute supériorité intellectuelle était odieuse à cet homme qui voulait dominer seul et être le maître des âmes comme il était le maître des corps. Lorsqu'il eut saisi des mains du pape la couronne impériale pour se la poser sur la tête (1804), il prit soin de sa propre apothéose consacrée par le catéchisme scolaire : « Les chrétiens doivent aux princes qui les gouvernent, et en particulier à Napoléon notre empereur, l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire. Honorer et servir notre empereur est honorer et servir Dieu même ».

La guerre en permanence, interrompue de courtes trêves pour la reconstitution des armées, était devenue le fonctionnement normal de l'empire. Sur terre, des triomphes inouïs se succédaient coup sur coup et la France s'entourait d'Etats conquis gravitant autour d'elle ; mais sur mer, tout ce qui lui restait de puissance après Aboukir était brusquement annihilé. Devant le cap Trafalgar, Nelson détruisit la flotte impériale jointe à celle de l'Espagne ; désormais tous les pontons, tous les esquifs qui battaient encore pavillon français n'avaient plus qu'à se blottir au fond des ports : tout au plus, protégés par les signaux de terre, pouvaient-ils se glisser le long des côtes de refuge en refuge.

Cette impuissance absolue sur mer contribua certainement par contre-coup à lancer sur l'Europe toutes les forces agressives de la France[1]. Austerlitz, Iéna, Wagram répondirent aux victoires anglaises d'Aboukir et de Trafalgar. De son côté, la Grande Bretagne, seule à commander les mers, put croire dorénavant qu'elle était la maîtresse du

1. Friedrich Ratzel, *Das Meer als Quelle der Vœlkergrœsse*, p. 75.

monde, ou du moins de tous les rivages de la Terre, ce fut le commencement de la thalassocratie anglaise qui devait durer près d'un siècle. L'aristocratie nobiliaire et commerciale qui gouvernait la nation puisa dans cet orgueil une force indomptable. Elle employa dans sa formidable lutte contre Napoléon toutes ses ressources en argent et en hommes, accumulant les emprunts et les dettes, ruinant les industries, réduisant les foules prolétaires à une misère sans nom, mais avec la certitude qu'après la victoire définitive, lors de l'épuisement général de l'Europe, elle serait la première parmi les puissances et qu'elle jouirait même d'une véritable hégémonie, grâce à son monopole des manufactures et à la possession des marchés lointains.

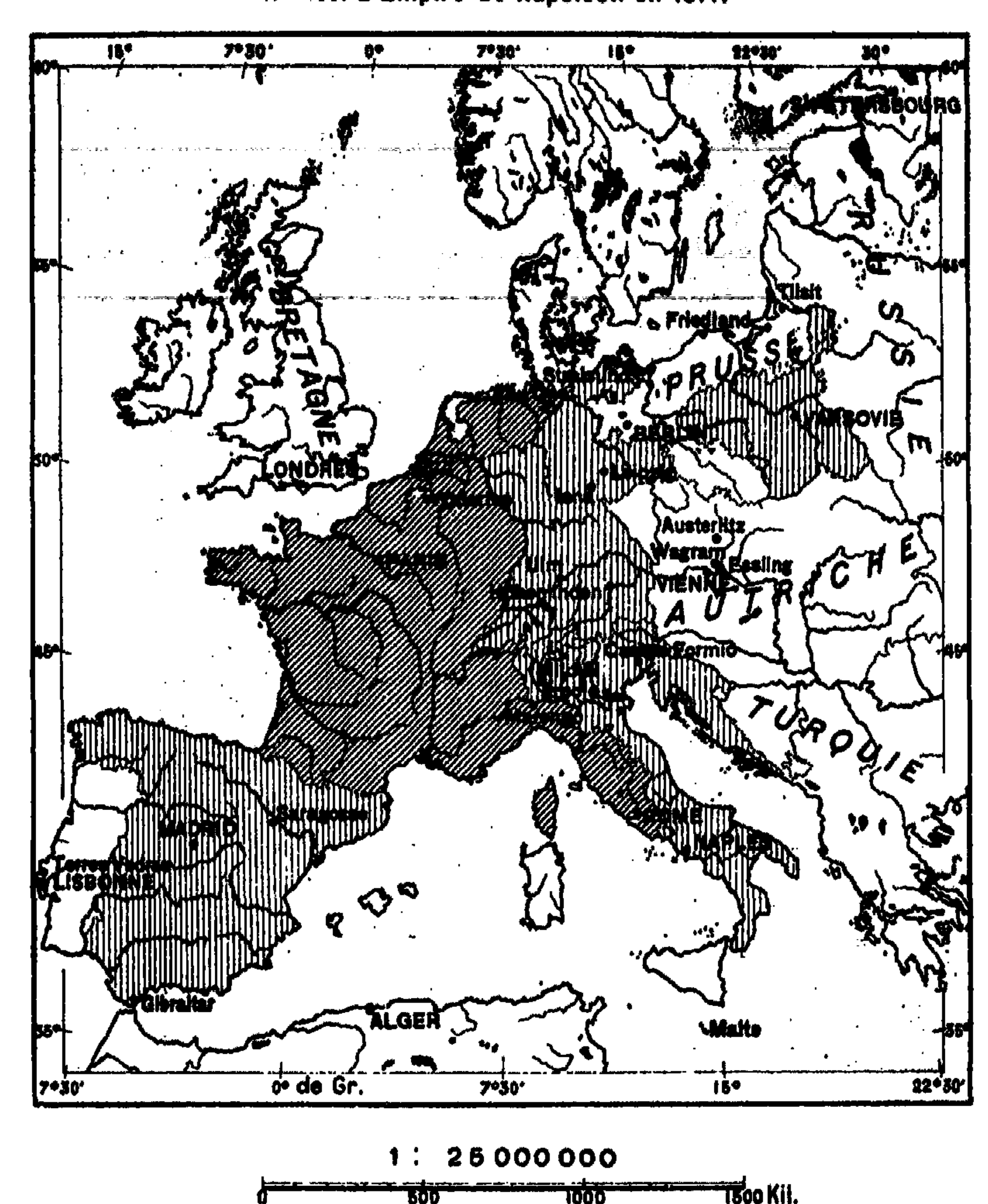
C'est alors que Napoléon conçut le projet d'enlever à l'Angleterre son marché par excellence en subjuguant définitivement l'Europe. Le blocus continental (1806) devait isoler complètement la Grande Bretagne, en faire plus qu'une île, une terre perdue au delà des océans déserts. Il était désormais interdit à quiconque de rester neutre dans la lutte; le petit Etat du Danemark en fit la dure expérience lorsque, en septembre 1807, le gouvernement anglais, sachant aussi bien que son illustre antagoniste méconnaître le droit des gens, fit bombarder Copenhague par ses vaisseaux ; quatre jours durant, la ville fut couverte de feu et la flotte se retira ayant tué plus de deux mille paisibles habitants.

Il est vrai qu'en coupant ainsi toutes relations entre la terre ferme et sa dépendance naturelle d'outre-Manche, l'empereur appauvrissait ses sujets, les privait des produits manufacturés et les ramenait ainsi vers la barbarie primitive, mais l'espoir d'attirer plus de mal à l'ennemi qu'il ne s'en faisait à lui-même le soutenait dans cette lutte insensée. Le mouvement des échanges était donc presque complètement interrompu et ne se maintenait çà et là que grâce à la contrebande, d'ailleurs encouragée en secret par maint dignitaire de l'Empire qui en tirait un ample profit. Nul doute que l'âpre intérêt commercial n'ait été pour une forte part dans le soulèvement des peuples qui se produisit contre l'empire après ses premiers désastres. D'ailleurs ce fut justice : on ne cherche pas impunément à se placer en travers de la marche des nations.

Or, l'œuvre entière de Napoléon, en tant qu'il ne se laissa pas porter par le reflux normal de la réaction triomphante, consista précisément en une intervention brutale et capricieuse dans tous les événements

européens, dans la violation méprisante de toutes les harmonies naturelles qui proviennent de l'accord des peuples avec le milieu et

N° 438. L'Empire de Napoléon en 1811.



1 : 25 000 000

0 500 1000 1500 Kil.

Les hachures inclinées recouvrent le territoire relevant directement de l'Empereur et qui fut divisé en départements ; les hachures verticales indiquent les pays dont les potentats lui étaient plus ou moins soumis.

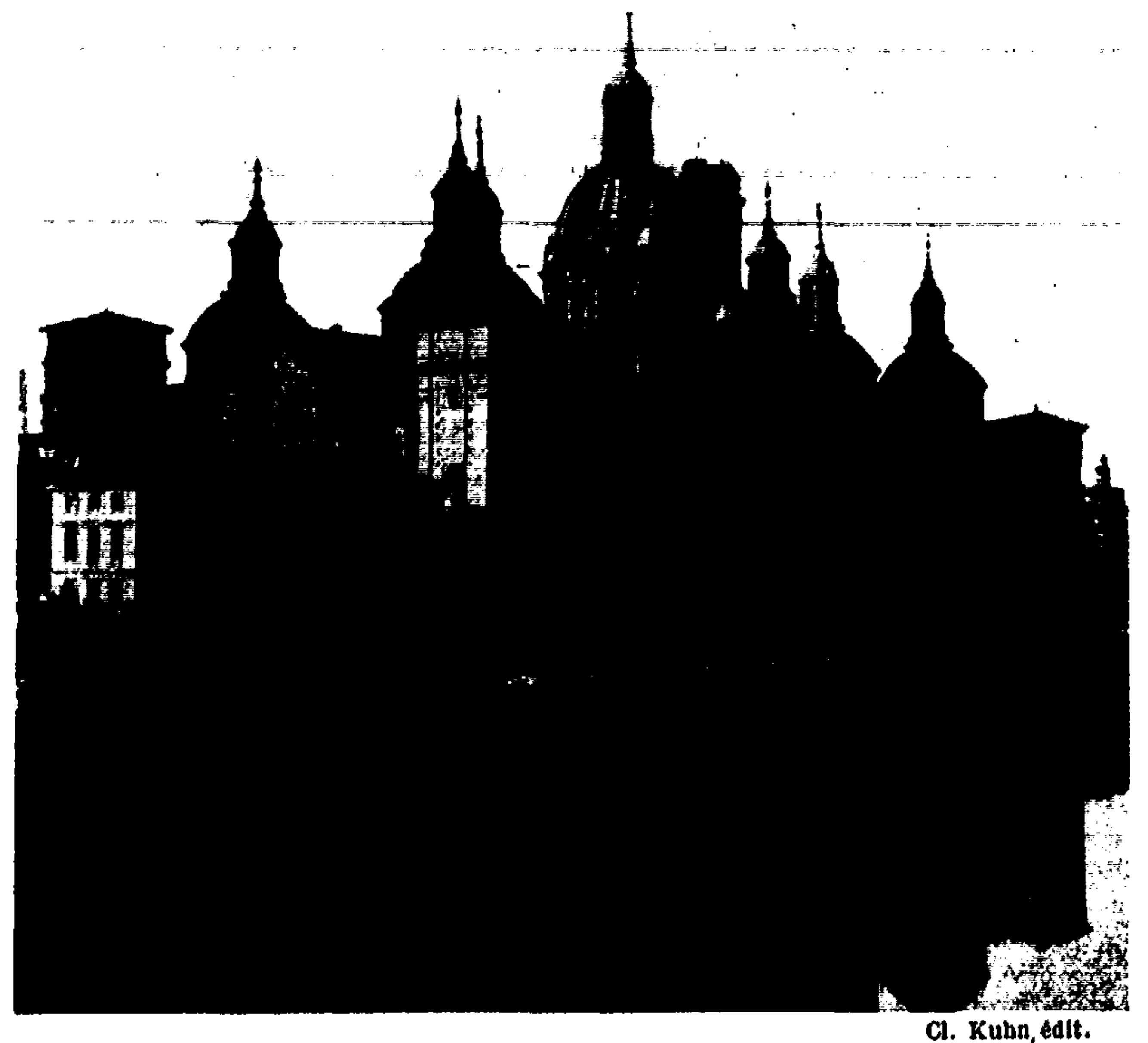
dans le sens de leur développement historique; il ignorait, et voulait ignorer tout ce qui aurait pu donner à son œuvre une stabilité au moins momentanée.

Ainsi, sans aucune raison, si ce n'est celle de doter malgré lui son frère aîné Joseph et de lui imposer le gouvernement d'un royaume (1808), l'empereur attire le roi d'Espagne, Charles IV, et son fils Ferdinand à Bayonne, sur territoire français, et, par la menace, force les deux princes à l'abdication. Mais la nation ne se laissa point donner aussi facilement qu'une couronne. Elle résista avec une vaillance qui ne fut jamais dépassée. En aucun siège on ne vit armée plus froidement résolue à mourir que le fut la garnison de Saragosse, alors que les troupes défendant la ville de maison en maison et voyant le cercle de feu se rétrécir autour d'elles allèrent s'agenouiller dans l'Eglise tendue de noir, assister à leurs propres funérailles[1]. Mais des gens qui restaient indifférents à leur propre mort n'étaient point hommes à s'offusquer de tous les crimes de la guerre et des horreurs qui en sont la conséquence : l'atavique férocité manifestée pendant la guerre de sept siècles contre les Maures, puis durant la période fanatique de l'Inquisition, se réveilla contre l'étranger qui, lui même, apportait la violence et la cruauté; jamais scènes plus hideuses ne furent reproduites que dans *Los Estragos de la Guerra*, témoignage que nous a laissé Goya, d'après l'atroce réalité, de ces sanglantes années. D'ailleurs, la guerre de l'Indépendance espagnole contre les armées de Napoléon fut dans son essence intime beaucoup plus inspirée par la haine religieuse que par les revendications politiques. Certes, elle nous apparaît par ses grands côtés comme le réveil d'un peuple contre son oppresseur, mais ce peuple obéissait avant tout à ses prêtres qui voyaient dans les Français des gens sans foi, des athées révolutionnaires et destructeurs d'images. L'ennemi était surtout qualifié d' « hérétique » et de « juif ». C'est là ce qui donna son caractère d'acharnement féroce à la guerre d'Espagne. A la fin de la tuerie, les généraux de Napoléon, dont chaque victoire était inutile, durent évacuer la péninsule, ramenant avec un gros butin les débris de leurs armées que harcelaient les Anglais de Wellington, autres hérétiques et fils du diable avec lesquels il fallait bien patienter!

Et cette guerre d'Espagne durait encore lorsque se produisit une autre effroyable guerre : celle de Russie, encore une conception impériale qui ressemblait à l'expédition d'Egypte par le côté romantique de l'aventure, loin de toute ligne de ravitaillement et d'appui.

1. Madame de Staël, *De l'Allemagne*.

Naturellement hostile à toute idée d'indépendance nationale, Napoléon n'avait pas même eu la précaution d'émanciper la Pologne en passant, et de se créer ainsi un précieux quoique bien tardif allié. Epuisé d'hommes par la bataille de Borodino, il entra pourtant à Moscou, d'où l'incendie le chassa. Et, tandis qu'il s'enfuit rapidement en berline de



Cl. Kuhn, édit.

SARAGOSSE, LA CATHÉDRALE AU BORD DE L'ÈBRE.

voyage, l'armée bat en retraite à travers les neiges, les marécages, les forêts, les fleuves débordés, les glaces en dérive. Les Cosaques, les loups poursuivent, harcèlent la multitude en déroute : ce n'est plus qu'une traînée de bandes laissant derrière elle des cadavres, des armes, des blessés et des prisonniers. Des 740 000 hommes que Bonaparte avait amenés en Russie, 14 000 seulement retraversèrent la frontière ! Il y eut pourtant une conséquence du terrible drame militaire que l'on peut qualifier d'heureuse : il mit en contact avec les Slaves et les Allophyles de la Russie d'Europe et d'Asie des milliers de jeunes Occidentaux

prisonniers qui, entrés dans la vie civile des Slaves, furent des civilisateurs, des porteurs d'idées. Nombre de révolutionnaires russes de la deuxième moitié du dix neuvième siècle racontent la part considérable qu'eurent ces prisonniers français sur l'émancipation de leur pensée.

L'empire se hâtait vers la fin. La France n'avait guère plus de soldats valides, et maintenant on recrutait les éphèbes pour les grandes tueries. Les peuples, voyant baisser l'étoile de Napoléon, se révoltaient successivement contre lui. En pleine bataille, les Saxons changèrent de rangs : ils l'avaient aidé à se défendre, ils aidèrent à le combattre et à le poursuivre. Le théâtre de la lutte fut reporté en France même, Paris fut occupé et l'empereur enfermé dans l'île d'Elbe; mais la cage de l'aigle était trop rapprochée de son ancienne aire : il s'en échappa bientôt, et la France dévastée, exsangue, dépourvue de toute volonté, n'ayant plus une parole à dire, quoiqu'il s'agît de sa destinée même, laissa Bonaparte reprendre le pouvoir, comme elle avait permis que Louis XVIII le reçût des rois étrangers moins d'une année auparavant et comme elle laissa celui-ci le ramasser de nouveau cent jours après.

La nation entière était vraiment paralysée, impuissante contre les hordes ennemies, qui venaient de l'Orient, traînant avec elles jusqu'à des tireurs d'arc, Bachkir et Kalmuk[1]! Et pourtant, après le désastre de Waterloo, quand les garnisons étrangères s'établirent pour la deuxième fois dans les citadelles françaises, on s'aperçut que l'esprit de la Révolution avait continué souterrainement son œuvre, puisque le monarque comprit que tout d'abord il devait se présenter à ses nouveaux sujets en tenant à la main une charte parlementaire. Il prétendait l'octroyer gratuitement, mais l'eût-il donnée s'il ne s'y fût senti forcé?

La restauration de la dynastie dite légitime des Bourbons, ainsi que la déposition de toute la famille ou du clan Bonaparte, même l'exécution de l'un d'eux, le roi de Naples, Murat, révélaient le plan des rois qui disposaient maintenant du sol de l'Europe : ils voulaient, envers et contre tous, rétablir l'état politique et social du « concert » des nations tel qu'il existait avant la prise de la Bastille; ils entendaient que la Révolution française, que l'empire même n'eussent pas laissé de trace.

Après sa victoire, si chèrement achetée, qui la laissait sous le fardeau

1. Jean de Bloch, *La Guerre*, t. I. *Description du mécanisme de la guerre*, p. 21.

d'une dette nationale, alors considérée comme formidable, de vingt milliards, et qui avait réduit plus d'un million d'hommes à une misère sans espoir, la Grande Bretagne s'était enfermée dans son « isolement splendide », tandis que les trois grandes puissances de l'Europe continentale, la Russie, l'Autriche, la Prusse, s'étaient étroitement rapprochées pour constituer la « Sainte Alliance »; des formules mystiques indiquaient le caractère sacré de leur union. Les trois souverains se plaçaient



Cl. P. Lafitte et Cie.

CONGRÈS DE VIENNE, 1814-1815.

Les deux grands hommes du Congrès étaient Metternich (assis à droite), auteur de la formule : « L'homme commence au baron », et Talleyrand (debout à gauche) : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée ».

sous la direction immédiate de Dieu, et, quoique représentant trois cultes différents, orthodoxie grecque, catholicisme latin, protestantisme, se laissaient également diriger par l'esprit de la Rome papale, par son intolérance religieuse : sous cette direction savante, ils voulaient rétablir à tout prix le « principe » d'autorité.

L'acte de la « Sainte Alliance », préparé de novembre 1814 à juin 1815 par le congrès de Vienne, et signé à Paris le 26 septembre 1815 entre les souverains de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, déclarait que les trois signataires se considéraient comme « délégués par la Providence pour gouverner trois branches de la même famille », et cette famille,

on devait la dresser suivant l'antique méthode du châtiment d'amour. En France, la réaction nobiliaire et cléricale se rattachait frénétiquement à l'ancienne tradition monarchique et se conformait aux ordres du pape, à la direction des missionnaires jésuites; des miracles, accompagnés çà et là de massacres, se firent dans les provinces où la masse du peuple était encore pleinement asservie à ses prêtres, l'oppression devint si violente et si haineuse contre ceux qui ne se prosternaient pas dévotement devant l'Eglise triomphante que toutes les oppositions, même les plus disparates, en vinrent à se réconcilier : les vieux républicains qui avaient planté les arbres de la liberté et proclamé les droits de l'homme s'associaient avec les bonapartistes idolâtres dont les yeux étaient toujours tournés vers Sainte-Hélène. De nouvelles déceptions, des révolutions avortées se préparaient ainsi pour les générations futures.

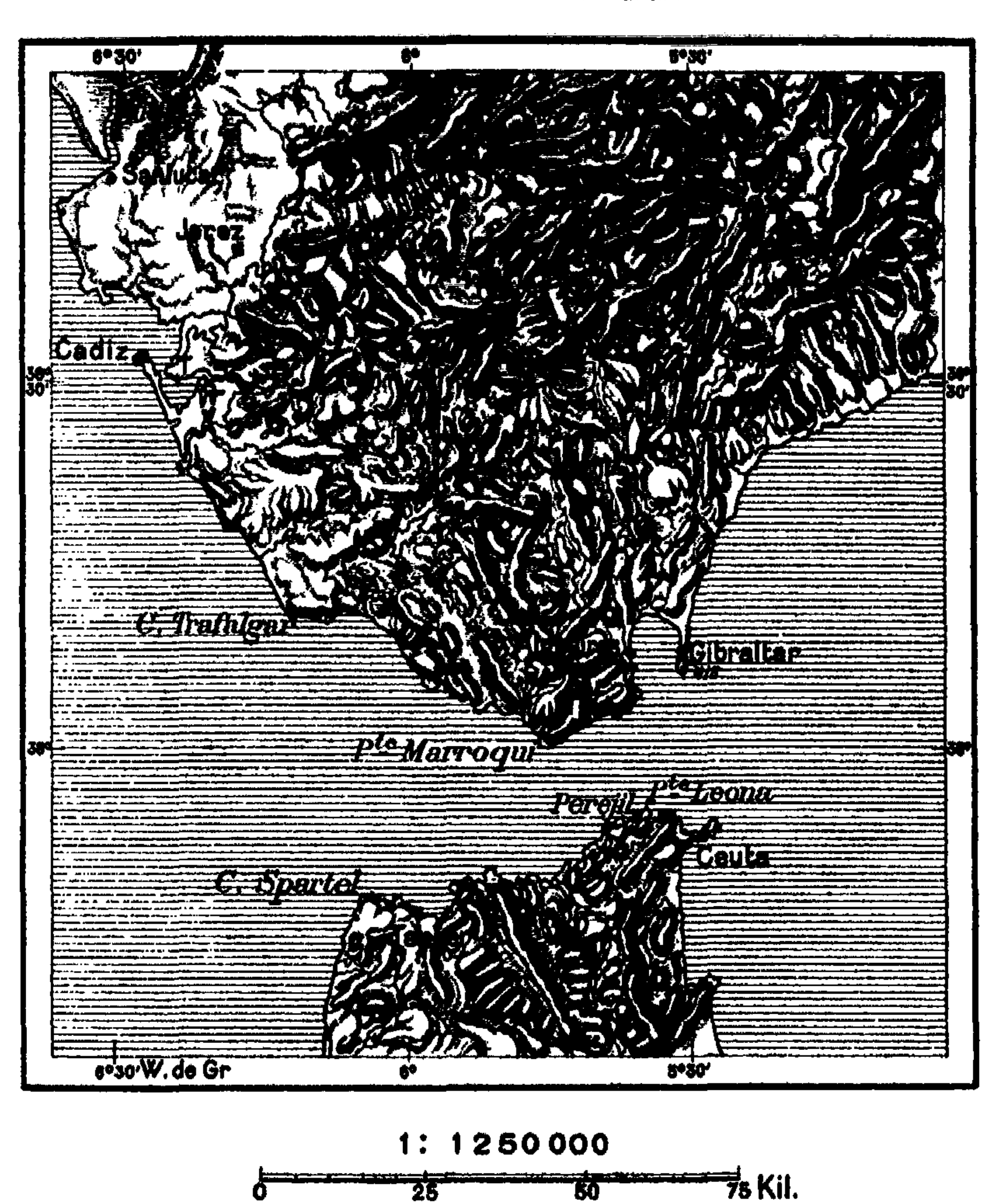
Les premières victimes du zèle de la Sainte Alliance furent précisément les hommes de dévouement qui avaient lutté avec le plus d'ardeur contre Napoléon, l'ennemi commun. La « ligue de la Vertu », *Tugendbund*, qui s'était constituée en société secrète pour la reconquête de l'indépendance et de l'unité allemandes, fut officiellement dissoute et ses membres les plus actifs se virent persécutés par le gouvernement même qu'ils avaient rétabli dans sa force; les camaraderies d'étudiants furent âprement surveillées ; le régime de l'espionnage se glissa dans la jeunesse pour la désunir et la corrompre; on alla même jusqu'à poursuivre les sociétés de gymnastique comme autant de repaires de la révolution haïe.

A l'orient de l'Europe, l'œuvre de réaction se produisit sous une autre forme, par l'accroissement du territoire asservi. La « Sainte Russie » s'annexa ce qui restait de la Pologne, le grand-duché de Varsovie, avec promesse impériale d'en observer la constitution, d'y respecter la liberté de la presse et celle de l'individu, enfin de maintenir la représentation nationale ; mais un empereur ne se sent jamais lié par ses engagements, les hommes d'Etat qui l'entourent trouvent toujours le moyen de justifier le crime : les Polonais eurent à partager l'asservissement des Russes et des autres sujets de l'Empire, Européens et Asiatiques.

Par un phénomène remarquable de contraste facilement explicable, il se trouva que l'Espagne, seule en Europe, fit exception à ce mouvement général de retour en arrière: les hommes avaient retrempé leur énergie dans la lutte, et si les populations de la Péninsule eussent été

laissées à elle-même par la réaction européenne, c'est la révolution qui eût triomphé du droit divin. Ramené à Madrid par les alliés, le roi

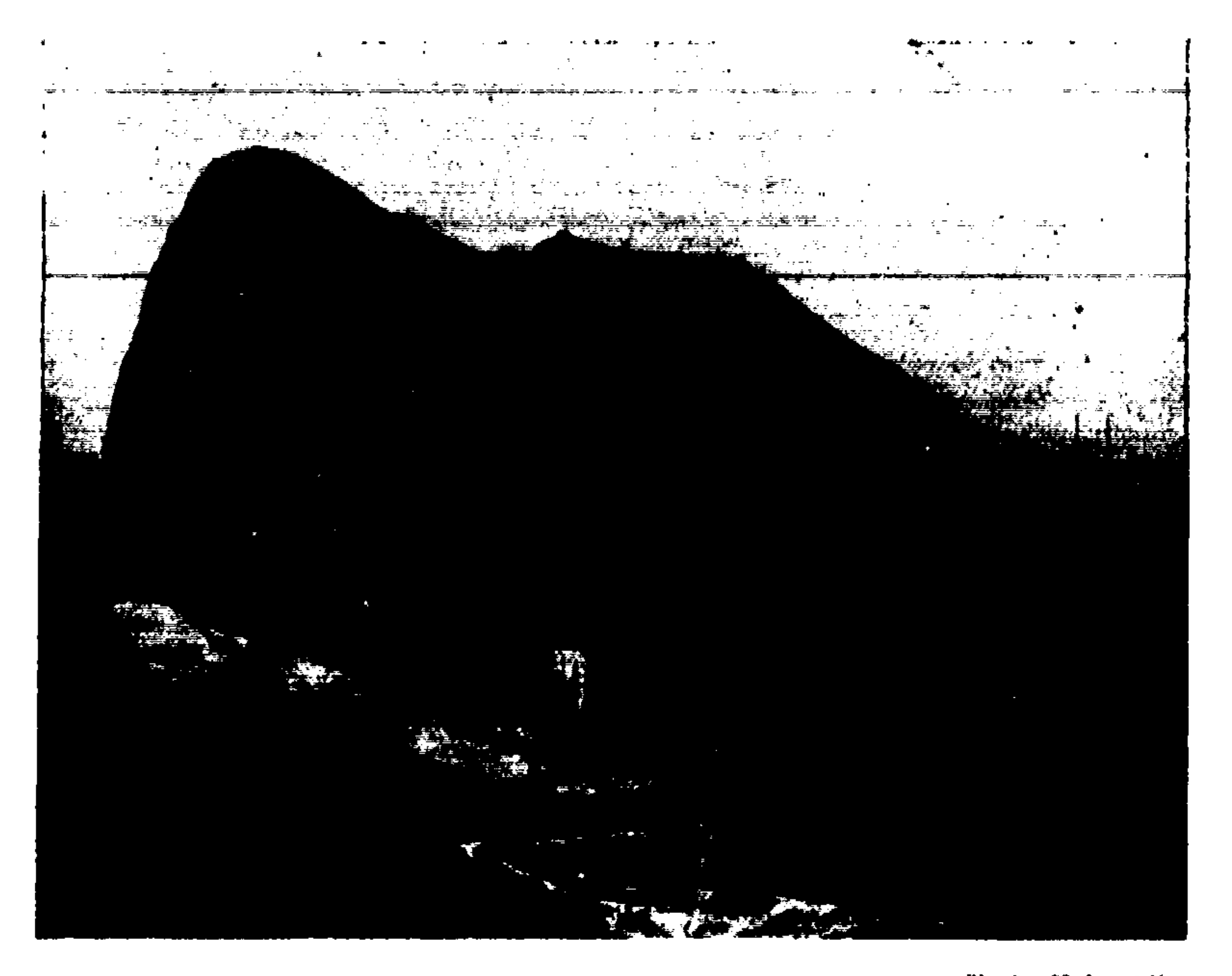
N° 439. Le détroit de Gibraltar.



L'île de Léon est le nom du pédoncule, maintenant rattaché au continent, et à l'extrémité duquel se trouve Cadiz. T = Trocadéro, combat du 31 août 1823.

Ferdinand VII, qu'entourait toute une cour d'inquisiteurs et de moines, s'était empressé de restaurer le régime du bon plaisir; ne daignant point consentir à faire la part du feu comme Louis XVIII en France, il

repoussa la constitution que les Cortès avaient votée en 1812, pendant la guerre d'insurrection contre les Français, et se déclara maître absolu. L'inquisition, rétablie, se mit à fonctionner non seulement contre les hérétiques, mais aussi et surtout contre les libéraux ; les prisons s'emplirent : des milliers d'Espagnols, et des meilleurs, prirent le chemin



Cl. J. Kuhn, édit.

LE ROCHER DE GIBRALTAR
Vue prise du fond de la baie d'Algésiras.

de l'exil. Mais le besoin de liberté qui agitait la nation dans ses profondeurs, conséquence logique de l'héroïsme persévérant qu'elle avait montré dans sa guerre d'indépendance, était trop impétueux, trop général pour que le roi, pauvre personnage ignare, inintelligent et lâche, pût trouver en soi et dans son entourage de confesseurs jésuites les ressources nécessaires à la lutte.

Des révoltes éclatèrent sur tous les points de l'Espagne et la guerre de partisans recommença comme au temps de Napoléon. Même l'armée se retourna contre le régime des prêtres. Riego s'empare (1820) des forts de l'île de Léon qui commandent au sud les abords de Cadiz, et l'hymne que chantent ses soldats est repris avec enthousiasme en Galice, en Biscaye, en Navarre, à Murcie et à Madrid ; on brûle

les cachots de l'Inquisition, on se met en marche vers le palais du roi.

Alors l'histoire se répète, et les péripéties qui s'étaient déroulées en France à la veille de la Révolution se reproduisent en Espagne. Le roi effrayé promet le rétablissement de la constitution de 1812 et renouvelle son serment au peuple entassé devant le pavillon royal. L'Inquisition est abolie par décret, et les prisons rendent leurs captifs : même deux martyrs, qui souffrent encore des suites de la torture subie dans les cachots du Saint-office, siègent comme ministres dans le conseil ; on abolit les majorats ; les couvents, dans lesquels s'était accumulée la richesse du pays, sont obligés d'en rendre une part. La bourgeoisie triomphante se fait courtoise et parlementaire, tandis que le roi, ruminant sa vengeance, machine des conspirations avec la « junte apostolique » de l'intérieur et avec les souverains étrangers. C'est alors qu'on vit ce curieux spectacle d'une armée française pénétrant en Espagne (1823) pour y accomplir une mission analogue à celle dont l'armée de Brunswick avait été chargée en France au commencement de la grande Révolution : le duc d'Angoulême, neveu du roi Louis XVIII, commandait les forces d'invasion.



LA GROTTE DE CALYPSO DANS L'ILE DE PÉRÉJIL[1]

1. Gravure empruntée à *Les Phéniciens et l'Odyssée* par Victor Bérard, librairie Armand Colin.

qui s'avançaient prudemment dans ces redoutables défilés, où, quelques années auparavant, tant d'autres Français avaient été massacrés. Mais cette fois les envahisseurs étaient favorisés par le clergé, et l' « armée de la foi », formée de bandes recrutées çà et là dans les villages, autour des couvents et des églises, leur ouvrait les chemins. En moins de dix mois, la campagne était terminée : l'armée française s'était emparée de Cadiz en délivrant le roi de la captivité respectueuse à laquelle il était soumis, et de nouveau le malheureux, rendu à son instinct de brutalité féroce et protégé par une armée d'occupation qui le défendait contre son propre peuple, put se livrer avec joie à la persécution de ses ennemis. Mais la désorganisation financière et administrative ne fit que s'accroître ; l'Espagne eut même à subir la honte de voir les corsaires d'Alger capturer ses navires et dévaster ses côtes sans qu'il lui fût possible de se défendre.

La détresse de la monarchie espagnole se compliquait des guerres extérieures qu'elle avait alors à soutenir contre ses colonies d'Amérique. On sait avec quelle âpreté jalouse les successeurs de Charles-Quint avaient veillé sur leurs possessions d'outre-mer. Ils avaient tâché de faire les ténèbres et le silence sur ces territoires immenses et n'en exploitaient eux-mêmes les richesses que par un strict monopole attribué à quelques maisons financières, qui étaient également soumises à une soupçonneuse inquisition. Cartes, plans, statistiques, documents d'histoire et d'ethnologie étaient scrupuleusement cachés dans les archives, et peine de mort était prononcée non seulement contre les pirates qui violaient les côtes défendues mais aussi contre les naufragés qu'y jetaient les accidents de mer. Ce ne fut pas donc l'un des moindres triomphes de l'esprit philosophique du dix-huitième siècle que l'autorisation gracieuse donnée à des astronomes français de mesurer un arc de méridien sur le plateau des Andes équatoriales et, plus tard, la licence de voyages d'exploration concédée à des Espagnols et à des étrangers. C'est ainsi qu'on vit un Félix de Azara, envoyé spécialement pour délimiter les frontières hispano-portugaises, s'occuper cependant de la géographie des contrées platéennes, des mœurs de la population, des animaux et des plantes de la pampa, puis publier ses recherches en de grands ouvrages destinés au public. De même, les Néo-Grenadins Mutis et Caldas, les Espagnols Ruiz et Pavon s'occupèrent de l'histoire

naturelle des régions andines. Enfin, Alexandre de Humboldt, savant

N° 440. Empire Hispano-Américain.



1 : 80 000 000

0 1000 2000 4000 Kil.

Amérique centrale : G., Guatemala; H., Honduras; S., San Salvador; N., Nicaragua; C.-R., Costa-Rica; P., Panama. — Guyane : G., Georgetown; P., Paramaribo; C., Cayenne. — Antilles : J., Jamaïque; H., Haïti; S. D., Saint-Domingue; Pu., Puerto-Rico.

riche, bien apparenté, fortement recommandé par la diplomatie européenne, réussit à forcer l'entrée du Nouveau Monde espagnol, en compa-

gnie de son ami Bonpland (1799), et put accomplir ce mémorable voyage dans l'Amérique équinoxiale et sur le plateau mexicain, qui fut une véritable révolution dans la connaissance de la Terre et des hommes.

Evidemment l'évolution naturelle devait tendre à séparer de l'Espagne *ses colonies américaines comme elle avait séparé de la* Grande Bretagne les treize groupements politiques devenus les Etats-Unis. Au sud comme au nord du double continent, les descendants des Européens subissaient avec rancœur et mépris les ordres qui leur venaient de la mère-patrie, devenue pour eux l'étranger, malgré la communauté de la langue et des traditions; privés de toute initiative dans la gérance de leurs intérêts locaux, ils n'acceptaient qu'avec rage et le sentiment de leur droit violé la direction des personnages inexpérimentés et incompétents qu'on leur envoyait d'Europe, principalement pour se faire une *grosse fortune dans leur proconsulat; mais* dans les contrées de l'Hispano Amérique, ces groupes de mécontents étaient restés pendant trois siècles trop peu nombreux et trop clairsemés pour que leurs sentiments tacites pussent se transformer en un grand mouvement de révolte collective. La tension des esprits n'était pas assez puissante encore; la vapeur contenue n'était pas arrivée à une pression suffisante pour vaincre la résistance des parois solides qui l'enfermaient. D'ailleurs, la situation se trouvait particulièrement compliquée dans l'Amérique espagnole par ce fait, que les blancs peu ou point civilisés, qu'ils fussent *Espagnols ou créoles*, s'y *trouvaient* en contact plus ou moins immédiat avec les populations autochtones qui constituaient la masse de la nation et contrastaient avec eux par les langues, les traditions, les conditions économiques, l'état intellectuel et moral.

Les Hispano-Américains étaient donc en présence de difficultés capitales que n'avaient pas rencontrées les Anglo-Américains dans leurs premières tentatives d'indépendance politique. Même par un singulier enchevêtrement des forces en lutte, les révolutions de l'Amérique espagnole, très multiples dans leurs *origines* et leurs *manifestations*, prirent en maints endroits un caractère nettement clérical et rétrograde: ce furent tout d'abord autant de contre-révolutions. La désagrégation politique et militaire qui se produisait alors dans l'état de la péninsule Ibérique ayant pour conséquence forcée de livrer à elle-même chacune

des colonies, celles-ci durent d'abord, sans résistance ni appui de la métropole, chercher individuellement un équilibre naturel, conforme à l'idéal composite qui représentait la résultante de leurs intérêts et de leurs vœux. Or, presque partout, les soulèvements, loin d'être suscités par des revendications républicaines, libérales ou même patriotiques, se réclamèrent de la fidélité à l'ancien régime. C'est aux cris de « Vive Ferdinand VII », le souverain légitime de l'Espagne, même à ceux de « Vive la sainte Église » que se levèrent les insurgés : ils se croyaient fervents royalistes, quoique l'obéissance ne transige point, mais leurs révoltes, de nature conservatrice pourtant, n'en contenaient pas moins en germe des révolutions futures.

Le premier choc qui causa l'ébranlement général de l'Amérique espagnole fut l'entrée des troupes de Napoléon dans la Péninsule, puis à Madrid : en déposant le roi Bourbon sur le continent d'Europe, l'empereur lui suscitait, par contre coup, de l'autre côté des mers, du *rio Bravo del Norte* au *rio de la Plata*, des multitudes de défenseurs, qui, lancés dans le conflit des batailles, se retrouvèrent dix ou vingt ans après en un milieu nouveau, bien différent de celui qu'ils avaient rêvé. De tous les éléments en lutte, fidélité monarchique et ferveur républicaine, dévotion catholique et liberté de la pensée, ressouvenir des vieilles races précolombiennes et désir de constituer une grande nation humaine sans préjugés d'origine et de couleur, aucun, soit asservissement économique, soit libération du travail, ne triompha complètement et, de tous les conflits, des compromis, des concessions mutuelles, sortirent des républiques politiquement indépendantes, d'où l'esclavage des noirs avait disparu, de même que le régime oppressif des *repartimientos* et de la *misa*, mais qui, presque toutes, restaient soumises à l'Église romaine et au gouvernement militaire. Les anciennes nations aztèque, maya, muysca, quichua, guarani s'étaient reconstituées en groupes ethniques et, en même temps, transformées en peuples modernes, avec de nouveaux alliages de race, une langue, un idéal renouvelés.

L'immensité des territoires compris dans l'Amérique espagnole, des montagnes Rocheuses aux étendues de la pampa, empêchait d'avance tout mouvement d'ensemble dans les insurrections et les guerres qui devaient aboutir à la constitution des républiques hispano-américaines. Les distances étaient trop grandes pour que les communications fussent

possibles ; tout au plus de vagues échos apportaient les nouvelles, plus ou moins déformées, des événements accomplis. Les soulèvements se produisirent à des milliers de kilomètres d'éloignement respectif, et l'on s'étonne même que la solidarité des intérêts entre les défenseurs de l'indépendance commune ait pu triompher de tant d'obstacles matériels pour amener peu à peu une certaine unité d'efforts entre des populations groupées autour de centres si distants les uns des autres.

Cette localisation forcée des premières tentatives d'indépendance permet à plusieurs villes de revendiquer l'honneur d'avoir été les initiatrices de la liberté, suivant l'importance qu'elles attribuent à tel ou tel mouvement prémonitoire. Dès l'année 1809, Quito s'était prononcée au nom de « Ferdinand VII et de la sainte Eglise » ; mais cette révolution locale, due à quelques avocats créoles, se fit sans que la nation écuadorienne y prît la moindre part et sans que les vibrations se propageassent au delà des frontières. A Mexico, à Caracàs, à Buenos-Aires, les soulèvements eurent une portée plus considérable et furent les points de départ des luttes nationales qui durèrent pendant plus d'une dizaine d'années pour aboutir enfin à la défaite définitive de l'ancienne métropole.

En 1808 déjà, des troubles ayant éclaté dans la ville de Mexico, le vice-roi Iturigaray avait été emprisonné, mais la révolution proprement dite n'éclata que deux années plus tard, dans le village de Dolorès, au nord de la capitale, sous la direction du curé Hidalgo, « au nom de la sainte Religion et du bon roi Ferdinand VII ». La lutte, très meurtrière, se continua moins entre des partis nationaux qu'entre des sectes religieuses, adoratrices, l'une de Notre-Dame de Montserrat : c'étaient les Espagnols, l'autre de Notre-Dame de Guadalupe : c'étaient les Indiens de l'Anahuac. Grâce à des révolutionnaires généreux qui vinrent de la Péninsule même pour donner aux révoltés de l'Anahuac un sens plus élevé de la guerre qui avait déjà coûté tant de victimes, l'indépendance de la « Nouvelle Espagne », connue désormais sous son nom de Mexique, fut enfin proclamée, et les Gachupines, dénomination haineuse sous laquelle on embrassait tous les Espagnols, durent quitter le Nouveau Monde. Mais que de fois la république mexicaine ressembla-t-elle à un empire absolu, à un héritage de Montezuma !

Quant aux populations de l'Amérique Centrale, divisées actuellement en cinq républiques distinctes, elles ne prirent à la lutte contre l'Espagne

qu'une part assez nonchalante et subirent successivement des tyrannies diverses, dont l'étiquette est devenue républicaine depuis 1823. Le travail intime qui se produisit dans ces nations où, sauf dans le Costa-Rica, l'élément indigène, encore mal « latinisé », l'emporte de beaucoup, consista surtout dans le conflit entre les deux tendances de la centralisation politique et de l'autonomie locale. Le manque forcé de relations entre des foyers de vie très éloignés, n'ayant aucun centre de puissance d'attraction considérable, a nécessité la rupture de la région isthmique en États correspondant à autant de pays ayant chacun leur caractère physique bien déterminé, une véritable individualité géographique. Le Guatemala possède une ossature continue de plateaux et de cônes volcaniques parallèles à l'Océan : le Salvador, beaucoup plus populeux en proportion mais de bien moindre étendue, ouvre de larges vallées entre ses volcans alignés ; le Honduras se déploie en un immense éventail vers la côte basse de la mer des Antilles, tandis que son versant méridional s'incline en un hémicycle régulier autour du golfe de Fonseca ; le Nicaragua n'a de régions peuplées que sur le pourtour de son grand lac, élevé seulement d'une trentaine de mètres au-dessus de la mer, et le Costa-Rica est une zone transversale de grande hauteur se redressant entre les deux mers et bordée au nord d'une chaîne de volcans. L'ensemble de l'Amérique Centrale, sinueux et découpé, n'a point d'unité géographique, et la nature, autant que la rivalité des ambitions locales, a contribué à l'insuccès des tentatives de fédération qui se sont produites à diverses reprises pendant le cours du dix-neuvième siècle.

Dans le continent méridional du Nouveau Monde, les grands intérêts avaient gravité principalement autour de Buenos Aires et de l'estuaire de la Plata dont l'importance commerciale était déjà grande et dont il était facile de prévoir les hautes destinées mondiales. Les Anglais, devenus les maîtres incontestés de l'Océan après la destruction des flottes espagnole et française à Trafalgar, s'étaient empressés, en 1806, de faire une démonstration navale devant Buenos Aires et de proposer aux Argentins leur patronage et leur concours en cas de révolte contre l'Espagne. Mais on se défia prudemment de leurs offres intéressées et par deux fois les « Porteños ou résidants du Port » de Buenos Aires les obligèrent au rembarquement. C'est à la pleine indépendance qu'ils pensaient déjà, et dès le commencement de 1810 une junte révolutionnaire s'installait dans la capitale. En peu d'années, les insurgés arrachèrent tout le territoire

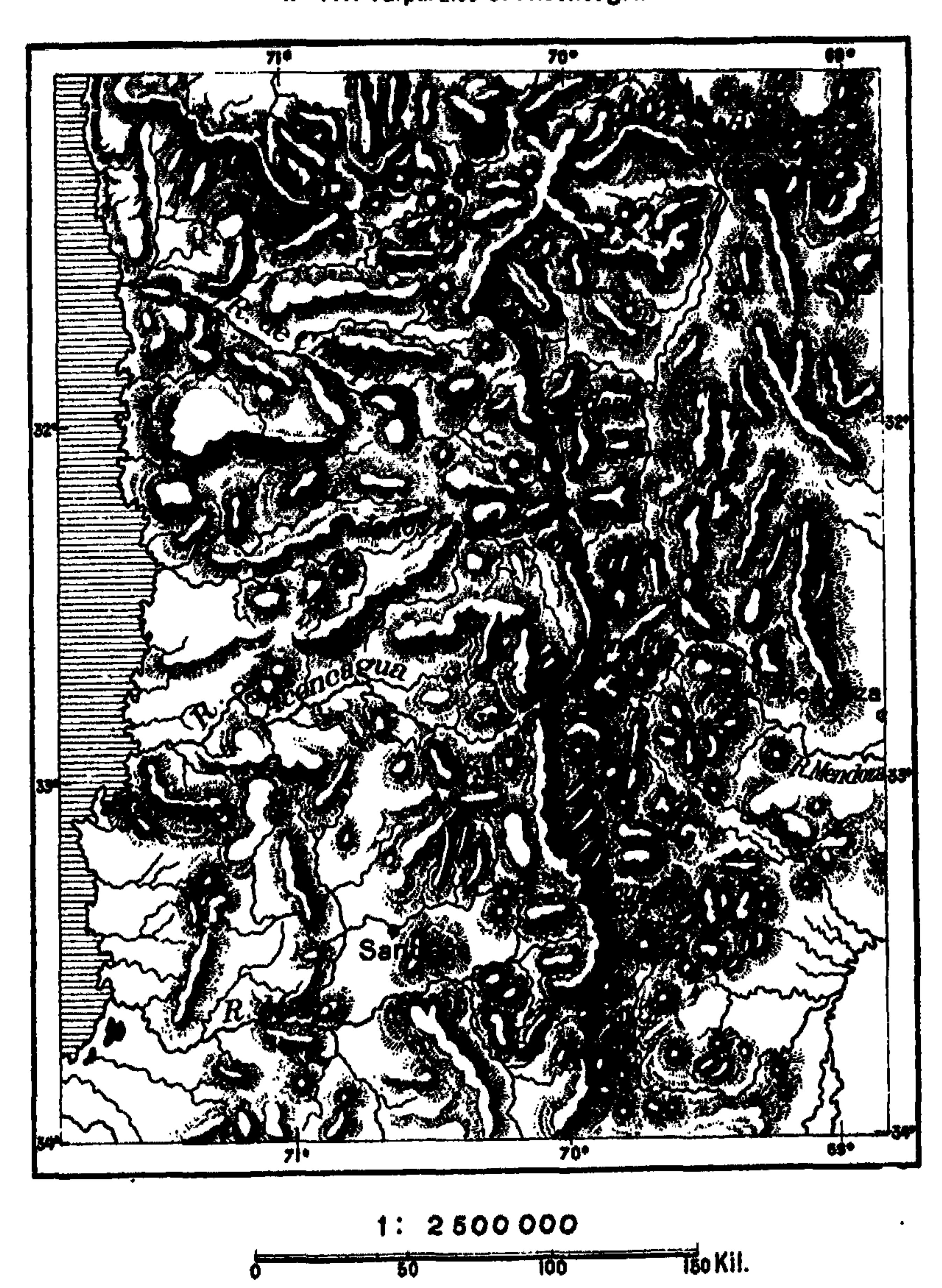
de l'Argentine à la domination des Espagnols. Quant à l'enclave naturelle comprise entre les deux fleuves Paraguay et Parana, ses habitants, Guarani silencieux, obéissaient avec ferveur à la petite aristocratie des blancs de l'Asuncion, comme au temps de la « réduction » ils avaient obéi à leurs confesseurs, les missionnaires jésuites : ils avaient accompli prestement leur révolution politique en se dégageant scrupuleusement de toute solidarité avec leurs voisins de l'Argentine. Pendant plus d'un quart de siècle, le petit État, dit république de Paraguay, resta presque complètement fermé aux étrangers, autant que l'étaient alors la Chine et le Japon. Il est vrai que cette fermeture fut imposée par un homme, type presque inégalé de ces despotes auxquels tout un peuple obéit aveuglément. Francia, fils d'un Français et d'une Paraguayenne, se traça une ligne de conduite rigoureuse à laquelle il se conforma toujours. Il régna par la terreur, mais sans cruauté : maître des âmes, il l'était des corps, à la fois dictateur politique et confesseur universel.

Toutes les autres populations soulevées de l'Amérique espagnole se sentaient heureusement solidaires dans leurs revendications contre leurs anciens maîtres. L'Argentine en donna un glorieux exemple, en 1817, lorsque les cinq mille hommes qui formaient l'armée de San Martin franchirent les Andes avec tout leur attirail de guerre pour aller au secours des insurgés du Chili. Les troupes espagnoles attendaient l'ennemi à l'issue du col de la Cumbre, où passait le sentier suivi par tous les voyageurs, mais le général argentin, dérobant sa marche, s'était porté au nord par le Valle Hermoso ou « Beau Val », vers un col, ou *boqueti*, de 3565 mètres de hauteur, d'où il redescendit sur le versant du Pacifique pour tourner les positions des Espagnols et leur infliger, à Chacabuco, une première défaite, suivie l'année d'après de la victoire décisive de Maipo. Une flottille chilienne débarrassa même le littoral de toutes les tentatives des anciens maîtres.

Dans la partie septentrionale du continent, c'est aussi à la solidarité des petites armées d'insurrection qui s'étaient formées sur plusieurs points du territoire, des bouches de l'Orénoque aux terres salines de l'Atacama, que les républiques américaines durent de pouvoir conquérir leur indépendance après de terribles péripéties et même des désastres qui paraissaient définitifs. C'est en 1810 que l'insurrection éclata dans Caracas contre le régime espagnol : elle fut bientôt étouffée, le terrible tremblement du sol qui renversa la capitale et plusieurs autres

villes du Venezuela ayant été considéré par les nombreux dévots de la contrée comme une punition d'en haut. Mais la lutte reprit sur d'autres

N° 441. Valparaiso et l'Aconcagua.



points, notamment dans la Nouvelle-Grenade, et plusieurs batailles heureuses remportées par le patriote Bolivar lui ouvrirent les portes

de Caracàs (1813). Bientôt il eut à fuir pour la seconde fois et à reprendre la campagne sur les plateaux néo-grenadins. Poursuivi par l'insuccès, il se retire encore à l'étranger, puis, en 1816, il apparaît de nouveau dans le Venezuela, et cette fois il peut lutter avec acharnement sans abandonner le territoire contesté et commence par s'assurer le concours des esclaves en proclamant l'abolition de la servitude. C'est alors que la guerre prend une allure vraiment révolutionnaire et républicaine. Le roi Ferdinand VII est oublié, et les *Llaneros* des grandes plaines du Venezuela, non moins hardis que les *Gauchos* des pampas platéennes, parcourent l'espace sur leurs chevaux rapides, enivrés de leur sauvage indépendance. Se massant et se dispersant tour à tour, ils surprennent l'ennemi en lui échappant soudain ; on voit même un escadron de ces bandes se lancer en plein fleuve pour s'emparer à la nage d'une flottille espagnole. D'après la légende, cette merveilleuse cavalerie était composée de fantômes : c'étaient des revenants, des âmes, qui entouraient le général Paez, le meilleur lieutenant de Bolivar. D'un autre côté, on voit le gouverneur général écrire au roi à la suite d'une victoire sur les Colombiens : « Toute personne sachant lire et écrire a été traitée comme rebelle ; en détruisant tous ceux qui ont ce savoir, j'espère couper à la racine l'esprit de rébellion ».

En 1819, la région des montagnes grenadines était déblayée de soldats espagnols; deux ans après, la victoire de Carabobo (juin 1821) libérait le Venezuela, mais Porto-Cabello résista jusqu'en 1823. Entre-temps, Bolivar était allé au secours des Ecuadoriens et des Péruviens. Là aussi, à Ayacucho (19 décembre 1824), les Espagnols furent mis en déroute. Sauf Callao, qui ne tomba qu'en 1826, tout l'immense empire colonial de Philippe II s'était constitué en républiques nominales n'ayant certes pas encore conquis leurs libertés civiques, mais jouissant déjà d'une pleine indépendance comme Etats autonomes. Même dans la mer des Antilles, où pourtant le gouvernement espagnol pouvait envoyer plus facilement des secours, la moitié de l'île d'Española qui lui restait s'était également affranchie de son pouvoir, d'abord sous drapeau colombien, puis en alliance avec Haïti. L'Espagne garda, pour près d'un siècle encore, l'île de Cuba, « la perle des Antilles » et Puerto, Rico avec un cortège d'îlots faiblement habités. De tout ce Nouveau Monde que lui avait donné Colomb, elle n'avait su conserver que ses plantations de sucre et de tabac avec leurs campements d'esclaves.

Délivrées de maîtres ou tuteurs étrangers, les républiques hispano américaines en profitèrent rapidement pour développer leur commerce, désormais ouvert à toutes les nations européennes; mais elles n'en restaient pas moins pénétrées des préjugés anciens, du vieil esprit théocratique des Aztèques et des Inca, à peine modifié par le régime de la monarchie cléricale qui avait sévi pendant trois siècles. Le changement le plus considérable produit dans les masses populaires provenait de la guerre d'indépendance où leurs diverses passions s'étaient exaltées, aussi bien l'amour du pillage et la férocité que l'audace et la vaillance. En outre, le libre contact avec des immigrants de toute origine devait élargir les esprits et préparer l'alliance future entre les hommes. Mais les républiques naissantes n'étaient pas encore prêtes à s'unir en cette grande fédération à laquelle les conduisaient les luttes communes récemment supportées, l'expérience de tribulations analogues, le souvenir des mêmes souffrances, l'usage d'une langue policée et la disposition géographique du continent, si bien équilibré dans ses contours, qui leur sert de demeure.



Cabinet des Estampes. Bibl. Nationale

SIMON BOLIVAR, 1783-1830

Le congrès de Panama, auquel Bolivar convia les républicains, les représentants des républiques hispano-américaines (1824), n'aboutit qu'à des échanges de politesse et à des résolutions sans portée : il était impossible que des populations encore barbares, comme l'étaient les descendants métissés des Muysca, des Quichua, des Aymara, des Araucans, pussent apprécier la valeur de l'union fédérale entre des

contrées lointaines qui connaissaient à peine le nom l'une de l'autre, et le sens même du choix que Bolivar avait fait de Panama comme amphictyonie de l'Amérique émancipée devait leur échapper complètement. Que pouvaient-elles savoir de ce seuil des deux mers, destiné à devenir un jour le grand intermédiaire des richesses sur la rondeur terrestre ? D'ailleurs, le mouvement de réaction qui succède immanquablement aux convulsions soudaines se produisait alors dans tous ces Etats, et Bolivar lui-même, qui s'acharnait à l'œuvre impossible de cumuler les présidences de républiques, contribua pour une forte part à cette œuvre rétrograde. Se substituant aux anciens maîtres, il voulut gouverner par les mêmes moyens, suppression des journaux, rétablissement des monastères et de leurs écoles, interventions militaires, restauration de la dictature. Mais il n'eut pas le temps d'exercer le pouvoir absolu. Déposé avec honneur, il s'éteignit (1830) dans son domaine de San Pedro, près de Santa Marta, en se plaignant de la destinée : « Qu'avons-nous fait sinon de labourer la mer ? » s'écriait-il. Mais avait-il bien compris les événements dont il avait été le principal acteur et qui, tout en détachant de l'Espagne ses anciennes colonies, les avaient fait entrer dans la grande confédération de nations progressistes, librement ouvertes à l'influence de la civilisation européenne ?

En même temps que l'Espagne, le petit royaume de Portugal vit ses immenses possessions coloniales du Nouveau Monde lui échapper, en apparence par le contre coup des révolutions d'Europe, mais en réalité par incompatibilité d'humeur entre les autorités de la métropole et les habitants de la colonie. Les Portugais de l'Amérique, devenus presque aussi nombreux que ceux du littoral d'origine, se sentaient assez forts désormais pour refuser obéissance aux injonctions venues de Lisbonne et prétendaient se gouverner eux-mêmes. A cet égard, l'opinion se trouva tellement unanime que le Brésil, tout en se manifestant comme Etat monarchique, se détacha du Portugal sans crise révolutionnaire, même sans effusion de sang ; il lui suffit, en 1822, de donner le choix à son régent Pedro de Bragance entre l'exil ou un trône impérial. Entre son loyalisme de soldat et son ambition de prince, le personnage n'hésita pas, et le Brésil prit son rang parmi les grands Etats autonomes.

Tandis que le domaine de la civilisation à type européen s'accroissait dans le Nouveau Monde de toutes les régions continentales où réson-

naient les langues de l'Ibérie, espagnol et portugais, il s'annexait dans le bassin de la Méditerranée cette petite terre de Grèce, précieux héritage des temps passés que les conquérants Osmanli avaient rattachée violemment pendant quelques siècles au monde de la culture asiatique. Par un mouvement de reflux dans le sens d'Occident en Orient, l'Europe reprenait la contrée qui, parmi toutes, devait être considérée comme le pays même des origines, celui dans lequel s'était accompli, cent générations auparavant, ce grand labeur intellectuel et moral qui fut le point de départ de notre activité moderne.

Après l'intervention russe, en 1770, les Hellènes de la Morée et des îles avaient eu à subir de terribles représailles, surtout de la part des bandes albanaises que le gouvernement turc avait lâchées dans la Grèce avec licence de meurtre et de pillage. De nouveau, on put se demander si les vaincus pourraient se relever de leurs désastres.

Certes, la race grecque, ou plutôt l'ensemble des diverses populations qui parlaient l'idiome hellénique et que l'on comprenait sous le nom de « Grecs », aurait été complètement exterminée, jamais la nation n'aurait pu resurgir, si le régime imposé par les conquérants turcs après la prise de Constantinople avait duré plusieurs générations. Tous les Grecs avaient été déclarés esclaves, sans droit de rien posséder en propre, et, passé l'âge de dix ans, chacun devait payer un tribut, le *haratsch*, pour racheter une année de vie. Chaque année, les chrétiens avaient à livrer un enfant sur cinq, afin qu'il fût élevé dans le culte de l'Islam et dressé à la guerre contre ses propres compatriotes. Beaucoup de mères tuaient leurs fils de leur propre main pour les soustraire à cette effroyable destinée, puis elles se tuaient aussi. Heureusement, les Turcs ignorants, incapables de gérer l'administration formaliste de ce qui avait été l'empire bysantin, devaient s'en remettre pour cette besogne à des étrangers, c'est-à-dire précisément à des Grecs qui devenaient responsables pour l'ensemble de leur nation et qui, moyennant finances ou complaisances, réussissaient souvent à se faire accorder des privilèges pour eux-mêmes ou les gens de leur nationalité. Bientôt le jour vint où les Grecs ne furent plus obligés de livrer leurs enfants pour le service des armées; même nombre d'entre eux, grâce à leur souplesse aussi bien qu'à leur intelligence des affaires, arrivèrent à exercer des fonctions diplomatiques fort élevées comme drogmans, secrétaires, ambassadeurs effectifs sinon officiels.

Bien plus, des Phanariotes, c'est-à-dire des Grecs nés dans le quartier de Constantinople dit le Phanar ou le « fanal », obtinrent, en 1731, la domination de la Moldavie et de la Valachie sous la suzeraineté du sultan. D'ailleurs les maîtres Osmanli n'exerçaient point d'exactions savantes : ils s'emparaient des terres, ou bien se bornaient à piller les récoltes et les maisons, à demander doubles et triples impôts, à bâtonner les mécontents, mais dans leur groupement civique, les Grecs avaient toujours conservé les anciennes coutumes, et, sous la responsabilité d'archontes ou de démogérontes, la direction de leurs écoles et de leurs églises. Non seulement la pratique mais aussi l'étude de leur langue avaient contribué à maintenir chez eux la conscience de l'unité nationale. Les Turcs leur permettaient également le libre exercice de leur religion et donnaient à leur patriarche une place éminente à côté de la Sublime Porte : la tolérance du mépris était poussée si loin de la part des vainqueurs que dans leurs prières quotidiennes les orthodoxes grecs demandaient à Dieu et aux saints l'écrasement des barbares, c'est-à dire de leurs maîtres turcs[1].

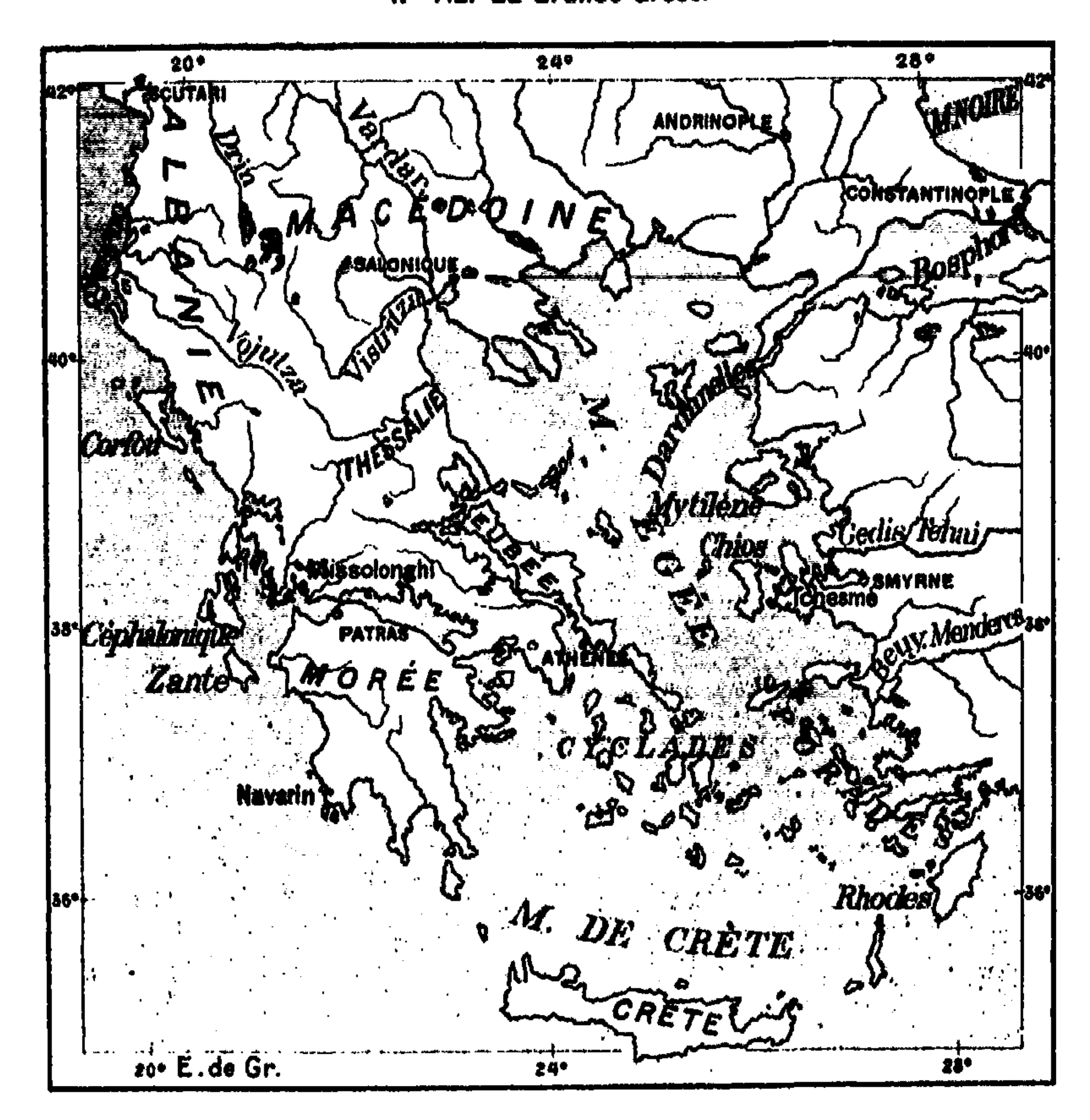
Même l'appropriation des terres par les pachas turcs avait tourné contre eux en forçant les Grecs dépossédés à tourner leur génie naturel vers l'industrie et surtout vers le commerce : ce déplacement de travail eut pour conséquence de livrer tout le mouvement des échanges à des hommes qui, par leur nom, leur langue, leur apparence même, et souvent par leur propagande active, étaient les porteurs de l'esprit d'indépendance et rattachaient les uns aux autres, sur tous les points de l'Orient hellénique, les éléments d'une constante conjuration. Enfin, il existait encore des Grecs qui, malgré la conquête mahométane, avaient su garder intact le trésor de leur nationalité : c'étaient les Armatoles de la Thrace, de la Macédoine et de la Thessalie, qui gîtaient dans les hautes vallées, sur les plateaux escarpés, et qui, grâce à la complicité des paysans d'en bas, se montraient soudain dans les fermes des Osmanli ; c'étaient aussi les Klephtes, ou brigands de l'Épire, du Parnasse, du Taygète qui défendaient fièrement leur « liberté sur la montagne ». Ces pillards furent les Grecs par excellence et fournirent ses plus hardis, ses plus tenaces champions à la liberté renaissante de la nation. C'est même chez eux que la langue continua de fleurir littérairement : ils l'enrichirent

1. A. Genadios, *La Grèce Moderne et la Guerre de l'Indépendance*, trad. par Louis Ménard.

de leurs chants superbes qui devinrent presque une épopée pendant la guerre de l'Indépendance.

Dès la fin de l'empire napoléonien, des Grecs patriotes s'étaient adressés aux diplomates assemblés à Vienne pour leur demander de

N° 442. La Grande Grèce.



1 : 7 500 000

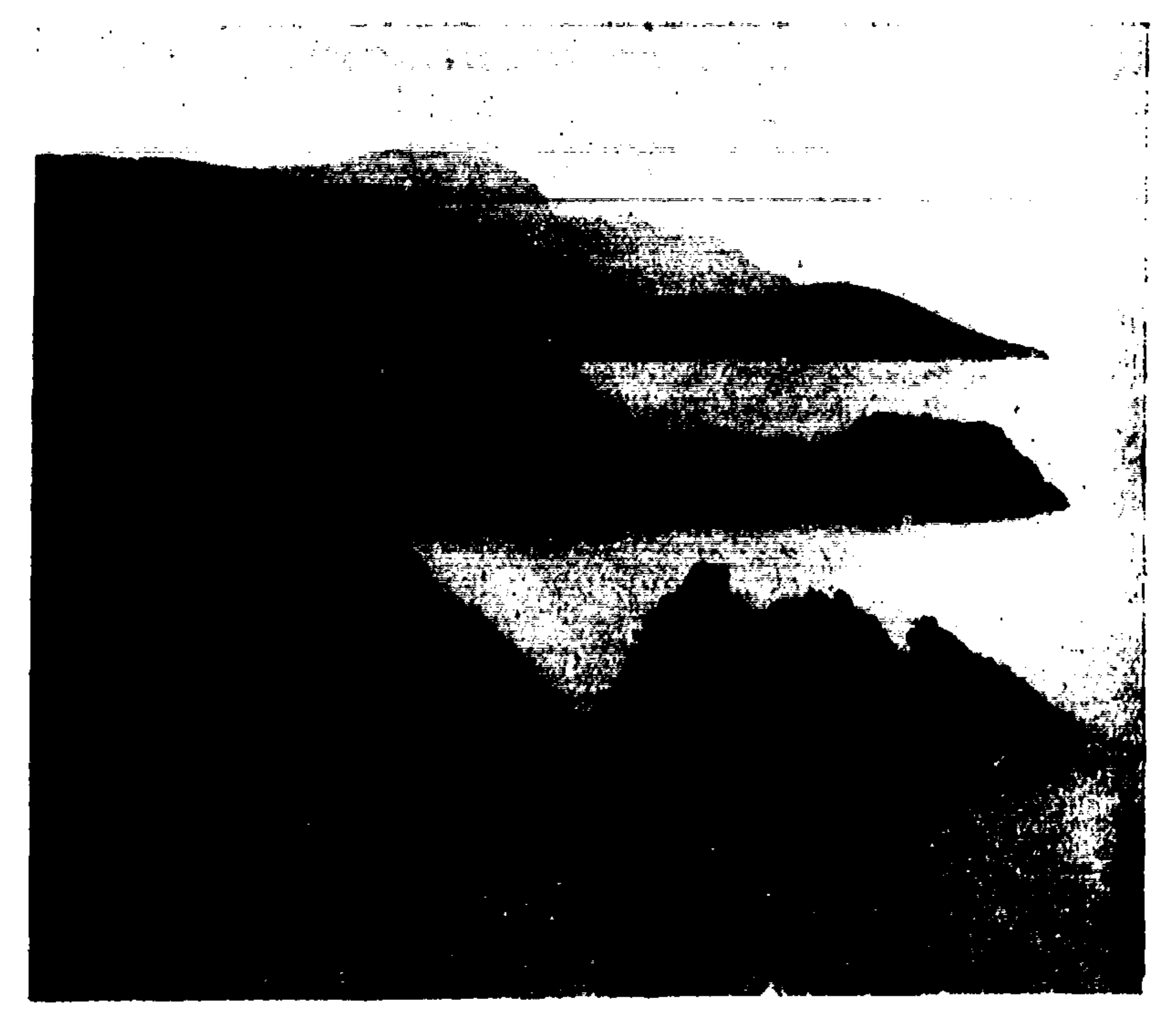
0 100 200 400 Kil.

comprendre l'Hellade dans leur plan de remaniement de l'équilibre européen. Mais leur supplique avait été dédaigneusement écartée. Il ne leur restait plus qu'à compter sur eux-mêmes et à se constituer çà et là en sociétés secrètes, soit pour cultiver simplement leur idéal, soit pour préparer les conspirations en vue de la révolution future. C'est ainsi que se fondèrent ou se développèrent la société athénienne des

Philomus, puis en Thessalie l'Hetaïrie ou « camaraderie fraternelle » qu'inspirait le poète Constantin Rhigas. En 1821 déjà des hétaïristes se soulevaient en Roumanie, comptant un peu sur le prestige de leur chef, le prince Alexandre Ypsilanti, qui était fils d'un hospodar valaque et général russe : peut-être espéraient-ils aussi l'intervention de l'empereur de Russie, auquel ils attribuaient l'ambition pieuse de vouloir reconstituer l'empire de Bysance. Mais la Sainte Alliance ne permit point aux souverains d'Europe de se commettre avec des révoltés, ceux-ci furent bientôt abandonnés de tous, aussi bien de leurs puissants alliés que de la population serbe et des paysans roumains qui, tout en haïssant leurs maîtres turcs ou phanariotes, se méfiaient de leurs libérateurs, les patriotes philhellènes. Vaincus en bataille rangée, ces premiers héros de l'indépendance grecque n'eurent qu'à mourir. L'un d'eux se fit sauter dans un couvent avec toute sa bande.

Cependant des voix avaient répondu dans la Morée et dans les îles aux insurgés de la Roumanie. L'évêque Germanos avait appelé les Grecs aux armes, la Messénie s'était déclarée indépendante et, dans l'espace de quelques mois, une flotte de 180 petits navires, jouant à cache-cache dans le labyrinthe des Cyclades, enlevait les embarcations turques, harcelait la garnison des ports. A la fin de l'année 1821, les insurgés s'emparaient de Tripolitza, la capitale de la Morée : une première assemblée nationale se réunissait dans Argos, puis à Epidaure, et les délégués trop pressés d'entrer dans le concert des Etats européens se donnaient un président ou *proedros* avec pouvoirs royaux, le prince phanariote Alexandre Mavrocordatos ; mais les Hellènes n'avaient pas encore donné assez de preuves pour que les grandes puissances adoratrices du succès leur fussent devenues favorables, et l'opinion publique, plus puissante que les Etats officiels, n'avait pas encore été suffisamment émue. La Porte eut le répit nécessaire pour organiser ses armées et ses flottes d'invasion, et manda le fils du vice-roi d'Egypte, Ibrahim-Pacha, qui pénétra dans la Morée à la tête de 20 000 hommes, dressés à la tactique européenne par des officiers français (1825). Les massacres et la dévastation furent horribles : la Morée devint une solitude, tandis que, de l'autre côté de l'isthme de Corinthe, la ville de Missolonghi, où s'étaient réfugiés des milliers de Grecs et de philhellènes, parmi eux le grand poète Byron, eut à subir un siège de près d'une année, qui se termina par une percée héroïque à travers l'armée des assiégeants et l'explosion d'une

citadelle écrasant amis et ennemis dans une même ruine (1826). C'est alors que les puissances crurent le moment venu « d'intercéder pour les Grecs », entraînées d'ailleurs par l'ardeur des philhellènes, qui de toutes parts envoyaient des hommes et de l'argent. Trois étrangers avaient été placés au premier rang pour la direction des affaires, Capo d'Istrias, un protégé russe, comme président; Cochrane, déjà illustre par sa partici-



RIVAGE DE CÉPHALONIE

pation à l'indépendance sud-américaine, comme amiral en chef; Church, un autre Anglais, comme généralissime. La Russie, l'Angleterre, la France envoyèrent leurs flottes, qui détruisirent presque sans combat les navires d'Ibrahim-Pacha réunis dans la baie de Navarin (1827).

La guerre était finie : il ne restait plus qu'à déblayer la Grèce continentale et les îles des traînards musulmans qui s'y trouvaient encore. Les puissances dictèrent les conditions de paix, qui d'abord reconnais-

1. Gravure empruntée à *Les Phéniciens et l'Odyssée* par Victor Bérard, librairie Armand Colin.

saient la suzeraineté de la Porte et le paiement d'un tribut par la Grèce, mais qui finirent cependant par reconnaître l'indépendance absolue du petit royaume. L'histoire moderne offre peu d'exemples d'une lutte où les révoltés aient fait preuve de plus de courage et de persévérance que dans cette guerre d'indépendance hellénique. Lorsque la Grèce fut reconnue désormais libre de la domination turque, il y restait exactement 600 000 Hellènes et Albanais : « Pour les émanciper 300 000 des leurs avaient donné leur vie... le tiers avait disparu pour donner la liberté aux deux autres tiers »[1]. Cette vaillance des Hellènes souleva dans toute l'Europe une grande admiration : depuis la Révolution française la jeunesse n'avait éprouvé pareil enthousiasme. Sous le charme des souvenirs de la grande époque, on s'imaginait volontiers que les héros de la nouvelle Hellade ranimeraient le génie de la Grèce antique, et l'on peut dire que la bourgeoisie libérale se sentit alors vraiment jeune, enivrée d'espérance : il lui sembla qu'elle célébrait ses noces avec l'idéal.

Du reste, l'émancipation politique d'une partie de la Grèce n'était que le symbole de la révolution plus grande qui s'accomplissait dans le monde oriental. Du coup tous les Grecs se trouvaient moralement affranchis. Ce qu'ils appellent la « grande idée », c'est-à-dire la solidarité panhellénique, prenait un corps autour duquel ils devaient graviter désormais, quelles que fussent les conditions spéciales de leurs milieux. Plus que tous les autres peuples, les Grecs représentaient réellement une « idée », précisément parce que la question de lieu natal, de race ou de langue est chez eux complètement subordonnée à celle du vœu personnel. « Je suis Hellène ! » cela suffit pour qu'un Slave, un Valaque, un Albanais, un homme de n'importe quelle nationalité par la descendance puisse être et doive être réellement considéré comme Grec. C'est la volonté qui fait la patrie d'élection ; les circonstances extérieures ne sont rien, on ne s'intéresse qu'à la vie dans son essence profonde[2]. Même la question de territoire, qui a tant d'importance aux yeux des patriotes d'autres nations, n'a qu'une valeur très secondaire pour les Grecs. On peut citer en exemple les résidants du littoral de l'Asie Mineure et les insulaires de l'archipel Turc qui sont essentiellement hellènes et conscients de leur race, très ardents dans leur esprit de cohésion nationale, mais qui n'aspirent nullement à devenir les sujets du petit roi de Grèce

1. Pierre de Coubertin, *Soc. normande de géogr.*, 1900, p. 147. — 2. Victor Bérard, *La Turquie et l'Hellénisme contemporain*, pp. 239, 240.

et, d'avance, se méfient des mille réglementations tracassières que leur feraient subir les bureaucrates du royaume : il leur convient mieux de s'arranger avec les Turcs, qui n'ont nullement la prétention de leur imposer un patriotisme ottoman et, les laissant vivre en communautés distinctes, ne viennent point les tracasser dans leurs congrégations et leurs écoles. Les Grecs de Mytilini (Mytilène, Lesbos), de Smyrne, de Samos savent qu'ils sont vraiment plus libres et plus prospères sous la tutelle hargneuse des Osmanli qu'ils ne le seraient sous l'autorité directe et centralisatrice des fonctionnaires athéniens, et ils attendent sans impatience la grande fédération de l'avenir. En réalité, cette fédération existe : les Grecs se reconnaissent partout et s'entr'aident de groupe en groupe, constituant leur unité morale en dehors des délimitations politiques de la surface.

Pendant la guerre de l'indépendance hellénique, la Russie même avait été le théâtre d'événements qui témoignaient du sentiment de solidarité reliant déjà toutes les nations de l'Europe en un même organisme. Des conjurations politiques, prenant pour prétexte la succession de Nicolas Ier au trône impérial à la place de son frère aîné Constantin (1825), avaient éclaté brusquement. Elles furent réprimées sans peine par le terrible empereur qui venait de prendre la couronne ; mais la valeur intellectuelle des hommes qui furent condamnés à mort ou à l'exil dans l'armée du Caucase ou dans les mines de la Sibérie fit peut-être plus pour le mouvement des idées en Russie que ne l'eût fait un changement de personnel gouvernemental ou la publication d'une charte constitutionnelle. Les dékabristes ou « décembristes », ainsi nommés du mois pendant lequel éclata l'insurrection, laissèrent un si noble exemple, un si haut enseignement que cette époque peut être considérée comme le point de départ du grand travail souterrain qui s'est accompli durant le siècle dans les profondeurs de la nation russe.

En vérité, ce sera dans l'histoire de la Russie un fait capital et de gloire éternelle que cette conjuration des « dékabristes » dans laquelle des nobles privilégiés tentèrent une révolution n'ayant d'autre but que la destruction de leurs privilèges. Il semble qu'on ait vu quelque chose de semblable en France au dix-huitième siècle, alors que les nobles et les abbés, libres d'esprit et de langage, se moquaient si agréablement des institutions « sacrées » et des « bases éternelles de la société », creusant,

pour ainsi dire, le sol au-dessous du trône et de l'autel; mais le mouvement russe eut un caractère bien autrement profond. Les grands seigneurs et les prélats français, assez intelligents et affinés pour pressentir les événements inévitables, en prenaient leur parti d'avance et, comme de galants joueurs de dés, affectaient de ne pas se laisser émouvoir par les arrêts du destin. Le roi même haussait les épaules en voyant les signes avant-coureurs de la Révolution prochaine : « Après nous, le déluge ! » Toutefois ces rieurs ne surent pas garder jusqu'au bout leur attitude de bon ton et, lorsque la menace fut réalisée, ils se hâtèrent de cesser tout persiflage et de reprendre très au sérieux ces avantages de race, de fortune et de conventions sociales qu'ils avaient paru mépriser. En Russie, les Pestel, les Mouraviev-Apostol et leurs compagnons étaient bien autrement sincères : ce qu'ils voulaient de tout cœur c'était de rentrer en égaux dans la société de leurs ci-devant inférieurs, de trouver dans la liberté de tous la garantie de leur propre liberté. Puis, quand vinrent les jours de la répression, tous ces novateurs laissèrent un exemple de noblesse et de courage qui ne sera point oublié.

Cette explosion de dévouement politique correspond à la rapidité du mouvement qui s'était produit dans l'âme russe sous l'influence des idées de la philosophie occidentale. A l'époque de Pierre le Grand, le tsar seul était allé chercher en Europe des exemples et des instruments de règne, non des idées : la nation même n'avait eu aucune part dans cette visite où des courtisans posthumes voudraient voir l'entrée de vingt millions d'hommes dans le monde civilisé. Plus tard, l'impératrice Catherine avait fait venir, il est vrai, les philosophes à sa cour, et cela par une sorte de coquetterie envers la culture de l'Occident, mais elle se garda bien d'appliquer à l'administration de ses peuples les conseils de son ami Diderot. Sans doute ses courtisans s'empressèrent à l'envi de parler comme elle le langage à la mode, mais ce n'était là que pure affectation : « On était philosophe comme on était bourreau, par servilité »[1]. Le Tartare se retrouvait entier sous l'épiderme du Russe. Cependant la pensée accrut toujours son influence, et certainement les idées, même superficielles, que semèrent les écrivains étrangers, trouvèrent çà et là un terrain favorable. Ce fut un élément ajouté à ceux qui préparèrent ensuite la grande évolution des esprits.

1. Michel Bakounine, *Société Nouvelle*, septembre 1896, p. 322.

Déjà, l'aristocratie polonaise, située dans un milieu géographique beaucoup plus rapproché de l'Europe occidentale, avait par cela même participé au mouvement des peuples de l'Ouest ; on peut dire que la frontière changeante de la véritable Asie commençait au delà du royaume de Pologne. Mais, avec les guerres du commencement du siècle, cette frontière se déplaça brusquement : la nation russe soulevée dans ses masses profondes entra en rapport de lutte et d'extermination avec les armées envahissantes de Napoléon. Le conflit commença par des batailles en règle, il se termina par une suite de massacres, la dispersion de la foule des envahisseurs dans la tourmente, mais il en resta pourtant des échanges de sympathies et d'idées, malgré la fureur des batailles et l'ivresse du sang répandu. Pour rejeter l'étranger, la nation avait dû se lever librement, les initiatives personnelles avaient été éveillées, les esclaves, se rangeant à côté de leurs seigneurs, avaient rêvé de reprendre leurs terres. L'immense élan du peuple fut en même temps une marche vers la liberté. La paix entre les souverains qui avaient triomphé des armées de Napoléon n'était pas encore conclue que déjà naissait en Russie la conspiration des hommes qui se sacrifiaient pour faire entrer le monde moscovite dans la voie nouvelle ouverte naguère par la Révolution



LES CINQ DÉKABRISTES PENDUS (1826)

PESTEL, né en 1793 ; officier et diplomate. Son programme comportait : *la terre aux paysans*, l'instruction laïque et obligatoire, une Russie fédérative.

RYLEIF, né en 1784 ; ancien officier, poète de valeur. Il était « bon juge » à Saint-Pétersbourg en 1825.

BESTRUGEF-ROUMIN ; officier de marine, chansonnier, journaliste.

MOURAVIEV-APOSTOL, né en 1796 ; officier. Une légende raconte que Romme, échappé à la mort et réfugié en Russie, fut son précepteur.

KACHOVSKY, officier en retraite. Au jour de la prestation de serment au nouvel empereur, Kachovsky tua un général, le prenant pour Nicolas.

française; ils se lançaient vers l'avenir avec toute la naïveté de jeunes barbares n'ayant encore jamais connu les doutes ni les illusions.

Toute l'Europe se trouvait alors en état de fermentation politique: de toutes parts, on réclamait l'accomplissement des promesses faites par la Révolution ou par ses héritiers au pouvoir; mais c'est principalement en France que se concentrait la lutte entre les partis révolutionnaires et les partisans de la royauté traditionnelle. Charles X, le personnage sans prestige qui occupait le trône de Louis XIV, semblait choisi à souhait par le destin comme un admirable exemple du système monarchique poussé à l'absurde: dépourvu de toute intelligence politique, mais en même temps infatué de son droit divin, il bravait son peuple, l'excitait niaisement par des lois, des arrêtés, des ordonnances dont il n'avait pas la force d'assurer l'exécution. Les partis les plus opposés, républicains et impérialistes, s'étaient réconciliés contre lui. Trois journées de révolution (1830), pendant lesquelles il ne fut résolument défendu que par des mercenaires étrangers, suffirent pour le décider à la fuite. Un fait caractérise l'homme: durant le voyage de Rambouillet à Cherbourg, où il s'embarqua le 16 août pour l'île de Wight, une des grandes préoccupations de Charles X était de trouver pour son dîner une table carrée, les tables rondes n'étant pas admises par l'ancienne étiquette royale! Après un séjour de deux années dans un palais de Grande Bretagne, il mourut oublié en Autriche.

Un autre roi l'avait remplacé, celui que le vieux Lafayette présentait au peuple: « Voici la meilleure des Républiques! » Mais Louis-Philippe fut avant tout la bourgeoisie triomphante. La Révolution, qui avait débuté à la fin du dix-huitième siècle par l'éloquente revendication des droits de la bourgeoisie, n'acheva complètement son œuvre qu'avec l'avènement du « roi citoyen ». La grande industrie, se développant sur le modèle fourni par l'Angleterre, s'était emparée de la France et se donnait une charte de gouvernement qui, par le moyen de l'électorat censitaire et le fonctionnement des deux chambres, consolidait le pouvoir entre les mains des propriétaires du sol, des riches manufacturiers et des hauts fonctionnaires. La société légale, composée d'un million d'électeurs environ, avait enfin réalisé son idéal après ses deux expériences manquées, de la réaction guerrière et de la Restauration. Les révolutions s'y reprennent souvent à deux fois avant que les résultats en

soient acquis, et, quand elles reviennent à l'attaque, il leur arrive ordinairement de se présenter sous une forme nouvelle, même d'apparence contradictoire avec celle de leur première apparition. C'est ainsi qu'après la victoire de la bourgeoisie anglaise, représentée par le Commonwealth, une autre révolution s'était accomplie, amenant d'abord la dictature guerrière de Cromwell, puis la restauration de la dynastie légitime;



D'après une lithographie de Decamps.
CHARLES X TIRANT AU LAPIN.

mais, moins d'un demi-siècle après la décapitation de Charles Ier, la bourgeoisie libérale et parlementaire reprenait son pouvoir avec Guillaume d'Orange.

La révolution dite de « juillet », qui avait symbolisé en France l'avènement de la classe moyenne, instruite, entreprenante et déjà riche, se propagea dans le monde européen par un grand ébranlement et même, sur les points d'équilibre instable, par de violentes convulsions. Dans le voisinage immédiat de la France, le petit royaume des Pays-Bas, qui se composait de deux moitiés mal assorties par leur histoire antérieure, rompit brusquement la communauté du ménage politique auquel il avait été condamné. Les populations du sud avaient été certainement lésées pendant les quinze années d'union officielle. Les Wallons de langue française subissaient avec impatience l'obligation de se soumettre administrativement à l'usage d'un idiome qui leur semblait moins civilisé que le parler maternel; ils se plaignaient aussi de l'inégalité des impôts,

répartis à leur détriment, et des vexations de toute nature qu'ils avaient sans cesse à subir comme un peuple conquis. D'autre part, le clergé, tout-puissant dans les Flandres depuis l'époque terrible de la domination espagnole, avait entraîné ses dociles paroissiens dans un mouvement de haine intransigeante contre le régime hollandais où prévalaient les traditions calvinistes. L'alliance s'était faite en Belgique entre libéraux et cléricaux contre l'ennemi commun, et de cette alliance naquit un nouveau petit État qui, dès son premier jour, dut proclamer sa neutralité et se placer sous la protection bienveillante des puissances européennes ; à l'union forcée avec la Hollande succéda un mariage de raison entre la Wallonie et la Flandre, associées également malgré elles. La véritable sympathie a la fière liberté pour point de départ : elle ne se forme que dans les associations franches et spontanées.

Le soulèvement de la Pologne, qui se produisit aussi à la fin de 1830, n'aboutit pas comme la révolution de Belgique, mais il fut peut-être plus gros de conséquences, et le drame en fut bien autrement tragique dans l'histoire des nations. Tout d'abord, les troupes russes furent obligées d'évacuer la contrée et l'armée polonaise, sortie de terre pour ainsi dire, se trouva bientôt assez forte pour soutenir le choc des masses d'hommes formidables lancées contre elle. La lutte commencée durant le froid hiver dans les âpres forêts, les campagnes neigeuses, puis dans les boues du printemps, le long des fleuves débordés, se poursuivit pendant près d'une année, et souvent des batailles heureuses interrompirent la marche des envahisseurs. Mais la partie était trop inégale et, le 8 septembre 1831, la cité de Varsovie fut obligée de se rendre, livrée à toutes les horreurs d'un massacre dont l'histoire parlera toujours. Bientôt après, les débris des bataillons polonais étaient refoulés sur les territoires de l'Autriche et de la Prusse. Des milliers de fugitifs allèrent demander asile à l'étranger, notamment en France où se continuèrent les inconciliables dissensions nationales entre le parti du prétendu « roi » Czartoryski et les Polonais franchement révolutionnaires, tandis que, dans la patrie vaincue, la fraction intelligente et consciente de la nation restait écrasée sous un régime effroyable de violences et d'injustices.

Les petites révolutions qui éclatèrent sur plusieurs points de l'Italie du nord furent également réprimées. Là, Metternich, qui était le grand inspirateur de la contre-révolution européenne, put intervenir directe-

ment par les soldats de l'Autriche, devenus les exécuteurs de ses hautes œuvres : L'Italie tout entière, y compris le Piémont, le royaume des Deux-Siciles et les États Romains, ne fut plus qu'une simple dépendance du gouvernement « impérial et royal » ; c'est alors que le mot seul de « liberté » fut tenu à crime et cessa d'être prononcé ailleurs que dans les « ventes » mystérieuses des « charbonniers ».

En Espagne, du moins, on fut plus libre puisqu'on se battit, mais



Cabinet des Estampes. Bibl. Nationale.

L'ENLÈVEMENT DES MORTS
Par Francisco de Goya y Lucientes, 1746-1828.

la lutte n'eut point un caractère de franchise. Les habitants de la Péninsule étaient encore trop asservis aux principes, aux traditions et aux mœurs de la monarchie catholique pour s'élancer sincèrement dans la révolution d'indépendance républicaine : comme dans la France voisine où l'on avait tenté de discipliner tous les éléments de liberté au service d'une branche cadette des Bourbons, symbolisant désormais la bourgeoisie libérale, on s'efforça en Espagne de réunir en un seul corps politique tous les adversaires de l'ancien régime absolutiste et d'en faire l'armée de la reine Isabelle, intronisée malgré la coutume dynastique des Bourbons, dite « loi salique ». D'un côté le clergé, de l'autre la bourgeoisie libérale groupaient leurs forces : les *Carlistas*, carlistes ainsi nommés de Don Carlos, l'héritier légitime du trône,

les *Cristinos*, qui portaient le nom de la régente, se heurtèrent en bataille, non seulement autour de la capitale mais bien plus encore dans les provinces, et notamment dans la Navarre et le pays Basque dont les habitants, par haine de la centralisation administrative et par une juste passion pour leurs libertés locales, se trouvaient étrangement mariés avec le parti de la réaction. La nature montueuse, fragmentée du pays facilita l'âpre persévérance des combattants, et pendant sept années, de 1833 à 1840, se prolongea la lutte, l'une des plus cruelles que raconte la cruelle histoire. Enfin les Cristinos triomphèrent, et l'Espagne put jouir d'un certain répit dans ses annales sanglantes.

Par suite d'un mouvement parallèle dont les péripéties se déroulaient tragiquement dans l'état limitrophe, deux souverains se disputaient aussi le trône du Portugal, le féroce Don Miguel et la jeune Maria de Gloria. Là également, ce fut la cause de la jeune reine, d'ailleurs à peine moins despote que son rival, qui finit par l'emporter.

En Angleterre, des événements d'une plus grande portée s'étaient accomplis, d'ailleurs sans entraîner d'effusion de sang. A cette époque, le pays dont la constitution servait de modèle à toutes les monarchies parlementaires qui se formaient en Europe, se trouvait lui-même entravé dans son fonctionnement normal par des pratiques électorales tout à fait injustes. Par suite de l'extrême lenteur avec laquelle l'Angleterre, régie par des hommes de loi et les aristocrates âprement conservateurs, procède à la modification de son ancien équilibre politique, la représentation parlementaire rappelait encore l'époque où les comtés du sud étaient proportionnellement beaucoup plus peuplés et plus riches que les comtés du nord. Lorsque les bases de la délégation électorale furent établies, le Devonshire était un grand comté maritime, le Somerset et le Wilts étaient des centres industriels, tandis que le Lancashire, sous un climat plus rude, avait une population moins dense et plus grossière [1] : de là cette énorme prépondérance que l'on accordait avant 1832 en matière de représentation à la partie de l'Angleterre située au sud de la rivière Trent: actuellement encore, malgré diverses atténuations de cette injustice, amenées par le temps, les régions méridionales du royaume sont toujours très favorisées. Un contraste de plus en plus grand

1. W. Bagshot, *The English Constitution.*

N° 443. La représentation anglaise en 1832.



Cette carte est à l'échelle 1 à 5 000 000

Les 56 *bourgs pourris* qui perdirent leurs deux représentants en 1832 sont marqués par un point noir. G, Grampound en Cornwall est le seul bourg « désaffranchi » précédemment. Les 31 bourgs auxquels fut retiré un de leurs deux députés sont marqués par un point ouvert. *Les autres villes, point ouvert et centré, conservèrent leurs deux représentants.* Cette diminution de 143 sièges fut compensée par la création de 22 doubles sièges et 20 simples sièges dans les villes du Nord et par augmentation du nombre de circonscriptions rurales.

Principales abréviations. Comtés : Mid-dlesex ; Rut-land ; Breck-nock (capitale Breckon) ; Westm-oreland ; Cumb-erland ; Northumb-erland, etc. — Villes désignant un comté : D, Dorchester (Dorset) ; S, Southampton (Hants) ; W, Wilton (Wilts) ; Oxf-ord ; Hertf-ord ; Bed-ford ; Camb-ridge ; Hunt-ingdon ; Nort-hampton ; Glo's-ter ; Montm-outh ; Carmar-then ; Rad-nor ; Here-ford ; Montg-omery ; Denb-igh ; S, Shrewbury (Shropshire) ; Wo-rcester ; Wa-rwick ; Lei's-ter ; N, Nottingham (Notts) ; L, Lancaster (Lancashire) ; Staff-ord.

s'établit entre la répartition géographique des forces, d'un côté dans le Parlement, de l'autre dans la nation elle-même, dont la volonté finit toujours par prévaloir.

Malgré la résistance de tous les éléments conservateurs et surtout de l'Eglise, cette volonté nationale, exercée maintenant pour un véritable *progrès*, réussit également à faire émanciper les esclaves des colonies anglaises. Déjà, depuis 1808, l'importation des noirs dans les plantations américaines avait été officiellement interdite; en 1811, le Parlement avait assimilé la traite à la piraterie et avait fait approuver cette interdiction par des traités conclus avec les diverses nations d'Europe. Puis en 1830, le gouvernement britannique avait rendu leur liberté à tous les esclaves de la Couronne. Enfin, en 1833, s'accomplit le grand acte de la libération générale : le Parlement vota la somme d'un demi milliard de francs pour racheter aux planteurs les esclaves dont le nombre s'élevait à près de 639 000 individus; dans la seule île de la Jamaïque on en comptait 322 000. Cet acte d'émancipation fut loin d'être, comme on a pris l'habitude de le répéter, la première mesure collective prise à l'égard des nègres asservis. D'abord, en 1792, la République française avait déjà prononcé la libération des esclaves de Saint Domingue, néanmoins, l'opinion devenue légalitaire oubliait volontiers les actes de la Révolution pour ne tenir comme avenues que les œuvres de gouvernements bien établis. Puis, en cette même année 1792, le Danemark avait aboli la traite dans ses colonies des Indes occidentales et, en 1803, avait renouvelé sa décision d'une manière plus effective en interdisant que les membres d'une même famile puissent être séparés, en organisant l'instruction parmi les nègres, et par diverses autres mesures, sans toutefois aller jusqu'à ordonner la libération [1].

L'exemple de la Grande Bretagne fut successivement imité par les autres Etats d'Europe, en partie sous la pression de la volonté populaire mais peut-être plus encore par obéissance à l'ascendant de l'Angleterre, qui avait bien voulu consentir à se priver des bénéfices matériels de la traite des noirs et de la production en grand des denrées coloniales, sans que pour cela elle acceptât volontiers la concurrence des autres nations. Ayant pâti financièrement de son propre sacrifice,

1. *The Examiner*, 24 mars 1877.

elle voulait en faire partager le fardeau. Dans la plupart des Antilles, et notamment à la Jamaïque, les planteurs avaient été complètement ruinés par la révolution qui s'était produite dans les conditions du



Cabinet des Estampes. D'après une lithographie de Charlet.

COMBAT DE LA RUE SAINT-ANTOINE, 1830

travail. D'ailleurs, ce n'était que justice. Il était bon que les noirs, délivrés enfin des ceps et du fouet, désapprissent le chemin des plantations haïes et réservassent leur labeur au jardinet de la famille.

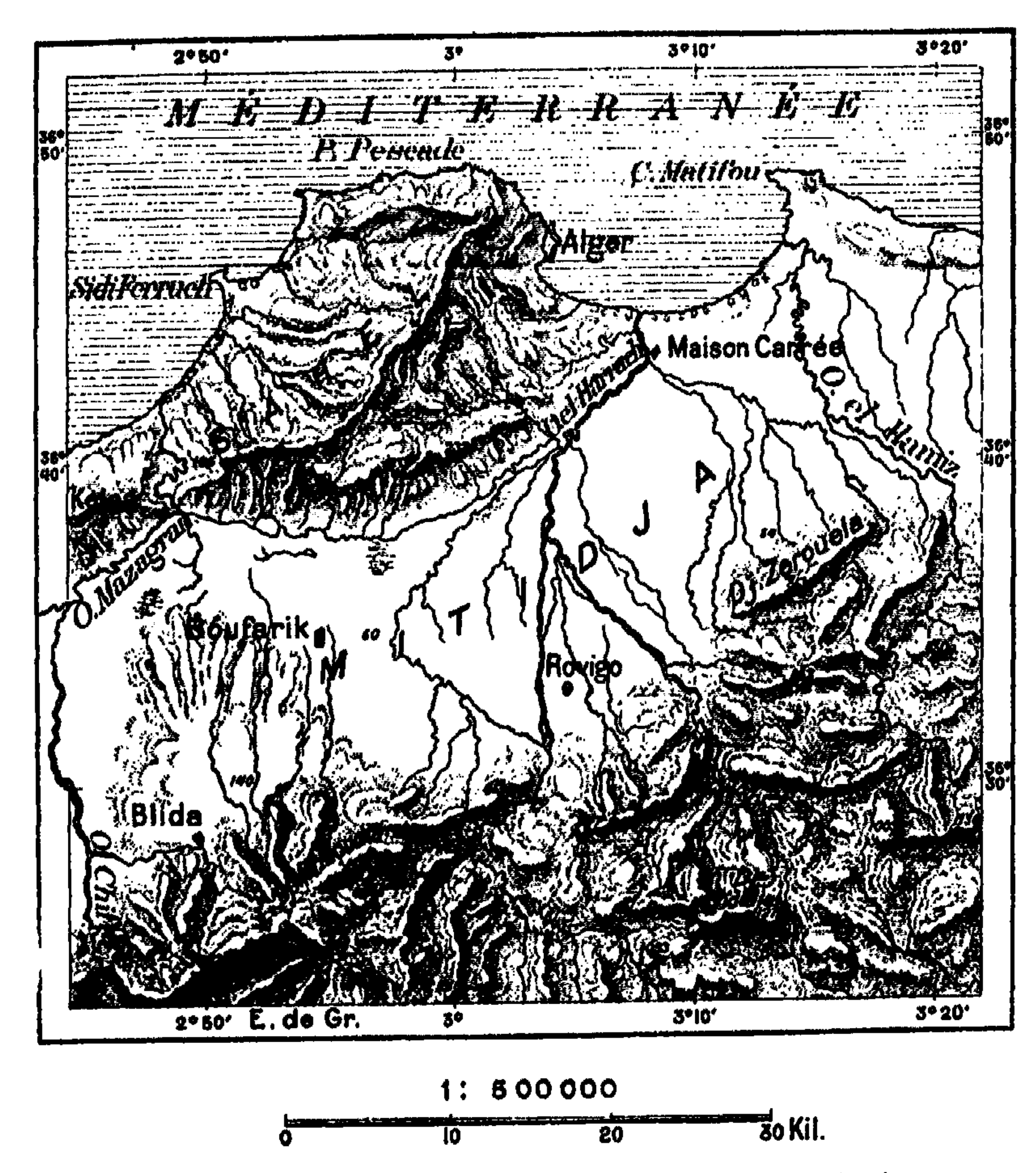
Les réformes, déterminées en Angleterre par les victoires successives de l'opinion publique, se poursuivaient malgré les changements de

règne et de ministère. Même c'est par l'entremise d'un gouvernement conservateur que fut votée la mesure la plus populaire de cette époque, celle qui abolissait ou réduisait à peu de chose les droits d'entrée sur les céréales et qui donnait à l'ensemble du commerce britannique l'idéal du libre échange. Ceci plaçait franchement la Grande Bretagne en tête de toutes les nations civilisées et lui assurait une sorte d'hégémonie morale, qui devait paraître méritée pendant un demi-siècle. Des écrivains se laissèrent même aller à imaginer une prétendue loi d'après laquelle toute révolution pouvait être désormais conjurée. Il devait suffire d'imiter l'aristocratie britannique dans l'art de céder avec une lenteur savamment calculée aux exigences des masses bourgeoises et populaires, de façon à les diriger toujours et à gagner en ascendant ce que l'on perdait en privilèges. Mais ces admirateurs quand même de la sagesse britannique oubliaient que ces réformes temporisatrices ne remédiaient nullement aux maladies chroniques de l'organisme national, que l'Irlande restait asservie à une ligue de grands seigneurs qui n'avaient pas même le courage de résider sur leurs terres, que l'Inde pullulante et affamée était toujours la chose d'une âpre compagnie de marchands et qu'en Angleterre, sous la merveilleuse prospérité d'en haut, les misères d'en bas continuaient de ronger les foules, quoique pourtant à un moindre degré qu'à l'époque des formidables guerres de l'Empire.

Le gouvernement français, engagé dans une voie différente que celle des ministres anglais, avait surtout à se faire pardonner ses origines révolutionnaires : pour entrer en égal dans l'assemblée des rois, Louis-Philippe devait fournir d'amples gages de sagesse conservatrice et se retourner énergiquement contre ses anciens complices. Il n'y manqua point, et la première décade de son règne fut employée principalement à susciter des émeutes pour avoir à les réprimer. En même temps il avait recours au moyen habituel de corruption en détournant l'attention publique vers une guerre de conquête, d'ailleurs sans grand danger. Déjà quelques jours avant la révolution de juillet, une flotte française avait débarqué dans le voisinage d'Alger des troupes qui s'étaient portées rapidement sur la ville, en dispersant ses défenseurs, et avaient mis un terme au gouvernement des souverains corsaires. Cette bizarre principauté qui, depuis plus de trois siècles,

bravait les puissances chrétiennes et dont l'existence n'eût pas été possible si des complicités secrètes ne l'eussent protégée, disparut des bords de la Méditerranée; mais la suppression de ce nid de pirates

N° 444. Le Sahel d'Alger et la Mitidja



1 : 600000

0 10 20 30 Kil.

eût pu s'accomplir sans que la France se crût obligée de faire la guerre contre les populations de l'intérieur et d'entamer des opérations de conquête qui se poursuivirent pendant plusieurs générations, et même au commencement du vingtième siècle ne sont point encore terminées.

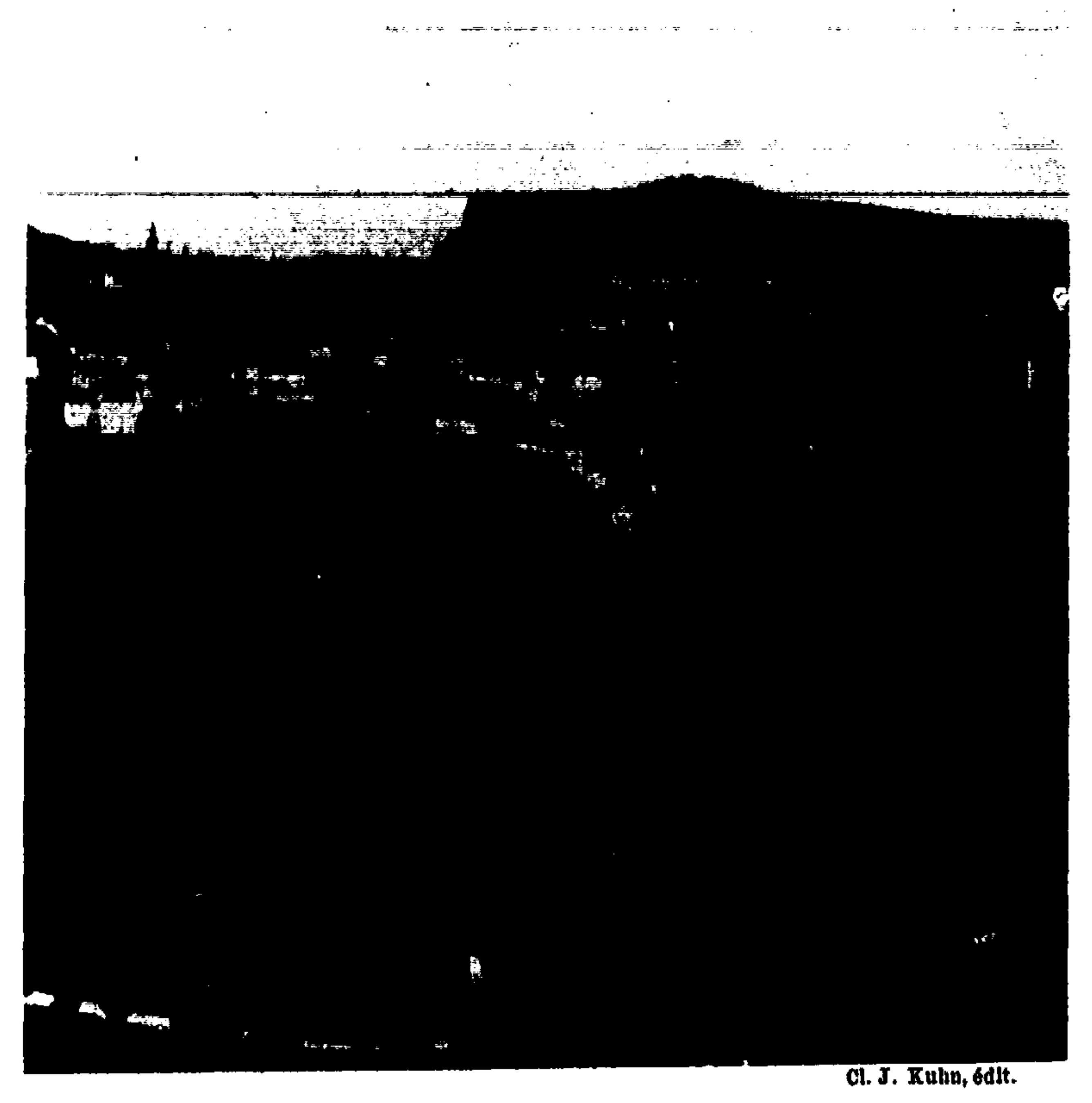
De proche en proche, l'empiètement se faisait plus avant dans les terres, l'annexion d'une tribu entraînant celle des suivantes, compliquées de retours offensifs de la part des indigènes. Les chefs de

l'armée s'intéressaient d'ailleurs beaucoup moins au sort des populations conquises qu'à la poursuite de leur métier et ne voyaient guère dans l'Algérie qu'un vaste champ de manœuvres où les soldats s'exerçaient pratiquement à toutes les opérations de guerre, marches et contre-marches, attaques, assauts, surprises, retraites, escarmouches, batailles, massacres, et où se formait ce que l'on appelle « l'esprit militaire », fatalement hostile à toute pensée libre, à toute initiative individuelle, à tout progrès pacifique et spontané. On s'imaginait volontiers que cette guerre incessante d'Algérie aurait pour résultat de préparer l'armée française à soutenir victorieusement de grandes guerres européennes. C'était une erreur, ainsi qu'on s'en aperçut plus tard en de désastreux conflits, car les petites expéditions d'Afrique, dirigées contre des bandes incohérentes et mal armées, ne préparaient point à des campagnes entreprises contre un ennemi puissant, agissant par grandes masses et disposant d'une formidable artillerie; mais il est certain que les troupes d'Afrique revinrent en France fort habiles dans l'art de faire la chasse à l'homme et qu'elles le montrèrent bien dans les rues de Paris, au service des « bons principes de l'ordre et de l'autorité ».

La conquête de l'Algérie n'aurait eu que des conséquences déplorables si cette contrée avait dû rester simple école de guerre, mais elle devint aussi, malgré les chefs de l'armée, un terrain de colonisation. La lutte entre les deux éléments de l'occupation militaire et de la culture civile eut dans les commencements un caractère tragique. Ce fut une guerre à mort, et l'on put craindre pendant de longues années que l'Algérie, transformée en une grande caserne, restât définitivement interdite à l'invasion des idées et des mœurs européennes. Et cependant l'armée, à laquelle tout un cortège de fournisseurs était indispensable, ne pouvait manœuvrer sans introduire en dépit d'elle-même une population civile qui donnât de la solidité à ses annexions stratégiques. L'œuvre de conquête était donc engagée dans un cercle vicieux et, quand même, ne pouvait aboutir qu'à l'amoindrissement, puis à la subordination de l'élément militaire, fatale issue que celui-ci essayait d'éviter à tout prix. Aussi le gouvernement dictatorial de l'Algérie voulait limiter l'extension du territoire occupé par les civils[1] : tout Européen s'avançant en dehors des limites du pays de campement militaire que

1. Rouire, *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1901, p. 357.

formait le carré du Sahel et de la Mitidja était mis par cela même hors la loi : les sentinelles avaient ordre de tirer sur lui. Plus tard on fit pis encore, on supprima toute colonisation, même dans les environs immédiats d'Alger. Le maréchal Valée ayant jugé bon de faire une expédition



Cl. J. Kuhn, édit.

CONSTANTINE ET LE RAVIN DU RUMMEL

guerrière que lui défendait le traité de la Tafna, Abd-el-Kader lui déclara la guerre à son tour, et le maréchal profita de la situation pour ordonner à tous les colons du Sahel et de la Mitidja d'abandonner leurs fermes. Cet ordre, lancé le 20 novembre 1839, anéantissait du coup neuf années d'efforts. En vain, les agriculteurs européens voulaient se défendre tout seuls, et ils auraient pu le faire, mais on ne permettait pas que des civils eussent l'honneur de sauver la colonie : ils furent enfermés de force

dans les remparts d'Alger, et l'armée mit trois années de guerres, de massacres, de dépenses forcenées à reconquérir un territoire qu'il eût été si facile de ne pas perdre[1]. Ce furent les « Vêpres algériennes ». Et pourtant, le colon méprisé a fini par avoir raison de son ennemi naturel, le conquérant, et l'Algérie s'est annexée au monde européen. Ce fut là un grand pas dans l'ensemble de l'évolution qui rattache peu à peu l'humanité au type de civilisation représenté par les peuples ayant reçu l'éducation gréco-romaine.

A l'époque de la conquête de l'Algérie, l'Orient méditerranéen était aussi troublé par le bruit des armes. Un « pasteur des peuples » s'était révélé en la personne de Mehemet-Ali, qui, officier sans fortune, était parvenu à la dignité de pacha d'Egypte (1804). Ses forces, commandées par son fils Ibrahim avaient combattu en Morée et à Navarin, mais Mehemet ne tarda pas à se brouiller avec son suzerain et engagea une lutte dont le couronnement fut la défaite des Turcs à Nézib (24 juin 1839). L'Europe intervint : la Russie, l'Autriche, l'Angleterre... ; c'est à qui protégerait mieux la Turquie pour acquérir des « droits » sur elle ; Mehemet-Ali dut abandonner la Syrie et se borner à la possession héréditaire de l'Egypte.

Après les effroyables guerres de l'Empire, pendant cette partie du dix neuvième siècle qui vit les populations de l'Europe reprendre haleine, des progrès décisifs s'accomplirent dans la marche de l'esprit humain, correspondant à l'extension croissante de son domaine matériel. Les grands voyages recommencèrent, entrepris par des hommes de science et d'initiative embrassant comme Humboldt toutes les études qui se rapportent au « Cosmos ». Spix et Martius publièrent sur le fleuve des Amazones leur admirable récit de voyage (1817-1820), qui ne fut jamais dépassé en précision et en profondeur ; Fitzroy, accompagné de Charles Darwin, dirigea ces belles explorations (1826-1830) de l'*Adventure* et du *Beagle*, point de départ de si précieuses recherches sur la formation des îles coralligènes, sur les mouvements de l'écorce terrestre, sur la genèse et la distribution des animaux.

A la même époque, l'attention des navigateurs se reportait sur les navigations polaires, non pas seulement comme celles de Chancellor, de

1. Rouire, *mémoire cité*, pp. 365, 366 367.

Hudson, de Bering, pour découvrir un passage du « nord-est » ou du « nord-ouest », autour des rivages septentrionaux de l'Asie ou de

N° 445. Archipel polaire américain.



B.I., au sud-ouest de la terre de North-Devon, Beechey Island. — P.M., dans la presqu'île de Boothia, pôle magnétique nord.

En 1904-1906, Amundsen effectua la première circumnavigation complète du Nouveau Monde par le passage du Nord-Ouest.

l'Amérique, mais aussi pour cingler directement vers le pôle, comme l'avait fait le pilote Baffin, deux cent années auparavant. Suivant les

traces du baleinier Scoresby, l'un des observateurs les plus sagaces qui aient étudié l'Océan Polaire, des marins envoyés par le gouvernement britannique, Sabine, John Ross, Parry, se succédèrent rapidement dans les parages du nord. En 1827, Parry atteignit la latitude de 82°40', qui resta pendant de longues années la plus rapprochée du pôle où l'homme fût parvenu ; puis, en 1831, James Ross découvrit, dans le chaos des îles et presqu'îles de l'archipel polaire, le point précis du pôle magnétique où l'aiguille de la boussole se dirige vers le sol. L'expédition de 1845, dirigée par Sir John Franklin, eut au contraire un résultat fatal puisque navires et hommes disparurent dans les ténèbres du nord; en 1848, la marine britannique n'envoya pas moins de quatre expéditions de secours; en 1850, dix navires battaient la mer autour de Beechey-island qui avait été un des lieux d'hivernage de Franklin. On parcourut dans tous les sens le labyrinthe si compliqué de l'archipel polaire, et non seulement on put retrouver les traces de la funeste expédition et reconnaître toutes les péripéties du drame de la fin, mais encore on découvrit ce fameux passage du nord-ouest tant cherché depuis plus de trois siècles. En 1853, des navigateurs, venus par le détroit de Bering, rencontrèrent sur les glaces de l'île Melville d'autres voyageurs, arrivés par le détroit de Baffin. Toutefois, ce chemin, trouvé à si grand'peine, n'a pu être encore utilisé, et depuis un demi-siècle personne ne l'a revu (1905). Quant aux explorations antarctiques, poussées moins à fond que celles du pôle boréal, elles furent arrêtées pour un long temps, lorsque James Ross, dans son expédition de 1841 à 1843, se vit arrêté, à 1315 kilomètres du pôle austral, par une longue falaise de glace et par le haut continent qui porte les volcans de l'Erebus et du Terror.

L'accroissement de connaissances que les voyageurs obtenaient en étendue, les savants le conquéraient en profondeur. Le géologue explorait, creusait le sol, comparait les roches, leurs analogies, leurs différences et leurs contrastes, en observait les étagements, les plissements et les renversements, reconstruisait les âges de la Terre par les changements de toute nature dont il constatait les traces et la succession. En même temps l'historien étudiait les monuments et les archives, contrôlait les récits et les légendes, reprenait les documents d'autrefois pour les soumettre à une discussion nouvelle plus serrée et plus sûre, ressuscitant ainsi le temps passé pour le faire mieux connaître qu'il ne

s'était connu lui-même, et pressentant de plus en plus clairement l'avenir, même quand il se trompait sur les détails. Cette époque des Thierry et des Michelet, des Gervinus, des Buckle, des Ferrari fut une très grande époque parce qu'en racontant les hautes actions, elle en préparait de nouvelles. L'humanité se commence incessamment, mais suivant un mode normal et continu : ce qu'elle fit hier nous apprend ce qu'elle fera demain.



CHARLES DARWIN, 1809-1882

Matériellement, le grand progrès du temps fut de donner à l'homme du dix-neuvième siècle une beaucoup plus grande mobilité, de l'augmenter même en des proportions indéfinies. L'application de la vapeur au transport des voyageurs et de leurs richesses avait été souvent prédite, même peut-on dire depuis les siècles de la Grèce. En plein moyen âge, Roger Bacon ne nous avait-il pas promis « des machines telles que les plus grands vaisseaux », dirigées par un seul homme, parcourant les fleuves et les mers avec plus de rapidité que si elles étaient remplies par des rameurs, telles que des chars sans attelage, se mouvant avec une incommensurable vitesse » ? En effet, puisqu'on connaissait l'action de la vapeur sur le couvercle des marmites et que l'on connaissait aussi la facilité du mouvement des roues sur des ornières en bois ou en métal, il eût été simple d'associer ces deux faits bien connus et d'en tirer, comme l'a fait sans doute Roger Bacon, toute la théorie des chemins de fer. Du moins, les industriels contemporains ou même prédécesseurs des encyclopédistes avaient-ils déjà construit des bateaux à

vapeur et les avaient-ils utilisés, malgré les rires et les sarcasmes des hommes de bon sens. Denys Papin navigua certainement dès l'année 1707 avec l'aide de la vapeur sur la rivière Fulda, entre Cassel et Münden. Les bateliers de l'endroit lui brisèrent son embarcation révolutionnaire.

C'est au siècle suivant que la découverte, triomphant des préjugés et de la sottise, finit par entrer dans l'industrie fluviale, puis dans l'industrie océanique des transports. Aux navires à vapeur succédèrent les locomotives et les convois sur rails. Vers 1830, les pays initiateurs, Angleterre, Etats-Unis, France, Belgique, Allemagne, construisaient ou possédaient leurs premières voies ferrées, et bientôt, le riverain des chemins de fer, obéissant de plus en plus facilement à la sollicitation des voyages, s'accoutumait à la vitesse; d'année en année, la mobilité des peuples s'accroissait en des proportions imprévues. La révolution qui s'est accomplie dans les mœurs par la facilité du déplacement tient du prodige : en un pays comme l'Angleterre où l'on ne comptait pendant toute l'année que deux millions de voyageurs en voitures publiques, c'est maintenant plus d'un milliard d'individus que transportent les chemins de fer à longue distance, et les autres véhicules en portent bien plus d'un deuxième milliard. Pour une part d'hommes constamment grandissante, la vertigineuse vitesse est devenue la nécessité de la vie.

En conséquence, les conditions et l'équilibre des empires ont également changé. L'Angleterre et les Etats-Unis du Nord dont les habitants étaient de beaucoup, grâce à leurs chemins de fer et à leurs bateaux à vapeur, les plus mobiles de tous, prirent ainsi une avance considérable sur les autres nations par l'acquisition et le prestige d'une ubiquité relative. L'amour des voyages, naguère exceptionnel ou plutôt difficile à satisfaire, devint désormais une passion réalisable pour le plus grand nombre; les mouvements de migration qui devaient s'accomplir autrefois par déplacements collectifs, à la manière des trombes, pouvaient désormais se faire par individus, par familles, par groupes spontanés, dont la masse totale dépassa bientôt tous les anciens exodes en importance numérique. Au point de vue politique, cet accroissement de mobilité chez les peuples les plus forts, dits « civilisés », leur permit aussi de faire la conquête matérielle du monde habitable. Quelle peuplade barbare avait la force de résister efficacement à des gens puissamment armés qui pouvaient apparaître soudain sur tous les rivages, voguant contre vent et marée et lançant à coup sûr d'une ou deux lieues leurs boulets

incendiaires? Disposant de la vapeur et de la poudre, l'Europe s'empara sans peine de toutes les parties de l'univers qui constituent maintenant son empire colonial.

Tous les progrès industriels et scientifiques, tous les nouveaux points de contact entre les peuples ont eu pour conséquence nécessaire une évolution correspondante du langage. Les dictionnaires classiques, augmentés de tous les vocabulaires techniques et des mots nés de l'invention populaire, forment un ensemble incessamment renouvelé et de si rapide accroissement que les gros volumes ne peuvent plus se distendre suffisamment pour embrasser toutes ces richesses verbales. L'ancienne langue académique périt de male mort au choc de toutes ces nouveautés. Encore au dix-huitième siècle, on croyait que la langue pouvait être « fixée », ainsi que l'avait voulu Richelieu en fondant la fameuse compagnie du beau langage. Quoique les écrivains du bel âge de l'Encyclopédie fussent alors en pleine fermentation d'une vie nouvelle, c'est malgré eux, pour ainsi dire, que la langue se modifiait et s'élargissait : ils n'eussent guère voulu que conserver. D'ailleurs il est aisé de comprendre le respect qu'ils professaient pour leur parler si élégant, si précis et si pur. C'est qu'il se trouvait alors presque en voie, semblait-il, de prendre un caractère universel : si les peuples étrangers l'ignoraient, du moins on l'employait, bien ou mal, dans toutes les cours, et les historiens superficiels s'imaginaient que la pénétration du langage se ferait de haut en bas, des hommes du monde aux gens du peuple. L'étonnant succès de la langue française paraissait définitif; mais, précisément, ce succès constituait un danger, car plusieurs se laissaient aller à croire que le français prenait désormais un caractère exclusif comme expression de la pensée humaine. La langue, trop bien défendue contre les novateurs, était devenue comme intangible, et les écrivains n'osaient rien changer soit dans les mots soit dans les phrases. Elle s'était immobilisée. Après la Révolution, après l'Empire, les poètes de 1819 étaient encore sous la domination exclusive de Racine et de Boileau [1] : ils ne pouvaient chercher du nouveau que dans l'ingéniosité des périphrases.

Pour échapper à cette tyrannie verbale, il n'y avait qu'un moyen, la révolution, et en effet, c'est bien une révolution que fit le romantisme! On s'invectiva, on se bafoua, on se maudit de part et d'autre. Les amis se

1. Remy de Gourmont, *Sur la Langue française*, Mercure de France, juillet 1898, p. 75.

désunirent, les familles se brouillèrent et jeunes contre vieux se livrèrent de vraies batailles dans les théâtres. D'ailleurs le romantisme triomphant portait en lui, comme tous les progrès, son élément de réaction : il se plaisait à l'amphigouri de la foi mystique, et, remontant vers le moyen âge, célébrait les hommes bardés de fer, les moines à cagoules, les nobles damoiselles au front d'ivoire; il s'attardait volontiers à décrire les ogives des cathédrales, les corridors des cachots et les dalles des cimetières. Mais cette maladie ne dura qu'un temps et, lorsque la lutte se fut terminée et que chaque auteur en prose ou en vers eut acquis toute liberté d'écrire à sa guise, la langue française et les autres idiomes de l'Europe occidentale également affinés par la lutte, enrichis par des acquisitions nouvelles, se retrouvèrent plus amples, plus souples, plus compréhensifs et mieux adaptés à la discussion des grands problèmes qui se posent devant la société contemporaine.



NATIONALITÉS : NOTICE HISTORIQUE

1830. — 29 nov., insurrection de Varsovie et de la Pologne.

1831. — 3-17 févr., émeutes à Modène, Bologne, etc. — 13 févr. et 16 sept., émeutes à Paris. — 8 sept., prise de Varsovie.

1832. — 21 mai, Mehemet-Ali prend Saint-Jean-d'Acre et, le 21 déc., défait l'armée turque à Konieh.

1833. — Agitation en Vendée et à Lyon. — 8 juil., traité d'Unkiar-Skelessi, livrant les détroits turcs à la Russie.

1834. — 9 13 avril, insurrection des Canuts à Lyon et massacre de la rue Transnonain à Paris. — Tentative de Mazzini en Savoie.

1835. — 28 juil., attentat de Fieschi. — Oct. 1836, Louis-Napoléon à Strasbourg.

1839. — 12 mai, émeute à Paris. — 24 juin, Mehemet-Ali est vainqueur des Turcs à Nezib.

1840. — 6 août, Louis-Napoléon à Boulogne. — Les puissances interviennent en Orient et, le 11 sept., bombardent Beïrut.

1841. — 13 juil., un traité international rend les détroits à la Porte.

1843 à 1845, soulèvements multiples en Italie.

1846. — 18 févr., émeute à Cracovie ; jacquerie en Galicie.

1848. — 3 janv., émeute à Milan. — 29 janv.-15 févr., les Napolitains et les Toscans obtiennent une constitution. — 10 fév., émeute à Münich. — PARIS, 24 févr., Révolution ; 23-26 juin, journées de guerre civile ; 10 déc., Louis-Napoléon élu président.

1848. — CONFÉDÉRATION : 2-7 mars, mouvements à Stuttgart, Münich, Hanovre, Francfort, Hambourg, Carlsruhe, Mannheim, Heidelberg, etc. ; constitutions accordées à Saxe-Weimar, Nassau, Hesse-Darmstadt, etc. — VIENNE : émeute le 13 mars ; état insurrectionnel durant plusieurs mois ; l'empereur s'enfuit le 15 mai et de nouveau le 7 oct., la période révolutionnaire est close par la prise de Vienne, le 1er nov. — BERLIN : les 18 et 19 mars, on se bat dans les rues de la capitale prussienne ; un

ministère libéral vit jusqu'en nov. ; — Prague, soulevée le 19 mars est reprise le 17 juin.

1848. — Milan : les Autrichiens sont chassés le 19 mars; après la bataille de Custozza, 24 juin, Radetzky en reprend possession le 7 août. Venise se soulève le 22 mars; la République, proclamée le 9 août, subsiste pendant plus d'un an. — Schleswig, 24 mars, les Allemands chassent les autorités danoises; en avril, l'armée prussienne vient rétablir l'ordre ; — Avril-mai, insurrection des Polonais de Prusse. — Rome, 19 nov., fuite de Pie IX.

1848. — Francfort : 30 mars, réunion du pré-parlement. — 14 avril, des bandes révolutionnaires apparaissent à Donauschingen; durant quinze mois, le pays de Bade est en ébullition. — 18 mai, première séance du parlement allemand. — 10 juil., armistice entre la Prusse et le Danemark, provoquant à Francfort, par contre-coup, l'émeute du 18 sept.

1848. — Hongrie. Avril-mai, soulèvement des Serbes, Croates et Roumains contre les Magyars : hostilités dès juin. — 29 sept., première bataille entre Autrichiens et Hongrois ; 31 déc., ceux-ci évacuent Budapest.

1849. — 27 fév., défaite des Hongrois à Kapolna, 6 avril, victoire à Godollö, puis le 9 à Vacz et le 19 à Nagy-Sarlo; 21 mai, les Hongrois reprennent la forteresse de Budapest ; 17 juin, entrée des Russes en Hongrie ; 28 juil., les Hongrois proclament enfin l'égalité des races; 11 août, Gœrgei devient dictateur et capitule le 13 à Vilàgos.

1849. — 9 févr., Rome proclame la République ; les Français débarquent à Civita-Vecchia le 24 avril et, malgré l'émeute du 13 juin à Paris, prennent Rome le 30 juin. — Florence est en révolution du 16 févr. au 25 mai. — 23 mars, les Autrichiens battent les Piémontais à Novare. — 1er avril, prise de Brescia et massacre.

1849. — 28 mars, Le roi de Prusse est élu empereur d'Allemagne par le parlement de Francfort ; il refuse le 28 avril. — 20-30 juin, combats dans le pays de Bade. — 23 juil., reddition de Rastadt, le 27 août de Petrovaradin, le 28 août de Venise, le 27 sept. de Komorn.



Le mot « socialisme » est compris par tous comme la « lutte pour l'établissement de la justice parmi les hommes ».

CHAPITRE XVII

RÉVOLUTION DE 1848 EN FRANCE ET EN EUROPE. — SONDERBUND
SOCIALISME ET SOCIALISTES. — JOURNÉES DE JUIN. — LUTTES EN ALLEMAGNE
INSURRECTION HONGROISE. — SOULÈVEMENTS A MILAN, VENISE ET ROME
EMPIRE. — QUESTION D'ORIENT. — GUERRE D'ITALIE
LA CHINE ET LES PUISSANCES. — LES TAIPING. — TRANSFORMATION DU JAPON
L'EUROPE EN INDO-CHINE. — RÉVOLTE DES CIPAYES

Le changement politique auquel l'histoire a laissé un nom retentissant : « Révolution de 1848 », mérite en effet d'être ainsi mis en relief parmi les événements du dix-neuvième siècle. Si les résultats apparents en furent peu durables, du moins en France d'où s'était envolée l'étincelle de l'incendie, si le renversement du trône représentatif de la bourgeoisie française aboutit en moins d'une année au rétablissement d'un état de choses qui, en fait, était l'empire napoléonien, la secousse,

ayant eu lieu à une période où le monde se trouvait en un très grand nombre de points dans une situation d'équilibre très instable, se propagea rapidement de royaume en royaume jusqu'aux extrémités de la terre. Jamais la solidarité, consciente ou inconsciente des peuples, ne s'était manifestée d'une manière plus évidente, jamais on n'avait mieux senti que la vie de l'humanité civilisée battait suivant le même rythme. Le roi Louis Philippe avait à peine débarqué en Angleterre, où tant de républicains chassés par lui l'avaient précédé sur cette terre d'exil, que le vieux Metternich, génie vivant de la contre-révolution européenne, vint le rejoindre, et, bientôt après, le roi de Prusse devait humblement comparaître devant son peuple de Berlin et lui demander, tête découverte, pardon d'avoir forfait à ses obligations de souverain constitutionnel.

Par contre-coup, l'Allemagne et les provinces non germaniques gravitant autour d'elle se trouvèrent beaucoup plus profondément ébranlées que la France : dans ce dernier pays, la question de l'unité nationale n'avait plus à être discutée, personne n'agitait l'idée de fédération, tandis que le vœu universel de tous les Allemands se portait vers la constitution d'une grande patrie soustraite à la domination et à la rivalité jalouse des Etats recteurs, l'Autriche et la Prusse. Le chaos que l'on appelait la « confédération germanique » avait été brouillé à plaisir par ces deux « mauvais bergers » et par les divers princes et principicules entre lesquels était partagé l'empire. L'ensemble des domaines se compliquait d'enclaves et d'exclaves entremêlées, qui faisaient du labyrinthe des Etats et de leurs dépendances proches ou lointaines un dédale connu seulement de quelques spécialistes. Le manque d'unité politique déterminée avait eu pour conséquence la formation d'un très grand nombre de petits centres, de foyers indépendants, qui maintenaient son caractère original à chaque partie de la contrée ; mais les lignes de partage entre les divers Etats restaient indistinctes, confuses, sans aucune précision. Néanmoins, à quelque petite principauté que l'on appartînt, et que l'on vécût en paix, en rivalité ou en guerre, la nationalité allemande n'en restait pas moins fixée par la langue originaire : le Bavarois se savait Allemand comme le Saxon, l'Autrichien du Danube n'était pas moins Germain que le Westphalien de la Ruhr ou de la Weser.

Une fois toutes les anciennes limites géographiques effacées par

les voies de communication et les grandes concentrations urbaines, il se trouva que l'Allemagne était naturellement, dans son essence même, beaucoup plus unie que les pays voisins artificiellement unifiés. L'ensemble, malgré ses divisions politiques, présente un corps plus spontanément national que la France elle-même, de la Bretagne à la Provence et de la Flandre lilloise au pays Basque. L'extrême diversité politique des États allemands pouvait donner le change sur ce fait de l'unité profonde des populations, mais le premier acte de la révolution générale fut de proclamer cette unité du monde germanique. A cet égard, le mouvement populaire se rapprocha de l'œuvre désirée beaucoup plus que ne le fit plus tard l'empire allemand reconstitué. D'après la constitution que vota d'enthousiasme le « parlement préparatoire » de Francfort, tous les États de langue allemande s'unissaient par un lien fédéral et se faisaient représenter à Francfort par une assemblée issue du suffrage universel : l'indigénat appartenait de droit dans chaque partie de l'Allemagne aux natifs de tous les États ; toutes les douanes intérieures étaient supprimées ; les monnaies, les poids, les mesures devenaient communs, l'armée et la flotte devaient relever désormais de la grande patrie. Il est vrai que ces décisions ne furent point sanctionnées par la réalité : elles ne donnèrent lieu qu'à un vain décor, car les révolutions s'y reprennent à deux fois et n'atteignent le but que par des voies détournées.



Musée Carnavalet.

FUSIL-PARAPLUIE DE GARDE NATIONAL

En même temps que les Allemands, les diverses nationalités opprimées par le royaume de Prusse ou par l'empire d'Autriche, Tchèques, Polonais, Ruthènes, Slovènes et Slovaques, Croates, Italiens et Roumains, enfin et surtout les Magyars revendiquaient leur indépendance avec ardeur. Mais les sentiments s'entremêlent parfois de façon bizarre, et

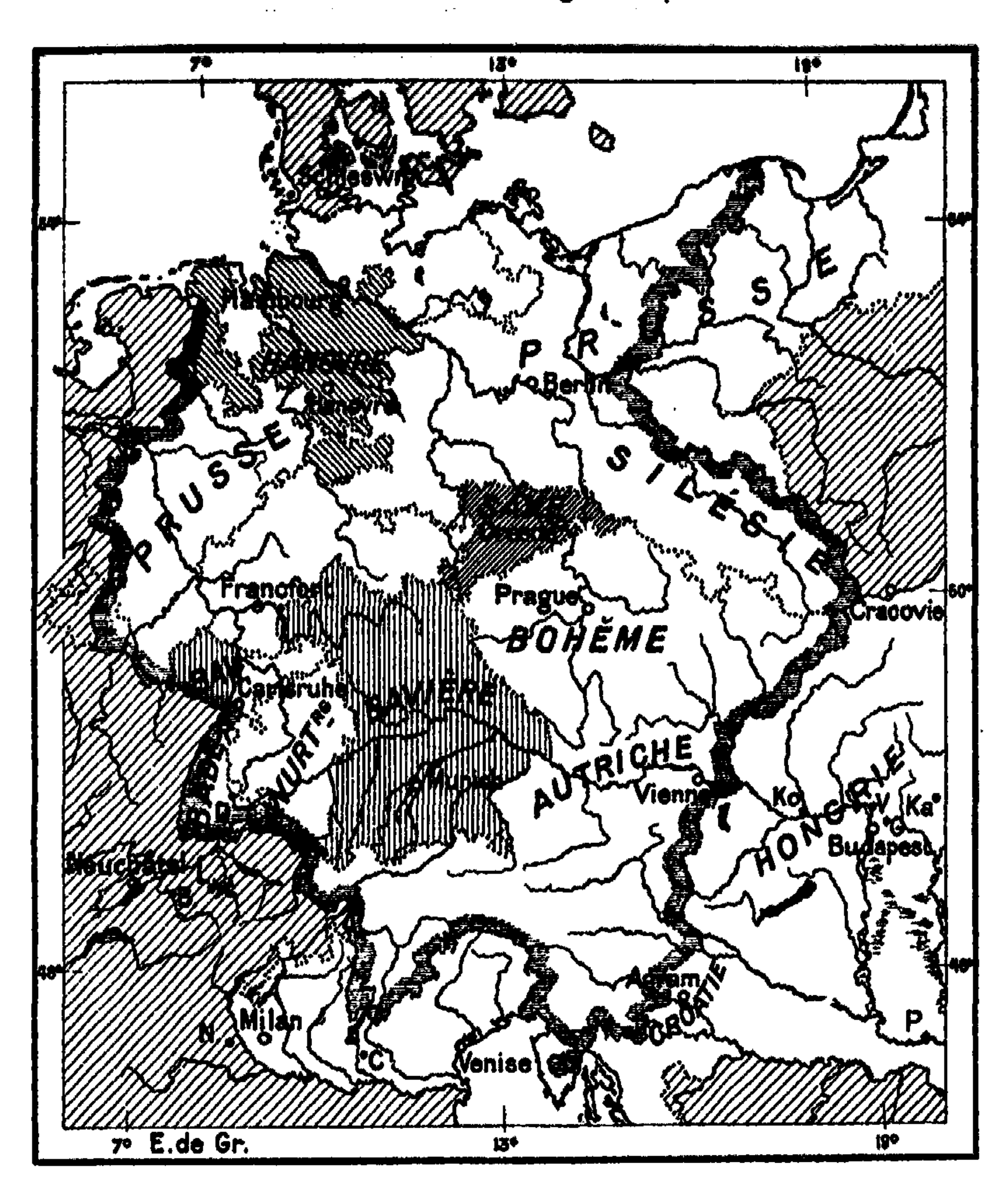
ceux-là mêmes qui se plaignaient le plus âprement de l'injustice commise envers eux par des oppresseurs trouvaient tout naturel de se faire obéir par des populations d'autres races et d'autres langues. Les plus zélés patriotes, qui poussaient à la révolte des habitants germaniques du Holstein et du Schleswig, s'indignaient contre les prétentions de Danois, de Polonais ou de Bohémiens voulant se libérer du joug allemand.

Précisément alors les populations slaves se reposaient d'une effroyable guerre civile. Tandis que les Polonais de la Poznanie essayaient sans succès de soulever les paysans pour la reconquête de leur indépendance nationale, les paysans de la Galicie, d'origine ruthène, s'étaient armés de leurs faux pour courir sus aux seigneurs polonais, haïs comme propriétaires, et l'on évalue à deux milliers le nombre des nobles et des prêtres qu'ils auraient massacrés. La domination de la Prusse et de l'Autriche sur les provinces polonaises annexées se consolidait d'autant plus que des haines traditionnelles divisaient les sujets. Grâce à ces dissensions locales, le gouvernement autrichien avait pu supprimer l'autonomie politique de la république de Cracovie, dernier débris de ce qu'avait été le puissant État de la Pologne (1846).

En Autriche, en Hongrie, dans la Slavie du sud se produisirent des phénomènes analogues à ceux des pays polonais, mais en de beaucoup plus amples proportions. Le chaos des nationalités s'y agitait en remous de mouvements inégaux et contraires. A la même époque, Prague, Vienne, Pest, Zagreb (Agram) étaient en insurrection ; pas un bourg du sud-est de l'Europe jusqu'aux portes de Stamboul qui ne fût soulevé ou dans l'attente fiévreuse de quelque grande transformation. Sans aucun doute, si tous les opprimés de races diverses avaient su se concéder leurs droits mutuels et se réunir contre l'oppresseur commun, ils eussent triomphé des gouvernements traditionnels, quitte à régler ensuite leurs différends particuliers conformément à l'équité. Mais les haines sociales, plus vives encore que l'amour de la liberté et de l'autonomie politique, empêchèrent cette union. Les seigneurs magyars et polonais, habitués au commandement et à la jouissance de la fortune, ne pouvaient admettre que leurs paysans roumains, serbes, croates ou ruthènes, vivant sous le poids du mépris héréditaire, fussent admis comme des égaux dans le partage de la victoire.

Rares étaient les esprits intelligents et les cœurs généreux, vrais

N° 446. Confédération germanique.



1 : 10 000 000

0 100 250 500 Kil.

Le liseré de hachures horizontales, limite la Confédération germanique (1820-1866), dont l'unique organe commun était la diète siégeant à Francfort et réunissant les délégués de 39 états : Autriche, Prusse, Bavière, Saxe, Hanovre, etc.

Les pays relevant de monarques allemands, mais ne faisant pas partie de la Confédération sont en blanc sur la carte : Prusse de la Trans-Oder, Hongrie, Croatie, Lombardie, etc.

Les points ouverts indiquent les villes où se produisirent des soulèvements en 1848 (voir notice historique, page 127); les points noirs sont, pour la plupart, des lieux de bataille : C = Custozza; N = Novare. — D = Donauschingen; R = Rastadt. — Ka = Kapolna; G = Godollö; V = Vacz et Nagy-Sarlo ; P = Petrowaradin; Ko = Komorn; B = Berne; L = Lucerne.

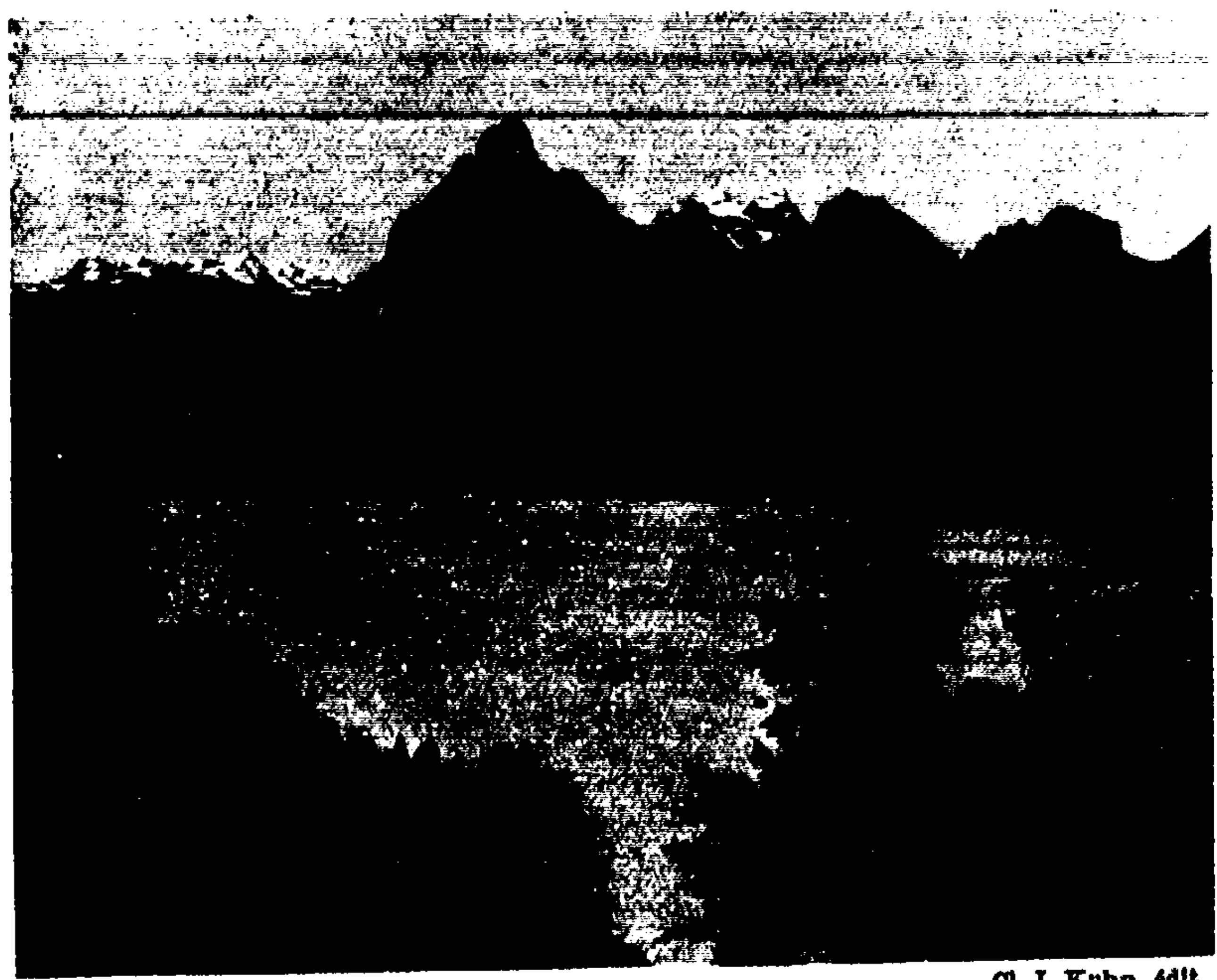
interprètes de l'histoire, comprenant que l'étroite solidarité entre toutes les races qui aspirent à se constituer librement était l'indispensable condition du succès. On dit qu'avant d'entrer en lutte ouverte avec les Magyars, le patriarche Raïetchitch, au nom du Congrès national des Serbes réunis à Karlovic, proposa aux représentants de la Hongrie une entente amiable, en vertu de laquelle les Magyars consentiraient à l'union fraternelle des Slaves autrichiens, tandis que ceux-ci exigeraient le rappel de toutes les troupes slaves employées en Italie par le gouvernement d'Autriche et négocieraient une alliance avec le peuple italien, lui-même alors engagé dans la grande lutte du *Risorgimento*[1]. Mais les ambitions nationales prirent le dessus : les Magyars voulurent à la fois conquérir leur autonomie et maintenir leur domination. Les temps n'étaient pas encore venus pour la solution naturelle, seule logique et normale, c'est-à-dire la fédération libre entre toutes les nationalités de l'Europe sud-orientale, de Prague à Constantinople.

Dans la petite Suisse se passèrent aussi des événements mémorables qui témoignent de la toute-puissance de l'opinion contre les conventions diplomatiques. Les jésuites, toujours industrieux à tisser leurs toiles d'araignée, avaient réussi à se faire accueillir dans un certain nombre de cantons, et à s'emparer de l'éducation des enfants à Lucerne et autres cités catholiques. Fort habiles à négocier, ils s'étaient crus également de force à combattre, et, sous leur patronage, s'était constituée la ligue du Sonderbund — « Alliance distincte » —, qui comprenait les sept cantons catholiques de Schwitz, Lucerne, Uri, Unterwalden, Zug, Fribourg et Valais (1846). Après de longues hésitations et temporisations, le reste de la Suisse finit par accepter le défi et triompha des bandes que dirigeaient les prêtres. La campagne ne dura que quelques jours (novembre 1847) et prit au dépourvu Metternich, Guizot et autres ministres qui eussent volontiers prêté main-forte à la religion. Néanmoins la diplomatie européenne parlait encore d'intervention, lorsqu'on apprit la nouvelle de la révolution qui venait de se produire à Paris. Dès le lendemain, le 29 février, les citoyens de Neuchâtel se débarrassaient du personnage qui gouvernait le canton au nom de la Prusse, et, malgré toute la diplomatie de l'Europe, ils faisaient reconnaître leur indépendance

1. A. d'Avril, *La Serbie chrétienne*, p. 77.

politique et l'abolition de toute suzeraineté prussienne. Ces événements eurent pour résultat de donner à la Suisse une beaucoup plus grande unité politique, mais au détriment des autonomies locales. Le pouvoir des jésuites avait été rompu, mais au profit de l'Etat : la confédération des Etats devenait un Etat confédératif.

En Italie comme en Suisse, la Révolution avait déjà commencé d'ébranler le peuple de diverses provinces, en Lombardie, en Sicile,



Cl. J. Kuhn, édit.

LAC DES QUATRE CANTONS
Branche méridionale, vue de l'est.

avant que la rumeur de Paris se fût entendue au delà des Alpes; même l'attitude presque libérale d'un nouveau pape, Pie IX, avait fait tourner les regards vers Rome dans l'attente d'un christianisme régénéré qui mènerait les peuples affranchis et confiants vers une ère de justice et de liberté.

Lorsque la grande secousse de février bouleversa tout le monde officiel en Europe, le mouvement italien devint inévitable, Venise se fit libre et républicaine, et le roi de Sardaigne, Charles Albert, fut obligé par la poussée de l'opinion publique de déclarer la guerre à

l'Autriche sous peine de voir renverser son propre trône. Ce fut l'époque du *Risorgimento*, de la « Résurrection ». En quelques semaines, et presque sans combat, l'Italie en était arrivée à pouvoir revendiquer son unité politique, cet idéal qui jadis avait flotté devant quelques nobles esprits, dont ils n'avaient jamais pu tenter la réalisation. Dès les premiers jours de conflit entre les révolutionnaires italiens et les garnisons autrichiennes, celles-ci avaient dû évacuer Milan et les autres villes de la Lombardie occidentale, foyers par excellence du patriotisme unitaire, où l'on avait vu les fumeurs former une ligue pour s'abstenir de fumer du tabac autrichien et les jeunes filles, oublieuses des « amants de Vérone », s'associer par serment pour renoncer d'avance à tout amour avec ennemi ou compatriote indifférent aux revendications nationales. Si grande était l'ardeur du sacrifice que les martyrs ne se comptaient plus et que le changement d'équilibre politique était reconnu comme inévitable par les conservateurs les plus outrés ; mais de leur côté, les ardents Italiens ne se condamnaient-ils pas d'avance à un mouvement fatal de réaction en confiant la gérance de leurs droits et le souci de leur émancipation à des ennemis naturels, à deux souverains, le pape et le roi?

Le contre-coup de la révolution de février ne se fit guère sentir en Espagne, tant ce pays était accoutumé aux ébranlements de la guerre civile; tandis qu'en dépit de leur isolement traditionnel, les îles Britanniques furent secouées par le mouvement d'ondulation générale. Le peuple s'agita, et le Parlement dut s'entourer d'une véritable armée ; même en Irlande, on en vint à la franche révolte, révolte condamnée d'avance à un insuccès lamentable, car les Irlandais, affaiblis par une oppression mainte fois séculaire, et, d'ailleurs, privés de toute force physique par la famine, savaient à peine manier leurs bâtons et se laissaient choir, exsangues, au bord de la route.

Chose étonnante, le choc en retour des événements d'Europe aurait été plus sérieux en conséquences dans l'Inde lointaine et en Extrême Orient, car des auteurs anglais attribuent au retentissement des révolutions de l'Occident le soulèvement des Sikh, établis autour de Lahore et dans le Pendjab ; ceux-ci battirent les armées de la Compagnie en plusieurs rencontres, tandis que de nombreuses grèves de Cinghalais mettaient en danger la domination de l'Angleterre. Quant aux Taïping de la Chine, qui, vers la même époque, bouleversèrent l'empire du

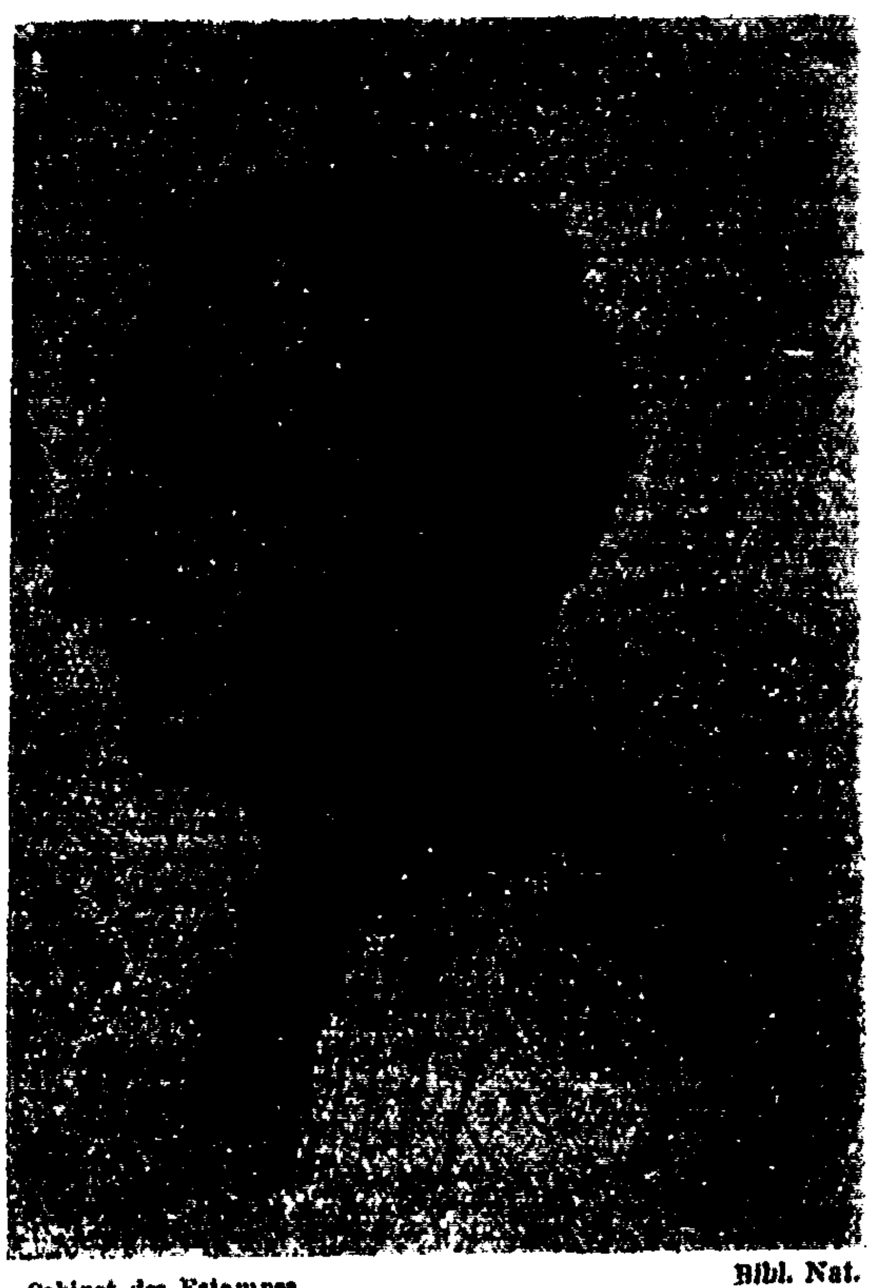
Milieu, il faut certainement voir dans leur formidable poussée la preuve que l'Orient et l'Occident commençaient à vibrer parallèlement sous l'influence des mêmes causes profondes ; toutefois, aucun fait ne permet de rattacher directement cette grande révolution chinoise aux événements qui, vers l'autre extrémité de l'Ancien monde, agitaient alors les villes de Paris, de Berlin, de Vienne, de Pest et de Milan.

Pour l'Amérique latine, il en fut autrement : l'influence morale de la France est telle dans ces contrées que sa révolution nouvelle secoua fortement les esprits et produisit çà et là, notamment dans la Nouvelle Grenade, quelques mouvements politiques.

La révolution de 1848 se distingue de toutes les révolutions antérieures et marque en conséquence une très grande époque de l'histoire, parce que, du moins en France et en Angleterre, c'est-à-dire dans les deux pays qui avaient déjà poussé à fond une première évolution politique contre la royauté, le mouvement prit un caractère très net dans le sens d'une transformation sociale. La Révolution dite de 1789 n'avait pas eu d'autre idéal que le triomphe du Tiers état, c'est-à-dire celui de la bourgeoisie, et l'œuvre, dans son ensemble, était due aux propriétaires du sol et des maisons, aux industriels, aux commerçants, aux artisans d'élite, aux gens de professions libérales ; le peuple n'avait eu qu'à servir de comparse, il avait apporté ses instincts de foule, ses enthousiasmes, ses colères. Mais en 1848, c'est l'ouvrier, c'est le travailleur qui est l'auteur principal de la révolution. Il ne connaît peut-être pas le mot de « socialisme », qui est d'invention récente et dont quelques écrivains se disputent la paternité, mais il le fait entrer dans l'histoire; il lui donne sa véritable signification, qui n'a rien d'abstrait, et que tous comprennent comme la « lutte pour l'établissement de la justice entre les hommes ».

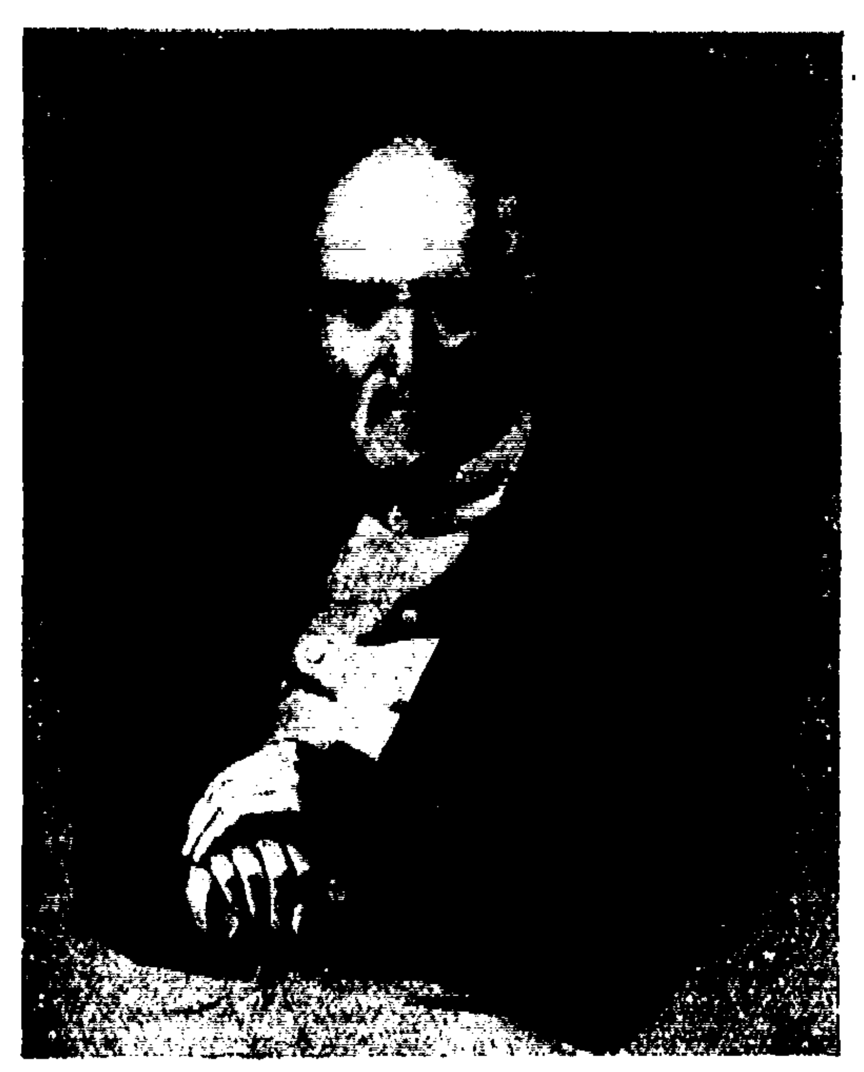
La justice! on l'avait déjà solennellement proclamée un demi-siècle auparavant, sous le nom de « Droits de l'Homme », et même on avait ajouté le cri de Fraternité! à la proclamation de ces droits. Depuis cette époque, le temps de la réalisation de cet idéal semblait d'autant mieux venu que de nombreuses machines avaient été inventées pour alléger le travail humain et que les procédés de la division du labeur avaient augmenté de beaucoup la production. Or, loin de voir leur

situation s'améliorer en proportion des progrès mécaniques de l'industrie, les travailleurs se trouvaient au contraire en des conditions de plus en plus incertaines, l'introduction de la machine dans la manufacture permettant au patron de lésiner sur les salaires de son matériel humain. Qu'importait à celui-ci d'avoir été muni officiellement de ses droits, s'il n'avait pas même celui de vivre?


Cabinet des Estampes. Bibl. Nat.
SAINT-SIMON (1760-1825)

Aussi saisit-il avec enthousiasme l'occasion de les revendiquer. Les écoles socialistes, déjà très nombreuses, avaient fait de fort belles promesses depuis une vingtaine d'années : on les somma de les tenir. D'après des récits du temps, une députation d'ouvriers se serait présentée à l'Hôtel-de-Ville devant les membres du gouvernement provisoire et, dans un beau langage de générosité, leur aurait offert de « mettre trois mois de misère au service de la République ». Certes, Paris et la France eurent alors de fort nobles élans, et le type du Quarante-huitard, tel qu'il est resté dans la mémoire des générations suivantes, est celui d'un vaillant et d'un sincère à la figure lumineuse et sympathique, à la barbe ondoyante, à la parole chaude, s'enivrant volontiers de ses discours aux amples périodes, plus empreintes d'une large confiance dans l'avenir que de solides raisonnements basés sur la compréhension des choses. L'homme de 48 fut réellement bon, et, pendant les premières semaines qui

suivirent la révolution, on put revivre les grandes émotions de ferveur et de joie révolutionnaires que les enthousiastes avaient éprouvées au commencement de la Révolution française. Des étrangers accouraient en foule vers Paris : Charles Dickens, pour ne citer qu'un exemple, s'essayait à écrire en français, la langue républicaine qu'il déclarait vouloir parler désormais.



Musée du Luxembourg.
CHARLES FOURIER (1772-1837)

Toutefois, les hommes ne se nourrissent point de paroles seulement : il leur faut aussi du pain, et la société à laquelle les ouvriers s'adressaient maintenant pour obtenir leur salaire bien gagné, cette société faisait faillite à ses promesses ; elle ne reconnaissait plus ce « droit au travail » que des ministres, et non des moindres, avaient officiellement reconnu. C'est que les socialistes étaient encore une minorité infime, beaucoup trop peu nombreux pour agir sur l'opinion publique autrement qu'en excitant la surprise, même en éveillant le scandale. Sans doute, les doctrines de rénovation sociale, échappant au domaine du pur esprit et de la fantaisie, avaient toutes essayé l'épreuve de l'expérimentation ; elles avaient tenté de se faire vivantes, par cela même avaient cessé d'appartenir à l'utopie pour se réclamer de la pratique [1] ; mais combien toutes ces théories étaient-elles en désaccord et quelle eût été l'impossibilité d'en tirer une résultante générale ! Tels socialistes de l'époque eussent commencé tout d'abord par instituer le pouvoir absolu

1. Bernard Lazare, *Histoire des doctrines révolutionnaires*, p. 3.

avant d' « organiser » le nouveau fonctionnement social ; le plus grand nombre des réformateurs se fût contenté d'utiliser à des nouvelles fins la hiérarchie déjà existante: quelques autres eussent en premier lieu fait litière de toutes les autorités établies.

En face de la routine héréditaire qui condamne au travail mal rétribué les non-possesseurs du sol, que signifiaient les quelques expériences tentées çà et là en vue de la constitution d'une société d'harmonie où le sort de tous serait assuré et où la vie s'écoulerait heureuse et fraternelle? Certainement, les tentatives avaient été fort intéressantes, mais ce ne furent que de simples éclairs sur le fond noir de la servitude traditionnelle. En 1812, Robert Owen, après voir démontré que l'homme est déterminé par son milieu, voulut prouver aussi dans sa manufacture de New-Lanark qu'en donnant à ce milieu des conditions de justice et d'équité parfaite, on réussissait à modifier parallèlement les individus. Puis, en 1824, sur la terre vierge de l'Amérique, il avait amplifié ses expériences et créé des « harmonies » sociales que l'on imita en divers lieux des Etats-Unis, et qui, presque toutes, réussirent matériellement, mais pour se laisser absorber de nouveau par l'ambiance du tout-puissant capitalisme.

Moins importantes par les essais de *réalisation*, les expériences faites en France avaient eu plus de retentissement dans l'élaboration des idées. Le puissant génie de Charles Fourier remua profondément l'esprit des penseurs et groupa dans son cortège intellectuel les plus généreux des hommes ; mais ces disciples qui représentaient une si remarquable élite n'étaient pourtant ni assez nombreux ni assez riches pour fonder un phalanstère dans le bel ensemble architectural et hiérarchique conçu par le maître — et, après tout, le phalanstère ne représentait que le petit côté de la doctrine du maître — ; les essais en petit que l'on en imagina à Condé-sur-Vesgre, à Brook-Farm ou ailleurs, étaient condamnés d'avance comme des œuvres incomplètes. De même la colonie de Ménilmontant, qui s'était hardiment établie dans le voisinage de Paris, et qui tenta de réaliser l'union harmonique des trois forces, le travail, le capital et le talent, heurtait trop ostensiblement, par son costume et ses rites, les habitudes traditionnelles de la bourgeoisie, pour que la loi n'intervînt brutalement et ne dispersât les associés, presque tous hommes de science et de prestige intellectuel, destinés à laisser une trace dans l'histoire.

Pourtant une autre doctrine, plus simple et même naïve, presqu'enfantine dans ses conceptions sociales, devait agir d'une manière beaucoup plus puissante sur une certaine partie du peuple : ce fut la doctrine communiste pure, formulée par Cabet en langage évangélique. Elle donnait toute satisfaction à ce vieil instinct des masses qui de tout temps leur avait fait voir la cessation de leurs maux dans le retour vers la communauté des terres et dans son complément naturel, la communauté des biens. Aussi Cabet trouva-t-il de fort nombreux adhérents et lorsque, disant adieu au vieux monde, il partit pour aller fonder l'Icarie sur la terre vierge de l'Amérique, il fut suivi par des centaines de disciples ambitieux de cette vie de paix et de bonheur dont ils devaient enfin jouir avec lui. Triste personnage que celui d'Icare, dont les ailes fondirent au soleil! mais comment une communauté sans liberté eût-elle pu réussir pour d'autres que pour des moines abêtis par l'obéissance, le prosternement et les macérations ?

La somme des expériences que pouvait invoquer le socialisme naissant pour découvrir à brève échéance l'heureuse solution de la question sociale était donc bien insuffisante. Et d'ailleurs, les politiciens empiriques, chargés de gouverner et de légiférer, étaient fort loin de s'entendre sur la conduite à suivre ; même, la plupart d'entre eux étaient-ils d'avis que la « question sociale » n'existe point et qu'il suffit de parer de son mieux aux difficultés du moment sans essayer de modifier en rien les rapports entre les capitalistes et la chair à travail. Tandis que des novateurs éloquents, généreux, acclamés, la plus belle école de sociologie militante que le monde ait jamais vue, adressaient aux peuples leurs appels pour les entraîner vers une forme de société plus équitable, d'autres hommes préparaient en silence les moyens d'insurger les travailleurs afin de les décimer ensuite par un massacre salutaire.

Leur conspiration réussit. Les ouvriers en chômage que l'on employait inutilement dans les « ateliers nationaux » à brouetter les terres et à dépaver et repaver les rues furent tout à coup licenciés et, pour ainsi dire, défiés à la révolte par la meute des journalistes aboyeurs. En effet, la bataille éclata, terrible, acharnée, à la fin du mois de juin 1848, et, pendant plusieurs jours, se succédèrent les combats et les massacres de prisonniers. Les ouvriers insurgés, traités de « Bédouins » par les généraux d'Afrique, apprirent à leurs dépens que la bourgeoisie républicaine savait égaler, peut-être même dépasser les rois dans la férocité de la

répression. En même temps que les vainqueurs de Juin avaient réduit au silence pour un long temps les revendications du socialisme, ils avaient transformé la république en une servante des monarchies de droit divin ; en France, sous un faux nom, « Présidence », l'Empire fut bientôt fait.

En Angleterre, le mouvement de réaction s'était accompli parallèlement, et même d'une manière plus complète, puisque l'agitation « chartiste » avait été étouffée sans que le Parlement eût recours aux grands moyens de bataille ou de massacre. Privée de ses deux champions, l'Europe redevenait désormais la proie de ses oppresseurs traditionnels : un reflux général succédait au flot que la Révolution avait propagé à travers le monde.

Le Parlement de Francfort se débattait au milieu de difficultés inextricables ; il avait à grouper en une fédération des monarchies absolues ! puis à s'occuper des frères allemands non représentés à la diète, tels ceux du Schleswig et ceux des bords de la Vistule, et de bien d'autres problèmes, insolubles par lui. En réalité, le Parlement, dominé par l'antagonisme des deux pouvoirs forts — la Prusse et l'Autriche —, n'était qu'un instrument dans la main des princes fédérés qui laissaient passer l'orage révolutionnaire. Les Allemands qui, au nom de l'unité germanique, s'étaient déjà établis victorieusement dans le Schleswig évacuèrent leur conquête, et les barricades élevées dans les rues mêmes de Francfort (18 septembre) furent déblayées sans peine. Pour comble d'humiliation, le Parlement finit par choisir comme empereur d'Allemagne ce même roi de Prusse qui, pendant toute la période révolutionnaire, avait affecté d'ignorer l'assemblée, qui en avait contrecarré sournoisement toutes les décisions. Et cette fois encore, le roi ne fit point aux délégués de la nation l'honneur d'accepter leur offre : ce n'est point au populaire, à la bourgeoisie qu'il consentait à devoir l'empire ; seuls, les autres princes, ses cousins et ses frères, lui paraissaient être en droit de donner la couronne impériale. Il n'admettait pas que la transformation se fît par en bas, elle devait se faire par en haut. Et des historiens commentateurs ajoutèrent qu'il ne fallait pas que cette grande révolution de l'unité nationale s'accomplît dans l'accord et la paix, mais suivant l'antique méthode de l'histoire, « par le fer et par le feu ».

Du moins le Parlement de Francfort ne fut pas massacré. La plupart

de ses membres furent rappelés, par l'Autriche, la Prusse, la Saxe, le Hanovre : le reliquat parlementaire chercha un refuge dans Stuttgart, mais la dernière allocution du président fut couverte par le roulement des tambours. C'était le dernier acte de la comédie, la tragédie avait déjà commencé. Repoussés vers le sud après de sanglants combats, les



Cl. J. Kuhn, édit.

DRESDE ET L'ELBE

insurgés du pays de Bade, c'est-à-dire les défenseurs de l'unité nationale allemande, furent plus que décimés, puis, après la capitulation de Rastadt où s'étaient enfermés les derniers champions de la cause vaincue, le régime de la terreur, apporté par les envahisseurs prussiens, écrasa les Badois pendant de longues années. D'autres Prussiens, à la même époque, dirigeaient la répression dans la ville de Dresde. Les conseils de guerre abattaient les têtes, emplissaient les prisons, confisquaient les propriétés. L'un des triumvirs qui avaient dirigé la résistance des insurgés de Dresde, Richard Wagner, déjà célèbre comme l'auteur du *Tannhäuser*, réussit à s'échapper, tandis que Michel Bakounine, le fameux agitateur russe qui avait été l'âme de la résistance,

fut saisi, jeté dans un cachot, puis livré à l'empereur de Russie, le grand-maître de la réaction européenne.

Ce fut également au tsar Nicolas que s'adressa le gouvernement d'Autriche pour venir à bout de l'insurrection des Hongrois. Ce peuple asiatique, frère des Turcs par l'origine et par le langage, avait obéi à d'autres destinées que son voisin des contrées balkhaniques. La religion les avait irrémédiablement divisés les uns des autres : tandis que les Turcs s'étaient constitués en avant-garde des nations musulmanes, les Hongrois ou Magyars avaient été, de par la situation géographique, placés en tête de toutes les nations chrétiennes et, tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, ou même absolument soumis, ils avaient eu à souffrir plus que tous les autres dans la lutte interminable et sans merci. Mais, quoique se sacrifiant pour la cause de tous, les Hongrois n'étaient qu'à demi accueillis par les autres Européens : on les connaissait à peine et l'on voyait en eux ce qu'ils étaient en effet, des Asiates non encore adaptés à leur milieu dans ce chaos des peuples, Slaves, Allemands, Italiens, Roumains et Frioulans parmi lesquels ils s'étaient aventurés. Ne pouvant apprendre tous ces parlers si différents de leur propre idiome, les Hongrois avaient pris naturellement pour langue d'intercourse celle qui était en usage dans toutes les chancelleries où se rédigeaient des conventions et des traités. Leurs propres scribes, leurs moines s'étaient mis à employer la même langue, le latin, et pendant huit siècles, jusqu'en 1848, les souverains et leurs vassaux, les juges, les clercs, même les propriétaires de campagne le parlèrent entre eux ; ce latin était d'ailleurs très modifié, réduit à une sorte de jargon, indigent en formes verbales [1].

La révolution de 1848, qui poussait les Hongrois à la revendication de leur nationalité, à la restauration de leur langue, à la reconquête de leurs droits, les fit entrer pour la première fois en nation européenne parmi les populations occidentales qu'agitait alors le même mouvement de liberté. Leur héroïsme les sacra frères de ceux qui avaient été les plus grands dans la civilisation aryenne. La situation militaire des Hongrois semblait tout d'abord désespérée : leur armée ne comprenait guère que des bandes irrégulières, tandis que les Slaves de la contrée, unis à ceux des provinces voisines, même à des volontaires de la

1. Anton Bartel, 1896, *Dictionnaire*.

Balkhanie, apportaient au service de l'Autriche allemande et de son armée solide toute la force de leur enthousiasme guerrier. Lorsque

N° 447. Plaine de Hongrie.



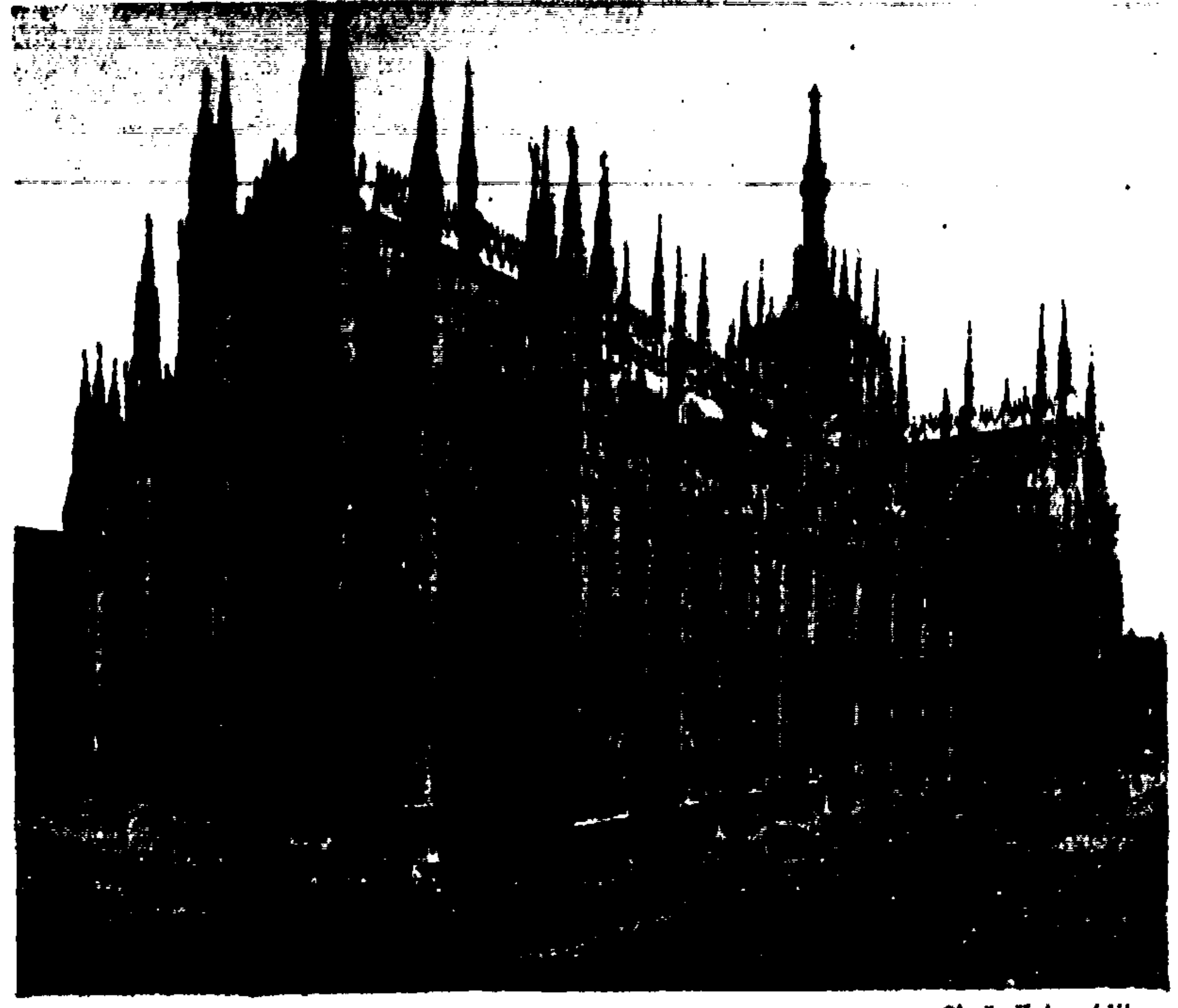
Vienne était en pleine insurrection et faisait appel à ses voisins Magyars, ceux-ci, « toujours formalistes et juristes » (Asseline), atten-

daient une demande officielle; ils ne vinrent que trop tard et en trop petit nombre : Windischgrætz attaque Vienne le 28 octobre, la bombarde le 29, temporise le 30, repousse l'armée hongroise le 31 et pénètre en vainqueur dans la capitale autrichienne le 1re novembre. Bientôt ce fut le tour de Pest : le gouvernement hongrois dut l'évacuer et concentrer toutes les forces militaires à l'est de la Tisza. Mais le général polonais Bem, qui après avoir commandé Vienne insurgée avait réussi à s'échapper, accomplissait en Transylvanie des prodiges de stratégie victorieuse, et, bientôt après, Gœrgei, devenu général en chef de l'armée magyare, puissamment réorganisée par Kossuth, remportait successivement des victoires qui enflammaient d'espoir tous les républicains d'Europe : les Autrichiens étaient forcés d'évacuer Pest et de se replier en désordre jusqu'à la frontière. C'est alors que l'empereur d'Autriche dut appeler à son secours son grand allié Nicolas, tsar de toutes les Russies : cent cinquante mille hommes pénètrent dans la contrée par les frontières de l'ouest et du nord, en même temps que du sud s'avancent les Serbes et que de l'ouest les Allemands reprennent l'offensive. La petite armée hongroise, entourée de toutes parts, combattit en désespérée jusqu'au moment où Gœrgei, nommé dictateur, capitula au nom de la nation tout entière dans la plaine de Vilàgos, non loin d'Arad (13 août 1849). Bientôt après toute résistance avait cessé, sauf dans la forteresse de Komarom (Komorn), que Klapka défendit longtemps encore.

Les Hongrois s'étaient rendus, non au suzerain dit légitime, l'empereur d'Autriche, mais à l'armée russe. Le maréchal Paskievitch put écrire à son maître : « Sire, la Hongrie gît aux pieds de Votre Majesté ! » Mais les Autrichiens se chargèrent de la vengeance : les conseils de guerre, siégeant en toute la Hongrie, germanisaient la population par les verges, le cachot, la fusillade, le gibet. Gœrgei, le général vaincu, peut-être coupable de trahison, du moins type du militaire toujours insurgé contre le pouvoir civil, eut la suprême humiliation de se voir assigner une résidence de luxe et de toucher une pension, tandis que ses camarades de guerre étaient condamnés aux balles ou à la corde. Le général autrichien le plus féroce, Haynau le « fouetteur », fut autrement puni. Visitant peu de temps après une usine de Londres, il fut reconnu par des ouvriers et poursuivi à coups de lanières comme une bête mauvaise.

En Italie, la guerre du *Risorgimento* se déroula suivant les mêmes

péripéties que la guerre d'indépendance magyare. Les révolutionnaires du nord de la Péninsule eurent tout d'abord le dessus, puisque les Autrichiens avaient dû évacuer Milan, et se retirer derrière la ligne du Mincio, tandis qu'à l'est Venise avait reconquis l'indépendance qui lui avait été ravie par Bonaparte, un demi-siècle auparavant. Des contingents romains et napolitains accouraient à l'aide des Lombards, mais les républicains



Cl. J. Kuhn, édit.

DÔME DE MILAN

n'osèrent pas combattre seuls et, sacrifiant leurs justes méfiances contre un roi qui avait trahi, puis espionné, persécuté, emprisonné, mitraillé leurs amis, ils s'adressèrent au roi Charles-Albert, qui, dans l'espoir de transformer son petit royaume en une grande monarchie, consentit à une trahison nouvelle, celle de la cause du droit divin. Toutefois cette alliance entre ennemis naturels ne devait pas réussir. Charles-Albert n'était pas de force à se mesurer contre la puissante armée autrichienne que dirigeait Radetzky, vieillard énergique, et, complètement battu à Custozza (25 juillet 1848), puis l'année suivante, en une nouvelle cam-

pagne, à Novara (25 mars 1849), il ne lui resta qu'à remettre son abdication entre les mains de son peuple et à laisser le pouvoir et l'ambition de la couronne d'Italie à son fils Victor-Emmanuel, qui, du moins, n'avait pas un passé de trahison derrière lui.

La victoire de l'Autriche aurait été facilement poussée beaucoup plus à fond si les convoitises de la France n'avaient été également excitées. Le conflit traditionnel entre Germains et Gaulois pour la domination de l'Italie recommença sous une nouvelle forme, rendu presque méconnaissable par les semblants diplomatiques. Il eût paru tout naturel que la France, alors constituée officiellement en république, intervînt pour défendre l'indépendance des républiques sœurs, mais ce fut tout le contraire : engagée comme l'Autriche dans le mouvement opposé à l'affranchissement des nationalités et des individus, c'est en champion du pape qu'elle envoya ses armées en Italie ; l'une et l'autre puissance faisaient assaut de bons principes.



GIUSEPPE MAZZINI (1805-1872).

Dans Rome, où la République avait succédé au règne de Pie IX, en fuite, l'âme de la résistance était le triumvir Giuseppe Mazzini, le révolutionnaire de sa génération qui, de tous, apporta le plus d'énergie, de vouloir tenace dans la conspiration, le plus de sagacité dans le choix des hommes, le plus d'esprit de renoncement personnel dans la vie de tous les jours. Type du devoir, il suscitait des enthousiasmes persévérants, des héroïsmes de sacrifice, et, quand les meilleurs étaient tombés, austère, impassible, il

savait toujours découvrir de nouvelles victimes volontaires qui couraient à la mort. Il ne reculait point devant la terrible nécessité de l'incessant sacrifice des jeunes enthousiastes, car il ne pouvait imaginer pour les autres de joie supérieure à celle qu'il éprouvait lui-même de souffrir pour la reconquête de l'Italie une et libre. Apre comme un calviniste, il n'en était pas moins à certains égards le plus intransigeant des catholiques par respect de la tradition romaine. Sa devise *Dio e Popolo* faisait dériver les droits du peuple de Dieu même, et de ce Dieu de Rome qui avait par deux fois donné l'empire du monde à l'Italie, une première fois sous les Césars, une seconde fois sous les papes, et qui, dans un avenir prochain, ne manquerait pas, il en avait la foi certaine, d'assurer le troisième *primato* à la république d'Italie parmi les autres nations de l'univers. Aussi Mazzini n'était-il pas ennemi du « Saint-Père » qui avait fui Rome pour éviter le contact des républicains maudits, il aurait voulu lui voir inaugurer une nouvelle ère de domination religieuse où la foi démocratique eût donné aux anciens rites un sens nouveau. En l'absence du pape, c'est ainsi que, dans la ville Sainte, il tenta d'interpréter les cérémonies de l'Eglise.



Cabinet des Estampes. Bibl. Nat.
GIUSEPPE GARIBALDI (1807-1882).

La révolution, née de l'amour de l'indépendance, et pourtant fidèle à la tradition romaine, impliquait donc une contradiction entre les deux termes de « Peuple » et de « Dieu » ; elle ne pouvait aboutir qu'à de

fatales impasses. Également absurde et contradictoire fut le moyen employé pour étouffer cette révolution : à son mensonge, on opposa un autre mensonge, puisque la république française, ou du moins l'État hybride qui en portait le nom, revendiqua l'honneur de renverser la république romaine et de rétablir le régime papalin avec toutes ses vengeances à satisfaire : encore une fois, la France fut « le soldat de Dieu » suivant l'ancienne tradition ecclésiastique. Il est vrai que pour faire ce bas office de gendarme de la papauté, le gouvernement français eut préalablement à réprimer une insurrection dans les rues de Paris; mais le peuple, épuisé par la lutte de l'année précédente, n'avait plus le cœur à la bataille, et, transportées devant Rome, les troupes françaises, enrégimentées au service de Pie IX, purent, grâce au petit nombre des réels défenseurs de Rome, écraser les chemises rouges de Garibaldi.

Complètement déshonorée, la république française n'avait plus désormais qu'à sombrer dans sa honte : elle se détruisait elle-même en détruisant la république-sœur, et bien inutilement puisque l'influence de l'Autriche devint toute maîtresse. La France eut à fournir l'argent et les hommes au profit de l'antique camarilla autrichienne. Quant au pape, remis en possession viagère de ses États, il comprit, avec le sens profond des choses qu'inspire le pressentiment de la mort, que le moment était venu de proclamer solennellement, sans la moindre atténuation de langage, la parfaite incompatibilité de l'Église avec la société moderne. Désormais guéri de ses illusions premières, le « Souverain Pontife » vengea d'abord très amplement les injures faites au Saint-Siège, puis s'en tint strictement aux principes de réaction absolue qui devaient trouver leur expression définitive dans le syllabus de 1864. Quoique obéissant à la loi du changement, qui est celle de toutes choses, le catholicisme a la prétention d'être d'un bloc, comme ces pierres noires que l'on adore dans les temples d'Asie. Il se dit et se croit immuable dans le passé, car le « Pontife romain ne peut ni ne doit se réconcilier ni transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ».

L'œuvre de la réaction était achevée et préparait son code, d'ailleurs impuissant. La France, qui avait donné le branle au mouvement révolutionnaire, n'avait donc plus qu'à faire amende honorable en reprenant dans son passé une de ses constitutions antérieures. Un grand

parti, tout-puissant à l'Assemblée, voulait la faire reculer jusqu'à saint Louis, mais elle n'alla pas si loin : s'arrêtant à l'Empire, elle s'imagina maintenir ce que l'on appelle les « conquêtes de la Révolution », c'est-à-dire une certaine égalité politique, économique et sociale, et ramener en même temps cette période de prestige et de gloire militaires qui, pourtant, avait si misérablement abouti à l'humiliation et à l'écrasement. Peut-être aussi le peuple, mécontent de tous les régimes qui s'étaient succédé pendant les deux années d'essais républicains, se lançait-il de désespoir dans l'inconnu, et se disait-il qu'une volonté personnelle saurait réaliser les mille promesses, jusqu'alors trompeuses, répétées tant de fois par les écrivains socialistes.



Cabinet des Estampes. Bibl. Nat.

PROUDHON (1809-1865)

Naturellement, ces attentes chimériques devaient être déçues, car un gouvernement personnel doit toujours avoir pour maîtresse préoccupation la volonté du maître, représenté naturellement par la tourbe des parasites qui se pressent autour de lui. Napoléon III ne pouvait échapper à cette loi.

En un livre fameux, *La Révolution sociale démontrée par le Coup d'État*, Proudhon essaie d'établir que le nouvel empereur, issu de la Révolution et porté au pouvoir par la volonté des pauvres travailleurs de la ville et de la campagne, deviendrait forcément l'exécuteur d'une logique des événements supérieure à ses caprices et aux appétits de

son entourage; il lui prophétisa le rôle forcé d'un mandataire du socialisme. Mais il faut tenir compte de la part d'ironie que l'auteur, écrivant sous la menace de l'exil et de la prison, avait glissée dans son œuvre et qui lui permettait de triompher quand même de la force brutale. L'histoire du règne de vingt années nous montre que, malgré ses antécédents de rêveur à demi socialiste, et malgré ses tendances congénitales de bienveillance égalitaire, l' « homme de décembre » fut entraîné forcément par les conséquences du parjure et du meurtre dans une voie de persistante oppression. S'il fut parfois l' « agent de la Révolution sociale », c'est que tous les hommes, et lui comme les autres, servent d'instruments involontaires au destin.

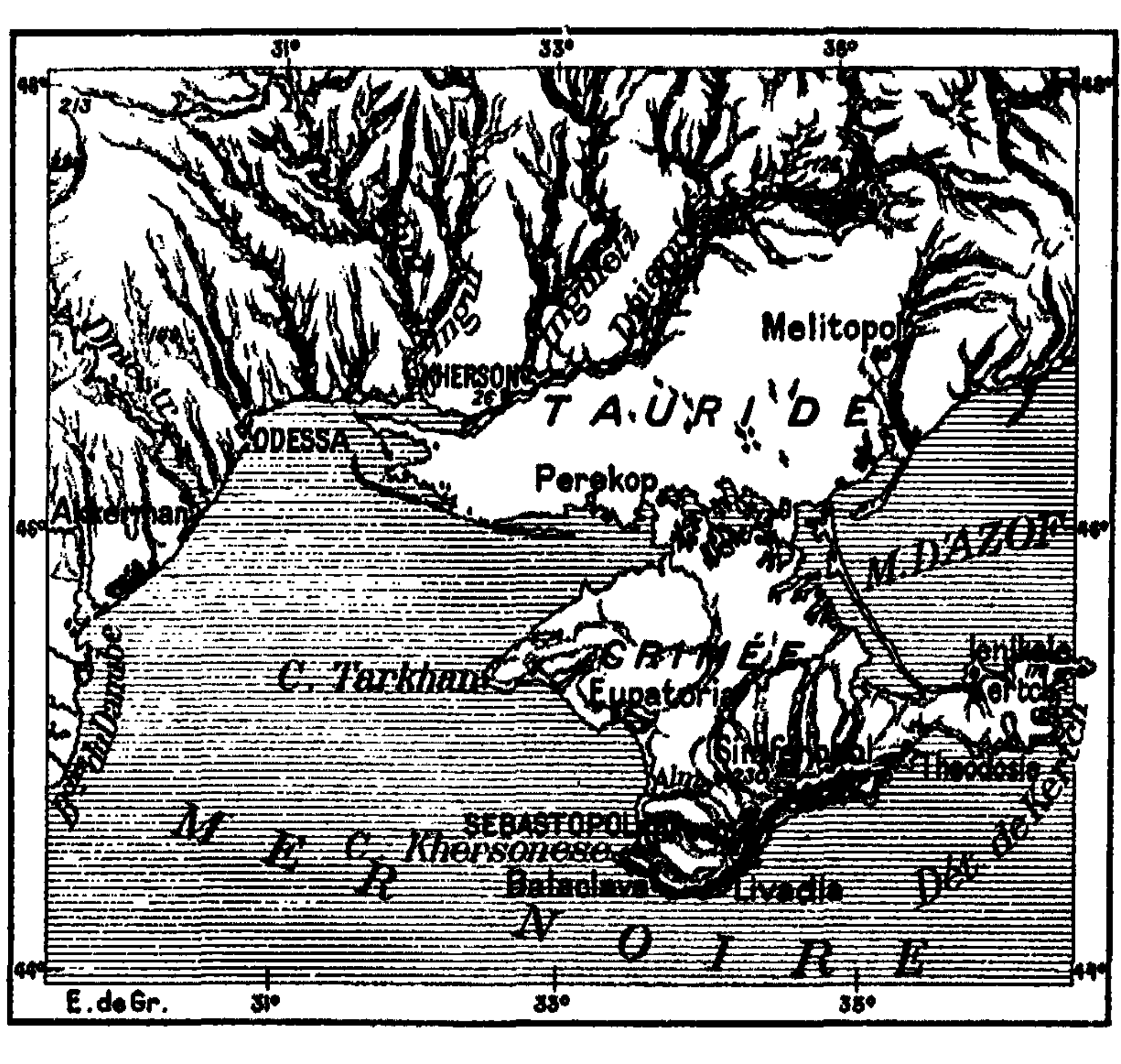
Heureusement la poussée de liberté avait été trop énergique pendant la période révolutionnaire pour qu'il fût possible de l'étouffer entièrement : la force vive de l'activité humaine, irrépressible quand même, pouvait être détournée de son but, endiguée et canalisée en des voies latérales, mais elle devait se manifester en dépit de tous les obstacles et produire des changements considérables. Telle fut la raison par laquelle la prospérité matérielle s'accrut presque soudain d'une manière si remarquable en France et dans toute l'Europe continentale pendant les premières années marquées par le triomphe de la réaction. Malgré l'exil, le bannissement et la fuite d'un très grand nombre de républicains, malgré l'émigration de vaillants travailleurs, par centaines de mille, le mouvement industriel et commercial prit un singulier élan, dû pour une très forte part à l'initiative de tous ceux qui, ne pouvant plus porter leur génie vers les transformations politiques et sociales, se dirigeaient vers la création des entreprises et l'application de procédés nouveaux : il y eut un simple déplacement des forces. Aussi l'empire resta-t-il quand même populaire en France pendant une longue série d'années. Le peuple ne peut s'attarder à de longs raisonnements sur la complexité des choses : sans chercher les raisons, il personnifie les événements sous le nom d'un homme auquel il attribue les conséquences du mouvement économique contemporain et jusqu'à l'abondance des moissons, dont il connaît pourtant l'origine puisqu'elles sont dues à son travail.

Mais l'empire qu'avaient voulu des électeurs encore ivres de leur antique vin de gloire ne pouvait échapper à son destin, qui était de justifier son prestige par de grandes guerres extérieures. La « question d'Orient » présenta l'occasion favorable. Seule, la Turquie, tombant en

état de décomposition politique et presqu'impuissante au point de vue militaire, n'aurait pu se défendre avec la moindre chance de succès contre un aussi formidable agresseur que la Russie. Or le terrible Nicolas Ier,

N° 448. Théâtre de la guerre d'Orient.

(voir page 154)



1 : 5 000 000

0 100 200 300 Kil.

1854. 22 avril, bombardement d'Odessa; 14 sept., débarquement des Alliés à Eupatoria; 20 sept., bataille de l'Alma; 26 sept. et 26 oct., combats à Balaclava, 5 nov., bataille d'Inkerman. — 1855. 8 sept., Prise de Malakoff. — 1856. Traité de Paris.
Livadia, Résidence des empereurs de Russie.

le souverain qui, depuis un tiers de siècle, trônait dans sa majesté solitaire comme une véritable divinité, ce maître réputé invincible menaçait alors l'empire ottoman, et ses troupes avaient déjà pénétré dans les principautés Danubiennes. La ville depuis si longtemps convoitée de Constantinople n'eût été pour lui qu'une proie facile, si les puissances occidentales, la France et l'Angleterre, n'étaient intervenues pour dé-

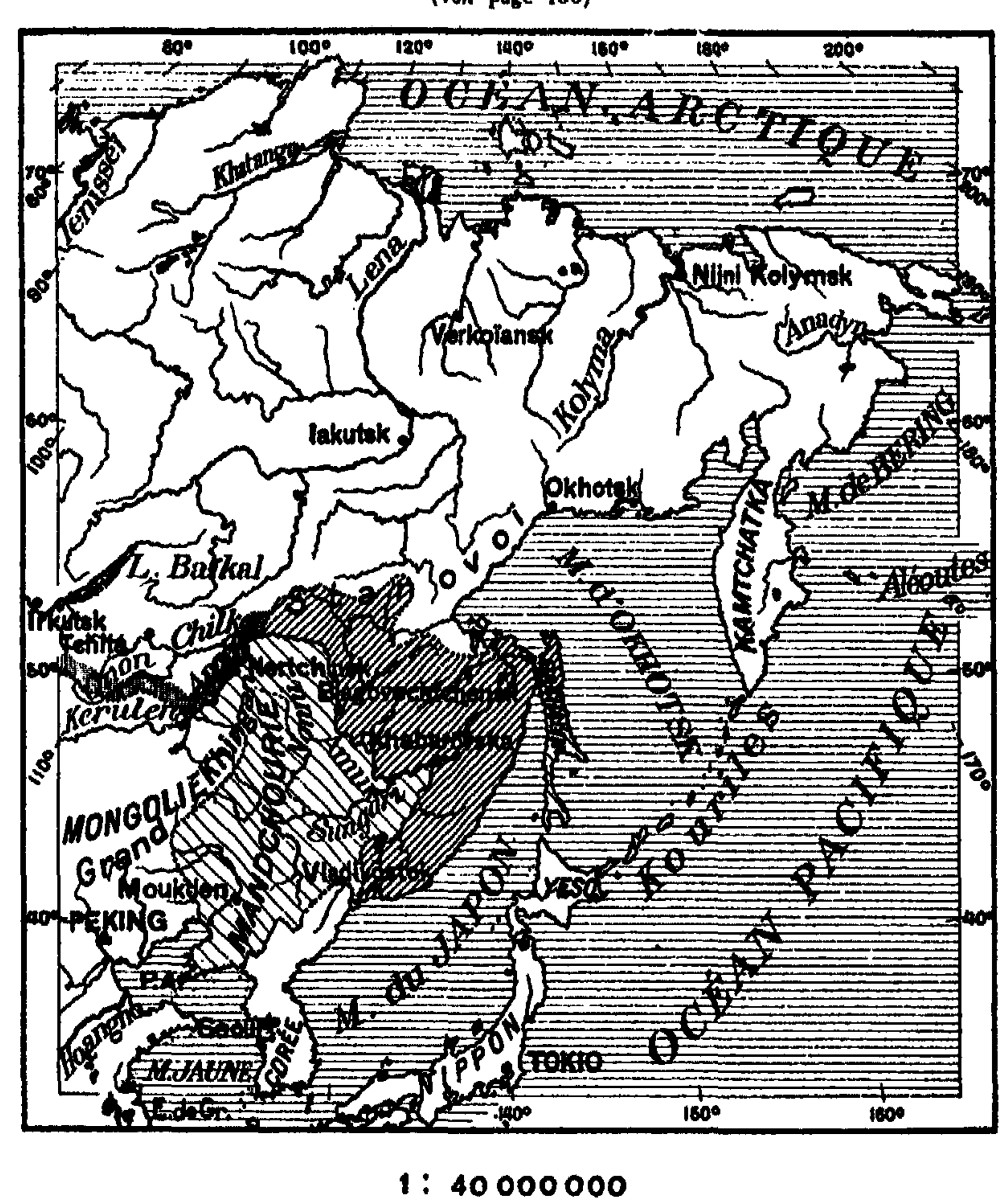
fendre les Turcs. L'intérêt traditionnel de la Grande Bretagne était engagé à fond, car la « reine des mers », qui, depuis la prise de Gibraltar et de Malte, est la principale dominatrice de la Méditerranée, ne voulait à aucun prix compromettre son empire maritime en laissant aux Russes la libre possession des Dardanelles. Mais, au point de vue géographique, il s'agissait également en cette affaire de la domination du monde, car les contrées que baigne la Méditerranée orientale gouvernent les routes de l'Europe vers l'Asie centrale et les Indes. Le cœur de l'Asie, limitrophe de la Caspienne, se trouve, il est vrai, livré d'avance aux ambitions de la Russie, mais pour ce qui est du chemin des Indes, la Grande Bretagne avait certainement un véritable intérêt national, au point de vue de l'équilibre des puissances, de défendre aux armées russes l'entrée de Constantinople. Sans doute, ce « chemin des Indes » fut jusqu'à nos jours purement virtuel : personne ne l'utilisait, parce qu'il était pratiquement inabordable. A peine de rares explorateurs employèrent cette voie à travers l'Asie Mineure, les pays de l'Euphrate, l'Iran et les plateaux de l'Afghanistan ; tous les marchands, soldats ou fonctionnaires prenaient la voie détournée du cap de Bonne-Espérance ou du canal de Suez. Mais il n'en est pas moins exact que la conquête des deux Turquie d'Europe et d'Asie par les armées du tsar, changeant le centre de gravité du monde politique et donnant aux Russes le contrôle de la Méditerranée et du golfe Persique, aurait irréparablement compromis, d'abord le prestige de l'Angleterre, puis, par contacts graduels, sa possession effective dans les vastes territoires de la péninsule hindoue. C'est pour une raison analogue, et plus pressante encore, qu'un demi-siècle auparavant, le gouvernement britannique avait employé toutes ses ressources disponibles à bloquer et à détruire l'expédition française en Egypte. Quant à la France, ses raisons déterminantes pour se mesurer contre le colosse russe paraissaient moins claires, et, sans aucun doute, la nation, laissée à elle-même, n'aurait point risqué cette redoutable aventure, mais le maître qu'elle s'était donné rêvait peut-être une revanche de la retraite de Russie où son oncle avait subi son grand désastre, et peut-être aussi voulait-il se poser en champion de la civilisation occidentale contre la demi-barbarie de l'Orient.

La guerre se déroula comme un drame de grande simplicité scénique. Elle se localisa presque sur un seul point du pourtour immense de l'empire russe, dans le petit appendice montagneux que la péninsule de

Crimée projette en dehors de la Russie proprement dite au milieu des eaux de la mer Noire ; à peine quelques petits incidents militaires sans

N° 449. Russie du Pacifique.

(voir page 156)



1 : 40 000 000

0 500 1000 2000 Kil.

Le liseré de hachures verticales marque la frontière datant du XVIII[e] siècle. Les hachures inclinées serrées recouvrent les territoires acquis en 1858 (rive gauche de l'Amur) et en 1860 (rive droite de l'Amur). En 1875 Sakhalin tout entier fut obtenu du Japon par échange avec les Kouriles. Les hachures espacées indiquent le domaine acquis en 1900 et perdu en 1905, à la suite de la guerre russo-japonaise. — P. A. = Port-Arthur.

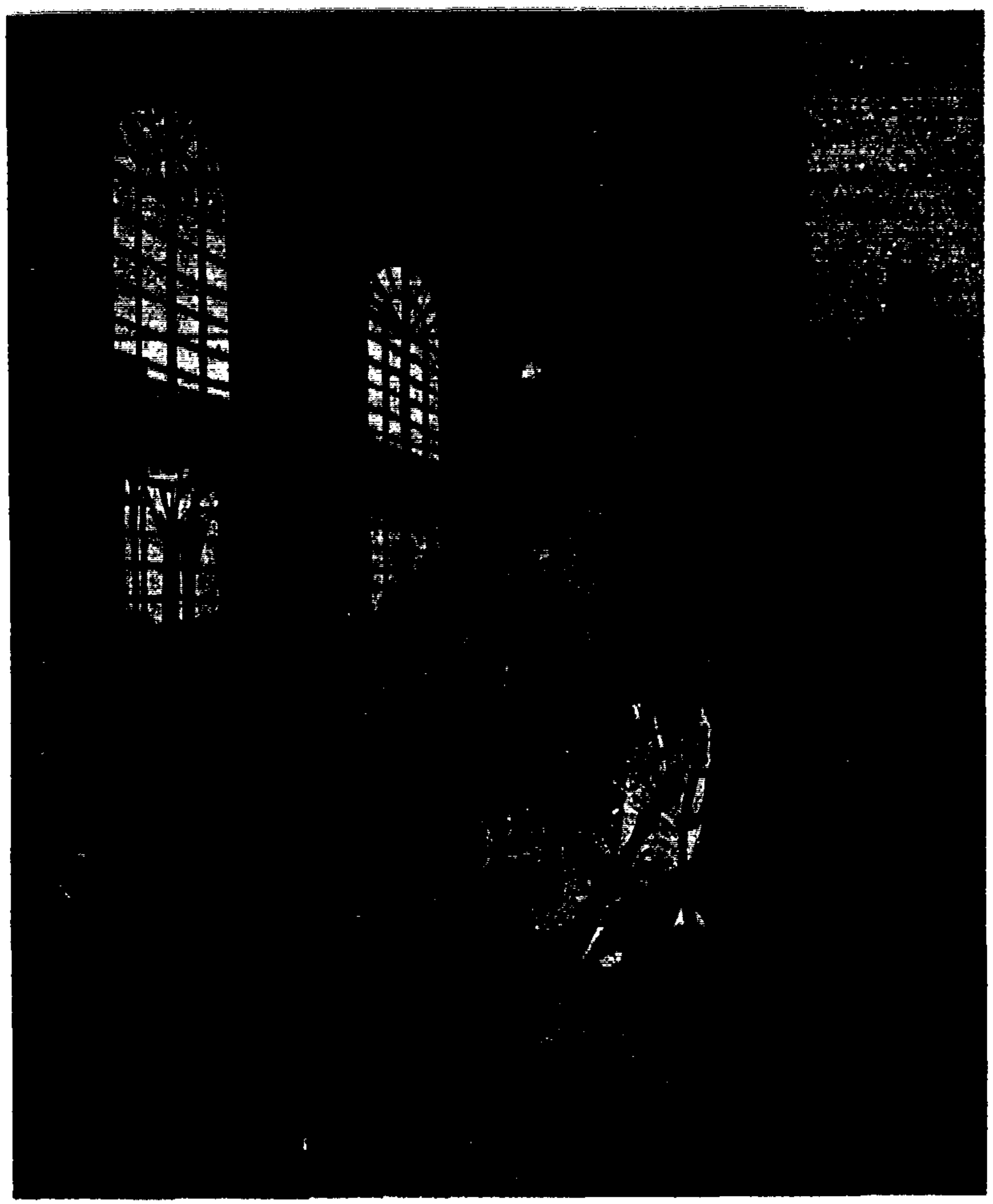
importance se produisirent-ils sur les côtes de Finlande (prise de Bomarsund) et dans la presqu'île lointaine de Kamtchatka. Pendant plus d'une

année, tous les efforts se concentrèrent autour de la baie ramifiée que défendaient les fortifications de Sébastopol. Ce n'était qu'un point, mais sur ce point, les puissances en lutte dirigèrent toutes leurs ressources en hommes, capitaux, forces offensives et défensives. La résistance égalait l'attaque ; les murs démolis le jour se relevaient pendant la nuit, et de nouveaux régiments, ceux des alliés venus par mer, ceux des Russes accourus par terre, remplaçaient incessamment le matériel humain qui comblait les tranchées et les brèches. A la fin, le sort favorisa les assaillants, et toute la moitié méridionale de la forteresse fut arrachée à la garnison russe (8 septembre 1855). Du coup, l'empire moscovite se trouvait plus que vaincu, il était profondément abaissé. Déjà, Nicolas, pressentant la chute, était mort d'humiliation et de chagrin ; la Russie, trop inféodée au despotisme pour qu'il lui fût possible de changer de politique, dut néanmoins « se recueillir ».

Cependant, au moment même où le prestige de la Russie, où sa puissance apparente étaient le plus sensiblement atteints par les événements de Crimée, elle se développait prodigieusement en étendue matérielle, comme par une sorte de croissance automatique. Le territoire immense qui s'étend à l'ouest de l'Oussouri, entre la rive droite de l'Amur et le littoral du Pacifique, devenait annexe de l'empire et s'ouvrait à la colonisation. La Russie possédait désormais une façade sur le libre Océan. Si, du côté de l'ouest, en Europe, des issues maritimes sur la Baltique et la mer Noire restaient gênées par les détroits, du côté de l'est, elle commandait les espaces océaniques, et le petit village qui se fondait pour abriter sur les rives du Pacifique les premiers représentants de la puissance slave pouvait se donner fièrement le titre de Vladivostok, « Dominateur de l'Orient ». Le traité formel d'Aïgoun, en 1858, consacrait les annexions russes.

Bientôt après la guerre de Crimée, l'empire français, fidèle à ses origines, avait à en soutenir une seconde, qui, d'ailleurs, était depuis longtemps en gestation. Des engagements antérieurs avaient été conclus entre Victor-Emmanuel et Napoléon, mais celui-ci, personnage lent, irrésolu, secoué de brusques frénésies, hésitait à tenir ses promesses, lorsqu'un patriote italien, Orsini, vint les lui rappeler brutalement, en faisant éclater des bombes sur son passage, 14 janvier 1858. Tout d'abord l'avertissement ne fut pas compris : en proie à la peur et à la vengeance, l'empereur ne songea qu'à édicter des mesures répressives contre toute

liberté, toute manifestation républicaine; mais, pressé par le flot de l'opinion montante, il lui fallut quand même céder aux sollicitations du



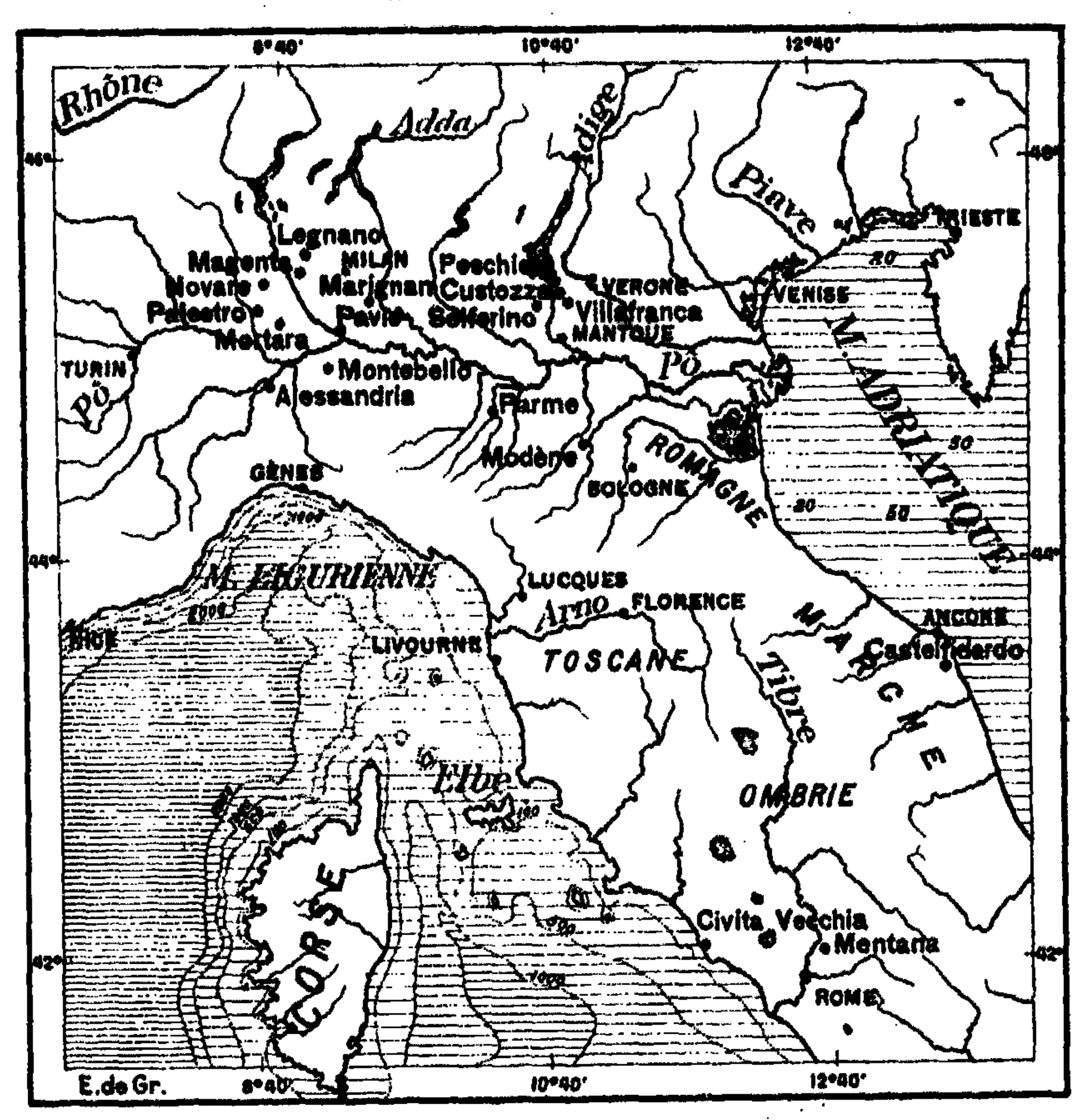
Cl. P. Sellier.

ATTENTAT D'ORSINI
Rue Lepeletier, 14 janvier 1858.

futur roi d'Italie et l'aider à la conquête partielle de son royaume. Une campagne victorieuse l'amena jusqu'à la ligne du Mincio et du grand quadrilatère des forteresses autrichiennes. C'est là que Napoléon eût voulu arrêter le cours de l'histoire, mais elle continua de se dérouler sans lui. Absolument résolue à constituer son unité politique, la bour-

geoisie italienne continuait la guerre et les révolutions, malgré la paix de Villafranca, en vain conclue entre les deux empereurs. Les popula-

N° 450. Italie du Nord.



Cette carte est à la même échelle que la carte n° 451.

1848. 25 juillet, Custozza. — 1849. 2 mars, Novare; 25 avril, débarquement des Français à Civita-Vecchia, 30 juin, prise de Rome.

1859. 20 mai, Montebello; 30 mai, Mortara; 31 mai, Palestro; 4 juin, Magenta; 8 juin, Marignan (Melagnano); 24 juin, Solferino; 11 juillet, paix de Villafranca. Parme se réunit à l'Italie; Modène chasse son duc et se réunit à l'Italie en 1860.

1860. 11 mai, débarquement des Mille à Marsala; 24 juillet, Milazzo; 1er août, débarquement à Reggio; 7 sept., entrée à Naples; 18 sept., Castelfidardo (Piémontais contre Pontificaux); 22 sept. bataille du Vulturne; 28 sept., Capitulation d'Ancône. — 1861. 13 fév., Capitulation de Gaète. — 1862. 29 août, défaite des Garibaldiens à Aspromonte.

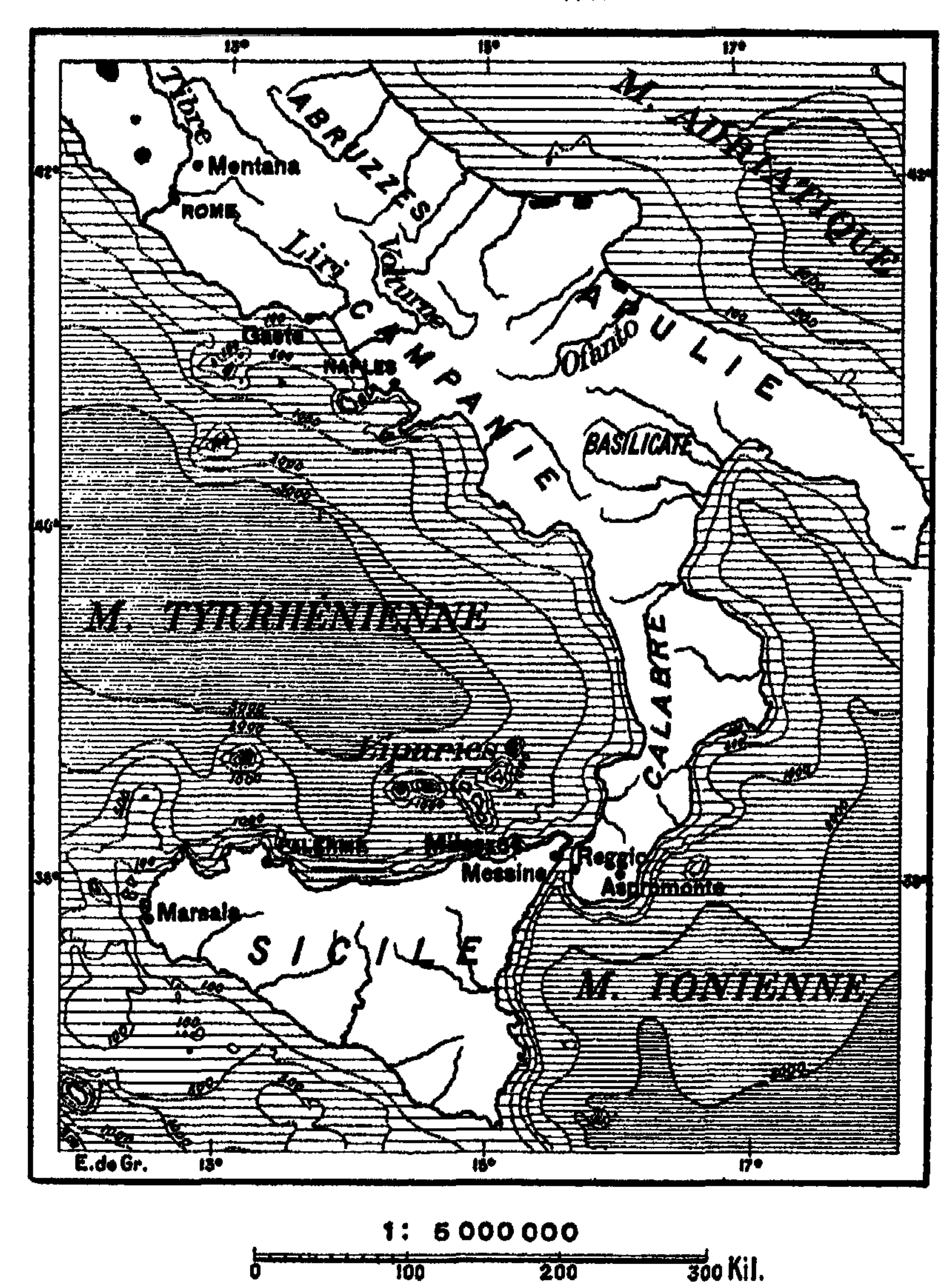
1866. 24 juin, Custozza; 18 juillet, bataille de Lissa. — 1867. 30 oct., les Français occupent Rome; 3 nov., Garibaldiens défaits à Mentana. 1870. 20 sept., les Italiens entrent à Rome.

Le Legnano de la carte est celui de la défaite de Barberousse en 1175 et non le quatrième sommet du quadrilatère dont Peschiera, Vérone et Mantoue sont les trois autres.

tions de Parme, de Modène, de la Toscane et de la Romagne annexent leur territoire au royaume de Sardaigne, tandis que Garibaldi, à la tête

des « mille » — en réalité 1067 compagnons —, s'embarque secrètement, mais non point à l'insu du ministre Cavour, et soudain réapparaît

N° 451. Italie du Sud.

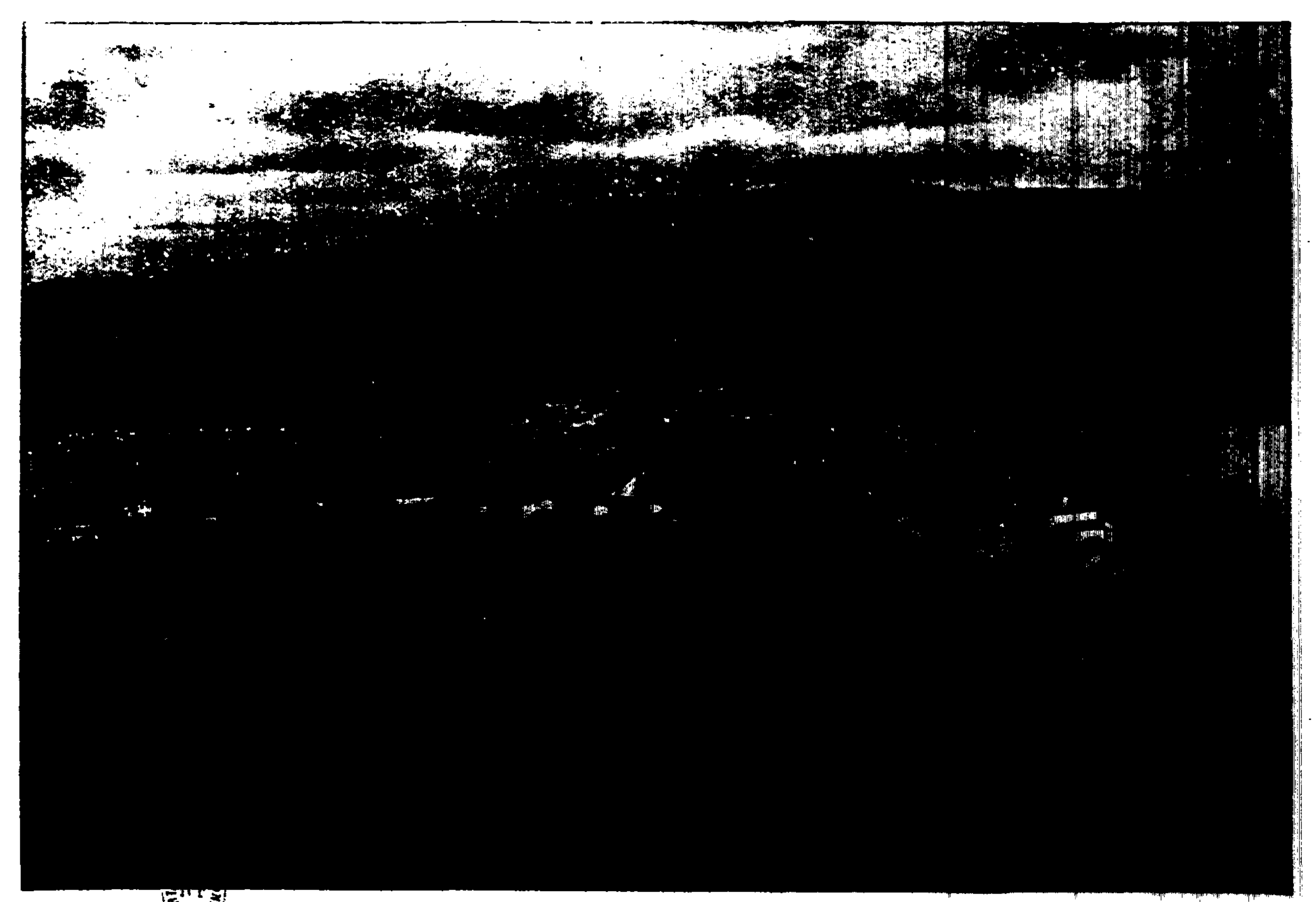


rait sur la côte occidentale de Sicile, à Marsala. Son expédition à travers l'île, puis de l'autre côté du détroit, dans le continent napolitain, ne fut

qu'une marche triomphale et se termina par une bataille décisive (1859), sur les bords du Vulturne. Le roi de Naples n'avait plus qu'à s'enfermer dans la place forte de Gaète avec quelques fidèles, et Garibaldi se préparait à marcher sur Rome, qui n'eût pas mieux résisté que Palerme ou que Naples. L'Italie était bien près de se « faire seulement », non point *da se*, c'est-à-dire entièrement par ses propres efforts, comme elle l'aurait voulu, mais en dépit des réticences de son quinteux allié. Il ne resta plus à celui-ci que d'entourer précipitamment le pape d'une garnison française, chargée d'occuper indéfiniment la ville de Rome, contre le peuple italien qui se l'était donnée pour capitale. C'était s'enfermer lui-même dans une impasse, car la force constante des choses agissait en sens inverse de sa volonté d'un jour, soumise aux vicissitudes du temps. Aussi lorsqu'un de ses ministres, répondant à un interpellateur qui lui demandait quand l'armée française évacuerait Rome prononça le mot « jamais ! » ce fut une risée dans le monde. L'humiliant démenti ne devait pas se faire attendre pendant de longues années. Il suffit pour cela que l'Italie prît dans sa lutte pour l'*unité* un autre point d'appui que la France : désormais elle s'appuya sur la Prusse qui, elle aussi, avait à constituer, sinon son indépendance nationale, du moins son autorité sur l'Allemagne unifiée, et qui, dans ce conflit, avait les mêmes adversaires que l'Italie.

A cette époque de si grande importance critique pour l'Europe, le monde entier se trouvait également agité. La Chine et le Japon, l'Inde et l'Indo-Chine, les Etats-Unis, le Mexique étaient pareillement secoués par de puissantes révolutions.

Quoique les nations à civilisation européenne considèrent presque toutes comme le plus précieux de leurs privilèges de pouvoir fermer, quand elles le jugent convenable, les portes de leur contrée aux marchandises et aux individus, elles n'en tenaient pas moins la Chine et le Japon pour des nations barbares parce qu'elles n'accueillaient pas les étrangers, toutes frontières ouvertes. Grâce à la vapeur qui rapproche les continents, les tentatives de domination morale, puis de domination matérielle faites au seizième et au dix-septième siècles par les missionnaires jésuites et autres allaient recommencer, et cette fois avec des représentants de tout le monde européen : pasteurs protestants de sectes diverses aussi bien que moines catholiques, marchands et spécula-



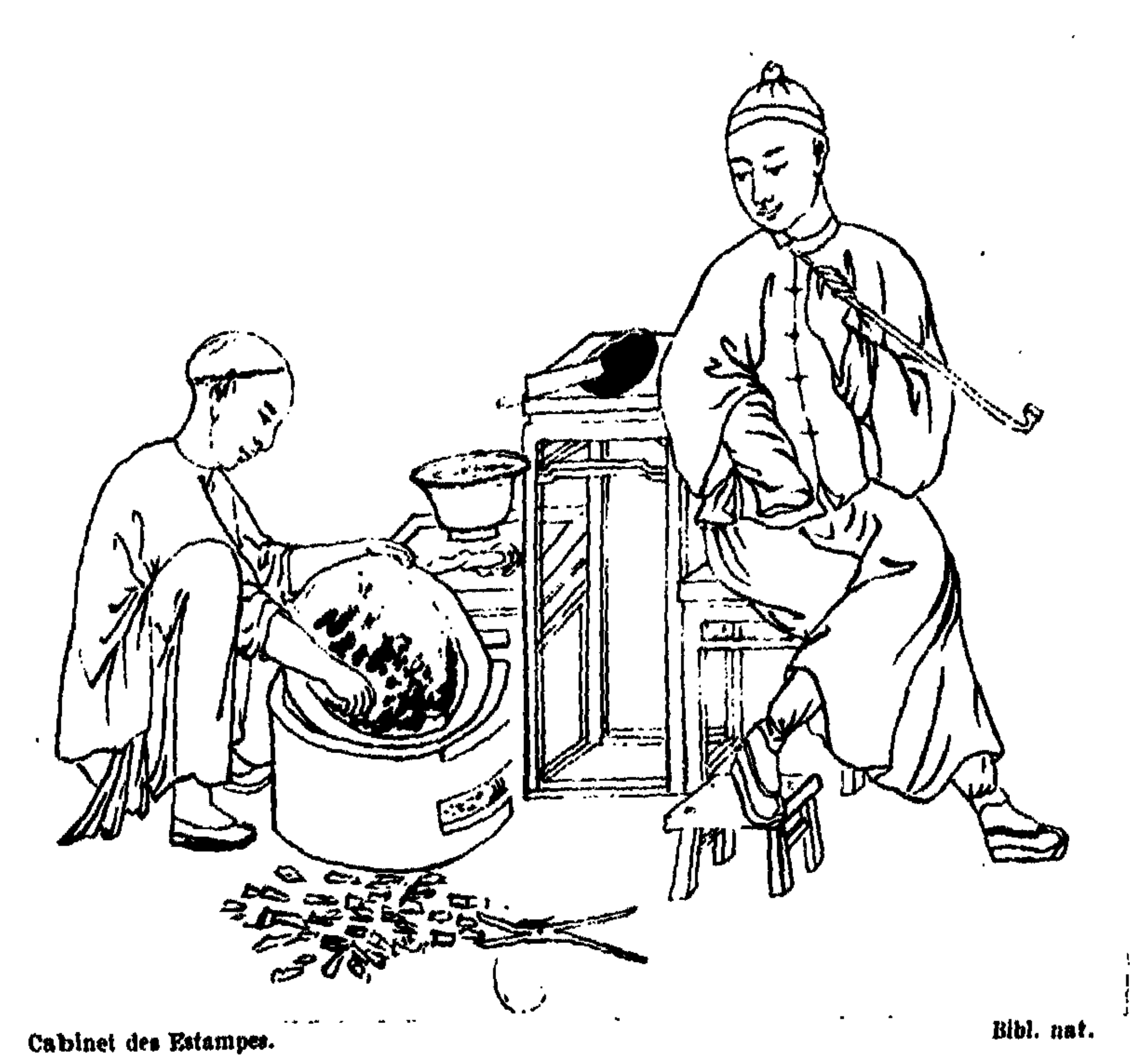
SCILLA ET LE DÉTROIT, VUE PRISE AU NORD DE MESSINE

Gravure tirée de LES PHÉNICIENS ET L'ODYSSÉE, par Victor Bérard (A. Colin, édit.)

teurs de toutes catégories, aventuriers de tout acabit. La plupart de ceux qui insistaient avec tant de passion pour l'ouverture des ports de la Chine voulaient en abuser pour l'importation de l'opium, par exemple. Les Chinois comprenaient bien le danger, qui s'accroissait de jour en jour, et, pour y parer, ils ne pouvaient guère compter que sur leur science diplomatique. Il leur était impossible d'avoir la supériorité dans le conflit des civilisations, car les parties ne sont plus égales. Il fut un temps où l'Orient se développait d'une manière indépendante de l'Occident. Alors les deux moitiés de l'Ancien monde vivaient à part suivant des voies différentes, sans rapports apparents. Mais depuis que l'Europe s'est démesurément agrandie, elle a fait une deuxième Europe de l'Amérique entière, et la nation chinoise se trouve maintenant prise comme dans un étau entre les deux branches du monde moderne. Bien plus, l'Europe primitive a pris une telle extension que, par la Russie, elle est devenue la voisine continentale immédiate de la Chine, et qu'elle menace de l'envahir en plusieurs points et de l'éviscérer.

Si l'empire chinois, considéré comme État, ne s'était trouvé pris dans le réseau des coutumes, des précédents, de l'étiquette, nul doute que depuis un demi-siècle, il ne se fût accommodé aux nouvelles circonstances politiques pour déplacer sa capitale, se donner un autre centre de gravité où la résistance fût plus facile à organiser. La position stratégique de Péking, la « résidence du nord », eut naguère de la valeur parce que les dangers les plus faciles à prévoir étaient ceux qui auraient pu menacer la frontière septentrionale. Les empereurs de la dynastie mandchoue, descendant eux-mêmes de conquérants qui avaient dû guerroyer pendant des générations pour vaincre la résistance chinoise, craignaient avec juste raison les populations guerrières de leur ancienne patrie, et ils savaient aussi que les Mongols étaient fréquemment descendus de leurs plateaux pour s'installer en maîtres dans la contrée. On comprend donc que la capitale de l'empire se soit longtemps maintenue dans la région du nord, si loin du vrai centre de la Chine, qui est la « Fleur du Milieu » entre les deux grands fleuves : on pouvait abandonner à elles-mêmes les populations paisibles et surveiller les voisins turbulents, d'autant plus qu'on voyait se former derrière elles, lentement, mais avec la rigueur inflexible du destin, une puissance plus redoutable que celle des Mandchoux et des Mongols, la puissance moscovite.

Mais au milieu de ce dix-neuvième siècle, la menace de la Russie était encore très éloignée, et les attaques venant du côté de la mer étaient bien autrement à craindre. Si les puissances européennes restaient séparées de l'Extrême Orient par l'épaisseur de la masse continentale, elles avaient toute facilité pour atteindre la Chine par le littoral, et c'est précisément



Cabinet des Estampes. Bibl. nat.

TRAVAIL DE L'OPIUM. — CUISSON

la partie du sud et du centre, notamment le bassin du Si-kiang, la baie de Hang-tcheou, l'estuaire du Yang-tse qu'il leur importait de faire entrer dans leur cercle d'influence : à l'époque où les commerçants d'Europe et d'Amérique décidaient leurs gouvernements à forcer l'entrée des ports chinois, le cours du Hoang-ho, qui débouche maintenant dans le golfe de Petchili, vers le nord de l'empire, s'ouvrait aussi bien au sud de la péninsule de Chantung. C'est donc vers les points menacés qu'aurait dû se porter tout l'effort de résistance, et, si la vie avait encore animé le grand corps au point de vue de l'organisation politique, si les

maîtres officiels de l'empire avec leur hiérarchie de mandarins n'avaient pas été momifiés dans la ville deux fois close, dans le grand sépulcre de la cour, ils n'eussent pas manqué de se mouvoir dans la direction du danger, comme l'avaient fait leurs prédécesseurs des grandes époques nationales.

Un retour vers Nan-king, la « résidence du Midi », eût déjà ramené les



Cabinet des Estampes. Bibl. nat.

TRAVAIL DE L'OPIUM. — MISE EN POTS

forces défensives de l'Etat dans le voisinage du centre de richesse et de population; sans nul doute, si le gouvernement chinois avait donné cet exemple d'initiative et de décision dans le péril, les dissensions intérieures qui prirent un tel degré d'acuité, lors de la révolte des Taï-ping, auraient été en grande partie évitées, et les mandarins n'auraient pas eu l'humiliation de livrer leur peuple aux mercenaires étrangers. Han keou, qui est le centre commercial de l'empire, et où, par conséquent, convergent toutes les ressources des provinces, eût été également bien

choisie ; peut-être au point de vue stratégique, celui de la défense et de l'attaque contre tout danger, le lieu le mieux indiqué par la nature eût été la cité de Kiu-Kiang, placée sur une péninsule rocheuse de la rive méridionale du Yang-tse, entre cet énorme courant et la mer intérieure du Po-yang, parcourue de chenaux navigables dans tous les sens : de là le nom de « Ville des neuf fleuves » qu'a pris la grande cité commerçante ouverte de force par les Anglais à la navigation européenne. De ce lieu central, situé à peu près à égale distance entre Nan king et Han-kou (Hankeu, Hankow), les voies majeures rayonnent de toutes parts, soit



Cabinet des Estampes. Bibl. Nat.

PONT DES DIX MILLE ANNÉES A FOU-TCHEOU.

par les cours d'eau, soit par les brèches des montagnes, d'abord vers tous les points du grand bassin fluvial de la Fleur du Milieu, puis au sud est vers Fou tcheou et les autres ports du Fo kien, au sud ouest vers Canton, au nord vers Kaï-fong et Peking.

Mais, tandis que les gouvernants chinois s'enkylosaient dans leurs palais, devenus de véritables tombeaux, et qu'ils se laissaient bercer, comme pour la mort, par la cantilène des vieilles formules, les événements suivaient leur cours et de grandes transformations s'opéraient dans la masse de la nation : en modifiant leur équilibre, les conditions économiques du monde devaient entraîner la société chinoise, aussi mobile que toutes les autres sociétés, en de nouvelles conjonctures. C'est à tort que la Fleur du Milieu avait conservé son mépris pour l'étranger, se comparant à ce qu'elle connaissait de l'Europe ; cette région si lointaine, divisée en tant de petits États hostiles. La Chine avait conscience

de la majesté que lui donnaient la longueur de sa durée, la grandeur de son passé, l'étendue de son domaine, l'immensité de ses populations, mais il lui manquait la force d'initiative, et cette force appartenait aux insolents étrangers qui commerçaient dans ses ports. Ces « barbares aux cheveux roux », qui étaient pour la plupart des Anglais à blonde chevelure, méritaient en effet le nom de barbares, leur métier consistant surtout à introduire par contrebande la funeste drogue de l'opium, recueillie dans leurs plantations des Indes. Au point de vue moral, l'attitude de la Chine, refusant d'empoisonner son peuple, était certainement la plus



Cabinet des Estampes. Bibl. Nat.

TRAVERSANT L'ESTUAIRE DU SI-HO

digne, et la Grande Bretagne avait mauvaise grâce à parler de sa culture supérieure en imposant à ses clients l'usage du poison sous peine de bombardement et d'assaut. D'ailleurs ce crime politique ne présente rien d'exceptionnel dans l'histoire de l'humanité. Le torrent circulatoire de la vie internationale roula toujours des flots impurs, et quelle est la nation commerçante d'Europe qui n'ait pas à se reprocher d'avoir vendu aux peuples étrangers, avec des marchandises diverses plus ou moins utiles, les eaux de vie frelatées et autres funestes produits?

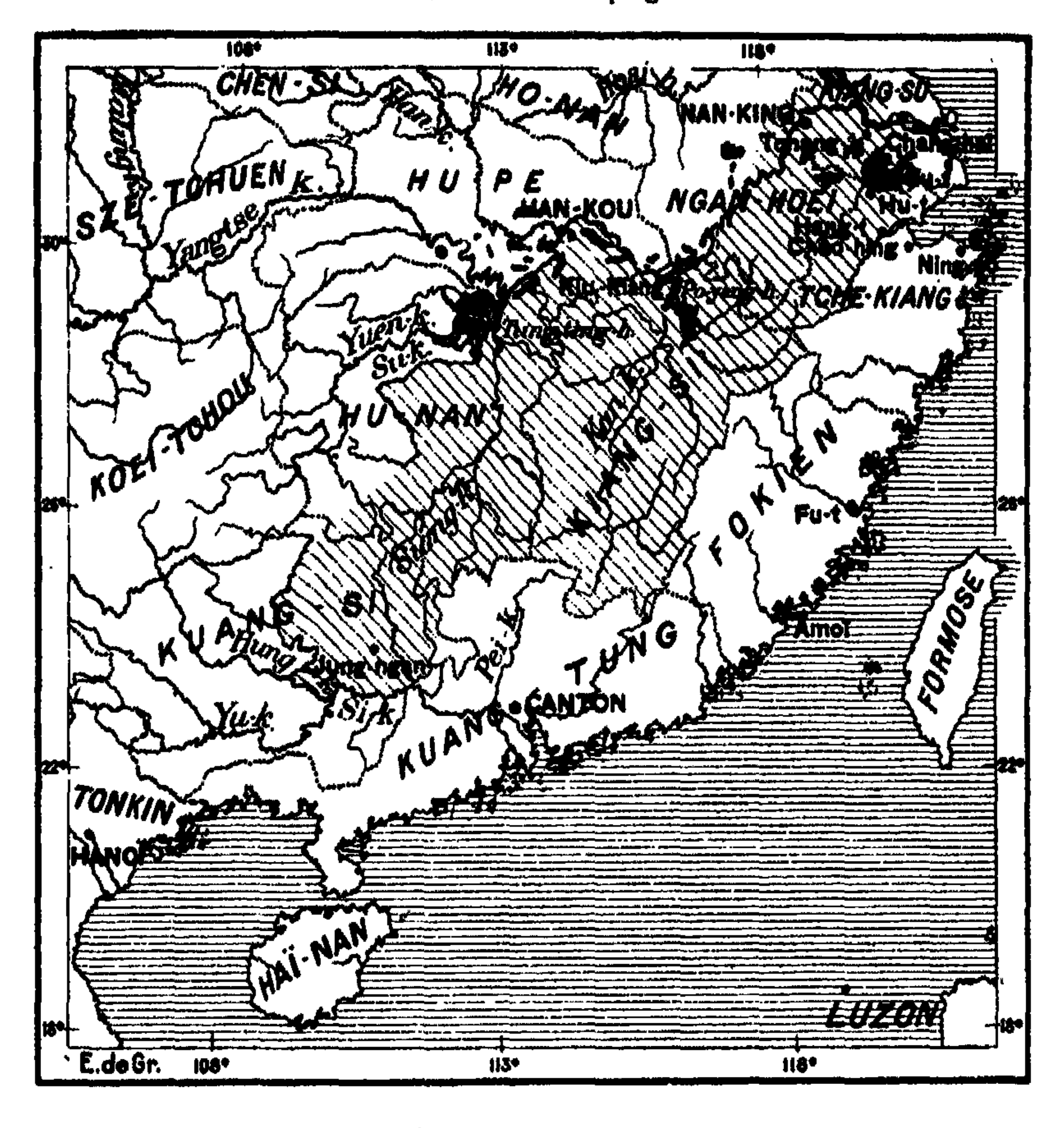
C'est en 1839 que commença la guerre dite de l'opium, et naturellement elle eut pour premier théâtre l'estuaire de Canton, l'escale la plus méridionale de l'empire, qui est en même temps la plus rapprochée de l'Europe et de ses colonies asiatiques dans l'Inde et l'Insulinde. Toute-puissante sur mer où les jonques chinoises, lourdes et maladroites, ne se hasardaient que pour se faire couler à fond, la flotte anglaise put

manœuvrer librement sur les côtes, forcer plusieurs fois l'entrée de Canton, bombarder les forts, prendre en gage temporaire une des îles situées près de l'embouchure du Yang-tse, c'est-à-dire en face même du centre de l'empire, et s'emparer, définitivement cette fois, d'une île qui lui assurait la domination commerciale et militaire de toute la Chine méridionale et des mers qui baignent le sud-est de l'Asie. Depuis l'année 1841, cette colline insulaire de Hong-kong, absolument invulnérable de la part des Chinois, n'a cessé de grandir en richesse, en population et en force d'attaque. En vertu du traité de Nan-king, imposé par les Anglais en 1843, cinq ports du littoral furent ouverts librement au commerce étranger, Canton, Amoï, Fou-tcheou, Ningp'o, Changhaï. L'année suivante, l'escadre américaine, puis celle de France vinrent se faire accorder les mêmes avantages : les Français stipulèrent, en outre, l'abrogation des lois de proscription contre les missionnaires chrétiens et les catéchumènes indigènes : de nouveau les prêtres catholiques, auxquels devaient s'associer les protestants de toutes sectes, recommençaient leur œuvre de désagrégation dans l'empire.

Peu d'années après, c'est-à-dire exactement à l'époque où le monde occidental était lui-même si profondément secoué dans sa charpente politique, l'empire chinois fut ébranlé par la grande révolte des Taï-ping, que des révolutions antérieurs de l'Extrême Orient ont pu certainement égaler en ruines et en massacres, mais qui se distingua d'elles toutes par ses traits d'origine étrangère. Les bandes groupées autour des organisateurs de la lutte qui éclata en 1850, après une longue préparation secrète, appartenaient presqu'exclusivement à la classe des Hakka, prolétaires méprisés des bords du Si-Kiang et de ses affluents, dans lesquels on voit des Chinois du nord, de race très pure, immigrés parmi les Punti, « racines de la Terre », ou aborigènes qui constituent le gros de la population du Kuang-tung. Les révoltés étaient donc des Chinois par excellence, et, dans leur marche triomphante à travers les provinces du centre, le long de l'axe de vie de la « Fleur du milieu », ils recrutèrent leurs adhérents uniquement parmi les Chinois patriotes pour lesquels la domination de la dynastie mandchoue était la pire des humiliations nationales : le symbole de la libération était de laisser pousser la chevelure, suivant l'ancienne mode populaire · de là le nom de Tchang-mao ou « Longs cheveux » qui devint l'appellation commune des insurgés. Et ces Chinois purs se laissent si bien influencer

par les enseignements de quelques missionnaires à demi compris et par des traités religieux de médiocre valeur qu'ils adoptent la Bible comme un livre sacré et la font partiellement traduire, qu'ils élèvent Jésus-Christ

N° 452. Chine des Taï-ping.



1 : 15 000 000

0 250 500 1000 Kil.

L'empire de Taï-ping, de 1851 à 1862, est indiqué par un grisé de hachures. La ville de Jung-ngan dans le Kuang-si fut prise par les insurgés en automne 1851, Nan-king le 19 mars 1853 et Ning-po le 9 décembre 1861. Cette ville fut reprise dès 1862, Chao-hing et Su-tchen en 1863, Tchang-chen, Hang-tchen, Hu-tchen au printemps 1864, Nan-king, enfin, le 19 juillet 1864.

au rang de leurs dieux et reconnaissent les protestants comme « des frères en la foi ». Ils récitent avec révérence les « dix grandes lois du ciel », qui ne sont autre chose que les dix commandements des Juifs,

traduits assez exactement par eux, mais avec l'addition expresse de l'interdiction des « choses malpropres », c'est-à-dire de l'opium et du tabac. Le communisme des premiers chrétiens, réveillant en eux des impressions ataviques depuis longtemps engourdies, les aida à proclamer la mise en commun des biens et à décider la réorganisation de la propriété terrienne par des groupements de vingt-cinq familles associées sur un domaine unique.

Pendant quatorze années, les Taï-ping constituèrent un empire dans l'empire, et très certainement ils eussent réussi à changer complètement l'équilibre politique du monde chinois si, d'une part, ils ne s'étaient laissé guider par un maître aux idées incohérentes que le vertige du pouvoir avait affolé et qui, devenu l'une des personnes de la « très sainte Trinité », ne daignait plus regarder sur la Terre[1], et s'ils ne s'étaient imprudemment heurtés contre les établissements européens du littoral. L'Europe préférait avoir à faire au gouvernement décrépit de Péking dont elle connaissait les faiblesses et qui obéissait à ses ordres, que de se mettre en nouveaux frais d'astuce diplomatique pour accommoder ses intérêts à ceux d'une Chine transformée; des troupes mercenaires de toute race, commandées par des aventuriers français, anglais, américains, les Le Brethon de Coligny, les d'Aiguebelle, les Ward, Burgewine, Holland et le noble Gordon qu'on eût désiré voir en autre compagnie, se chargèrent de réduire l'insurrection pour le compte du gouvernement mandchou. C'est donc à l'aide de l'élément européen que la Chine officielle parvint à se débarrasser d'une révolte invétérée où l'influence de l'Europe avait eu sa grande part : influence d'étrangers, si peu nombreux en comparaison de la masse prodigieuse des Chinois, influence si puissante pourtant qu'on la retrouvait à la fois dans les conseils du gouvernement et dans les révolutions de la masse profonde.

Mais les étrangers voulaient posséder une part officielle de pouvoir correspondant à leurs ambitions et, bien avant la fin de l'insurrection des Taï-ping la guerre avait éclaté. La Grande Bretagne et la France s'étaient chargées de représenter les intérêts du « monde civilisé ». Le bombardement et l'occupation de Canton, puis deux attaques successives du fort de Peï ho et deux prises de Tien-tsin, enfin la campagne victo-

1. Lindesay Brine, *The Taeping Rebellion in China*.

rieuse (1859) des alliés que couronnèrent l'assaut de Péking, l'incendie et le pillage du Palais d'été furent les principaux événements de l'invasion franco-anglaise qui établissait nettement la supériorité militaire des puissances occidentales. Après ces catastrophes, le gouvernement chinois dut s'assouplir et, successivement, suivant les exigences des ambassadeurs étrangers, de nouveaux ports s'ouvrirent au commerce européen, la liste des privilégiés s'accrut et le contrôle des douanes leur fut livré. En même temps, les missionnaires catholiques, et protestants, s'établissaient dans l'intérieur, aux endroits qui leur convenaient, et cumulaient, aux yeux de la foule, le double avantage d'être à la fois des fonctionnaires chinois et des protégés de l'étranger.

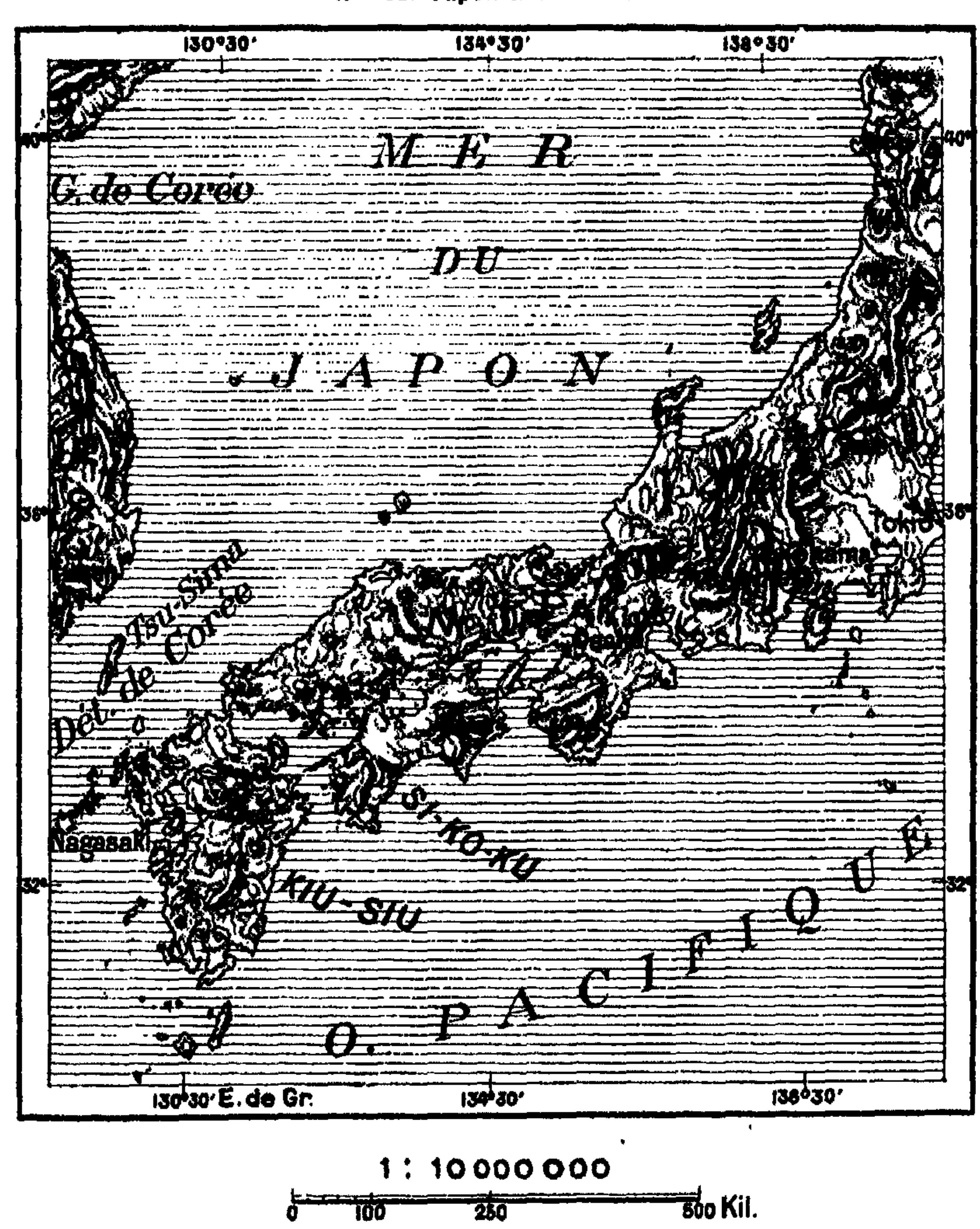
Au Japon, un changement analogue s'était produit, mais d'une manière plus simple, plus noble et plus dramatique : les résultats politiques et sociaux en furent peut-être, pendant le dix-neuvième siècle, la plus grande merveille de l'histoire, car il ne s'agit de rien moins que de l'arrachement d'une nation au cycle fermé de la civilisation orientale et de son entrée presque soudaine dans le monde européanisé. Evidemment pareille transformation ne peut s'expliquer que par une pression intérieure d'une puissance extraordinaire. On se laisse aller volontiers à croire que la sommation du commodore américain Perry, signifiée en 1853 au gouvernement japonais, d'avoir à ouvrir au commerce des Etats-Unis les ports de l'empire, fut la raison décisive de la grande révolution : elle n'en fut que l'occasion. Sans doute la république américaine, propriétaire depuis quelques années de la partie du littoral qui, dans le Nouveau Monde, fait précisément face au Japon, devait chercher anxieusement des marchés étrangers pour son nouveau port de San-Francisco; de même la Russie et toutes les puissances européennes qui s'empressèrent d'imiter les Etats-Unis et de réclamer aussi le libre accès des ports japonais pour leurs navires avaient un intérêt majeur à trouver un débouché commercial de l'importance du Japon, mais si grande qu'ait été la force matérielle et morale développée par cette convergence d'efforts extérieurs, elle ne pouvait triompher de la politique traditionnelle du Japon, religieusement observée pendant plus de deux siècles, qu'à la condition d'être désirée par une grande partie de la noblesse féodale des *daïmio*, qui gouvernait alors, sous l'apparente domination du *siogoun* et à l'ombre sainte du *mikado*. La curiosité de la noblesse japonaise était

éveillée au plus haut point : elle voulait connaître ce monde étranger qui s'était annoncé à elle par ses interventions en Chine, et surtout par ses inventions merveilleuses. A peine l'empire était-il ouvert que chaque grand seigneur japonais tenait à posséder des livres, des objets de l'industrie européenne, des machines et se faisait construire un bateau à vapeur pour visiter les criques de son domaine.

Mais le conflit devait surgir violemment entre les patriotes conservateurs et les jeunes, épris de nouveauté. La révolution intérieure qui avait eu pour conséquence indirecte l'ouverture des ports aux étrangers continua de désagréger l'ancienne organisation de l'empire, et, quinze années après l'apparition des vaisseaux du commodore Perry, il se trouva que tout était renouvelé. Le monde des commerçants, c'est-à-dire la petite féodalité que l'on peut comparer à la bourgeoisie des peuples occidentaux, était désormais en libre communication avec les importateurs de toutes les puissances civilisées; les grands seigneurs féodaux, qui avaient fait du Japon une grande fédération d'aristocraties puissantes, devaient maintenant s'incliner devant le pouvoir central du mikado, non pas restauré dans son antique absolutisme mais transformé sur le modèle des souverains constitutionnels de l'Europe. L'imitation fut même poussée jusqu'à la puérilité, mais elle n'alla pas jusqu'à la sottise. Tout en singeant les étrangers pour leur prendre des armes et pour copier des articles de loi, en constituant une forte centralisation, les diplomates japonais ont pris grand soin d'enlever aux visiteurs européens les privilèges de la juridiction consulaire, et rien n'a pu les décider à concéder aux Européens le droit d'acquérir en toute propriété la moindre parcelle du sol : le Japonais reste maître chez lui.

En beaucoup de circonstances, le plagiat des mœurs occidentales par les Japonais est exigé par ces conventions tacites d'une tyrannie absolue qu'on appelle les convenances. Ainsi dans les villes, le port du vêtement est devenu général et obligatoire, et la tendance irrésistible est de modeler ce vêtement sur celui des Européens, quoiqu'il y ait contraste naturel des uns et des autres dans le squelette, l'attitude, la démarche, le goût artistique, l'art et les traditions. Mais, si d'une part, tant de Japonais pratiquent un mimétisme ridicule, l'ensemble de la nation qui se trouve en rapport avec les Européens se laisse aller volontiers à un nationalisme arrogant, à la conscience exagérée de sa valeur relativement aux autres peuples, même à ce laid chauvinisme qui cherche la

gloire de son pays dans la honte des autres et qui fait sa joie du désastre des rivaux. Par un contraste naturel, ce sont précisément les Japonais qui se sont crus obligés d'imiter les Européens par le costume, l'éti-



N° 453. Japon méridional.

quette, la démarche, qui éprouvent la plus grande aversion pour l'étranger ; quant à la masse de la nation, qui conserve les mœurs antiques, les vieilles traditions, les vêtements d'autrefois, elle garde aussi la bonté native et les mœurs de franche hospitalité.

Parmi les anciens cultes, celui qui se maintient le mieux est le rite *shinto*, « chemin des dieux », dont l'origine est purement nationale, puisqu'il ne faut y voir au fond que la vénération des ancêtres, c'est-à-dire de la race elle-même ; quant au bouddhisme, que l'on croyait incorporé dans le fond même de l'âme japonaise, il n'est plus guère qu'un souvenir poétique des anciens temps, une superstition comme la vague croyance aux fées et aux gnômes. En fait, les Japonais sont devenus plus Européens que les Européens mêmes ; en majorité, ils ont dépouillé le vieil homme religieux pour ne plus croire qu'aux lois déduites de l'observation des faits et du contrôle de l'expérience.

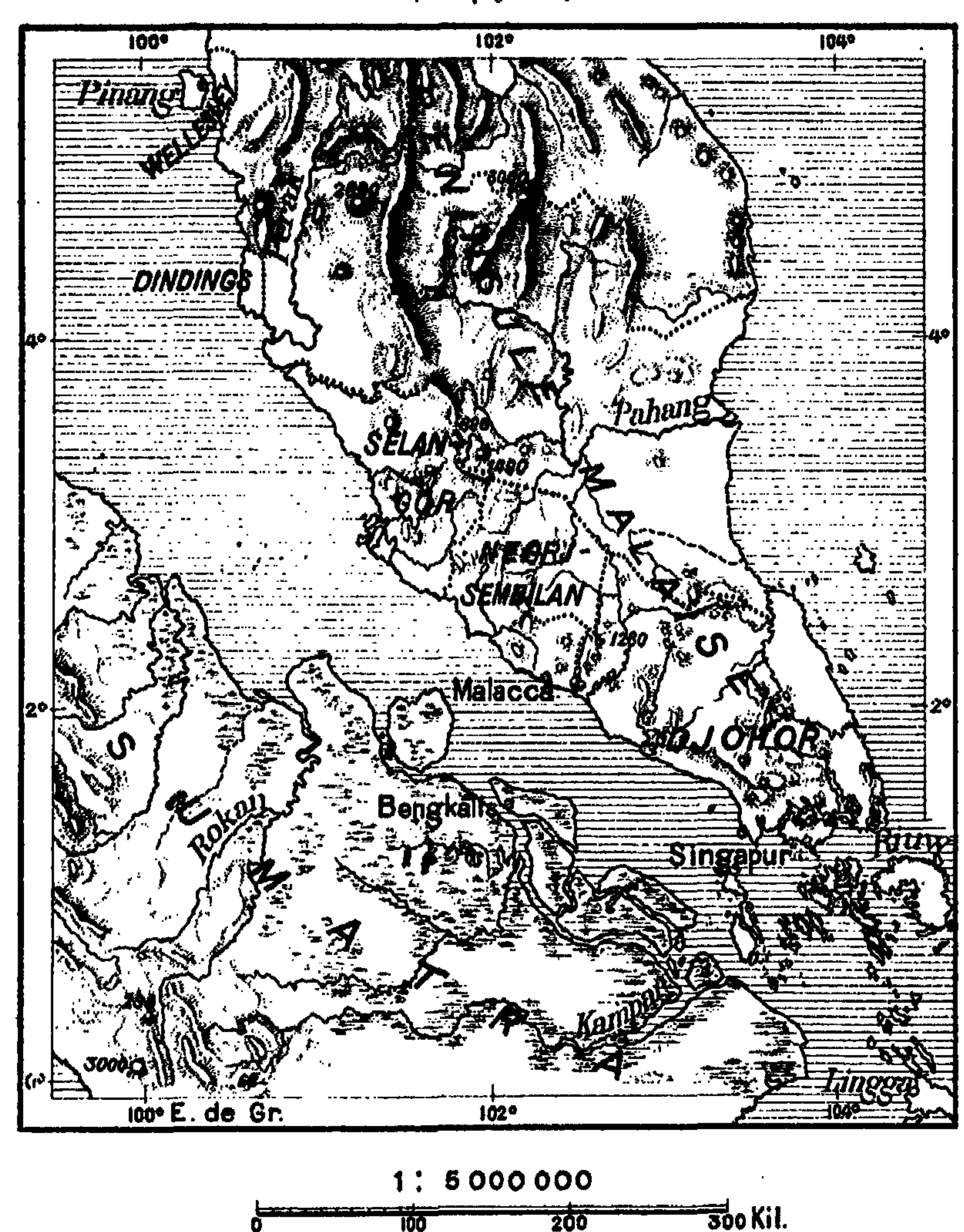
Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, c'est que l'influence européenne s'est fait sentir d'une façon vraiment révolutionnaire au Japon, tandis qu'en apparence du moins, la puissante masse du peuple chinois aurait été moins entamée. C'est que l'énorme épaisseur continentale est beaucoup plus difficile à pénétrer que l'archipel Japonais, accessible de toutes parts. Au milieu du siècle, lorsque le royaume du Soleil Levant s'engageait déjà dans le mouvement décisif d'évolution, la Chine, dont la population était au moins décuple, pouvait opposer ainsi une force dix ou douze fois supérieure aux éléments étrangers de transformation : c'est ainsi qu'un liquide coloré finit par disparaître dans une grande quantité d'eau transparente.

Entre l'archipel Japonais et le continent d'Asie, la péninsule de Corée se trouvait, en vertu même de sa position géographique, placée, par les événements qui s'étaient accomplis au milieu du siècle, dans une situation politique tout à fait équivoque et indécise. Quoique de grande étendue et d'une forme très bien limitée, lui assurant une individualité parfaite, cette péninsule n'avait pu échapper aux invasions successives et alternantes des deux empires qui la tenaient comme dans une mâchoire. La prise de Péking par les alliés et l'humiliation définitive de l'empire écarta désormais pour la Corée le danger de la domination chinoise, mais la Chine laissa la place à une puissante héritière qui, à son tour, disputa au Japon le rôle prépondérant dans la gérance future de la Corée et se voit éliminée de nos jours sur les champs de batailles de Mandchourie. Un demi-siècle d'intrigues et de machinations diplomatiques rappelant un jeu d'échecs par la série des coups, dont les ministres et les consuls, les commerçants et les missionnaires étaient les pièces, ont donné la suprématie tantôt à l'un, tantôt à l'autre gouvernement ; la Corée, comme

le Maroc, comme la Perse, comme le pays de Siam, n'est qu'une proie disputée par des puissances avides.

N° 454. Manche de Malacca.

(Voir page 176.)



Les possessions directes de la Grande-Bretagne sont l'île de Pinang, capitale Georgetown et le district de Wellesley, l'enclave de Dindings, celle de Malacca et de Singapur. Le protectorat comprend les provinces de Perak, Selangor, Negri-Sembilan, Djohor et Pahang.

Tandis que l'influence européenne travaillait avec des succès inégaux, mais irrésistibles, à pénétrer toutes les régions de l'Extrême Orient qui

jusqu'alors lui étaient restées complètement soustraites, Chine, Japon, Corée, une partie méridionale du littoral tourné vers l'Insulinde était purement et simplement annexée comme territoire de conquête par l'une des puissances européennes. La France, dont les politiciens entreprenants regrettaient la part de l'empire indien passée au dix-huitième siècle sous la domination de la Grande Bretagne, voulait une revanche en d'autres « Indes ». En 1859, elle commença l'œuvre de conquête par l'occupation de Saïgon, sur un des fleuves latéraux du bas Mekong, et, successivement, de proche en proche, par les armes et la diplomatie, toute la moitié orientale du corps de l'Indo-Chine fut explorée, cartographiée et annexée à l'empire colonial français. Peuples pacifiques, ayant reçu de la Chine leur éducation morale, les habitants de la Cochinchine, de l'Annam, du Tonkin ne résistèrent que faiblement et, s'ils avaient été traités avec justice, ce que, d'ailleurs, il serait absurde de demander à des conquérants, ils n'eussent point résisté du tout : agriculteurs attachés à la glèbe, ils paient l'impôt à qui l'exige, et, par leurs millions de travailleurs, par la régularité de leurs efforts, la richesse du sol cultivé, fournissent de grandes ressources économiques à la puissance qui les exploite. Malgré l'incohérence des régimes de gouvernement qui se sont succédé, l'Indo-Chine française prend une importance très rapidement accrue dans le monde de l'Extrême Orient.

La péninsule Malaise, qui se rattache au corps continental de l'Indo-Chine, entre le golfe de Martaban et celui de Siam, se trouve forcée, par son orientation relativement au détroit de Malacca, à rester quand même beaucoup plus indienne que chinoise : rien n'a changé à cet égard depuis que « la lumière rayonnait de l'Inde ». C'est qu'en ces passages, la voie de navigation nécessaire longe le littoral occidental de la presqu'île pour se glisser dans la manche de Malacca et contourner Singapur ou les îlots voisins, pour s'élancer ensuite librement, soit au nord vers Bangkok, soit au nord-est vers les chemins de la Cochinchine ou de la Chine, soit encore à l'est ou au sud-est vers les terres dispersées de l'Insulinde. Aussi est il facile de s'expliquer pourquoi les puissances européennes, dans leur prise de possession graduelle du globe, ont commencé l'annexion de l'Indo-Chine par la côte occidentale. Déjà en 1511, les Portugais s'emparèrent de la cité de Malacca, qui, grâce à sa position sur un des points les plus étroits du chenal, était devenue le principal rendez-vous des navigateurs et, depuis plus de deux siècles, avait imposé

sa « coutume » à tous les pilotes de la Malaisie. Les Hollandais, puis les Anglais succédèrent aux Portugais comme dominateurs de Malacca, l'Angleterre s'attribua successivement l'île de Pulo-Pinang et le territoire opposé de Wellesley, sur la Péninsule, ensuite l'île de Singapur, les territoires de Perak, de Salangor, et les Negri-Sembilan ou « neuf États » avant d'établir son pouvoir à Pehang, sur la côte orientale [1] :



Document communiqué par Mme Agassiz.

MINES D'ÉTAIN DU DISTRICT DE PERAK.

c'est en 1888 seulement, près de quatre siècles après l'arrivée des Européens dans la péninsule, qu'ils prirent pied sur les plages tournées vers la mer de Chine.

La date décisive qui marqua l'annexion définitive de toutes les côtes de l'Océan à la domination européenne fut l'année de la révolte dite des « cipayes ». Jusqu'alors la compagnie des Indes avait doublement profité de la puissance de ses capitaux, d'un côté pour accroître savamment dans la péninsule le rendement des impôts, de l'autre pour dominer le Parlement anglais et se faire donner par le budget les forces militaires

1. Hugh Clifford, *The Geographical Journal*, january 1899.

dont elle avait besoin pour arrondir et consolider ses conquêtes. Cependant l'immensité des intérêts engagés dans la domination d'un aussi vaste empire avait obligé le gouvernement britannique à se substituer graduellement comme législateur à la compagnie, et le transfert ne s'accomplissait point sans heurts et faux mouvements qui diminuaient le prestige des maîtres aux yeux de la multitude des sujets. C'est alors, en 1857, que fut introduite imprudemment dans les régiments indigènes de l'Inde une nouvelle arme, la carabine Enfield, dont les cartouches étaient graissées de lard : du coup, Hindous et Musulmans, que séparait une haine traditionnelle, soigneusement entretenue par leurs chefs, se trouvèrent réconciliés ; les adorateurs de la vache et les maudisseurs du porc, violentés les uns et les autres dans leur foi et leurs pratiques religieuses, furent en même temps poussés à l'indiscipline et à la révolte. Un premier soulèvement eut lieu dans les cantonnements de Mirath ; mis en fuite, les cipayes rebelles ne s'emparèrent pas moins de Delhi, la ville centrale de l'Hindoustan, le point de convergence de ses grandes voies commerciales et le point stratégique par excellence du double versant de l'Indus et du Gange, en même temps que le siège symbolique de l'empire. Tous les mécontents, encouragés par mille de ces prodiges et prophéties qui surgissent toujours pendant les périodes critiques, crurent que le grand jour du renversement était arrivé et s'insurgèrent à leur tour : on comprit que le destin de l'Angleterre dépendait de la possession de Delhi vers laquelle se dirigeaient les combattants. Mais le cercle de l'insurrection se trouva limité, il ne s'étendit pas dans le Pendjab et n'empiéta que légèrement sur les présidences de Madras et de Bombay ; la plupart des princes médiatisés restèrent fidèles au gouvernement qui les pensionnait, et les Afghans se bornèrent à contempler l'assaut du haut de leurs montagnes. Les Anglais eurent l'avantage et reprirent Delhi après quatre mois de siège, mais la guerre dura plus d'une année avec des succès divers accompagnés de massacres et de cruautés monstrueuses. Naturellement les « civilisés » qui furent les vainqueurs réprouvent les crimes de leurs adversaires et se félicitent de leur propre énergie dans la politique de terreur et d'extermination sans pitié.

La compagnie des Indes disparut dans le fracas, et, par sa proclamation du 1er novembre 1858, la reine Victoria prit directement le pouvoir. L'Angleterre assuma donc toute responsabilité dans la bonne ou mauvaise gestion de l'immense empire qui, à l'époque de la reprise, n'avait pas

moins de 220 millions d'habitants. Mais comment une responsabilité prise de si loin et en parfaite ignorance de cause aurait-elle pu s'appuyer sur une gérance vraiment honnête et scrupuleuse des intérêts de ce peuple immense? D'abord, c'eût été une singulière illusion de croire que la nation anglaise elle-même pouvait prendre, en franche solidarité, la défense de populations asiatiques dont les mœurs sont si différentes



Document communiqué par Mme Massieu.

UDAIPUR — PALAIS DU CHAH DJEHAN

des siennes. Petits bourgeois et multitudes de prolétaires commençaient à peine de s'agiter pour leur propre libération; non encore arrivés au sentiment de sympathie qui eût dû les rattacher à leurs frères irlandais du Royaume Uni, on ne pouvait espérer qu'ils sentissent les injustices commises contre les Hindous comme celles dont ils étaient les victimes. C'est à la caste politique supérieure qu'ils s'en remettaient du bon gouvernement de ces colonies lointaines, et, dans cette caste on déléguait naturellement le souci des choses de l'Inde à quelques spécialistes, c'est-à-dire aux personnages mêmes que leurs fonctions de

grands chefs ou de capitalistes avaient fait les oppresseurs de l'Inde et les usufruitiers de ses richesses : en réalité l'ancien régime de la Compagnie se maintenait sous des apparences nouvelles, l'aristocratie britannique gardait sa proie.

Cependant la révolte avait réellement changé quelque chose dans l'équilibre général des populations hindoues : elles avaient eu comme un pressentiment lointain de l'unité nationale. Certes, parmi les cipayes insurgés, appartenant à toutes les races et ne se comprenant mutuellement que par l'emploi d'un jargon militaire, il ne pouvait être question du sentiment qu'on appelle « patriotisme » en Occident. Les révoltés de l'Inde, Vichnouïtes, Sivaïtes, ou Musulmans, Mahratti, Radjpoutes ou Bengali, n'auraient pas compris un cri de revendication de « l'Inde aux Indiens! » ou de « l'Inde une! » analogue à celui qui avait associé toute la bourgeoisie italienne en une même nation ; bien moins encore auraient-ils pu répéter comme les Allemands : « Notre terre s'étend aussi loin que résonne la langue! » Ce qui les avait unis, ce n'était point l'amour filial pour le sol nourricier ni le sentiment de solidarité cordiale avec des compagnons d'existence et de travail : c'était la rancœur des souffrances subies en commun, c'était la haine contre l'étranger méprisant et brutal, enfin l'incompatibilité totale de vie et de compréhension mutuelle avec des êtres d'une caste absolument distincte. Et pourtant, de ce patriotisme tout négatif, nécessitant une active collaboration d'efforts, une sympathie passagère dans les fatigues, les batailles, la captivité et la mort, naquit un certain patriotisme hindou, embrassant vaguement contre l'Anglais des gens d'origine diverse, séparés par des haines et des traditions héréditaires. De la défaite même surgit la pensée d'un futur triomphe auquel prendraient part toutes les populations de cette immense contrée dont on connaît maintenant d'une manière de plus en plus précise la merveilleuse individualité géographique entre le rempart des monts presqu'infranchissables du nord et les deux mers qui se rejoignent au sud. Le réseau de chemins de fer et de routes, dont les nécessités stratégiques et le besoin du commerce ont couvert la péninsule depuis la grande révolte, a donné à cette unité géographique de l'Inde une valeur qu'elle ne pouvait avoir à une époque encore récente, lorsque les immenses étendues de l'Asie et de la Dravidie devaient paraître à leurs habitants comme un monde sans bornes.

En dépit des races, des langues et des castes, l'Inde est en voie de se

faire « une », comme se fit l'Italie, et de se donner une élite de vouloir et d'action qui crée la nationalité d'éléments incohérents naguère. Cela suffit : ce fut toujours une infime minorité qui détermina le mouvement dans la masse profonde et sans vouloir des foules sous-jacentes.



NÉGRES ET MOUJIKS : NOTICE HISTORIQUE

1850. — 15 nov., une nouvelle diète ramène l'Allemagne à la situation d'avant 1848.

1851. — 2 déc., coup d'Etat de Louis-Napoléon, approuvé le 20 déc. par un plébiscite. — En Chine, les Taï-ping commencent leurs conquêtes.

1854. — 10 avril, traité franco-anglais contre la Russie ; 20 sept., débarquement des Alliés à Eupatoria ; lutte autour de Sébastopol qui se rend le 8 sept. 1855.

1856. — 16 nov., et 1857, 29 déc., les Anglais bombardent Canton.

1858. — 14 janv., attentat d'Orsini (141 tués et blessés).

1859. — Mai-juil., campagne d'Italie. — Oct., révolte de John Brown.

1860. — Juil. à oct., expédition de Péking et pillage du Palais d'été. — Mai à sept., les Mille conquièrent les Deux Siciles ; les Piémontais envahissent les Etats pontificaux et rejoignent Garibaldi.

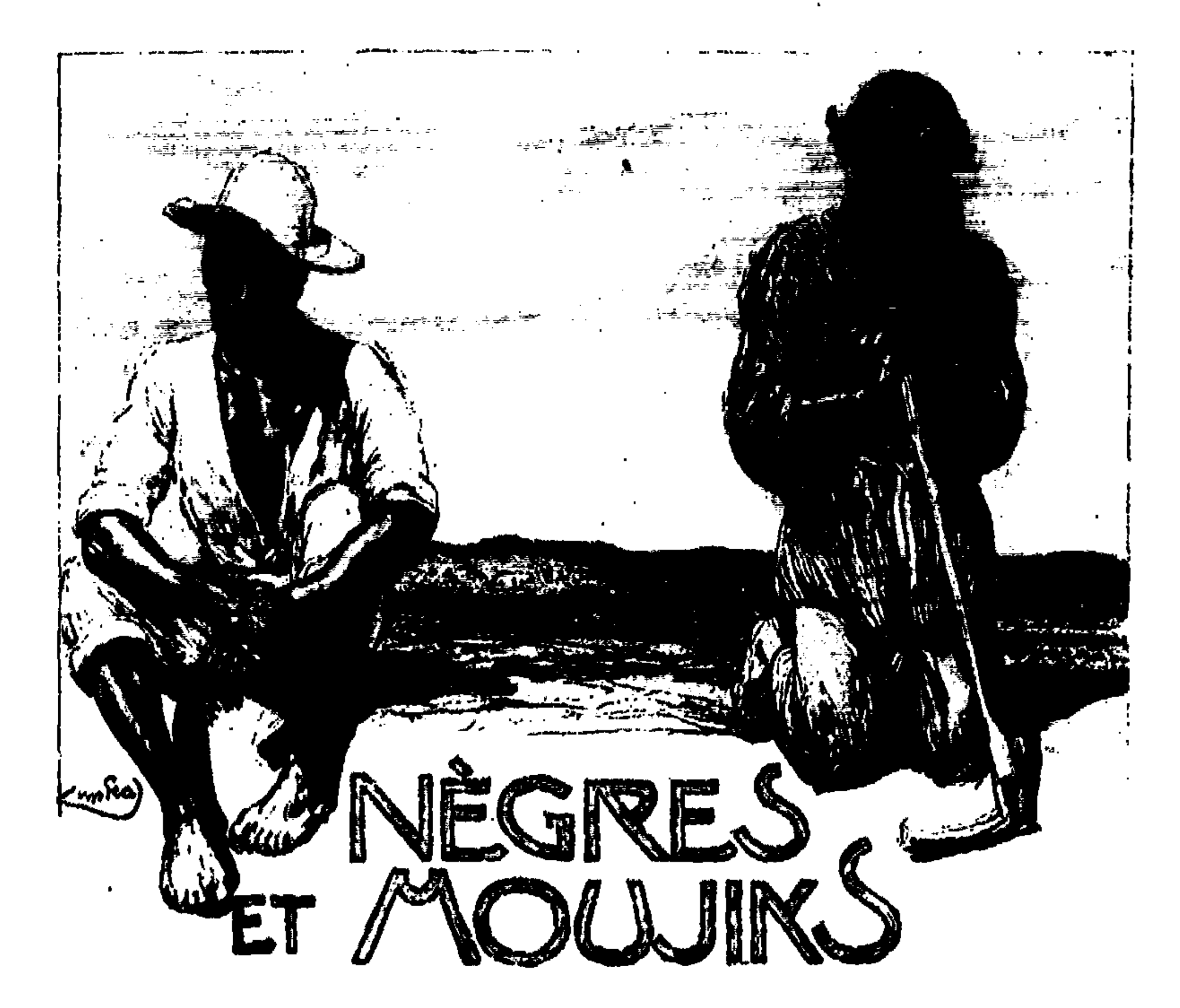
1861. — 13 févr., capitulation de Gaète. — 3 mars, manifeste impérial supprimant le servage en Russie. — 12 avril, premières hostilités aux Etats Unis. — 21 juil., les Nordistes défaits à Bull Run.

1862. — Garibaldi battu par les Piémontais à Aspromonte. — Les Taï-ping s'attaquent à Chang-haï. — Les Nordistes sont défaits à plusieurs reprises, mais empêchent les Sudistes de se maintenir au nord du Potomac.

1863. — Soulèvement de la Pologne. — Les Allemands occupent le Holstein. — 2-4 juil., victoire nordiste de Gettysburg et prise de Vicksburg.

1864. — 1er févr., la Prusse et l'Autriche envahissent le Danemark. — 19 juil., prise de Nan-king. — Marche de Sherman vers Savannah et de Grant sur Richmond.

1865. — 9-17 avril. Reddition de Lee et de Jackson, près de Richmond. — 14 avril, Assassinat de Lincoln.



L'Homme arrive de plus en plus à se sentir homme dans la grande fraternité humaine.

CHAPITRE XVIII

PEUPLEMENT DE L'AMÉRIQUE. — TRAITE DES NÈGRES. — ÉLÈVE DES ESCLAVES
MOUVEMENT ABOLITIONISTE. — TENTATIVE DE JOHN BROWN
ÉMIGRATION D'EUROPE EN AMÉRIQUE. — GUERRE DE SÉCESSION
ÉMANCIPATION DES NOIRS. — GUERRE DU MEXIQUE. — DOCTRINE DE MONROE
ABOLITION DU SERVAGE EN RUSSIE.

Parallèlement à l'Ancien Monde, le Nouveau dut subir aussi, pendant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, de grands changements d'équilibre politique, nécessités par le déplacement des intérêts et le mouvement des idées. Mais il y eut néanmoins une grande différence entre les révolutions de l'Amérique moderne et celles de l'Europe et de l'Asie, c'est que dans les vieux continents les nations et les classes engagées dans les conflits appartenaient par l'origine au sol même sur lequel elles combattaient, tandis que les populations aux prises sur

le continent nouveau étaient en très grande majorité venues d'outre-mer et représentaient ainsi, par le sang aussi bien que par les idées, l'ensemble de l'humanité progressive.

Les aborigènes des Amériques ne pouvaient évidemment prendre qu'une très faible part aux révolutions : tout au plus ce qui en restait fut-il entraîné dans le conflit par suite de l'ébranlement général. Les populations assimilables, c'est-à-dire les tribus agricoles vivant dans les contrées conquises par les Espagnols, qui, dans le cours des siècles, s'étaient presque complètement métissées par l'effet des croisements, se trouvèrent forcément engagées dans les guerres de l'indépendance hispano-américaine. Attirés avec plus ou moins de puissance et d'efficacité dans l'orbite de la civilisation européenne, ces éléments contribuèrent, avec le levain fourni par les descendants de race blanche, à constituer les nations nouvelles de l'Amérique latine. Quant aux chasseurs nomades qui parcouraient les régions centrales du Brésil et la plus grande partie de l'Amérique du Nord, ils ne pouvaient être utilisés par les blancs comme serviteurs dans la mine, le champ ou la prairie. Les pseudo-civilisés, incapables de les domestiquer directement, et bien trop égoïstes pour les assouplir, les élever par la douceur et la raison, comme avait essayé de le faire William Penn, avaient eu recours au moyen primitif, qui est l'extermination barbare.

Malgré tout, la race indigène des Amérindiens du Nord ne disparaîtra point de la Terre puisqu'une forte proportion de ses représentants est aujourd'hui policée et se mêle librement à la population d'origine européenne; mais les exterminateurs ne manquent point de gens, de savants même, pour leur donner raison : l'éviction, la destruction des faibles par les forts, c'est la coutume que l'on propage volontiers sous le nom de « loi de Darwin ». La conception du monde telle que se l'étaient faite les Peaux-Rouges étant incompatible avec l'idée qu'en ont les « Visages-Pâles », le conflit dut fatalement se produire entre les deux éléments inconciliables, comme il s'était produit autrefois entre le pâtre Abel et Caïn, le laboureur[1].

Au milieu du dix-neuvième siècle, les descendants des aborigènes étaient bien peu nombreux en proportion d'un autre élément ethnique, les petits-fils des Africains importés pendant les deux siècles précédents

1. Paul Carus, *The Monist*, April 1899, p. 400.

par les marchands d'esclaves. En 1860, à la veille de la guerre civile qui devait éclater entre les deux moitiés de la république nord-américaine, on comptait près de quatre millions de noirs et métis aux États-Unis, c'est-à-dire plus de dix fois le nombre des anciens propriétaires du sol. Les quatre cinquièmes des gens de couleur étaient des esclaves, et l'on comprend que ce cheptel humain n'ait pu exercer aucune influence directe sur la nation ambiante composée de blancs, Européens par l'origine : mais les nègres libres, eux-mêmes se trouvaient complètement en dehors de la société des citoyens de race pâle, soit par leur condition de basse clientèle et de pauvreté, soit par la répugnance instinctive et plus encore religieuse ressentie contre les « enfants de Cham ». Ils étaient, pour ainsi dire, perdus dans l'espace, puisqu'ils restaient « taboués » dans leur pays de résidence et que le brutal enlèvement de leurs ancêtres avait rompu leur lien avec la patrie d'origine. De quelle partie de l'Afrique venaient leurs pères ou leurs grands-pères? Quels avaient été les lieux d'étape depuis le jour de la capture ? Ils l'ignoraient.



Cl. P. Sellier.

UNE RUE A BAHIA

Même entre les Antilles, qui sont par la population la véritable Afrique du Nouveau Monde, et la terre ancestrale, située à l'est de

l'Atlantique, la dissociation matérielle est complète. Importés de diverses parties du continent noir, les nègres n'ont pu se tenir unis par une même langue; ils se sont reconstitués par l'adoption forcée des mœurs, du langage, de la religion de leur anciens dominateurs français ou anglais, hollandais ou espagnols. Sans doute les nègres d'Haïti ou de la Jamaïque tiennent à leurs ancêtres par leurs fibres les plus intimes; dans leur compréhension des choses, ils voient en grande partie et raisonnent comme leurs parents de race : ils ont des proverbes analogues avec le même tour ironique, se répètent les mêmes chants et pratiquent encore les mêmes superstitions. Ce qui reste en Haïti du culte du Vaudoux doit fort ressembler à l'adoration du serpent dans le temple de Whydah, et tel lent empoisonnement ressemblant à une maladie de langueur ne diffère point dans les villages africains et sous les palmiers de Saint-Domingue. Mais si les analogies d'existence, d'instinct et de pensées se maintiennent entre les parents séparés, ceux-ci n'ont plus aucun rapport les uns avec les autres, et le Haïtien notamment n'a d'autre patrie intellectuelle que la France, le pays de ses anciens maîtres.

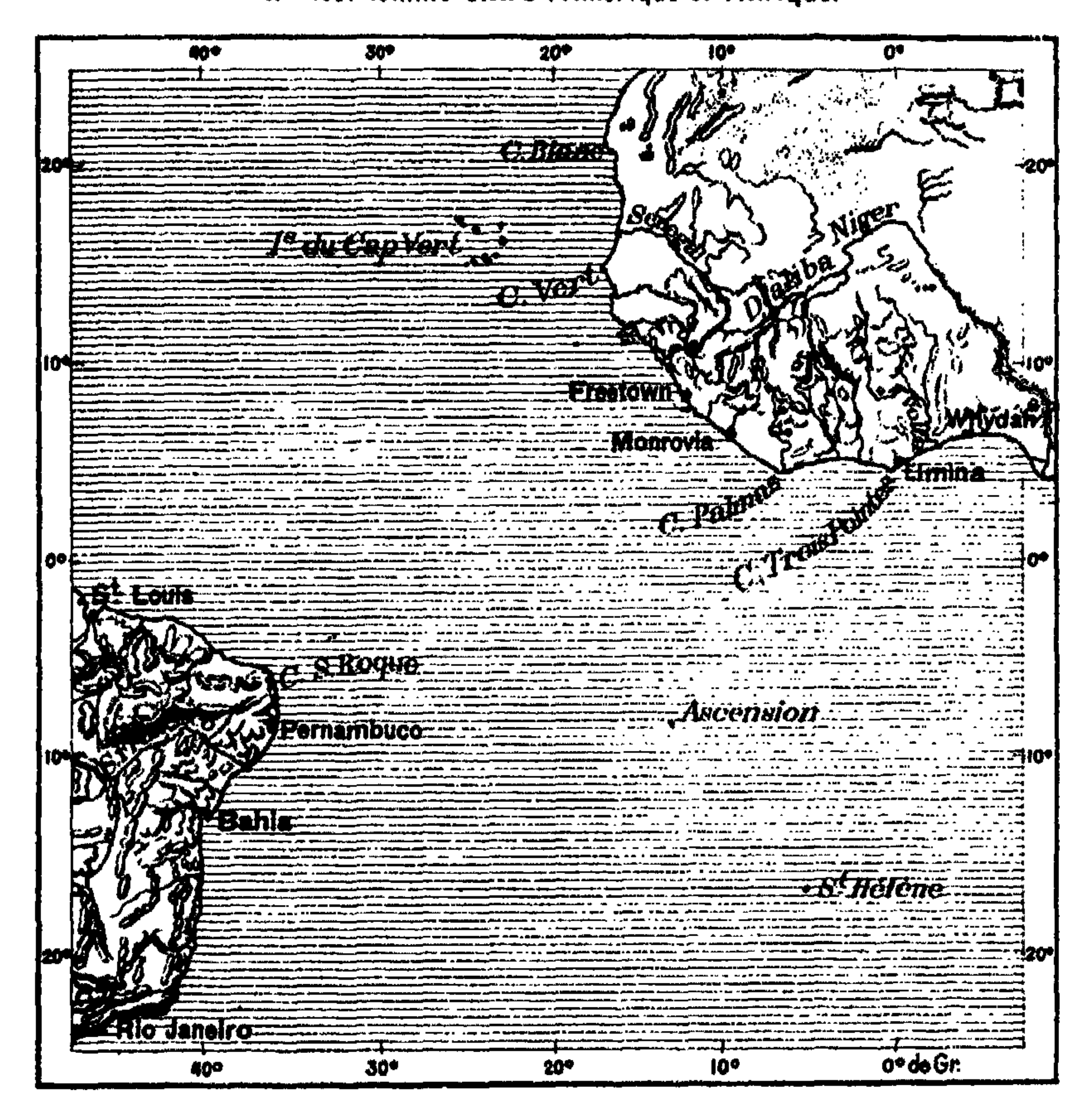
La ci-devant capitale du Brésil, Bahia, est le seul point de l'Amérique méridionale où spontanément se soit produit le besoin de communication et d'intercourse avec la mère-patrie, et cela probablement parce que les noirs suivaient eux-mêmes très fréquemment cette route de la mer. Les nègres Minas, qui constituent une aristocratie de couleur dans cette terre du Nouveau Monde, ont du moins entendu parler du « pays des mines », qui est la « Côte de l'Or », et ils connaissent le nom d'Elmina, ville du centre de la région d'où leurs aïeux avaient été emmenés de force. Plusieurs de ces anciens esclaves, ou fils d'esclaves, devenus libres de leurs mouvements, sont retournés dans la contrée d'origine, formant des corporations puissantes en mainte ville du littoral. Des intérêts de commerce, des relations de parenté et d'amitié sans cesse grandissants unissent les deux continents, assez rapprochés en ces endroits, et, grâce à ce premier point d'attache, les rapports deviendront de plus en plus nombreux entre le Portugal américain qui est le Brésil, et les diverses colonies portugaises cédées maintenant à des maîtres nouveaux. Chez les Nègres d'Afrique plus ou moins métissés qui se disent « Portugais », le Brésil est familièrement connu sous le nom de *Taboun*[1],

1. Richard Burton, *To the Gold Coast for gold.*

abréviation du salut usuel « Sta bom », Comment êtes-vous? Comment vous portez-vous ?

Les planteurs de l'Amérique du Nord essayèrent également de nouer des relations directes entre les Etats à esclaves et la Côte de Guinée :

N° 455. Isthme entre l'Amérique et l'Afrique.



mais cette œuvre ne pouvait aboutir à des résultats sérieux puisqu'elle était dirigée, du moins en partie, par des propriétaires d'esclaves qui avaient la prétention d'être en même temps des philanthropes et qui voulaient se débarrasser des affranchis, les déporter sur les côtes d'Afrique, afin que leurs propres travailleurs n'eussent pas sous les

yeux l'exemple d'hommes libres. Dès l'année 1815, un nègre enrichi du Massachusetts avait emmené dans les possessions anglaises de Sierra-Leone une quarantaine de ses compatriotes, et c'est à son imitation que se fondèrent plus tard les diverses sociétés de colonisation des noirs dont la fusion détermina, en 1848, grande année des révolutions, la naissance de la république de Libéria qui, jusqu'à maintenant, n'a pas justifié son nom d'une manière très brillante. On peut juger de l'esprit qui animait les politiciens esclavagistes des Etats-Unis par ce fait que la république nord-américaine fut la seule de toutes les grandes puissances du monde policé à refuser de reconnaître le nouvel Etat qui venait de se constituer sur la côte d'Afrique. Il lui eût paru trop humiliant de condescendre à répondre par un mot de politesse à des noirs, fils d'anciens esclaves.

A l'idée de se défaire des nègres libres par la déportation, la logique même des choses substitua chez les planteurs la volonté bien arrêtée de ravir aux affranchis cette liberté détestée que les propriétaires de la génération précédente leur avaient concédée si intempestivement. Déjà ces nègres libres ne l'étaient guère que de nom ; tout ce qui constitue le citoyen, droit de réunion, droit de vote, droit d'émettre un jugement devant les tribunaux leur était dénié : ils ne pouvaient même servir de témoins, si ce n'est contre des esclaves ou des hommes de leur caste, et encore sans la formalité d'un serment, considéré comme chose trop noble pour une bouche africaine, accoutumée au mensonge[1]. Un costume d'infamie les désignait de loin à la défiance et au mépris du blanc. Si un nègre avait l'audace de se défendre contre un agresseur ou un insulteur de la race noble, il était puni, et s'il avait le malheur de tuer son adversaire, il était jugé comme meurtrier. Des heures lui étaient fixées pour sortir de sa demeure et pour y rentrer, et si on le rencontrait à un moment défendu, on le punissait à coups de fouet[2]. On ne lui accordait point de passeport et, dans la plupart des Etats-Unis, on lui interdisait tout voyage par chemin de fer : de fait les nègres libres étaient internés comme des prisonniers. En vertu d'une décision de la cour suprême, « ils n'avaient aucune espèce de droit que les blancs fussent tenus de respecter : ils pouvaient justement, légalement, être réduits en esclavage pour le profit du blanc »[3].

1. *Negro-law of South Carolina*, pp. 13 et suiv. — 2. Ibid., p. 24. — 3. *Revue des Deux Mondes*, 1er déc. 1860.

Et c'est en effet ce que les États du Sud décidaient à l'envi. Dans le courant de l'année 1859, la législation de l'Arkansas votait une loi de bannissement contre tous les affranchis de l'État, et le 1er janvier suivant, elle faisait mettre aux enchères et vendre comme esclaves tous les malheureux qui ne s'étaient pas résolus à quitter leurs foyers. Même loi de bannissement promulguée l'année suivante dans le Missouri. La Louisiane, le Mississippi s'étaient également empressés de suivre l'exemple donné par l'Arkansas. Ailleurs on arrivait au même résultat par des résolutions hypocrites, sous prétexte de punir la paresse, l'ivrognerie ou l'immoralité ; or, quel nègre ne risquait d'être accusé d'immoralité par le blanc qui voulait le faire travailler à son profit! Même aux portes de la capitale de l'Union, les esclavagistes du Maryland demandaient que les soixante-quinze mille affranchis de l'État fussent de nouveau réduits en esclavage ou distribués entre les citoyens blancs. Et quelle était la raison sur laquelle ils appuyaient leur atroce demande? C'est que le nègre libre se corrompant par l'oisiveté, le devoir du blanc était de le « moraliser par le travail ». C'est par dévouement que les éducateurs de la société voulaient bien consentir à devenir propriétaires de chair humaine! Il est vrai que la législature n'osa pas promulguer franchement la loi, mais elle la vota indirectement en autorisant les blancs à prendre les enfants des noirs de leur propre gré et en « permettant aux gens de couleur de renoncer à leur liberté »! effrayante permission qui ressemblait à un ordre. Désormais tout affranchissement de nègre était absolument interdit au propriétaire, si ce n'est par ordre de la législation, quand le nègre avait révélé l'existence d'un complot contre les blancs : le traître à sa cause était le seul qui fût digne de la liberté!

Ainsi l'esclavage et cette servitude déguisée qu'on appelait la liberté du noir allaient s'aggravant d'année en année en vertu de l'importance des intérêts menacés. Le temps n'était plus où, sous l'influence de la philosophie du dix-huitième siècle, les planteurs étaient les premiers à déplorer la « hideuse institution » et prenaient pour argument contre l'Angleterre le « crime » de leur avoir légué le déplorable héritage. Au début du dix-neuvième siècle, dans le Congrès même, Mason, Jefferson tonnaient contre ce crime auquel on les avait condamnés contre leur vouloir, et c'est principalement parmi les planteurs que se recrutaient les sociétés d'émancipation des noirs. Même en 1831 et 1832, la législature de la Virginie discutait les mesures à prendre pour arriver à l'extinc-

tion graduelle de l'esclavage. Vingt ans après, le Virginien qui eût tenu à propos de la servitude des noirs le langage désapprobateur de son père risquait d'être expulsé comme indigne de la société de ses égaux. « Il fut un temps où nous avions *encore* des doutes et des scrupules, disait le sénateur Hammond. Mais nous n'avons plus aucun doute aujourd'hui... Notre conscience est désormais tranquille, notre résolution est calme et ferme ». Le fameux Calhoun ajoutait que « l'esclavage est la base la plus sûre et la plus stable des institutions libres dans le monde ». Et tous s'exclamaient à l'envi par des affirmations du même genre jusqu'à ce que la formule définitive eût été prononcée par un *gouverneur* d'Etat, Mac Duffie : « L'esclavage est la pierre angulaire de notre édifice républicain ».

La cause des riches et des propriétaires d'hommes eut naturellement à son service l'Eglise en corps, non seulement dans les Etats à esclaves, mais aussi dans les Etats libres : la Bible, le Nouveau Testament non moins que l'Ancien, *ne touche* à la propriété de l'homme par l'homme *que pour* la déclarer sacrée comme toutes les autres. Même les sectes qui avaient eu des tendances révolutionnaires à l'origine et qui avaient affirmé, avec Wesley, que « l'esclavage est l'ensemble de tous les crimes », même ces groupes de fidèles en étaient arrivés de concession en concession à permettre à leurs évêques de *se faire* éleveurs d'esclaves. Les seuls quakers étaient restés intransigeants dans leur réprobation, et c'étaient précisément les seuls de tous les protestants auxquels la grande aristocratie évangélique refusât le titre de « frères ».

L'Eglise, dans la très forte majorité de ses pasteurs, était très solidement enrégimentée : il fallait également domestiquer la science : elle s'y prêta fort bien dans la personne des savants. D'un côté, les prêtres établissaient de leur mieux que Canaan, le Syrien, et son père Cham ou Ham, l'ancêtre des Hamites, avaient été maudits par Dieu, et que les nègres, quoique n'appartenant pas à leur race, avaient été maudits du même coup; d'un autre côté, les anthropologistes américains, rangés en masse parmi les partisans de la multiplicité des origines humaines, enseignaient la diversité foncière, absolue, spécifique du blanc et du noir et l'infériorité indiscutable de celui-ci, intermédiaire naturel entre l'homme et le *singe*. C'est-à-dire qu'au point de vue de la doctrine, prêtres et savants se trouvaient en opposition complète, mais la contradiction n'était qu'apparente, car la haine concilie tout, et l'on pouvait faire argument de l'une

ou l'autre théorie. Que les nègres fussent des hommes maudits, écrasés sous le poids d'un crime originel, irrémissible, ou bien qu'ils fussent une espèce inférieure à l'*homo sapiens*, peu importait, puisque de toutes manières on pouvait les déclarer destinés à une éternelle servitude.

Appuyés sur des forces qui, partout ailleurs, sont ennemies, l'Eglise et la Science, les esclavagistes avaient aussi l'audace de faire accepter la



Cl. P. Sellier.

VENTE D'UNE NÉGRESSE ET DE SES ENFANTS
(Estampe de 1844).

condition naturelle d'esclavage par les nègres eux-mêmes. Certes il ne manquait pas de ces malheureux ayant appris la ritournelle de l'abjuration et se vantant de leur propre bassesse : dans tous les bazars de vente, on voyait des nègres riant bestialement à toutes les plaisanteries des acheteurs blancs et se laissant palper sans en souffrir. Ils montaient sur l'estrade, faisaient des gambades, prenaient des attitudes, détaillaient même la qualité de leurs muscles, de leur force, de leur adresse, et surtout de leur docilité ; méprisés par tous, ils mettaient leur gloriole à entretenir le mépris. Ainsi l'éducation morale du noir accompagnait l'éducation physique entreprise méthodiquement dans les Etats du centre, au contact de l'industrie du bétail. La valeur de l'esclave noir comme bête de labeur avait été plus scientifiquement comprise aux Etats-

Unis, pays d'initiative commerciale et industrielle, que dans tout autre pays du monde. Des éleveurs de la Virginie, du Kentucky, du Missouri, imitant les zootechniciens occupés aux croisements des races animales, s'ingéniaient très fructueusement à reporter cette industrie sur l'homme noir, et les résultats obtenus étaient des plus remarquables. Au milieu du dix-neuvième siècle, ces Etats de la zone médiane, où pénétrait déjà le régime industriel des blancs avec leur travail salarié, déplaçaient graduellement leurs intérêts agricoles et ne produisaient ni coton, ni riz, ni sucre comme les Etats méridionaux du littoral. Ils s'occupaient surtout de la production et de l'exportation du bétail et des hommes. Ils vendaient ainsi par an jusqu'à cent mille noirs, dits « Virginiens », sur les marchés du Charleston, Savannah, Mobile, la Nouvelle-Orléans. Et ces hommes, il faut le dire, étaient vraiment beaux, d'admirables échantillons de la science pratique des éleveurs. On pouvait les tâter aux cuisses, aux bras, aux reins; tous les muscles, bien saillants, se tendant à l'aise, étaient propres à tous les travaux; les bras tombaient superbement des deux côtés de la poitrine bombée; les dents blanches, bien rangées, solides, brisaient d'un coup les deux noyaux de la pacane. Les éleveurs étaient fiers de leur bétail humain et prétendaient en même temps avoir su donner à ces corps superbes le genre d'âme qu'il leur fallait. « Puisque le bonheur est l'absence de peines et de soucis, disait l'un d'eux, je crois que nos esclaves sont les quatre millions d'hommes les plus heureux qu'éclaire le soleil. Satan s'introduit dans leur Eden sous la forme d'un abolitioniste ».

On aurait pu croire que les « républicains » de la Nouvelle Angleterre eussent de tout temps plaidé l'émancipation des serfs, mais le fait est qu'un demi-siècle après la fondation de la République, nul ne pensait à libérer les esclaves : on s'en tenait religieusement à la lettre et à l'esprit de la Constitution qui avait maintenu la servitude des Africains. Le premier blanc qui osa réclamer dans un journal la libération des esclaves, William Lloyd Garrison, fut traîné, la corde au cou, dans les rues de Boston et jeté en prison (1835). Mais ce journaliste était un héros : bientôt il ne fut plus seul, il groupa des vaillants autour de lui; chaque grande ville vit poindre une société d'abolitionistes et le parti s'accrut rapidement en proportion même des transformations qui s'opéraient chez les esclavagistes et qui tendaient à transformer une simple institution de fait en l'application d'une système absolu de poli-

tique et de morale. Au nom du « principe » de l'esclavage, les gens du Sud se plaçaient au-dessus de la Constitution ; de même les gens du Nord commençaient, avec Sumner, à invoquer « une loi plus haute », et, avec Wendell Phillips, à « maudire la république infâme ». Tandis que, dans le Sud, on se mettait à pourchasser et à pendre les voyageurs soupçonnés de tendances abolitionistes, des révoltés, des contempteurs de lois se liguaient dans les Etats du Nord en conjurations et en sociétés secrètes pour secourir les esclaves fugitifs et les acheminer vers la terre libre du Canada par les « chemins de fer souterrains », c'est-à-dire par les routes sûres qui réunissaient les unes aux autres les rares maisons hospitalières entr'ouvertes la nuit aux malheureux noirs. Mais, jusqu'à l'époque (1851) où Mme Beecher Stowe publia le fameux roman *Uncle Tom's Cabin* qui remua le monde entier, même en Afrique et au fond de la Chine, le parti des abolitionistes était franchement méprisé par tous ceux qui se piquaient de belles manières, de nobles pensées et de gracieux langage. Parler des noirs avec sympathie était tenu pour un indice de vulgarité ; de même que cinquante ans plus tard l'épithète d' « anarchiste », le mot « abolitioniste » indiquait non seulement un criminel, mais encore un malappris. Les savants étaient d'accord à cet égard avec les personnages officiels. Boston se disait *the hub of the Universe*, le « moyeu de la roue du monde », et pourtant, dans ce centre de l'univers, toute idée tendant à la libération des noirs était flétrie en termes hautains par ceux qui prétendaient à la domination morale de la société. L'université de Harvard tout entière, étudiants et professeurs, condamnait solennellement la mauvaise doctrine de l'émancipation.

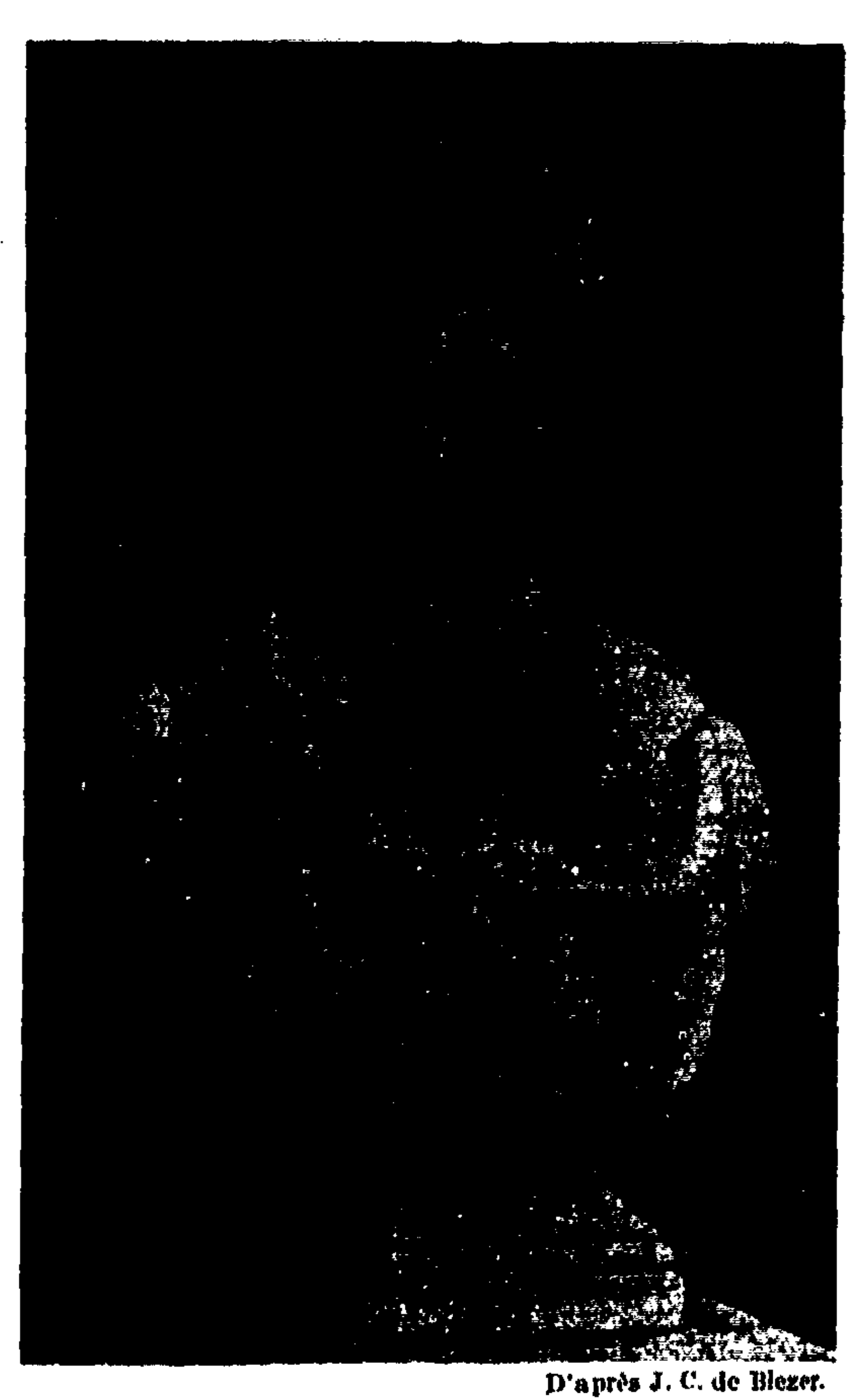
Cependant la différence des conditions économiques entre le Nord et le Sud, et surtout l'esprit de dictature qui s'était emparé des politiciens esclavagistes, devaient rendre la guerre inévitable entre les deux moitiés de la république américaine : bien avant la lutte finale, de brusques conflits l'annoncèrent çà et là, car c'est un des traits essentiels de l'histoire que des frissons avant-coureurs précèdent les grands bouleversements. C'est ainsi qu'après un vote du Congrès, qui créait en 1854 les deux Territoires nouveaux de Kansas et de Nebraska, la guerre éclata spontanément dans la première de ces deux contrées entre esclavagistes et libres colons. Les propriétaires d'esclaves du Missouri, excités de loin par les politiciens du Congrès, voulaient quand même, et par la violence, peupler le Kansas de nègres asservis. Aux jours de vote, les

Missouriens envahissaient les salles d'élection, assommaient les laboureurs venus des pays libres, puis annonçaient triomphalement leur victoire. D'autre part, le flot des travailleurs continuait de se porter des Etats du Nord et du Nord-Est vers le sol nouveau : on se battit sérieusement en mainte rencontre. Ce fut le prélude de la grande guerre qui allait éclater quelques années plus tard ; plusieurs des hommes qui prirent part à ces escarmouches y firent leur apprentissage pour la terrible lutte. Le Kansas fut conquis par les abolitionistes du Nord mais, en réalité, perdu pour la cause, puisque le premier article de la constitution interdisait à tout nègre, esclave ou libre, de mettre jamais le pied sur le territoire de l'Etat : toujours le compromis entre le bien et le mal !

Les intérêts seuls étaient en jeu dans les guerres civiles du Kansas : il y manquait le dévouement révolutionnaire pour une cause désintéressée. Les nègres esclaves étaient trop étroitement tenus pour qu'il leur fût possible de susciter eux-mêmes une guerre servile : les propriétaires disposaient d'une force matérielle trop considérable et la police des plantations se faisait d'une manière trop rigoureuse pour que la moindre tentative ne fût aussitôt réprimée ; c'est à quelques blancs, et notamment à John Brown, que revint l'honneur de représenter la nation dans ce qu'elle avait de plus noble et de plus généreux. Ce fermier virginien, d'origine septentrionale, avait projeté de réunir autour de lui une armée de noirs fugitifs et de constituer avec eux une république guerrière dans les monts Alleghany, transformés en citadelle. « Dieu lui-même, disait-il, avait créé ces montagnes pour en faire le lieu de défense des esclaves révoltés ». Puritain convaincu, mais homme d'action plus encore que de prière, il se croyait choisi pour tenir le glaive du Seigneur dans une guerre de libération des noirs. Cette guerre fut courte, purement locale et bien minime par le nombre des combattants, mais elle fut héroïque de la part des agresseurs et bien autrement noble par le but qu'ils lui avaient donné que ne le fut plus tard la guerre dite de « Sécession ». Tandis que celle-ci, qui brassa des millions d'hommes pendant quatre longues années, tentait, vainement il est vrai, de dérouler ses formidables conflits sans porter la moindre atteinte au texte littéral de la Constitution, l'incident de la révolte et de la mort de John Brown s'accomplit, sans aucune hypocrisie, en dehors des agissements officiels et convenus. Le héros fut l'inspirateur de tous ceux qui, dans le grand conflit, eurent devant les yeux un idéal vraiment humain. Ainsi que le

répéta le refrain de l'hymne guerrier chanté plus tard par les nègres affranchis : « L'âme de John Brown marchait devant eux ».

Quant aux faits matériels de la petite insurrection locale, la majestueuse histoire officielle cherche, semble-t-il à les oublier, et, dans ces États-Unis, où l'on remémore si volontiers le souvenir des grands hommes, avec le respect superstitieux de tout ce qui leur appartint, on ne trouve point de pierre ni d'inscription qui rappelle en termes élogieux, ou même décents, la mémoire de John Brown. C'est le 16 octobre 1859 qu'avec vingt-deux amis et ses propres fils il s'empara d'un magasin d'armes situé dans la ville de Harper's Ferry. Ce point stratégique, au confluent du Potomac et de la Shenandoah, était fort bien choisi et, si les nègres des environs s'étaient portés à son secours, si l'insurrection s'était propagée de campagne en campagne, il eût pu résister longtemps, mais il ne se produisit point de soulèvement, et de toutes parts les milices virginiennes vinrent l'assiéger. La petite bande, plus que décimée, fut bientôt capturée, et John Brown, couvert de blessures, fut pendu le 2 décembre dans une bourgade voisine de Harper's Ferry. Son dernier acte, avant de tendre son cou à la corde du gibet, fut de baiser



D'après J. C. de Blezer.

JOHN BROWN
né en 1800, pendu le 2 décembre 1859.

au front un négrillon qui se trouvait parmi les curieux : acte symbolique et promesse d'un avenir qui ne s'est pas encore réalisé entre les races de la République américaine.

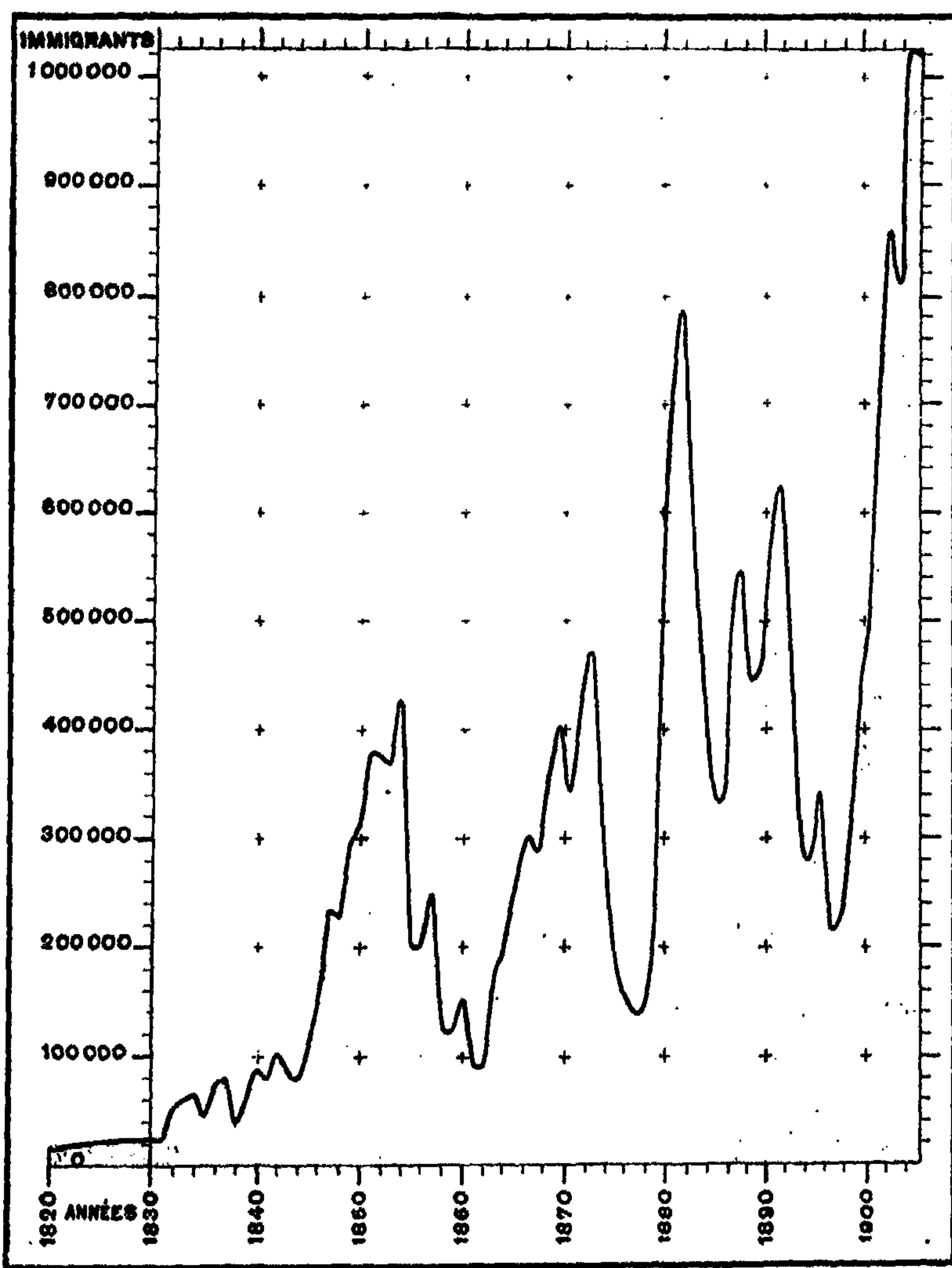
Si les historiens des Etats-Unis, plus fidèles à la lettre qu'à l'esprit, ne rendent pas tout à fait justice à l'insurrection de John Brown, peut-être ne tiennent-ils pas non plus suffisamment compte de l'énorme appoint que leur donna, dans la victoire définitive du Nord, le flot des immigrants européens venus en si grand nombre dans la force de l'âge, en pleine initiative de travail et d'aventure et, pour une forte part, plus amoureux de liberté que les Américains eux-mêmes. L'immigration d'Europe dans le Nouveau Monde est un phénomène économique et social de grande importance qu'il est nécessaire d'étudier avec soin.

Si ce n'est sur les rivages orientaux de l'Amérique du Nord, l'émigration des Européens dans les contrées du Nouveau Monde découvertes à la fin du quinzième siècle et au seizième n'avait eu qu'une faible valeur relativement à l'ensemble de la population. Tout d'abord un certain nombre d'aventuriers, fascinés par les récits des premiers conquérants, s'étaient précipités vers les terres nouvellement découvertes. Malgré les défenses formelles d'émigrer sans ordres, autrement que pour le service du roi, des navires de contrebande prenaient la mer montés par de hardis compagnons. Mais les mesures de précaution contre l'émigration interlope devinrent de plus en plus sévères, tandis que les occasions de s'enrichir rapidement se faisaient plus rares et que la curiosité des prodiges d'outre-mer diminuait en force. Le mouvement de migration de l'Espagne et du Portugal cessa tout à fait vers les contrées d'Amérique tombées en leur possession, et désormais la population d'origine européenne ne s'accrut que par la naissance de métis ou de rares descendants des autochtones de sang pur et par l'importation d'« engagés » venus sur commande et exploitant le sol au profit des maîtres. Cependant, l'émigration avait été, pour ainsi dire, amorcée par ces éléments de souche européenne pendant les trois cents premières années de l'occupation.

Dès le milieu du dix-huitième siècle, l'importation des « engagés » allemands en Pennsylvanie avait été assez active pour effrayer Burke : il exprimait en 1765 la crainte que cette colonie devînt complètement étrangère à la Grande Bretagne par le langage, les mœurs et les

tendances ; cependant l'émigration ne prit un caractère continu et régulier qu'après les guerres de l'Empire, au commencement du dix-neuvième

N° 456. Immigration aux États-Unis de 1820 à 1905.



Les chiffres les plus récemment publiés et que n'a pas connus l'auteur dépassent un million d'immigrants : 1 027 000 du 1er juillet 1904 au 30 juin 1905 et 1 030 000 pendant les douze mois suivants.

siècle. A mesure que diminuait la traite des esclaves et que le travail salarié tendait à remplacer l'achat direct des noirs, le nombre des émi-

grants d'Europe s'accroissait : de milliers, il s'élevait graduellement à des dizaines, puis à des centaines de milliers par an. Pendant les cent années qui se terminèrent au 30 juin 1900, la multitude des hommes qui abandonnèrent volontairement l'Europe pour se chercher une patrie nouvelle par delà l'Océan peut être évaluée à trente millions.

Jamais durant le cours de l'histoire ne s'était accomplie pareille migration des peuples : les grands exodes purent avoir la même importance relative que le peuplement de l'Amérique, mais ils ne mirent certainement pas en branle d'aussi puissantes multitudes d'individus. Malgré la recrudescence nouvelle que, depuis 1898, on constate dans l'émigration européenne, grâce à l'exode des Italiens, des Autrichiens et des Russes, on peut se demander si le vingtième siècle ne restera pas inférieur au dix neuvième à cet égard, car si les moyens de communication sont beaucoup plus nombreux et plus efficaces que naguère, ils servent beaucoup plus au mouvement de va-et vient qu'au déplacement définitif sans volonté de retour : on voyage davantage, mais peut-être émigrera-t-on moins, parce que l'équilibre de population et de ressources s'établit de plus en plus dans les diverses contrées. C'est en l'année 1882 que, pendant le dix-neuvième siècle, l'émigration atteignit le sommet de sa courbe : les seuls Etats-Unis reçurent 788 992 immigrants, pour la plupart dans la force de l'âge : près d'un million d'hommes, isolés ou par petits groupes, avaient changé de monde.

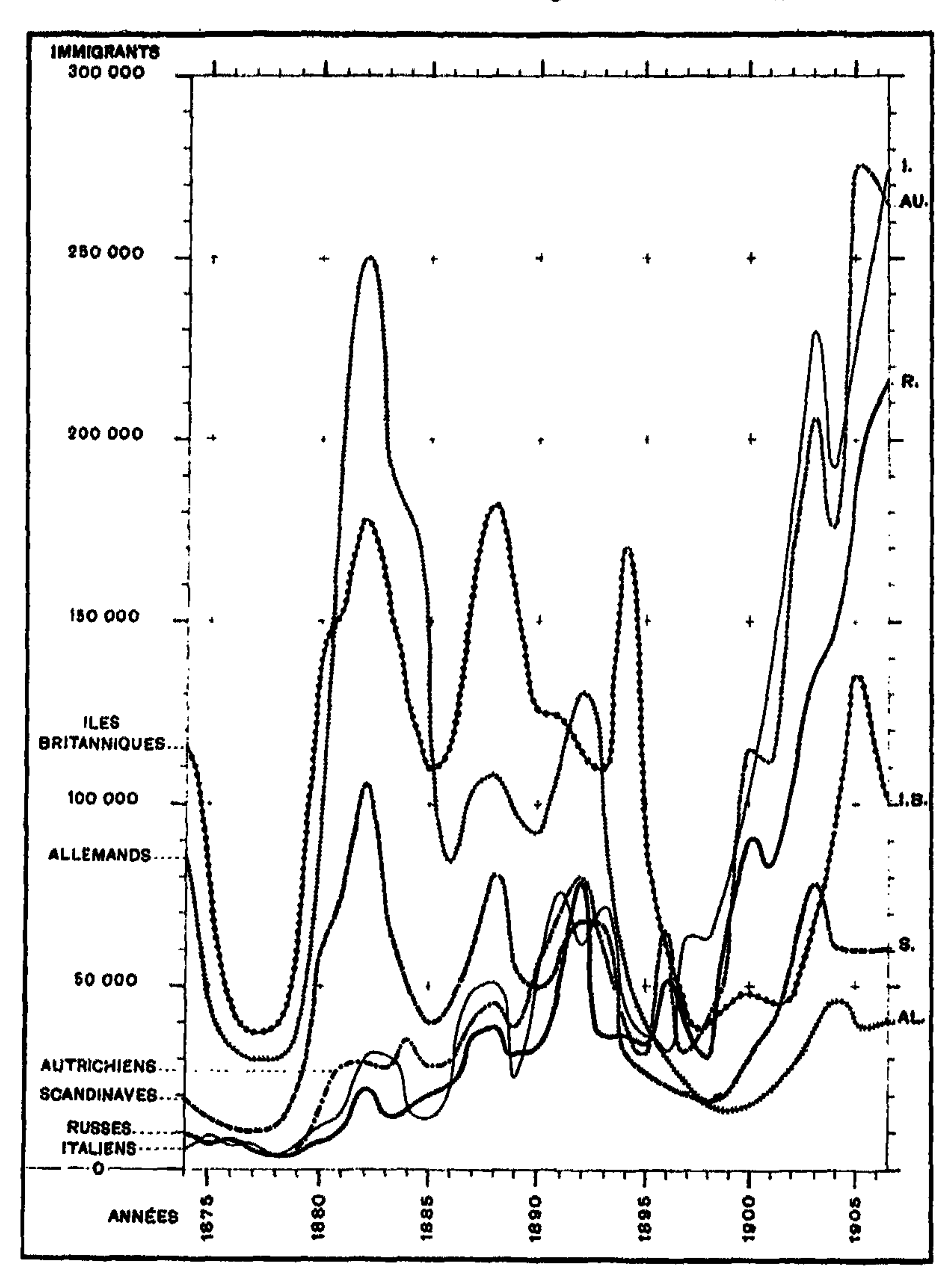
Une remarquable division des éléments nationaux s'était opérée dans cette œuvre immense d'expatriation. Sur les trente millions d'émigrants, vingt avaient pris la route des Etats-Unis et ces foules comprenaient presqu'exclusivement des Européens du nord, Anglais, Ecossais et Irlandais, Allemands et Scandinaves. Dans l'Amérique du Sud, au contraire, l'élément prépondérant parmi les nouveau-venus fut celui des gens du midi de l'Europe : Italiens, Espagnols, Portugais. Quant aux Français, peuple établi sur les deux versants méditerranéen et océanique, ils sont représentés dans les deux continents du Nouveau Monde en proportions à peu près égales, assez faibles d'ailleurs.

De part et d'autre le mélange d'éléments ethniques d'origines diverses ne cesse de fondre les populations du nord et du sud en une masse d'hommes essentiellement cosmopolite. Pas une famille qui n'ait parmi les siens des Slaves, des Allemands et des Latins.

Si facile qu'elle soit devenue, l'émigration, c'est-à-dire l'arrachement

de sa personne au milieu natal, demande toujours du courage, de l'initiative et de la résolution. Jadis elle ne s'opérait guère qu'à main armée

N° 457. Pays d'origine des immigrants aux Etats-Unis.



pour la conquête, comme au temps des Mamertins, ou bien par caravanes de marchands, sous la protection des coutumes et des traités.

Actuellement, ce sont des individus isolés, plus encore que des familles, des clans ou des sectes, qui tentent la redoutable aventure du déracinement, mais c'est avec prudence, même parfois avec une certaine timidité, qu'ils procèdent, à la façon des animaux à tentacules, de manière à prévoir les dangers, à diminuer les risques ; ils cherchent tout d'abord à se créer une deuxième patrie, où ils trouveront la langue, les traditions maternelles, et, s'il est possible, des mœurs analogues à celles du « pays », les sympathies cordiales de parents et d'amis. Les provinciaux, les étrangers qui vont s'établir dans une grande ville ne s'y dispersent point au hasard ; ils se groupent en quartiers, s'efforçant de s'entr'aider contre l'indifférence ou l'hostilité des inconnus et les dangers du sort. Les diverses nationalités se massent en îlots archéologiques dans toutes les cités capitales, Paris, Londres, New-York, San-Francisco, de même qu'autrefois dans les Universités, les étudiants se distribuaient en « hospitaux », en « collèges », en « nations ». Lorsque par l'heureuse chance de quelque circonstance imprévue, un émigrant a trouvé une résidence très hospitalière, des compatriotes viennent fréquemment essaimer autour de lui comme des abeilles autour d'une « mère ». Ainsi les « Barcelonnettes des Hautes Alpes qui sont devenus marchands d'étoffes à Mexico, ont été successivement appelés ou se sont invités auprès d'amis et de parents qui avaient eu la chance de faire fortune dans cette industrie vers le milieu du dix-neuvième siècle. En cinquante années le nombre des capitalistes « barcelonnettes », d'ailleurs gens sans grande initiative, mais favorisés par un travail de routine qui demande seulement entr'aide, s'est élevé à quatre cent cinquante « valant » certainement plus d'une centaine de millions[1].

Des exemples du même genre étaient jadis la règle, ils sont encore très fréquents, quoique l'homme soit arrivé à se sentir beaucoup plus homme dans la grande fraternité humaine. Celui qui a des sentiments nobles et qui se sait juste et bon trouvera partout, ou du moins méritera, des compagnons. Les vœux ordinaires de ceux qui se déplacent à la surface de la terre sont révélés surtout par les noms qu'ils donnent aux contrées nouvelles où ils vont s'établir, et où, fréquemment, ils croient reconnaître des traits aimés du pays d'origine. La Nouvelle Angleterre, pour ne citer que cette colonie moderne, est, de toutes, celle où s'est

1. Em. Chabaud, *Des Barcelonnettes à Mexico ;* Edmond Demolins, *les Français d'aujourd'hui, types sociaux du Midi et du centre*, pp. 29 et suiv.

le mieux reproduite la « Vieille contrée » par les noms, la disposition et l'aspect des villes et des villages. Quelle cité anglaise n'a pas son homonyme dans la province américaine qui, précisément, fut la première à se détacher de la mère-patrie ?

De nos jours, les hommes qui émigrent sur une autre terre, sous d'autres cieux, par amour des aventures ou par curiosité de l'inconnu, sont une exception. Le pain et la liberté sont les deux principaux



Cl. P. Sellier.

ÉMIGRANTS TRAVERSANT L'ATLANTIQUE
Estampe de 1855.

objectifs des émigrants européens, et l'ont surtout été pendant la période de révolution qui marqua le milieu du dix-neuvième siècle.

L'exode irlandais qui se produisit à cette époque et qui vida de ses habitants certains districts avait eu la faim pour cause unique. Une famine atroce, dont la cause occasionnelle était la maladie des pommes de terre, mais dont la véritable raison consistait dans l'appropriation du sol par le capitaliste étranger, cette effroyable mortalité avait enlevé plus du dixième de la population, et la plupart des malheureux qui restaient n'avaient d'autre passion que de s'enfuir, d'aller chercher le salut dans ces Etats-Unis d'Amérique où l'on savait que des compagnons de misère avaient obtenu de l'ouvrage, de hauts salaires ou même la fortune. Tous

ceux qui avaient quelque terre la vendaient à n'importe quel prix pour payer leur traversée ; d'autres s'adressaient à l'opinion publique de l'Angleterre, douloureusement émue par les nouvelles de la famine, où de toutes parts affluaient les souscriptions; enfin de nombreux propriétaires, sur les domaines desquels des travailleurs avaient péri, consentaient à payer le voyage d'une partie de leurs paysans, peut-être dans l'espoir de se débarrasser en même temps du remords de leur crime. Tous ces moyens réunis agirent si bien que, dans l'espace de six années, de 1847 — le *black forty seven* — à 1852, la population irlandaise descendit de 8 100 000 individus à 6 millions. La « Pauvre vieille femme » *Shan Von Vocht*, ainsi que les Irlandais nomment mélancoliquement leur mère-patrie, avait perdu plus du quart de ses enfants. De 1826 à 1905, la statistique de l'immigration aux Etats-Unis enregistra l'entrée de 4 104 000 Irlandais et de 3 345 000 Ecossais et Anglais proprement dits.

L'émigration allemande — d'abord moins forte numériquement, destinée à dépasser amplement l'émigration irlandaise et plus tard à être remplacée par une puissante vague italienne et slave, eut certainement aussi la faim pour conseillère, surtout dans les districts rhénans et silésiens ; toutefois, à cet élément des faméliques se joignit un autre élément, de beaucoup plus haute valeur intellectuelle et morale, celui des hommes qui avaient lutté dans leurs pays pour la cause populaire et qui avaient été vaincus. La désillusion leur rendait le séjour trop amer dans la patrie marâtre, et ils s'enfuyaient vers la république des Etats-Unis qui, certes, était bien loin de l'idéal rêvé, mais qui du moins offrait le large espace à ses immigrants, la pleine liberté d'aller et de venir, ainsi que le facile accès des tribunes et des journaux. Il est difficile d'apprécier à sa valeur dans l'histoire des Etats-Unis le rôle de cette immigration républicaine, ou du moins radicale, germanique en très grande majorité, qui vint influencer l'ensemble de l'éducation nationale américaine. En tout cas, il est certain que la guerre de « Sécession » dut pour une très forte part ses conséquences abolitionistes à l'ardente propagande des républicains d'Europe qui s'étaient engagés en multitudes dans les rangs des Fédéraux du nord et qui consolidèrent l'armée plus encore au point de vue moral qu'au point de vue matériel, puisqu'ils apportaient leurs convictions républicaines et la haine de l'esclavage. Les Allemands seuls fournirent à l'Union 190000

miliciens : c'est à eux qu'on attribue surtout la conservation de l'État du Missouri dans la ligue du Nord.

C'est aussi parmi les révoltés qu'il faut classer les jeunes gens qui se dérobent à la conscription par l'exil volontaire. C'est en Allemagne et en Austro-Hongrie que se sont recrutés pour la plupart ces émigrants qui préfèrent les dangers d'un pays inconnu aux casernes de la terre



ÉMIGRANTS SE DIRIGEANT VERS LE FAR-WEST
(Estampe de 1855).

natale. Les îles Britanniques, où l'armée ne se recrute que par des mercenaires, n'ont pas eu à fournir aux colonies cette catégorie d'occupants et la Russie n'y a guère contribué que dans les dernières années par ses mennonites et autres gens de foi auxquels leurs principes religieux et humanitaires interdisent de porter les armes. Mais, précédemment, les grandes insurrections de la Pologne avaient eu pour résultat de diriger vers l'Europe occidentale et les États-Unis la plupart des patriotes polonais qui avaient pu échapper à l'emprisonnement, à la déportation ou à la mort. La France et l'Espagne ont pris également part à ce mouvement de migration pour cause de lois militaires, mais, en ces deux contrées, les foyers d'émigration furent pendant longtemps presque limités aux provinces Basques entre l'Adour et les Pyrénées cantabres. C'est que les Basques, très fiers de leur liberté, préfèrent l'expatriation

avec toutes ses chances de désastre et de mort au régime avilissant des garnisons et partent pour l'Amérique où on est étonné de rencontrer une si forte proportion des leurs. Les républiques espagnoles du Nouveau Monde, du Mexique, du Chili montrent par la multitude de leurs noms euskariens quelle part énorme l'élément basque a prise dans le peuplement de ces immenses contrées. De même les Açoriens, pourtant amoureux de leurs îles natales, les fuient en grand nombre plutôt que de porter l'uniforme. Quoi qu'on puisse en penser, ce ne sont point les lâches qui s'en vont ainsi plutôt que de servir : ce sont les plus énergiques, ceux qui ont le plus d'initiative personnelle, et ils enrichissent d'autant les pays nouveaux qu'ils vont habiter.

Lorsque la tension des deux forces opposées eut rendu la guerre inévitable, les gens du Sud s'imaginaient volontiers qu'ils l'emporteraient facilement sur leurs adversaires. Gentilshommes se prétendant issus de l'aristocratie britannique, ils affectaient un grand mépris pour les boutiquiers et travailleurs qu'ils auraient à combattre et dans lesquels ils voyaient les semblables de leurs propres esclaves, chiourme bonne à réduire comme ces esclaves révoltés que leurs anciens maîtres, au témoignage d'Hérodote, combattirent et dispersèrent non avec les armes, mais avec le fouet. D'ailleurs ils étaient les seuls à posséder les cadres d'une armée. La grande majorité des officiers de terre et de mer s'étaient naturellement rangés du côté des esclavagistes auxquels les relations sociales et les fêtes mondaines les avaient rattachés. Les Sudistes avaient eu quelque expérience militaire au Mexique et dans l'Amérique centrale, et l'habitude du commandement dans les campements de leurs nègres en avait fait autant d'officiers nés ; comparés à eux, les gens du Nord n'étaient au premier contact que des bandes indisciplinées. Toutefois, si confiants qu'ils fussent, sinon dans la justice du moins dans la légalité, dans la tradition juridique de leur cause ainsi que dans leur excellence personnelle, les esclavagistes du Sud ne pouvaient douter de ce fait incontestable, la supériorité matérielle de leurs adversaires du Nord. C'est à ceux-ci très certainement qu'appartenait la force. Ils étaient de beaucoup les plus nombreux et à leurs rangs serrés ils pouvaient ajouter sans fin la foule des immigrants d'Europe qui se présentaient tout aussi dispos à prendre les armes de la guerre que les outils du travail ; en outre, ils avaient les ressources prodigieuses que leur donnait une industrie de

beaucoup supérieure à celle des gens du Sud, d'avance ils disposaient

N° 458. Théâtre de la guerre de Sécession.



Les points noirs indiquent les lieux de bataille. — Gettysburg est en Pennsylvanie, près la frontière du Maryland; Savannah est la ville la plus méridionale de la Caroline du Sud

des trésors que donnent la science et l'initiative; enfin le réseau de chemins de fer, dont les mailles s'entre-croisaient sur tout le territoire, leur

permettait de faire manœuvrer les troupes à l'aise pour l'attaque et pour la défense.

Evidemment les politiciens qui lancèrent les Etats confédérés dans la révolte et dans la guerre n'ignoraient point ces énormes avantages que possédaient les Etats unionistes, mais, dans leur jactance, explicable par les précédents, ils s'imaginaient que leurs adversaires ne sauraient pas utiliser ces forces immenses : ils comptaient sur le maintien de l'ascendant que l'orgueil, la violence, l'habitude de l'autorité leur avaient toujours assuré dans les assemblées délibérantes : la domination qu'ils avaient exercée dans le Sénat, qu'ils avaient souvent disputée avec succès dans la Chambre des représentants, ils comptaient l'acquérir aussi sur la foule sans nom qui s'agitait dans les villes industrielles du Nord. Le mépris de ses adversaires est une grande force, mais il ne faut pas en abuser. Les Sudistes n'avaient pas égalé leurs rivaux du Nord par le sérieux de l'étude, par l'intensité du travail matériel et moral, mais ils les avaient souvent vaincus par la véhémence du discours, par la faconde oratoire : habitués à commander les nègres, ils s'imaginaient aussi pouvoir commander aux blancs : la griserie de leurs paroles les suivit jusque sur les champs de bataille. N'allaient-ils pas jusqu'à revendiquer la supériorité intellectuelle, quoique leur littérature, comparée à celle du Nord, et notamment à celle de la Nouvelle Angleterre, fût sans valeur aucune. Ils donnaient à cette inégalité humiliante une raison des plus bizarres, prétendant que les Méridionaux, conservateurs naturels de la tradition, ne voulaient à aucun prix se départir de la littérature classique des Milton, des Dryden, des Goldsmith, des Pope; aussi décourageaient-ils tous les efforts qui auraient eu pour résultat la création d'une littérature nouvelle[1].

Les premiers événements de la guerre semblèrent justifier la confiance des esclavagistes. Un bombardement leur livra (16 avril 1861) le fort Sumter, principale forteresse de la baie de Charleston, ville « sainte » des confédérés, et la rencontre de Bull Run, dans les terres marécageuses qui bordent à l'ouest le bas Potomac, se termina par la fuite presque ridicule des Fédéraux, troupes sans cohésion qui voyaient le feu pour la première fois. Il fallut arrêter brusquement les opérations militaires dans lesquelles on s'était imprudemment engagé et se borner à la défen-

1. Thomas Nelson Page, *Marva Chan*.

sive en s'abritant derrière des fortifications en terre où les recrues s'exerçaient à l'apprentissage de leur métier. Mais le simple campement sur un point de future attaque déterminait de plus en plus l'état de guerre, et les escarmouches prenaient graduellement le caractère de bataille. La position géographique des deux capitales ennemies, Washington et Richmond, forçait les armées à graviter autour de ces places. Tandis que les « Confédérés » ou Sudistes, plus audacieux et plus libres de leurs mouvements, se hasardaient avec une singulière audace jusque dans le voisinage de Washington, essayaient de la surprendre même à revers par une campagne faite dans le Maryland et dans la Pennsylvanie, les « Fédéraux » ou gens du Nord poussaient lentement leurs travaux d'approche vers Richmond, soit par le nord, à travers les vallées parallèles des rivières qui les séparaient de James-river,



Cl. du *Century*.

SCÈNE DE GUERRE
(Croquis de Frank. H. Schell).

Le blessé de gauche demande au dessinateur d'écarter le corps du soldat qui était venu mourir sur lui. Au centre, un jeune homme panse sa cheville, aux pieds d'un cadavre qu'il dit être celui de son père.

soit par l'est, dans la péninsule même qui se relève ou plutôt s'exonde par degrés dans la direction de la ville convoitée. Que de fois les armées, enfin exercées l'une et l'autre à la tuerie, se heurtèrent en batailles indécises, et que de fois elles avancèrent et reculèrent successivement après de terribles assauts qu'on se livrait de part et d'autre! Rarement guerre fut plus sanglante, rarement plus de vies humaines furent sacrifiées sur les champs de bataille que pendant cette lutte de quatre années.

D'abord vaincus sur terre, les Fédéraux avaient eu la victoire dans leur premier combat naval, et bientôt l'avantage capital que donnent l'industrie et le commerce avait permis aux assaillants de pousser leur blocus le long des côtes du territoire esclavagiste et même de pénétrer

çà et là dans les estuaires et les embouchures du littoral. Sans doute des corsaires du Sud et des marins étrangers réussissaient fréquemment à forcer ce blocus pour introduire dans le domaine assiégé des armes, des approvisionnements, des correspondances, mais ces apports se faisaient à très grands frais, en échange de coton dont la récolte diminuait chaque année. Le jour vint où le cercle de fer rejoignit ses deux extrémités, lorsque les flottilles des fleuves de l'intérieur se réunirent, devant Vicksburg, aux vaisseaux venus de la mer par le bas Mississippi. Tandis que le gros des armées se pressait sur le pourtour du noyau formé par les deux capitales, l'énorme circuit qui se prolongeait au loin vers le sud-ouest se trouvait étreint par les forces du nord : virtuellement le conflit devait se résoudre à l'avantage du boa qui déjà tenait sa victime en sa gueule distendue.

Cependant l'hallucination produite par le résultat des premiers conflits et le désir secret qu'avaient les puissances européennes d'écarter la concurrence redoutable d'une rivale triomphante en industrie et en commerce produisirent dans l'esprit de la plupart des politiciens l'idée que la résistance des Confédérés finirait par lasser les fanatiques de l'Union et même par épuiser leurs ressources. Le plus fameux homme d'Etat qui vécût à cette époque, l'illustre Gladstone, déjà connu sous le nom de *Great Old Man*, donna pourtant la preuve de son manque de clairvoyance politique puisqu'il félicita publiquement les chefs de la Confédération d'avoir su « créer une nation ». Ce qui leur manquait pour cela, c'était d'avoir une idée rectrice capable de soulever la masse du peuple et de la passionner d'une manière durable par l'enthousiasme d'une noble cause. Mais si les propriétaires d'esclaves affectaient de croire que l'esclavage des noirs était vraiment un principe pour lequel il est juste de sacrifier sa vie, la masse des « petits blancs » sans propriété restaient parfaitement insoucieux de tout ce verbiage et si, d'une part, ils haïssaient les nègres à cause de la différence de la peau et la concurrence du travail, d'autre part, ils détestaient les « grands blancs », les hautains patrons. Toutefois, si les politiciens des Etats confédérés s'étaient appuyés sur le principe fondamental de toute libre association, s'ils avaient revendiqué le droit naturel de l'homme à l'autonomie personnelle et à la liberté du groupement suivant les sympathies, s'ils avaient dit simplement : « Votre compagnie nous déplait, gens du Nord, et nous entendons désormais vivre comme il nous convient, en choisissant nos alliés selon notre

goût! » Ils se seraient trouvés sur un terrain solide et auraient été inattaquables au point de vue de la justice humaine. Certes, il est à croire qu'ils n'eussent pas manqué de prendre cette franche attitude s'ils avaient été seuls, mais ils se présentaient dans la lutte à côté des petits blancs méprisés, bien plus encore, accompagnés de leurs chiourmes d'esclaves, et, dans cette situation complexe, ils auraient eu la plus mauvaise grâce à réclamer d'une même haleine le droit à leur liberté personnelle et celui d'asservir autrui. Ils étaient donc forcés de s'en tenir aux précédents historiques, aux textes des lois, à la discussion des grimoires de Constitution et de jurisprudence; comme ci-devant dans l'enceinte du Congrès, ils discutaient des points de droit dans le champ ouvert des batailles; la voix aigre et niaise des avocats accompagnait le tonnerre du canon.

De leur côté, les Unionistes ne se déprenaient que très lentement de leur formalisme constitutionnel pour se rattacher franchement à un principe, celui du droit de l'homme à la liberté. Les proclamations officielles en référaient misérablement à la lettre de la loi : les abolitionistes seuls, ceux que l'on appelait « sectaires » et « fanatiques », sautaient à pieds joints par-dessus le « compromis du Missouri », le « procès Dread Scott », les jugements de la Cour suprême » et autres précédents parlementaires et légaux. Les émigrants qui se faisaient recevoir au nombre des citoyens et s'enrôlaient en foule dans l'armée voyaient aussi les choses de plus haut et de plus loin que les natifs, accoutumés aux subtilités constitutionnelles : il fallait une hérédité de quelques générations dans les traditions absurdes pour professer que les noirs étaient une « propriété » de même ordre que le bétail. Les étrangers nouveau-venus auraient trouvé tout naturel d'enlever les esclaves des plantations et de les enrégimenter contre leurs anciens maîtres, mais le scrupuleux président Lincoln et les savants légistes qui l'entouraient ne virent d'abord dans le nègre que la pure marchandise déterminée par les antécédents légaux, et même, lorsque la logique des événements eut fait justice de toute cette logomachie, lorsqu'il fallut pourtant émanciper et armer les noirs, le respect de la formule obligea les délibérateurs à les désigner par une bizarre périphrase. On ne vit en eux que de la « contrebande de guerre », c'est-à-dire de simples objets comme de la poudre et des balles, et longtemps les actes relatifs à cette contrebande vivante furent rédigés en un jargon incompréhensible à tous autres que les

juristes initiés. De même, lorsque le nouvel Etat — la Virginie Occidentale — fut détaché de l'Etat à esclaves dit familièrement « Old Virginia », la volonté formelle des habitants ne parut pas suffisante pour justifier cet acte administratif, qualifié d'attentat par les Sudistes, et Lincoln se crut obligé de l'envelopper de tout un savant verbiage, sur lequel des milliers de casuistes se mirent à ergoter.

Quand même, il fallut bien en venir à l'acte par excellence, à la déci-



Cl. du *Century*.

BATAILLE D'ANTIETAM

Les Fédéraux emportent le pont de Burnside (17 sept. 1862), d'après le croquis de Edwin Forbes, fait durant le combat.

sion ultime qui formait comme le noyau de tout cet amas de choses secondaires discutées entre les deux moitiés de la république nord-américaine. La proclamation du 1er janvier 1863 annonça que « toutes les personnes tenues en esclavage dans chacun des Etats insurgés contre l'Union seraient libres dorénavant et à toujours ». On peut dire que la révolution était faite désormais, puisque les Unionistes étaient d'accord pour combattre au nom d'un principe et que leurs immenses ressources ne s'appliquaient plus au hasard, pour une cause dont on ignorait la justice. Mais l'émancipation graduelle des 3 200 000 esclaves qui vivaient dans les plantations des Etats du Sud devait logiquement se compléter

par la mise en liberté des 800 000 noirs asservis qui se trouvaient encore dans les Etats occupés par les Unionistes. Le scrupuleux président Lincoln fixait au 1er janvier 1900 le délai d'émancipation du dernier travailleur nègre des Etats-Unis, mais l'enchaînement des faits demandait une solution plus rapide, et bientôt, dans chaque Etat, les esclaves furent définitivement rachetés. Mais habitués à la discipline par la terrible école de l'esclavage, les nègres du Sud continuèrent de l'observer pendant



Cl. du *Century*.

LE PONT DE BURNSIDE EN 1886

la guerre, soit envers leurs anciens maîtres, soit envers leurs émancipateurs. Tout au plus quelques milliers d'entre eux s'étaient-ils enfuis des plantations pour rejoindre les armées fédérales où les officiers du Nord les accueillirent comme « contrebande de guerre », se permettant de les utiliser au profit de l'union en les incorporant dans les régiments de marche. Lorsque les Fédéraux purent enfin passer de la défensive à la franche offensive et pénétrer au loin dans les plantations des Etats méridionaux, armés de la proclamation de la liberté, les noirs valides purent accourir de toutes parts dans les rangs des envahisseurs, et jusqu'à 200 000 d'entre eux combattirent ainsi pour la cause de leur race, mais

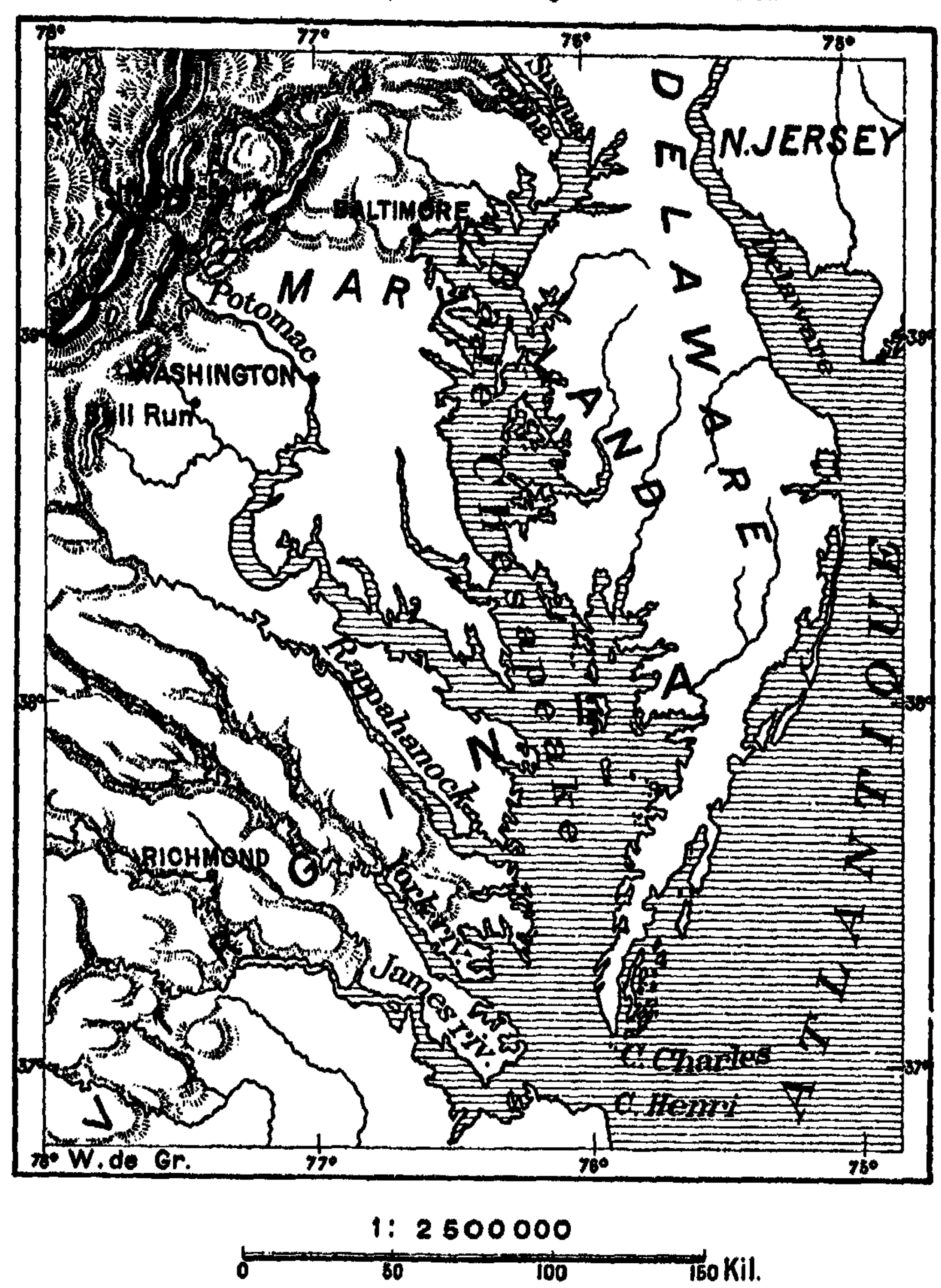
sans qu'aucune atteinte ait été portée par eux à la légalité apparente, sans que leur prise d'armes pût donner à leurs actes le moindre caractère d'insurrection.

Les événements se pressèrent. Le point de virement définitif s'accomplit dans les premiers jours de juillet 1863, immédiatement avant la fête nationale. C'est alors que Vicksburg, le verrou qui fermait aux Fédéraux la route naturelle du Mississippi, tomba entre leurs mains et que la dernière tentative des Confédérés, s'avançant en masse avec le gros de leur armée, vint échouer contre le triangle puissamment fortifié des collines de Gettysburg, en Pennsylvanie. La force de la révolte était définitivement brisée. Hommes, ressources matérielles, confiance commençaient à manquer, et tout ce qui restait disponible était dirigé vers les fortifications multiples qui formaient un labyrinthe d'embûches au-devant de Richmond. L'immense territoire compris entre l'Atlantique, le golfe du Mexique et le Mississippi n'avait plus d'éléments de résistance : on eût pu le comparer à une coquille d'œuf presque vide. Aussi les troupes fédérales faisaient-elles effort pour traverser cette région dans son plus grand diamètre. Après des victoires décisives remportées dans la partie centrale du domaine de l'insurrection, c'est-à-dire devant la courbe supérieure du grand fleuve Tennessee — là où se terminent les chaînes méridionales des Alleghanies et où commencent les vastes plaines en culture de la Géorgie —, le général Sherman disposa ses troupes en colonnes parallèles, non pour écraser l'ennemi qui ne pouvait opposer des armées sérieuses de combat, mais pour ravager les campagnes, couper toutes les lignes de communication, routes, ponts et chemins de fer, brûler villes, villages et plantations, rendre absolument impossible toute continuation de la guerre en faisant un vide absolu entre les Etats mississippiens et les Etats atlantiques. Jamais, peut-être même du temps des Mongols, destruction plus méthodique n'avait été accomplie. L'incendie se propagea sur un espace de plus de 100 kilomètres de largeur, de plus de 500 kilomètres en longueur.

Du moins cette effroyable marche atteignit son but stratégique. Arrivé au bord de la mer, près de Savannah, le général Sherman rejoint la flotte de l'Atlantique, et le cercle se rétrécit autour des confédérés de manière à les étouffer. C'était au commencement de l'année 1865. Maintenant les Fédéraux avancent à la fois du nord, du sud, de l'est et de l'ouest sur les positions du général Lee, autour de Richmond et de Peters-

burg, et, le 17 avril, les derniers révoltés, entourés de toutes parts, n'ont plus qu'à déposer les armes. La sanglante guerre était finie et l'équilibre

N° 459. Les deux Capitales de la guerre de Sécession.



politique et social de la république nouvelle, surgie de la tourmente, se trouva complètement changé. Désormais les gens à peau blanche conti-

nuèrent niaisement, pour la plupart, à mépriser, même à haïr les gens à peau noire ou bistrée, mais du moins n'y eut-il plus de « principe » d'esclavage, d' « institution divine ». Comme pour donner un caractère épique à la fin de la formidable lutte, Lincoln, le président qui avait été le porte-parole de l'émancipation des noirs, fut assassiné en plein triomphe.

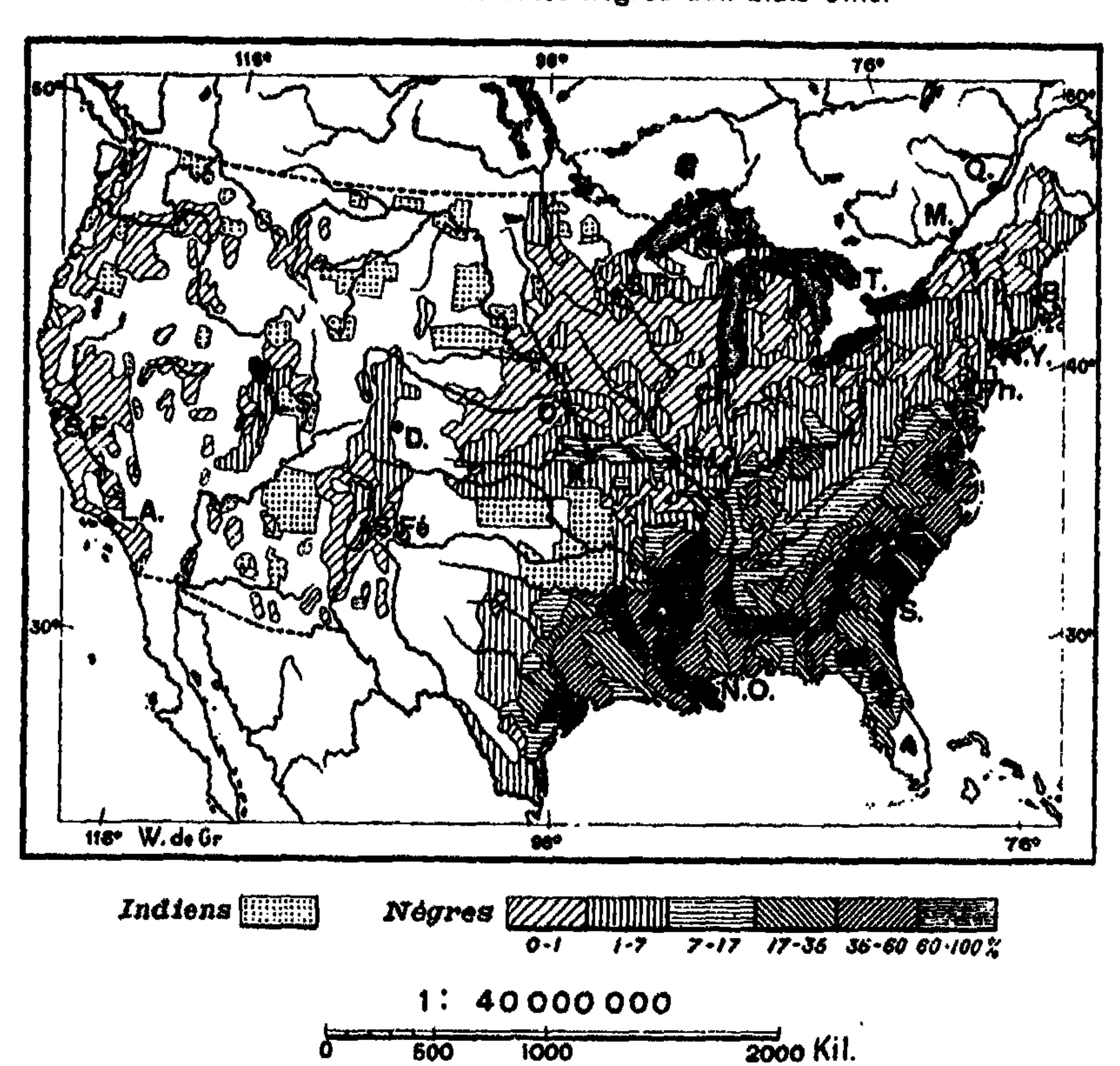
La victoire des Etats du Nord sur les Etats du Sud eut les conséquences ordinaires : elle fit accepter le succès comme légitime par la grande majorité de ceux qui l'eussent maudit d'avance et fit naître aussi par milliers des prophètes du lendemain qui croyaient avoir annoncé les événements bien avant qu'ils fussent accomplis. Les mêmes voix intéressées, qui avaient prévu le triomphe inévitable du Sud parce qu'elles le désiraient, reconnaissaient maintenant qu'il eût été vraiment insensé de ne pas croire à cette « destinée manifeste » qui entraînait la république nord-américaine vers l'*unité* et l'*accroissement* de sa puissance. Et bien certainement, malgré les haines et les rancœurs suscitées par la terrible extermination, les Etats-Unis sortirent de la guerre plus étroitement associés qu'ils ne l'avaient été à aucune période de leur histoire. Bien plus, les Etats du Nord à type de civilisation industrielle se trouvèrent réellement agrandis par une extension naturelle qui se produisait du nord vers le centre et du centre vers le sud. L'émigration directe des colons de la Nouvelle Angleterre vers les Etats de l'ouest et du centre fut le véhicule de ce travail d'intussusception. On peut en juger surtout par ce fait que le cadre typique de l'autonomie locale dans le Massachusetts et les Etats voisins, le *township*, s'est propagé dans l'ouest, contrairement à la forme du « comté », moins populaire dans son organisme[1]. Les habitants du Connecticut surtout sont devenus fameux par leurs mœurs de migrateurs, de nomades politiques, allant porter aux autres Etats dans leur *carpet bag* ou valise la charte d'administration nouvelle.

Soutenues par ce mouvement continu d'immigration, toutes les conquêtes du travail libre furent autant de conquêtes du nord : il empiéta ainsi par delà les frontières du Missouri, du Kentucky, du Tennessee, même jusque dans l'Alabama, où l'exploitation des riches terrains houillers et ferrugineux fit naître soudain de grandes villes entourées

1. Emile Boutmy, *Eléments d'une Psychologie politique du Peuple américain*, p. 42.

d'usines et où les mœurs des salariés blancs se répandirent parmi les travailleurs nègres. Le littoral de la Floride avec ses hôtels superbes, où viennent par milliers les valétudinaires et les oisifs des cités atlantiques, est devenu aussi comme un prolongement économique des côtes de la Nouvelle Angleterre, de New-York et de New-Jersey.

N° 460. Les Indiens et les Nègres aux Etats-Unis.



Quant au résultat majeur de la guerre, l'émancipation des noirs, il va sans dire que, si elle fut proclamée à une date précise, elle ne fut point réalisée aussitôt. La servitude ne disparut, ou plutôt ne se transforma que lentement en sa forme industrielle moderne, qui est le salariat ; encore de nos jours, près d'un demi-siècle après l'émancipation officielle, se maintiennent dans les pratiques et les lois, surtout au fond des âmes, bien des vestiges répugnants de l'ancien état de choses. Même il est arrivé que des juristes ont essayé de rétablir indirectement l'escla-

vage par toutes sortes d'artifices légaux et qu'ils ont trouvé des complices dans les tribunaux et parlements d'Etat. De pareilles iniquités sont inévitables, car les anciennes institutions ont la vie dure; et, d'ailleurs toutes les exploitations de l'homme par l'homme, esclavage, servage salariat, ne prennent-elles pas des formes analogues, difficiles à distinguer dans les divers milieux ?

La république nord-américaine sortait si puissante de la guerre civile qu'elle avait même pu remporter une grande victoire morale contre une puissance étrangère sans avoir eu à se donner la peine d'en venir aux menaces, ou seulement aux sérieuses remontrances. Dès la fin de l'année 1861, c'est-à-dire lorsque la Sécession était prononcée, et que la guerre avait déjà causé ses premiers désastres, Napoléon III, l'empereur de hasard, que tourmentait toujours une idée chimérique, intervenait diplomatiquement dans les affaires intérieures du Mexique pour y faire alliance avec le parti clérical, tout en servant les intérêts de quelques tripoteurs de finances. Voyant dans quelle aventure on les menait, l'Angleterre et l'Espagne, qui s'étaient alliées à la France pour formuler des revendications sur les questions d'emprunts et de douanes, s'empressèrent de se retirer, et l'empire napoléonien resta seul pour chercher noise à la république mexicaine.

D'après le témoignage des chroniqueurs de l'époque, il paraît établi qu'en envoyant ses troupes au Mexique pour y détruire le régime républicain et le remplacer par un empire, Napoléon III, silencieux d'ordinaire, aurait pourtant cette fois laissé échapper un secret : « Ceci c'est la grande pensée du règne ! » Se croyant arbitre suprême, placé au gouvernail de l'humanité, il ne visait à rien moins qu'à soustraire le Nouveau Monde à l'influence prépondérante des Anglo-Américains et à faire pour l'Hispano Amérique ce qu'il croyait avoir fait pour la France, lui tracer un lit permanent comme aux fleuves rectifiés, l'arracher définitivement au régime incertain et changeant des instincts et des caprices populaires, lui imposer une évolution venue d'en haut et réglée par la volonté d'un homme, d'un empereur, toujours présumée prudente et sage. Afin de donner à son dessein une apparence absolument désintéressée, il se garda bien d'imiter son oncle qui n'avait eu de trônes que pour sa dynastie : celui dont il fit choix comme représentant de son idéal monarchique appartenait à l'antique maison d'Autriche, celle de

toutes les familles princières d'Europe vers laquelle les fanatiques de la tradition de servitude lèvent les yeux avec le plus de vénération. Le moment semblait bien choisi pour introniser le descendant des Habsbourg en ce pays qui avait été conquis par les lieutenants de Charles-Quint. En effet, la « doctrine de Monroe » qui interdisait aux puissances d'Europe d'intervenir dans les affaires politiques des Etats américains[1] se trouvait momentanément frappée de caducité puisque la république nord-américaine était alors désunie ; peut-être même les politiciens qui cherchaient à impérialiser le Mexique espéraient-ils que la force de l'exemple et la communauté des intérêts décideraient les Etats confédérés, c'est-à-dire l'aristocratie esclavagiste des régions floridiennes et mississippiennes, à s'allier intimement au nouvel empire mexicain.



Cl. Lippincott.

BENITO JUAREZ, 1806-1872.
Président de la republique Mexicaine.

Mais toutes ces combinaisons manquaient de prescience et de sagacité : la plus grande pensée de Napoléon III fut en réalité la plus grande folie. D'abord les troupes françaises, qui avaient combattu avec succès les plus redoutables armées sur les champs de bataille de l'Europe, se heurtèrent à de vaillants ennemis qu'elles avaient eu le tort de mépriser d'avance. Même la première rencontre sérieuse fut pour elles un insuccès : le 5 mai 1862, un assaut de Puebla fut victorieusement repoussé, et plus d'une année s'écoula avant que l'armée française pût

se réorganiser et pénétrer enfin dans la ville de Puebla pour s'ouvrir la route de Mexico. Les Français y entrèrent (10 juin 1863) et y préparèrent l'intronisation officielle de Maximilien qui vint prendre possession de son empire l'année suivante, après s'être fait sacrer par le pape. Mais la guerre n'était point finie. Quoique les régiments français, appuyant l'armée cléricale des généraux conservateurs, fussent presque toujours vainqueurs en rase campagne, et que le gouvernement républicain, présidé par l'Indien Benito Juarez, dût fuir de ville en ville, il n'en organisait pas moins des *guerillas* qui harcelaient partout les vainqueurs, coupaient les routes, s'emparaient des approvisionnements. On pendait les patriotes par centaines, ils renaissaient par milliers.

Lorsque la ruine complète des esclavagistes eut amené la grande évolution de l'histoire américaine, Napoléon comprit qu'il n'avait plus qu'à préparer sa retraite, à modifier prudemment sa politique en laissant Maximilien se tirer de la périlleuse affaire, s'il était encore possible. Le malheureux crut qu'il réussirait par la terreur et, par un décret d'octobre 1865, prononça la peine de mort dans les vingt-quatre heures contre tout adversaire capturé. C'est le décret qui se retourna contre lui, et qui lui fut appliqué, l'année suivante, dans les fossés de Queretaro. Il avait régné trois années, mais pas un jour de cet empire ne s'écoula sans que les historiens n'aient lu clairement son horoscope de victime expiatoire : la grande pensée lui avait été funeste. Il ne semble pas d'ailleurs que le crime politique dont la France, sacrifiée aux chimères de son maître, s'était rendue coupable *sans* y participer moralement, ait eu pour conséquence de susciter contre elle des sentiments de haine et de vengeance dans l'âme des Mexicains. Un sûr instinct avait averti ceux-ci que l'envahisseur, ennemi d'occasion et non pas de nature, ne leur en voulait nullement, et ils lui pardonnèrent, préférant se rappeler les enseignements de la Révolution française que les caprices incohérents de la contre-révolution impériale. En outre, ils comprenaient que, dans la bataille des intérêts, aussi âpre entre les nations qu'entre les individus, ils n'avaient rien à craindre mais beaucoup à espérer de la solidarité morale de leurs frères « latins », tandis qu'ils avaient, au contraire, tout à redouter de leurs amis d'un jour, voisins d'outre-Rio Grande.

Quoi qu'il en soit, l'issue de la guerre du Mexique avait puissamment assis la « *doctrine de Monroë* » comme une vérité politique désormais indiscutable : pendant le demi-siècle qui venait de s'accomplir, les

ambitions étaient devenues une ferme réalité. Désormais l'esprit le plus chimérique ne pourrait imaginer qu'il serait possible à la France, à l'Angleterre ou à n'importe quelle puissance européenne de modifier à son caprice l'équilibre politique du Nouveau Monde, soit dans l'Amérique du Nord, soit dans l'Amérique du Sud. Le principe établi par le président Monroë, lors des révoltes de l'indépendance hispano-américaine, ne pouvait dorénavant plus trouver de contradicteurs. Par la force des choses, aussi bien que par la conscience orgueilleuse de



Cl. Lippincott.

L'AQUEDUC A QUERETARO

leur rôle parmi les nations, les États-Unis en étaient arrivés à disposer dans tout le monde occidental d'une réelle préséance. Ils constituaient une république, patronne d'autres républiques, formant, pour ainsi dire, le contraste, dans l'ordonnance générale du monde, avec l'empire russe, le plus puissant de tous par l'étendue territoriale, et celui qui représente par excellence les principes conservateurs du despotisme antique.

Après le grand ébranlement de la guerre de Crimée, le gouvernement russe avait eu à composer avec l'opinion publique en émoi. Quoique la nation n'eût pas un seul organe représentatif direct par lequel sa compréhension des choses pût se manifester officiellement, elle ne s'en

agitait pas moins, et des révoltes locales, signes avant-coureurs d'une transformation générale, témoignaient de l'impatience grandissante des sujets. Le gouvernement central, si désireux qu'il fût de maintenir la routine traditionnelle, ne pouvait ignorer cet état de choses et cherchait à donner une certaine satisfaction aux exigences populaires. Sans doute la nation russe, avec l'égoïsme collectif qui appartient à ces amas d'hommes déterminés par la série séculaire des événements, permettait à ses gouvernants de poursuivre contre l'étranger sa politique de conquête et d'oppression; même elle voyait avec une certaine satisfaction les annexions lointaines qui ajoutaient à l'Empire les immenses étendues asiatiques; elle approuvait les campagnes du Caucase qui aboutissaient en 1859 à la capture de Chamil, prophète et guerrier, et, en 1864, pacifiaient par le dépeuplement complet tout ce qui restait de territoires insurgés dans la Caucasie occidentale; même la masse du peuple russe se trouvait certainement d'accord avec son gouvernement pour approuver l'écrasement d'une nouvelle insurrection polonaise en 1863. Comme tant d'autres populations, celle de la « Sainte Russie » ne demandait justice que pour elle même et participait volontiers à l'injustice contre les autres.

Les améliorations matérielles sont celles que les gouvernements se laissent arracher le plus volontiers, parce qu'ils sont les premiers à en profiter. Le réseau des chemins de fer commença de se rattacher à la seule ligne de grande communication qui existât alors, celle qui reliait l'une à l'autre les deux capitales Moscou et Pétersbourg. Quelques routes, devancées par les voies de fer en maintes régions de l'empire, se tracèrent çà et là et des ponts furent jetés sur les fleuves. En même temps, on ouvrit des écoles pour les enfants de la bourgeoisie naissante et publia des amnisties pour le passé; la liberté fut rendue aux quelques dékabristes exilés qui vivaient encore et les membres de leurs familles furent réhabilités.

En même temps, en 1857, on décida de porter la main sur l'arche sainte du servage qui, depuis l'attentat de Boris Godunov contre la liberté russe, avait si profondément rongé le cœur de la nation. Comme toujours en pareille circonstance, cette décision « libérale » du gouvernement avait été dictée par la nécessité. L'empereur Alexandre en exposa la raison aux nobles réunis au Kreml' : « Donnons la liberté afin qu'elle ne soit prise de vive force ». Les soulèvements partiels et les révoltes individuelles des paysans étaient fréquentes et, d'autre

part, maint seigneur était de cœur avec les révoltés. Des serfs désespérés fuyaient en multitudes vers les steppes de la Russie méridionale et des conflits sanglants se produisaient dans les maisons de campagne des seigneurs. On évaluait en moyenne annuelle à soixante-dix le nombre des propriétaires que les paysans massacraient, parfois avec le raffinement de la torture et du bûcher [1].

C'est le 17 mars 1861 (le 5 en style russe) que fut inaugurée l'ère de l'affranchissement. On comprend quelle fut l'immensité du changement économique et social dans tout l'organisme de la nation, puisque le nombre des paysans mâles à libérer dans la Russie d'Europe, en Sibérie, dans la Transcaucasie s'élevait à près de douze millions (dix millions et demi d'individus lors du recensement de 1857, le dernier qui les ait comptés), sur lesquels huit à neuf cent mille appartenaient aux domaines impériaux et aux diverses administrations. En ajoutant à ces « âmes » d'hommes celles des femmes de tous âges, l'ensemble des serfs, peu éloigné de 23 millions, représentait, selon Semevsky, un peu plus de la moitié (53 o/o) de toute la classe des paysans de l'Empire et plus du tiers (37 1/2 o/o) de la population de la Russie proprement dite.

Le travail purement administratif de l'émancipation, commencé par degrés et d'abord dans les gouvernements les plus rapprochés de l'Europe civilisée, se prolongea pendant une période de deux années, mais les paiements d'argent imposés aux paysans pour la terre qu'ils reçurent en propriété indivise de leurs communes continuèrent jusqu'à la fin du siècle. En effet, on s'était bien gardé de laisser aux serfs libérés le lot de terre qu'ils occupaient lorsqu'on les asservit à la glèbe : on leur fit racheter le sol, dont, en justice, on ne pouvait leur dénier la propriété : le gouvernement lui-même ne permettait pas aux seigneurs de les en priver et, quant aux paysans, ils n'avaient cessé de le revendiquer dans leurs légendes, dans leurs chants et leurs récits autour du foyer.

Non seulement on leur imposa le rachat à un taux représentant en maint district deux à trois fois la valeur commerciale de la terre, mais on ne leur permit même pas d'acquérir la superficie totale du terrain qu'ils cultivaient sous le servage. Le *nadyel* fut rogné surtout dans les provinces fertiles du midi, et n'aurait pu nourrir le travailleur et sa

1. Alex. Tratchevski, *Revue Internationale de Sociologie*, août 1895, p. 19.

famille qu'au moyen de procédés perfectionnés dont il n'était point question à cette époque en Russie. Au fond, sous le nom de rachat, les paysans avaient à indemniser le seigneur pour leur liberté personnelle et pour l'affranchissement des trois journées de corvée par semaine que chaque serf, homme ou femme, lui devait[1].

Un des plus brusques changements produits par la libération des serfs fut la ruine d'une très grande partie de la noblesse. A peine les nobles — surtout ceux qui ne visitaient leurs terres que pour y passer quelques mois à la belle saison — avaient ils reçu les obligations représentant le prix du rachat qu'ils les négociaient et en dépensaient le montant avec un luxe fastueux. D'autres vendaient les terres qui constituaient leur fortune particulière : on dit que près de 30 millions d'hectares devinrent ainsi en peu de temps la proie des spéculateurs et des usuriers, tandis que l'Etat, par les facilités offertes à l'hypothèque des terres et aussi par des confiscations, devenait propriétaire de fait de la majeure partie des domaines seigneuriaux. Enfin, beaucoup de propriétaires, sans doute la majorité, plus attirés par la vie du fonctionnaire que par celle du gentilhomme campagnard, préféraient louer leurs terres aux paysans que de les faire valoir eux mêmes et ne réussissaient qu'à précipiter à la ruine leurs anciens serfs.

Au milieu de la population agricole augmentant rapidement, dépourvue de terres suffisantes et pour laquelle la culture du sol est le seul travail possible, les prix des baux s'élevèrent bientôt. Aussi, depuis quarante ans, la situation d'une quarantaine de millions de paysans n'a t elle cessé d'empirer dans la Russie centrale : le « rachat », les impôts croissants, les baux élevés, l'ignorance de bonnes méthodes culturales ont amené l'agriculteur russe au même niveau que celui de l'Irlande. Certes, il y a des exceptions, l'initiative et l'entr'aide ont été suffisantes çà et là — principalement dans le gouvernement de Moscou — pour faire remplacer le soc primitif par la charrue profonde et pour introduire avec le trèfle une méthode d'assolement quadriennale. Mais combien de paysans succombent à la misère et combien échangent un esclavage pour un autre, celui du *barine* pour celui de l'usurier, juif ou orthodoxe, plus implacable encore! Que de communes, que de districts se trouvent décimés par suite de mauvaises récoltes et de la famine toujours menaçante!

1. Pierre Kropotkine. *Notes manuscrites.*

Un fait grave se produisit à la même époque, la naissance d'un prolétariat industriel : une nouvelle caste se formait ainsi en même temps que la caste de la bourgeoisie s'accroissait en force par la fondation des manufactures et l'asservissement du commerce, mais, quoi qu'on en puisse penser, les ouvriers d'usine restent en Russie l'infime minorité. Si, dans les provinces centrales, les petites industries paysannes et saisonnières occupent plus de sept millions de personnes, le service des manufactures, malgré les primes et les faveurs gouvernementales, ne réclame guère que deux millions de travailleurs, c'est-à-dire qu'il n'a emprunté au travail agricole que moins d'un cinquantième de l'augmentation de population entre 1861 et 1905. Aujourd'hui encore, l'immense majorité de la population russe n'a d'autre ressource que l'agriculture.

Toute grande révolution est génératrice de progrès et de regrès, et suivant que l'histoire examine les uns ou les autres, elle est portée soit à déplorer soit à célébrer les résultats de l'événement. Mais, quant aux conséquences de l'émancipation des serfs de la Russie, il n'y a point de doute possible. Malgré toutes les réticences et les mauvaises volontés, malgré les maussades tentatives des réformateurs qui tâchaient de reprendre d'une main ce qu'ils donnaient de l'autre, l'esclavage n'était pas moins aboli; le maître n'avait plus le droit de cravacher son domestique ni la maîtresse celui de percer d'épingles la chair de sa rivale serve; le travailleur pourrait désormais travailler en chantant, puisque il avait racheté sa terre et la disait sienne, pouvait la retourner, la féconder avec amour. L'admirable conséquence de l'émancipation, c'est que du coup commençait à se former une opinion publique dans cette masse jadis inerte, et qu'il fallait déjà, en vertu de la logique des choses, donner une certaine satisfaction à cette opinion publique. C'est ainsi que l'institution du jury fut admise en Russie, au grand scandale des vieux conservateurs : un des verdicts les plus retentissants du nouveau tribunal fut d'acquitter une jeune fille, Vera Zassoulitch, qui avait vengé la fustigation d'un prisonnier sur la personne du coupable en chef, le général de la police (1878). De même, le gouvernement fut entraîné par l'esprit de l'émancipation jusqu'à laisser les paysans exposer leurs doléances et formuler leurs propositions dans les assemblées cantonales ou *zemstvo*. La Russie vit ces choses étranges : les juges de paix élus au second degré par tous les paysans à l'égal de leurs seigneurs, puis des parlements où les campagnards se permettaient

de discuter leurs intérêts avec bon sens, même avec esprit et dans un beau langage. Sans doute diverses mesures restrictives, surtout sous le règne d'Alexandre III, réussirent à supprimer presque complètement ce premier essai d'une représentation directe des intérêts; mais la chose certaine, inéluctable, que nul gouvernement ne pouvait rayer de l'histoire, c'est que la nation russe se trouvait déjà placée par son mouvement social et politique dans un milieu analogue à celui des autres nations policées de l'Europe et que, par conséquent, toutes les révolutions de la pensée devaient y rencontrer une société préparée à les comprendre. Le monde moderne s'était agrandi de toute l'immensité de la Russie.



INTERNATIONALES : NOTICE HISTORIQUE

1866. — 14 juin, déclaration de guerre de la Prusse et de l'Italie à l'Autriche ; 24 juin, Custozza ; 3 juil., Sadowa ou Königgrätz ; 4 juil., remise de la Vénétie à la France ; 17 juil., les Prussiens arrivent devant Vienne ; 20 juil., Lissa ; 21 juil., armistice. — Congrès de l'Internationale ouvrière à Genève. — 4 nov., Mentana.

1867. — 5 févr., les Français quittent Mexico ; 19 juin, exécution de Maximilien. — La Russie vend l'Alaska aux Etats-Unis. — Insurrections en Crète et à Cuba.

1868. — 17 sept., insurrection à Cadiz ; 30 sept., fuite d'Isabelle. — Prise de Samarkand par les Russes. — Coup d'Etat au Japon.

1869. — 17 nov., ouverture du canal de Suez.

1870. — 8 mai, plébiscite ; 19 juil., déclaration de guerre à la Prusse ; 2 août, premiers coups de feu ; 14-18 août, Borny, Rezonville, Gravelotte, St-Privat ; 1-2 sept., Sedan : 4 sept., proclamation de la république ; 18 sept., investissement de Paris ; 27 oct., reddition de Metz ; 9 nov., Coulmiers ; 3 janv. 1871, Bapaume ; 10 janv., Villersexel ; 18 janv., le roi de Prusse est proclamé empereur allemand à Versailles ; 28 janv., reddition de Paris et armistice ; 1er févr., l'armée de l'Est se réfugie en Suisse.

1870. — 20 sept., entrée des Italiens à Rome ; 16 nov., Amédée de Savoie, roi d'Espagne.

1871. — 8 févr., élections en France ; 1er mars, paix ; 18 mars-28 mai, Commune de Paris.

1872. — Début de la guerre carliste.

1873. — 11 févr., Amédée quitte l'Espagne. — 24 mai, Mac-Mahon remplace Thiers. — Juil., mouvements fédéralistes à Malaga, Cadix, Séville, Cartagena. — 16 sept., évacuation du territoire français par les armées allemandes ; 20 nov., organisation du Septennat. — Les Russes prennent Khiva.

1874. — 3 janv., coup d'Etat du général Pavia ; 12 janv., reddition de Cartagena ; 29 déc., la royauté est rétablie par Martinez Campos.

1875. — 30 janv., la république française est votée par 353 contre 352 voix. — Soulèvement en Herzégovine.

1876. — 28 févr., fin de la guerre carliste. — 29 mai, déposition de Abd-ul-Aziz, assassiné le 11 juin; 31 août, Abd-ul-Hamid remplace Mourad V. — Guerre serbo-turque.

1877. — 16 mai, coup d'État de Mac-Mahon; oct., réélection des 363. — 22 juin, les Russes traversent le Danube; juil.-déc., luttes autour de Plevna; 18 nov., prise de Kars.

1878. — 14 févr., la flotte anglaise traverse les Dardanelles; 3 mars, traité de San-Stefano; 13 juin-13 juil., congrès de Berlin.

1879. — 30 janv., démission de Mac-Mahon. — Guerre anglo-afghane. Guerre entre le Chili et une alliance bolivio-péruvienne.

1881. — Les Russes entrent en Turkménie et les Français en Tunisie. — La Thessalie est remise à la Grèce.

1882. — 11 juil., bombardement d'Alexandrie; les Anglais occupent l'Egypte. — Prise de Hanoï.

1883. — La guerre éclate entre la Serbie et la Bulgarie. — Les Français s'emparent de l'Annam.

1884. — Les Russes prennent Merv. — Guerre franco-chinoise.

1885. — Févr., la conférence de Berlin organise l'occupation européenne de l'Afrique. — 18 sept., réunion de la Roumélie à la Bulgarie. — 26 janv., prise de Khartum par le Mahdi. — 28 févr., défaite de Lang-Son; 9 juin, paix franco-chinoise. L'Angleterre annexe la Barmanie.

1886. — Un blocus européen empêche la Grèce de partir en guerre.

1889. — 15 nov., Proclamation de la république au Brésil.

1894-1895. — Guerre sino-japonaise. — Premiers travaux du Transsibérien.

1896. — 1er mars, défaite des Italiens à Adoua.

1897. — Révolte en Crète; guerre gréco-turque.

1898. — Affaire Dreyfus. — Mai à août, guerre hispano américaine. — Sept., bataille d'Omdurman; Français et Anglais à Fachoda. — Les Russes s'installent à Port-Arthur et les Anglais à Weï-haï-weï.

1899. — Janv., les Allemands à Kiao-Tcheu. — Insurrection aux Philippines.

1900. — Soulèvement des Boxeurs en Chine; expédition européenne.



La conciliation entre le Capital et le Travail est impossible, mais chaque nouvelle lutte donne lieu à des transactions qui se rapprochent de la justice.

CHAPITRE XX

INTERNATIONALE OUVRIÈRE. — CANAL DE SUEZ. — SADOWA
UNITÉ ITALIENNE. — GUERRE FRANCO-ALLEMANDE. — ESPAGNE
LA COMMUNE DE PARIS ET LE FÉDÉRALISME ESPAGNOL
PHYLLOXERA. — GUERRE RUSSO-TURQUE. — TRAITÉ DE BERLIN
EXPANSION COLONIALE. — PARTAGE DE L'AFRIQUE. — L'EUROPE ET L'ASIE
GUERRE AMÉRICANO-ESPAGNOLE. — SYNDICAT DES NATIONS

Les diverses révolutions d'Europe, qui rejetèrent tous les malheureux exilés ou réfugiés en dehors de leur patrie, eurent du moins ce résultat très important dans l'Histoire, qu'elles les aidèrent à constituer des groupements nouveaux en dehors des sentiments exclusifs, toujours mesquins, de l'origine nationale. Dans ces quartiers du centre de Londres où, par un phénomène d'agrégation dû à la nécessité de l'appui mutuel, se rencontraient tous les révolutionnaires étrangers, Italiens de

Venise, de Gênes et de Rome, Espagnols de Barcelone, de Valence, Parisiens et Badois, Polonais et Russes, l'alliance devait se faire : la communauté du but, des intérêts, des moyens employés amenait une entente au moins partielle entre les proscrits, malgré l'obstacle qu'opposaient les différences de mœurs et de langage ainsi que les rivalités des ambitions chez ceux qui convoitaient le pouvoir. Une sorte de gouvernement occulte des Etats-Unis d'Europe en formation se constitua ainsi, sans que l'orgueilleuse Angleterre daignât connaître les agissements des hommes tombés qui lui avaient demandé un asile et qui travaillaient à la reconstruction du monde. C'était incontestablement un fait politique de premier ordre que cet essai d'accord international en vue de l'établissement d'un nouvel équilibre européen reposant sur la liberté civique et sur la représentation équitable de tous les intérêts; mais les engagements réciproques pris par les contractants manquaient de la sanction populaire qui, seule, pouvait leur donner la réalisation future; et, d'ailleurs, la plupart de ces hommes politiques, ayant eux-mêmes été à l'œuvre dans le gouvernement de leur pays d'origine, n'apportaient point un désintéressement absolu à la poursuite de leur mission.

Combien plus importante que cette entente provisoire entre personnages de diverses nations fut l'autre Internationale, celle qui naquit spontanément parmi des travailleurs et des faméliques appartenant à toutes les nations et se reconnaissant frères par la volonté commune. Les astronomes, les géographes, les voyageurs avaient découvert l'unité matérielle de la planète, et voici que d'humbles ouvriers, anglais, allemands, suisses, français, d'autant plus heureux de s'aimer qu'ils avaient été destinés à se haïr et qu'ils s'exprimaient difficilement dans une langue qui n'était pas la leur, s'étreignaient en un même groupe et s'unissaient pour ne former qu'une seule nation, au mépris de toutes les traditions et des lois de leurs gouvernements respectifs! Cette unité morale, cette humanité dont les philosophes s'étaient entretenus jadis et que la plupart considéraient comme un rêve impossible en arrivait enfin à un commencement de réalisation dans les rues boueuses de Londres, sous le lourd brouillard jaunâtre et fuligineux!

Les commencements de l'œuvre furent peu de chose et l'on a peine à en distinguer les origines, qui sont nombreuses, et que l'on retrouve fort loin dans le passé, comme on poursuit dans les fissures du sol les

racines et les radicelles d'un grand arbre. C'est donc à juste titre que l'on peut signaler tels et tels groupes socialistes, même avant la révolution de 1848, comme ayant préparé l'Internationale, et quelques vanités de parti en ont profité pour s'attribuer la gloire d'avoir donné l'impulsion décisive à ce mouvement. Le fait est qu'après de multiples initiatives, la société nouvelle apparut, en 1864, dans les réunions populaires de Londres, absolument et définitivement consciente de son but, parlant un langage dont tous les termes avaient été scrupuleusement précisés, car les hommes qui les prononçaient s'adressaient au monde entier et savaient que leurs paroles seraient entendues de siècle en siècle. Comprenant que « l'émancipation des travailleurs ne se ferait que par les travailleurs eux-mêmes », l'association internationale faisait appel à toutes les énergies de ceux qui travaillent pour combattre tout monopole, tout privilège de classe, et les mettait en garde contre toute participation aux passions et aux intrigues de la politique bourgeoise. Dans sa teneur générale, le manifeste des ouvriers internationaux retentissait bien comme un cri de guerre contre tous les gouvernements, mais, par delà ceux-ci, il s'adressait fraternellement à tous les hommes envers lesquels « la vérité, la justice, la morale devaient être la ligne de conduite, sans distinction de couleur, de foi ni de nationalités. Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs ! » Peut-être y avait-il un mot de trop dans cette proclamation des ouvriers associés, le mot de « foi », car l'homme qui croit à un pouvoir surnaturel et se conforme aveuglément aux ordres qu'il suppose lui être envoyés du ciel ne peut avoir aucune compréhension de la liberté et, par conséquent, n'appartiendra jamais à une association de camarades revendiquant leurs droits et les conquérant de haute lutte.

L'émotion fut grande dans le monde de la classe possédante qui se distribue les places et qui fait travailler à son profit les multitudes des paysans et des ouvriers. Entraînés par la logique des choses, qui montre déjà dans le présent la réalisation de l'avenir, la bourgeoisie s'imagina que la foule des travailleurs faisait partie de l'élite groupée en Internationale et, dans sa terreur, elle crut voir soudain des milliers d'ouvriers hostiles se dresser devant elle. C'était une illusion dont elle se vengea plus tard par des emprisonnements, des bannissements et des fusillades, mais, si faible que fût au commencement le nombre des hommes conscients de la force de l'idée, comprenant l'antagonisme absolu du

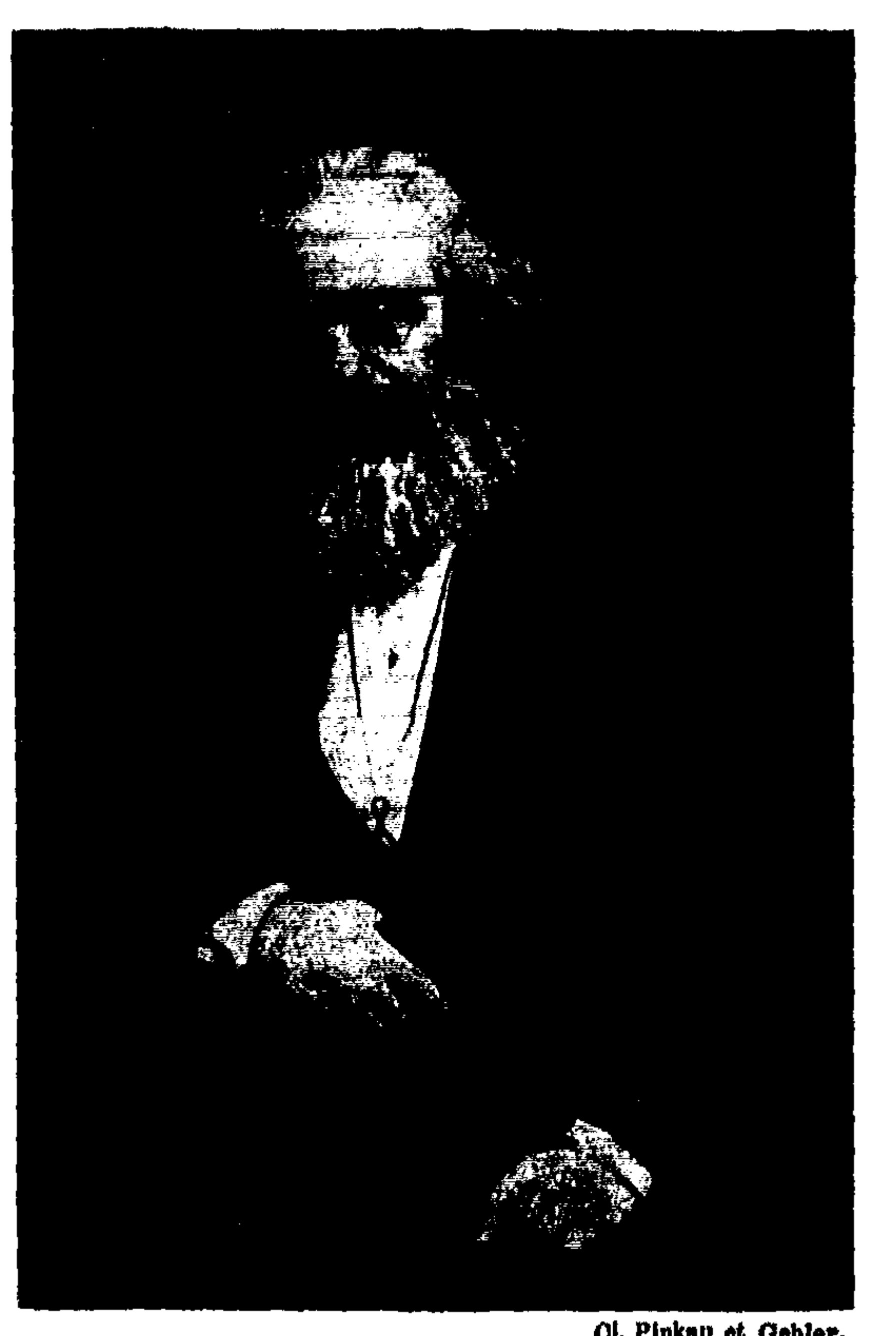
travail libre et du monopole capitaliste, les persécutions ne devaient point en venir à bout. Cette fois la semence était bien jetée sur un sol favorable! En France, notamment, on eut la naïveté de croire, après la Commune, que les lois, les décrets, les menaces de procès avaient supprimé l'Internationale, que la graine en était extirpée du sol; mais, que le nom reste ou disparaisse, que les étiquettes changent ou se modifient, il n'importe au fait qui demeure certain, inébranlable comme un arrêt du destin. L'Internationale est le produit même de la civilisation contemporaine! Les travailleurs ont échappé à l'ignorance première: ils savent et sauront de plus en plus que leurs intérêts sont les mêmes en deçà et au delà des frontières, sur toute la surface du globe, que leur petite patrie se rapetissera sans cesse, comparée à la grande patrie qui est l'Humanité.


Cl. du *Réveil de la Chine.*

MICHEL BAKOUNINE, 1814-1876

D'ailleurs, les gouvernants avaient beau combattre l'Internationale en l'un de ses éléments, l'Internationale ouvrière, ils n'en étaient pas moins entraînés par le courant de l'histoire vers des manifestations qui devaient aboutir au même résultat : eux aussi travaillaient à l'abaissement des bornes nationales sur le continent d'Europe : les réseaux de voies ferrées se soudaient les uns aux autres en mailles de

plus en plus nombreuses ; on perçait un souterrain au-dessous des Alpes pour unir la France et l'Italie, tandis que, dans l'Amérique du Nord, on jetait hâtivement des rails par-dessus les plateaux et les déserts des Rocheuses pour mettre en communication, à travers les continents, les deux grands ports de l'Atlantique et du Pacifique, New-York et San-Francisco.



Cl. Pinkau et Gehler.

KARL MARX, 1818-1883

Dans l'Internationale, Karl Marx représentait la tendance centraliste et socialiste, Michel Bakounine la tendance fédéraliste et anarchiste.

On travaillait même à faire quelque chose de plus grand, à couper le pédoncule qui rattachait l'Afrique au reste de l'Ancien Monde! C'était en réalité la reprise d'une œuvre que la nature avait déjà faite, probablement pendant une courte période des âges quaternaires, et que les hommes avaient aussi menée à bonne fin par une voie indirecte, il y a plus de deux mille ans. La légende et l'histoire parlent du creusement d'un canal, tracé de la branche orientale du Nil au golfe d'Arsinoë, à l'extrémité de la mer Rouge, et l'on sait que Darius, utilisant les travaux du pharaon Nechao, leur donna une largeur suffisante pour y faire passer deux trirèmes de front. Fermé par les sables, le canal fut réparé sous les Ptolémées, puis restauré au moins pour la deuxième fois sous le règne de Trajan : c'était le « Fleuve » par lequel on transportait sur les bords du Nil les blocs de porphyre extraits des montagnes rive-

raines de la mer Rouge. Amru rétablit encore cette voie navigable, mais, après lui, sables et boues firent de nouveau leur œuvre, et, pendant onze siècles, l'Afrique se souda derechef au corps continental de l'Asie. Pourtant tous les grands esprits rêvaient la restauration du canal égyptien. Les vers que Marlowe met dans la bouche de Tamerlan prouvent combien cette préoccupation du percement de l'isthme hantait les imaginations à l'époque de la Renaissance :

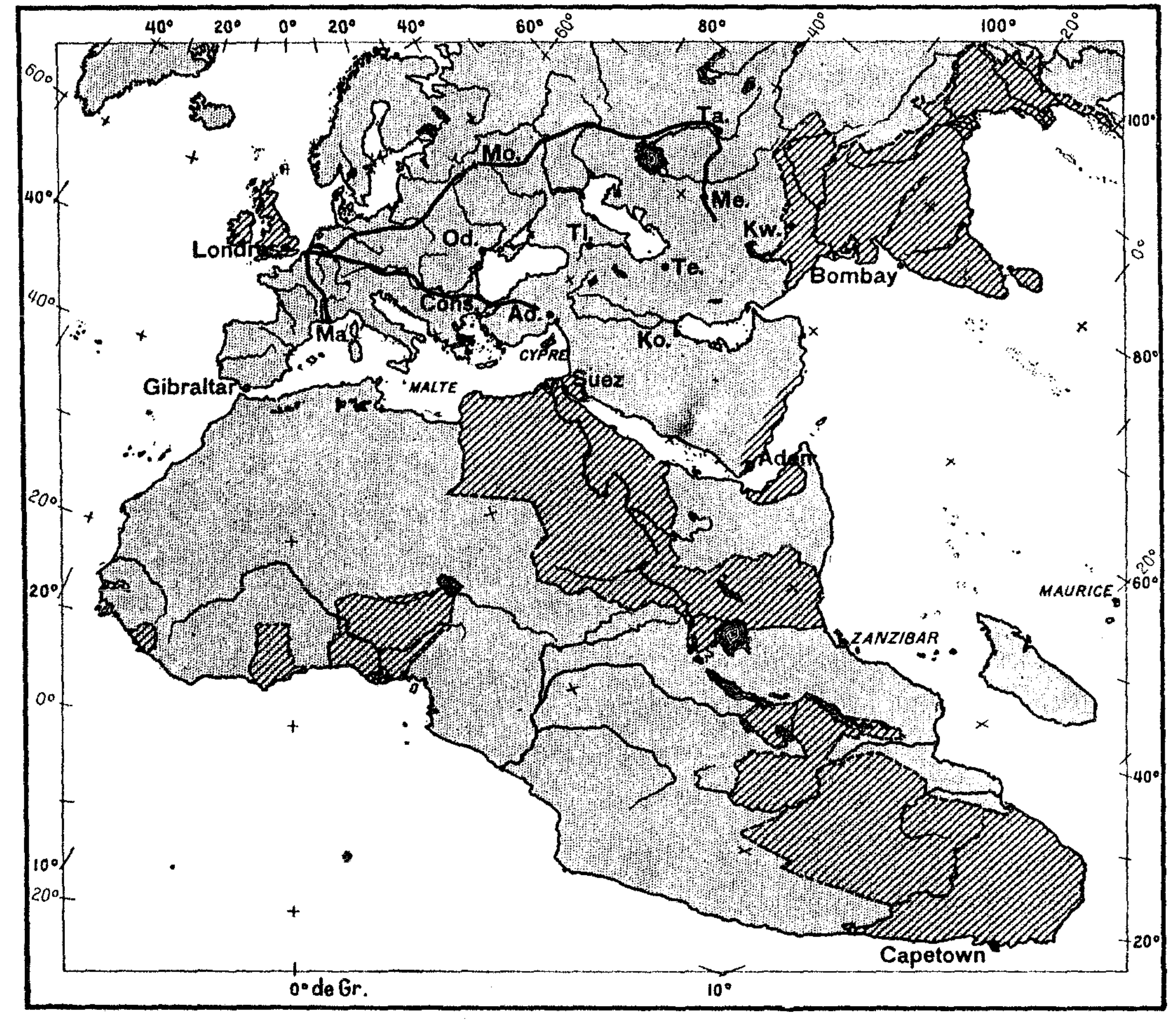
« And here, not far from Alexandria,
Whereas the Tyrrhene and the Red Sea meet,
Beeing distant less than full a hundred leagues,
I mean to cut a channel to them both,
That men might quickly sail to India »[1].

Pendant la période de ferveur de la grande industrie moderne, alors même qu'on attendait du travail intensif des ouvriers une sorte de rénovation mondiale, les disciples de Saint-Simon, devenus fanatiques du percement de l'isthme asiatique-africain, en firent presque un dogme de leur religion, et ce sont les ingénieurs envoyés par eux sur les lieux qui firent les nivellements préliminaires et les projets de l'œuvre, repris plus tard au profit des spéculateurs et des financiers. On peut dire que, virtuellement, le canal était déjà percé lorsque Bourdaloue eut terminé son travail géodésique de mer à mer en 1847. Mais plus de vingt années durent s'écouler avant que l'entreprise réussît à triompher définitivement des rivalités politiques, des jalousies commerciales, du mauvais vouloir de la Grande Bretagne et de la Porte; et ce triomphe n'aurait été certainement pas obtenu sans les prodigieuses libéralités du khédive d'Egypte, Ismaïl Pacha, sans les millions et les millions de francs payés en réclame et sans le travail gratuit des fellahin corvéables recueillant la terre du canal dans leurs couffins de fibres. Enfin, le 17 novembre 1869, une somptueuse escadre de bateaux décorés et fleuris remonta le canal interocéanique de Port-Saïd au lac Timsah. C'était là certainement un fait capital dans l'histoire du commerce, et même dans celle de la prise de possession du globe par l'humanité : mais l'appréciateur banal des événements y vit surtout un triomphe de la France, qui, par ses ingénieurs, avait fait les études, qui avait fourni les capitaux, et dont la souveraine, encore belle, présidait magnifiquement au cortège.

1. *Tamburlaine the Great*. — Et ici, non loin d'Alexandrie — où la Méditerranée et la mer Rouge se rapprochent — et sont séparées de moins de cent lieues — je creuserai un canal — afin que l'homme abrège sa route vers les Indes.

Or, précisément ce triomphe devait être brusquement suivi d'un terrible écrasement, causé par la guerre franco-germanique, et par un singulier revirement de l'Angleterre : ce pays, qui n'avait cessé de s'opposer au percement du canal pendant toute la période des travaux,

N° 461. Routes de Londres à Bombay.



La Route de terre actuelle passe par Moscou, Tachkent, Merv, en attendant la voie ferree Odessa, Tiflis, Teheran, Kwettah. — La route de mer passe par le Cap ou par Gibraltar, Suez et Aden. — Les routes mixtes sont celles de Marseille et Suez ou de Constantinople. Adana et Koveït.

L'arc de grand cercle joignant Londres à Bombay est, dans cette carte, une ligne droite; les distances — 1 centimètre par 10 degrés, sont correctes le long de la base et dans la direction normale. Le navire doublant le Cap de Bonne-Espérance se trouve plus loin de Bombay qu'au départ de Londres.

changea soudain d'avis, dès que l'œuvre fut achevée, et, par un achat d'actions, se trouva le propriétaire principal de la voie, destinée à devenir le grand chemin des Indes. Aussi longtemps que l'Angleterre pouvait craindre qu'une autre puissance s'installât solidement en Egypte, le lieu d'étape par excellence entre Londres et Bombay, elle

devait mettre tout en œuvre pour que la route de circumnavigation par le cap de Bonne-Espérance restât la seule fréquentée par les navires, et dès qu'une deuxième voie, plus courte et moins périlleuse, se trouvait ouverte désormais, il lui fallait à tout prix, sinon s'en emparer, du moins y occuper le premier rang. Mais au-dessus de toutes les rivalités nationales venait se placer l'intérêt majeur du genre humain qui rapprochait les peuples et les races, juxtaposait, pour ainsi dire, les rives du Pacifique et celles de l'Atlantique, recréant à nouveau la forme des continents.

De pareils résultats l'emportent singulièrement dans l'histoire essentielle du monde sur les conséquences relativement passagères causées par les conflits de peuple à peuple, même par des guerres d'invasion, si terribles qu'elles soient et si nombreux les désastres causés par ces rencontres. A cette époque, l'initiative dans les affaires européennes n'appartenait plus à la France, qui n'avait plus de politique nationale et que gouvernait un homme malade, usé, hésitant et réticent. Le jeu de la diplomatie était dirigé par la Prusse, qui se trouvait alors guidée et tenue par un homme d'intelligence claire, de volonté puissante et de parfaite supériorité à tout scrupule ou préjugé. Déjà le comte de Bismarck avait absolument déblayé le terrain politique dans l'assemblée du monde germain en établissant d'une manière indiscutable l'hégémonie de la Prusse dans les affaires de l'Allemagne. Tout d'abord (1864) il tranchait au profit de la Prusse la question des frontières du Danemark en s'emparant de toute la partie, incontestablement germanique, de ce royaume située au sud de Flensburg, et même en reportant la limite politique à près d'une centaine de kilomètres au nord, en plein territoire de l'Empire danois : pour se mettre en règle avec le principe des nationalités, on s'était contenté de dire que les Danois pourraient à l'occasion se rattacher de nouveau à la patrie scandinave par un vote librement émis, mais ce vote ne fut jamais demandé. La Prusse devint ainsi maîtresse de l'annexe stratégique la plus importante de son domaine : le Holstein domine la bouche de l'Elbe et celle de la Trave et possède les campagnes à travers lesquelles passe le grand canal de navigation de Kiel à l'Elbe, déjà considéré lors de l'annexion comme un des travaux les plus urgents à entreprendre pour compléter l'outillage du futur empire[1].

1. *Voir* Carte n° 295, page 489, vol. III.

Après ce premier coup qui assurait la position de la Prusse du côté du nord et lui donnait une frontière stratégique parfaite, à la fois offensive et défensive, il s'agissait de faire un nouveau mouvement plus décisif encore, en expulsant l'Autriche de la Confédération germanique. La combinaison semblait d'autant plus difficile à réaliser que l'Autriche avait prêté son appui à la Prusse pour conquérir le Holstein, et le premier acte de reconnaissance allait être de lui déclarer la guerre. On n'hésita point, de savantes manœuvres diplomatiques réussirent à brouiller les deux grandes puissances allemandes. La guerre éclata (1866) et la Prusse, mieux armée, préparée depuis longtemps, tout à fait consciente de son but, et bien en règle avec l'Europe où elle s'était assuré l'alliance de l'Italie et la non-intervention des Français et des Russes, marcha presque mathématiquement à la victoire. Deux semaines après la déclaration de guerre, elle gagnait la bataille décisive de Sadowa et profitait très habilement de son triomphe pour ne demander guère à l'Autriche que des satisfactions morales, d'autant plus efficaces en réalité qu'elles imposaient au vaincu une sorte de gratitude. Le vieil empire de Habsburg se trouvait exclu de la Confédération germanique, tandis que les autres États de l'Allemagne, royaumes, électorats, principautés et villes « libres » changeaient d'orientation et gravitaient de force dans le cercle de l'hégémonie prussienne.

Ainsi la nation allemande, qui, en 1848, avait tenté de se constituer spontanément tout entière et par la libre volonté de ses peuples, reparaissait vingt ans après, reformée par la volonté d'un maître, mais, cette fois, incomplète, mutilée, puisque les Allemands autrichiens étaient rejetés en dehors du nouveau groupement, et qu'on devait s'en remettre à des guerres ou à des révolutions futures pour terminer l'œuvre commencée. Au fond, cette politique « de fer et de sang », dans laquelle les historiens adorateurs du succès virent le témoignage du génie monarchique de la Prusse, avait consisté à empêcher, par la force et par la ruse, la formation libre et pleine de la nation allemande, pour la refaire plus tard sous l'aspect d'une armée, dont les cadres ne comprennent pas encore tous ses régiments.

L'unité pangermanique n'est donc pas encore faite; quant à l'unité italienne, on peut considérer cette étape de l'histoire comme définitivement parcourue. Pourtant l'Italie, dans sa campagne contre l'Autriche, n'avait pas été heureuse. Elle avait perdu sur terre la bataille de Custozza

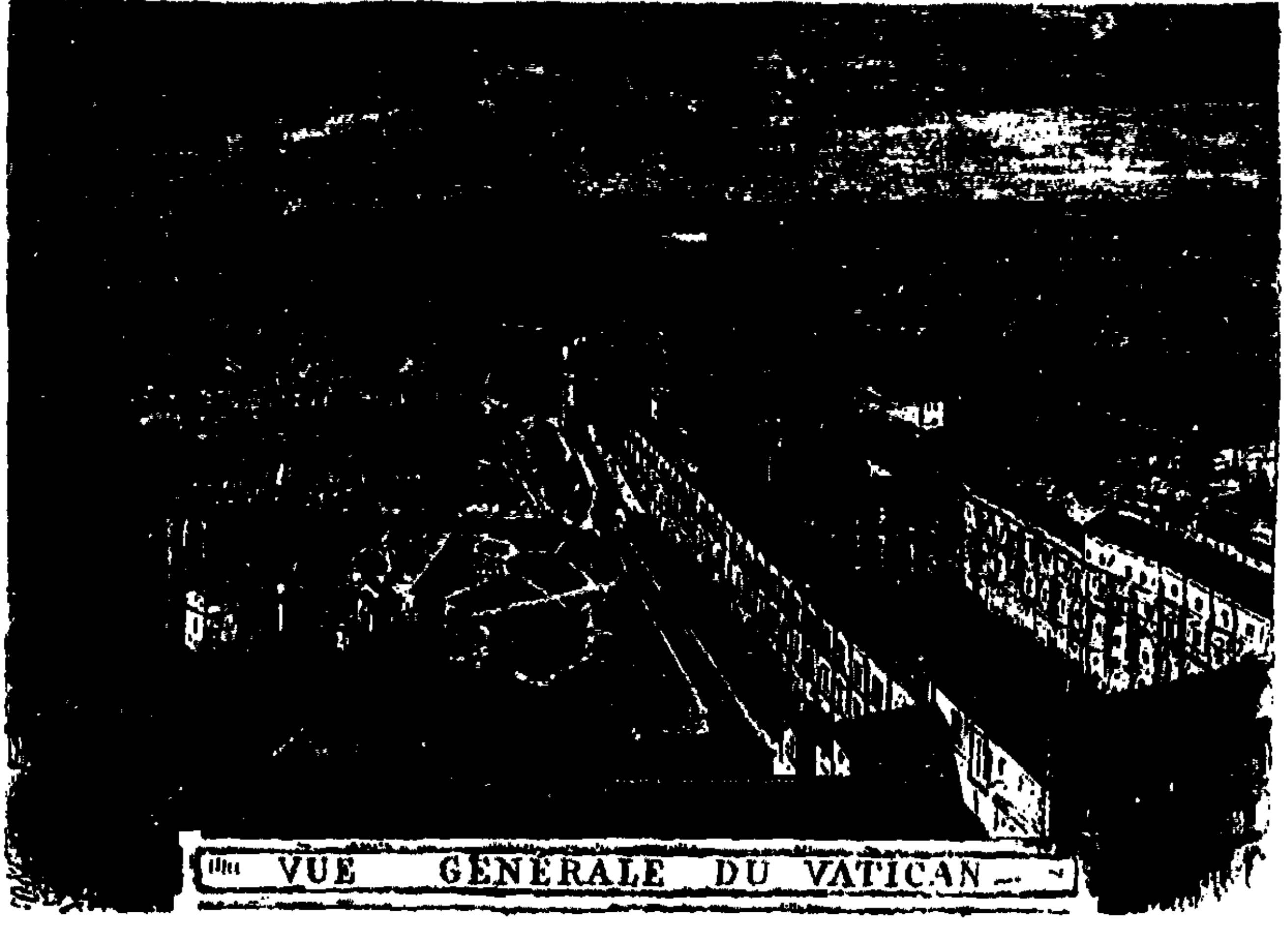
et, sur mer, sa flotte, dont elle espérait beaucoup, fut en partie détruite et dispersée dans l'Adriatique, près de l'île de Lissa. C'est alors que l'Autriche, ayant complètement sauvé du côté de l'Italie son prestige militaire, mais obligée quand même de ramener son armée au delà des Alpes pour couvrir sa capitale contre la Prusse, se tira d'embarras par un coup de théâtre, en cédant la Vénétie à son allié Napoléon III qui, à son tour, la remit à Victor-Emmanuel, sous réserve d'une acceptation par le suffrage populaire. Après diverses simagrées diplomatiques, destinées à transférer à la Prusse le mérite de la cession, l'ancien royaume de Piémont, arrivé aux limites naturelles de la Péninsule, put enfin arrondir son domaine jusqu'à l'hémicycle des Alpes : l'Italie était achevée au point de vue géographique, bien que toujours incomplète si, en pareille matière, la politique obéissait au vœu des populations, car il est certain que, dans le Tirol méridional et en Istrie, les citadins de langue italienne seraient en très grande majorité désireux d'entrer dans l'unité péninsulaire.

Provisoirement, la garnison française continuait de protéger le pape contre l'entrée des troupes d'Italie dans la ville de Rome, mais qui ne pressentait combien cet entêtement était contraire aux nécessités de l'histoire? Dès que la guerre franco-allemande eut manifesté la supériorité de la Prusse, le gouvernement italien s'empressa d'occuper tout le territoire de Rome, province et ville, « afin d'assurer l'indépendance spirituelle du pape » (20 septembre 1870). L'ironie était un peu forte; mais que restait-il à faire à Pie IX, sinon à se soumettre et à prononcer l'excommunication majeure contre l'envahisseur? Précisément un concile venait de se réunir au Vatican pour voter l'infaillibilité du Souverain Pontife. Il était dans la logique des choses qu'à la suppression effective et totale du pouvoir temporel correspondît l'exaltation du pouvoir spirituel. Devenu le « prisonnier du Vatican », le pape s'élevait au rang des dieux.

A la même époque l'Espagne se débattait dans une crise de naissance et d'adaption aux idées modernes. En 1868, un mouvement général de dégoût, causé par les intrigues et les mœurs de la cour, avait abouti à l'expulsion de la reine Isabelle au moment même où elle s'alliait étroitement avec Napoléon et le pape pour assurer le maintien du pouvoir temporel de l'Eglise.

Quoique la révolution eût porté à la dispute du pouvoir toute une

foule d'ambitieux, princes, généraux, diplomates, orateurs, la poussée libérale d'en bas donna tout d'abord à la situation un caractère presque républicain : on se débarrassa des jésuites, on supprima les biens de main morte, on proclama l'entière liberté de la presse et de l'enseignement; même l'octroi des villes, ce chancre de la vie nationale, fut aboli, et l'on reconnut à chaque citoyen de vingt-cinq ans le droit



Cl. P. Sellier.

VUE DU VATICAN ET DE SES JARDINS

de suffrage. La République eût été certainement instituée en Espagne si l'Etat n'avait eu ses deux parasites, l'armée et la flotte, et s'il n'avait été lui-même le parasite de ses colonies lointaines, les Philippines et les Antilles.

Cuba, « la perle antillienne » par excellence, s'était révoltée en même temps que la métropole et, comme l'Espagne, revendiquait son indépendance, tout en cherchant à se débarrasser de sa périlleuse institution, l'esclavage des noirs, gage certain de révolutions et de tueries futures. Mais il y avait trop d'argent à gagner dans les riches plantations pour que les avides fonctionnaires et les aventuriers d'outre-mer ne missent tout en œuvre pour réprimer l'insurrection cubaine et maintenir la servitude des Africains : d'éloquents discours sur l'honneur national

suffirent pour tromper la foule naïve des citoyens. Encore encombrée de tout son appareil monarchique, y compris les colonies à esclaves, l'Espagne ne pouvait donc que se reconstituer en monarchie et la régence de Serrano n'eut guère d'autre mission que d'humiliantes démarches à la recherche d'un roi. On crut en avoir trouvé un dans la personne d'un prince de Hohenzollern, mais ce choix eût pu faire éclater la guerre entre la France et l'Allemagne avant que Bismarck fût complètement prêt à l'attaque, et les courtisans en quête de souverains se tournèrent vers un autre personnage, le prince Amédée de Savoie, qui consentit à goûter au fruit, parfois amer, de la royauté (1870): il s'en fallut de peu que sa destinée ressemblât à celle d'un autre couronné, l'empereur Maximilien. Pendant plus de deux années, il eut à lutter contre ses ennemis, d'un côté les carlistes, d'un autre côté les républicains, et, plus encore, contre ses prétendus amis, les monarchistes constitutionnels et libéraux; il eut surtout à conformer sa volonté aux ordres de l'Eglise et à ceux des grands propriétaires de Cuba. Enfin, il ne lui resta plus qu'à s'enfuir (1873), laissant le pouvoir au parti qui se montrerait le plus fort.

C'est au milieu de l'année 1870 que la lutte diplomatique, depuis longtemps engagée entre la France et la Prusse, éclata en déclaration de guerre. Bismarck avait eu le talent d'amener la rupture définitive, même par des mensonges télégraphiques, mais il s'était *arrangé* de manière à faire prononcer le mot fatal par l'adversaire : devant l'opinion publique, si facile à tromper, les torts devaient peser sur la France. C'était là déjà une première victoire. Mais, dès les premiers jours des hostilités, la Prusse remporta un deuxième succès aux yeux du monde, elle montra qu'elle était absolument prête pour le combat, tandis que la France, confiée à de vieux militaires inintelligents et jaloux les uns des autres, n'avait su que se vanter sottement d'avoir prévu jusqu'au « dernier bouton de guêtre », tandis qu'elle était en réalité prise à l'improviste et ne possédait ni les plans, ni les vivres, ni l'artillerie nécessaires; elle allait se battre au hasard contre un ennemi qui visait nettement son objectif.

Quant aux chances générales, tirées de l'équilibre des nations, elles étaient également en faveur de l'Allemagne. Si l'empire français possédait un certain prestige, dû à ses guerres heureuses, il se trouvait pourtant très diminué par sa dernière aventure mexicaine et par ses diverses déconvenues diplomatiques avec la Prusse, tandis que celle-ci avait

son prestige tout nouveau, étincelant, et obtenu dans la guerre contre l'Autriche avec une sûreté de méthode que n'avaient pas eue les vainqueurs de Magenta et de Solférino. Il est vrai que le régime impérial de la France, conscient de sa faiblesse croissante, avait essayé de se consolider par un plébiscite qui avait répondu à ses questions équivoques par une approbation banale; mais la Prusse n'avait pas eu besoin de recourir à de semblables subterfuges: la guerre contre la France y était réellement populaire. Si le gouvernement français pouvait créer un enthousiasme factice en faisant crier par sa police: « A Berlin! à Berlin! » les armées allemandes qui marchaient d'urgence vers la frontière française étaient bien résolues à combattre, à vaincre et à pousser, s'il le fallait, jusqu'à Paris et au delà. Tandis qu'en France, la masse des habitants n'avait aucune animosité spéciale contre l'Allemand ou plutôt s'en tenait à la malveillance native éprouvée spontanément contre tout étranger, les jeunes gens de la Germanie, ayant tous passé par l'école, y avaient appris que le Français est « l'ennemi héréditaire », tous avaient récité la leçon qui leur enjoignait de venger le meurtre de Conradin, perpétré au treizième siècle par le roi Charles d'Anjou, et la dévastation du Palatinat ordonnée par Louvois; tous partageaient l'enthousiasme patriotique des nationalistes pour la reconquête de l'Alsace-Lorraine, et bon nombre allaient jusqu'à la haine farouche du Français qui inspirait Rückert: « Sur le champ du voisin, lance au moins une pierre, pour qu'en retombant elle écrase une fleur! »

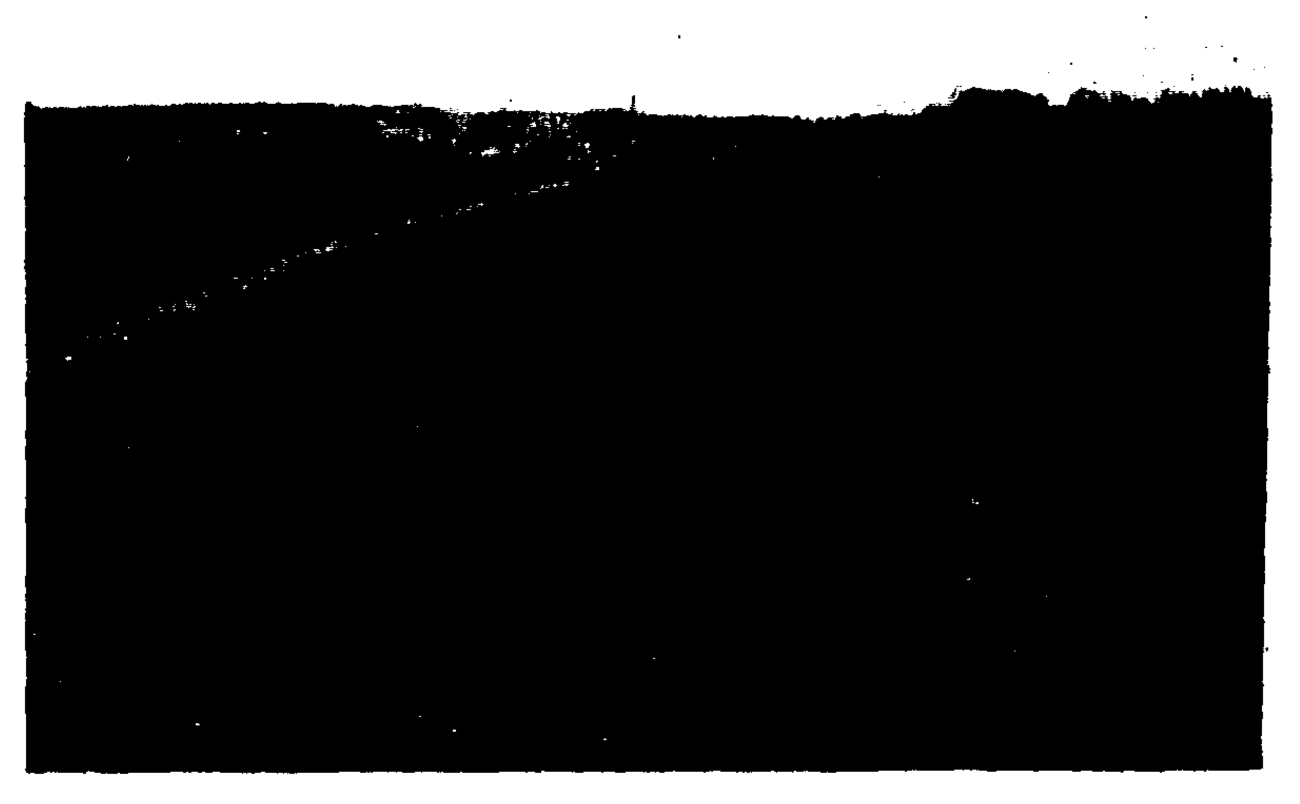
Au point de vue tout à fait général de l'unité nationale, qui était, au fond, la raison d'être de l'expansion germanique et de ce détail, secondaire quoique terrible, qui est la bataille, le massacre, l'invasion, il est certain que la France était aussi en désavantage marqué. A l'époque où l'Allemagne était divisée en de nombreux Etats, empires, royaumes, principautés, villes libres et médiatisées, et où l'Italie, « cette belle expression géographique », se trouvait elle-même décomposée en fragments politiques dont le plus précieux appartenait à une puissance étrangère, il était devenu proverbial de contraster ces enchevêtrements de frontières et d'enclaves avec ce que l'on appelait « la glorieuse unité française ». On avait pris dans leur sens étroit les qualificatifs de « une et indivisible » donnés à la république comprise entre les Pyrénées et le Rhin, et pourtant ces mots mêmes, poussés comme un cri de guerre pendant les discussions civiles qui suivirent la chute de la royauté,

prouvent que les tendances naturelles à la dissociation politique avaient été puissantes. Le fait est que la France, prise dans son ensemble, est beaucoup moins une que l'Allemagne, et même que l'Italie.

La raison profonde de ce contraste est essentiellement géographique. La France appartient à deux versants : par sa face méridionale, elle fait partie de l'aire méditerranéenne et, par la face opposée, comprenant la plupart de ses bassins fluviaux, elle regarde vers l'Océan, tandis que l'Allemagne est tout entière sur la pente du nord et que, inversement, l'Italie est complètement méditerranéenne. Il en est résulté que, malgré les mélanges, les croisements, les migrations et contre-migrations, la population du territoire à double inclinaison, qui est devenu la France, a gardé une très remarquable diversité, sinon dans les villes, du moins dans les districts reculés des campagnes. Il est certain qu'entre l'Euskarien de la Nive ou de la Bidassoa et l'Ardennais ou le Lorrain, il y a une différence de type beaucoup plus grande qu'entre le Tirolien et le Mecklembourgeois ou même qu'entre le Lombard et le Sicilien, pourtant si distincts l'un de l'autre. Ce qui a pu causer l'illusion des étrangers et des Français eux-mêmes qui vantent leur unité nationale, c'est, d'une part, la confusion qui se fait très fréquemment entre le pays tout entier et la ville de Paris, considérée comme un résumé de la nation, quoiqu'elle s'en distingue pourtant par de si frappants contrastes, et, d'autre part, l'étrange aberration de ceux qui voient dans l'uniformité administrative l'indice d'une ressemblance entre les populations que l'on soumet au même régime. La carte étant divisée de la même manière en départements, arrondissements et cantons, quelques-uns s'imaginent que l'évolution politique et sociale s'est accomplie naturellement et spontanément suivant un même mode sur les bords de la Méditerranée et sur les plages de l'Océan.

Encore à un autre point de vue l'Allemagne entrant en conflit avec la France lui était supérieure : elle ne possédait pas de colonies. L'empire français n'avait pu avoir de politique une et droite, bien lancée comme une flèche, parce qu'il lui avait fallu disperser sa pensée et ses actes. En conséquence, la nation tout entière s'était trouvée comme « décentrée » dans sa force de résistance : la conquête et l'occupation de l'Algérie, les affaires du Mexique, de la Chine et de l'Indo-Chine ainsi que toutes les annexions coloniales avaient réduit d'autant la part de la France dans la vie de l'Europe : c'est à ce déplacement d'énergie que doit être

attribuée pour une grande part la formation de l'Italie une et de la victorieuse Allemagne[1]. Lorsque la guerre éclata, le gouvernement français dut abandonner précipitamment tous ses projets lointains : telle colonie, le Grand Bassam, par exemple, fut complètement évacuée et, dans la principale des possessions françaises, l'Algérie, mainte population opprimée crut que le moment favorable était venu de reconquérir



(Cabinet des Estampes). (Bibl. Nationale).

LA GORGE DE GRAVELOTTE

l'indépendance. Des massacres de nouveaux occupants eurent lieu et la reconquête de la Kabylie coûta de longs et pénibles efforts.

Enfin, la France était, en 1870, beaucoup plus divisée politiquement et socialement, par suite, beaucoup moins disciplinée que l'Allemagne : précisément le progrès qu'elle avait accompli dans le sens de l'idée républicaine et socialiste la partageait en deux camps ennemis, qui rendaient impossible toute œuvre commune. Lorsque la guerre fut déclarée, les ennemis de l'empire, qui représentaient l'élite intellectuelle de la France, protestèrent avec indignation, et la police dut procéder tout

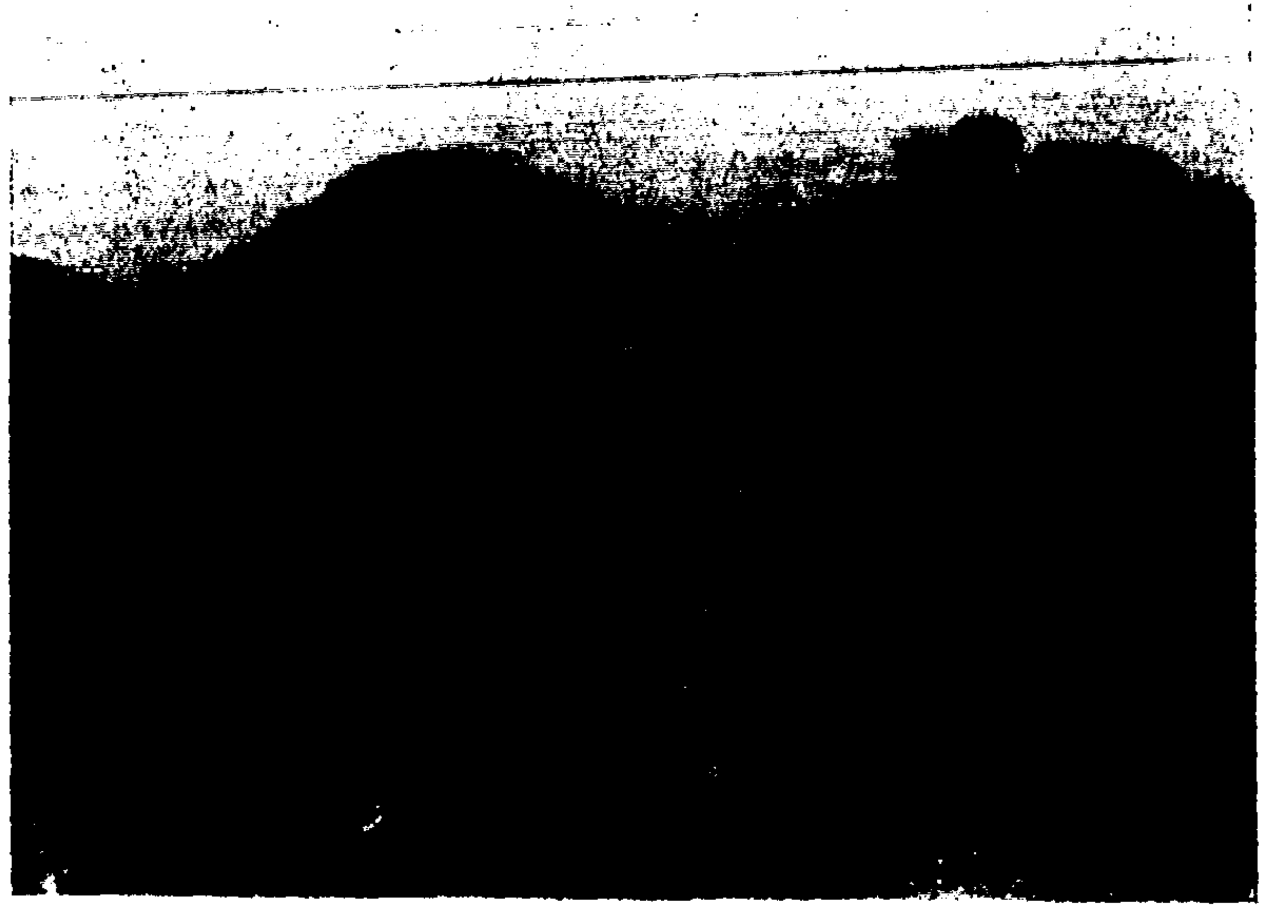
1. Friedrich Ratzel, *Das Meer als Quelle der Vœlkergrœsse*, p. 75.

d'abord à terroriser la population de Paris; puis, quand la roue de la Fortune eut tourné et que l'empire fut tombé, aux acclamations des républicains, quand le monde contempla de loin avec un sorte de stupeur le spectacle des cités françaises et surtout de la capitale exultant d'enthousiasme à la nouvelle d'un désastre, mais d'un désastre qui les débarrassait d'un maître, tout l'organisme militaire changea aussitôt d'allure et d'orientation. Tandis que les gardes nationales et les corps francs se constituaient rapidement pour prendre part à la résistance, ceux qui appartenaient à la caste militaire se désintéressaient de la lutte; des maréchaux, comme Bazaine, réservaient leur armée, dans l'espoir de rétablir l'empire ou d'aider à quelque réaction monarchique: d'autres grands personnages militaires ne se battirent que pour la forme, et plus d'un dans le désir d'être vaincus. Une franche inimitié, encouragée par les chefs, régna bientôt entre les soldats réguliers et les citoyens sans mandat qui avaient la prétention de se défendre sans avoir passé par la caserne et les salles de police : il ne fallait de victoire à aucun prix, puisqu'elle eût profité à la République avec toutes ses conséquences sociales. La France étant désunie, sa défaite devenait inévitable, et l'on peut s'étonner que la résistance ait duré si longtemps. Ceux qui n'avaient pas voulu la guerre furent ceux qui prolongèrent la lutte et défendirent la cause de la France, devenue celle de la République, avec le plus d'acharnement.

Les troupes impériales furent rapidement culbutées en Alsace et sur la frontière de Lorraine. Après d'effroyables tueries, l'armée de Bazaine, forte de 170 000 hommes, se laissa enfermer dans Metz, d'où elle n'essaya point de sortir, livrée d'avance par ses chefs, et le 2 septembre, une quarantaine de jours après la déclaration de guerre, une autre grande armée, cernée devant Sedan, essaya vainement de s'ouvrir un passage. L'empereur était prisonnier, l'empire était tombé : tout semblait déjà fini, mais la République ne voulait pas s'avouer vaincue. De nouvelles armées surgirent du sol. Paris, que Thiers, trente années auparavant, avait environnée de forts pour la bombarder en cas de révolte, voulut quand même les utiliser contre l'ennemi, malgré son gouvernement, qui se préparait à la fuite, et les Prussiens durent faire une longue et pénible campagne d'hiver, poussée jusque dans le voisinage de Besançon, de Bourges, de Rennes, occuper environ la moitié de la France, avant que l'opinion publique permît au gouvernement de s'incliner devant le droit de la force et de signer les préliminaires de la paix qui devait

coûter à la nation deux provinces populeuses et cinq milliards de francs (1871), la plus grosse contribution de guerre qui ait jamais été payée : aussi les financiers parlent-ils de ce mouvement de fonds avec une émotion respectueuse.

L'abaissement de la France, l'exaltation de la Prusse, transformée désormais en empire d'Allemagne, produisirent un très grand ébranlement dans le monde. Tous ceux qui juraient par des opinions tradition-



Cl. Geiser.

PAYSAGE DE LA GRANDE KABYLIE

Derrière le village perché au sommet de la montagne, suivant le mode affectionné par les Kabyles, on aperçoit très indistinctement la crête des hauts sommets du Djurdjura.

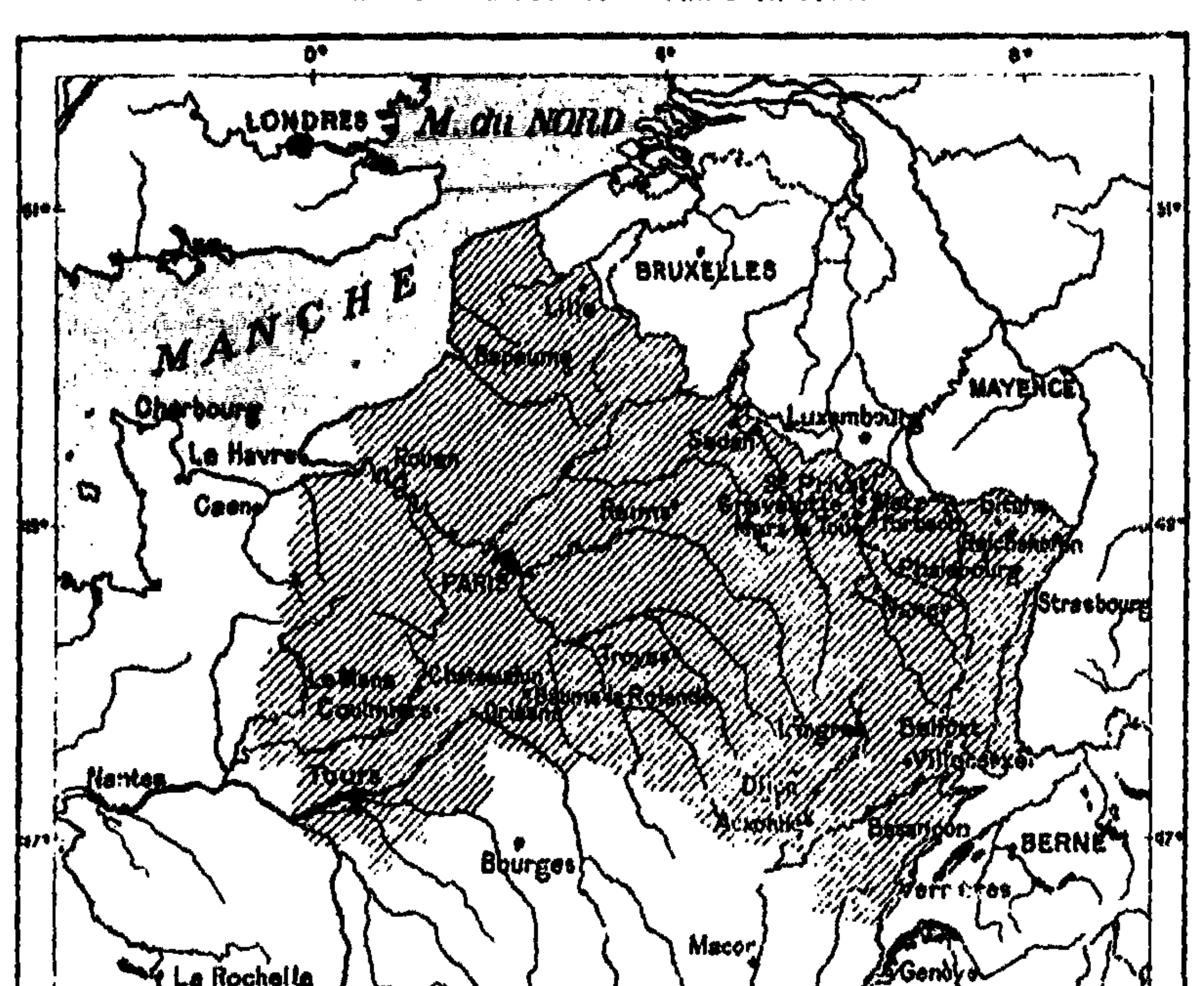
nelles et subissaient d'anciens prestiges virent avec stupeur qu'ils s'étaient trompés jusqu'alors et qu'ils auraient à se tourner vers un nouveau soleil levant. Par un brusque changement, des banalités nouvelles succédèrent aux redites anciennes ; on apprit à débiter les mêmes niaiseries en déplaçant les noms. En maints endroits, du fond de l'Amérique jusqu'aux archipels Océaniens, il fut convenu que la France avait cessé d'exister et n'avait plus d'apparence de vie que grâce à la générosité du vainqueur. Du coup, Américains du Nord, Australiens, Russes, Japonais, frappés par un sens de l'histoire remis à neuf, comprirent que la littérature française avait été surfaite et que l'on consacrait dans les écoles un trop

grand nombre d'heures à l'enseignement d'une langue parlée par une nation de vaincus. Et même, chez les petits peuples barbares où l'enseignement public n'existe pas encore, mais où l'on a du moins un embryon d'armée, on ne manqua de remplacer le bicorne et le chaco par le casque à pointe : c'était encore une manière de rendre hommage à la civilisation, c'est-à-dire à la force. De toutes parts surgirent les prophètes annonçant la disparition définitive de la France, non par l'effet de son entrée prochaine dans l'unité supérieure d'un monde plus civilisé, mais par suite de la conquête et de la suppression violentes. On alla même jusqu'à présenter la chose en formules scientifiques, et, d'après la « loi de Brück », qui règle la destinée des hommes conformément au cycle du méridien magnétique, la nation française serait complètement effacée du grand livre d'Or depuis la bataille de Sedan. Enfin, la manie se répandit, et peut-être plus encore en France qu'en Allemagne, de contraster ce que l'on appelle le « génie latin », qui serait celui de la centralisation, du catholicisme, du jacobinisme, avec ce que l'on dit être le « génie germanique », qui, avec la possession de toutes les vertus, comporterait avant tout l'élan personnel et la libre initiative. En vertu de ce contraste des deux génies, ce serait l'armée en rangs et en colonnes de l'empereur Guillaume qui représenterait l'esprit de liberté dans l'histoire du monde contemporain.

Mais, quoiqu'en pleine détresse, la France vivait encore, et même, grâce au désarroi momentané du gouvernement central, la vie de la nation prenait un caractère plus spontané, plus sincère, plus saisissant par ses contrastes et, en même temps, plus encourageant par ses promesses pour l'avenir. Les deux France qui, pendant la guerre, s'étaient déjà dressées l'une contre l'autre, rendant ainsi toute victoire commune absurde et impossible, se retrouvaient après la paix, plus ennemies et plus acharnées à la lutte qu'elles ne l'avaient jamais été. Tous les partis politiques et religieux qui voyaient dans les idées républicaines et socialistes une menace pour leurs privilèges s'étaient réunis en une masse compacte et furieuse pour ramener le peuple dans le giron de l'Eglise et de la monarchie, fallût-il même pour cela s'appuyer sur la complicité de l'étranger qui venait d'infliger à la France la plus cruelle des humiliations. Mais il ne déplaisait pas au vainqueur de voir sa victime se débattre dans ce qu'il s'imaginait devoir être le désordre chaotique de la Révolution. Bismark ne fit donc rien pour aider les partis monarchiques

à reconstituer la royauté qu'il leur fallait à tout prix, et, d'autre part, l'Italie, quoique constituée en État monarchique, devait être absolument hostile au retour d'une France de droit divin, alliée de la papauté. Livrée à ses propres forces, la réaction monarchique française avait du moins

N° 462. La France envahie en 1871.



0 100 200 400 Kil.

Leterritoire occupé par les Allemands à la fin de l'armistice — le 26 février 1871 — est recouvert de hachures d'après Vidal-Lablache ; Bitche, qui n'ouvrit ses portes que le 11 mars, Langres, Auxonne, Besançon étaient alors libres de troupes allemandes. — Belfort, assiégée à partir du 4 novembre 1870, ne capitula que sur l'ordre venu de Paris et la garnison sortit le 18 février avec les honneurs de la guerre. — Aux dates de batailles données page 226, et dont Coulmiers, Bapaume et Villersexel sont considérées comme des victoires françaises, ajoutons la défense de Châteaudun (18 oct.), la bataille indécise de Beaune-la-Rolande (28 nov.), les défaites du Mans (10-12 janv.) et de Saint-Quentin (19 janv.).

pour elle tous ceux des Français, et ils étaient fort nombreux, qui en voulaient à Paris et aux républicains en général de leur longue résistance et ne voyaient de salut que dans la paix, le silence et la routine. Sous le nom de « ruraux », dont ils étaient fiers, les représentants monarchiques de la France qui formaient la majorité de l'Assemblée auraient même

voulu s'éloigner de Paris comme d'une cité pestiférée et siéger dans quelque ville aux rues paisibles, Bourges, par exemple, qui fut déjà, au temps jadis, la résidence des rois vaincus. Quant à Paris, la ville maudite, on décida de la mettre aux pieds d'une idole catholique, en punition de ses péchés, et, sur la butte Montmartre, consolidée, étayée à grand frais, s'érigea lentement la laide basilique du Sacré-Cœur.

Mais en face de cette assemblée rurale, dont le premier acte fut un prosternement et qui était absolument décidée à se placer sous la domination d'un roi, héritier des Louis XIV et des Louis XVI, plusieurs villes, et Paris la première, se constituaient en « communes ». Qu'entendait la foule républicaine par ce mot aux multiples origines historiques provenant de France et d'Italie, du moyen âge, de la Renaissance et de la Révolution? En premier lieu, elle y voyait une organisation de lutte à outrance contre la monarchie que voulaient reconstituer les Ruraux et contre le pouvoir temporel, exercé si volontiers par les prêtres et moines. Mais elle y voyait aussi, ce qu'elle avait vu, près d'un siècle auparavant, dans la République elle-même, l'aube d'une société nouvelle dans laquelle il y aurait plus de justice et plus de liberté, dans laquelle chacun serait assuré de manger son pain et dans laquelle l'homme, désormais débarrassé du souci de la faim, pourrait s'occuper d'ambitions plus hautes, comprendre les joies de la vie intellectuelle et morale.

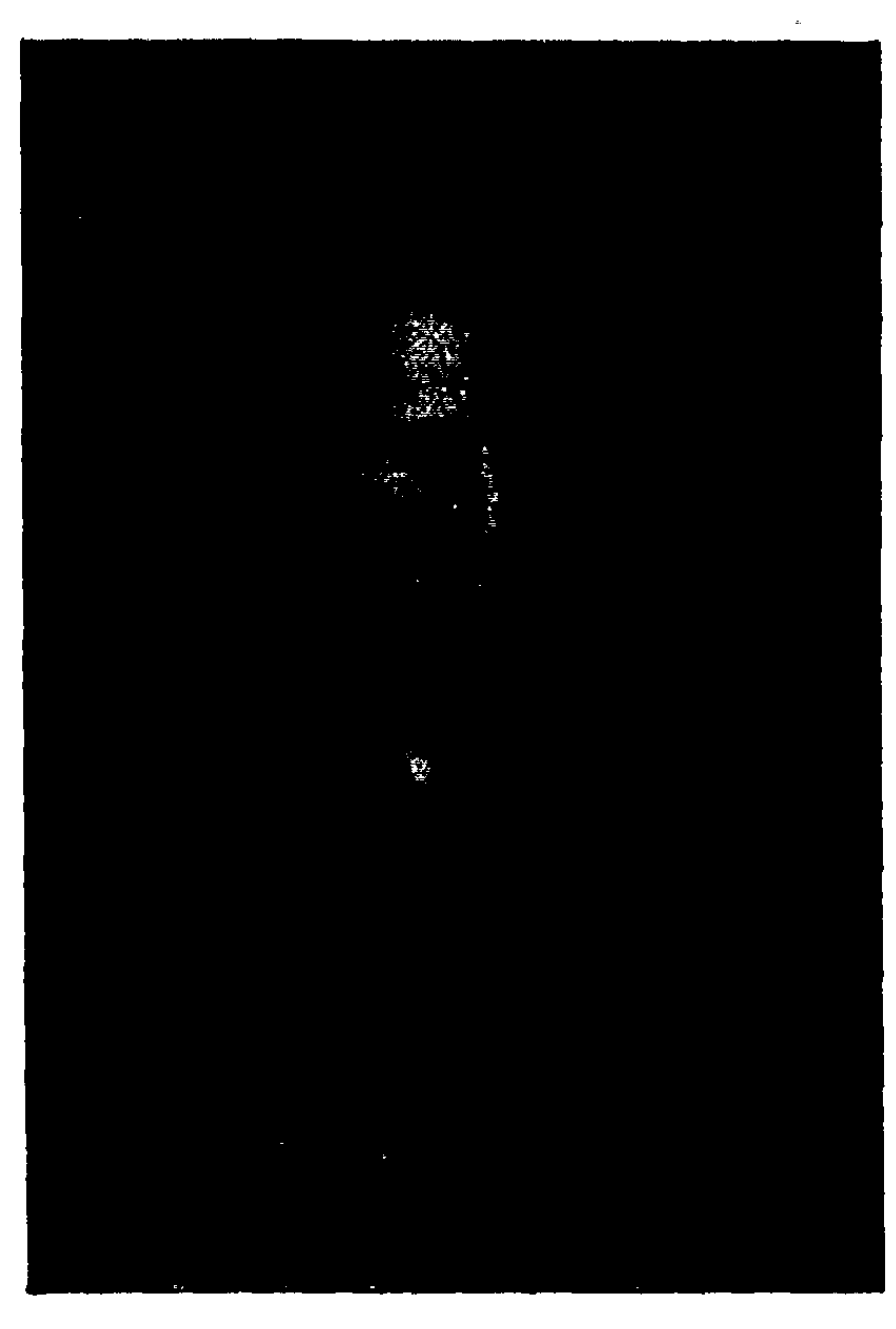
Les circonstances qui déterminèrent le mouvement de la Commune étaient, après tout, un fait assez banal, la molle défense du gouvernement et l'abandon d'un parc d'artillerie dont les Prussiens, entrant dans Paris, eussent pu s'emparer; mais ce furent là de simples détails. La France était désunie; il fallait que les deux éléments opposés se groupassent franchement l'un contre l'autre dans toute la sincérité de leurs aspirations, dans toute la droiture de leurs volontés. C'est là ce que firent les communalistes de Paris, plus connus, comme tous les vaincus, par un nom d'insulte, celui de « communards ». C'est que les conditions de péril suprême dans lesquelles se trouvait alors la ville de Paris étaient de nature à hausser les cœurs. Triplement entourée par les troupes allemandes, qu'eût réjouies le pillage, par les troupes françaises, qui brûlaient de se venger des victoires germaniques sur leurs compatriotes, et par la masse de la nation française, qui se serait volontiers ruée sur Paris, foyer d'incessantes révolutions, la grande cité ne pouvait espérer de vaincre, malgré l'immensité de ses ressources. Pas un homme ayant

quelque notion de l'histoire n'eut le moindre doute sur l'issue finale du conflit. Tous ceux qui acclamaient la Commune, vieux routiers des révolutions antérieures ou jeunes enthousiastes épris de liberté, savaient d'avance qu'ils étaient voués à la mort. Victimes propitiatoires, ils devaient à la noblesse de leur dévouement, à l'ampleur de leurs idées une gravité sereine, qui se reflétait sur la physionomie générale de Paris et lui donnait, en ces jours de résolution virile et de complet désintéressement, une physionomie de majestueuse grandeur qu'elle n'avait jamais eue. Les hommes mêmes qui étaient portés au pouvoir obéissaient pour la plupart à des mobiles plus élevés que ceux qui dirigent d'ordinaire les ambitieux de titres, d'honneurs ou de puissance. Eux aussi voyaient, après un laps de quelques semaines ou de quelques mois, l'inévitable défaite se dresser devant eux.

Condamnés d'avance à une impitoyable répression, les gens de la Commune auraient dû profiter du court répit de l'existence pour laisser de grands, d'incomparables exemples, pour amorcer, par delà révolutions et contre-révolutions, une société future débarrassée de la famine et du fléau de l'argent. Mais, pour entamer une œuvre semblable, il eût été nécessaire de s'accorder en une volonté commune et de mettre en pratique un savoir éprouvé déjà. Or, les révoltés de Paris représentaient des groupes fort disparates qui devaient forcément agir en sens inverse les uns des autres. Dans le nombre, quelques-uns en étaient encore restés à des accès de romantisme jacobin, d'autres n'avaient que d'honnêtes instincts révolutionnaires; une minorité seulement comprenait qu'il eût été nécessaire de procéder avec méthode à la destruction de toutes les institutions d'État et à la suppression de tous les obstacles qui empêchent le groupement spontané des citoyens. Somme toute, l'œuvre du gouvernement de la Commune fut minime, et il ne pouvait en être différemment, puisqu'il était en réalité entre les mains du peuple armé. Si les citoyens avaient été poussés par une volonté commune de rénovation sociale, ils l'eussent imposée à leurs délégués, mais ils n'avaient guère que la préoccupation de la défense : bien combattre et bien mourir.

Le tort principal du gouvernement de la Commune, tort inévitable, puisqu'il dérivait du principe même sur lequel s'était constitué le pouvoir, était précisément celui d'être un gouvernement et de se substituer au peuple par la force des choses. Le fonctionnement naturel de la puis-

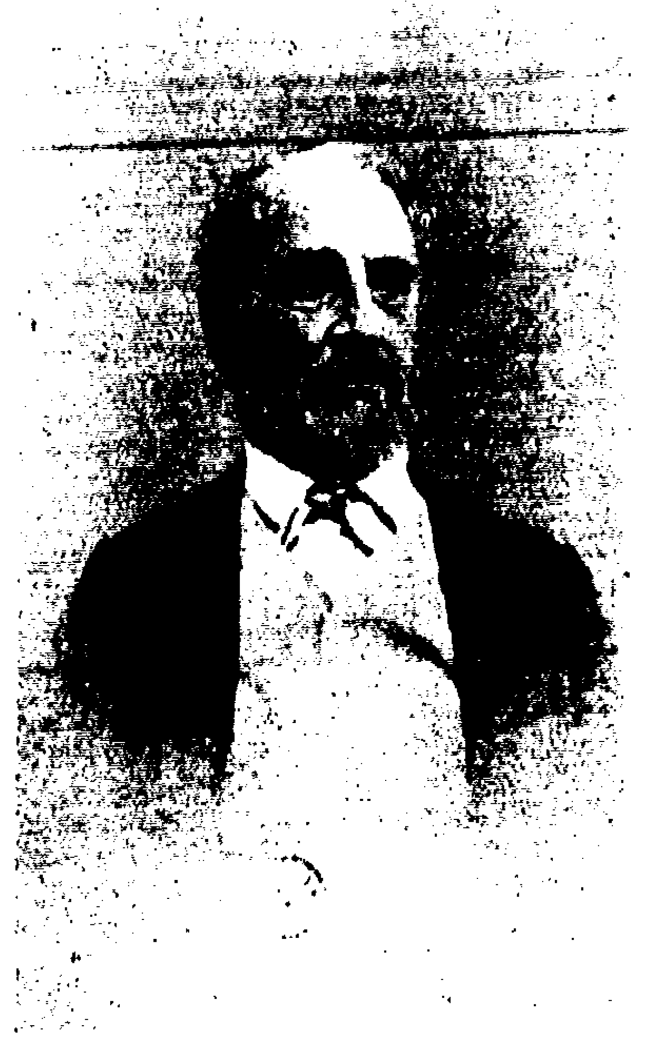
sance et le vertige du commandement l'entraînèrent à se considérer un peu comme le représentant de tout l'Etat français, de toute la République et non pas seulement de la Commune de Paris faisant appel à une libre association avec d'autres communes, villes et campagnes. Même la contagion de la folie gouvernementale avait si bien attaqué le nouveau pouvoir qu'il s'était cru obligé d'entrer en relations officielles avec les représentants des Etats monarchiques européens, oubliant ainsi son origine immédiate, celle de la révolte : issu du peuple, il s'imaginait pourtant appartenir déjà à une autre classe, celle des maîtres. Mais le peuple parlait aussi par sa bouche quand parut le décret qui abolissait la conscription, quand la Commune rompit ses liens avec le clergé, rendit leurs hardes aux emprunteurs du Mont-de-Piété, leurs amendes et retenues de salaire aux ouvriers, la quittance de leurs loyers aux locataires. N'était ce pas là comme une amorce de société communiste?



VARLIN
Ouvrier relieur, fusillé en mai 1871.

Fait qui se voyait pour la première fois dans l'histoire, les Parisiens n'en voulaient aucunement à l'ennemi qui les avait tenus assiégés pendant cinq mois et dont les éraflures d'obus marquaient encore les monuments. Les Allemands campaient encore autour des forts extérieurs de l'est, de Saint-Denis à Villeneuve-Saint-Georges, mais on ne haïssait point ces gens qui faisaient par ordre leur métier de soldats. Le monde

qui regardait Paris put même constater alors avec étonnement combien les idées de la fraternité des peuples, proclamées par l'Internationale, étaient devenues une réalité vivante. Ce que des littérateurs, des artistes, Eugène Pelletan (dans *La Presse*), Courbet avaient demandé sous l'Empire, le renversement de la colonne Vendôme, le peuple de Paris le voulait effectuer en vue même de ceux dont le haut pilier rappelait les défaites. Chose inouïe jusqu'alors, les vaincus renversèrent avec enthousiasme le monument d'anciennes victoires, non pour flatter bassement ceux qui venaient de vaincre à leur tour, mais pour témoigner à la fin de leurs sympathies fraternelles envers les frères qu'on avait menés contre eux et de leurs sentiments d'exécration contre les maîtres et rois qui, de part et d'autre, conduisaient leurs sujets à l'abattoir. La Commune n'aurait eu que ce fait à son actif qu'il faudrait la placer très haut dans l'évolution des âges contemporains.



Cabinet des Estampes.

CHARLES DELESCLUZE (1809-1871).

Tué sur les barricades, le 25 mai.

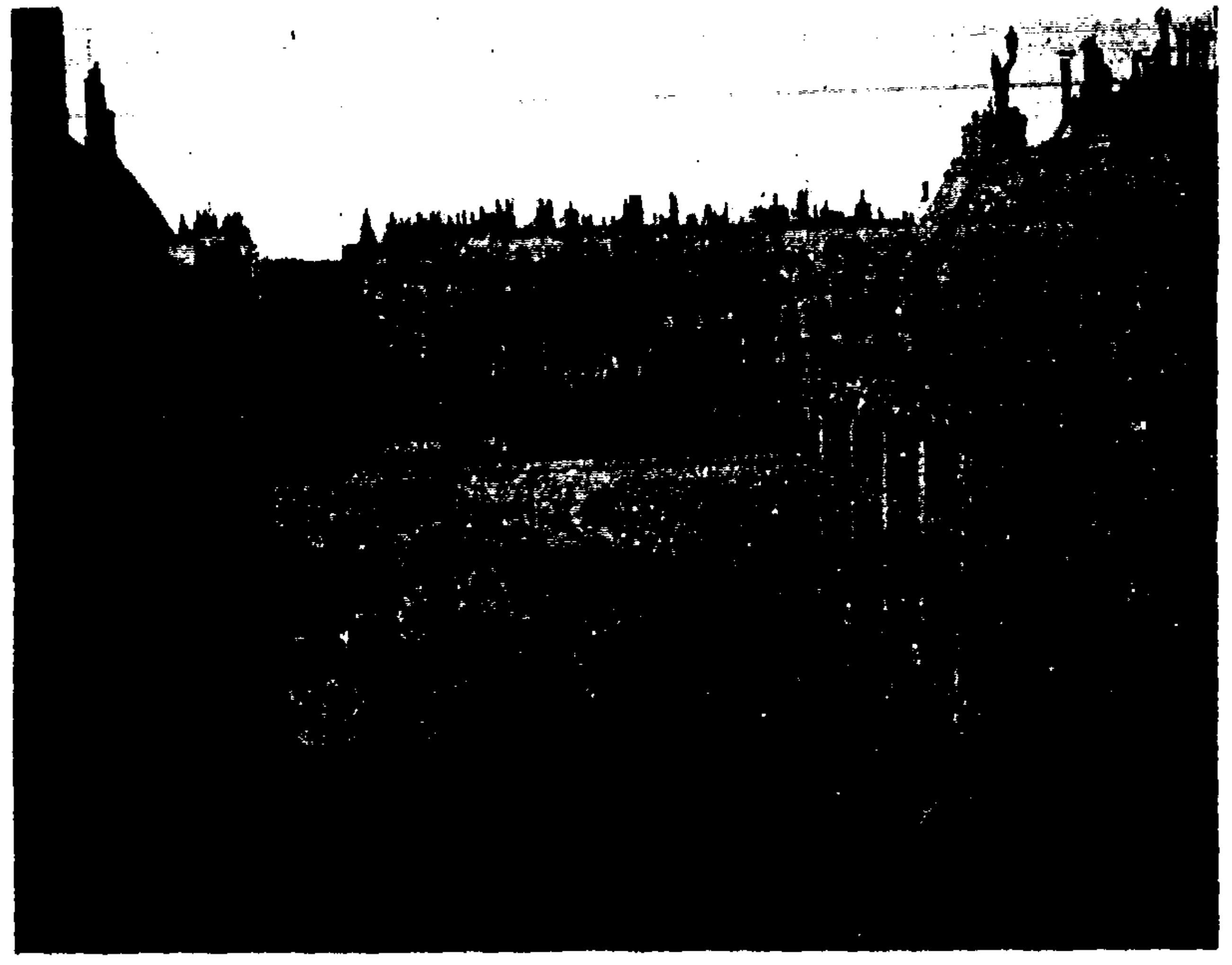
Dans le Conseil de la Commune, Delescluze appartenait à la majorité et représentait l'élément jacobin; Varlin, membre de l'Internationale, faisait partie de la minorité, de tendance plus socialiste.

Évidemment, une société nouvelle qui agissait en si complet désaccord avec les anciennes politiques ne pouvait susciter dans le monde banal des classes gouvernementales qu'un sentiment universel d'horreur et de réprobation! Les membres de la Commune n'avaient-ils pas commencé par limiter leurs propres appointements au strict nécessaire et continué de prendre modestement leurs repas chez le « mastroquet du coin »? Ceux d'entre eux qui avaient été pris dans les rangs des ouvriers n'étaient-ils pas restés camarades de leurs ci-devant compagnons de travail, laissant leurs femmes et leurs filles dans les ateliers de couture ou les lavoirs de blanchisserie? De pareilles dérogations aux traditions de

tout gouvernement qui se respecte ne pouvaient être pardonnées et, dès les premières rencontres autour de Paris, l'armée régulière ne manqua pas d'appliquer à ses prisonniers le nouveau code de guerre qui permet à tout militaire de s'arroger droit de mort sur tout civil. A ces tueries, la Commune répondit par un « décret sur les *otages* », qu'elle exécuta tardivement et sans oser en prendre la complète responsabilité, tandis que continuait gaiement le massacre des communards autour de Paris, puis, durant la « semaine sanglante », dans les rues et dans les maisons, et, après les soixante-dix jours de la Commune, dans les casernes et les prisons. Le contraste entre les deux morales se montrait évident. Tandis que les socialistes de Paris, faits au respect de la vie humaine, ne s'étaient décidés qu'à *cœur défendant* aux représailles contre des personnages de la caste ennemie, la mise à mort de tout citoyen de la cité rebelle était tenue comme méritoire parmi les prêtres, les juges et les soldats. Et l'on vit un chef de l'armée « de l'ordre », un des officiers supérieurs qui avaient tenu, sous l'Empire la vie la plus basse, racontée plus tard par lui d'une façon cynique, on le vit faire un choix parmi les prisonniers, désignant pour la mort tous ceux qui avaient une tête noble, intelligente et fière, surtout des vieux, parce que ceux-ci avaient obéi à des convictions, et de très jeunes, parce que ceux-là avaient eu pour mobile l'enthousiasme des grandes choses.

On peut le dire : le but nettement poursuivi par les conservateurs, lors de la répression de la Commune, fut de procéder à une sélection à rebours, comme on l'avait fait du temps de l'Inquisition, en supprimant les hommes coupables d'une intelligence supérieure, trop hauts de pensée et de vouloir pour s'accommoder à la torpeur qui convient aux sujets obéissants. Cette sélection des victimes avait réussi aux prêtres de l'Espagne, qui empêchèrent en effet leurs concitoyens de penser et d'agir pendant trois cents années. En France, elle ne put être poursuivie avec assez de méthode pour arriver à des résultats aussi décisifs, mais elle eut aussi des conséquences très appréciables dans l'évolution historique de la génération suivante. Que de fois, dans les circonstances graves, eut-on à constater que les hommes manquaient ! Et, dans son ensemble, si le socialisme a cessé d'avoir son caractère généreux, dévoué, humanitaire, pour se transformer en un parti politique prêt à s'assouplir dans toutes les intrigues des parlements, ne faut-il pas en chercher l'une des causes dans ce fait qu'il avait été privé de ses

meilleurs hommes ? C'est à la tête qu'on l'avait frappé. Mais « rien ne se perd », nous dit-on, et, s'il est vrai que la réaction put croire « l'hydre socialiste » enfin décapitée, d'autre part les événements de la Commune, agrandis par l'écho, se propagèrent au loin dans les masses profondes des peuples comme une garantie de délivrance. Partout, jusqu'au fond des prisons russes et des mines de Sibérie, on se reprit à



Bibl. Nationale.

LA COLONNE VENDÔME RENVERSÉE

espérer. L'histoire de Paris, proclamant la fraternité des hommes, prit des proportions épiques.

Cette remarquable force morale que possède le seul nom de Paris dans l'ensemble de l'évolution humaine, et par suite dans le mouvement des révolutions, s'explique, comme sa force d'attirance matérielle, par les conditions géographiques de son milieu. De toutes parts, les papillons viennent à ce foyer de lumière, au risque de s'y brûler. La convergence des rivières vers le centre naturel du bassin de la Seine est comme un symbole du mouvement qui entraîne les hommes d'intelligence et d'ambition vers ce foyer d'activité. Il ne s'agit pas seulement des immigrants qui se dirigent vers Paris comme vers toute autre grande cité

pour y trouver des clients dans leur commerce ou dans leur profession; à cet égard, Paris est dépassé par d'autres agglomérations urbaines où se crée plus de richesse monétaire et en moins de temps; il s'agit surtout de ceux qui sont appelés par la vie intellectuelle, morale, artistique de la cité, par le charme qu'elle exerce comme personne collective : on se sent fasciné par elle. Paris est le pays tropical, le printemps perpétuel de l'intelligence. Les chiffres traduisent cet état de choses puisque, toutes proportions gardées, Paris est la ville capitale qui reçoit de beaucoup la plus forte part de visiteurs, la vie s'y fait ainsi plus intense et plus variée dans ses manifestations.

Les éléments primordiaux de la population indigène présentent aussi, au point de vue de l'évolution, un caractère frappant de dualité ethnique. L'étude de la carte des Gaules nous montre les Belges, peuples qui étaient certainement germains ou fortement germanisés, se rencontrant, dans les basses vallées de la Marne et de l'Oise, avec les Celtes proprement dits : là, les deux nappes s'unissaient, apportant chacune son caractère propre; l'hérédité, legs du milieu antérieur, produisait des contrastes forcés dans la mentalité et les énergies des diverses populations qui, depuis des siècles et des siècles, travaillaient à se mélanger et à se fondre en des millions de familles. Cette lutte continue qui s'opère dans les profondeurs sociales doit se manifester par une effervescence plus grande, par un travail extérieur dont la force va, dans les occasions exceptionnelles, jusqu'aux explosions révolutionnaires. Elles peuvent se produire tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, soit dans la direction du progrès, soit, au contraire, en un mouvement de régression. Ainsi, pendant la période de la Réforme, le Paris des Ligueurs œuvrait incontestablement au service de l'Eglise contre la pensée libre : ce fut une triste contre-révolution que le massacre de la Saint-Barthélemy! Mais, en d'autres circonstances, Paris se trouva certainement en tête de la nation française, combattant et souffrant pour la cause commune de tous les peuples. La décade qui porte par excellence le nom de « Révolution » mérite réellement d'être distinguée entre toutes par le flot de sentiments et de pensées dont Paris fut alors le porte-voix pour le genre humain et par la signification des actes qui s'y produisirent. Puis, après cette grande époque, de laquelle date le monde moderne, que d'autres moments, dans le dix-neuvième siècle, furent

aussi des événements d'importance mondiale : la révolution de 1848, qui se répercuta en crises secondaires dans le monde entier et inaugura l'entrée pour ainsi dire officielle du socialisme dans les agitations politiques, et la révolution de 1871, la Commune de Paris, qui suscita tant d'espérances dans les esprits des peuples opprimés !

Quelques jours avant la Commune, Bismarck, regardant du haut d'une colline la ville de Paris, qui venait de capituler, la montrait à ses courtisans d'un geste de dédain : « La bête est morte ! » disait-il. Et peut-être que jamais l'action de Paris révolutionnaire n'avait été aussi puissante dans l'histoire de l'évolution générale. C'est à partir du moment où fut proclamée la Commune de Paris, et plus encore après son écrasement, que les opprimés de toutes les nations, conscients de leur solidarité, se sentirent vraiment unis en un même idéal, désigné par un même terme symbolique. Notamment l'Espagne, qui se trouvait en état de révolution permanente, depuis l'expulsion de la reine Isabelle, fut ébranlée profondément par l'exemple de Paris, et, lorsque la république espagnole eut été proclamée (1872), le mouvement général qui se produisit dans la plupart des provinces et des municipalités prit uncaractère essentiellement communaliste. Le principe de la Fédération, qui semble écrit sur le sol même de l'Espagne, où chaque division naturelle de la contrée a gardé sa parfaite individualité géographique, parut être sur le point de triompher : il fut même accueilli pour un temps et porta au pouvoir un fervent disciple de Proudhon, l'intègre Pi y Margall, un des rares hommes que l'exercice de l'autorité ne réussit point à corrompre. Mais la centralisation militaire était devenue trop puissante



JEAN-BAPTISTE MILLIÈRE, 1817-1871.
Bien que n'ayant pas pris part à la Commune, il fut fusillé le 21 mai, sur la place du Panthéon.

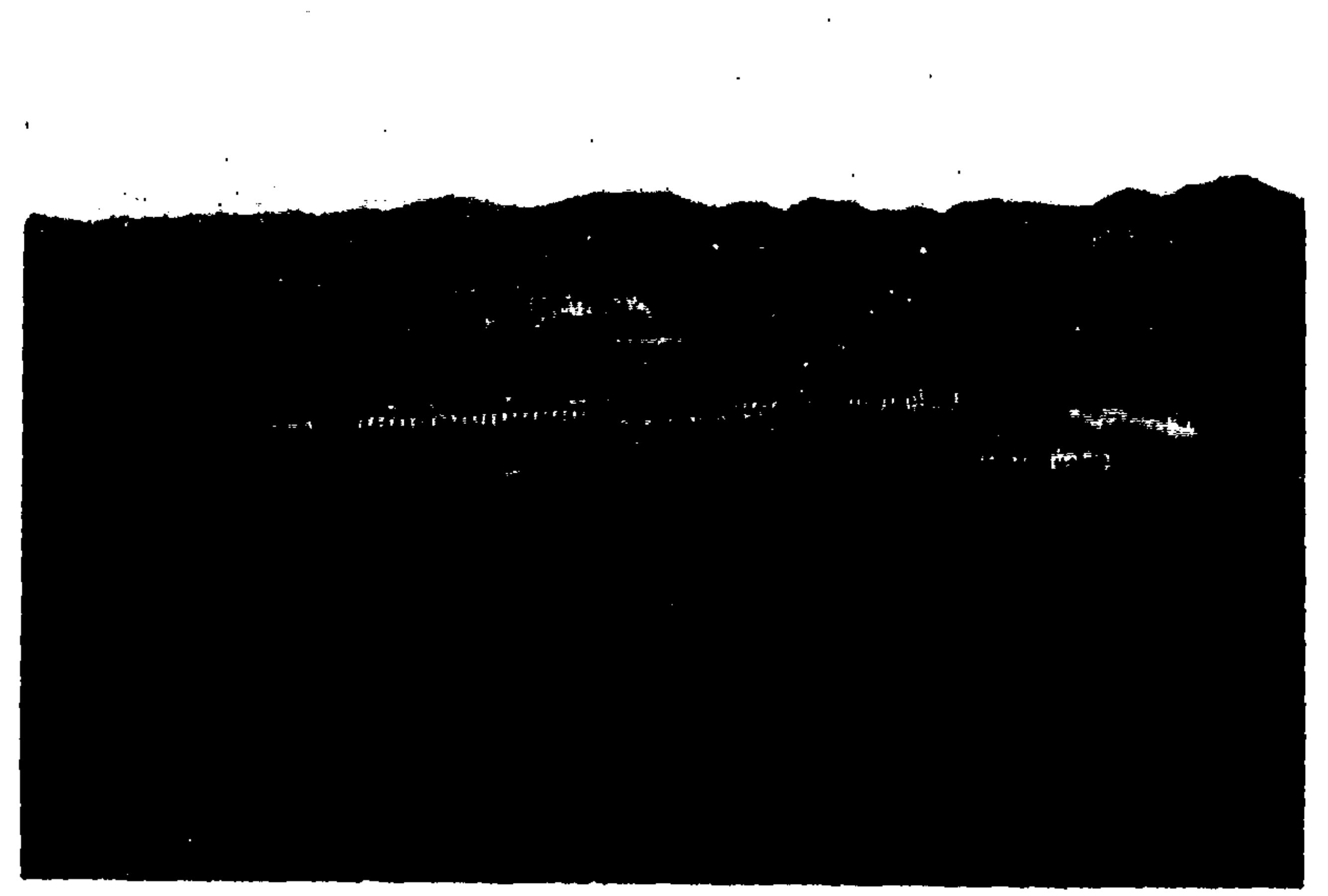
pour qu'elle pût lâcher la nation qui était sa proie, et l'on suscita une nouvelle insurrection de carlistes qui rendit l'armée nécessaire. De prétendus républicains, des orateurs au verbe retentissant se prêtèrent à ce jeu pour ramener la domination du sabre, et le matin du 3 janvier 1874, un général entrait avec tambours et fusils dans la salle de délibération des Cortès : ainsi s'installent les royautés.

Cependant, une des communes fédérées qu'avait fait surgir la révolution, la ville de Cartagena, se défendait encore vaillamment, grâce à la ceinture de forts qui l'entourait et aux navires de guerre dont elle s'était saisie. Représentée par des hommes plus conscients, plus logiques, plus résolus, plus tenaces que la plupart des révolutionnaires de l'époque, la commune de Cartagena se rapprocha beaucoup plus que ne l'avait fait Paris de l'idéal d'égalité et de fraternité entre citoyens et s'attaqua bien plus franchement aux problèmes sociaux : pendant longtemps encore, les prolétaires Cartagénais se rappelèrent leurs heureux jours de travail et leur bien-être pendant le siège. Les défenseurs de la ville avaient pris leur rôle très au sérieux : ils ne craignirent pas (12 juillet 1873) de libérer les quinze cents prisonniers du bagne, et de leur confier l'équipement de la flotte; avec eux ils entreprirent des croisières en pleine Méditerranée; avec eux ils livrèrent un combat naval aux bâtiments de « l'ordre » et se présentèrent devant Almeria et Alicante; puis, lorsque le dernier fort de Cartagena eut capitulé, ils percèrent la ligne de blocus sur le navire cuirassé *La Numancia* pour aller remettre aux autorités françaises d'Oran les personnages révolutionnaires que la réaction triomphante n'eût pas manqué de fusiller (12 janvier 1874).

A la fin de l'année, rappelé par Martinez Campos, Alphonse XII, le jeune fils de la reine Isabelle, dûment béni par le pape pour entreprendre son œuvre de réparation monarchique et religieuse, débarquait à Barcelone, et, plus carliste que don Carlos lui-même, se mettait à l'œuvre, secondé par le ministre Canovas, pour effacer les traces des révolutions qui venaient d'ébranler l'Espagne. Tout d'abord, il abolit le jury, le mariage civil, la liberté de l'enseignement, rendit à l'Eglise et aux congrégations les biens ecclésiastiques non vendus, interdit aux non-catholiques tout exercice public du culte : il se rapprocha le plus possible du régime des beaux temps de l'Inquisition, sans d'ailleurs arriver à satisfaire l'Eglise. Dans les colonies, il maintint à outrance les privilèges des planteurs, tout en faisant amende honorable à la république

des États-Unis, dont on avait capturé un navire et fusillé des citoyens.

De ce côté, la monarchie espagnole n'avait d'autre espérance que celle de gagner du temps, car nul homme de bon sens ne pouvait douter de la « destinée manifeste » à laquelle étaient vouées les colonies antilliennes. Sans doute, la population de Cuba était trop divisée quant à ses intérêts pour qu'il lui fût possible de s'émanciper de la



Cl. J. Kuhn, édit.

CARTHAGÈNE ET SA BAIE

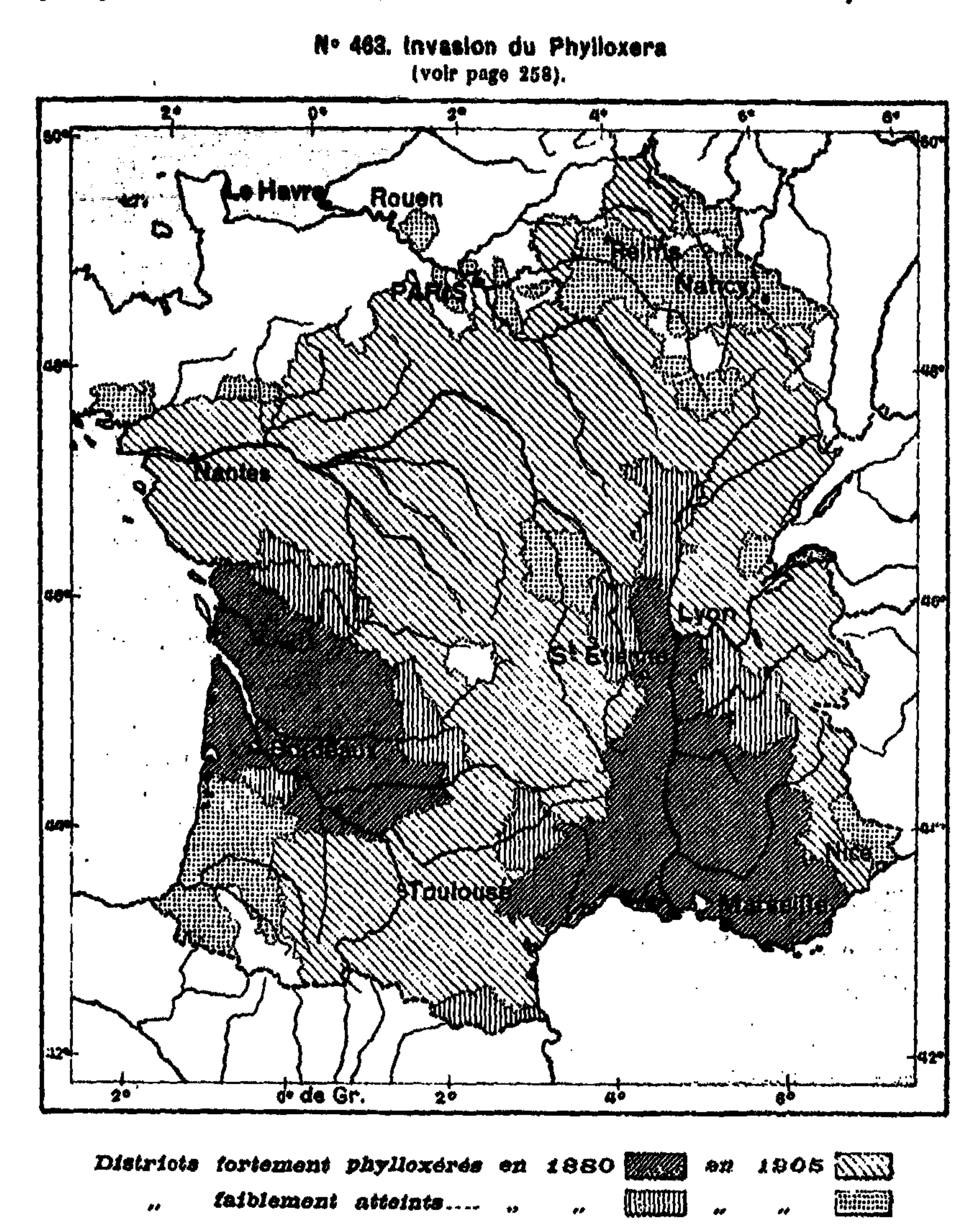
« mère-patrie » aussi longtemps que des nègres esclaves y existaient encore. Les « péninsulaires », c'est-à-dire les Espagnols natifs, marchands ou fonctionnaires, qui venaient exploiter les habitants de l'île, y étaient fort nombreux et s'y appuyaient insolemment sur la garnison. D'autre part, les Cubains de race blanche ou mêlée, qui se trouvaient engagés en des luttes directes d'intérêt avec les Espagnols privilégiés, n'osaient point se révolter tant qu'ils participaient au crime de l'asservissement des noirs et qu'ils avaient à craindre une insurrection servile; enfin, les noirs eux-mêmes, répartis sur un vaste territoire où toute concentration d'efforts

était difficile, eussent été bien embarrassés pour donner un caractère général à leurs soulèvements, presque toujours locaux, dirigés contre un maître ou contre-maître abhorré, et le nombre rapidement croissant des affranchis introduisait entre Africains et Africains une rivalité d'intérêts et de sympathies. En outre, la surveillance de l'île était facile : les navires pouvaient sans peine bloquer les principaux abords de la côte, et la forme très étroite de Cuba permettait à une armée espagnole de balayer à l'aise tout l'intérieur du pays. Tout cela, certainement, expliquait dans une certaine mesure la ténacité du gouvernement espagnol comme dominateur de Cuba, mais quel homme d'État eût pu compter à la fois sur l'extinction pacifique de l'esclavage et sur la constante longanimité des âpres et tout-puissants voisins du nord, les marchands américains? La perte de Cuba, de Puerto Rico, des îles Vierges n'était pour l'Espagne qu'une question de temps.

Comme la péninsule Ibérique, après ses essais de république fédérative, la France, après la Commune, était emportée par un mouvement de réaction outrancière. Mais, de même qu'en Espagne, il était impossible aux gouvernants français d'aller vers le passé aussi loin qu'ils le voulaient et que la logique leur commandait de le faire. D'abord, ils n'osèrent pas rétablir la royauté, ce qui, pourtant, était leur premier devoir de « ruraux » et de chrétiens. La terrible résistance de ce Paris qu'ils haïssaient, qu'ils avaient fui, et qui les fascinait pourtant, les avait emplis de terreur, obligés même à faire des promesses, à offrir des garanties qu'il eût été difficile de récuser aussitôt. Au moins les fils des communalistes massacrés purent-ils, voyant les choses de haut, attester la victoire de leurs pères, puisque dans le maintien du mot « République » il y avait quand même la reconnaissance d'un principe nouveau, celui du droit de l'homme se substituant au droit divin. Les fanatiques de réaction le comprenaient bien ainsi, mais ils étaient liés, amarrés par tout un réseau de circonstances qui les empêchaient de rétrograder par delà le siècle jusqu'aux années qui précédèrent la date fatale de 1789. Même le roi qu'ils avaient choisi, et auquel ils reconnaissaient le double privilège de réconcilier les deux branches de la monarchie, puisque l'héritier naturel du comte de Chambord était le petit-fils de Louis-Philippe, même ce roi, vraiment providentiel, refusa au dernier moment de risquer l'aventure d'une restauration. La royauté dut abdiquer par impuissance sénile; mais, longtemps après décès, les morts gouvernent

les vivants : la « République sans républicains », telle fut la formule presqu'officielle du régime instauré dans la France vaincue. Le spectacle

N° 463. Invasion du Phylloxera
(voir page 258).



de cet état de choses illogique fut à la fois lamentable et risible; c'était un mélange de survivances disparates. La situation politique d'un pays

dont les citoyens partent de principes opposés ne peut être provisoirement que le chaos.

Une autre calamité vint frapper la France. La masse de la nation, fort économe, ayant eu à subir déjà la terrible destruction que cause la guerre, fut ravagée par le phylloxera, désastre comparable au premier : on ne peut évaluer à moins de dix milliards la perte réelle subie par une région de la France, celle qui précisément avait échappé à l'autre invasion[1]. Et cette perte en argent n'était que peu de chose en comparaison de l'arrêt du travail qui, se produisant dans toute une industrie nationale, menaçait de changer les habitudes traditionnelles, et les modifiait puissamment en effet, déplaçait les populations pour ainsi dire, et faisait une autre âme à une partie notable de la nation. Maints départements où l'on ne connaissait point la misère, où le bien-être général était la règle, tels l'Hérault et la Gironde, furent gravement atteints par le prolétariat agricole, et la mendicité y reparut. Les propriétés, fort dépréciées, changèrent de mains, et, en beaucoup d'endroits, de grands domaines se constituèrent, embrassant des centaines de petits vignobles ruinés dont les anciens possesseurs avaient dû quitter le pays. Tandis que la majorité de ceux qu'avait frappés le désastre se tournaient vers le gouvernement pour avoir, les uns de petits secours, les autres des places, quelques hommes d'initiative s'ingéniaient à trouver de meilleurs procédés de culture et à créer de nouvelles industries ; d'autres allaient s'établir en Algérie ou en des colonies lointaines. Il n'est pas douteux non plus que la propagation du phylloxera ait contribué à augmenter chez le paysan français cette prudence qui le distingue dans l'accroissement de sa famille : manquant de confiance dans l'avenir, il limite volontiers le nombre de ses enfants, et la France, où la jeunesse se fait rare, diminuerait en population si les immigrants, Belges, Italiens, Suisses, Germains et Slaves, ne venaient combler les vides.

A cet égard, les autres nations policées du monde, à l'exception de certaines contrées où domine l'élément bourgeois — telles que le pays « saxon » en Transylvanie, et de nombreux districts de la Nouvelle Angleterre — ne se laissent point dominer par le même esprit de prudence, et la population s'accroît très rapidement dans l'ensemble des Etats dont les

[1] Gabriel Hanoteau, *Nouvelle Revue*, 15 nov. 1902.

statisticiens dressent régulièrement les tableaux ; mais à un autre point de vue, l'Europe et les nations européanisées s'aventurent moins à la légère qu'auparavant dans les conflits diplomatiques et les violences à main armée. Le terrible choc franco-allemand semble avoir assagi les conducteurs des peuples. Quoiqu'à aucune autre époque de l'histoire on n'ait fait dans le monde, en proportion des ressources nationales, autant de dépenses de guerre, bien que les armées aient beaucoup dépassé en nombre et en organisation savante toutes les masses d'hommes dont les plus grands capitaines se soient fait suivre jusqu'à maintenant, et que les approvisionnements en forces destructives aient graduellement représenté un ensemble budgétaire que l'on eût dit impossible, même sous un Napoléon, cependant les nations de l'Europe, militarisées à outrance, se bornent à s'observer méchamment, tout en parlant de paix, de respect des traités, de la sollicitude des gouvernements pour le bonheur des peuples. Chaque nation emploie des millions et même des milliards à blinder ses frontières et ses navires, à remplir ses arsenaux d'obus et ses casernes de chair à canon. La guerre a été proclamée sainte, évocatrice de force et de vaillance; même le grand stratège des victoires allemandes, de Moltke, a daigné rompre naguère son silence habituel pour déclarer que la paix universelle « n'est pas un beau rêve ». Cependant, les peuples civilisés n'osent se risquer dans les belles réalités de nouvelles guerres et de nouveaux massacres.

Depuis la capitulation de Paris, l'Europe dite chrétienne est restée en paix armée et la guerre ne s'est produite que dans la péninsule des Balkans où les Russes, ayant pour prétexte des massacres et des horreurs de toute nature commis dans les pays slaves de la Turquie, croyaient pouvoir remporter de faciles triomphes. L'homme malade, pensait-on, n'oserait pas résister au « colosse du Nord ». Il résista cependant, et les péripéties de cette guerre russo-turque, 1877 et 1878, furent de nature à faire hésiter encore plus tous les fauteurs de luttes armées et à montrer combien de pareilles aventures peuvent, en cas de résistance sérieuse, causer à l'assaillant de terribles déconvenues. Sans doute, la Russie était de beaucoup la plus forte en hommes et en matériel de guerre ; de plus, méprisant son ennemi, elle comptait en toute confiance sur un rapide succès. Et les généraux courtisans qui se pressaient autour du souverain marchant au-devant de son triomphe eurent le dépit de le faire assister à maints désastres. S'étant lancée trop précipitamment à travers

les Balkans sur la route de Constantinople, l'armée russe fut attaquée en flanc et vivement ramenée sur la défensive, puis elle vint se heurter imprudemment contre les murs de Plevna en laissant les longues pentes d'accès couvertes de cadavres. On comprit alors combien les progrès de la balistique avaient changé les conditions de la guerre, en augmentant les chances d'assiégés résolus attendant tranquillement l'ennemi. Pourtant, l'inégalité des forces et des ressources était trop grande entre les belligérants pour que victoire définitive ne restât pas aux Russes, aidés d'ailleurs par les Roumains; mais, cette fois encore, ils n'atteignirent par leur but : Tsarograd, « la cité des Tsars ». Peu rassurés sur l'attitude de la cité populeuse et sur celle de la flotte anglaise, ils s'arrêtèrent au faubourg de San-Stefano, où (1878) ils dictèrent une paix humiliante aux Turcs, leur laissant à peine un pied à terre en Europe, sous le haut contrôle du vainqueur.

Toutefois, ce grand changement d'équilibre dans la force relative des grandes puissances européennes était trop considérable pour que celles-ci ne demandassent pas à reviser le contrat. Elles envoyèrent leurs ministres à Berlin, sous la présidence du comte de Bismark, considéré comme une sorte de doyen dans les conseils de la force, et c'est là que se fit sans appel la répartition nouvelle des territoires de la Balkanie et de l'Asie Mineure entre les Etats. La Serbie et le Monténégro, désormais affranchis de la suzeraineté turque, reçurent un accroissement de territoire. La Bulgarie se constitua en principauté tributaire, tandis que la Roumélie au sud des Balkans, resta province turque : la nationalité bulgare se trouvait ainsi coupée en deux; il fallait conserver des éléments d'intrigues et de guerres futures. Quant à la Roumanie, elle fut payée par la perte de la Bessarabie de l'aide efficace qu'elle avait donnée à la Russie en un moment périlleux, et on ne lui donna que les marécages de la Dobrudja, en échange de la province fertile et populeuse qu'elle était forcée d'abandonner. Les Russes se taillèrent naturellement une belle part dans le territoire de la nation vaincue : à la Bessarabie d'Europe, ils joignirent une bande de l'Asie Mineure dans laquelle se trouvent la place forte de Kars et le port, très heureusement situé, de Batum. Quant à l'Autriche, qui avait sans doute rendu quelques services diplomatiques, elle reçut pour sa peine un petit havre sur l'Adriatique, et, cadeau bien plus important, la gérance indéfinie des deux provinces slaves de la Bosnie et de l'Herzégovine, larges morceaux de la péninsule balkanique venant

N° 464. — Amoindrissement de la Turquie durant le XIXe siècle.



Cette carte est à l'échelle de 1 à 10 000 000.

La Russie occupa partie de la Bessarabie en 1812. Vers la même époque, la Serbie obtenait une demi-indépendance. En 1829, la Russie avança jusqu'au Danube et fit reconnaître à la Valachie et à la Moldavie (unies en 1861) un statut spécial La Grèce devint État indépendant en 1830. En 1856, la Bessarabie du sud fut donnée à la Moldavie.

En 1878, la Roumanie dut évacuer la rive gauche du Prut, mais obtint la Dobrudja ; la Serbie fut agrandie du district de Nich et le Monténégro d'une bande de territoire comprenant Dulcigno ; la Bulgarie fut détachée de la Turquie et la Roumélie placée sous un gouverneur chrétien ; la Bosnie et l'Herzégovine fut remises à l'Autriche et le district de Novi-Pazar (N. P.) occupé conjointement.

En 1881, la Grèce obtint la Thessalie ; en 1885, la Roumélie se joignit à la Bulgarie en 1897, la Crète fut déclarée autonome sous un gouverneur hellène.

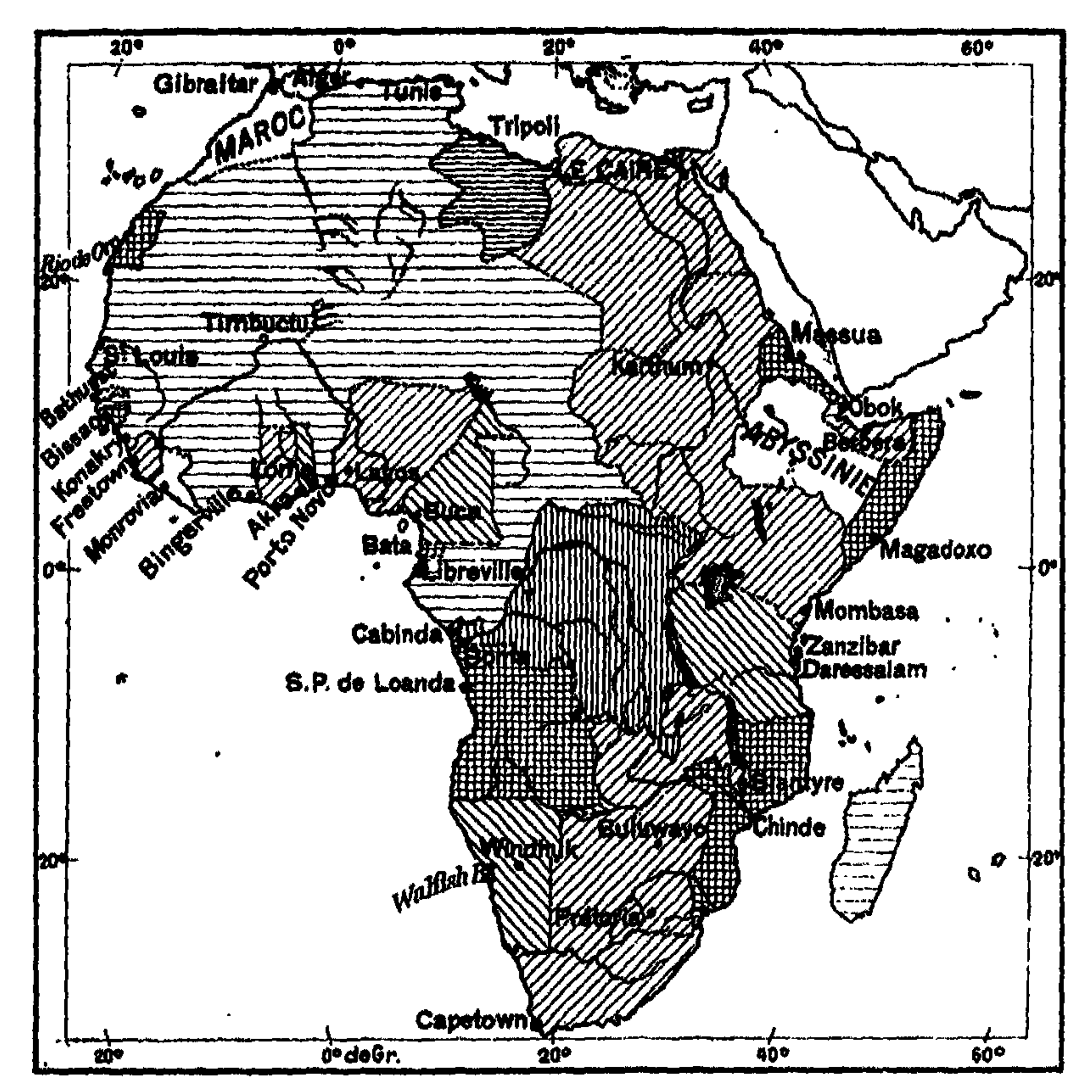
fort à propos arrondir l'Empire austro-hongrois en modifiant la forme bizarre que lui donnait le long glaive du littoral de la Dalmatie. Il n'y eut pas jusqu'à la Perse à laquelle on n'accordât son lopin de terre. Enfin, la Grande Bretagne, qui avait été pour ainsi dire vaincue en même temps que la Turquie, qu'elle n'avait pu secourir efficacement qu'au dernier moment, dut au talent de son plénipotentiaire, lord Beaconsfield, de se faire céder l'île de Cypre, moyennant pension, ainsi qu'une sorte de protectorat sur l'Asie Mineure. Toutefois, cette dernière clause, qui eût exigé un grand déploiement de forces, ainsi que d'amples débours, est restée à peu près lettre morte, quoique la nation anglaise eût pu profiter de cette situation pour se faire la protectrice efficace des Arméniens et s'assurer ainsi une très puissante clientèle en ce peuple intelligent. D'autres stipulations du traité de Berlin furent également de vains écrits, entr'autres celle par laquelle la Porte s'engageait à départir également la justice à tous ses sujets, sans acception de race ni de culte, et notamment à protéger les agriculteurs arméniens contre les pillards kurdes : jamais promesse ne fut plus atrocement violée.

Quoique les délibérations solennelles du grand conseil de l'Europe ne pussent avoir de valeur réelle que ratifiées par la volonté des peuples eux-mêmes, elles tiraient du moins une certaine importance de ce fait qu'elles étaient issues d'une assemblée représentant l'Europe entière. Le monde officiel s'était donc singulièrement élargi depuis le traité de Westphalie, même depuis le congrès de Vienne! En outre le langage des diplomates avait changé. Ils ne parlaient plus seulement au nom de leurs souverains respectifs, ils s'exprimaient fort courtoisement à l'égard d'une autre puissance, l'ensemble des nations civilisées. Evidemment, on avait conscience d'un nouvel état de choses, d'une certaine unité morale provenant de l'existence d'une opinion publique européenne. Non seulement les puissances avaient une frayeur mutuelle de s'attaquer, elles comprenaient aussi qu'une nouvelle grande guerre d'Europe eût déplu, même à ceux qui auraient eu la victoire en perspective. Mais d'autre part, elles savaient que des conquêtes faites en pays lointain sur des peuples réputés barbares ou sauvages leur seraient plus que pardonnées, attribuées même à mérite et à gloire. C'est donc avec l'encouragement tacite de leurs peuples que les gouvernants d'Europe se mirent à dépecer Afrique, Asie, Océanie, pour s'en distribuer les morceaux et en constituer leur empire colonial.

Au commencement du vingtième siècle, les puissances ont presque terminé le partage de l'Afrique, souvent désignée sous le nom de « Con-



N° 465. L'Afrique découpée en possessions européennes.



La Grande Bretagne occupe l'Egypte, le Soudan, etc., du Caire à Mombasa, l'Afrique méridionale de Blantyre à Capetown, puis commande à Bathurst, Freetown, Akka, Lagos, enfin à Walfishbay, Zanzibar et Berbera. — Les possessions françaises aboutissent à la mer à Alger, Tunis, Saint-Louis, Konakry, Bingerville, Porto-Nuovo et Libreville et de l'autre côté du continent comprennent Madagascar et le territoire d'Obock. — L'Allemagne est installée à Daressalam, Windhuk, Buca et Lome. — La Turquie conserve Tripoli. — Le roi des Belges sous le nom de souverain de l'Etat indépendant du Congo règne à Boma. — L'Italie est à Massua et Magadoxo, l'Espagne à Rio de Oro et Bata, et le Portugal à Bissao, Cabinda, Saint-Paul de Loanda et Chinde.

tinent noir », en partie parce qu'il est habité par des nègres et quelque peu aussi parce qu'il n'est pas entièrement connu. De vastes territoires

ayant une superficie de plusieurs milliers de kilomètres carrés ont déjà leur maître officiel, d'après l'almanach de Gotha, mais n'ont été encore parcourus par aucun voyageur. Au point de vue de la conquête, il importe peu, car il n'est pas douteux que la force d'attaque militaire que possèdent les Etats européens soit assez grande pour triompher de peuplades sans discipline ni stratégie. Il suffit que tel ou tel pays soit attribué par convention diplomatique à la Grande Bretagne, à la France ou à l'Allemagne pour que cette puissance choisisse patiemment son heure d'occupation générale ou partielle et de mise en exploitation commerciale. Actuellement le continent africain peut être considéré comme n'étant plus qu'une simple dépendance économique de l'Europe. Il est loisible d'affirmer qu'avec leur force réelle, d'une si absurde supériorité, et leur prestige triomphant, les blancs n'eussent rencontré aucune résistance si l'occupation des diverses contrées n'avait donné lieu de leur part à des injustices et à des atrocités de toute espèce; d'ailleurs, en maintes occasions, les guerres, les insurrections ont été voulues, parce qu'elles donnaient aux officiers l'occasion de les réprimer et d'acquérir ainsi gloire, honneurs, titres et avancement.

L'argument par excellence des politiciens ardents à découper le monde en territoires coloniaux consiste à plaider la nécessité de trouver des exutoires pour la population grandissante de l'Europe et pour la surabondance des produits manufacturés. A cet article fondamental on ajoute, sans en croire un mot, quelques redites sur l'influence moralisatrice de la civilisation chrétienne, et la conscience est satisfaite. Il est vrai que la plupart de ces territoires annexés sous des latitudes lointaines ne conviennent point à l'acclimatement des Européens, et que d'ailleurs ceux-ci, même s'ils étaient favorisés d'un climat qui leur fût propice, n'y trouveraient pas d'occupations conformes à leur genre de vie. Ces vastes domaines ajoutés au territoire dit « colonial » ne doivent donc pas être considérés comme de véritables colonies puisqu'ils ne sont point destinés à recevoir des colons; ils ne peuvent servir à loger les excédents de population émigrant d'Europe. Ce sont tout simplement des lieux de résidence pour quelques marchands qui cherchent à exploiter les richesses naturelles des lieux et à pourvoir aux besoins des indigènes. Mais la plupart de ces naturels, habitués à une existence des plus simples, trouvent autour d'eux, dans les produits du sol, tout ce qui leur est nécessaire; il faut donc que les efforts des colonisateurs préten-

dus se combinent pour faire naître de nouvelles demandes, notamment celle de l'eau-de-vie ou d'un poison quelconque baptisé de ce nom : chez les nègres que l'on pousse à la folie, la monnaie, jadis inconnue, n'a pris d'utilité que pour l'achat du genièvre ou du trois-six[1]. Voilà, dans les pays occupés du Continent noir, ce que l'on dit être le commencement de la civilisation, l'étape qui succède à celle de l'esclavage. Admettons



Cl. L. Cuisinier.

GUÉ A TRAVERS LE NIGER, PRÈS DE BAYÉLÉ

qu'il y a progrès, puisque l'acheteur nègre est maintenant étiqueté homme libre.

Les origines des annexions coloniales modernes de l'Afrique remontent aux âges des explorations maritimes génoises et portugaises, lorsque les navigateurs du treizième et du quatorzième siècle découvrirent l'île de Lagnamo, appelée plus tard Madeira, et la terre de Lancelot, dite maintenant Lanzerote, dans les Canaries. Des îles, les explorateurs passèrent bientôt au littoral ; depuis cette époque, des représentants de l'Europe, commerçants et missionnaires, résident en Afrique et le mélange des sangs se fait aussi bien que celui des idées. C'est encore en

1. A. d'Almada Negreiros, *Congrès Colonial international de Paris*, 1900.

souvenir des Portugais que les nègres du Congo donnent aux Européens les noms de M'putu, « gens du Poutou », du Portugal[1]. Les indigènes de la région côtière doivent aussi plus qu'un nom aux missionnaires qui leur vinrent de Lisbonne et d'Oporto : ils leur doivent la croix dont ils ornent leurs maisons sans en connaître d'ailleurs l'origine, ils leur doivent la consécration officielle à un saint patron, *la zina dia santu* : nègres et négresses fétichistes sont, en vertu de l'aspersion, de vrais baptisés. Ce furent également des prêtres du Christ qui apportèrent aux Africains les statuettes de Jésus et de la Vierge et les images de saints qui se sont graduellement changées en fétiches et que l'on a longtemps crues de provenance autochtone ; ces figurines grossières, hérissées de clous, représentaient le Crucifié, percé de coups de lances, et la Notre-Dame des Sept-Douleurs. Dans l'intérieur du pays, on ne voit point de ces fétiches, ils n'existent que dans les contrées occidentales visitées jadis par les convertisseurs. Des images grotesques, voilà tout ce qui reste des antiques conversions. Les formes religieuses enseignées jadis par les prêtres catholiques se détériorent de la façon la plus bizarre par le fait du retour aux conceptions anciennes, lorsque les missionnaires cessent de visiter la contrée. Ainsi chez les Bamba, riverains du bas Congo, les jeunes hommes de la tribu sont jetés par les sorciers dans un état de syncope semblable à la mort, et cet état se continue pendant trois jours, après lesquels vient la résurrection. Evidemment il s'agit d'imiter ici le « Seigneur Jésus » dans le grand mystère de sa mort et de son retour triomphant à la vie[2].

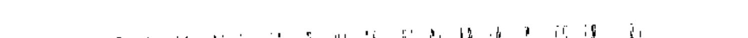
L'empire colonial portugais, qui s'étendait vers les contrées inconnues de l'intérieur, n'avait point de limites précises. Il était censé comprendre toutes les contrées du continent en dehors de la Maurétanie et du bassin nilotique ; mais les pays occupés n'avaient qu'une faible superficie relative, le petit Portugal ne pouvant fournir qu'un faible nombre de planteurs et d'aventuriers. Les Hollandais lui ravirent la partie méridionale de l'Afrique, c'est-à-dire le district du Cap de Bonne-Espérance, qui passa plus tard en la possession des Anglais avec tout le territoire adjacent ; puis les nouveau-venus, annexant terre après terre, en vinrent pendant le cours du siècle à s'emparer hardiment d'une large zone dans la région du Zambèze, feignant d'ignorer absolument la prétention du

1. Ch. Lemaire, *notes manuscrites*. — 2. Keane, *Man, Past and Present*, p. 109.



Cl. J. Kuhn, édit.

CHUTE DU ZAMBÈZE — VICTORIA FALLS.



Portugal, reconnue depuis trois siècles par le droit public européen, de posséder toute la largeur du continent africain, de la côte à la contre-côte, de l'Angola au Moçambique. Bien plus, après avoir pris le territoire qui leur convenait, les Anglais étendent sur le reste des possessions portugaises une sorte de protectorat et, dans l'opinion générale des prophètes politiciens, tout l'ancien domaine lusitanien passera tôt ou tard dans les mains de l'Angleterre. Le Portugal, devenu feudataire de la Grande Bretagne, ne serait en réalité que l'usufruitier des richesses territoriales dont le maître éminent s'emparera par annexions successives en proportion des intérêts du moment. Pendant sa guerre contre les Boers des républiques hollandaises, ne s'est-il pas servi du port de Lourenço-Marquez comme si cet admirable havre lui appartenait officiellement?

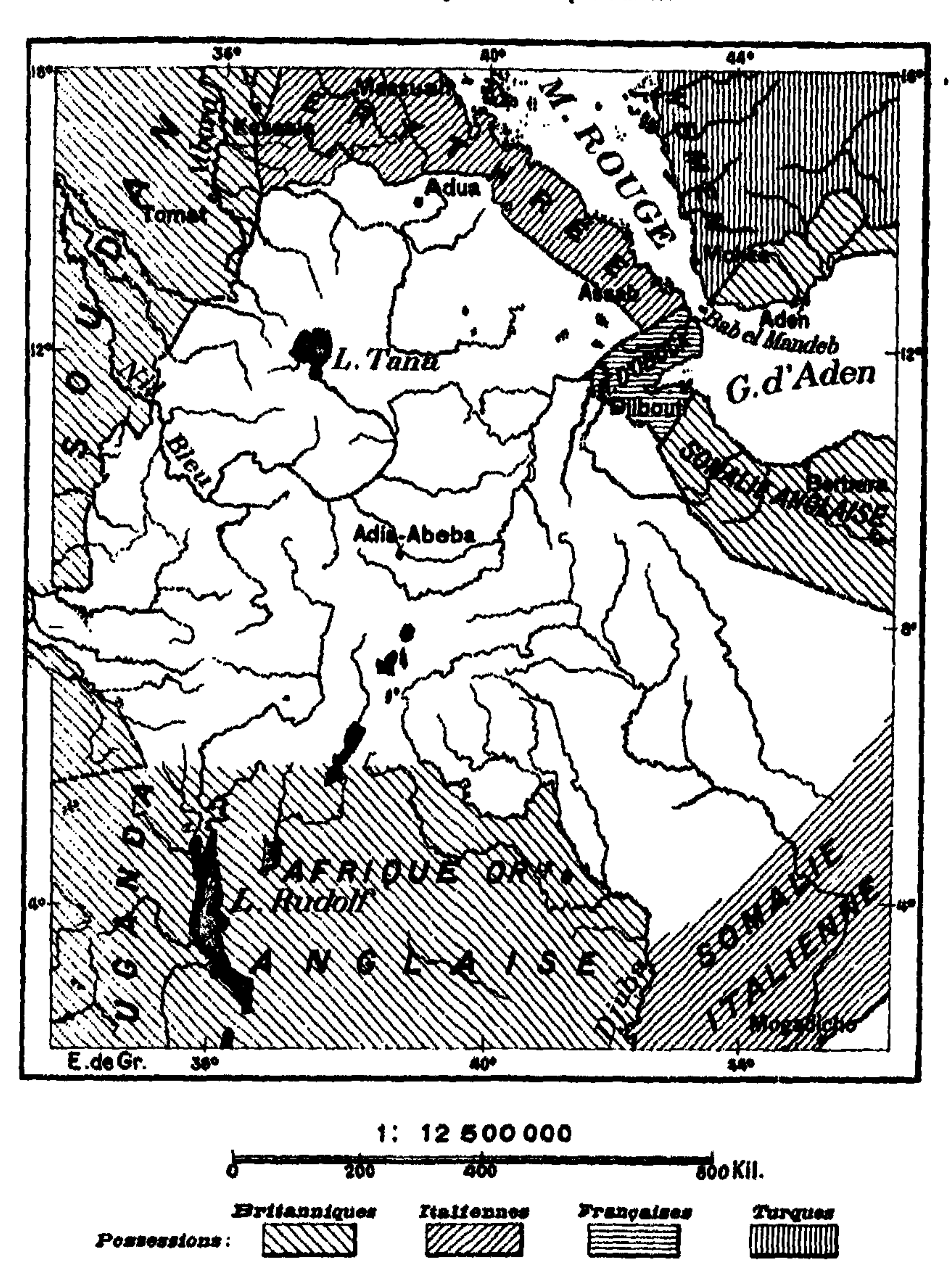
A ces très importantes possessions de la pointe méridionale d'Afrique, où se trouvait, avant l'ouverture du canal de Suez, le lieu d'étape nécessaire pour les navigateurs entre les terres riveraines de l'Atlantique et celles de la mer des Indes, l'Angleterre a su joindre une bande de terrains qui s'étend au nord jusqu'au Tanganyika et qui reprend non loin de l'autre extrémité du lac pour se continuer par le bassin nilotique jusqu'à la Méditerranée. Malgré la lacune séparant en deux cette zone médiane de l'Afrique, les nationalistes anglais comptent l'utiliser à leur profit par la construction d'une voie ferrée de sept à huit mille kilomètres de longueur qui rejoindrait le port du Cap à celui d'Alexandrie et que des embranchements rattacheraient de distance en distance aux marchés du littoral sur l'Océan Indien et la mer Rouge. On peut considérer plus de la moitié de cette œuvre comme achevée déjà, puisque le chemin de fer du sud traverse le Zambèze — la ligne a été ouverte en septembre 1905 —, que celui du nord atteint Khartum, et que, dans les espaces intermédiaires, les bateaux à vapeur vont et viennent sur le Nil et sur les grands lacs. La Grande Bretagne est donc la souveraine prépondérante de toute la moitié orientale de l'Afrique, où les autres puissances n'ont que des colonies d'importance secondaire. Cependant tout ne se présente pas encore au gré des ambitieux de territoire, car les monts de l'Ethiopie, où le Nil Bleu prend naissance, se dressent encore insoumis comme une haute citadelle, et l'Egypte anglaise reste incomplète aussi longtemps qu'elle ne possède pas les sources du fleuve et ne peut en régler le cours pour l'irrigation de ses plaines

A l'ouest de l'Afrique, les marchands britanniques possèdent aussi de très riches domaines d'exploitation, parmi lesquels les terres populeuses que parcourt le Niger inférieur; mais de ce côté du continent, c'est à la France qu'est échue la plus vaste étendue du sol. Une grande partie de ce territoire se compose de solitudes désertes, car, ainsi que le disait *un ministre anglais* : « le coq gaulois aime à gratter le sable »; mais les principales colonies françaises de l'Afrique comprennent plus de la moitié des pays maurétaniens, c'est-à-dire la région qu'on peut appeler l'Europe africaine. C'est une contrée qui, par sa position sur le pourtour du bassin de la Méditerranée, en face de l'Espagne, de la France, de l'Italie, fait géographiquement partie de ce « monde latin », auquel, historiquement, elle appartint aussi au temps de la grande Rome. La Tunisie, l'Algérie, dont la population autochtone est celle des Berbères, très probablement apparentée aux autres aborigènes des bords de la Méditerranée occidentale, n'ont reçu que depuis une époque relativement récente l'élément ethnique étranger des Arabes, mais, actuellement, le flux des immigrants, Italiens, Français, Espagnols, mêlés de quelques autres Européens, implante sur le sol une nouvelle race qui, par ses origines, paraît bien prédisposée à s'enraciner fortement et qui, en effet, malgré les fâcheux pronostics du commencement, s'est parfaitement acclimatée. L'Europe s'est réellement agrandie par l'annexion de l'Afrique mineure, comme elle s'est agrandie à l'autre extrémité du continent noir par le peuplement du Cap et des colonies voisines.

L'Algérie, quoique s'étendant déjà fort loin dans le désert, grâce aux oasis qui le parsèment jusqu'au Touat, se trouve pratiquement séparée des autres possessions françaises situées sur les bords du Sénégal, sur le haut et sur le moyen Niger, sur les rives du lac Tchad ou Tzâdé, sur les rivages du golfe de Guinée, et, à bien plus forte raison, dans les espaces torrides du Ouadaï : des expéditions militaires fort coûteuses et des explorations de hardis voyageurs s'aventurant dans l'inconnu n'ont pu encore rattacher les deux extrémités de cet immense empire africain que par un réseau d'itinéraires aux mailles fort espacées. D'ailleurs, si l'Algérie et la Tunisie sont des colonies de peuplement où les Européens cultivent le sol et fondent des familles, les autres territoires annexés par la France au delà du désert ne sont point des colonies proprement dites, et même, au point de vue utilitaire, sont toujours une cause de dépense pour le budget national : elles ne peuvent rapporter de profit qu'à des négociants

et à des fournisseurs de l'armée. Néanmoins, la Terre se rapetissant chaque jour, grâce à la vitesse, à l'ubiquité que les nouveaux moteurs

N° 466. L'Abyssinie indépendante.



donnent à l'homme, l'espace désert qui sépare le plateau maurétanien de la vallée nigérienne se rétrécit en conséquence et l'ensemble de la

France africaine jusqu'au Congo promet de présenter un jour une certaine unité géographique. On peut sans folie rêver la construction d'un chemin de fer qui réunira le golfe de Gabès au delta du Niger par le lac Tzâdé et la création d'une voie transafricaine comme tronçon d'une ligne de transit rapide entre la France et le Brésil.

Quant à l'Allemagne, également riche en déserts, elle possède au sud-ouest de l'Afrique de grandes étendues rocheuses qu'un budget généreux essaie péniblement de fertiliser; mais c'est à l'est du continent que se trouve son domaine le mieux pourvu en population, en ressources actuelles et en promesses : il borde d'une extrémité à l'autre la mer intérieure de l'Afrique, le Tanganyika, et confine au Nyanza, plus vaste encore. A cette Afrique allemande correspond, de l'autre côté du Tanganyika, l'immense Etat du Congo, dit « indépendant » par les traités parce qu'il n'appartient encore à aucune puissance européenne, mais dont un souverain d'Europe a fait son domaine particulier et que subventionnent les finances votées par son Parlement. Ce royaume congolais, cent vingt fois grand comme la Belgique, complète la liste des annexions européennes avec l'Erythrée et la Somalie italiennes et la petite part de l'Espagne en îles et en lisières. Il ne reste donc à prendre que l'Ethiopie, à moins que cet empire s'européanise peu à peu, c'est-à-dire se livre aux marchands, aux industriels et aux spéculateurs d'Europe. Au nord, la Tripolitaine a déjà son conquérant présomptif, reconnu par les puissances chrétiennes, l'Italie; enfin, à l'extrémité nord-occidentale, le Maroc donne lieu chaque année à la réunion de plénipotentiaires européens et au mouvement des escadres. Quel en sera l'heureux possesseur ou quels en seront les copartageants avides et jaloux?

Si le Maroc a jusqu'à présent échappé à la prise de possession par une puissance européenne, c'est précisément parce qu'il était convoité depuis des siècles et que les ambitions rivales se neutralisaient. Le Maroc tient presqu'à l'Espagne. Ceuta s'avance vers Gibraltar, Tanger vers Tarifa. Aussi, lorsque les sept cents années de guerre entre musulmans et chrétiens pour la possession du sol ibérique se furent terminées au profit des derniers, ceux-ci prirent position pour aller poursuivre leurs ennemis jusque dans le continent voisin, et cette poussée eut pour résultat la prise de Ceuta et des autres *presidios*, fortins du littoral maurétanien qui, au point de vue de la conquête, n'ont pour ainsi dire qu'une valeur symbolique. Le véritable protecteur du Maroc contre une invasion espagnole fut en

réalité la Grande Bretagne, qui occupa Tanger de 1662 à 1684 et, quelques années plus tard s'emparant de Gibraltar, planta ainsi une épine dans la chair même de l'Espagne et surveilla le détroit. Blessée à vif, la nation humiliée ne pouvait guère songer à pousser plus avant ses conquêtes sur le continent africain. Elle l'essaya pourtant à diverses reprises, mais des avertissements polis s'élevant en sourdine de diverses parties de l'Europe



Cl. Duveyrier.

MOSQUÉE A MEKNÈS

lui signifièrent qu'elle devait se contenter des positions acquises. De son côté, la France, regrettant les occasions perdues, veille à la frontière algérienne, cherche à infiltrer son protectorat par-dessus les limites de l'empire, tandis que l'Angleterre et l'Allemagne travaillent à implanter solidement leur commerce et leur influence dans les ports du littoral.

Pour excuser d'avance, soit l'annexion du Maroc par l'un des Etats européens, soit le partage de la contrée, on se plaît à comparer cet empire à la Turquie en le qualifiant aussi d' « homme malade » ; mais cette plaisanterie n'est pas justifiée : aucune population opprimée n'y réclame l'intervention étrangère et, si l'on fait abstraction des commerçants

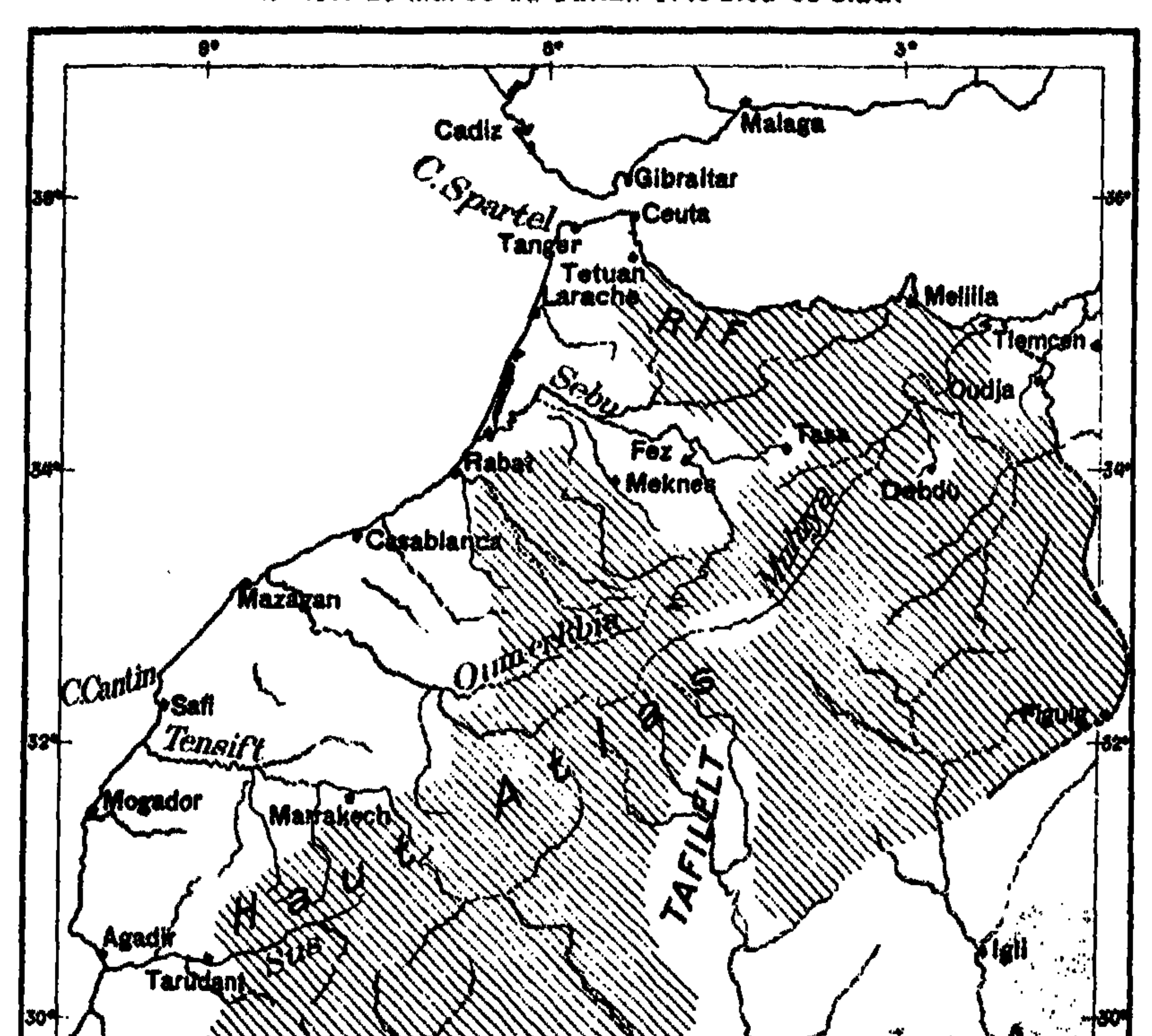
juifs, il n'y a entre les tribus ni animosité de race, ni haine de religion: le Maroc n'a que faire de tous ces médecins qui l'entourent, lui offrant à l'envi des remèdes et des préservatifs. Si tout d'un coup, les « bachadour », ministres ou « ambassadeurs » étrangers qui résident à Tanger, venaient à disparaître, et si les populations marocaines n'avaient plus à se défier de ces diplomates aux ambitions rivales, l'équilibre intérieur de la nation ne serait en rien changé : les deux cinquièmes du territoire qui porte sur les cartes le nom de « Maroc » continueraient de payer l'impôt et de constituer le pays soumis, se laissant administrer par les fonctionnaires de l'empereur, tandis que les enclaves indépendantes dont les habitants se refusent aux taxes et qui représentent les trois cinquièmes du pays[1] formeraient autant de petites républiques très vivaces se suffisant à elles-mêmes, grâce à leur petit commerce et à la liberté de l'émigration périodique. Ce Bled es Siba, le « Pays libre », ne demande rien à l'Europe, si ce n'est qu'on ne touche pas à ses droits. Mais quelle est la grande puissance qui, succédant à l'empereur du Maroc aura le tact nécessaire pour ne pas froisser ces tribus autonomes?

Dans le continent d'Asie où se sont assis de puissants empires depuis des âges immémoriaux, les nations d'Europe n'ont pu procéder au partage avec la même désinvolture que dans le continent noir. Mais chaque possession européenne est devenue un point d'appui pour des annexions nouvelles d'étendue considérable. Ainsi la Russie a profité de sa domination sur la Sibérie, qui représente déjà le tiers de la superficie asiatique, pour étendre son influence politique et même administrative sur les territoires voisins, Mandchourie, Mongolie, Dsungarie, Kachgarie, et, de ce côté, la frontière est devenue flottante, en sorte qu'on se demande de combien de centaines de mille kilomètres carrés le territoire russe s'est réellement agrandi. De leur côté, les Anglais, maîtres de l'Inde, se subordonnent de plus en plus les principautés vassales, consolidant par de nouvelles annexions leurs « frontières scientifiques » de l'ouest sur les hautes terres des Baloutches et des Afghans; au centre, ils s'attaquent au Tibet par delà le formidable Himalaya, tandis qu'à l'est, ils arrondissent leurs domaines de la Barmanie et s'emparent des riches petits États de la péninsule malaise. Enfin, la France,

1. R. de Segonzac, *Société de géogr. d'Alger et de l'Afrique du Nord*, 2e trim. 1902, p. 183.

ayant campé ses soldats et factionnaires sur le littoral de la mer de Chine, étend ses possessions dans l'intérieur aux dépens du royaume de Siam maintenant réduit à peu de chose.

N° 467. Le Maroc du Sultan et le Bled es Siba.



Le Bled es Siba est recouvert de hachures d'après la carte de M. Camille Fidel (*Bulletin de la Société de Géographie d'Oran*, 1903). Le Bled el Maghzen comprenait alors le Maroc maritime, de Tétouan à Ifni, ainsi que Fez, Marrakech, le Tafilelt et divers districts. En 1907, il se réduirait, d'après M. de Segonzac, au triangle Tanger, Fez, Rabat.

A l'occident de l'Asie, l'Anatolie et la Perse présentent un spectacle analogue à celui du Maroc. Ces contrées doivent aussi à des ambitions rivales de rester sous le joug de leurs maîtres mahométans actuels. La

Russie, l'Angleterre, l'Allemagne convoitent l'Asie Mineure et la Mésopotamie : d'où conflits incessants et maintien de la domination turque. La Perse est comme un vaste échiquier dont les joueurs anglais et russes

N° 468. L'afghanistan indépendant.

1 : 12 500 000

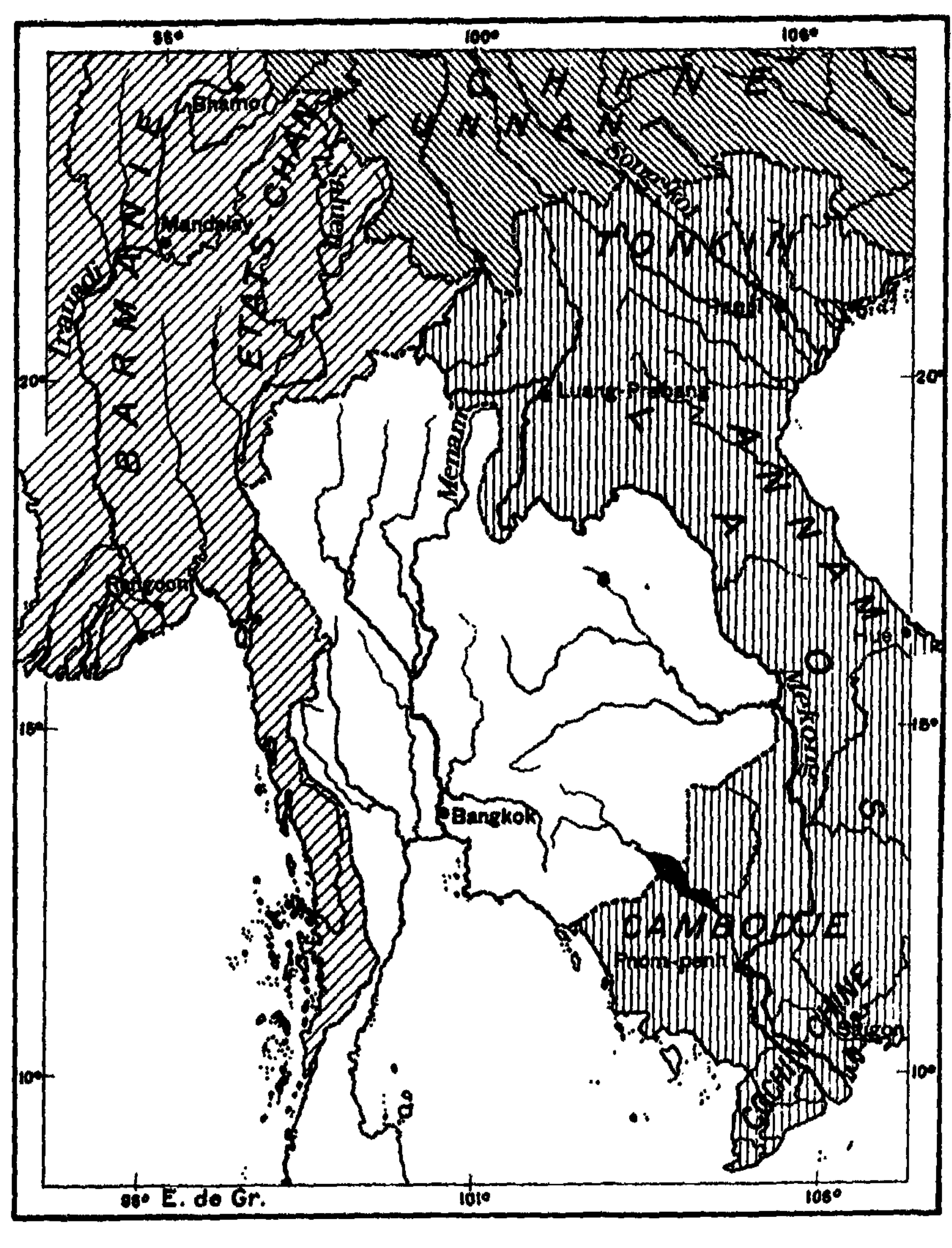
0 200 400 800 Kil.

poussent savamment les pièces tout en adressant de respectueux hommages au chah des chahs en son palais de Teheran.

Là où le régime européen ne s'introduit pas directement, par voie de conquête, il se glisse indirectement, par voie d'initiation, et c'est ainsi que, transformant tout son organisme intérieur, le Japon est devenu pour ainsi dire un fragment de l'Europe, transporté en plein Océan

Pacifique, par delà le continent d'Asie. C'est comme puissance euro-

N° 469. Le Siam entre la Barmanie et l'Annam



1 : 12 500 000
0 200 400 800 Kil.

péenne, par des moyens empruntés à l'Europe et même avec une maîtrise des plus savantes, que le Japon fut récemment le vainqueur rapide et

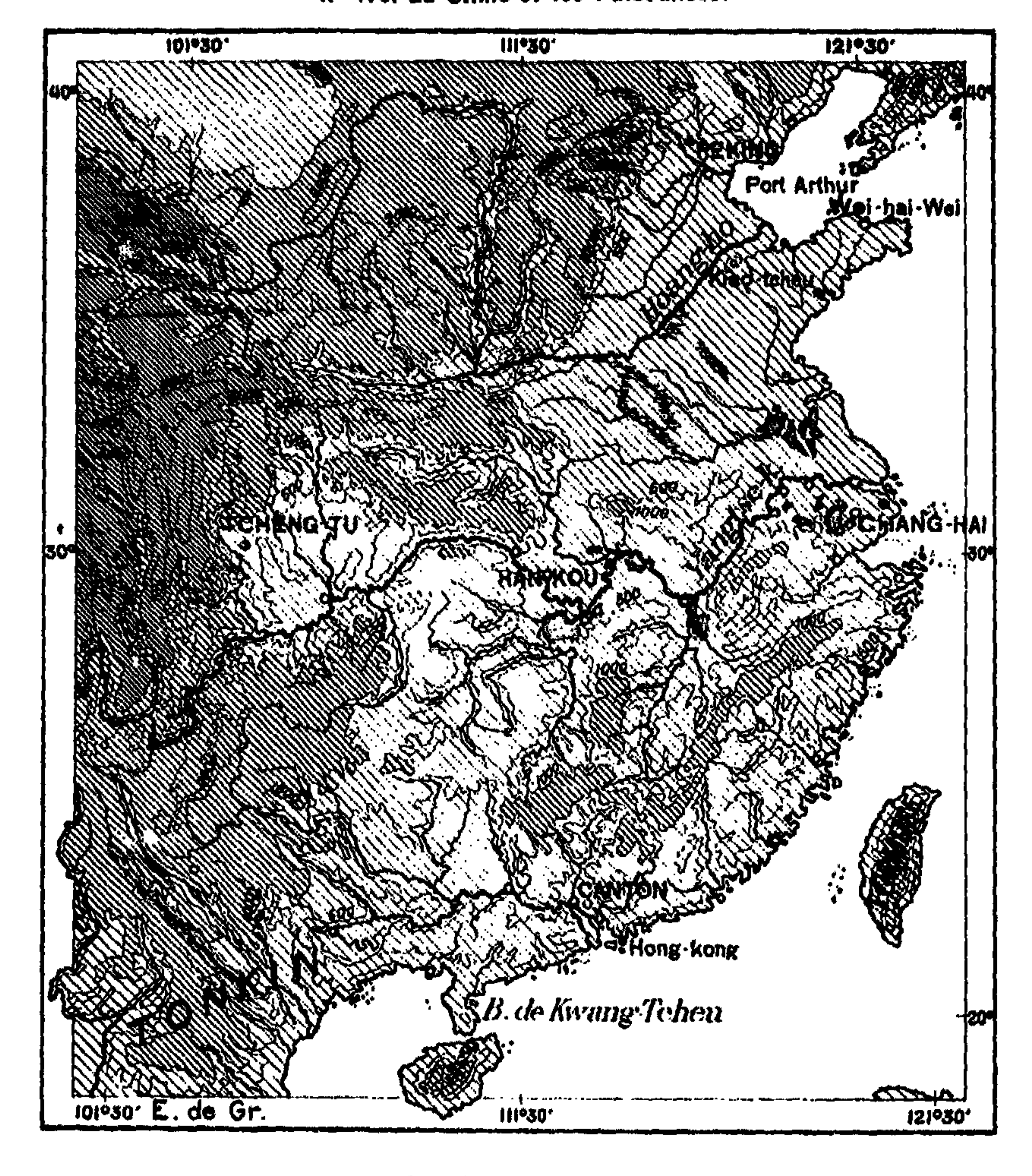
décisif de la Chine. Pas une rencontre sur mer ou sur terre qui ne tournât brillamment à son avantage. A l'embouchure du Yalou, la flotte chinoise fut exterminée ; à l'assaut de Weï-haï-weï, la garnison chinoise dut se rendre. En peu de semaines les forces japonaises avaient mis l'empire à leur merci, et du coup, elles auraient profondément entamé le territoire continental, si les puissances européennes n'étaient intervenues pour que l'équilibre de l'Extrême Orient ne fût pas brusquement modifié en leur défaveur.

L'inauguration du vingtième siècle se fit dans la Fleur du Milieu par une intervention de toutes les puissances « civilisées », y compris le Japon et les Etats-Unis d'Amérique. La véritable raison de cette invasion collective n'est pas de celles que l'on puisse avouer : les instruments diplomatiques ne constatent point avec une candeur naïve que des Etats peuvent avoir comme de simples particuliers l'amour du pillage pour mobile. Le Japon ayant annexé à son archipel national la grande île de Formose, ainsi que d'autres îlots, la Russie voulut aussi prendre un grand morceau de la Chine ; la France, l'Allemagne, l'Angleterre tenaient également à s'emparer de quelque bon lambeau.

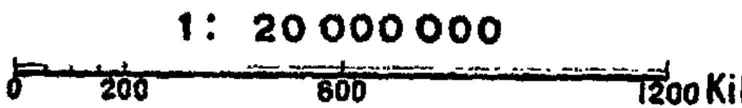
Mais non seulement chaque grande puissance aspirait à saisir un gage matériel de conquête consistant en bonnes terres, en ports, en marchés de commerce, il lui fallait aussi des privilèges d'industrie et de monopole en telle ou telle province de l'intérieur ; les négociants d'Europe et des Etats-Unis jetaient leur dévolu sur les mines connues ou présumées, sur telle ou telle série de stations pour des voies ferrées à construire. Et, plus avides que les diplomates, plus insatiables que les marchands eux-mêmes, les missionnaires protestants et catholiques réclamaient de toute part des paiements, des pensions, des excuses avec cadeaux expiatoires, et en outre des vengeances pour des persécutions et des outrages, vrais ou prétendus tels. Le concert des réclamations fut entendu par les puissances d'Europe, mais toutes voulaient intervenir à la fois, de peur que l'une ou l'autre d'entre elles fût trop avantagée lors de la distribution des prises. Ce que l'on appela la « guerre » parut d'autant plus horrible qu'il n'y eut point de résistance : ce ne fut que massacre et pillage ; tous s'y complaisaient d'abord et se félicitaient mutuellement de leurs crimes, puis, lorsque l'Europe s'en étonna, meurtriers et pillards se lavèrent les mains, accusant leurs alliés : Français, Anglais, Russes,

All mands, Américains, Japonais, rejetèrent les uns sur les autres

N° 470. La Chine et les Puissances.



1 : 20 000 000



Depuis 1895, Port-Arthur fut successivement occupé par le Japon, par la Russie et à nouveau par le Japon. Formose est restée aux mains des Japonais. La Grande Bretagne est, depuis 1841, installée à Hong-Kong, dont le domaine a été récemment agrandi ; la Chine lui a aussi cédé Wei-hai-wei. Kiao-tcheu est une possession allemande et la baie de Kwang-Tcheu une possession française. A Chang-hai, toutes les puissances ont des concessions territoriales.

Les points ronds indiquent les portes ouvertes au commerce étranger.

l'effroyable tuerie, tout en réclamant d'amples indemnités pour l'œuvre

accomplie. En outre, ils demandèrent des châtiments pour leurs adversaires. L'Eglise chrétienne en fit autant, comme pour témoigner avec éclat de la part qu'elle avait prise dans la guerre d'extermination et de butin : on vit dans les chapelles des têtes de décapités exposées à la gloire du Dieu vengeur et de ses missionnaires fidèles [1].

Quoique les puissances d'Europe unies au Japon s'occupent avec zèle de mordiller le pourtour de la Chine, l'empire est trop vaste et sa population, recensée en 1901 au chiffre de 425 millions d'individus, représente une part trop considérable de l'humanité policée pour que les assaillants n'aient pas reconnu l'impossibilité de partager immédiatement la Chine : on a renvoyé à plus tard cette œuvre formidable de dépècement de l'empire chinois suivant un tracé largement compris de « sphères d'influences », ou plutôt on s'en est remis à la bonne providence qui protège les habiles dans la répartition du butin.

Les Etats-Unis d'Amérique, rivaux de la Russie dans la prétention d'être la première parmi les grandes puissances du monde moderne, ne prirent qu'une part secondaire dans les affaires de Chine : ils avaient ailleurs des intérêts plus puissants. La « doctrine de Monroë », qu'ils opposaient âprement aux gouvernements européens dans les questions politiques relatives au Nouveau Monde, aurait dû logiquement leur interdire toute immixtion dans les débats se rapportant à des pays ou à des parages non américains. Mais il n'en fut pas ainsi : la conscience de sa force accroissait l'ambition de la république américaine, et les autres Etats la virent prendre part au partage des îles Océaniennes. Elle disputa l'archipel de Samoa aux Allemands et aux Anglais, pour garder finalement l'une des îles, et s'emparer de tout le groupe havaïen, plus rapproché de ses rivages. En réalité, cette dernière acquisition n'était, sous forme politique, qu'une affaire commerciale : des planteurs américains et de ces missionnaires religieux que l'on rencontre dans toutes les affaires de captation avaient graduellement monopolisé et mis en culture les bonnes terres de l'archipel pour la production de la canne à sucre. Des engagés, importés des Açores, des îles Océaniennes, de la Chine, du Japon, remplaçaient sur ces champs les indigènes voués au dépérissement et à la mort, et les récoltes, fort abondantes, purent bientôt, grâce à l'annexion, bénéficier de la libre importation dans les Etats-Unis. C'était,

1. *New-York Herald*, 18 sept. 1900.

en infraction à la doctrine traditionnelle, la continuation de l'ancienne politique des esclavagistes.

Puis éclata la guerre hispano-américaine, dans laquelle le gouvernement espagnol s'était laissé entraîner par son obstination folle à continuer l'oppression économique et politique de Cuba : un peu de sagesse, un semblant de justice, quelques sentiments d'équité eussent fait des Cubains, à bon droit méfiants de leurs voisins, les Yankees, d'ardents



Cl. Kuhn, édit.

UN COIN DU PORT DE LA HAVANE

patriotes castillans. Mais il est rare que les maîtres sachent se modérer : ils vont jusqu'aux extrêmes limites de leur pouvoir et tentent le destin ; leur entêtement, qu'ils appellent l'honneur, le veut ainsi. L'Espagne marcha donc consciemment au-devant de sa ruine, en laissant le beau rôle aux politiciens des Etats-Unis, qui, naturellement, eurent la prétention d'intervenir au nom de la justice et de l'humanité. Les ultimes agissements de la soldatesque espagnole dans la malheureuse Cuba, où, avec quelques intermittences, la lutte durait depuis à peu près quarante ans, furent véritablement horribles ; jamais les procédés de guerre n'avaient

causé de plus grands désastres dans la colonie. Le recensement de 1887 ayant indiqué une population insulaire de 1742000 individus, celui qui, plus de dix années après, suivit la retraite des garnisons espagnoles, donna un total moindre de 269000 personnes. Les patriotes de l'île purent croire que ces pertes seraient la rançon de leur liberté et que les États-Unis tiendraient leur promesse de respecter la parfaite autonomie des Cubains, libérés par les armes de la République américaine, grande et généreuse. Et en effet, officiellement, depuis 1902, Cuba a rang de puissance indépendante, possédant son président de la République, son vice-président et deux Chambres élues, mais ce sont là des fictions qui ne trompent personne : à tous les points de vue, et surtout économiquement, la grande île fait partie du domaine de la haute finance américaine. Mais la guerre présentait d'autres enjeux, la riche Antille, Puerto-Rico, et là-bas, dans les mers de Chine, le vaste archipel des Philippines !

L'extrême disproportion des forces entre les vaisseaux américains et les flottes espagnoles, au matériel usé, à l'artillerie surannée, donna aux péripéties de la guerre, aux Philippines et dans les eaux antilliennes, un aspect théâtral bien propre à frapper l'imagination des simples et à susciter l'enthousiasme enfantin du peuple vainqueur. Le défilé circulaire des vaisseaux de l'amiral Dewey, passant successivement devant la flotte espagnole, dans la baie de Manilla, et, en moins d'une heure, la transformant en un immense brasier; les navires de l'amiral Cervara s'échappant l'un après l'autre de l'étroit goulet de Santiago, et allant, sans combattre, s'échouer d'écueil en écueil tout le long de la côte, ce furent là des tableaux puissamment tragiques dont s'emparèrent immédiatement les journalistes, les romanciers, les acteurs et les rimeurs, exaltant jusqu'au délire le patriotisme des politiciens d'Amérique. Leur langage avait subitement changé et, dans les assemblées, on cessa de célébrer l'émancipation des peuples sur le mode lyrique pour ne plus s'occuper que de conquête et de butin : comme les courtisans de Napoléon avant la campagne de Russie, ceux des « héros » américains ne parlaient plus que des « plis frémissants du drapeau » et du « vol de l'aigle aux ailes déployées ». Mais, chose plus grave, la République se laissa complètement infecter par l'exemple de toutes les brutalités antiques.

Il est vrai que la conquête violente est inconciliable avec la Constitution, mais, cette Constitution, que l'on affecte de continuer à vénérer

religieusement, manque de l'élasticité nécessaire pour qu'on puisse y conformer la politique américaine, qui se développe et se modifie avec le temps, soit en bien soit en mal, suivant les impulsions du peuple lui-même. D'ailleurs, la Cour suprême, qui est le grand interprète de la Constitution, a décidé à plusieurs reprises que la volonté du Congrès est supérieure à cette Constitution. Au début de la guerre d'indépendance, le paiement des taxes par les colonies non représentées au parlement de Westminster leur semblait l'injustice par excellence, et, plus d'un



Cl. P. Sellier.

UNE SCÈNE D'ÉVICTION EN IRLANDE (Voir page 284).

Sous la direction de la police, le fermier est expulsé et la maison est rendue inhabitable.

siècle après, ces mêmes colonies devenues la République nord-américaine, trouvent parfaitement juste d'imposer des droits de diverses natures aux populations de Puerto-Rico, sans qu'il soit nécessaire de les consulter[1].

Et malgré Constitution et doctrine Monroë, l'Amérique de Washington se croit fondée à garder les Philippines en possession collective et procède à l'occupation de ces îles par des moyens empruntés aux pra-

1. Darius H. Pingrey, *The Forum*, oct. 1900.

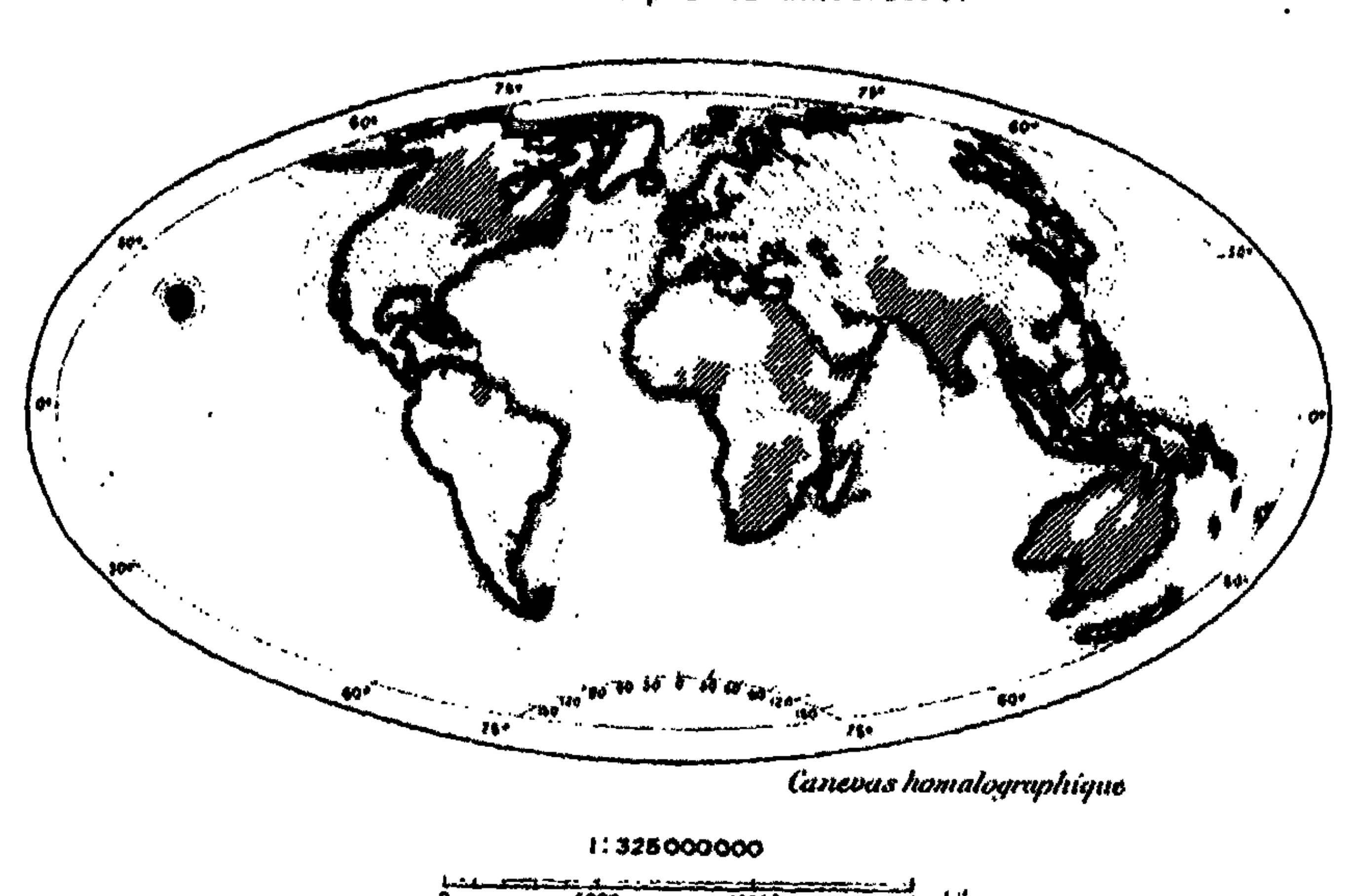
tiques de l'exterminateur hébreux Josué et du tortureur Torquemada. Dans les temps modernes, pourtant féconds en horribles représailles, comme tous les âges de l'humanité oscillant du bien au mal, il est peu d'incidents aussi abominables que l'ordre militaire du général Smith, condamnant à mort tous les mâles de l'île Samar, âgés de plus de dix ans!

Ainsi, au commencement du vingtième siècle, la république nord américaine s'est jointe aux autres grandes puissances dans la triste solidarité de la politique agressive, créatrice de mésintelligences internationales, et s'accoutume à l'idée de guerres nouvelles. Et pourtant, l'ensemble des peuples civilisés est actuellement réparti d'une manière assez étroite sur le globe rapetissé pour qu'il subisse les mêmes ébranlements, participe aux mêmes mouvements d'opinion et tende à s'administrer d'après des principes communs. Contrairement à cette tendance, mais s'y soumettant en apparence puisqu'on ne parle plus du « concert européen » mais du concert mondial, les divers grands États, obéissant à leurs traditions de rivalité et de haine, continuent leur ancienne politique de conquête et d'annexion, de privilèges et de monopoles, cherchent même à dresser des murailles de Chine le long de leurs frontières et n'abdiquent nullement le vieux droit d'oppression et de massacre sur leurs sujets. On a vu la Porte faire tuer méthodiquement plus de 300 000 Arméniens, dont elle redoutait l'intelligence hâtive et l'esprit trop affranchi; on a vu la Russie assister complaisamment à ces horreurs, les faciliter même, peut être parce que ses régiments n'auraient aucune peine dans un avenir prochain à occuper une terre sans habitants suspects d'esprit révolutionnaire; on voit enfin chaque gouvernement se réserver de continuer chez lui, selon les circonstances, des agissements de toute nature, si blâmés qu'ils soient par l'opinion du monde entier. Cependant, au dessus de ces nations et de ceux qui les régissent, apparait déjà, et de plus en plus nette, une image plus grande, celle du genre humain se constituant en organisme unitaire.

N'est-ce pas déjà un fait d'importance capitale dans l'histoire que preque toutes les nations policées de la Terre se soient associées en « Union postale Universelle » pour le transport, à travers les continents et les mers, des lettres et documents écrits, des imprimés et papiers d'affaires aussi bien que des échantillons de commerce, enfin pour le paiement de petites sommes d'argent, et cela pour un prix

minime, déterminé d'avance suivant un tarif uniforme? Depuis l'année 1875, le service fonctionne d'une manière irréprochable sans que les divers États aient à s'en occuper autrement que pour fournir à l'entreprise universelle le matériel nécessaire aux expéditions et pour toucher la part des recettes qui leur revient d'après les comptes généraux. Chaque année, quelque nouvelle facilité, quelque réduction de taxe est consentie aux intéressés, chaque année l'Union postale embrasse quelque nouveau pays dans sa ligue qui comprend déjà plus d'un milliard d'hommes, et le mouvement prodigieux de ses affaires s'accroît

N° 471. Union postale universelle.



Canevas homalographique

1 : 325000000

0 5000 10000 15000 kil.

En 1907, la Chine, l'Abyssinie, le Maroc, l'Afghanistan, le Népal, le Bhutan et le sultanat d'Oman ne font pas encore officiellement partie de l'union postale universelle. En Chine, un service indépendant se rattache à l'union universelle et il n'en coûte que 25 centimes pour expédier une lettre de l'Europe en n'importe quelle grande ville chinoise.

Le grisé serré recouvre les différentes parties de l'empire britannique entre lesquelles le port des lettres n'est que de 10 centimes par 15 grammes. Les territoires laissés en blanc sont ceux où, par suite du manque d'habitants, le service n'est pas organisé.

dans des proportions imprévues. Pour cette immense toile d'araignée étendant ses fils en réseaux sur toute la surface terraquée, on a choisi comme centre la ville de Berne, humble capitale qui ne porte ombrage ni aux Londres, ni aux Paris, ni aux Chicago.

Et depuis la réussite de cette belle œuvre mondiale, beaucoup d'autres ont été lancées avec le même succès par l'initiative des indi

vidus et des groupes auxquels les gouvernements, contraints par la force de l'opinion publique, ont dû fournir des moyens d'exécution. C'est ainsi que les marins de toutes les nations échangent les nouvelles par des signaux compris de tous. C'est ainsi que les contagions, peste ou choléra, sont arrêtées au lieu d'origine, et que l'état du baromètre étant télégraphié d'observatoire en observatoire, on dresse, chaque jour depuis 1863, la carte des pressions atmosphériques, base de toute prévision du temps. Et ce ne sont là que d'insignifiants résultats de l'entente mondiale en comparaison de ceux que tant de philanthropes attendent de l'arbitrage! Il est vrai que, pour le moment, ils s'y prennent fort mal, s'entendant pour choisir comme arbitres les personnages dont l'objectif est directement opposé à celui des nations, les maîtres qui vivent en parasites de la moelle du peuple et dont l'intérêt immédiat est de le tenir en esclavage. Lorsque la conférence de La Haye se réunit en 1899, les inspirateurs de ce Congrès international avaient cru témoigner d'une habileté géniale en faisant lancer les invitations par le tsar, celui de tous les hommes qui, par le titre et l'illusion des pauvres d'esprit, se rapproche le plus de la majesté divine. On s'imagina béatement que la paix universelle avait grande chance de se réaliser parmi les peuples puisque l'empereur de toutes les Russies se déclarait partisan de la conciliation universelle. Mais au moment même où le tsar convoquait les délégués des puissances à se réunir sous sa grande ombre, il appelait sous les armes de nouvelles forces militaires, décrétait l'accroissement de sa flotte et le renforcement de son artillerie. En même temps, comme pour rassurer les États conquérants en appétit d'annexions, on se garda bien d'appeler à la réunion les représentants des peuples menacés : les envoyés des républiques sud-africaines, auxquelles l'Angleterre faisait alors une guerre indigne, ne furent point admis ; de plus, par « convenance internationale », le représentant de Dieu sur la terre, celui dont la mission est de prêcher la paix parmi les hommes, fut oublié de la liste des invitations. La conférence de La Haye, en dépit de son illustre patronage, ne fut donc qu'une comédie politique, et pourtant, il ne faut pas moins la considérer comme un signe des temps, car, si l'opinion des hommes qui pensent n'avait conclu à la nécessité de substituer l'arbitrage à toutes les violences de la guerre, on ne se serait pas mis en peine pour lui donner le change.

Quoi qu'il en soit, l'apparition de cette nouvelle amphictyonie des peuples se manifeste de plus en plus, malgré les intérêts privés, exclusifs, des divers États qui voudraient maintenir leur isolement jaloux et qui, en dépit d'eux mêmes, sont obligés de se constituer en un syndicat général. Le théâtre s'élargit, puisqu'il embrasse maintenant l'ensemble des terres et des mers, mais les forces qui étaient en lutte dans chaque État particulier sont également celles qui se combattent par toute la Terre. En chaque pays, le Capital cherche à maîtriser les travailleurs de même sur le grand marché du monde, le Capital, accru démesurément, insoucieux de toutes les anciennes frontières, tente de faire œuvrer à son profit la masse des producteurs et à s'assurer tous les consommateurs du globe, sauvages et barbares aussi bien que civilisés. Déjà l'on a vu des ordres de bourse déterminer l'envoi d'une escadre, quand le ministère français fit occuper Mitylène pour récupérer une créance usuraire, et telle guerre, celle de la Grèce contre la Turquie, en 1897, fut tellement mélangée de spéculations sur les fonds ottomans que l'on put se demander jusqu'à quel point les hostilités étaient sérieuses et servaient à cacher, sous la comédie des batailles et des canonnades, le jeu plus passionnant de la hausse et de la baisse. Évidemment, tout avait été machiné d'avance : on s'arrangea pour donner la victoire aux gros bataillons de la Turquie et pour assurer à la petite Grèce la possession, du moins médiatisée, de l'île de Crète, qui était l'enjeu de la guerre.

Actuellement, la toute puissance du Capital et son caractère international sont des phénomènes si bien établis que l'on parle tout simplement, comme d'un fait acquis, de la substitution prochaine des banques aux gouvernements pour la gérance de l'administration ainsi que des entreprises de la paix et de la guerre. D'ailleurs, puisqu'elles gèrent déjà directement — quoique sous un nom supposé — les milliards du budget, ne gèrent elles pas aussi indirectement toutes les affaires de l'État ? Et, par cela même, les diverses individualités politiques ne prennent-elles pas un caractère de plus en plus international sous la direction du syndicat, qui peut avoir intérêt tantôt à exalter, tantôt à humilier tel ou tel pantin de la comédie politique et qui voit dans les nations autant de chiffres à inscrire, suivant les besoins du moment, à telle ou telle colonne du grand livre ? Et pourtant, si effroyablement puissants que soient devenus ces groupes de commanditaires qui se dis

putent les trésors du monde, ils ne sont pas encore les maîtres; chaque jour voit des conflits se produire entre eux et les multitudes de travailleurs qu'ils emploient. C'est que la contradiction économique est absolue entre le Capital et le Travail. Tandis que le premier a pour tendance naturelle de réduire en esclavage tous ceux qui peinent à son service, le second ne peut que péricliter, s'avilir, sombrer dans la basse routine s'il n'est libre, spontané, joyeux, créateur de force personnelle et d'initiative. La conciliation de ces deux contraires, quadrature du cercle que cherchent de bonnes âmes, est impossible, mais, à chaque nouvelle lutte, le résultat donne lieu à des transactions temporaires qui, s'il y a progrès, se rapprochent graduellement de la justice, comportant la libre participation de tous les hommes au travail, à ses produits et aux merveilles qu'il découvre.

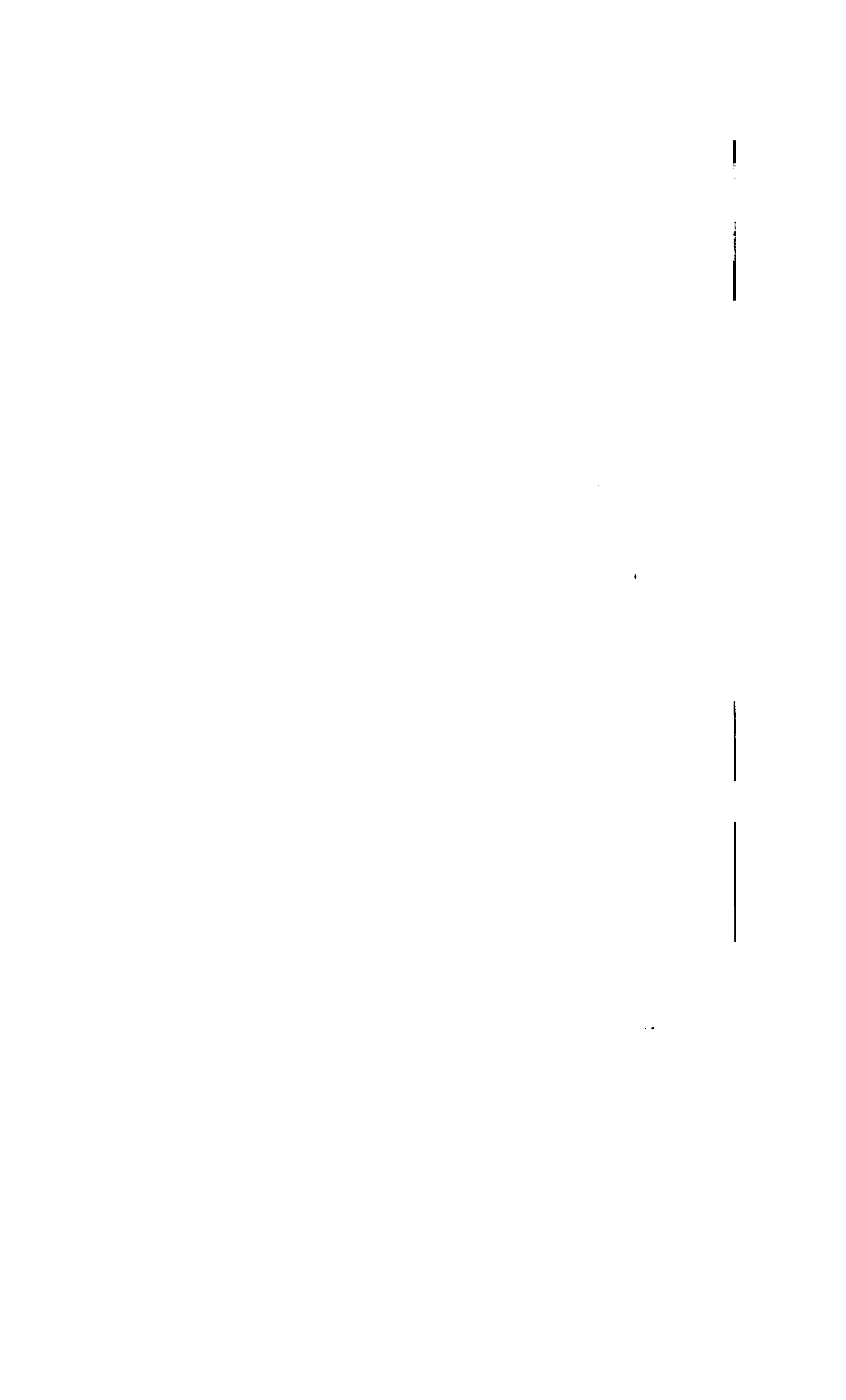
Tel est l'idéal de la société. Etudions l'état actuel des choses pour voir si, dans sa marche aujourd'hui si rapide, l'humanité se meut dans la direction voulue.



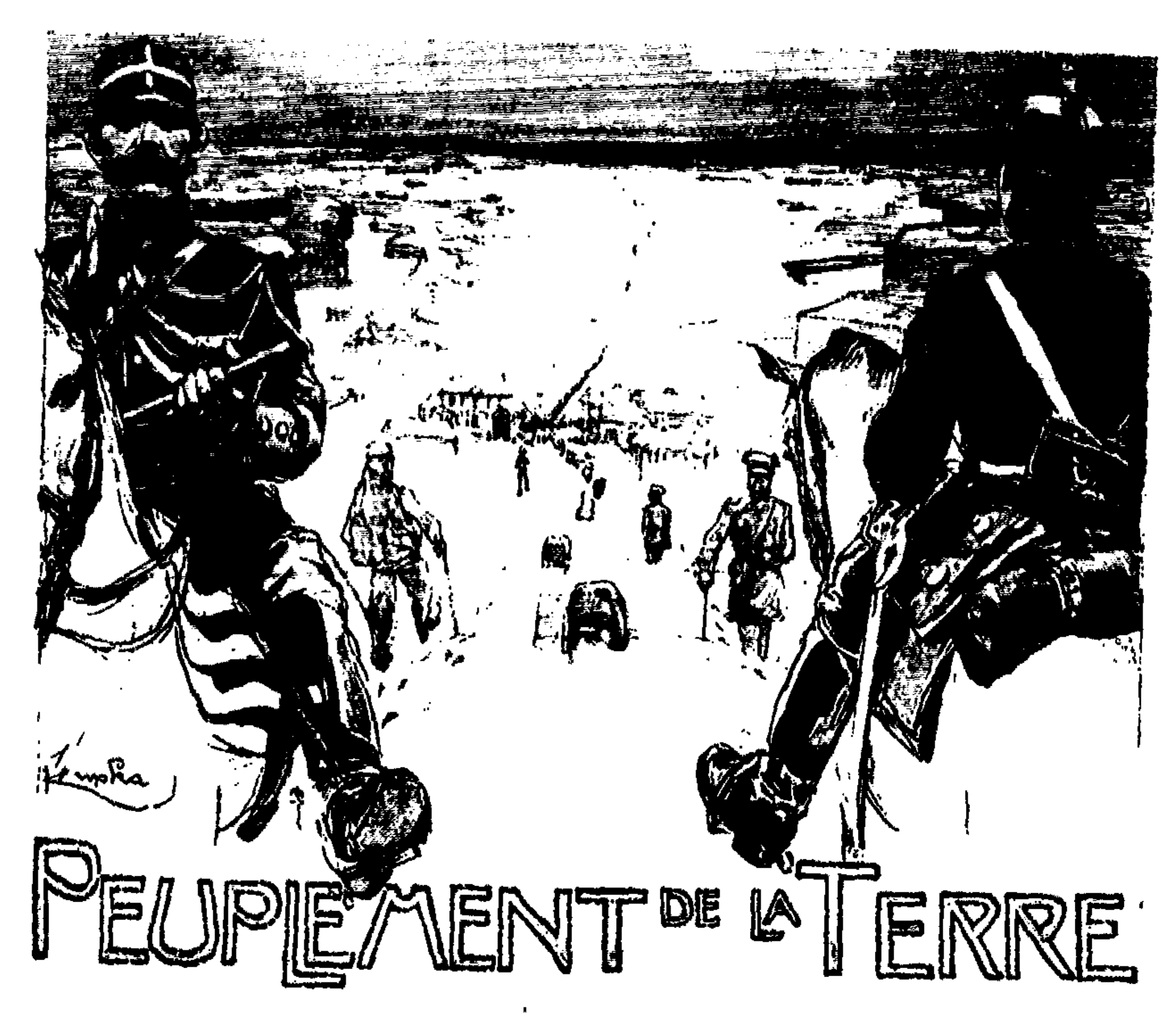
LIVRE QUATRIÈME

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Peuplement de la Terre. — Les Villes et les Campagnes
Latins et Germains. — Russes et Asiatiques
L'Angleterre et son cortège
Le Nouveau Monde et l'Océanie. — L'État moderne
La Culture et la Propriété. — L'Industrie et le Commerce
La Religion et la Science. — Éducation. — Progrès




LIVRE QUATRIÈME
HISTOIRE CONTEMPORAINE



Le fait de tracer une frontière politique sur la crête des Alpes a suffi pour exhausser pratiquement ces montagnes.

CHAPITRE I

CONNAISSANCE SCIENTIFIQUE DE LA PLANÈTE. — RÉGIONS POLAIRES
RECENSEMENT DES HOMMES. — COLONISATION DU NORD
PATRIOTISME ET HAINES NATIONALES. — FRONTIÈRES DITES NATURELLES
NATIONALITÉS. — GANGLIONS MONDIAUX. — RACES SUPPRIMÉES

Du moins les progrès de l'homme dans la connaissance de sa demeure sont-ils incontestables. Aux origines de l'histoire, l'horizon entourant chaque peuplade lui paraissait la borne du monde, de tous les côtés elle était assiégée par l'inconnu. Maintenant la science de tous profite à chacun. Il n'est pas un homme d'instruction moyenne qui n'ait la sensation de vivre sur une boule terrestre dont il pourrait faire le tour sans avoir à lutter contre des monstres et sans rencontrer de prodiges.

Durant le dix-neuvième siècle, les traits principaux de la planète entre les cercles polaires ont été fixés définitivement; les mystères se

sont peu à peu dissipés : les voyageurs africains ont fini par débrouiller l'écheveau des rivières nilotiques, congolaises et zambéziques et ont découvert les exutoires des grands lacs vers les bassins fluviaux : le rattachement du Tsangbo au Brahmapoutra a été éclairci à son tour, et nombre d'autres questions moins importantes sont élucidées. Bref, il est maintenant possible de présenter un tableau à peu près cohérent de la terre limitée aux cinq continents, mais on est encore loin de posséder des cartes à grande échelle de tous les pays habités. L'Europe, de la Finlande au Portugal, de l'Ecosse à la Mer Noire, l'Afrique septentrionale, d'Oran à la Mer Rouge, l'Inde, la plus grande partie des Etats Unis ont leur dossier constitué par des cartes topographiques, dites d'état-major, où les détails complets du modelé et des eaux, les forêts, les cultures et les habitations humaines ont été représentés : mais que de lacunes dans les cartes d'autres pays ! Les atlas en cours de publication, tels ceux de Stieler et de Vivien de Saint Martin, qui dessinent les pays autres que ceux d'Europe à des échelles variant du 5 au 8 000 000e de la grandeur véritable, ont souvent de la difficulté à remplir les mailles du réseau de triangulation : à défaut de renseignements précis, le cartographe est forcé d'interpréter les documents qu'il possède. Le projet de Penck de dresser une figuration du monde à l'échelle uniforme du millionième ne pourrait être encore mis à exécution pour le Tibet, l'Amazonie, le Sahara et la Papouasie sans de grandes taches blanches, mais cette carte se fera, comme se feront aussi plus tard les relevés précis constituant les cartes topographiques, car il ne se passe pas de jours que cet inventaire des formes de la superficie terrestre ne s'accroisse de nouvaux détails et ne se dessine avec plus de rigueur.

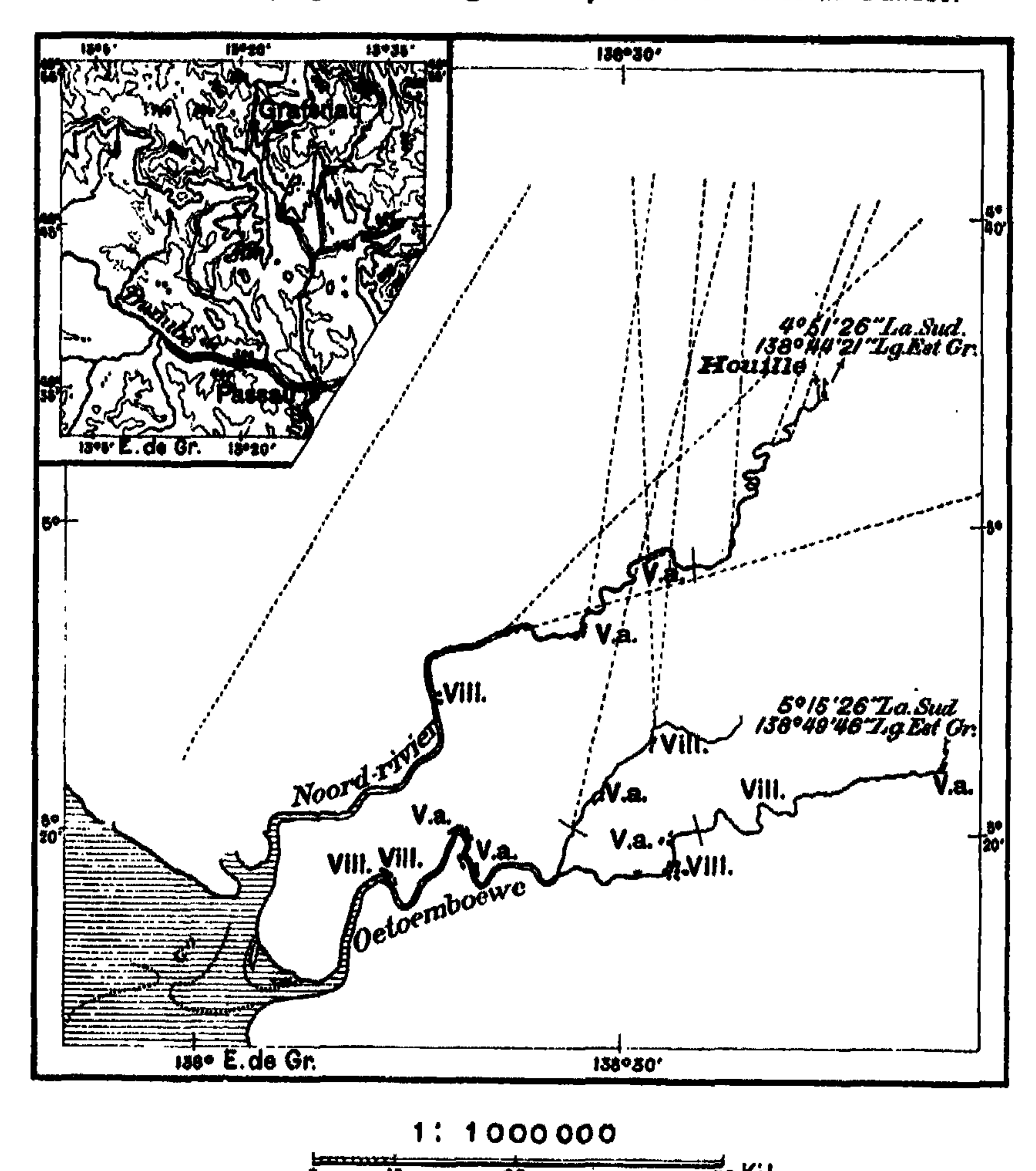
Mais il reste à connaître les deux calottes polaires, défendues par les banquises et les murs de glaces. Dans la zone boréale, l'espace non parcouru n'était plus, en 1903, que de 3 980 000 kilomètres carrés [1], soit environ la 128e partie de la superficie terrestre, une fois et demie la surface de la Méditerranée, et les explorations polaires se succèdent si rapidement de nos jours qu'on peut s'attendre chaque année à une extension notable des itinéraires dans la direction du pôle.

Dans les parages de la zone polaire australe, c'est-à-dire vers l'Antarctide, la surface du vide à conquérir par les explorateurs est beaucoup

1. Olinto Marinelli, *Rivista geogr. Ital.*, april 1903, p. 194.

plus vaste, et moins nettement délimitée : on peut l'évaluer actuellement

N° 472. Etude progressive du globe : Papouasie et Vallée du Danube.



1 : 1 000 000

0 10 25 50 Kil.

Le relevé de ces deux rivières de Nouvelle-Guinée (ou Papouasie), aboutissant à la côte sud-occidentale, a été effectué en octobre 1906 par J. H. Hondius van Herwerden. Les lignes pointillées indiquent des directions de sommets lointains. Les rivières sont navigables pour les bateaux calant trois mètres jusqu'aux traits transversaux.

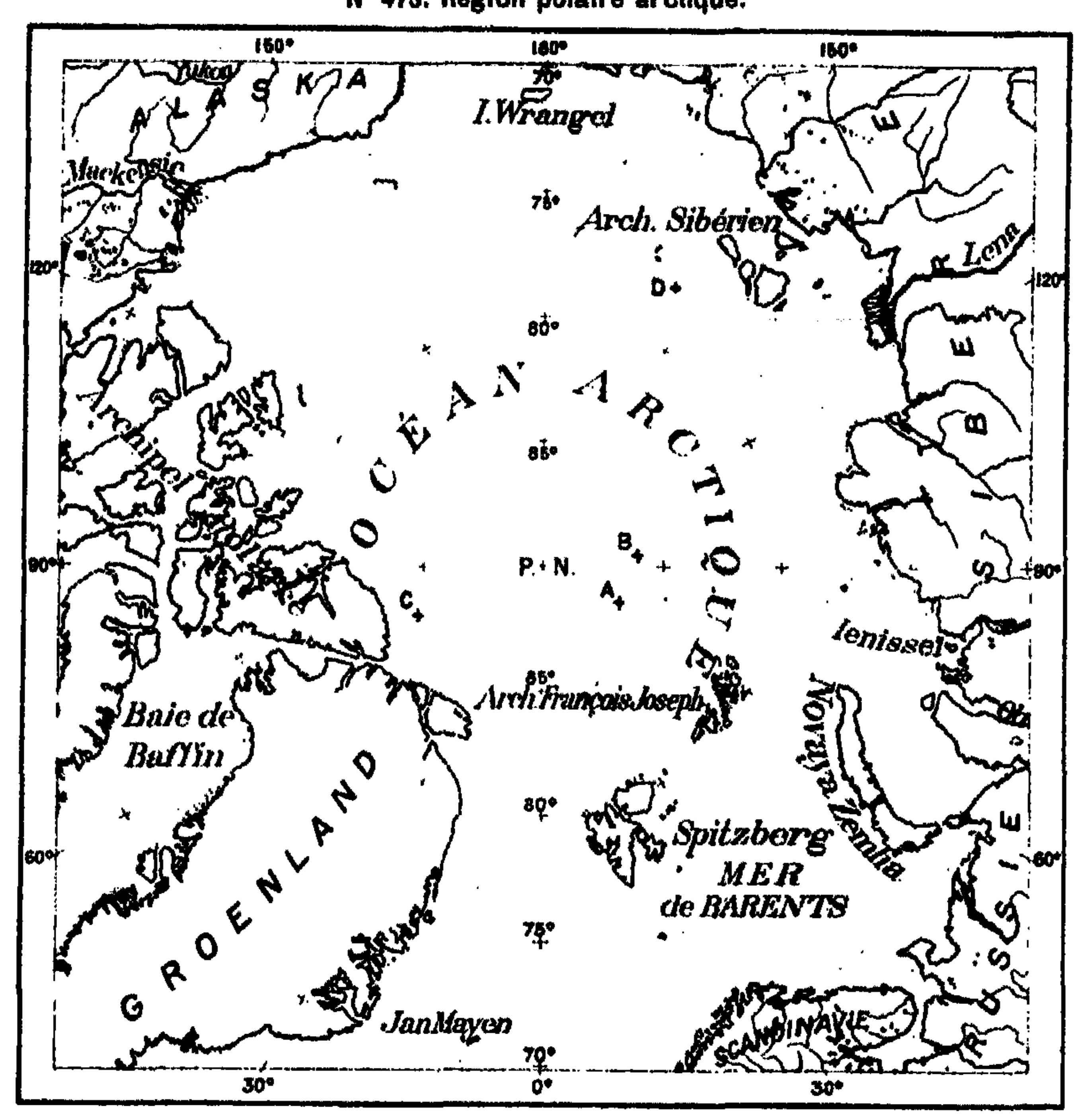
V. a. : Village abandonné; Vill. : village occupé en 1906.

à 20 millions de kilomètres carrés, ce qui représente une surface équivalant aux deux tiers de celle de l'Afrique.

Il y a là quelque chose d'humiliant pour le génie de l'homme, et la

compétition qui s'est produite entre savants, Belges, Anglais, Français, Écossais, Allemands, Norvégiens, en vue de forcer les banquises

N° 473. Région polaire arctique.



1 : 40 000 000

0 250 500 1000 Kil.

ARCTIDE :

A. *Cagni*, 25 avril 1900, lat. 86°34'.
B. *Nansen*, 7 avril 1895, lat. 86°14'.
C. *Peary*, 21 avril 1902, lat. 84°17'. [1]
D. *De Long*, 24 juin 1881, lat. 77°42'.

ANTARCTIDE :

A. *Scott*, 21 décembre 1902, lat. 82°17'.
B. *Weddell*, 20 février 1823, lat. 74°15'.
B'. *Bruce*, 13 mars 1904, lat. 74°1'.
C. *De Gerlache*, 23 mars 1898, lat. 71°36'.
C'. *Cook*, janvier 1774, lat. 71°10'.
D. *Bellingshausen*, fév. 1820, lat. 69° environ.

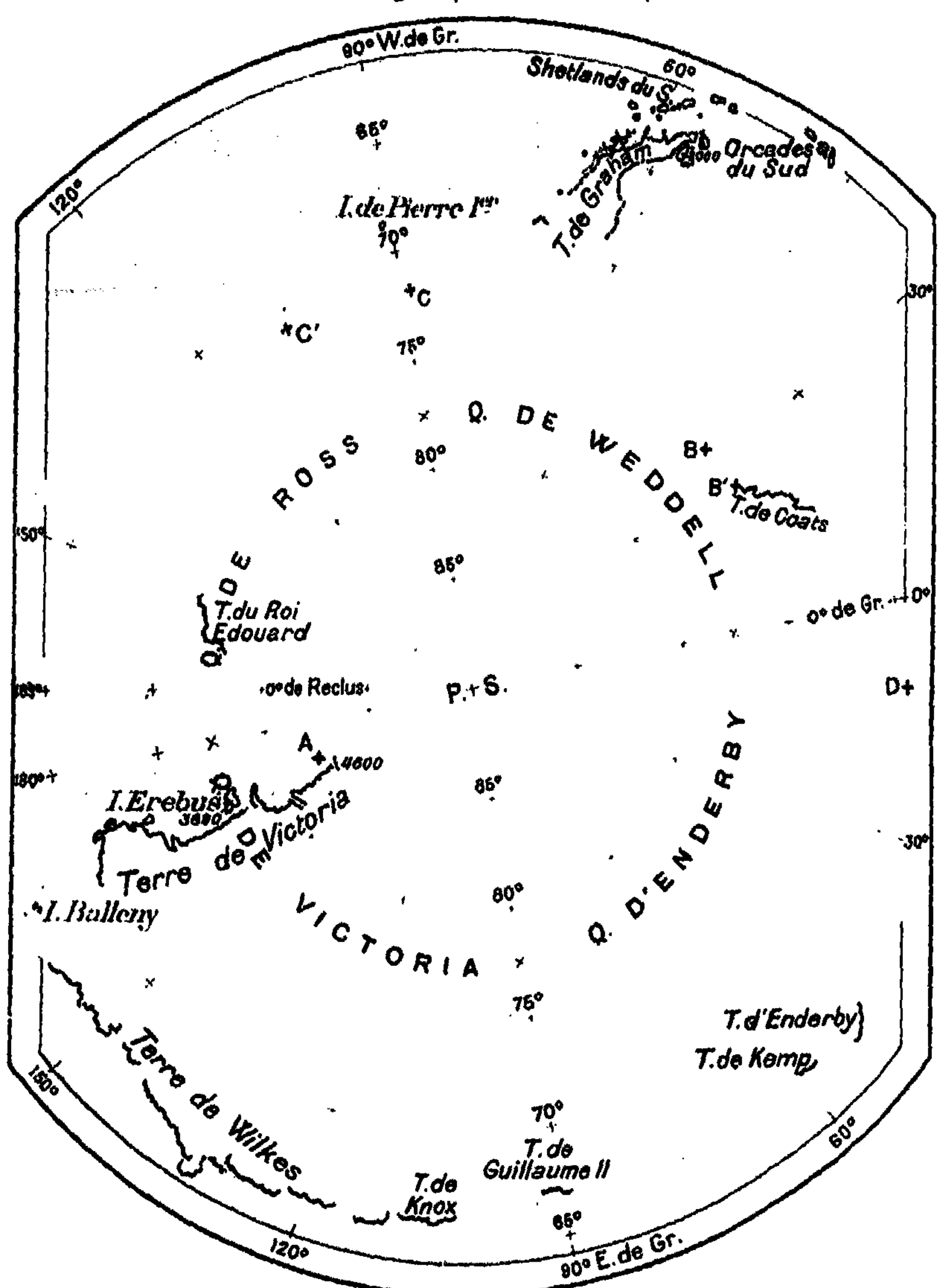
Les deux cartes n° 473 et n° 474 sont dressées à la même échelle.

méridionales, prouve que l'homme a ressenti comme une blessure d'amour propre à n'avoir, pour ainsi dire, qu'égratigné sur quelques

1. Depuis, le 21 Avril 1906, il est parvenu au plus près du pôle, à 87°6'.

points le pourtour du continent présumé. Il est vrai que les voyages de pénétration faits dans ce royaume des neiges et des glaces où nul ne

N° 474. Région polaire antarctique.



compte trouver des frères en humanité, où l'on n'a encore rencontré jusqu'à maintenant ni mammifère, ni reptile — seulement des pingouins,

des poissons et un insecte —, il est vrai que ces voyages ne sont pas comparables en intérêt d'utilité immédiate à ceux qu'on entreprend en terres populeuses et fertiles, mais il suffit que ces terres et ces eaux antarctiques soient inconnues, et qu'elles soient des plus dangereuses à tenter, comme si la mort en défendait l'entrée, pour que l'homme veuille les parcourir, en connaître la forme, l'aspect et toutes les conditions physiques. L'homme veut explorer jusqu'à la dernière roche de son domaine terraqué. Et pourtant, l'illustre navigateur Cook, ayant, comme il arrive souvent aux grands hommes, voulu fixer des limites à la postérité, prétendait que jamais aucun marin ne voyagerait sous des latitudes plus rapprochées du pôle qu'il ne l'avait fait lui-même (1772). Découragés par cette prophétie, bien rares se firent les voyageurs osant se hasarder au delà des premières citadelles flottantes détachées des glaciers du sud. Les explorations polaires antarctiques ne recommencèrent que dans la troisième décade du dix-neuvième siècle, en même temps que se produisait une nouvelle poussée vers le Nord; puis, après la découverte de la Terre de Victoria, de ses hauts volcans et de la grande falaise de glace que l'on crut infranchissable, les tentatives cessèrent de nouveau. Mais la volonté humaine est incompressible. Les voyages polaires antarctiques ont repris avec le vingtième siècle. Le premier hivernage dans les banquises australes se fit avec Adrien de Gerlache (été de 1898), puis les marins de la *Discovery* osèrent gravir le volcan Terror et pousser au sud à travers les neiges sur les plateaux du continent de glace (1902-1903).



Cl. Hondius van Herwerden.

UNE PIROGUE SUR LA NOORD-RIVIER, NOUVELLE-GUINÉE

Et la curiosité des contours extérieurs n'est pas la seule qui anime l'habitant de la Terre, il veut aussi pénétrer sous l'écorce, en savoir la composition, en étudier la vie. L'œuvre de réaction qui a poussé

l'homme à triompher de l'espace auquel il était primitivement asservi et à se déplacer à volonté vers n'importe quel point de la planète l'a porté également à maîtriser toutes les conditions du milieu, natif ou de son choix, d'abord pour les connaître, puis pour les modifier à son gré. Après avoir reconnu les formes et mesuré les dimensions de son habitat, il a fouillé le sol, scruté les assises, poursuivi les veines de sable, d'argile



Cl. A. de Gerlache.
LA BELGICA PRISE DANS LES GLACES DE L'ANTARCTIQUE
Photographie prise au clair de la lune.

ou de charbon, les filets d'eau ou de métal, comparé les terrains entre eux, découvert leur âge et leur rapport de succession : il est devenu géologue, et ces mêmes cartes qu'il a su faire pour indiquer les positions respectives de tous les traits de la surface terrestre, il les a reprises pour y indiquer la superposition des strates ainsi que leur usage dans ses travaux. Tandis que des travailleurs explorent ainsi la Terre, d'autres parcourent les fleuves, les lacs et les mers : ils en étudient la température, la salinité, les courants, la houle, les abîmes, les tourbillons ; ils en signalent les dangers, découvrent les moyens de les éviter. D'autres

explorent les gouffres de feu, les laves et les cratères, tandis que d'autres encore sondent l'espace aérien et en étudient les phénomènes jusque par delà les confins de l'air respirable, à trois fois la hauteur des plus hautes montagnes. Puis l'homme a voulu relier la géologie à la géographie par l'histoire, *trouver le pourquoi et le comment de chaque trait du sol*, reconstituer l'évolution graduelle de chaque modelé et, ainsi que l'étudiant passe de l'anatomie à la physiologie, il faut désormais que le géographe considère le globe terrestre comme un être vivant dont les organes se modifient incessamment.

Et que de recherches annexes, de sciences spéciales se rattachent à ces ordres primaires d'études dans le grand domaine du genre humain! Ce n'est pas seulement par milliers, c'est par millions, pour être juste envers tous les humbles, que l'on doit compter les collaborateurs de l'œuvre immense : la *connaissance* et l'*aménagement* de la planète.

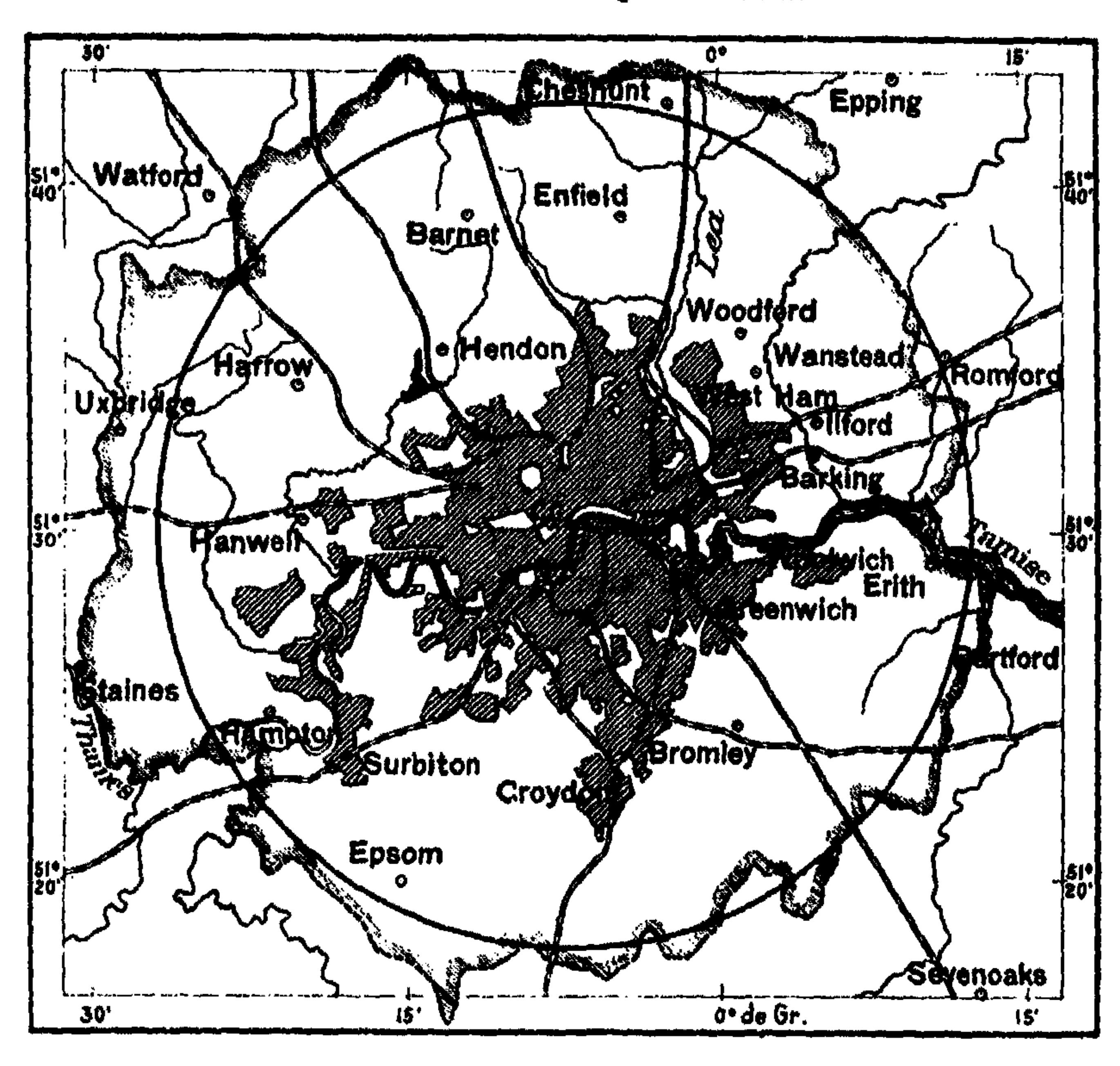
Relativement à la superficie de la terre habitable, le nombre des hommes est encore très minime, puisqu'il ne dépasse guère un milliard et demi. On peut, suivant les métaphores des poètes, comparer les générations humaines aux « sables des grèves » ou aux « flots de l'Océan », mais ce sont là des exagérations singulières : en réalité, si tous les hommes se trouvaient distribués sur les continents à égale distance les uns des autres, chacun d'eux aurait pour domaine particulier l'espace de neuf hectares, soit 90 000 mètres carrés : à peine verrait-il, à 300 mètres de lui dans toutes les directions, ses voisins les plus rapprochés. Si, au contraire, on voulait réunir tous les hommes dans quelque grande plaine entourée d'un bel amphithéâtre de montagnes, en donnant à chaque individu un mètre carré d'espace, c'est-à-dire beaucoup plus que n'en ont les foules pressées dans les fêtes ou les réunions politiques, la superficie des terrains occupés par le genre humain aurait une étendue de 1 600 kilomètres carrés, soit la 90 000e partie de la terre ferme. Ainsi Londres et sa grande banlieue suffiraient pour donner place à tous les habitants actuels de la Terre [1].

Mais les hommes ne se concentrent pas tous en un point, ni ne s'espacent suivant les cases d'un échiquier couvrant la terre. Leur répartition est extrêmement irrégulière, obéissant à des lois aux multiples

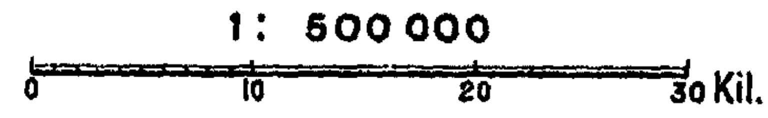
1. *Bulletin de la Société Neuchâteloise de géographie*, tome V, 1889-90, p. 122.

facteurs. Il semblerait que la première condition eût été de se procurer la nourriture et que, dans le cours des âges, les hommes dussent s'être graduellement rapprochés de la zone tropicale, où, nous dit de Humboldt,

N° 475. Londres et le genre humain.



1 : 500 000



Le liseré de hachures limite *London Police District*, aussi appelé *Greater London*, dont la superficie est de 1787 kilomètres carrés et qui renferme 7 113 561 habitants (1906).

Le cercle tracé autour de Charing Cross comme centre a 22800 mètres de rayon et 1 680 000 000 de mètres carrés de surface.

quelques mètres carrés suffisent à nourrir l'habitant, puis finalement, se presser dans ces territoires d'éternel printemps, où presqu'aucun travail n'est nécessaire pour s'assurer l'existence. La vérité est tout autre : laissant de côté la question de savoir quelle fut l'origine de la race humaine, ou des races humaines, il faut constater qu'à aucune époque, les pays

chauds n'ont été habités par une population plus dense que les autres contrées : actuellement la fraction de l'humanité qui vit dans la ceinture équatoriale est bien inférieure à ce que demanderait une répartition uniforme sur le globe. On peut même dire que, depuis deux mille années, il s'est opéré vers le Nord une sorte de mouvement des groupements humains parvenus à former des nations policées. Si l'homme vit de rien dans certaines parties de la zone tropicale, il n'y prospère pas, et l'existence purement végétative ne le conduit pas à développer son intelligence et à se rendre maître de la nature trop clémente qui l'environne. L'homme pullule, au contraire, dans les territoires réclamant de sa part un travail constant, d'où résulte une évolution graduelle de son être. Sauf quelques exceptions, ces « régions de l'effort » sont toutes situées dans la zone tempérée septentrionale.

C'est ainsi que, besoin de travail ou mépris du climat, aucune contrée ne s'est trouvée trop froide pour l'existence de l'homme. Dans la zone où le sol est durci par de longs mois d'hiver, l'habitant primitif trouvait à vivre en s'adonnant à la pêche ou à la chasse ; maintenant, l'humanité a su s'y procurer des provisions en abondance : par le vêtement, des demeures confortables et le combustible, elle a créé un milieu nouveau, transportant en plein nord le climat du midi : n'ayant pas le soleil, elle en a du moins emmagasiné les forces et les utilise loin des contrées où elles agissent naturellement. On ne s'étonne plus de trouver de puissantes cités comme Pétersbourg à une si grande distance de l'équateur, sous le 60e degré de latitude, bien près de la ligne isothermique indiquant le point de glace pour la moyenne de la température annuelle : plus d'un million de personnes se pressent dans cette ville de fondation à peine séculaire, construite en un sol alternativement boueux et gelé. En Sibérie, nombre de villes situées au nord du zéro isothermique se peuplent rapidement ; des groupes d'habitations permanentes se fondent chaque année dans la direction du pôle. En 1890, c'était vers le 49e degré, sous la même latitude que la France, qu'on aurait trouvé, dans le Canada oriental, les dernières cultures et maisons des blancs ; mais là aussi, comme dans l'ancien monde, le peuplement se continue vers le cercle polaire. Rien n'empêche que la baie de Hudson reçoive un collier de villes sur tout son pourtour et que des postes commerciaux, des sanatoires, des usines et des établissements scientifiques se fondent dans l'archipel de l'Arctide. Le Spitzberg a déjà ses

hôtels, ses appontements, ses commencements de routes ; il aura peut-être un jour ses Babylone et ses Alexandrie.

La terre étant désormais ouverte à tous — du moins en principe, car l'homme ne s'appartient pas encore —, il est loisible à chaque individu, à chaque groupe d'amis, de se laisser aller spontanément à la force d'appel que telle ou telle partie de la terre exerce sur eux. Rien ne serait plus facile, semble-t-il, que de réaliser le vœu formulé par Richard Wagner d'organiser une « émigration rationnelle » du genre humain vers les pays du Midi ; mais il n'est pas dit que de la mobilité acquise maintenant par l'homme résulte le mouvement dont parle l'artiste. Les individus en bonne santé se font un idéal conforme au climat qui les a moulés ; combien de fois a-t-on pu voir un Ecossais suffoquer de chaleur à côté d'un méridional à peine dégelé ! Tout ce qu'on peut prévoir, c'est qu'un avenir prochain saura utiliser les climats divers du globe pour parer aux défectuosités de l'organisme de chacun : l'enfant pourra être élevé à l'air vivifiant du Nord, le rhumatisant saura trouver un climat sec, le nerveux aura toute facilité pour atteindre les altitudes élevées, le vieillard se réchauffera aux pays du soleil.

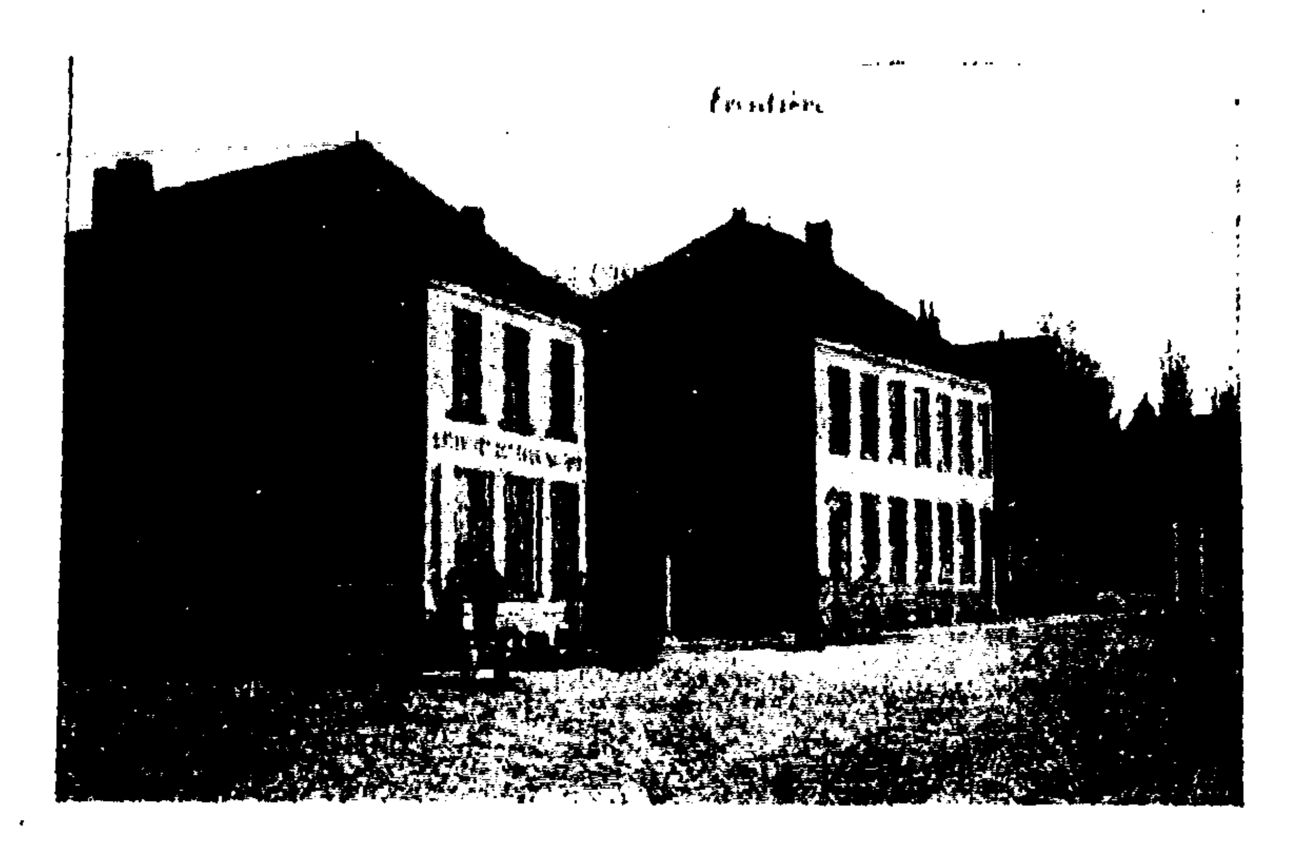
Quoi qu'il en soit du désir de chaque homme isolé ou de tout groupement humain de changer d'habitat, le peuplement de la terre est retenu dans son évolution par une série de phénomènes que la routine et la force d'antiques survivances influencent largement. La planète est découpée politiquement par un lacis de frontières qui divisent les diverses parties de la terre, déclarées propriété impériale, royale ou nationale. C'est toute une révolution de la pensée qu'il est nécessaire d'accomplir pour modifier à cet égard les conventions traditionnelles. D'ailleurs il est d'autant plus facile de déraisonner, de se tromper et de tromper les autres en pareille matière que l'on imagine sous un même mot des choses très différentes et que, même, on les emploie dans la conversation courante en des sens très opposés, d'amour et de haine, de tendresse et de férocité. Tel est le mot de « patrie » qui signifie le lieu où l'on s'éveilla d'abord à la vie dans les bras de son père, et que l'on comprend aussi comme le territoire fermé autour duquel il n'existe d'autres hommes que des ennemis.

Il est certain que, prise dans sa première acception, l'amour de la « patrie » est légitime et normal. On aime naturellement le plus ce que

l'on connaît le mieux. Rien de plus conforme à l'évolution humaine. La communion d'amour créée par le travail fait chérir le sillon d'où l'on a tiré sa nourriture, où l'on a peiné, où l'on a souffert, où l'on a aussi trouvé, après les fatigues et les ennuis, la consolation et le repos. Cette terre, qui vous a donné naissance et vous a nourri, est également celle où se sont formées toutes les associations de la vie, où, après avoir sucé le lait de sa mère, on vit et on connut tous ses semblables, où l'on aima et où se fonda la famille, où, tous les instants, on savoura la caresse du langage que l'on comprend et du chant qui vous a fait rire ou pleurer. Voilà de pures et nobles sources dérivant uniquement des conditions normales de la vie. D'ailleurs on ne saurait s'étonner que chaque groupe humain, se croyant, sinon seul au monde du moins seul intéressant, seul à mériter le bonheur, donne une valeur exceptionnelle au coin de terre habité par lui, les autres régions lui semblant inférieures parce qu'elles ne lui appartiennent pas. En outre les contrées les plus populeuses, les « patries » les plus « illustres » se distinguant parmi toutes les autres par des avantages matériels évidents, leurs habitants sont naturellement portés à s'en faire un mérite collectif, comme si le sol du domaine national, plus noble que celui des autres pays, était une récompense spéciale due à ses résidants par le Destin.

Cette illusion de propriétaire explique dans une certaine mesure la prétention qu'a le patriote d'aimer son pays d'un amour excessif, mais à cette cause il s'en joint aussi d'exécrables. Si l'on rencontre dans chaque nation des individus qui travaillent à se débarrasser de tout préjugé, de toute impulsion irraisonnée, de toute idée purement traditionnelle, la nation elle-même en est encore dans son ensemble à la morale primitive de la force. Elle se plaît à ravir, à tuer, à chanter victoire sur les cadavres étendus. Elle se glorifie de tout le mal que ses ancêtres ont fait à d'autres peuples; elle s'enthousiasme, s'affole à célébrer en vers, en prose, en représentations triomphales toutes les abominations que les siens ont commises en pays étranger : elle invite même solennellement son Dieu à prendre part à l'ivresse populaire. Elle ne se borne point à vanter les anciennes tueries, elle se plaît à en préparer de nouvelles, non seulement contre les pays voisins mais, chose plus incompréhensible encore, contre des terres éloignées dont les habitants n'ont pas même entendu parler de leurs envahisseurs. A l'amour du sol et du parler natal que l'on vante toujours benoî-

tement comme la source du patriotisme, se mêlent donc l'avidité du pillage et la haine de l'étranger pour faire éclore cette fleur hybride que l'on célèbre volontiers comme la plus belle ! Pourtant les progrès moraux et intellectuels réalisés pendant le cours des générations ont dessillé bien des yeux ; plusieurs même commencent à comprendre combien cet égoïsme « ethnocentrique » est absurde chez les autres, mais ils ne veulent pas admettre qu'il soit aussi niais chez eux-mêmes. Qui que nous



UNE MAISON SUR LA FRONTIÈRE A HALLUIN (NORD)
D'après une photographie de M. Leprêtre.

soyons, nous voulons tous être le « peuple du Milieu », comme les Chinois. Si la « grande nation » française a répété par les mille voix de ses journaux qu'elle « marche à la tête de la civilisation », Hegel, que les Allemands ont bien voulu croire sur parole, affirme que son peuple est « l'incorporation de l'esprit objectif », ce qui se peut traduire par cette phrase plus simple, que « les Allemands sont les seuls à comprendre la vérité » [1].

N'est-ce pas au même genre de manie qu'il faut attribuer l'insistance de mauvais goût avec laquelle les savants de divers pays affectent de parler de leurs travaux comme appartenant à la science « allemande », à la science « française », sans comprendre que pareille

1. Ludwig Gumplowicz, *Sociale Sinnestäuschungen*, Neue Deutsche Rundschau, 1896.

vanité égale en ridicule celle qu'on aurait à se targuer de la science « bourguignonne », « vaudoise » ou du Salzkammergut.

Quel contraste avec le langage de nos ancêtres de 1789! Ecoutez Condorcet parlant de l'établissement du système métrique : « L'Académie a cherché à exclure toute condition arbitraire, tout ce qui pouvait faire soupçonner l'influence d'un intérêt particulier à la France ou d'une prétention nationale; elle a voulu en un mot que, si les principes et les détails de cette opération pouvaient passer seuls à la postérité, il fût impossible de deviner par quelle nation elle a été ordonnée et exécutée ». Et le décret de la Constituante en 1792 reproduisait l'idée dans des termes semblables. A la même époque l'étendard du comte de Warwick, pris pendant la guerre de Cent ans, en 1427, fut brûlé par la garde nationale de Montargis en respect de la fraternité des peuples.

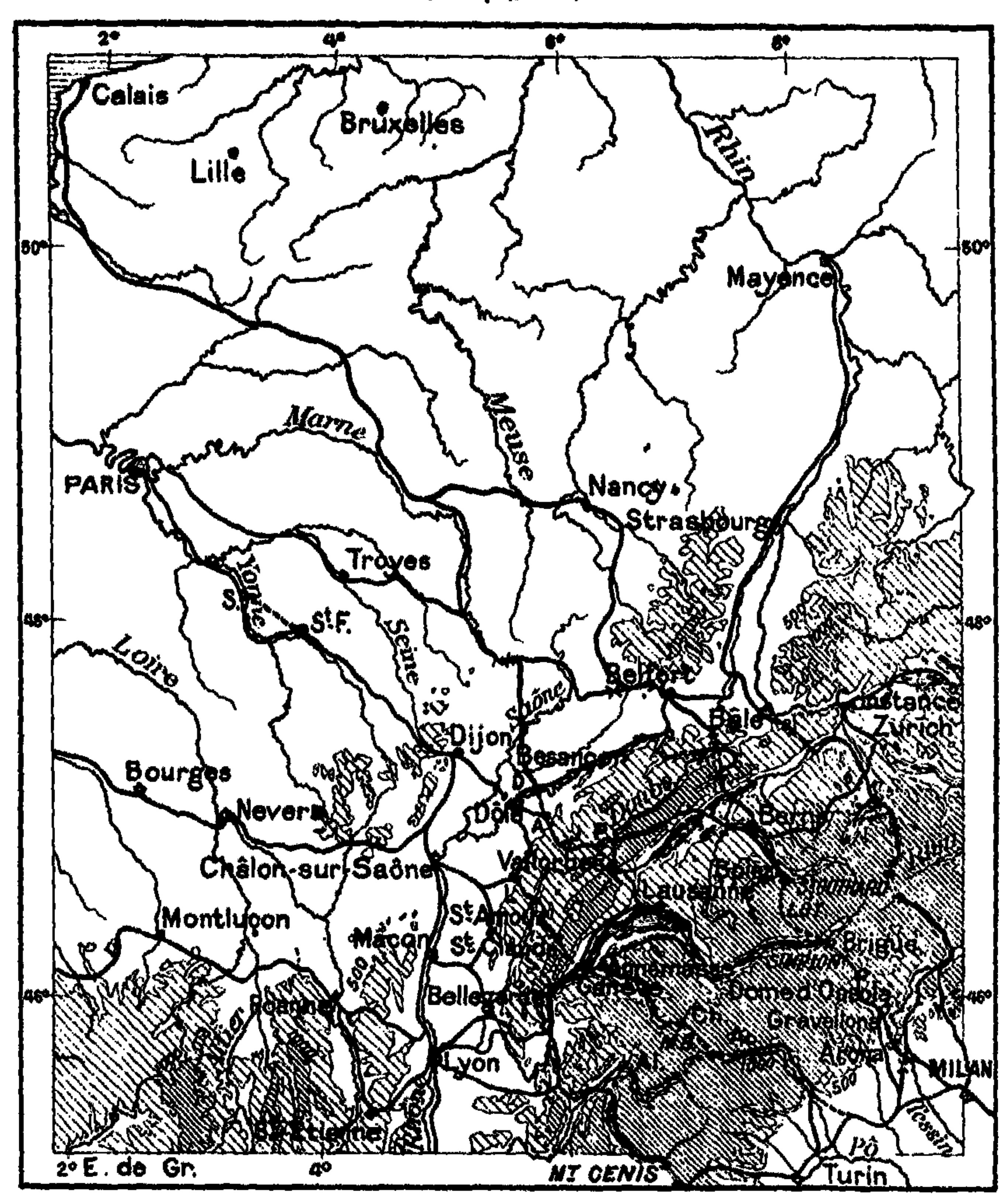
Le fond du débat sur l'idée de patrie et sur les problèmes politiques en général est de savoir s'il existe une morale collective différente de la morale individuelle; si la grossièreté refusée à l'homme isolé est bienséante dans les groupes policés. La psychologie des foules est sans doute une science nouvelle, mais elle n'a jamais tenté de présenter comme louable ce que chaque jour on condamne dans l'individu. A défaut de quoi, rien qu'à vouloir se conformer à la « morale chrétienne », on est bien forcé d'admettre la vérité de la remarque de Tolstoï : « S'il est honteux pour un jeune homme de manifester grossièrement son égoïsme, soit en ne laissant rien à manger aux autres, soit en bousculant les faibles qui lui barrent le chemin, soit en se servant de sa force pour les priver du nécessaire, il est tout aussi honteux de désirer ce qu'on appelle l'agrandissement de sa patrie, et, puisqu'on trouve sot et ridicule de faire son propre éloge, on devrait juger aussi sot de faire l'éloge de son pays... » [1]. L'égoïsme collectif est plus funeste encore que l'égoïsme individuel, parce qu'il se multiplie à l'infini; si chaque personne humaine a droit à notre sympathie et à notre dévouement, à plus forte raison chaque groupe d'hommes, chaque peuplade, chaque nation. A s'en tenir simplement à la morale telle qu'elle se pratique actuellement entre gens qui se respectent, les haines patriotiques n'ont plus aucun sens.

Les patries, telles que chaque homme d'Etat a pour « devoir » de les

1. *La Revue Blanche*, 1er mai 1896, traduction Alf. Athys.

exalter au-dessus des autres nations, ne donnent lieu qu'à des raison-

N° 476. Voies ferrées entre Calais et Milan.
(Voir page 310).



1 : 5 000 000

0 100 200 300 Kil.

Travaux en cours : Tunnel du Lötschberg. de Spiez à Brigue.

Travaux en projet, soulevant tous de fortes objections : Joux à Vallorbes en amélioration de la ligne de Pontarlier; Lons-le-Saulnier à Genève par Saint-Claude; Saint-Amour à Bellegarde; Chamounix à Aoste, sous-franchissant le mont Blanc; Albertville à Aoste par le petit Saint-Bernard; Sens à Saint-Florentin; Labarre (D) à Arc-Senans (A).

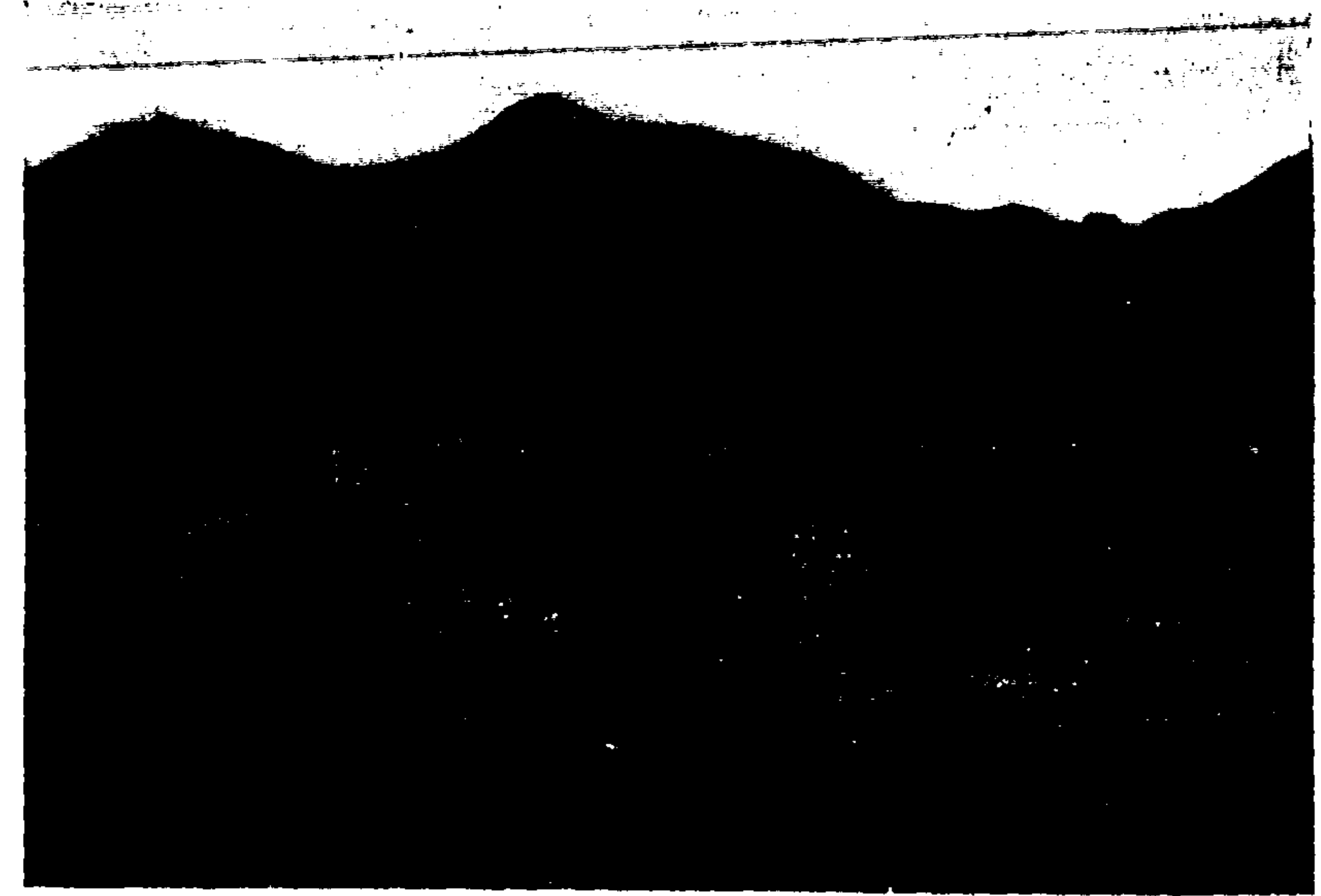
nements faux et à des complications funestes. Et tout d'abord, ce que les

diplomates rabâchent à propos de « frontières naturelles », qui sépareraient les Etats en vertu d'une sorte de prédestination géographique, est dépourvu de raison. Il n'y a point de frontières naturelles dans le sens que leur donnent les patriotes. Le cas des îles, telle la Grande Bretagne, mis à part, toutes les bornes plantées entre les nations sont des œuvres de l'homme, et rien n'empêcherait qu'elles fussent déplacées ou simplement réduites en sable ou en mortier. Sans doute, il y a des degrés dans l'absurde, et telle frontière, comme cette ligne brisée que des plénipotentiaires ont tracée, après discussions, protocoles et rectifications, entre la France et la Belgique, sur une longueur de près de 300 kilomètres à vol d'oiseau, est une fantaisie risible pour le contrebandier, quoique fort gênante pour le voyageur paisible; mais les lignes de partage politique menées sur les sommets alpins et sur les crêtes des Pyrénées ne sont pas moins arbitraires et ne respectent pas davantage les affinités naturelles. Sans doute la limite franco-belge sépare la Flandre de la Flandre, le Hainaut du Hainaut et l'Ardenne de l'Ardenne; mais la ligne de démarcation marquée de pierre en pierre sur les grandes Alpes ne coupe-t-elle pas en deux des territoires dont les habitants parlent la même langue et pratiquent les mêmes mœurs, faisaient partie jadis de la même confédération? N'a-t-elle pas violemment rejeté, d'un côté vers l'Italie, de l'autre vers la France, les « escarts » du Briançonnais, unis autrefois en République? Et, dans les Pyrénées, la frontière ne désunit-elle pas Basques et Basques, Aragonais et Aragonais, Catalans et Catalans? De part et d'autre, c'est bien malgré eux que bergers et bûcherons respectent cette ligne fictive qui leur vaut, de la part des Etats souverains, menaces, amendes et prison.

Somme toute, le fleuve est encore la frontière la moins néfaste de toutes, parce que l'attraction exercée naturellement par les sols fertiles de la vallée et le commerce qui y circule combat la tendance de la frontière à dépeupler ses abords, tandis que, dans la montagne, cette dernière action s'ajoute à celle de la haute altitude dont l'effet normal est de raréfier la population. Aussi ne faut-il pas s'étonner que, sur les quelques dizaines de mille kilomètres que comportent les limites des Etats européens, le fil de l'eau n'entre que pour un millier de kilomètres tout au plus, dont le plus long morceau est représenté par le courant Drina-Save-Danube, de Bajina-Bachta (Serbie) à Silistria (Dobrudja).

Très logiques, diverses puissances qui s'étaient partagé le sol, dans

l'antiquité et au moyen âge, stipulaient que la frontière marquée par des murs, des palissades ou par un fossé de travail humain serait rendue à la nature sauvage, interdite aux hommes. C'était, en effet, le moyen le plus sûr d'empêcher le malheureux dépossédé de revenir à la place du foyer dévasté et de recreuser le sillon dans le sens accoutumé. C'est ainsi que procédèrent l'Empereur de Chine et celui de Corée entre leurs domaines, et c'est ainsi qu'en agissaient les barons



Cl. J. Kuhn, édit.

UNE VUE DE BRIANÇON, CASERNES ET FORTIFICATIONS.

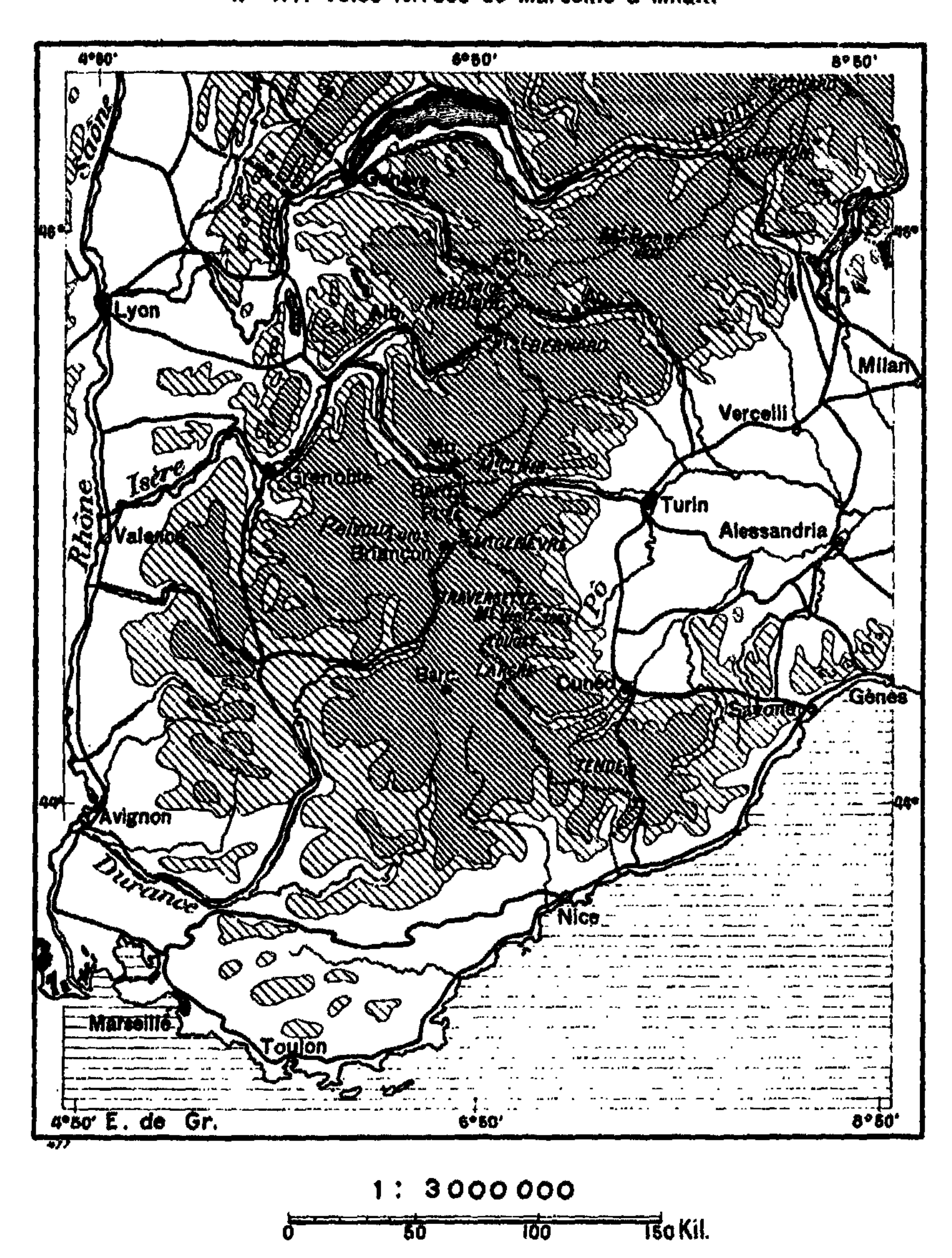
féodaux pour l'établissement de leurs « marches » de partage. Mais les conventions s'oublient, la surveillance se relâche, tandis que l'amour de la terre dure chez le paysan, et, quand les années, les lustres, les siècles sont passés, la marche interdite est habitée de nouveau. De nos jours, les Etats en agissent autrement, et même avec des résultats plus funestes, car, des deux côtés, la ligne de frontière exerce comme une sorte d'hypnotisme sur les soldats, les gendarmes, les douaniers chargés du soin d'en garder les bornes et les poteaux. Partout où l'on a toléré l'existence d'un sentier, permis la construction d'une route ou, cas plus important encore, d'un canal ou d'une voie ferrée, chaque passant est suivi d'un regard inquisiteur; s'il paraît suspect, on l'inter-

roge, on le fouille, on l'emprisonne, il appartient comme une chose au sergent de la patrouille. Des casernes s'élèvent de chaque côté le long des routes quelque peu fréquentées, et des fortifications barrent tous les passages considérés comme ayant une valeur stratégique.

Que l'on prenne pour exemple de séparation politique une frontière dite naturelle, comme celle des Alpes entre la France et l'Italie, et l'on reconnaîtra que l'escarpement des pentes, la hauteur des cols, l'abondance des neiges, la fatigue des escalades sont peu de chose en fait de limites, en comparaison des cordons de douanes et de postes militaires. Autrefois les montagnards communiquaient librement de versant à versant pendant une grande moitié de l'année; n'ayant aucune raison de se haïr, ils s'entr'aidaient de montagne à montagne et, suivant les saisons, menaient leurs troupeaux sur les alpages les plus favorisés. Telle commune, dont les frontières n'étaient point indiquées par des bornes, s'était établie sur le dos d'une crête afin d'avoir des champs sur une pente aussi bien que des prairies et des bois sur la pente opposée; une république même ne s'étendait-elle pas des basses vallées françaises aux basses vallées italiennes, et, parmi des routes, n'avait-elle pas un tunnel, la « Traversette » du Viso, qui, des centaines d'années avant le siècle des ingénieurs, évitait déjà aux montagnards la trop pénible escalade de la crête? Maintenant « l'ordre règne » sur ces hauteurs et des autorités jalouses veillent à ce que les voisins ne se visitent point mutuellement sans paperasses ou sans interrogatoires. On ne trace plus de sentier dans les Alpes sans en référer à Rome et à Paris. Depuis quarante ans, il existe cinq routes carrossables par-dessus les cols de la frontière franco italienne, celles du Petit-Saint-Bernard, du mont Cenis, du mont Genèvre, du col de Larche et du col de Tende, et, pendant cet âge de progrès à outrance, on s'est bien gardé de tracer un nouveau chemin. De même, on se contente de la voie ferrée qui passe sous les montagnes de la Maurienne, entre Modane et Bardonnèche, voie qui ne serait peut-être pas encore construite si, à l'époque où elle fut entamée, les deux versants n'avaient appartenu au même souverain, à la fois maître du Piémont et de la Savoie. Et que de tracas cause aux autorités françaises l'ouverture du tunnel du Simplon! Admettant même que les « questions patriotiques » n'entrent pour rien dans le choix d'une nouvelle voie entre Paris et Milan, entre l'Angleterre et l'Italie, pourrait-on en dire autant de la ligne

Marseille-Milan? Il serait pourtant, semble-t-il, indispensable de réunir ces deux grandes cités européennes par le court embranchement —

N° 477. Voies ferrées de Marseille à Milan.



vingt kilomètres à vol d'oiseau entre Briançon et Bardonnèche — qui passerait sous le col des Echelles de Planpinet en un souterrain d'un

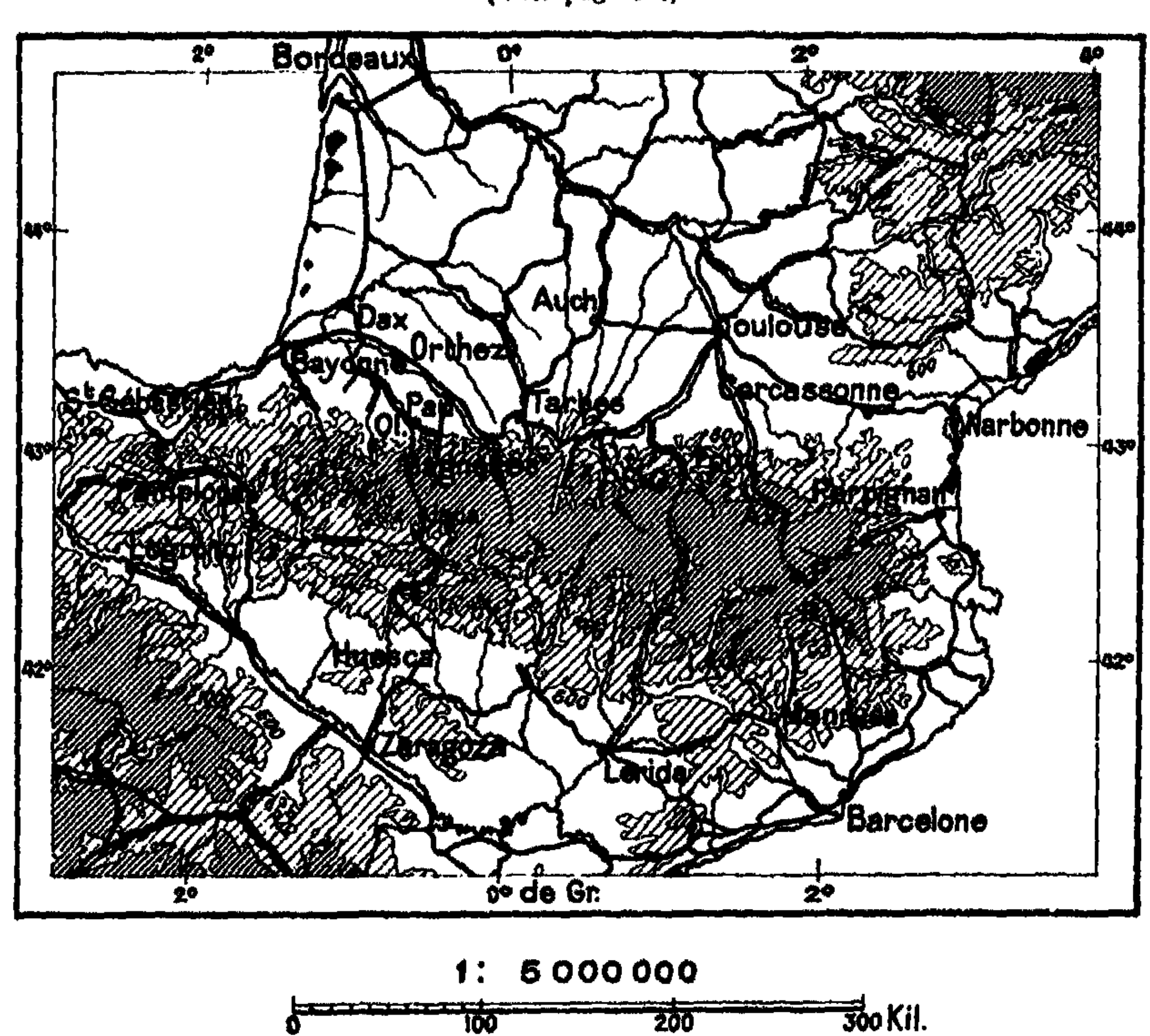
peu plus de 3 kilomètres. Aussi longtemps que cette ligne majeure de communication ne sera pas terminée, le commerce de Marseille sera grièvement lésé par le gouvernement même qui a charge de le protéger, mais le génie militaire n'admet pas qu'on vienne forer des tunnels dans sa frontière. Depuis un demi-siècle, on se dispute à propos d'une autre voie ferrée, considérée comme absolument urgente, celle qui joindrait Nice et Turin par le col de Tende. La construction en est décidée, votée, approuvée, mais il ne suffit pas d'établir le devis d'un chemin, d'en faire et d'en vérifier le tracé, il faut aussi construire des forts qui le bombarderont et loger les poudres qui le feront sauter. Finalement, les Italiens posent la voie, en contournant la frontière français.

Les fortifications, telle est en effet la grosse question relativement aux frontières. Qu'on en juge par Briançon, l'ancien lieu de marché où se rendaient les pacifiques montagnards d'en deçà et d'au delà pour discuter leurs affaires et renouer leur amitié. Maintenant, c'est un ensemble de remparts, de bastions, de casernes, de ponts fortifiés, de batteries percées dans le roc, et chaque montagne environnante, escaladée par une succession de forts, porte à son sommet une autre citadelle. Les redoutes s'élèvent jusqu'au-dessus de la zone des avalanches, et les chasseurs alpins qui tiennent garnison dans ces murs toujours exhaussés de neiges ne peuvent les aborder sans creuser des tranchées et des tunnels. Le plus haut sommet de tout le massif, le Chaberton, qui n'a pas moins de 3 138 mètres, soit 1800 mètres de plus que Briançon, perdue comme au fond d'un gouffre, est aussi couronné par un fort, ouvrage italien qui commande tous les travaux de défense des pitons français : les deux nations se combattent à coups de millions, tout en échangeant des politesses diplomatiques. La route du mont Genèvre est coupée en plusieurs endroits et suspendue au-dessus de formidables précipices que franchissent des ponts-levis. Des dépenses faites de part et d'autre en constructions, en manœuvres, en approvisionnements nécessitent un budget annuel qui, après un siècle, représenterait la rançon d'un royaume. Il est facile de comprendre pourquoi les nations limitrophes reculent devant la tâche de créer des communications nouvelles. Une route est coûteuse sans doute, mais les forts qui la barrent le sont bien davantage encore !

On comprend aussi pourquoi, sous un pareil régime, la zone des frontières se dépeuple. Déjà les habitants de la haute montagne avaient

tendance à émigrer en des contrées moins froides, plus riches en industries et en ressources; mais ce mouvement spontané s'accélère par l'effet de la domination militaire. Les grands chefs, maîtres de leurs garnisons et n'ayant en face d'eux qu'une faible population civile, en tiennent d'autant moins compte que les fonctionnaires de toute nature, plus nom-

N° 478. Voies ferrées de la Gironde à l'Ebre.
(Voir page 314)



Les voies dont la construction est, parait-il, décidée sont celles d'Oloron à Jaca par le Somport. (altitude 1632 mètres) ; de St-Girons à Lerida, passant en tunnel à 1300 mètres d'altitude sous le col de Salau ; d'Ax à Puycerda par le col de Puymorens (1931 mètres), et de Puycerda à Ripoll par le col de Tosa (1800 mètres). Le Pourtalet est à quelques kilomètres à l'est du Somport.

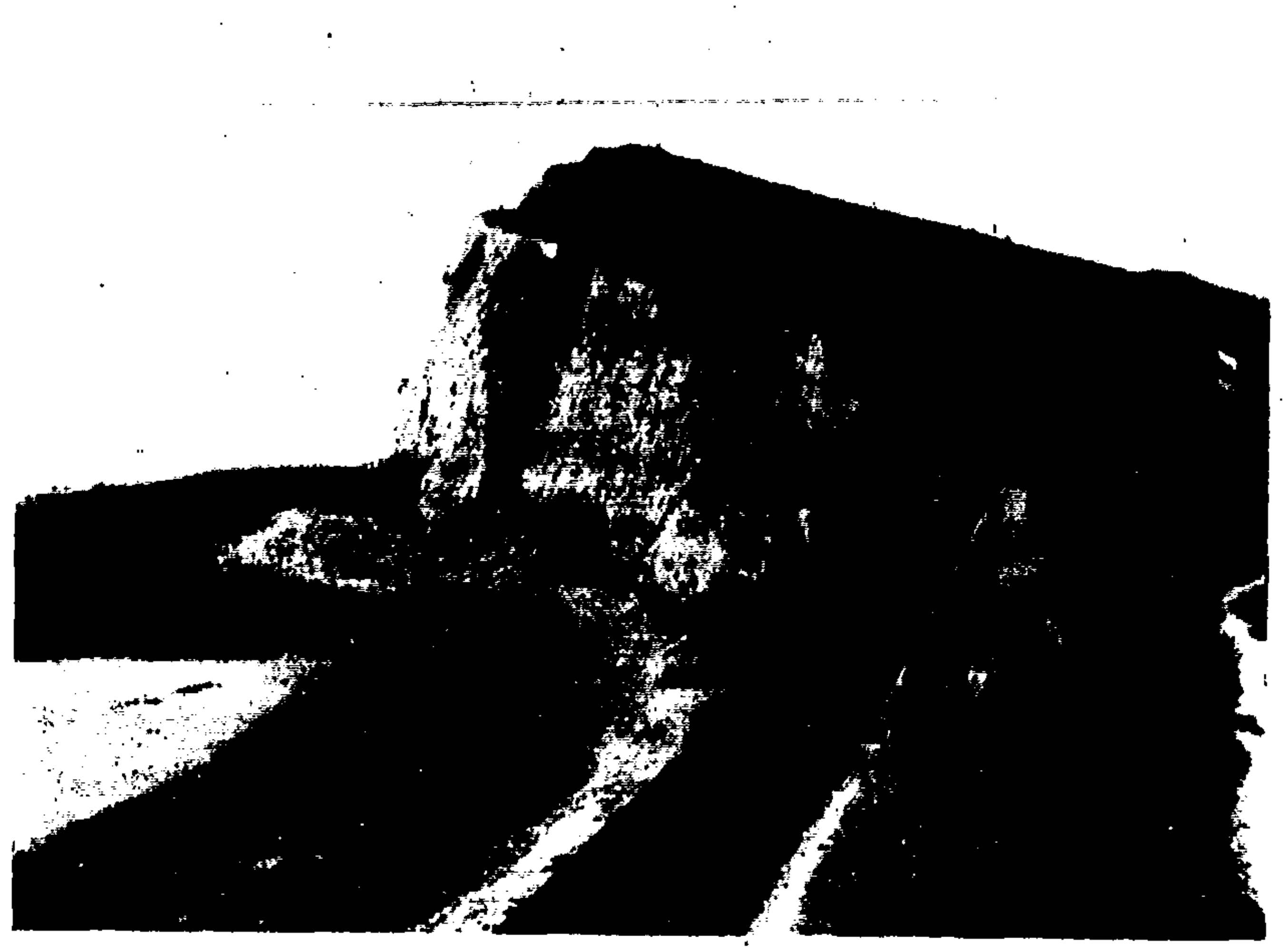
breux en proportion sur la frontière que dans toute autre partie du territoire, sont absolument à leur dévotion. Sous prétexte de défense nationale et des intérêts majeurs de la patrie, toute volonté individuelle reste supprimée. N'ayant qu'à obéir, les citoyens préfèrent s'éloigner, ne laissant autour des casernes et des forts que les fournisseurs et parasites de ces sortes de lieux. En réalité, on peut dire que le fait de tracer une

frontière politique sur la crête des Alpes a suffi pour exhausser pratiquement ces montagnes et les rendre inaccessibles à leurs anciens habitants.

Les Pyrénées nous montrent le même phénomène économique, d'une manière plus saisissante encore. Il n'existe pas une seule grande route qui franchisse cette chaîne à plus de 2000 mètres en hauteur : entre le col de Puymorens (1931 mètres) à l'est, et le Pourtalet (1795) à l'ouest, sur un espace rectiligne de 190 kilomètres, il n'y a pas un seul chemin carrossable entre la vallée de la Garonne et la vallée de l'Èbre. Aucun chemin de fer ne traverse les Pyrénées, car la ligne de Perpignan à Barcelone s'accroche aux promontoires extrêmes de la chaîne au-dessus du littoral marin, tandis que la voie de Bayonne à Madrid contourne absolument les monts, du côté de l'ouest, pour décrire une grande courbe à travers le pays Basque. Le réseau des chemins de fer présente donc une lacune de 430 kilomètres entre deux de ses lignes parallèles, et pourtant, dans l'énorme espace intermédiaire, le tracé du chemin de fer qui réunirait les deux grandes villes et centres de commerce, Toulouse et Saragosse, se trouve tout indiqué. Des projets et devis ont été naturellement présentés par dizaines et discutés par toutes les assemblées délibérantes : les cartes déjà dressées en vue de cette ligne indispensable rempliraient des bibliothèques, mais les frénésies de la politique électorale empêchent Toulousains et Aragonais de penser à leurs intérêts : il suffit aux candidats de planter des jalons de temps en temps et de faire promener des ingénieurs sur la ligne future pour que tout le monde soit satisfait. Puis, après boire, on trouve le moyen de placer encore le vieux mot : « Il n'y a plus de Pyrénées ! » alors qu'elles se haussent, pour ainsi dire, entre les haies de soldats, de gendarmes, de miquelets et de carabiniers. De même que dans les Alpes, la population diminue, plus que décimée par l'émigration, malgré l'attraction qu'exercent en été les villes de guérison et de plaisir. La frontière ne représente auprès des gouvernements respectifs que des raisons de méfiance, de surveillance, et les résidants sont considérés comme autant de gêneurs, troublant les opérations de douane et de stratégie. Ce que les habitants primitifs ont de mieux à faire est de s'en aller. La borne de jalousie et d'inimitié, telle est la seule raison pour laquelle, pendant un demi-siècle, on n'a construit qu'une route de voitures et pas un chemin de fer à travers les Pyrénées. Douze amorces ont été poussées dans les vallées, en attendant le jour où l'alliance plus intime des peuples permettra de

forer les montagnes sans garnir de fortifications les approches des souterrains.

Évidemment, les vrais intérêts locaux ne peuvent être compris par des administrations lointaines vivant en de grandes cités où rien ne rappelle les pâturages, les forêts, les sites de la montagne. Autrefois, toutes les



Cl. J. Kuhn, édit.
LA FALAISE DE SHAKESPEARE, A DEUX KILOMÈTRES A L'OUEST DE DOUVRES

communes des deux versants, le long des Pyrénées, de même que sur les plateaux de la péninsule espagnole, étaient liées par des *facieres*, mot que l'on écrivait aussi *paseries*, comme s'il était dérivé de paix, et ces contrats stipulaient, pour une période variable de dix, neuf, sept ou cinq ans, des pactes d'amitié, valables même en temps de guerre : « Les habitants des montagnes et vallées françaises et espagnoles pourront commercer, communiquer avec leurs voisins et faire l'échange de leurs marchandises comme en temps de paix. Et les bestiaux desdits pays pourront pâturer dans toutes les parties de la montagne comme en temps de paix ». Telles étaient les conventions expresses des facieres, signées par les délégués des communes au nom de leur « souveraineté

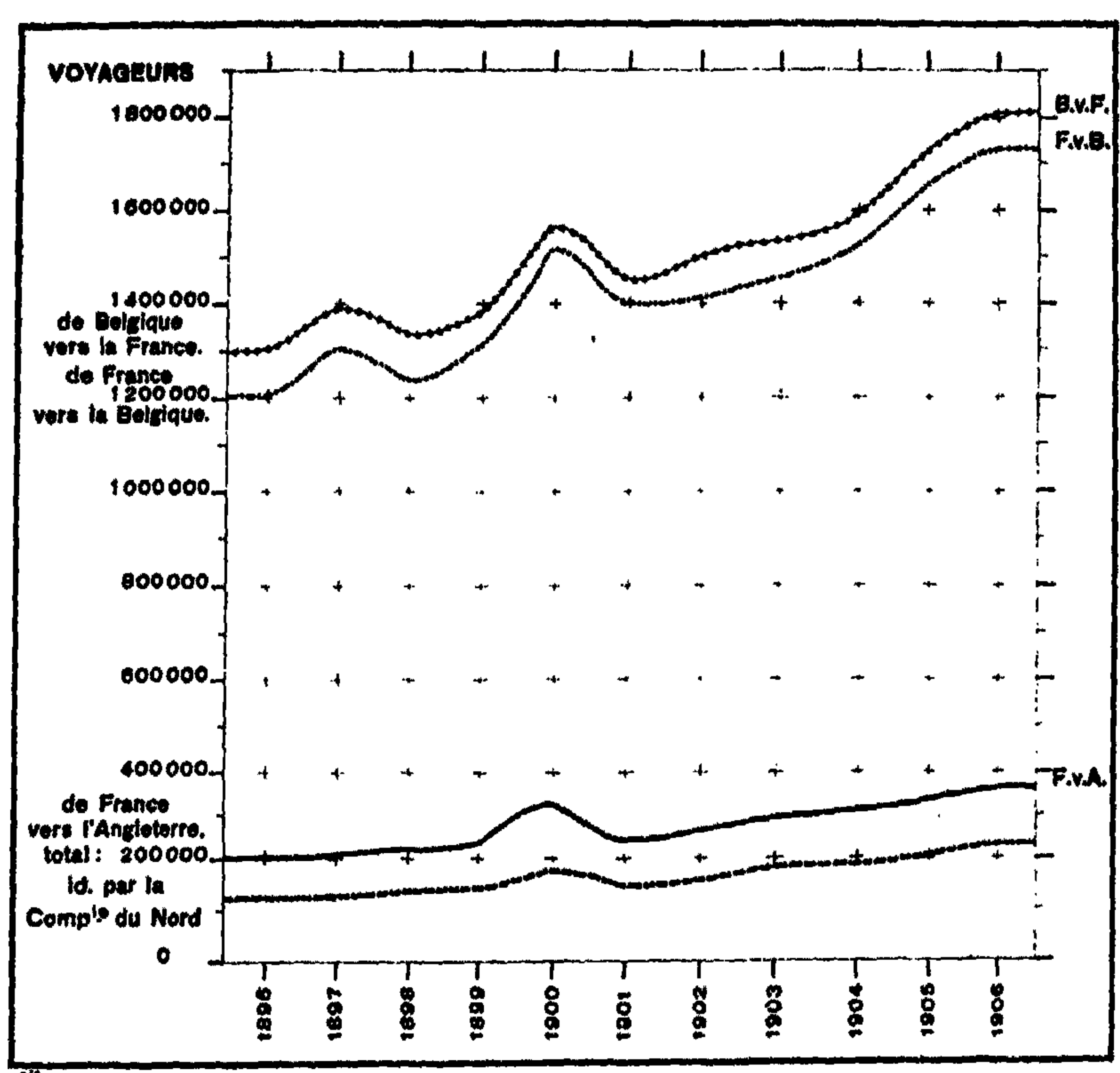
légitime » et toujours en plein air, sous le ciel libre, à côté de la borne frontière. Même dans les traités européens, même lors du traité d'Utrecht en 1713, ces contrats étaient tenus comme valables : on continua d'en conclure d'analogues jusqu'après la Révolution française ; à la fin du dix-neuvième siècle (1887), on en célébrait encore près de Saint-Jean-de-Luz, mais le sens s'en était perdu, et les gendarmes, les douaniers, les employés du gouvernement affectaient de les ignorer [1]. Ardouin-Dumazet [2] cite des survivances analogues sous le nom de droit de « compascuité », c'est-à-dire de pâturage en commun ; les vingt et une communes du pays de Cize font paître leur bétail dans la vallée espagnole d'Aezcoa ; de même, le pays français de Barétous a droit de pâturage sur la vallée de Roncal, moyennant un hommage annuel comportant la remise de trois génisses de deux ans, sans défauts.

L'humeur ombrageuse que mettent les patriotes à surveiller leurs frontières de terre se porte même sur les frontières marines, au milieu des flots changeants. Ainsi le Pas de Calais semble former une barrière suffisante pour qu'on n'ait pas à en garder les abords : c'est un fossé de citadelle suffisamment large aux yeux de la garnison de Douvres, bastion extrême de l'Angleterre. Lors du grand élan industriel qui, vers le milieu du XIXe siècle, porta les ingénieurs à l'entreprise des voies majeures de communication, il semblait indispensable d'établir une voie continue entre les deux principales cités du monde, Londres et Paris. Le détroit n'a que 31 kilomètres de rive à rive, et le creux le plus profond où viennent se rencontrer les grands courants de marée, qui se propagent à l'encontre les uns des autres, de la mer du Nord et de la Manche, n'a que 54 mètres : le tout n'est qu'une simple éraflure d'abrasion superficielle. Aussi les faiseurs de projets — ponts, viaducs, conduits tubulaires, tunnels — se présentèrent-ils en grand nombre ; mais, aussi longtemps que l'entreprise parut chimérique, les gouvernements respectifs s'y intéressèrent peu. Lorsqu'enfin, en 1868, un inventeur, Thomé de Gamond, força l'opinion publique, après trente années de sondage et de recherches, à comprendre le sérieux de ses plans, lorsque des travaux préliminaires sur les côtes de France et d'Angleterre eurent démontré que l'œuvre était parfaitement praticable, alors les autorités militaires britanniques, saisies d'une soudaine

1. Wentworth Webster. *Société Ramond*, 1892. — 2. *Voyage en France*, 41e série, pp. 88, 131, 157.

frayeur, interdiront absolument la continuation du travail : la pensée que des régiments d'envahisseurs pourraient un jour émerger de par-dessous la mer leur apparut comme une effroyable vision. Sans doute, cette crainte est puérile, mais elle est basée sur les avantages incal-

N° 479. Voyageurs traversant la Manche et la frontière franco-belge.



En réalité, le contraste est moindre que celui qui ressort des chiffres ci-dessus, fournis par les compagnies de l'Ouest et du Nord. Par les ports bretons, par Saint-Malo et Granville, avec escale aux îles Normandes, par Dunkerque vers les ports anglais et écossais de la mer du Nord, il se produit un certain mouvement qui viendrait s'ajouter à celui qu'indique le diagramme.

D'autre part la voie ferrée directe Paris-Cologne-Berlin-Saint-Péterbourg traverse la Belgique et son trafic charge indûment les courbes supérieures.

Il est remarquable que, année après année, le nombre des voyageurs entrant en France par la frontière du nord soit plus élevé que celui de ceux qui en sortent. Pour le mouvement anglo-français, les renseignements fournis ne permettent pas de voir s'il en est de même.

culables qu'a valus à la Grande Bretagne sa position purement insulaire. Pourtant il est certain que, grâce à ce chemin nouveau reliant matériellement l'île anglaise à son ancien continent, Londres aurait vu décupler annuellement le nombre de ses visiteurs européens, et la

Grande Bretagne, devenant la tête de pont de tout l'Ancien Monde vers l'Amérique, serait par cela même l'entrepôt presque exclusif du commerce continental, au détriment du Havre, de Dunkerque, d'Anvers, de Rotterdam, de Brême, de Hambourg. On peut juger de la perte qu'a faite l'Angleterre à ce point de vue en comparant le nombre de voyageurs qui traversent annuellement la frontière franco-belge à ceux qui franchissent le détroit : il est cinq fois plus considérable pour le premier ensemble de voies et, *cependant*, le *groupe Amsterdam Bruxelles* est loin d'exercer une force d'attraction comparable à celle de Londres.

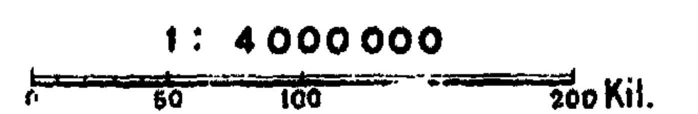
Non content des obstacles que la nature a mis à l'entrée dans le Royaume-Uni, cet Etat a pris récemment, à l'instar des Etats-Unis et sous la même influence régressive qui détermina la guerre du Transvaal, une décision à la fois inutile et vexatoire : la visite sanitaire des voyageurs de 3e classe, qui, en outre, doivent justifier de la possession de 125 francs. En fait, on refuse l'admission à quelques douzaines de personnes par an, mais on en tracasse et humilie des milliers.

Pour justifier l'existence des frontières, dont l'absurdité saute quand même aux yeux, on tire argument des nationalités, comme si les groupements politiques avaient tous une constitution normale et qu'il y eût superposition réelle entre le territoire délimité et l'ensemble de la population consciente de sa vie collective. Sans doute, chaque individu a le droit de se grouper, de s'associer avec d'autres suivant ses affinités, parmi lesquelles la communauté de mœurs, de langage, d'histoire est la première de toutes en importance, mais cette liberté même du *groupement individuel implique* la *mobilité* de la *frontière*; combien peu en réalité le franc vouloir des habitants est-il franchement d'accord avec les conventions officielles !

La révolte de la Grèce, pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, fut l'événement qui donna le plus de corps à ce principe illusoire des nationalités, auquel on a voulu donner une vertu spéciale, comme s'il y avait au droit d'insurrection d'autre origine essentielle que la volonté de l'individu s'unissant à d'autres volontés. Les prodigieux événements que se rappelaient les classiques et les romantiques de la bourgeoisie instruite, les noms d'Athènes, de Marathon, de Platées, de Salamine agissaient sur les esprits comme un exorcisme : tandis que les révoltés de la Morée et des îles s'insurgeaient simplement pour se débarrasser

des exacteurs osmanli, leurs amis de l'Europe occidentale, les « philhellènes », croyaient assister à une résurrection des Miltiade et des Périclès; la Grèce antique surgissait de son tombeau avec les Botzaris et les Capo d'Istria. L'opposition des races et des langues entre Grecs européens et Turcs de provenance asiatique, de même que le contraste des religions

N° 480. Italia Irredenta.



Les parties hachurées sont habitées par des Italiens non rattachés à la mère-patrie, ou par des Ladins de langue romane (autour de Cles, de Cavalese et de Cortina). Il y a, près de Trente, un îlot germanique ainsi que deux autres en Italie, à l'est du lac de Garde. Les populations slaves pénètrent le long de la vallée de la Save jusqu'aux environs d'Udine.

entre chrétiens et musulmans, entre la croix et le croissant, aidait encore à fortifier dans les esprits l'idée chimérique de l'existence de nationalités réelles constituant des êtres collectifs; la question de l'origine vraie des Grecs modernes, Chkipetar ou Slaves, n'était posée que pour un petit nombre d'érudits.

Après l'expérience de la Grèce et la solution boiteuse que lui donnèrent les grandes puissances européennes, vint la formation de l'Ita

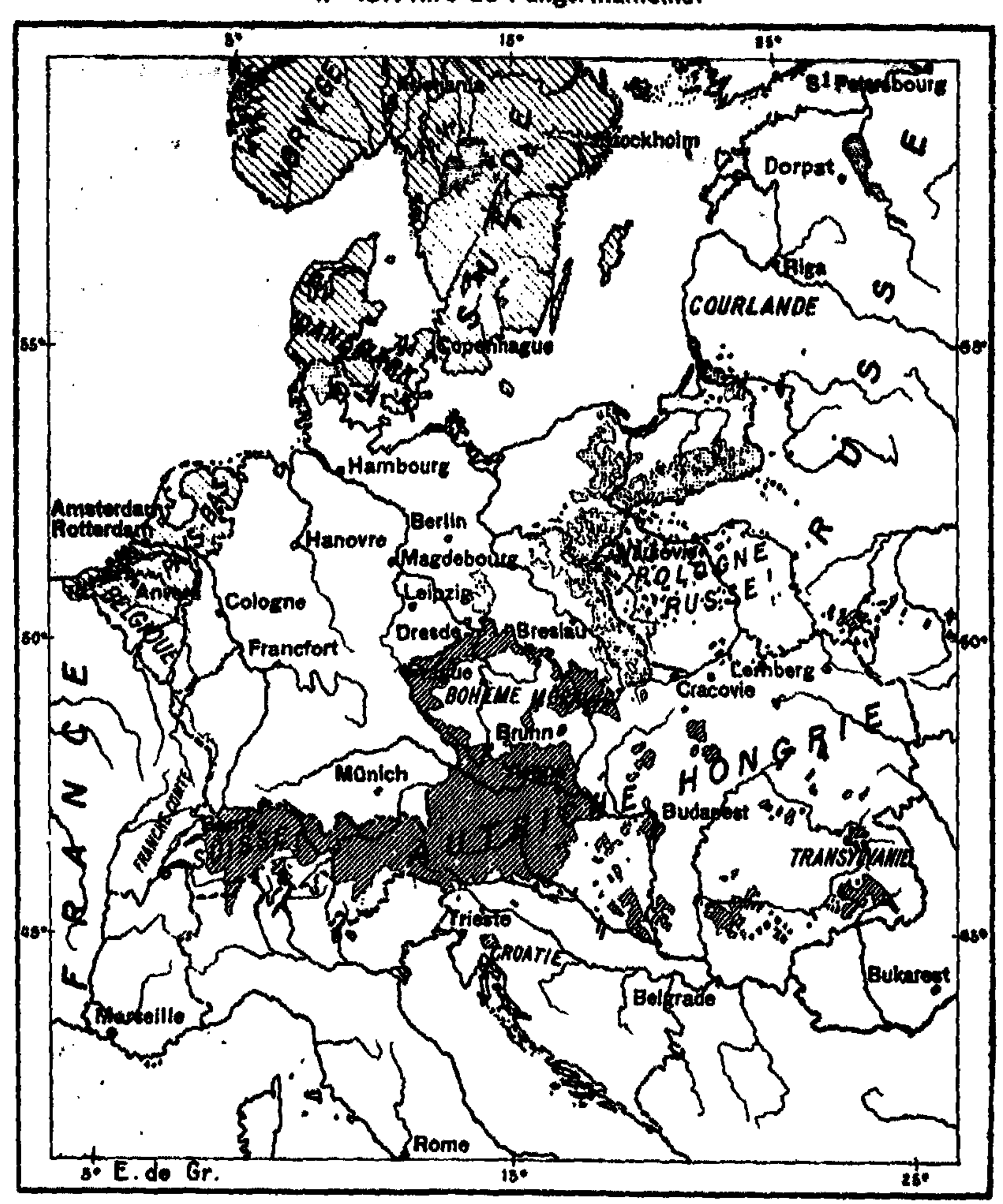
lie, plus caractéristique au point de vue des nationalités que ne l'avait été la tentative presqu'avortée de l'émancipation hellénique, car, tandis que la nation grecque, dispersée sur tous les rivages de l'Orient, n'offre de frontière précise en aucune partie de son domaine, la population de langue italienne correspond d'une manière assez exacte aux contours géographiques de la Péninsule : *le Alpi che cingono l'Italia* limitent, sauf quelques enclaves, la contrée *dove suona il si*[1]. D'ailleurs cette unité italienne, qui semblait si bien indiquée par l'enceinte en amphithéâtre des Alpes, avait été clamée d'avance par de très nombreux écrivains : dès les âges de la Révolution française, elle était devenue la revendication par excellence de tous les patriotes de la Péninsule. Et que de fois ceux-ci, passant du vouloir à l'action, tentèrent l'œuvre d'*affranchissement* et d'*unification* de l'Italie ! L'ensemble de ces tentatives constitue l'une des épopées les plus remarquables que nous présente l'histoire des peuples. L'Italie « une » s'est faite, toutefois il reste encore une Italie « non rédimée », comprenant l'Istrie, le Trentin, Malte, tandis que, d'autre part, la nationalité « rédimée », devenue grande puissance, s'est empressée d'imiter ses devancières, en attentant à d'autres nationalités dans le continent d'Afrique pour se donner un cortège de colonies. Elle occupe l'Erythrée et la Somalie orientale, en attendant que la mort de l'« homme malade » la fasse héritière de la Tripolitaine et lui permette de faire valoir ses « droits » à la possession de l'Albanie.

La troisième grande expérience, celle de l'Allemagne, beaucoup plus compliquée, se poursuit depuis plusieurs générations : mais peut-on voir sérieusement dans cette évolution confuse un développement du principe des nationalités ? Lorsque la nation allemande s'engagea dans ce mouvement d'unité, elle n'était point, comme l'Italie, soutenue dans son œuvre par le symbole visible que donne un domaine géographique bien distinct, marqué par des limites précises. L'Allemagne n'a point de frontières naturelles : Gaules, Slavie, Scandinavie et Germanie se pénètrent mutuellement et par des emprises profondes. Pour que la conscience commune de l'Unité nationale pût naître, se développer, atteindre sa maturité de réalisation, le lien de cohésion devait être non le territoire, mais la langue ou du moins la parenté des langages. En se

1. Les Alpes qui ceignent l'Italie... où résonne le *si*. A la page 322, même idée : où résonne la langue allemande.

fondant par degrés en un même dialecte noble, servant à l'expression

N° 481. Aire du Pangermanisme.



Hors des frontières d'Allemagne, les pays habités par des populations de langue allemande sont recouverts d'un grisé serré, et ceux habités par des populations de langues germaniques (flamand-hollandais, danois-norvégien, suédois) d'un grisé lâche.

Les allophyles de l'Empire, Lorrains, Danois, Slaves divers, sont représentés par un pointillé.

Certains pangermanistes réclament pour l'Allemagne toute l'Europe Centrale, d'Anvers à la Transylvanie et de Trieste à Dorpat.

des hautes pensées, les idiomes populaires préparaient la patrie. L'Alle-

magne se fit ainsi dans les esprits bien longtemps avant qu'on essayât de lui donner une existence pratique. Lorsque la nation germanique était encore découpée en un nombre mal défini de grands et de petits Etats et de provinces ayant chacun son idéal unitaire distinct, le sentiment national travaillait déjà à la constitution unitaire de toute la partie de l'Europe centrale, *wo die deutsche Zunge klingt*. On peut dire que l'Allemagne est bien plus la création de Lessing que celle de Bismarck, et combien la première partie de l'œuvre dépasse la seconde en logique et en précision ! Elle est complète, en un tenant, et ne se complique d'aucune atteinte portée à des droits étrangers ; elle embrasse bien toute l'Allemagne et ne pense pas à s'agrandir aux dépens des voisins sous prétexte de politique, de stratégie et de précédents historiques.

Mais, en comparaison de cette Allemagne des penseurs, bien différente en a été la réalisation ! Combien de fois les auteurs du drame ont-ils voulu consolider le principe de la nationalité par sa violation même, fortifier la patrie allemande en l'appuyant sur une zone extérieure de territoires qui ne lui appartiennent pas, et qui, en vertu de la langue, de l'origine, aussi bien que de la volonté précise des habitants, sont une part vivante de la chair d'une autre nation ! Malgré les commentaires, les restrictions, les gloses scientifiques, il ne saurait y avoir de doute sur le fait de l'attachement des Alsaciens de langue allemande aussi bien que des Lorrains de langue française à l'ensemble politique dont Paris est le chef-lieu. Il n'est pas douteux non plus que les Danois vivant au nord de l'Eider jusqu'à la frontière actuelle du Jylland sont bien de vrais Danois, non moins par le cœur que par la langue et la tradition des aïeux. Enfin, près d'un siècle et demi s'est écoulé dans les plaines orientales de la Germanie depuis que les Polonais de la Poznanie ont été violemment attribués à la Prusse et les descendants de ceux qui furent ainsi arrachés à tout leur passé sont restés Polonais quand même, protestant toujours au fond du cœur contre le tort inexpiable commis envers leur race.

Ainsi l'Allemagne comme l'Italie et comme la Grèce — car celle-ci, dans ses ambitions nationales, ne se gêne point pour revendiquer comme autant d'Hellènes bien des Roumains, des Albanais, des Slaves et même des Turcs de la Macédoine, de la Thrace et des îles —, toutes ces nations aux grands appétits n'ont plus le droit de reprocher aux autres, France, Grande Bretagne ou Russie, de ne pas avoir respecté,

dans leurs annexions amiables ou leurs conquêtes brutales, le « principe » des nationalités. Le fait est que les uns et les autres se sont également laissé guider par un esprit collectif de spoliation et de pillage, et cet esprit se manifeste surtout quand il s'agit de terres lointaines que l'on qualifie hypocritement de « colonies », quoique, pour la plupart, elles ne deviennent point des lieux de séjour pour les émigrés du pays conquérant et restent uniquement des contrées d' « exploitation » à outrance où des militaires vont se « dévouer pour la gloire de la patrie », et où des spéculateurs essaient de s'enrichir par le travail gratuit d'esclaves, de « coolies », « boys » ou corvéables. Naturellement, on accompagne tous ces attentats du jargon voulu relatif à la « lutte pour l'existence »; des noms de savants, des formules tronquées, des affirmations pédantesques donnent un air philosophique aux antiques préjugés, aux vanités héréditaires, aux passions haineuses. Des mots grecs, des tournures allemandes justifient les massacres et les conquêtes aux yeux des coupables; il leur suffit de se dire issus d'une race supérieure et d'en fournir comme preuve évidente la force, la brutalité même. « C'est ce que faisaient, sans avoir appris l'anthropologie les anciens Hébreux quand ils égorgeaient sans remords Philistins et Amalécites »[1].

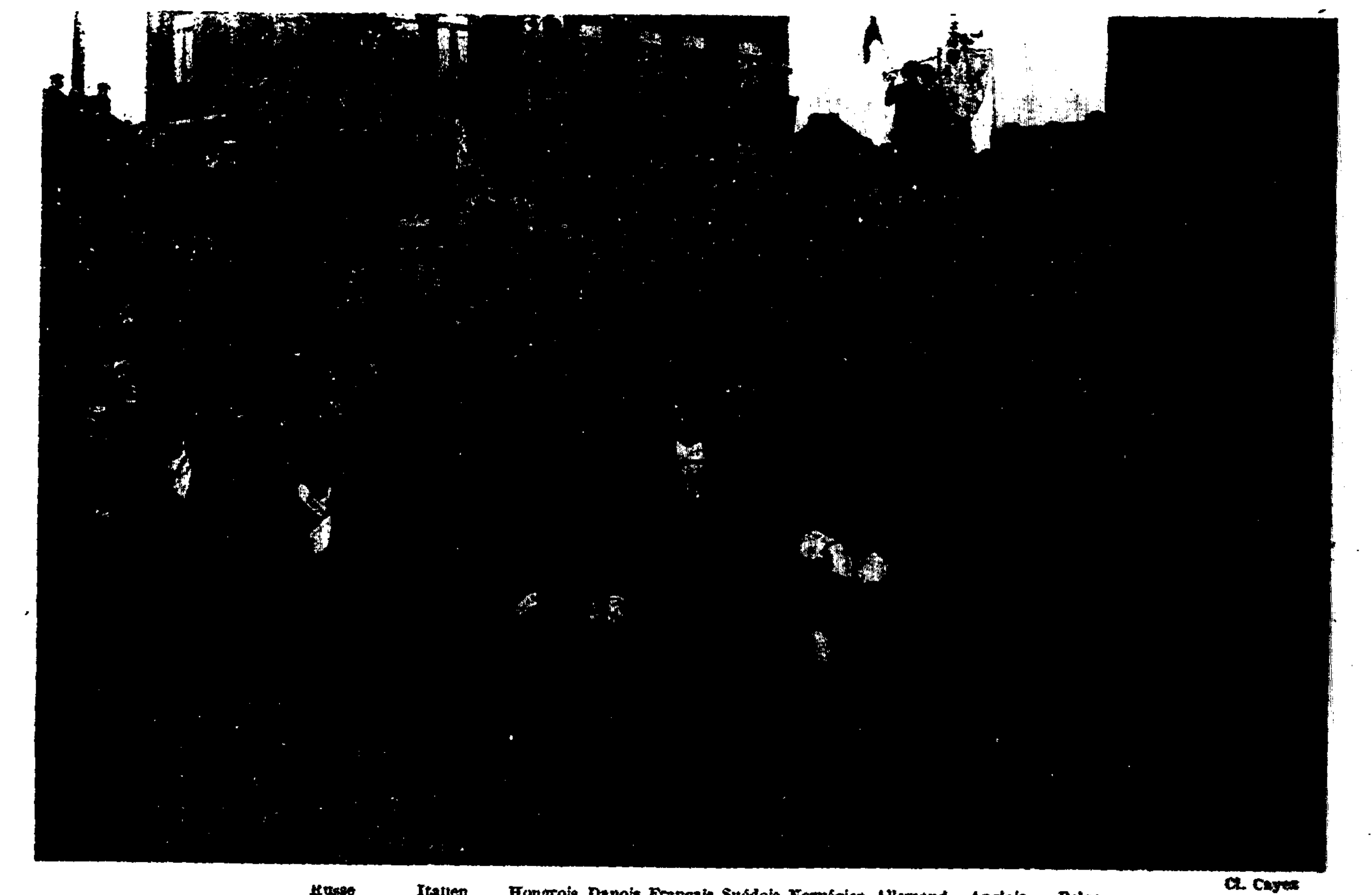
Mais le patriotisme agressif s'est fait savant pendant le cours du dix neuvième siècle, afin de donner plus de corps à cette illusion des nationalités. Autrefois les conquérants d'un pays ne s'ingéniaient point à enseigner leur langue aux vaincus; au contraire, il leur plaisait de voir en eux des êtres inférieurs, incapables de s'élever jusqu'à la dignité de leurs maîtres par l'usage des mêmes expressions, des mêmes gestes, du même accent, du même son de voix; le triomphateur aimait à se moquer de l'incompréhensible bredouillement de son captif : toutes les cruautés lui semblaient permises par cette différence de langage qui, d'après lui, constituait une preuve évidente d'inégalité, au détriment de ceux qu'il pouvait insulter dans son bel idiome de victorieux. Que de fois, depuis les guerres de Galaad et d'Ephraïm, racontées par le livre des Juges[2], que de fois s'est-on rué au massacre des ennemis parce qu'ils n'avaient pas su prononcer le mot de *Shibboleth* ou tel autre mot de passe avec le véritable accent du terroir! Il est vrai qu'on n'avait pas encore découvert ce que l'on appelle le principe des nationalités. Depuis

1. Paul Mantoux, *Pages Libres*, 22 mars 1902. — 2. Chapitre XII, versets 5, 6.

on se hâte de déguiser les vaincus en compatriotes. On les gave de leçons et d'exemples pour qu'ils apprennent la langue du vainqueur et qu'on puisse, dès la deuxième génération, les considérer comme appartenant à la race. C'est ainsi que, par ordre, les enseignes des maisons et les inscriptions des voitures, les annonces officielles sont écrites dans l'idiome des maîtres : le Slovaque, le Serbe, le Roumain doivent s'efforcer à parler magyar, le Polonais et le Danois s'exprimer en allemand, le Breton prier en français.

Toutefois les haines nationales s'atténuent en dépit des efforts tentés par les nationalistes et les gouvernements. Certes on se hait de frontière à frontière, mais qu'est cette aversion en comparaison de celle qui se produisait autrefois d'une manière spontanée contre l'homme du dehors, uniquement parce qu'il était étranger? Tous ceux qui ont visité l'Angleterre à deux ou plusieurs reprises, pendant une période de quelques décades, ne peuvent manquer d'avoir été frappés des progrès admirables accomplis en bienveillance mutuelle et en politesse cordiale depuis le milieu du siècle. Jadis l'étranger avait à craindre la grossièreté, même la violence des natifs. Le continental, que sa figure, son costume, son langage ou son accent désignaient à la foule, était tourné en ridicule, insulté, *Damned Frenchman* était une des expressions usuelles dont l'étranger, même n'appartenant point à la nation des « ennemis héréditaires », pouvait craindre d'être poursuivi dans ses promenades. L'Anglais inconnu, à plus forte raison le non-Anglais, arrivant dans un village pour la première fois, ne devait guère être rassuré relativement à l'attitude des gens de l'endroit, surtout des enfants. Dès qu'il était signalé, gare à lui, tout particulièrement s'il avait le malheur d'être affligé de quelque infirmité physique, d'être trop richement ou trop pauvrement habillé : « *Bill, there is a stranger, heave a stone at him !* » tel était le cri par lequel on l'accueillait [1]. Et souvent, on ne se bornait pas à la menace de lui lancer des pierres, on en jetait réellement, et il lui fallait chercher refuge dans une auberge où le poursuivaient encore les rires et les moqueries des rustres, puis les anciens prolongeaient sa torture en le soumettant comme un espion à un interrogatoire en règle. Parfois on lui coupait la retraite avant qu'il eût trouvé un asile, et les insulteurs l'entouraient en dansant autour de lui comme autant de sauvages autour d'une victime à

1. Bill, voici un étranger, lance-lui une pierre.



Russe Italien Hongrois Danois Français Suédois Norvégien Allemand Anglais Belge Cl. Cayez

LE CONGRÈS DES ÉTUDIANTS A LILLE

scalper. C'est là ce que l'on appelait « *to dance the hog* » — nous dirions la danse du porc-épic. Un écrivain bien connu, Richard Heath, qui a profondément étudié la vie rurale en Angleterre, raconte comment sa mère, de naissance hollandaise, ne pouvait sortir de chez elle sans être ainsi forcée comme un gibier par des persécuteurs et sans voir la ronde féroce se dérouler autour d'elle. Quel changement cinquante ans après ! Sans doute, le « vieil homme » n'est pas encore complètement dépouillé et, ci et là, dans les campagnes reculées, l'étranger n'est pas à l'abri de toute injure, mais, d'ordinaire, la courtoisie, même la bienveillance et la cordialité se manifestent sous toutes les formes.

En dépit de la revêche persistance que mettent les esprits retardataires à maintenir, même à baigner de sang les bornes de la frontière — bornes qui, d'ailleurs, n'ont pas le mérite de la durée, puisqu'elles changent si fréquemment —, les chaînes qui rattachaient l'individu au sol natal sont devenues plus fragiles, pour ainsi dire, et les attractions spéciales de chaque contrée ont moins de force à exercer pour que les hommes se laissent entraîner par elles conformément à leurs affinités propres. La population tend de plus en plus à se répartir sur la planète suivant les avantages de toute nature que présentent les diverses contrées au point de vue du climat, des ressources pour le travail, des facilités de la vie, même de la beauté des paysages. Grâce à cet accord de plus en plus facile entre l'homme et le globe, puisque chaque individu peut maintenant prévoir, hâter ou même vivre le jour où il s'établit sur un sol d'élection, sur une terre qu'il s'était « promise » à lui-même, une distribution normale des hommes se fait dans les diverses parties de la Terre en proportion de leurs éléments d'accommodation. L'exode de quelque vingt millions d'Européens vers l'Amérique du Nord a été le résultat le plus important de cette motilité de l'homme, mais d'autres régions tempérées et même tropicales du Nouveau Monde se sont aussi peuplées et ne manqueront pas de se peupler davantage. Une grande partie des étendues sibériennes et de la Chine extérieure, l'Australasie, nombre de contrées africaines reçoivent et recevront de la même manière des populations nouvelles : le genre humain, comme l'eau de la mer, cherche son niveau, et maintenant il peut le trouver sans peine, par la disparition, au moins partielle, des obstacles qui gênaient son mouvement.

Ainsi qu'il convient à un organisme aussi vaste et aussi complexe

que l'est celui du corps mondial, l'ensemble de l'humanité se choisit spontanément tel ou tel centre pour la gérance spéciale d'une classe d'intérêts ou pour la discussion approfondie de certains problèmes : loin de reconnaître une capitale unique, elle désigne, en considération des avantages qui doivent en résulter, une ville du monde civilisé, en Europe ou dans le Nouveau Monde, comme lieu d'administration permanente ou de réunion temporaire. Dans certains cas, ce sont les gouvernements, agissant comme individus, qui font choix de la ville rectrice, le plus souvent, l'initiative appartient aux sociétés scientifiques ou autres, dirigées dans l'option par l'importance des travaux qui se sont faits dans tel ou tel endroit, quelquefois même par la beauté du lieu. C'est par dizaines que se sont ainsi constitués des centres naturels, acceptés par tous en parfaite unanimité. Ainsi Paris est la ville choisie par tous les Etats pour siège de la « Commission du mètre » ; Londres, ou plutôt son faubourg Greenwich, est traversé par le méridien international commun, et c'est là que se centralisent les informations relatives aux longitudes terrestres ; « l'heure de Greenwich » règle les chronomètres du monde entier, suivant un mode de fuseaux auquel la France a seule refusé jusqu'ici son approbation. Berne qui, pourtant, est une bien humble capitale, comparée aux grandes cités du monde, a été prise pour station centrale d'organisation par les Postes et Télégraphes, ainsi que par l'organe international des Chemins de fer, le secrétaire des Sociétés de la Paix, le bureau de Propriété artistique et littéraire, etc., etc. Les sociétés savantes se groupent autour de Rome pour la statistique, et les géologues regardent vers Berlin pour la confection de leur carte commune, tandis que Bruxelles, déjà centre de l' « Institut Colonial International » et du « Bureau géologique », s'occupe de dresser pour les bibliographes le bulletin de tous les livres, articles et documents divers ayant paru chaque année[1]. Genève est le siège de la « Convention » pour les soins à donner aux blessés sur les champs de bataille; Stras-


UN ESQUIMAU

1. L'Office Bibiothèque de Bruxelles a adopté la classification décimale. (Principe Melvil Dewey.)

bourg centralise les renseignements relatifs à la séismologie; un palais doit s'élever à La Haye pour recevoir les « délégués de la paix », etc.

Outre les centres de travail qu'il importe de ne point déplacer afin de maintenir la régularité de la besogne, des lieux de rendez-vous, changeant d'année en année, ou suivant des périodes différentes, attirent les intéressés, savants, artistes, industriels ou autres, vers les contrées qui, suivant les époques et pour l'œuvre spéciale dont il s'agit, paraissent avoir la plus grande force d'attraction. Ces lieux de réunion deviennent en réalité, pendant quelques jours, les centres naturels où spontanément se porte la vie de l'humanité. Les congrès itinérants promènent librement sur la Terre leurs œuvres collectives.



UN ENFANT ESQUIMAU

L'espace grandissant, la plus savante organisation des ressources permettent à la population de s'accroître indéfiniment d'année en année, de décade en décade, et chaque nouvelle évaluation faite par les ethnographes depuis le commencement du dix-neuvième siècle prouve qu'il y a augmentation notable. Et pourtant d'inutiles exterminations ont eu lieu, comme si la place manquait à l'homme! Il est vrai que dans la série des tribus éliminées, on en compte plusieurs que l'on n'a point supprimées volontairement et qui sont mortes simplement par suite de leur impuissance à se faire au milieu nouveau. Les Européens sont accompagnés partout d'un cortège de maladies, terribles gardes du corps dont ils se servent parfois inconsciemment pour faire la place nette devant eux. Ils méritent le nom que leur donnent les Tinch de l'Amérique boréale, *Ewie Dactlini*, « ceux qui traînent la mort après eux »[1]. C'est ainsi que nombre d'insulaires océaniens ont disparu jusqu'au dernier, non qu'on les ait exterminés de propos délibéré, mais indirectement, par le milieu nouveau créé autour d'eux. De même, dans les régions boréales, l'arrivée de l'homme blanc a fait dépérir les autochtones. C'est ainsi que les Lapons russes de la péninsule

1. Petitot; Elie Reclus, *Le Primitif d'Australie*, pp. 371 et suiv.

de Kola se trouvent évidemment en voie d'extinction : maladifs pour la plupart, couverts de plaies et d'ulcères, sales et nauséabonds, tristes et se désintéressant d'eux-mêmes, ils diminuent graduellement en nombre, et ne sont plus, au commencement du vingtième siècle, que 16000 individus, répartis en vingt-cinq villages, sur un espace d'environ 100000 kilomètres carrés[1]. Les Eskimaux du Groenland polaire étaient encore 300 en 1890; douze ans après ils avaient diminué d'un tiers (Peary). De l'autre côté des terres boréales de l'Amérique, de la pointe Barrow aux îles Aléoutiennes, il n'y a plus que 500 indigènes, là où il en vivait cinq fois plus au milieu du dix neuvième siècle. En appauvrissant les mers boréales, les baleiniers ont supprimé les ressources qui permettaient aux riverains de continuer le combat de la vie.

Le plus souvent la destruction des aborigènes a été voulue : le fusil, le poison, les contagions disséminées sciemment ont fait l'œuvre de mort. C'est ainsi que les colons de la Tasmanie ont tué tous les « noirs » de l'île ; on donnait même des primes aux assassins pour hâter la besogne et des chasseurs traquaient le gibier humain ; la dernière femme de Tasmanie, une vieille de soixante-quinze ans passés, dite plaisamment Lalla Rook, fut tuée, en 1876, comme une guenon, dans le branchage d'un arbre où elle s'était réfugiée. D'autres tribus australiennes furent « nettoyées » de la même manière et, dans le Queensland, on eut l'ingénieuse idée de dresser une police « noire », c'est-à-dire indigène, à l'extermination des rôdeurs de leur propre race rencontrés dans le voisinage des campements. Les Guanches des Canaries avaient été déjà tués ou vendus pour la plupart en dehors de l'Archipel, dès le XVIe siècle, et le dernier insulaire de sang pur mourut en 1828. L'Amérique du Nord — surtout la Californie — fut un immense abattoir des aborigènes : des nations entières disparurent, il y a près d'un siècle, à l'époque à laquelle fut écrit le livre de Cooper, *Le dernier des Mohicans*, vrai non seulement pour les Indiens de cette tribu mais encore pour tant d'autres populations chasseresses du Nouveau Monde. Dans l'Amérique méridionale, les Espagnols, les Portugais accomplirent une œuvre de destruction analogue à celle des Anglo-Américains de l'Amérique du Nord, et, dans les Antilles, il ne reste plus de descendants des millions de naturels qu'avaient trouvés les conquérants : à peine 120 Caraïbes de

1. H. Gœbel, *Globus*, n° 16, 23 octobre 1902.

race pure dans les forêts de la Dominique, c'est là tout ce qui reste des anciennes tribus, avec quelques métis de Saint-Vincent et ceux des îles de la baie, sur la côte de Honduras. Dans la Terre de Feu, la chasse à l'homme dure encore : une moitié des indigènes périt sous les balles, tandis que l'autre moitié meurt de phtisie dans les missions.

Des expulsions en masse, notamment celle dont les Russes prirent la responsabilité terrible, après l'occupation des hautes vallées caucasiennes, furent aussi des tueries partielles, car de pareils exodes ne peuvent s'accomplir sans qu'il y ait un formidable déchet d'hommes, par l'effet des maladies, des famines, de la nostalgie, des conflits avec les étrangers. En perdant leur patrie, leur nom, les malheureux perdent leur âme. Qui parlera désormais des Tcherkesses, des Abkhazes, des Tchetchènes, des Lesghiens? Ils se fondent au milieu des Turcs, des Grecs et autres, chez lesquels se trouvent les lambeaux de terre qu'on leur a distribués. Cependant des représentants de la race continuent d'exister, et si l'on parle un jour de la disparition totale de ces tribus on ne sera justifié qu'à demi, leur mort ne sera qu'apparente. Que de nations sont ainsi considérées comme détruites, alors qu'elles se sont simplement assimilées aux populations environnantes. Du moins leur descendance s'est maintenue, comme celle des Sabins a persisté dans Rome. De même des Ibères, des Ligures vivent toujours dans les Gaules, et l'Angleterre a ses Bretons. Le sang des Algonquins et des Séminoles se retrouve chez les Américains du Nord et celui des Araucans chez les Hispano-Chiliens.

Divers statisticiens ont hasardé l'évaluation du nombre des hommes que pourrait nourrir notre globe planétaire. Ce chiffre dépend en premier lieu du genre de vie que l'on suppose à l'habitant moyen, car une population chasseresse de quelque 500 millions pourrait être à l'étroit sur ce globe où vivent aujourd'hui trois fois plus d'hommes. D'autre part, si l'on cherche à se baser sur l'alimentation moyenne de l'Européen, que de points sujets à controverse soulève une pareille étude ! La productivité des différents sols dépend de facteurs encore si peu connus, la « ration nécessaire » varie encore tellement, suivant les auteurs spécialistes, qu'il ne faut point s'étonner de la divergence des résultats. Woyeikov a calculé[1] qu'une population de seize milliards d'hommes,

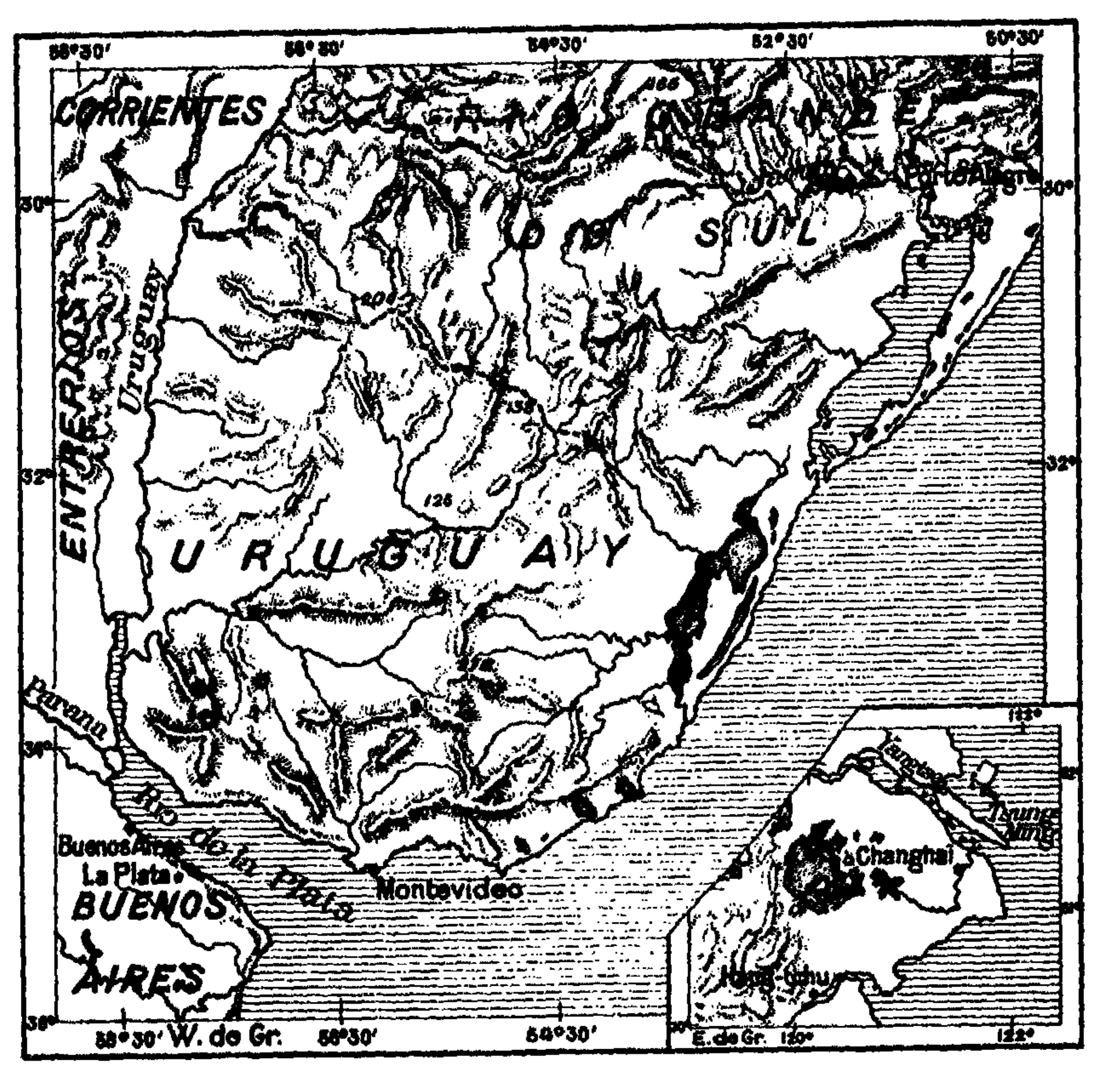
1. Guiseppe Ricchieri. *Università popolare*, 1903, n° 24.

dans la seule bande équatoriale comprise entre le 15° degré nord et le 15° degré sud, n'aurait rien que de normal. Dans les régions tropicales productives en bananes et autres plantes à rendement nourricier considérable, une surface de 15 mètres carrés suffit, nous dit Humboldt, à produire régulièrement la nourriture d'un homme. C'est dire qu'en utilisant, dans les bassins de la Ganga et des autres fleuves de l'Inde, sur le versant oriental du plateau mexicain, dans les Yungas de la Bolivie et les vallées fluviales de la Colombie, du Brésil, sur les côtes de l'Amérique centrale, les terres à fécondité puissante, on trouverait sans peine des territoires dix et vingt fois plus grands que les 22 500 kilomètres carrés nécessaires pour assurer sa subsistance à l'humanité tout entière qui, proportionnellement, pourrait atteindre sans danger quinze, vingt, trente milliards d'individus. Que de districts purement agricoles existent déjà où la population, vivant uniquement du produit de ses jardins, dépasse de beaucoup en densité kilométrique les industriels pressés autour de nos usines de l'Europe occidentale! On peut prendre comme exemple l'île de Tsung-Ming, où près de 1 200 000 habitants, au nombre de 1 475 par kilomètre carré, tournent et retournent incessamment le sol pour en tirer leur pain.

Tout en constatant qu'aucune considération de quantité ne saurait prévaloir sur la qualité de l'humanité de demain, nous pouvons admettre avec un évaluateur circonspect, Ravenstein, que la capacité d'accommodation de notre Terre s'élèverait à six milliards d'êtres humains. Toutefois pareils calculs ne peuvent avoir de valeur sérieuse tant qu'ils partent de l'hypothèse première que les conditions actuelles du travail ne changeront point, et que la Terre se remplira peu à peu suivant le modèle présenté de nos jours par les diverses régions de l'Europe : il faut prendre en considération ce fait capital, que la culture n'a pas encore le caractère intensif dicté par la science et que l'accroissement des produits facilitera l'augmentation des hommes, suivant un taux complètement imprévu. En outre, il faut reconnaître que l'étendue des bonnes terres, actuellement très limitée, ne peut manquer de grandir en de fortes proportions, ici par l'irrigation du sol, ailleurs par le drainage ou par le mélange des terrains. En réalité, il n'existait point de « bonnes terres » jadis : toutes ont été créées par l'homme, dont la puissance créatrice, loin d'avoir diminué, s'est au contraire accrue en d'énormes proportions. Les régions devenues de nos jours les plus

fécondes étaient autrefois couvertes de forêts et de marécages; graduellement, de siècle en siècle, l'homme a conquis par la bêche ou la charrue des étendues plus vastes, et les mêmes espaces qui ne pouvaient nourrir

N° 482. Deux territoires de même population : Uruguay et Tsung-Ming.



1 : 7 500 000

0 100 200 400 Kil.

La République de l'Uruguay comptait 1 038 086 habitants en décembre 1904; il faut ajouter à ce territoire une portion de la province brésilienne Rio Grande do Sul (1149070 habitants en 1900) pour arriver aux 1 200 000 insulaires de Tsung-Ming. On constatera que les deux pays sont situés à la même latitude, mais en des hémisphères différents.

un seul individu par la chasse ou la pêche, en alimentent aujourd'hui des centaines; même les champs de cailloux, les carrières, les roches, comme celles de Malte, deviennent de fertiles jardins dans lesquels le travail enferme, sous forme de plantes, une réserve de chaleur solaire

de plus en plus considérable. Tout progrès de la science agricole appliqué sur les dix mille millions d'hectares que l'humanité possède en terres cultivables représente un accroissement possible de nourriture et une augmentation correspondante de mangeurs. Précisément la partie du monde qui, dans son ensemble, est le mieux adaptée à la production végétale et, par conséquent, à l'alimentation humaine, est à peine entamée par le travail dans l'immensité de son pourtour; et ce travail est employé pour une bonne part à la production ou à la cueillette de denrées industrielles d'utilité secondaire. Telle étendue forestière d'un millier de kilomètres carrés offre à peine quelques clairières où l'homme s'occupe de gratter le sol pour y jeter de la semence qui se reproduira au centuple, si les herbes folles ne l'ont pas immédiatement étouffée. En Colombie, telle agglomération de cabanes habitée par des pêcheurs n'a d'autres jardins que des paniers de terre suspendus aux branches de grands arbres.





La géographie n'est pas chose immuable, elle se fait, se refait tous les jours: à chaque instant, elle se modifie par l'action de l'homme.

CHAPITRE II

HORREUR ET SPLENDEUR DES VILLES. — IMMIGRATION DES CAMPAGNARDS
RÉPARTITION DES VILLES. — RÉSEAU D'ÉTAPES
CROISSANCE NORMALE ET ANORMALE. — ORIGINALITÉ DES VILLES
VILLES POLITIQUES, MILITAIRES, INDUSTRIELLES. — ORGANISATION URBAINE
HYGIÈNE ET ART. — VILLES-JARDINS

A la force d'attraction naturelle du sol qui tend à répartir normalement les hommes, à les distribuer rythmiquement sur la terre entière, s'ajoute, dans le monde moderne, une force tout à fait opposée en apparence, celle qui groupe des centaines de milliers ou même des millions d'hommes en certains points étroits autour d'un marché, d'un palais, d'un forum ou d'un parlement. Des villes, déjà considérables au commencement de l'ère des voies ferrées, deviennent des cités immenses, des amas de maisons alignées, que parcourt un réseau infini de rues et

de ruelles, de boulevards et d'avenues, au-dessus desquels pèse, le jour, un dôme grisâtre de fumée, tandis que, la nuit, une lueur s'en élève, illuminant le ciel. Les Babylone, les Ninive antiques émerveillèrent les peuples, mais combien plus grandes, plus complexes, plus grouillantes de matière humaine et de machines prodigieuses sont les Babylones modernes, que les uns maudissent et que les autres célèbrent! Rousseau, déplorant l'avilissement de tant de campagnards qui vont se perdre dans les grandes villes, appelle celles-ci « Gouffres de l'espèce humaine », tandis que Herder voit en elles les « Camps retranchés de la Civilisation ». Et voici comment les juge Ruskin[1], s'attaquant surtout à la ville qui, de nos jours, est la plus grande, non la plus hideuse de toutes, la capitale de l'immense empire britannique : « Faire de l'argent est le grand jeu des Anglais. Ainsi voyez cette énorme, cette sale ville de Londres, bruyante, grondante, fumante, puante, un amas hideux de briques surchauffées, rejetant le *poison par chaque pore* ! Vous imaginez-vous que ce soit une cité de travail? Non, pas une de ses rues ! C'est une grande ville de jeu, d'un jeu très laid, d'un jeu très laborieux, mais qui néanmoins n'est qu'un jeu... C'est une immense table de billard sans tapis, et avec des poches aussi profondes que l'abîme insondable : mais après tout, ce n'est qu'un billard ! » Il est vrai, toutes les vitupérations des maudisseurs sont justifiées, mais aussi toutes les exaltations des glorificateurs. Que de forces vives se sont éteintes, faute d'emploi, ou bien entre-détruites par la haine, dans ces villes à l'air impur, aux contagions mortelles, aux luttes désordonnées! Mais aussi n'est-ce pas de ces réunions d'hommes qu'ont jailli les idées et que s'est fait l'enfantement des œuvres nouvelles, qu'ont éclaté les révolutions qui ont débarrassé l'humanité des gangrènes séniles? « Il est, il est au monde une infernale cuve », clame Barbier, et, de son côté, Hugo magnifie ce même Paris en des vers enthousiastes : « Paris est la cité mère... où pour se nourrir de l'idée viennent les générations ».

L'œuvre multiple des villes, pour le bien et pour le mal, se préfigure dans les passions et la volonté des gens fuyant la campagne ou les petites villes pour trouver une vie plus ample, parfois l'étiolement et la mort, dans une grande cité. Mais sans nous occuper des hardis novateurs qui se dirigent de leur plein gré vers telle ou telle Babylone

1. *The Crown of the wild Olive*, pp. 31, 32. Edit. de 1897.

moderne, il faut compter ceux — et ils sont légion — qui sont amenés vers les centres de population et déposés comme des alluvions qu'entraîne le courant pour les abandonner sur ses plages : les paysans évincés de leur lopin de terre par les convenances de quelque grand acquéreur ou par un caprice du seigneur qui transforme ses champs en pâturages ou en terrains de chasse ; les domestiques de campagne que les citadins



Cl. W. Swift

UN COIN DE LIVERPOOL

Un cabinet d'aisance, un robinet d'eau, un bac à ordures pour une douzaine de maisons.

appellent autour d'eux ; les nourrices allaitant les enfants à la place des mères ; les ouvriers, soldats, employés et fonctionnaires auxquels on assigne une demeure dans la grand'ville et, d'une manière générale, tous ceux qui, obéissant à des maîtres ou bien au maître le plus impérieux, la nécessité économique, grossissent forcément la population urbaine.

C'est un plaisant langage que celui des propriétaires moralistes qui conseillent aux campagnards de rester attachés à la terre, alors que, par leurs agissements, ils déracinent le paysan et lui créent des conditions de vie l'obligeant à s'enfuir vers la cité. Qui supprima les communaux, qui réduisit, puis abolit complètement les droits d'usage, qui défricha les forêts et les landes, privant ainsi le paysan du combustible nécessaire ?

Qui mura la propriété pour bien marquer la constitution d'une aristocratie terrienne ? Puis, quand furent nées les grandes industries, le propriétaire foncier ne cessa-t-il point de s'adresser au petit filateur de la campagne, aux humbles fabricants de village ? Et quand le paysan n'eut plus de terres communales, quand les petites industries vinrent à lui manquer, quand les ressources diminuèrent, en même temps que s'accroissaient les besoins et les occasions de dépense, est-il étonnant que la fuite vers la cité soit devenue inévitable ? Le seigneur n'utilisant plus d'une manière permanente la main-d'œuvre agricole, celle-ci est forcée de s'exiler, condamnée par le chômage. Quand le propriétaire a besoin de beaucoup de bras pour la moisson ou la vendange, il ne s'adresse plus aux anciens clients de sa terre mais aux gens de l' « armée roulante », aux Irlandais, aux Flamands, aux « Gavaches », à des travailleurs inconnus qui viennent on ne sait d'où, dont on ne connaît ni le lieu natal, ni la langue, ni les mœurs, et qui disparaîtront sans laisser de traces.

Ainsi le grand nombre des immigrants attirés vers le tourbillon des cités obéit à une loi plus puissante que sa volonté : son caprice personnel n'a qu'une part très secondaire dans la force qui l'a sollicité. Quant à la proportion, relativement peu considérable, des fuyards de la campagne qui se dirigent volontairement vers les cités, elle se décompose en éléments de valeur très inégale, car si chacun veut y chercher sa joie, son intérêt, une satisfaction plus intense de sa vie passionnelle, cet idéal varie absolument suivant les individus. Il en est beaucoup qui se laissent aller à une sorte de hantise inexplicable en apparence. On reste confondu d'étonnement en voyant, dans les montagnes du Jura, dans les Pyrénées ou les Cévennes, telle maisonnette admirablement située que son possesseur légal laisse tomber en ruines. Elle semble pourtant avoir à son avantage tout ce qui peut la faire aimer. A côté de la demeure, ombrageant le toit, s'élève l'arbre patrimonial ; une source d'eau pure jaillit auprès dans un pli de la prairie ; tout ce que l'on aperçoit du seuil, le jardin, les prés, les champs, les bosquets appartenaient, et même appartiennent encore, à la famille : celle-ci ne comprend que deux vieillards cherchant à utiliser leur reste de force à la culture et au ménage : mais tout périt, le marais gagne sur le pré, la mauvaise herbe envahit les allées et les plates-bandes du jardin, les moissons s'amoindrissent d'année en année, et les toits s'effondrent sur les granges et les greniers. Quand les vieux n'y seront plus, la maison s'écroulera. Mais n'ont-ils

donc point de famille, fils, petit-fils, ou neveux, qui puissent continuer l'œuvre des aïeux comme ceux-ci la continuèrent? Ils ont un fils, il est vrai, mais ce fils méprise la terre : il s'est fait gendarme dans quelque ville lointaine, trouvant son plaisir à ramasser des ivrognes et à dresser des « procès-verbaux ». Quand ses parents mourront, il ne saura que faire des champs patrimoniaux : ils retomberont en friche et quelque grand seigneur les achètera ou plutôt les recevra presque gratuitement pour arrondir son domaine de chasse.

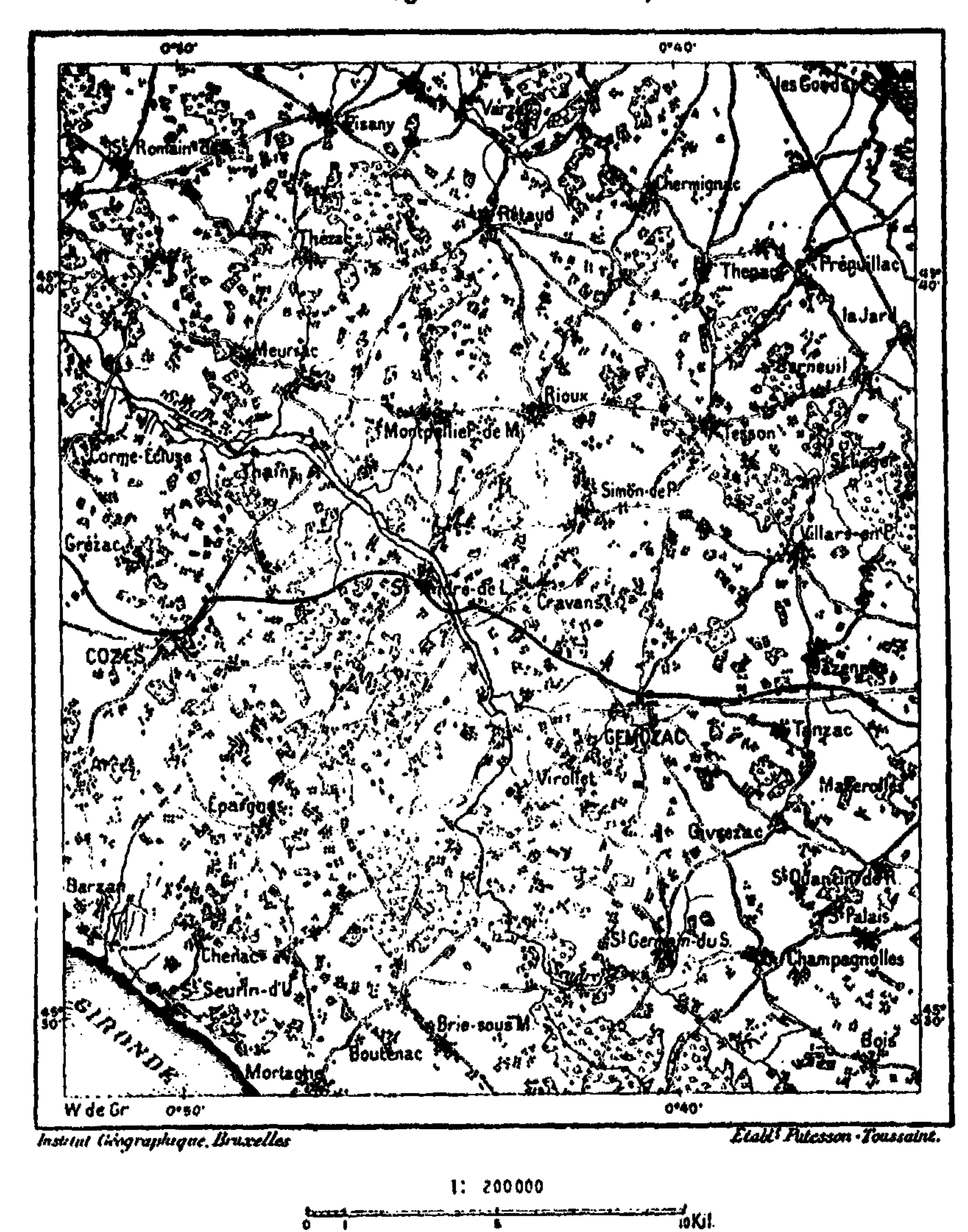
Si telles étaient les seules causes du prodigieux accroissement des cités, elles deviendraient des chancres sociaux et l'on serait en droit de les maudire, comme le firent les prophètes d'Iraël pour la Babylone antique. Ces villes que l'on voit grandir de jour en jour, presque d'heure en heure, projetant comme des pieuvres leurs longs tentacules dans les campagnes, seraient en effet des monstres, des vampires gigantesques, suçant la vie des hommes. Mais tout phénomène est complexe. Si les pires, les dépravés et les décadents vont se brûler ou pourrir plus vite dans un milieu furieux de plaisir ou déjà déliquescent, les meilleurs, ceux qui veulent apprendre et chercher des occasions de penser, de s'améliorer, de grandir en écrivains, en artistes, même en apôtres de quelque vérité, ceux qui se dirigent pieusement vers les musées, les écoles, les bibliothèques, et ravivent leur idéal au contact d'autres hommes également épris de grandes choses, ceux-là ne sont-ils pas aussi les immigrants des cités et n'est-ce pas grâce à eux que le char de la civilisation humaine continue de rouler à travers les âges? Quand les villes s'accroissent, l'humanité progresse, quand elles diminuent, le corps social menacé régresse vers la barbarie.

Avant de s'être donné la peine de réfléchir, on peut s'imaginer volontiers que les villes se soient distribuées au hasard, et, de fait, nombre de récits nous montrent des fondateurs de cités s'en remettant au destin pour le choix de l'emplacement où s'établiront les foyers domestiques, où se dresseront les murailles protectrices : c'est du vol des oiseaux, de l'arrêt d'un cerf forcé à la course, de l'échouement d'un navire que dépend la construction de la ville. La capitale de l'Islande, Reykjavik, naquit ainsi de par la volonté des dieux [1]

1. Labonne, *Annuaire du Club alpin*, 1886.

En 874, lorsque le fugitif Ingolfr, arrivant en vue de l'Islande, lança dans la mer les images de bois qui représentaient les idoles du foyer, il

N° 483. Villages normalement espacés.

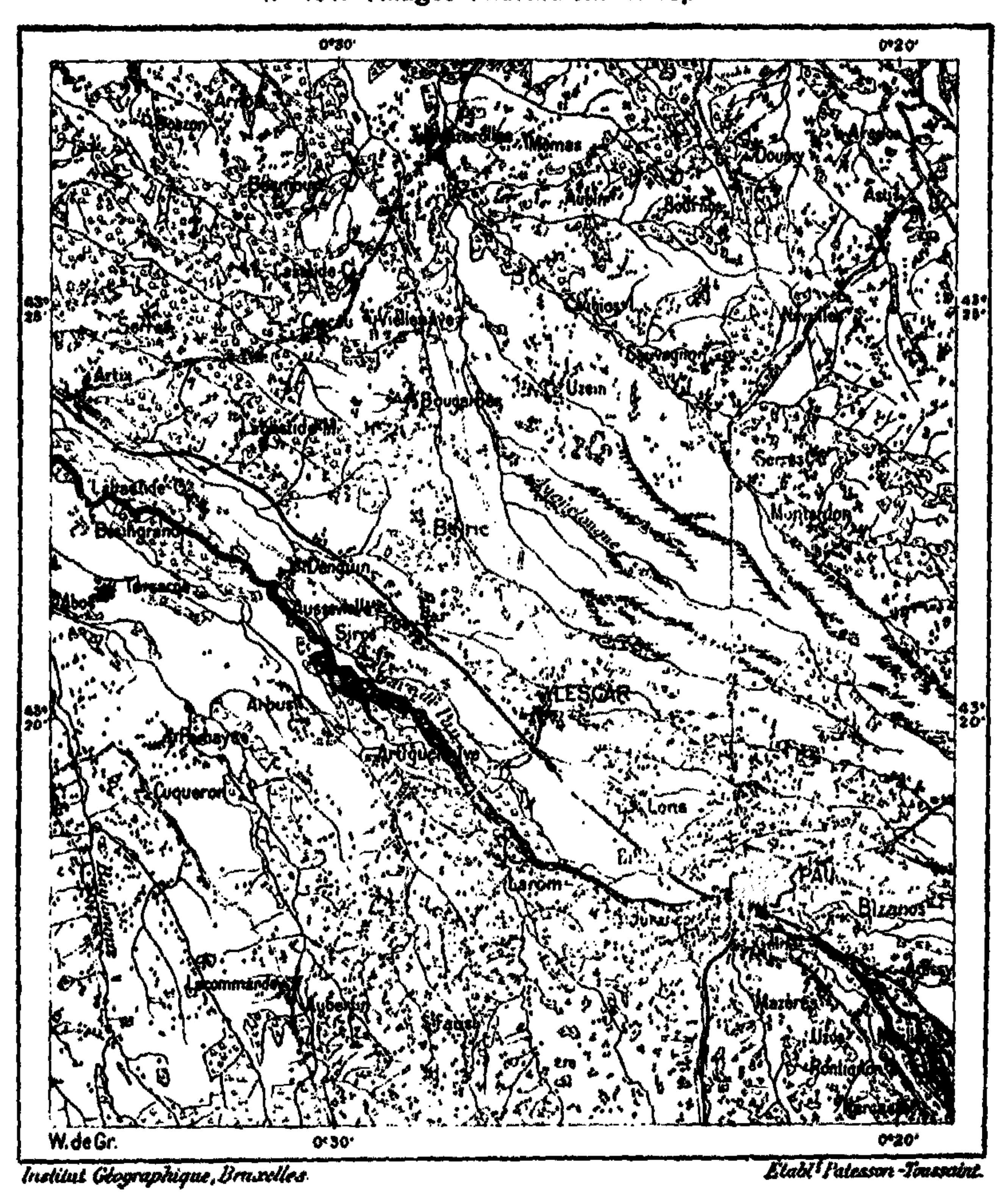


essaya vainement de les suivre : elles lui faussèrent compagnie, et il dut fonder sur le rivage un campement temporaire, jusqu'à ce que, trois ans après, il retrouvât les bois sacrés près desquels il transféra sa ville,

d'ailleurs aussi avantageusement située qu'elle peut l'être en ce redou table « Pays des Glaces ».

Si la Terre était complètement uniforme dans son relief, dans la

N° 484. Villages anormalement espacés.



Institut Géographique, Bruxelles. *Etabl.t Paleson-Toussaint.*

1 : 200000

0 1 5 10Kil.

qualité du sol et les conditions du climat, les villes occuperaient une position géométrique pour ainsi dire : l'attraction mutuelle, l'instinct de société, la facilité des échanges les auraient fait naître à des distances égales les unes des autres. Etant donnée une région plane, sans obstacles

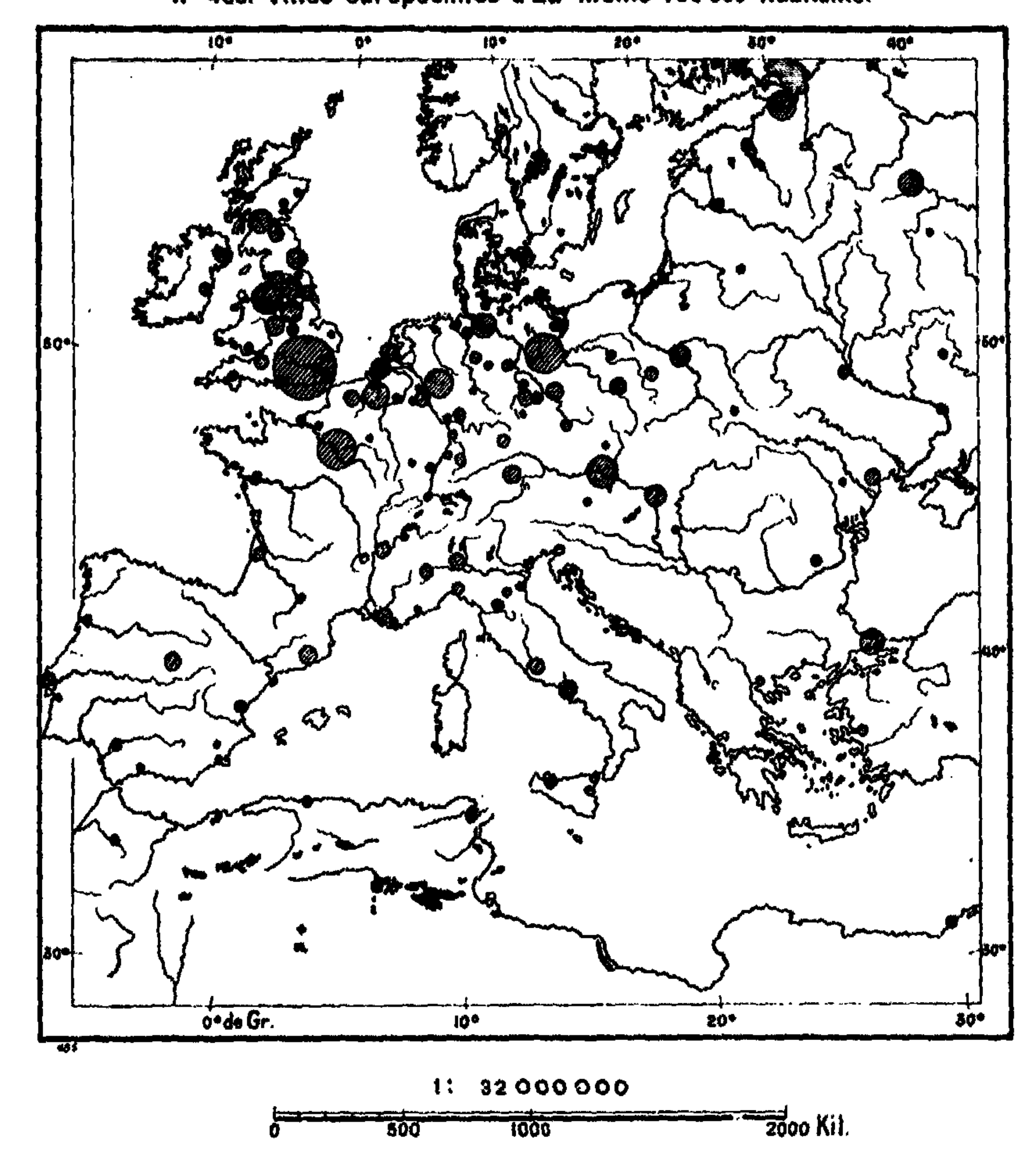
naturels, sans fleuve, sans port, située d'une manière particulièrement favorable, et non divisée en Etats politiques distincts, la plus grande cité se fût élevée directement au centre du pays ; les villes secondaires se seraient réparties à des intervalles égaux sur le pourtour, espacées rythmiquement, et chacune d'elles aurait eu son système planétaire de villes inférieures, ayant leur cortège de villages. La distance normale d'une journée de marche, tel devrait être sur une plaine uniforme l'intervalle entre les diverses agglomérations urbaines : le nombre de lieues parcourues par un marcheur ordinaire entre l'aube et le crépuscule, soit douze à quinze correspondant aux heures du jour, constitue l'étape régulière d'une ville à l'autre. La domestication des animaux, puis l'invention des roues, et, depuis, les machines ont, graduellement ou brusquement, modifié les mesures primitives : le pas de la monture, puis le tour d'essieu déterminèrent l'écart normal entre les grandes réunions d'hommes. Quant aux villages, leur distance moyenne a pour étalon le parcours que peut fournir l'agriculteur poussant sa brouette chargée de foin ou d'épis. L'eau pour le bétail, le transport facile des fruits du sol, voilà ce qui règle l'emplacement de l'étable, du grenier et de la chaumière.

En nombre de contrées peuplées depuis longtemps et présentant encore dans la distribution urbaine de leurs habitants les distances primitives, on retrouve, dans le désordre apparent des villes, un ordre de répartition qui fut évidemment réglé jadis par le pas des marcheurs. Dans la « Fleur du Milieu », en Russie, où les voies ferrées sont de création relativement récente, en France même, on peut constater l'étonnante régularité avec laquelle se distribuèrent les agglomérations urbaines avant que les exploitations minières et industrielles vinssent troubler l'équilibre naturel des populations [1]. Ainsi, la ville capitale de la France, Paris, s'est entourée, vers les frontières ou les côtes du pays, de cités dont l'importance ne le cède qu'à la sienne : Bordeaux, Nantes, Rouen, Lille, Nancy, Lyon. L'antique ville, phénicienne puis grecque, de Marseille appartient par ses origines à une autre phase de l'histoire que les cités gauloises, puis françaises ; cependant sa position s'harmonise avec la leur, car elle se trouve à l'extrémité méditerranéenne d'un rayon qui doublerait la distance normale de Paris aux grandes planètes urbaines de son orbite. Entre la capitale et les chefs-lieux de deuxième

1. Gobert, *le Gerotype*.

ordre, se fondèrent, à des intervalles sensiblement égaux, des cités moindres, mais encore considérables, séparées par une double étape, soit

N° 485. Villes européennes d'au moins 100 000 habitants.



La surface des cercles est proportionnelle à la population des villes qu'ils représentent à raison de 150 000 habitants par millimètre carré environ. Les seules agglomérations de 100 000 habitants sont reportées ici, autant que possible avec leurs faubourgs. En outre, un certain nombre de villes ont dû être fusionnées en un seul cercle. Voici les groupes : South Shields, Gateshead, Sunderland et Newcastle. — Preston, Blackburn et Burnley. — Halifax, Bradford et Leeds. — Birkenhead, Oldham, Manchester et Liverpool. — Derby, Nottingham et Sheffield. — Wolverhampton, Salford et Birmingham. — Southampton, Brighton et Portsmouth avec Londres. — La Haye et Rotterdam. — Gand, Anvers et Bruxelles. — Roubaix et Lille. — Altona et Hambourg. — Schöneberg, Rixdorf, Charlottenburg et Berlin. — Bochum, Gelsenkirchen, Barmen, Elberfeld, Dortmund, Duisburg, Essen et Dusseldorf.

de vingt-cinq à trente « lieues » : Orléans, Tours, Poitiers, Angoulême. Enfin, à moitié chemin de chacun de ces centres de troisième ordre se

sont formées des villes modestes, indiquant l'étape moyenne : Étampes, Amboise, Châtellerault, Ruffec, Libourne. Ainsi le voyageur, traversant la France, *trouvait alternativement* une ville de simple délassement et une ville de complet réconfort : la première suffisait au piéton, la seconde convenait au cavalier. Sur presque toutes les routes, le rythme des cités se produit de la même manière, cadence *naturelle réglée* par la marche des hommes, des chevaux et des voitures.

Les irrégularités du réseau des étapes s'expliquent toutes par les traits du relief, le cours des fleuves, les mille contrastes de la géographie. La nature *du sol, en premier lieu,* détermine les hommes dans leur choix d'un emplacement pour les demeures. Le village ne peut naître que là où naît l'épi ; il s'écarte de la lande ingrate, des amas de graviers, des argiles dures à défoncer, et surgit d'abord *spontanément dans* le *voisinage* des terres meubles, faciles à labourer, et non dans les régions basses et humides, d'une fécondité exceptionnelle : l'histoire de l'agriculture montre même que ces alluvions molles éloignent l'homme par leur insalubrité ; elles ne *furent* mises en culture que par des efforts collectifs, répondant à une période de l'humanité déjà très avancée.

Les terres trop inégales, de même que les sols trop arides, n'attirent pas non plus les populations, empêchent ou retardent la fondation des cités. Les glaciers, les neiges, les vents froids expulsent, pour ainsi dire, les hommes des âpres vallées des montagnes : la tendance naturelle des villes est de se fonder immédiatement en dehors de la région difficile, au premier endroit favorable qui *se présente à* l'issue même des vallées. Chaque torrent a sa ville riveraine dans la campagne basse, là où son lit, soudainement élargi, se ramifie en une multitude de branches à travers les graviers. Chaque double, triple ou quadruple confluent de vallées fait naître une *grande* agglomération, d'autant plus considérable, toutes choses égales d'ailleurs, que les lits convergents roulent une eau plus abondante. Est-il position plus naturellement indiquée que celle de Zaragoza, sur le milieu du cours de l'Ebre, au *croisement* de la double vallée où coulent le Gallayo et le Huerva? Et la cité de Toulouse, métropole du midi de la France, n'occupe-t-elle pas un lieu que le doigt d'un enfant aurait pu signaler d'avance comme un rendez-vous de peuples, l'endroit où commence la *navigation* fluviale, au-dessous du confluent de la haute Garonne, de l'Ariège et du Lers? Aux deux angles occidentaux de la Suisse, Bâle et Genève se sont élevées au carrefour des grandes

voies suivies par les peuples migrateurs, et, sur le versant méridional des Alpes, toutes les vallées sans exception ont à leur porte de sortie une ville gardienne; de puissantes cités, Milan et tant d'autres, marquent les points de convergence, et la haute vallée du Pô, constituant les trois quarts d'un cercle immense, a pour centre naturel la ville de Turin.

Sur le cours inférieur du fleuve, la fondation de cités est déterminée par des conditions analogues du milieu : au bec de deux courants ou sur un point de diramation des trois, quatre voies navigables ou des routes naturelles qui se présentent à la fois, au lieu des deux uniques de l'amont et de l'aval. Ailleurs d'autres groupes se fixent aux escales d'arrêt nécessaires, rapides, cascades, défilés rocheux, où viennent mouiller les barques, où se transbordent les marchandises; les étroits des fleuves, là où le passage de rive à rive se fait avec facilité, sont aussi des endroits indiqués pour un emplacement de village ou même de ville, si d'autres avantages s'ajoutent à celui qu'offre le rétrécissement fluvial. Telle courbe bien marquée d'un cours d'eau, rapprochant sa vallée d'un grand centre d'activité situé dans un autre bassin, peut inviter aussi les hommes en grand nombre. C'est ainsi qu'Orléans a dû se bâtir sur la rive de la Loire qui se développe le plus au nord dans la direction de Paris, et que Tzaritsin se trouve à l'endroit où la Volga se rapproche du Don. Enfin, sur chaque fleuve, le point vital par excellence est l'endroit, voisin de l'embouchure, où la marée montante vient arrêter et soutenir le courant supérieur et où les embarcations, amenées par le courant d'eau douce, rencontrent naturellement les navires de mer voguant avec le flux. Dans l'organisation hydrographique, ce lieu de rencontre peut être assimilé au collet de l'arbre, entre le système de végétation aérienne et celui des racines profondes, c'est la forme normale du grand port européen sur les mers à marée : Hambourg ou Londres, Anvers ou Bordeaux.

Les découpures du littoral influent aussi sur la répartition des villes. Certaines côtes sablonneuses à peine infléchies, inabordables aux navires, si ce n'est pendant les rares journées de calme plat, sont autant que possible évitées par l'homme de l'intérieur aussi bien que par le marin aventuré sur l'océan. Ainsi la côte, de 220 kilomètres en longueur, qui se profile en droite ligne de l'estuaire de la Gironde à la bouche de l'Adour, n'a d'autre ville que la petite Arcachon, simple lieu de bains et de villégiature, située en arrière de la rive, en dedans du rempart formé par les dunes du cap Ferret. De même les formidables cordons littoraux

qui bordent les Carolines, le long de l'Atlantique, ne donnent accès, entre Norfolk et Wilmington, qu'à de pauvres bourgs entretenant à grand'peine un dangereux trafic. En d'autres régions côtières, les îles et les îlots, les rochers, les promontoires, les presqu'îles, multipliant les mille déchiquetures et entailles des escarpements, empêchent également la naissance des villes, malgré les avantages que présentent les eaux profondes et bien abritées. La violence d'une nature trop tourmentée ne permet qu'à un petit nombre d'hommes de s'y grouper à l'aise. Les sites les plus favorables sont ceux où la côte, sous un climat tempéré, est accessible à la fois du dehors et du dedans aux véhicules de toute sorte, navires et chariots.

N° 486. Côte déserte.



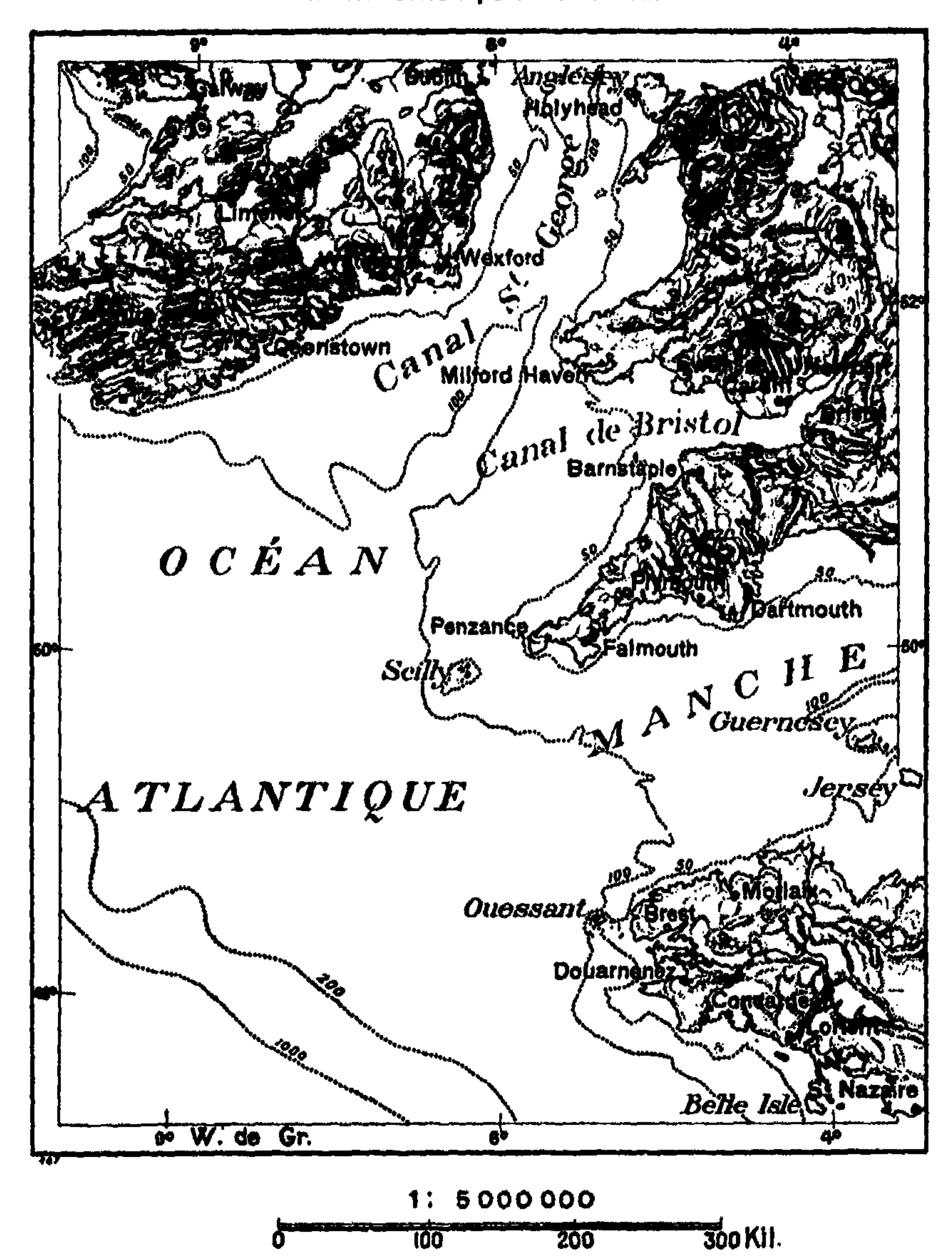
1 : 5 000 000

0 50 100 200 Kil.

Par contraste avec la côte rectiligne des Landes, presque dépourvue de villes et de villages, on peut citer le littoral de la Méditerranée languedocienne entre le delta du Rhône et la bouche de l'Aude. Dans cette région, les centres de population considérables se rapprochent davantage qu'ils ne le font en moyenne dans le reste de la France, bien que la densité kilométrique des habitants ne dépasse point la normale de l'ensemble du territoire. La raison de ce collier de villes doit être cherchée dans la disposition géographique de la contrée. La route que suivaient les hommes d'Italie pour se rendre en Espagne ou en

Aquitaine évitait également les montagnes abruptes de l'intérieur et les marécages, les lacs salins, les bouches fluviales de la côte. La partie

N° 487. Côtes à ports nombreux.



haute, abrupte, très faiblement peuplée, presqu'inhospitalière que limite au sud le mur des Cévennes commence dans le voisinage même

de la mer, et, par suite, le mouvement de l'histoire se trouva rejeté sur la route du littoral méditerranéen. D'autre part, le commerce devait chercher des lieux d'accès, soit à l'embouchure des rivières, celle de l'Aude ou de l'Hérault, ou bien dans une anse protégée artificiellement par des jetées. C'est par l'effet de ces appels que se sont fondées Narbonne, qui eut sa période de puissance mondiale alors qu'elle était la plus populeuse des Gaules; Béziers, qui fut prospère du temps des Phéniciens et qui est encore l'un des grands marchés agricoles de la France; Agde, la ville grecque, à laquelle a succédé en importance Cette, autre ville d'origine hellénique; Montpellier, la capitale intellectuelle du Midi, où les Sarrasins et les Juifs furent les précurseurs de la Renaissance. Au delà, les villes se pressent encore, et l'antique Nîmes, assise au bord de sa fontaine, se raccorde avec le cours du Rhône par les trois cités d'Avignon, de Beaucaire et d'Arles.

Toutes les conditions de la nature, agricoles, géographiques, climatiques, influent en bien ou en mal sur le développement des villes. Chaque avantage augmente leur force d'attraction, chaque désavantage les diminue. La grandeur des groupes urbains se mesure exactement à la somme des privilèges naturels, en admettant, bien entendu, que l'ambiance historique soit identiquement la même. Deux cités, l'une d'Afrique, l'autre d'Europe, se trouvant en des conditions similaires, n'en seront pas moins très différentes, puisque l'évolution de l'histoire environnante diffère pour chacune d'elles : néanmoins il y aura parallélisme dans leurs destinées. Par un phénomène analogue à celui des perturbations astrales, deux centres urbains rapprochés s'influencent mutuellement, soit pour se développer de concert lorsque leurs avantages se complètent, telles Liverpool, la commerçante, et Manchester, la manufacturière, soit pour se nuire lorsque les privilèges sont de même ordre : c'est ainsi que, près de Bordeaux, sur le fleuve Garonne, la ville de Libourne, située de l'autre côté de l' « Entre-deux-Mers », sur le fleuve Dordogne, aurait pu rendre au trafic des services presque identiques; mais le voisinage de la première a fait tort à la seconde; celle-ci, mangée par sa rivale, et perdant, à peu de chose près, toute sa valeur maritime, n'a plus d'importance que comme lieu d'étape continentale.

Il faut constater aussi ce phénomène remarquable que la force géographique peut, comme celle de la chaleur ou de l'électricité, se transporter à distance, agir au loin de son foyer et faire surgir par contre-

coup une ville dans un site que des raisons diverses rendent préférable au lieu d'origine. On peut citer en exemple trois des ports de la Méditerranée où les deltas fluviaux créent des conditions spéciales pour les villes d'échange : Alexandrie, qui, malgré son éloignement du courant nilotique, n'en est pas moins l'entrepôt commercial de tout le bassin, Venise, le port de la plaine padane, et Marseille, celui de la vallée du



Cl. J. Kuhn, édit.

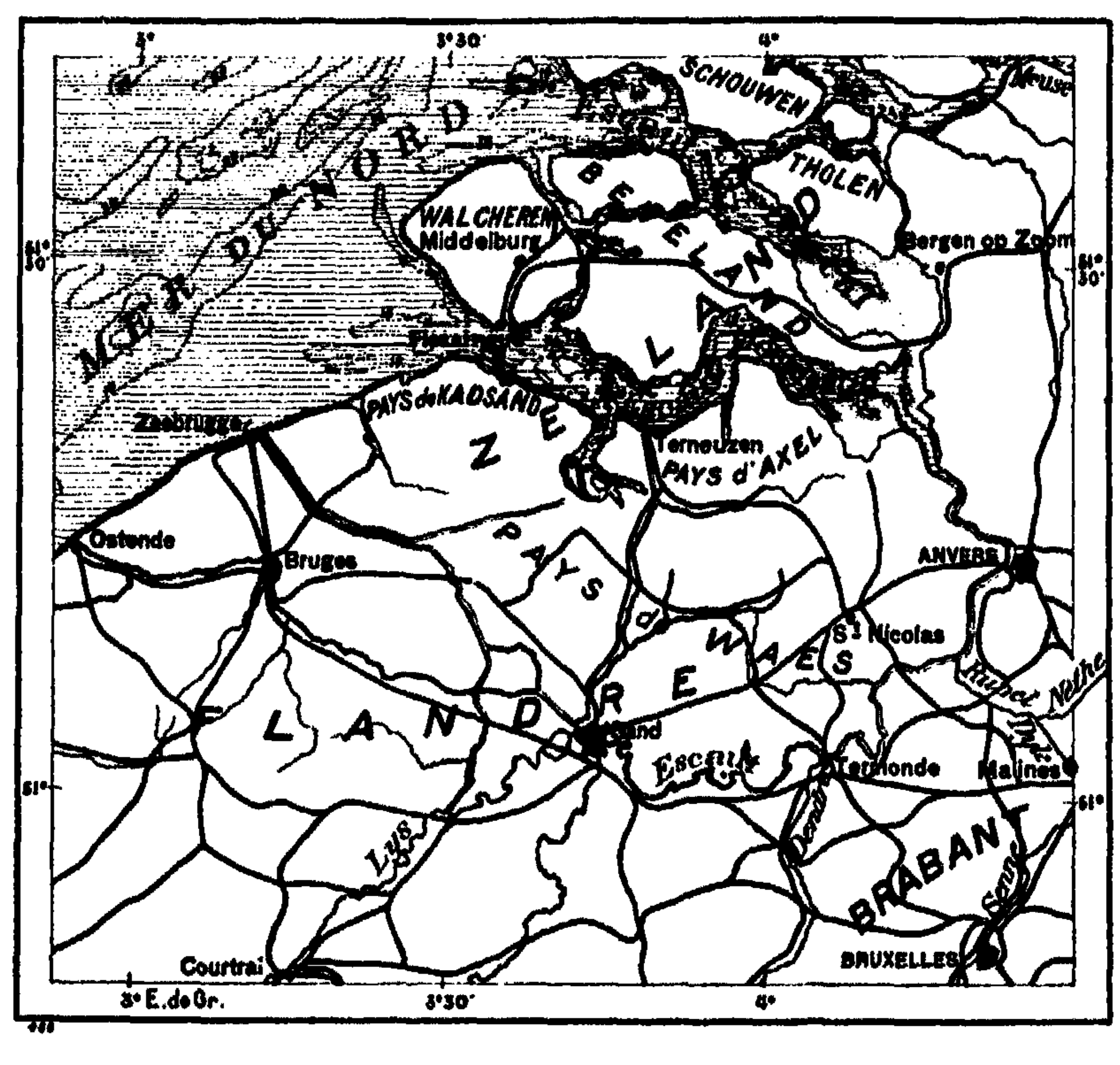
MARSEILLE ET LE PORT, VUS DE NOTRE-DAME DE LA GARDE

Rhône. Éloignée de vingt kilomètres de l'embouchure du Dniepr, Odessa en surveille le trafic.

Après les avantages du climat et du sol, ceux du sous-sol exercent parfois une influence décisive. Telle ville naît brusquement en un site défavorable en apparence, grâce à la richesse souterraine de la contrée en pierres à bâtir, en argiles à façonner ou à sculpter, en substances chimiques, en métaux de toute espèce, en combustibles minéraux. Ainsi Potosi, Cerro de Pasco, Virginia-City sont nées en des régions où jamais, sans la présence des veines d'argent, ville n'aurait pu se fonder, Merthyr-Tydfil, Le Creusot, Essen, Liège, Scranton sont des créations de la houille. Toutes les forces naturelles, naguère inutilisées, font naître

des cités nouvelles précisément aux endroits que l'on évitait jadis, soit au pied des cataractes, comme Ottawa, soit dans les montagnes, à portée des conduites qui distribuent l'électricité, comme dans les vallées de la

N° 488. Un port d'estuaire : Anvers et l'Escaut.



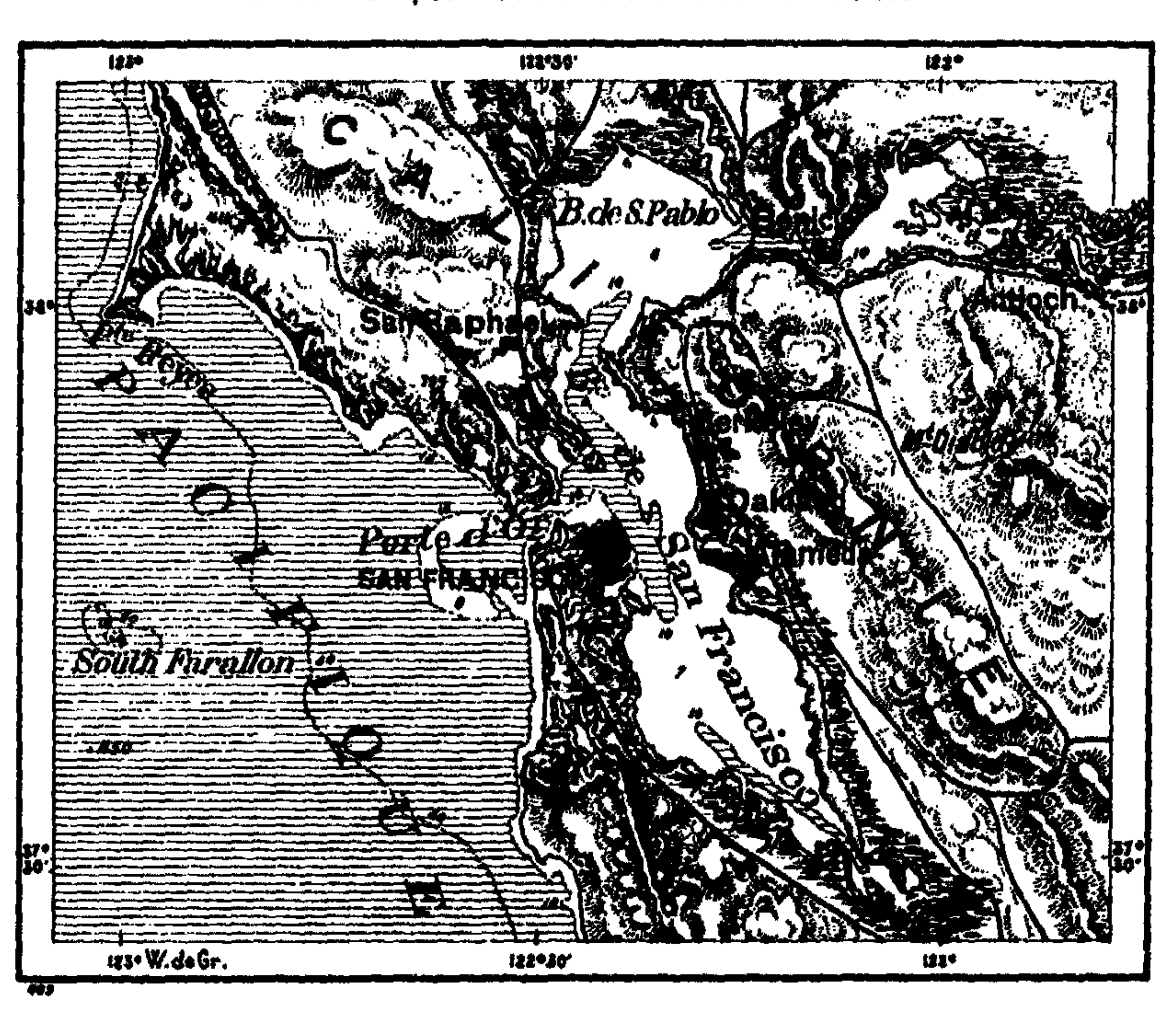
La navigation est excessivement difficile dans l'Escaut, à cause des bancs de sable, des coudes brusques du chenal, des courants de marée et des brouillards fréquents. Malgré cela, le port d'Anvers est extrêmement prospère. Le port de Zeebrugge, récemment ouvert au trafic ainsi que le canal maritime le reliant à Bruges, doit rendre des services au commerce belge sans nuire à Ostende, ni à Anvers.

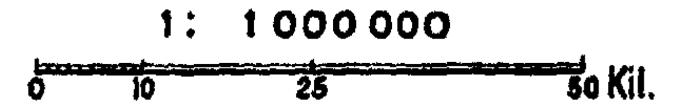
Suisse. Chaque acquisition de l'homme crée des points vitaux en des lieux imprévus, de même que chaque nouvel organe se donne des centres nerveux correspondants. Quel changement rapide dans la répartition des villes, lorsque l'homme sera devenu maître de l'aviation et de l'aéronautique ! De même qu'il recherche maintenant au bord de la mer des endroits favorables pour expédier et recevoir les navires, de

même il se sentira naturellement porté comme l'aigle vers les hautes cimes d'où son regard embrassera l'infini de l'espace.

A mesure que s'agrandit le domaine de l'humanité consciente et que les attractions se font sentir sur un espace plus étendu, les villes appar-

N° 489. Un port de haute mer : San Francisco.





tenant à un organisme plus vaste peuvent ajouter aux avantages spéciaux, cause de leur naissance, des privilèges d'une nature plus générale qui leur assurent un rôle historique d'importance majeure. C'est ainsi que Rome, Paris, Berlin, nous l'avons vu, n'ont cessé d'acquérir, dans leur agrandissement même, de nouvelles causes d'agrandissement[1]; et ne peut-on en dire autant de Londres, actuellement la plus grande cité du monde? La principale raison de sa prospérité, la situation du

1. J. G. Kohl, *Die geographische Lage der Hauptstädte Europas.*

port, à la tête de navigation maritime sur la Tamise, a mis la ville, devenue capitale du Royaume-Uni, à même de profiter d'autres avantages qui, sans cela, seraient restés en puissance, mais sans se réaliser jamais. Ainsi de progrès en progrès par rapport à l'ensemble du monde, Londres a fini par devenir le point central que, de toutes les extrémités du globe, on peut en moyenne atteindre le plus facilement.

Dans le développement des cités, il arrive très fréquemment que la croissance ou la décroissance de ces grands organismes s'accomplit d'un mouvement très irrégulier, par à coups que déterminent des évolutions rapides de l'histoire. Ainsi, pour prendre encore l'exemple de Londres, on voit qu'à l'origine, les avantages locaux de cette ville, tout en ayant une certaine importance, n'étaient point de nature à lui procurer le rang qu'elle a pris parmi les autres cités. Certes, sa position, dans une plaine bien limitée au nord par des coteaux protecteurs, au bord d'un grand fleuve et au confluent d'une petite rivière, à l'endroit même où le va-et-vient de la marée facilitait l'alternance de la navigation, l'embarquement et le débarquement des marchandises, toutes ces conditions étaient des plus favorables à Londres pour la faire prévaloir dans sa lutte d'existence avec les autres cités de l'Angleterre, mais ces privilèges locaux ne prirent leur véritable valeur que lorsque les Romains eurent choisi cette position pour en faire le centre de convergence des routes tracées en tous sens dans la moitié méridionale de la grande île. La Rome britannique devait s'élever au lieu choisi comme centre du réseau. Mais lorsque les légions romaines durent abandonner Albion et que toutes les « routes hautes », *high streets*, construites entre les postes militaires et le port de la contrée, eurent été délaissées, Londinium perdit par cela même toute son importance et ne fut plus qu'une simple ville de la Bretagne, réduite, comme tant d'autres, à ses avantages purement locaux, et, pendant deux cents années, elle resta complètement ignorée de l'histoire [1]. Il fallut que les relations se rétablissent avec le continent pour que la position de Londres reprît sa valeur.

Les faveurs administratives, l'appel des courtisans et courtisanes, des fonctionnaires, des policiers, des soldats et la foule intéressée qui se presse autour des « dix mille d'en haut » donnent aux capitales un rôle

1. Gomme, *Village Communities*, pp. 48, 51 ; Green, *The Making of England*, p. 118.

trop distinct pour qu'il convienne de les étudier comme des types de groupe urbain : leur développement est factice en très grande partie. On peut mieux raisonner sur la vie des cités qui doivent leur histoire presque uniquement au milieu géographique. Aucun travail n'est plus fructueux pour un homme studieux que la biographie d'une ville dont l'aspect, mieux encore que les annales, permet de constater sur place les change-



Cl. Schneider et Cie.

LE CREUSOT ET SES USINES

ments successifs se déroulant de siècle en siècle, suivant un certain rythme. On voit reparaître par les yeux de l'esprit la cabane du pêcheur et celle de son voisin le jardinier; deux ou trois fermes parsemaient alors la campagne, un moulin tournait sa roue sous le poids de l'eau plongeante. Plus tard, une tour de guet s'éleva sur la colline. De l'autre côté de la rivière, sur la plage que venait entamer la proue du bac, on construisit une nouvelle hutte; une auberge, une boutique appelèrent les passants et les voyageurs près de la maisonnette du batelier, puis un marché s'établit sur la terrasse nivelée du voisinage. Une voie, de plus en plus largement frayée par les pas de l'homme et des animaux, descendit de la plaine à la rivière, tandis qu'un sentier serpentin écharpa la

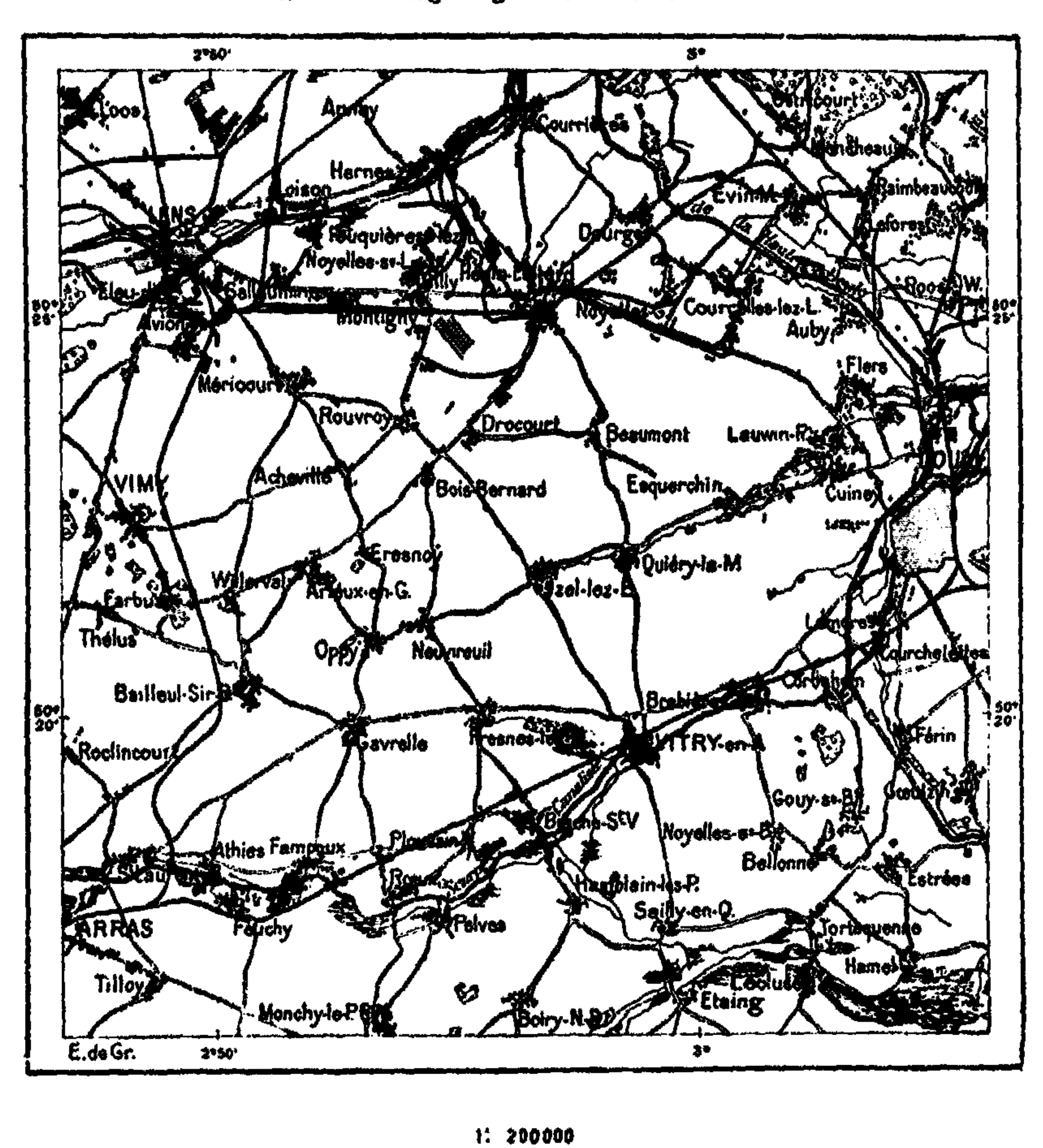
colline; des routes futures commencèrent à se montrer sur l'herbe foulée des champs, et des maisons s'emparèrent des quatre angles du carrefour L'oratoire devint l'église, l'échafaud de guet se fit château fort, caserne ou palais; le village grandit en ville, puis en cité.

La vraie manière d'étudier une agglomération urbaine ayant vécu d'une longue existence historique est de la visiter en détail conformément aux phénomènes de sa croissance. Il faut commencer par le lieu que sacra presque toujours la légende, où fut son berceau, et finir par ses usines et ses dépotoirs.

Chaque ville a son individualité particulière, sa vie propre, sa physionomie, tragique ou dolente chez les unes, gaie, spirituelle chez les autres. Les générations qui s'y succédèrent lui ont laissé leur caractère distinctif; elle constitue une personnalité collective dont l'impression sur l'être isolé est mauvaise ou bonne, hostile ou bienveillante. Mais la ville est aussi un personnage très complexe, et chacun de ses divers quartiers se distingue des autres par une nature particulière. L'étude logique des villes, à la fois dans leur développement historique et dans la physionomie morale de leurs édifices publics et privés, permet de les juger comme on jugerait des individus : on constate quelle est la dominante de leur caractère et jusqu'à quel point, dans la complexité de leurs influences, elles ont été utiles ou funestes au progrès des populations qui se sont trouvées dans leur rayon d'activité. Il est des villes que l'on voit tout d'abord consacrées au travail, mais qui peuvent singulièrement contraster entre elles, suivant le fonctionnement normal ou pathologique donné aux industries locales, qu'elles se développent en des conditions de paix, d'égalité relative et de tolérance mutuelle, ou bien qu'elles soient entraînées dans les remous d'une furieuse concurrence, d'une spéculation chaotique et d'une exploitation féroce de la classe des prolétaires. D'autres villes se montrent à première vue banales, bourgeoises, routinières, sans originalité, sans vie; d'autres ont été bâties pour la domination, pour l'écrasement des pays environnants : ce sont des instruments de conquête et d'oppression ; à leur vue, on éprouve un sentiment de crainte ou d'horreur spontanée. D'autres encore, à l'aspect toujours vieux, même dans leurs parties modernes, sont des lieux d'ombre, de mystère ou de peur, où l'on se sent pénétré des sentiments d'un autre âge, tandis qu'il est des cités éternellement jeunes qui disposent à la joie, où la moindre charpente prend un profil original, où les maisons sont gaies,

comme les habitants d'allure poétique, ajoutant leur propre vie à celle de l'homme. Enfin que de cités à faces multiples où chaque classe de la société trouve des quartiers qui lui ressemblent et dont les siècles ne

N° 490. Villages agricoles et industriels.



modifient que très lentement l'attitude et le langage ! Combien de sites lamentables devant lesquels on voudrait pleurer !

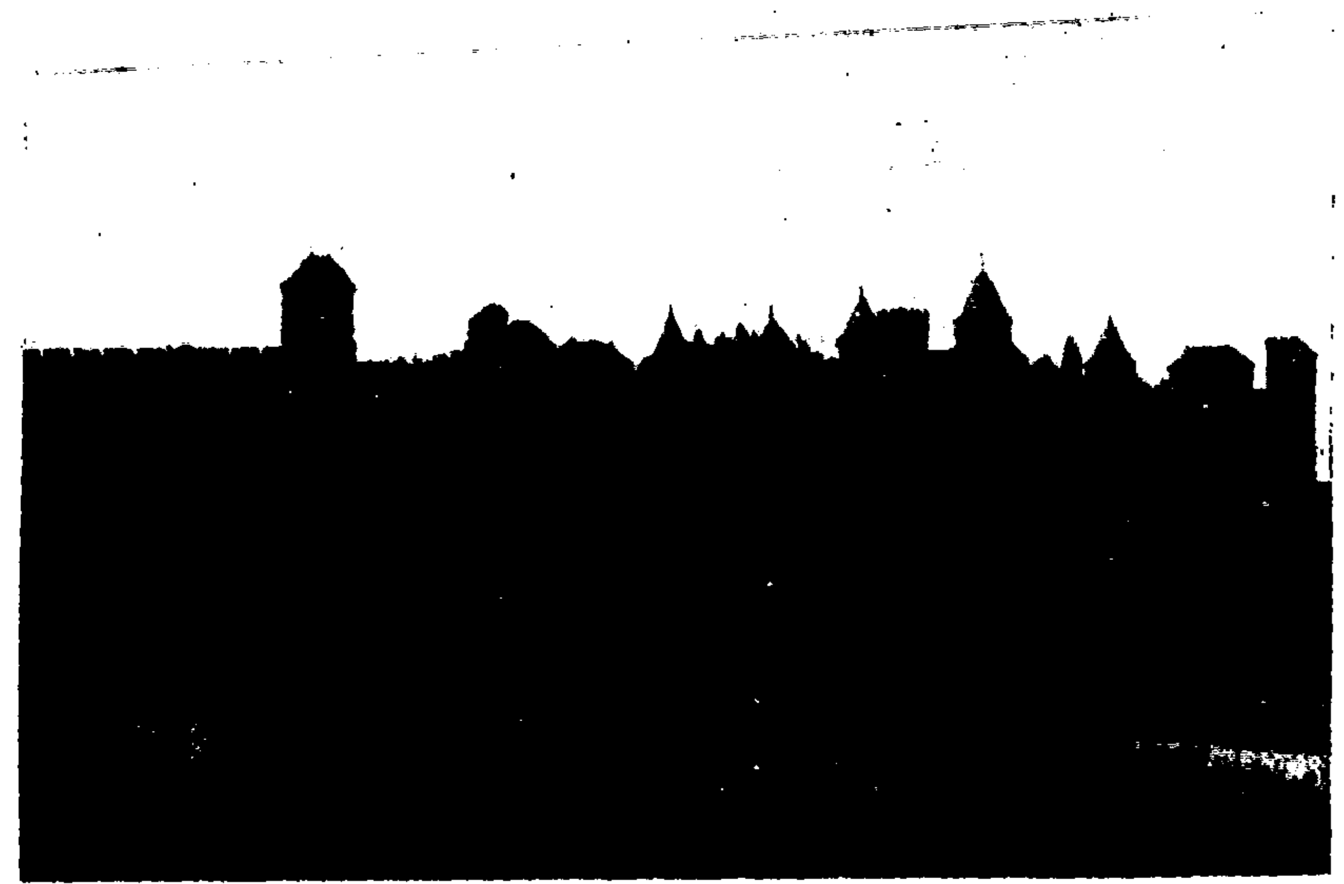
Les contrastes se montrent clairement dans le mode de croissance que présente chaque cité. Suivant l'importance de la direction de ses échanges par terre, celle-ci projette ses faubourgs, comme des tentacules, le long des routes ; de même, celle qui longe un fleuve se continue au loin

sur la berge, en face des lieux d'ancrage et de débarquement. On est souvent frappé de l'inégalité bizarre que présentent deux quartiers riverains, paraissant aussi bien situés l'un que l'autre pour la résidence de l'homme : la cause de cette différence s'explique par la direction du mouvement fluvial. Ainsi la place de Bordeaux suggère aussitôt l'idée que le véritable centre du cercle habité devrait se trouver sur la rive droite du fleuve, à l'endroit où se sont élevées les maisons du petit faubourg de la Bastide : mais la Garonne, décrivant une courbe puissante, longe de ses eaux vivantes les quais de la rive gauche : c'est donc du côté où se jette le véritable fleuve que doit se porter aussi le courant commercial, l'activité politique. La population suit la marche des eaux et s'éloigne des bancs vaseux de la rive droite. Le monopole a fait le reste en s'emparant du faubourg pour l'enserrer de rails et de barrières en cercles entrecroisés et pour l'enlaidir de hangars et d'entrepôts.

On a souvent prétendu que les villes ont une tendance à grandir incessamment dans le sens de l'Ouest. Ce fait que l'on constate en nombre de cas se comprend très bien dans les contrées de l'Europe occidentale et dans celles qui ont un climat analogue, puisqu'en ces pays le côté de l'occident est celui d'où le vent souffle avec le plus de fréquence. Les habitants qui s'établissent dans les quartiers tournés vers l'air libre ont moins à craindre les maladies que les gens demeurant à l'autre extrémité des villes, sous un vent qui s'est chargé d'impuretés en passant au-dessus des cheminées, des bouches d'égout et des milliers ou millions de personnes humaines. En outre, il ne faut pas oublier que les riches, les oisifs, les artistes, qui peuvent jouir pleinement de la contemplation des cieux, ont plus souvent l'occasion d'admirer les beautés du crépuscule que celles de l'aurore : ils suivent inconsciemment le mouvement du soleil dans sa direction de l'est à l'ouest, et, le soir, se plaisent à le voir descendre dans les nuées resplendissantes. Mais que d'exceptions dans cette croissance normale des villes suivant la marche du soleil ! La forme et le relief du sol, l'attraction des beaux sites, la direction des eaux courantes, les quartiers parasitaires nés des nécessités de l'industrie et du commerce ont fréquemment pour effet de détourner les hommes de richesse et de loisir vers d'autres parties de la ville que celle de l'Occident. Bruxelles et Marseille sont deux exemples de cette divergence du type normal.

Par le fait de son développement même, l'agglomération urbaine,

comme tous les organismes, tend à mourir. Obéissant aux conditions du temps, elle se trouve déjà vieille quand surgissent d'autres cités impatientes de vivre à leur tour. Sans doute, elle garde quand même quelques conditions de durée, grâce à la force d'inertie commune de ceux qui l'habitent, grâce à la routine et à la puissance d'appel que tout centre exerce sur le cercle des alentours ; mais, sans compter les accidents mortels qui peuvent frapper les villes aussi bien que les hommes, chaque



Cl. J. Kuhn, édit.

UN COIN DE LA HAUTE VILLE DE CARCASSONNE

personne urbaine ne se rajeunit, ne se refait incessamment qu'à la condition de dépenser une somme d'efforts de plus en plus considérable, et, souvent, elle recule devant cette nécessité constante. La cité doit élargir ses rues et ses places, rebâtir, déplacer ou raser ses murailles, remplacer de vieilles constructions, sans objet désormais, par des édifices répondant à ses besoins nouveaux.

Tandis qu'une ville d'Amérique naît tout accommodée à son milieu, Paris, vieilli, encombré, encrassé, doit se reconstituer tous les jours, et, dans la compétition des existences, ce labeur continu lui crée une très grande infériorité vis à vis des cités nouvelles comme New-York

et Chicago. Telle est la raison pour laquelle, dans les bassins de l'Euphrate et du Nil, des villes immenses comme Babylone, Ninive, Le Caire ont successivement changé de place. Tout en gardant, du moins en partie, son importance historique, grâce aux avantages du lieu, chacune de ces villes devait abandonner ses quartiers surannés et se reporter plus loin, pour éviter les décombres et, souvent aussi, les pestilences, issues des amas d'immondices : généralement le site délaissé des villes qui se déplacent est occupé par des tombeaux.

D'autres causes de mort, plus décisives parce qu'elles ont pour raison le développement même de l'histoire, ont frappé mainte cité jadis fameuse : des circonstances analogues à celles qui la firent naître en ont rendu la destruction inévitable. Ainsi le remplacement d'une route ou d'un carrefour par d'autres voies plus favorables peut supprimer du coup la ville que les transports avaient créée. Alexandrie ruina Péluse, Cartagena-de-las-Indias rendit Puerto-Belle à la solitude des forêts. L'appel du commerce et la répression de la piraterie ont changé de place beaucoup de cités bâties sur le littoral rocheux de la Méditerranée. Jadis elles étaient perchées sur d'âpres collines et ceintes de murailles épaisses pour se défendre contre les seigneurs et les corsaires; maintenant, elles sont descendues de leurs rocs et s'étalent largement sur le bord de la mer : partout le *borgo* est devenu *marina*; à l'Acropole succède le Pirée.

Dans nos sociétés autoritaires où les institutions politiques ont souvent donné à la volonté d'un seul une influence prépondérante, il est arrivé que le caprice d'un souverain plaçât des villes en des endroits où elles ne seraient point nées spontanément. Ayant été fondées en des lieux contre nature, elles n'ont pu se développer qu'au prix d'une énorme déperdition de forces vives. Ainsi se bâtirent, à grands frais, Madrid, Pétersbourg, dont les casines et les hameaux primitifs laissés à eux-mêmes, sans Charles-Quint ni Pierre Ier, ne seraient jamais devenus des cités populeuses comme elles le sont aujourd'hui. Néanmoins, quoique créées par le despotisme, elles doivent au travail associé des hommes de vivre comme si elles avaient une origine normale : non destinées par le relief naturel du sol à devenir des centres, elles le sont pourtant, grâce à la convergence des routes, des canaux, des voies ferrées, des correspondances, des échanges intellectuels. Car la géographie n'est pas chose immuable; elle se fait, se refait tous les jours : à chaque instant, elle se modifie par l'action de l'homme.

Maintenant on ne cite plus guère de César bâtisseur de capitales de grands capitalistes ou spéculateurs, présidents de syndicats financier,



Cl. P. Sellier.

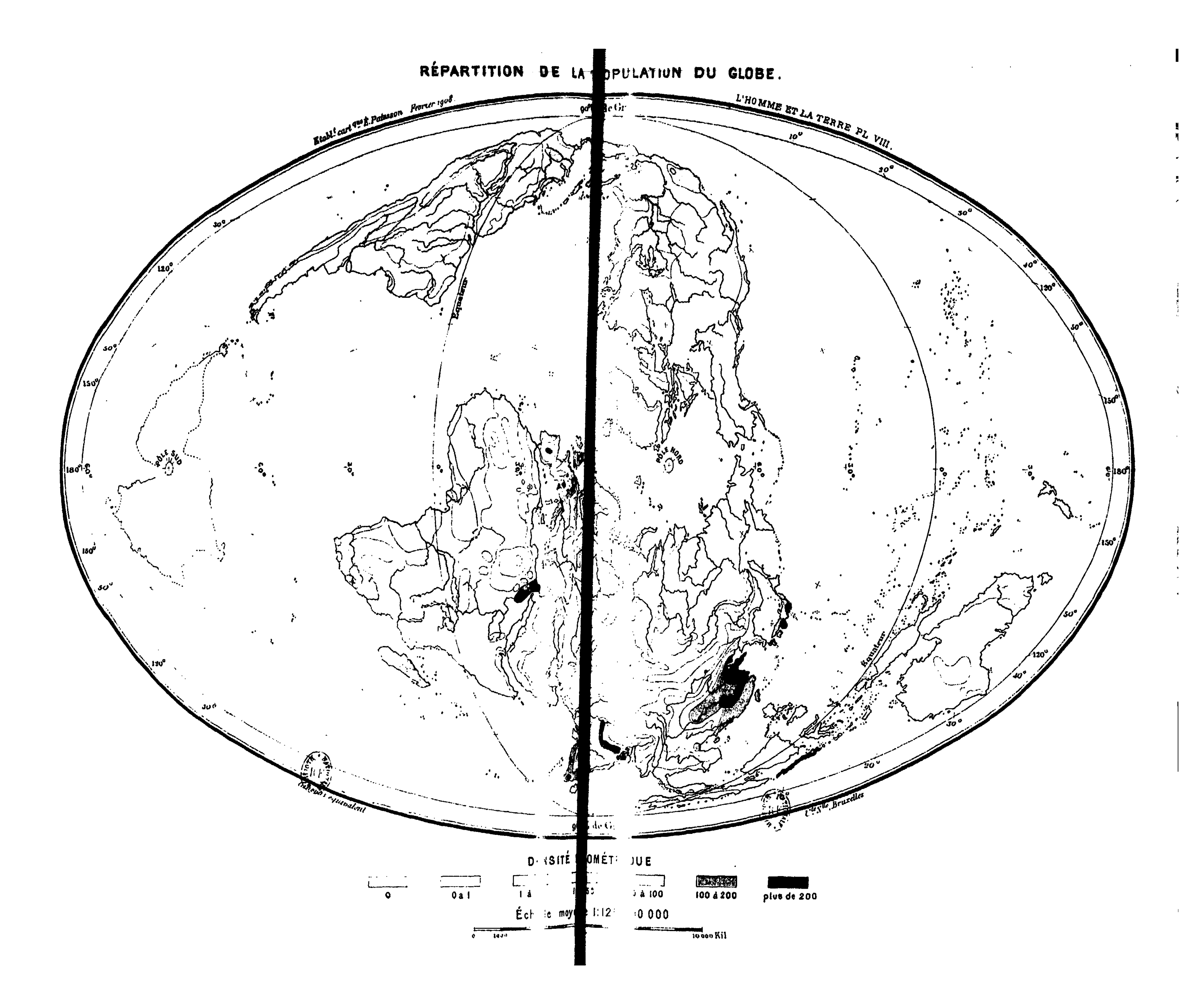
PARIS. L'HEURE DU REPAS, QUARTIER DU TEMPLE
D'après le tableau de V. Gilbert.

leur ont succédé comme fondateurs de villes. On voit les constructions s'ériger en quelques mois sur une étendue considérable avec un outillage

splendide, un aménagement merveilleux; même les écoles, les bibliothèques et les musées n'y manquent point. Si le choix des emplacements est favorable, les créations nouvelles sont entraînées dans le mouvement général de la vie, et le Creusot, Crewe, Barrow-on-Furness, Denver, la Plata prennent rang parmi les centres de population; mais le site a-t-il été mal choisi, les villes meurent avec les intérêts particuliers qui leur donnèrent naissance: Cheyenne-City, cessant d'être la gare terminale d'un chemin de fer, expédie ses maisonnettes plus avant sur la ligne ferrée, et Carson-City disparaît quand s'épuisent les mines d'argent qui groupèrent les habitants dans ce désert affreux. D'ailleurs, si le caprice du capital essaie parfois de fonder des villes que les intérêts généraux de la société condamnent à périr, il détruit aussi de nombreux groupes de populations qui ne demanderaient qu'à vivre. Ne voit-on pas, dans la grande banlieue de mainte importante cité de gros banquiers et propriétaires terriens augmentant chaque année leur domaine de centaines d'hectares, changeant méthodiquement les cultures en plantations ou en parcs à faisans ou à gros gibier, et rasant tous les hameaux et villages pour leur substituer de distance en distance quelques maisonnettes de gardiens?

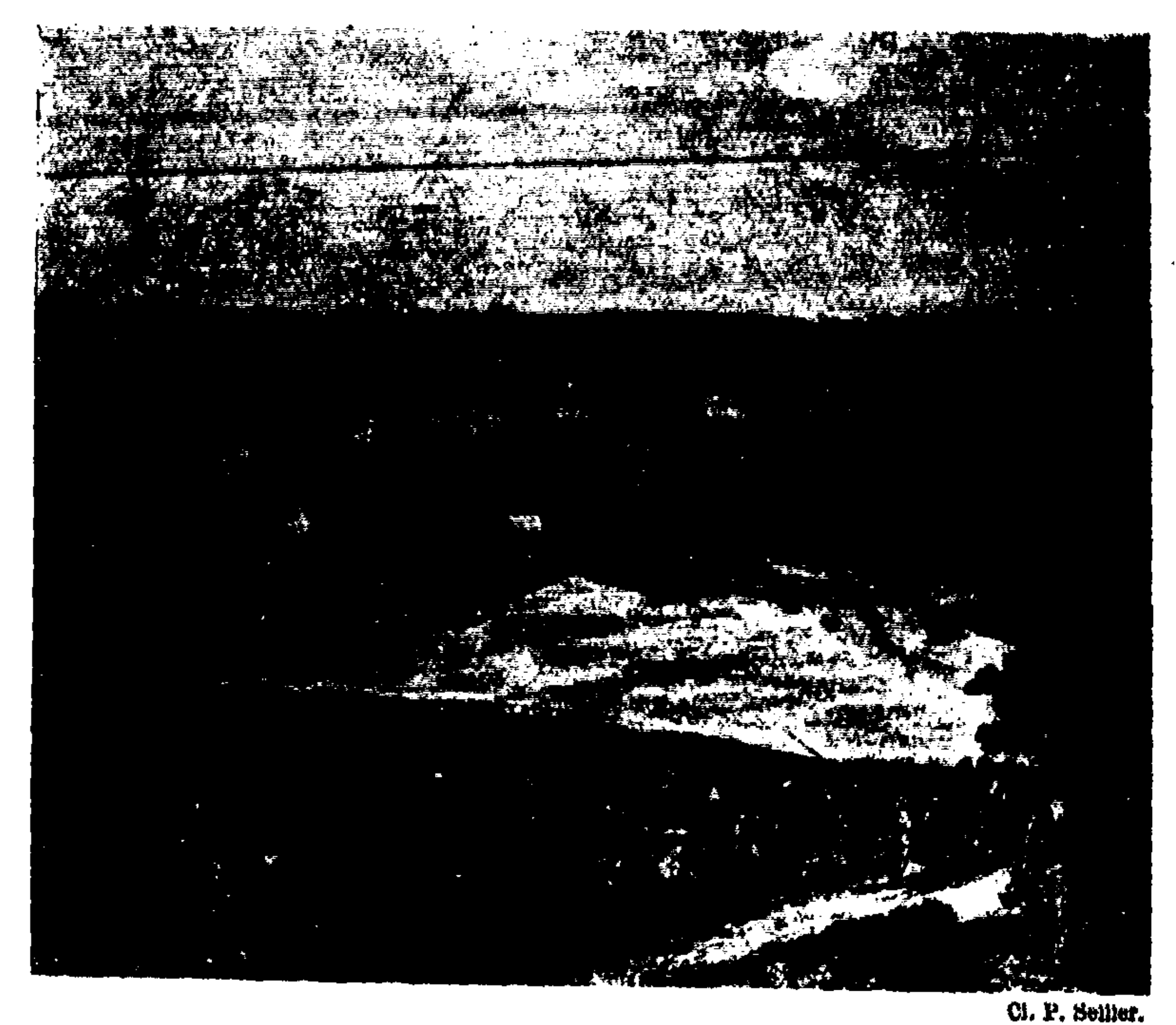
Parmi les villes qui sont à demi ou même complètement factices et qui ne répondent pas aux besoins réels des sociétés travailleuses laissées à elles-mêmes, il faut citer aussi les places de guerre, du moins celles que font construire de nos jours les grands États centralisés. Il n'en était pas ainsi lorsque la cité contenait toute la tribu ou formait le noyau naturel de la nation: alors il lui fallait bien se protéger en élevant des remparts qui suivaient exactement le pourtour des quartiers et dressaient à leurs angles des tours de guet. A cette époque, la citadelle, où tous les citoyens se réfugiaient en cas de danger suprême, n'était autre que le temple, bâti au haut de la colline gardienne, le monument devenu sacré par les statues des dieux. Les villes qui constituaient un organisme double comme Athènes, Mégare, Corinthe devaient protéger même la route intermédiaire par de longs murs parallèles.

L'ensemble des fortifications, s'expliquant par la nature du sol, prenait dans le paysage un aspect harmonieux et pittoresque. Mais, en nos jours d'extrême division du travail, où la force militaire est devenue pratiquement indépendante de la nation et où nul civil ne peut s'ingérer à donner son avis en matière stratégique, la plupart des



RÉPARTITION DE LA
PULATION DU GLOBE.
L'HOMME ET LA TERRE PL. VIII.
PÔLE SUD
PÔLE NORD
Equateur
Bruxelles
0
0 à 1
100 à 200
plus de 200
10 000 Kil

villes fortes ont des contours tout à fait disgracieux, sans aucune harmonie avec les ondulations du sol, coupant le pays suivant des tracés offensants pour le regard. Du moins, les ingénieurs italiens de la Renaissance, puis Vauban et ses émules s'essayaient-ils à dessiner le profil de leurs places fortifiées suivant une symétrie parfaite : quelques-uns de ces ouvrages, ayant l'aspect de croix à étoiles avec



Cl. P. Sellier.

LA VILLE D'AIRE-SUR-LA-LYS

Aire subit plusieurs sièges aux dix-septième et dix-huitième siècles ; ses fortifications ont perdu toute valeur depuis longtemps.

rayons et gemmes, contrastent régulièrement par les murs blancs de leurs bastions et redans avec la calme placidité des campagnes ombreuses. Mais nos places modernes n'ont plus l'ambition de se faire belles ; cette préoccupation n'existe pas dans l'esprit des constructeurs. D'un regard jeté sur le plan des villes fortes, on voit, en effet, qu'elles sont laides, hideuses, en désaccord complet avec leur milieu. Loin d'épouser les contours du pays, de prolonger librement ses bras dans les campagnes, la place de guerre est comme amputée de ses membres,

atteinte dans ses organes essentiels. Que l'on constate la triste forme extérieure prise par des cités comme Strasbourg, Metz, Lille! Cette dernière ville s'est trouvée tellement à l'étroit dans ses remparts qu'elle a dû, pour ainsi dire, résurgir en dehors de la zone des servitudes militaires. Roubaix et Tourcoing doublent l'agglomération fortifiée et, aujourd'hui, on cherche à regrouper les trois éléments en un tout harmonieux au moyen de larges boulevards.

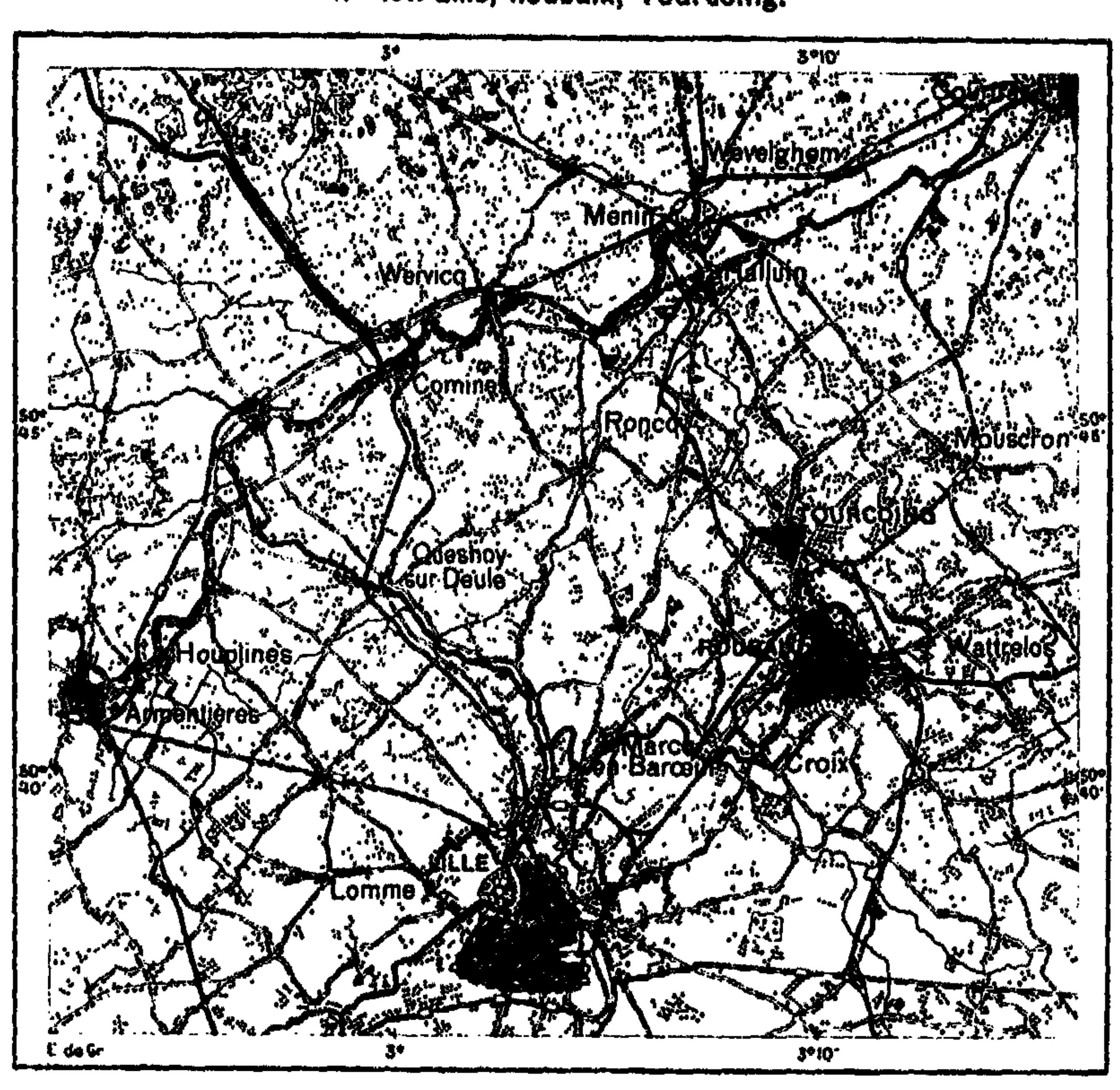
Malgré la beauté de quelques édifices, la grâce de ses promenades, l'attirance de sa population, Paris est aussi une des villes qu'enlaidit la brutale enceinte. Dégagé de ce déplaisant ovale en lignes brisées, l'organisme se serait développé d'une façon esthétique et rationnelle, il aurait pris une figure élégante donnée par la vie.

Une autre cause de laideur dans nos villes modernes provient de l'invasion des grandes industries manufacturières. Presque chaque agglomération urbaine est assombrie par un ou plusieurs faubourgs, hérissés de cheminées puantes, traversés de rues noires : d'immenses constructions les bordent, aveugles ou percées d'innombrables fenêtres à l'écœurante symétrie. Le sol tremble sous l'effort des machines en mouvement, sous le poids des camions et des trains de marchandises. Que de villes, surtout dans la jeune Amérique, où l'air est presque irrespirable, où tout ce que l'on aperçoit, le sol, les routes, les murailles, le ciel, suinte la boue et le charbon! Peut-on se rappeler sans horreur et dégoût une agglomération minière comme cette interminable et sinueuse Scranton, dont les soixante-dix mille habitants n'ont pas même un hectare de gazon souillé et de feuillages noircis pour consoler les yeux de toutes les hideurs de l'usine! Et l'énorme Pittsburg, avec sa couronne semi-circulaire de hauts faubourgs qui flambent et qui fument, comment se l'imaginer sous une atmosphère plus salie, quoique, d'après les indigènes, elle ait gagné en propreté des rues et en clarté des horizons depuis l'introduction du gaz naturel dans les usines? D'autres villes, moins noires, sont à peine moins hideuses, de par le fait des compagnies de voies ferrées qui se sont emparées des rues, des places, des promenades et qui font renâcler et siffler leurs locomotives en écrasant la foule sur leur parcours. Quelques-uns des plus beaux sites de la Terre ont été déshonorés : ainsi c'est en vain qu'à Buffalo le promeneur essaierait de suivre la rive de l'admirable fleuve Niagara, à travers fondrières, croisements de

lignes, canaux vaseux, amas de graviers et d'ordures et toutes les immondices de la cité.

Une spéculation barbare enlaidit aussi les rues par ses lotissements de terrain, où les entrepreneurs élèvent de vastes quartiers, combinés

N° 491. Lille, Roubaix, Tourcoing.



1 : 250 000

0 2 5 10 15 kil.

Toutes les villes dont les noms sont indiqués ont au moins 5 000 habitants. La densité de population de ce territoire à cheval sur la frontière, est d'environ 1 000 habitants par kilomètre carré.

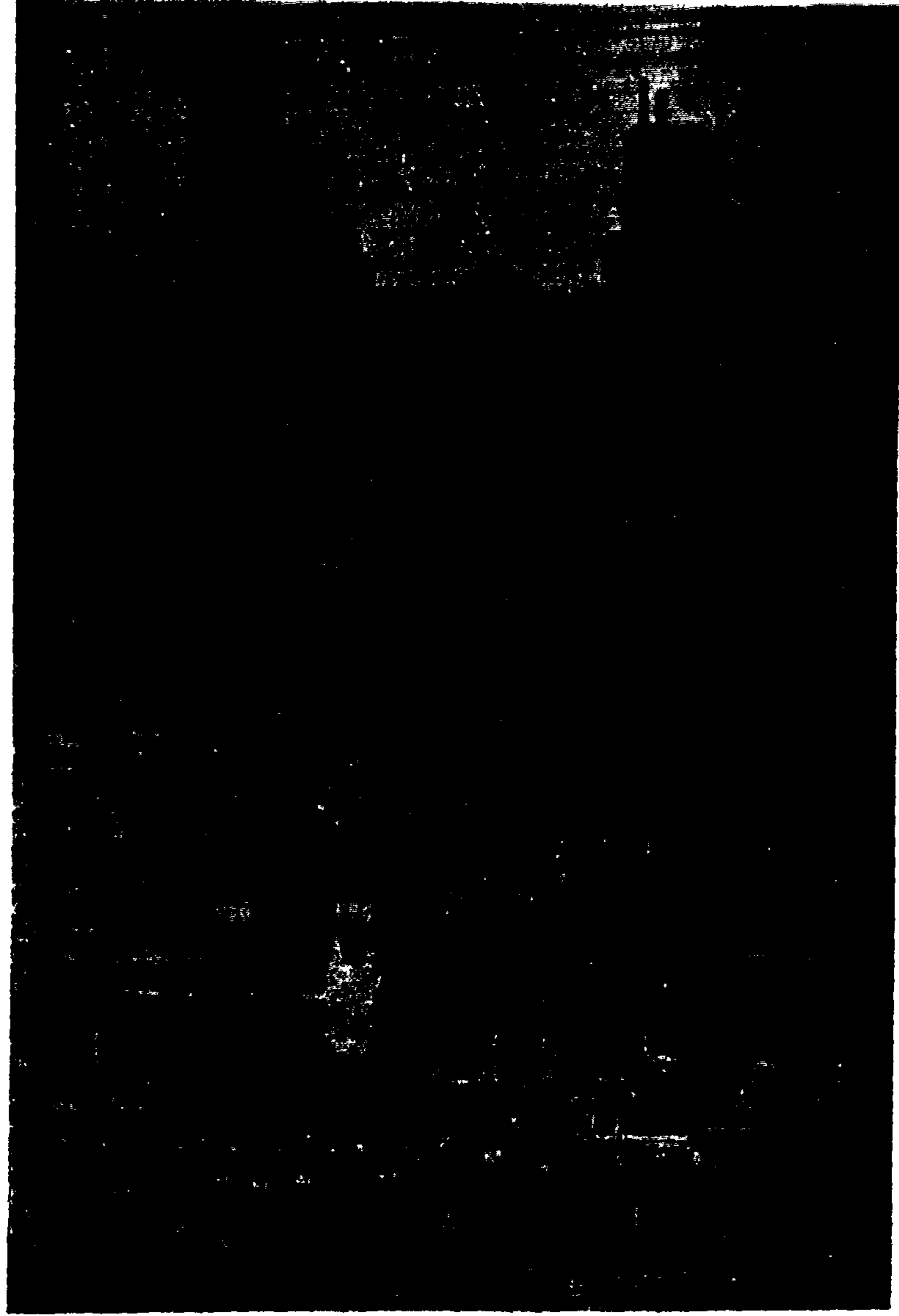
d'avance par des architectes qui n'ont pas même visité les emplacements, et bien moins encore se sont donné la peine d'interroger les futurs habitants; ils dressent ici une église ogivale pour les épiscopaux, ailleurs, une bâtisse romane pour les presbytériens, plus loin, une sorte de panthéon pour les baptistes, tracent leurs rues en carrés et

en losanges, varient bizarrement le dessin géométrique des places et le style des maisons, tout en gardant religieusement les coins les plus avantageux pour les débits de boissons funestes. Villes factices, construites sur un type banal et témoignant toujours par quelque côté de l'insolence fastueuse des constructeurs!

Quoi qu'il en soit, toute ville nouvelle arrive aussitôt, par le fait même de la juxtaposition des demeures, à constituer un organisme collectif, dont chaque cellule individuelle cherche à se développer en santé parfaite, condition première de la santé de l'ensemble. L'histoire est là pour enseigner que les maladies des uns entraînent celles des autres et qu'il est dangereux pour les palais de laisser la peste dévaster les taudis. Aucune municipalité n'ignore de quelle importance serait un assainissement complet de la ville par le nettoyage des rues, l'ouverture de places gazonnées et fleuries, ombragées de grands arbres, la disparition rapide de toutes les immondices et la diffusion de l'eau pure en abondance dans tous les quartiers et toutes les maisons. A cet égard, les villes des pays les plus avancés sont en rivalité pacifique pour mettre en pratique ou à l'essai des procédés particuliers de nettoyage et de confort. Il est vrai que les villes, comme les Etats, ont des gouvernants incités par leur milieu même à s'occuper surtout de leurs intérêts privés; mais c'est déjà beaucoup de savoir ce qu'il convient de faire pour que les organismes urbains fonctionnent un jour mécaniquement, pour l'acquêt des provisions, la circulation des eaux pures, de la chaleur, de la lumière, des forces, de la pensée, la répartition constante de l'outillage et l'expulsion des matières devenues inutiles ou funestes. Cet idéal est encore fort loin d'être réalisé; du moins, nombre de villes sont-elles déjà devenues assez salubres pour que la vie moyenne y dépasse celle de mainte campagne, dont les habitants aspirent continuellement l'odeur des pourritures et des fumiers et sont restés dans l'ignorance primitive de toute hygiène.

La conscience de la vie urbaine se manifeste aussi par les préoccupations d'art. Comme Athènes jadis, comme Florence, Nürnberg et les autres cités libres du moyen âge, chacune de nos villes modernes tient à se faire belle : il n'est pas jusqu'au plus humble village qui ne se donne un clocher, une colonne ou une fontaine sculptée. Art fort triste et fort maussade en général que cet art manipulé par des professeurs à diplômes, sous la surveillance d'une commission d'incom

pétents, d'autant plus prétentieuse qu'elle est plus ignorante. L'art



Cl. B. Home.

QUELQUES VIEILLES MAISONS DE LA HIGH-STREET A EDIMBOURG

réel est toujours spontané et ne s'accommode point des alignements imposés par la voirie. Les petits esprits, comme il en est tant dans les

conseils municipaux, procèdent souvent à la façon de ces Mummius qui commanderaient volontiers à leurs soldats de repeindre les tableaux détériorés ; ils s'imaginent que par la symétrie ils atteindront la beauté et que des reproductions identiques donneront à leurs cités des Parthénon et des Saint-Marc. N'avons-nous pas en Europe une ville que ses bâtisses mêmes rendent banale par excellence, la vaste Munich, qui renferme tant et de si scrupuleuses imitations de monuments grecs et bysantins, chefs-d'œuvre auxquels manquent le milieu, l'air, le sol et les hommes?

Les copistes réussiraient-ils à faire surgir des monuments en tout semblables à ceux qui leur ont servi de modèles, ils n'en auraient pas moins produit un travail contre nature, car un édifice ne se comprend pas sans les conditions d'espace et de temps qui l'ont fait naître. Chaque ville a sa vie propre, ses traits, sa physionomie particulière : avec quelle vénération les bâtisseurs doivent-ils s'en approcher! C'est un attentat contre la personnalité collective constituée par la cité que de lui enlever son originalité pour la hérisser de constructions banales ou de monuments contradictoires à son rôle actuel ou à son passé! Le grand art est de transformer la cité nouvelle pour l'adapter aux nécessités du travail moderne, en conservant tout ce qu'elle eut de pittoresque, de curieux ou de beau dans les siècles d'autrefois ; il faut savoir y maintenir la vie et lui rendre la salubrité et l'utilité parfaites, de même que des mains pieuses rétablissent la santé d'un malade. C'est ainsi que, dans la ville d'Edimbourg, des hommes d'intelligence, à la fois artistes et savants, ont entrepris de restaurer l'admirable rue dite High-Street, qui descend du château-fort au palais d'Holyrood, unissant les deux cellules maîtresses de l'ancienne ville. Abandonnée tout à coup, lors du départ pour l'Angleterre du roi Jacques, par les parasites de la cour, chambellans, militaires, hommes de plaisir, fournisseurs et gens de loi, cette avenue de riches maisons avait changé d'habitants : les pauvres en avaient fait leur demeure, aménageant de leur mieux les vastes salles en les divisant par des cloisons grossières. Deux siècles après la désertion de cette rue, elle était devenue un ensemble de masures aux cours nauséabondes, aux réduits envahis par les fièvres : la population, vêtue de loques malsaines, toujours souillées de boue, se composait en grande partie d'infirmes, de scrofuleux et d'anémiés. Aux vices élégants de la cour avaient succédé les vices dans toute leur hideur publique. C'est à ces affreuses sentines

que se sont attaqués les restaurateurs, transformant graduellement chaque maison, rétablissant les escaliers aux larges rampes et les salles aux cheminées monumentales, introduisant partout à grands flots l'air pur et la lumière, amenant l'eau en abondance dans le moindre grenier, ajoutant des bas-reliefs et des ornements aux murailles nues de l'édifice. Le pittoresque des constructions est maintenu avec respect, même accru par des tours, des clochetons, des belvédères, mais sans l'horrible accompagnement des ordures et de la puanteur; la rue jadis pavoisée de loques a maintenant ses balcons décorés de fleurs et de feuillages. La cité reparaît dans sa fraîcheur nouvelle, de même que, dans un jardin, la fleur rejaillit du pied sans qu'un renversement violent ait bouleversé le sol autour de la tige première.

Mais, dans une société où les hommes ne sont pas assurés du pain, où les misérables et même les faméliques constituent encore une forte proportion des habitants de chaque grande cité, ce n'est qu'un demi-bien de transformer les quartiers insalubres, si les malheureux qui les habitaient naguère se trouvent expulsés de leurs anciens taudis pour aller en chercher d'autres dans la banlieue et porter plus ou moins loin leurs émanations empoisonnées. Les édiles d'une cité fussent-ils sans exception des hommes d'un goût parfait, chaque restauration ou reconstruction d'édifice se fît-elle d'une manière irréprochable, toutes nos villes n'en offriraient pas moins le pénible et fatal contraste du luxe et de la misère, conséquence nécessaire de l'inégalité, de l'hostilité qui coupent en deux le corps social. Les quartiers somptueux, insolents, ont pour contre-partie des maisons sordides, cachant derrière leurs murs extérieurs, bas et déjetés, des cours suintantes, des amas hideux de pierrailles, de misérables lattes. Même dans les villes dont les administrateurs cherchent à voiler hypocritement toutes les horreurs en les masquant par des clôtures décentes et blanchies, la misère n'en perce pas moins au travers : on sent que là derrière, la mort accomplit son œuvre plus cruellement qu'ailleurs. Quelle est, parmi nos cités modernes, celle qui n'a pas son *White-Chapel* et son *Mile-End road?* Si belle, si grandiose qu'une agglomération urbaine puisse être dans son ensemble, elle a toujours ses vices apparents ou secrets, sa tare, sa maladie chronique, entraînant irrévocablement la mort, si l'on ne réussit pas à rétablir la libre circulation d'un sang pur dans tout l'organisme.

Que de cités sont encore éloignées de ce type de salubrité et

d'esthétique futures! Un diagramme, publié dans l'annuaire de Pétersbourg pour l'année 1892 donne un saisissant exemple de la consommation de vies humaines par cette capitale : partant de l'année 1754, époque à laquelle la population de Pétersbourg était de 150 000 individus, la courbe d'accroissement s'élève en 126 années à 950 000 personnes, tandis que la courbe de population hypothétique, calculée d'après la mortalité et sans tenir compte des immigrants, descend à 50 000 au-dessous de zéro. La natalité ne dépasse quelque peu la mortalité que depuis 1885, année du grand nettoyage. Et dans le monde, combien de villes, Buda-Pest, Lima, Rio de Janeiro, seraient encore en voie de dépérissement rapide si les gens de la campagne ne venaient combler les vides laissés par les morts! Si les Parisiens s'éteignent après deux ou trois générations, n'est-ce pas l'odeur pernicieuse de la ville qui en est cause ; si les Juifs polonais sont réformés comme conscrits en plus grand nombre que les jeunes gens des autres nationalités, la faute n'en est-elle pas encore aux villes où ils végètent pauvrement dans le *ghetto*.

Et que d'agglomérations dont le ciel semble être tendu d'un voile funéraire! A pénétrer dans une cité fumeuse, telle que Manchester ou Seraing, Essen, Le Creusot ou Pittsburg, on jugera amplement si les œuvres des lilliputiens humains ne suffisent pas à ternir la lumière, à profaner la beauté de la nature. Or, une très faible quantité de charbon échappé à la combustion, un voile continu d'une fraction de millimètre d'épaisseur [1] suffit, surtout si elle s'allie à des brouillards, pour contrebalancer la lumière solaire. L'atmosphère opaque qui parfois pèse sur la ville de Londres est célèbre à juste titre.

D'ailleurs, l'assainissement des centres urbains soulève bien d'autres problèmes que celui de la fumée, en somme facile à résoudre. Le système d'évacuation des vidanges et ordures ménagères, l'épuration des eaux d'égout, soit par des procédés chimiques, soit par leur emploi rationnel en agriculture, sont loin d'avoir reçu des solutions heureuses ou acceptées, et même trop de municipalités semblent ne pas s'inquiéter de ces questions. Le choix d'un sol de roulement ne donnant ni poussière ni boue, l'organisation efficace des transports en commun ont aussi leur influence sur la santé générale.

De nombreux indices montrent que le mouvement de flux qui

1. Ch. Dufour, *Bulletin de la Soc. Vaudoise des Sciences Naturelles*, juin-sept. 1895, p. 145.

porte vers les villes la population des campagnes peut s'arrêter et même se transformer en un mouvement de reflux. Tout d'abord, la cherté de loyers urbains conduisit naturellement les travailleurs à se déplacer vers la grande banlieue, et les chefs d'industrie ne pouvaient que favoriser l'exode, puisqu'il devait amener une baisse dans le prix de la main-d'œuvre. La bicyclette, les tramways à service matinal, les trains ouvriers ont permis à des milliers d'ouvriers et de petits employés de



UNE MAISON DE BOURNEVILLE
Ville industrielle des environs de Manchester.

se loger avec quelque avantage pécuniaire dans un air moins chargé d'acide carbonique. Ainsi en Belgique, les communes rurales d'un grand nombre de districts ont gardé leur population, grâce à l'extension des « coupons de semaine ». En 1900, on ne comptait pas moins de 150 000 ouvriers qui résidaient la nuit et le dimanche en leur village, tout en allant chaque jour de semaine travailler même à 50 kilomètres de distance — abonnement hebdomadaire de 2 fr. 25 —, dans une usine ou manufacture de quelque ville éloignée. Mais la solution est bâtarde, car le chef de famille s'épuise en longs tra-

jets, en mauvais repas, en repos nocturnes écourtés, et du reste l'assainissement des villages soulève les mêmes problèmes que celui des villes [1].

Ce n'est pas tout : l'électricité, que fournit l'eau courante, tend à remplacer le charbon et à disperser les usines le long des cours d'eau. C'est ainsi que l'on a vu la ville de Lyon, pourtant si forte par sa puissance d'attraction au point de vue du travail et des arts, diminuer de plusieurs milliers d'habitants par année, non parce que sa prospérité était entamée, mais au contraire parce que ses riches tisseurs et autres industriels avaient étendu leur domaine d'activité dans tous les départements voisins, jusque dans les Alpes, partout où des cascades ou rapides leur fournissaient la force motrice nécessaire.



UN QUARTIER OUVRIER A MANCHESTER
Type des *slums* anglais.

A bien considérer les choses, toute question d'édilité se confond avec la question sociale elle-même. Tous les hommes sans exception arriveront-ils à pouvoir respirer l'air en quantité suffisante, à jouir pleinement de la lumière du soleil, à savourer la beauté des ombrages et le parfum des roses, à nourrir généreusement leur famille sans craindre que le pain vienne à manquer dans la huche? S'il en est ainsi, mais seulement alors, les villes pourront atteindre leur idéal et se transformer d'une manière exactement conforme aux besoins et aux plaisirs de tous, devenir des corps organiques parfaitement sains et beaux.

C'est à ce programme que prétend répondre la ville-jardin. Et de fait, des industriels intelligents, des architectes novateurs ont réussi à créer en Angleterre, où le taudis urbain était le plus hideux, un certain nombre

1. Emile Vandervelde, *L'exode rural*.

de centres en des conditions aussi parfaitement saines pour le pauvre que pour le riche. Port-Sunlight, Bourneville, Letchworth contrastent certes heureusement avec les *slums* de Liverpool, de Manchester et villes analogues, et les tables de mortalité de ces localités rivalisent par leur faible taux avec celles des quartiers les plus somptueux de nos capitales — 10 à 12 décès annuels pour 1000 habitants —, mais ce sont toujours des privilégiés qui habitent les villes-jardins et le bon vouloir des philanthropes n'est pas suffisant à conjurer les conséquences de l'antagonisme qui existe entre le Capital et le Travail.



UNE MAISON OUVRIÈRE A LETCHWORTH.
Nouvelle ville-jardin à 50 kilomètres de Londres.

Il n'est pas indispensable d'en venir à ces créations de notre époque pour trouver des preuves touchantes du désir de beauté qu'éprouvait maint village de nos ancêtres et qui ne se trouve satisfait que par un ensemble harmonique. On peut citer notamment les communes des Polabes, gens d'origine slave qui vivent dans le bassin de la Jeetze, affluent hanovrien de l'Elbe. Là, toutes les maisons sont disposées de distance en distance autour d'une grande place ovalaire, dans laquelle se trouvent un petit étang, un bois de chênes ou de tilleuls, quelques tables et des sièges en pierre; chaque demeure, dominée par un haut pignon que supportent des charpentes en saillie, tourne sa façade vers la place et présente, au-dessus de sa porte, une inscription biographique et morale. La verdure des jardins extérieurs se développe en un beau cercle d'arbres, interrompu seulement par la route qui rattache la place au grand chemin; c'est sur cette ligne de raccordement avec les autres villages qu'ont été construites l'église, l'école et l'auberge [1].

1. Dr Tetzner, *Globus*, 7 avril 1900.

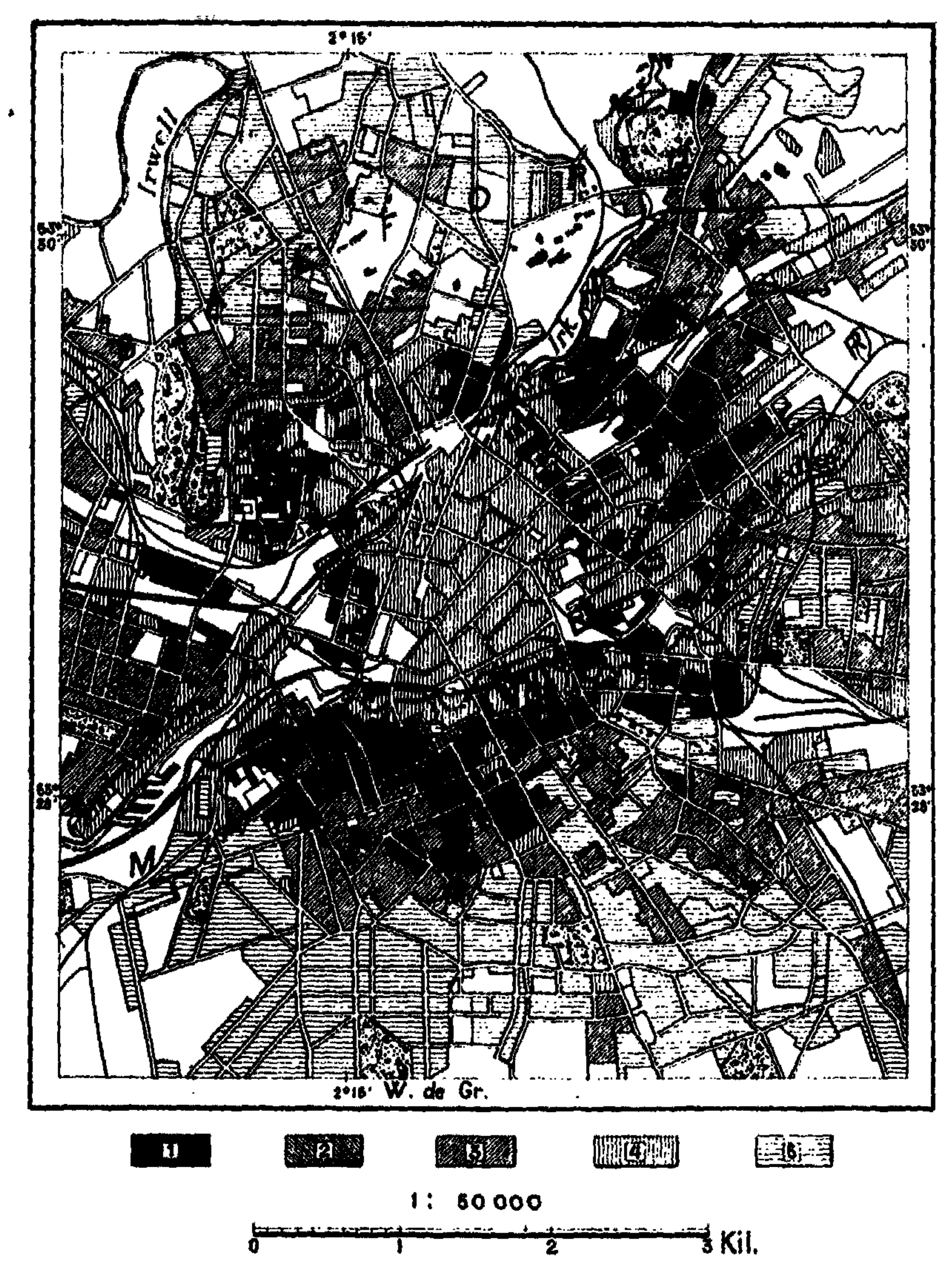
La population est tellement concentrée en certaines grandes villes qu'elle dépasse mille habitants par hectare, notamment dans quelques quartiers de Paris ; à Prague, les foules se pressent bien plus encore : à New-York, en 1896, la pullulation des êtres humains aurait atteint sa plus forte densité, 1 860 individus par hectare, sur une étendue de 130 hectares[1]. Autour des villes que le génie militaire n'a pas entourées d'une marche interdite au peuplement, la campagne elle-même se couvre de villas et de maisons. Attirés vers ce qui est leur centre naturel, les agriculteurs se rapprochent de plus en plus du massif continu de constructions et forment dans son pourtour un anneau de population dense ; forcés en conséquence de se contenter d'un moindre espace pour leur habitation et leurs cultures, ils se livrent à un travail plus intensif : de pâtres ils se font laboureurs, et de laboureurs jardiniers. Les cartes démographiques montrent bien ce phénomène de la répartition annulaire des campagnards se transformant en horticulteurs. C'est ainsi que la ville de Bayreuth est ceinte d'une zone où la densité de la population est de 109 habitants par kilomètre carré : autour de Bamberg, la densité kilométrique atteint le chiffre de 180 individus, et le terrain sur lequel cette foule s'est amassée était pourtant à l'origine de très faible valeur : mélange de sable et de tourbe, il ne convenait autrefois qu'à la croissance des conifères : on en a fait un sol de jardin incomparable[2]. Dans la région méditerranéenne, il arrive que l'amour de la ville, au lieu de peupler la campagne de banlieue, la dépeuple au contraire. Le grand privilège de pouvoir discuter les intérêts publics a, par tradition, changé tout le monde en citadins. L'appel de l'agora comme en Grèce, de la vie municipale comme en Italie, attire les habitants vers la place centrale où se débattent les affaires communes, plus encore sur les promenoirs publics qu'entre les murs sonores de la maison de ville. C'est ainsi qu'en Provence, le petit propriétaire, au lieu d'habiter ses champs, reste quand même un « urbain » invétéré. Quoiqu'il possède mas ou bastide, il ne s'installe point dans ce clos rural, mais il réside dans la ville d'où il peut aller, en se promenant, visiter ses arbres chemin, c'est là, sur cette ligne de raccordement fruitiers et en faire la cueillette. Les travaux de la campagne sont pour lui chose secondaire[3].

Par un mouvement de réaction bien naturel contre l'effrayante con-

1. Lawrence Corthell, *Revue scientifique*, 27 juin 1896, p. 815. — 2. Chr. Sandler, *Volks-Karten*, p. 1. — 3. Edmond Demolins, *Les Français d'aujourd'hui*, pp. 106, 107.

sommation d'hommes, l'avilissement de tant de caractères, la corruption

N° 492. Slums de Manchester et Salford.



D'après les travaux de T. R. Marr, *Housing conditions in Manchester and Salford*, les blocs de maisons noirs ou recouverts des grisés 1 ou 2 doivent disparaître à cause de leurs conditions hygiéniques déplorables. Les autres habitations sont relativement saines.

de tant d'âmes naïves qui se brassent dans l' « infernale cuve », des réformateurs demandent la destruction des cités, le retour volontaire de toute

la population vers la campagne. Sans doute, dans une société consciente, voulant résolument la renaissance de l'humanité par la vie des champs, cette révolution telle qu'il n'en fut jamais serait strictement possible, puisque, en évaluant à cent millions de kilomètres carrés seulement la superficie des terres de séjour agréable et salubre, deux maisons par kilomètre carré, contenant chacune sept à huit habitants, suffiraient à loger l'humanité; mais la nature humaine, dont la loi première est la sociabilité, ne s'accommoderait point de cet éparpillement. Certes il lui faut le bruissement des arbres et le gazouillis des ruisseaux, mais il lui faut aussi l'association avec quelques-uns et avec tous : le globe entier devient pour elle une énorme cité qui peut seule la satisfaire.

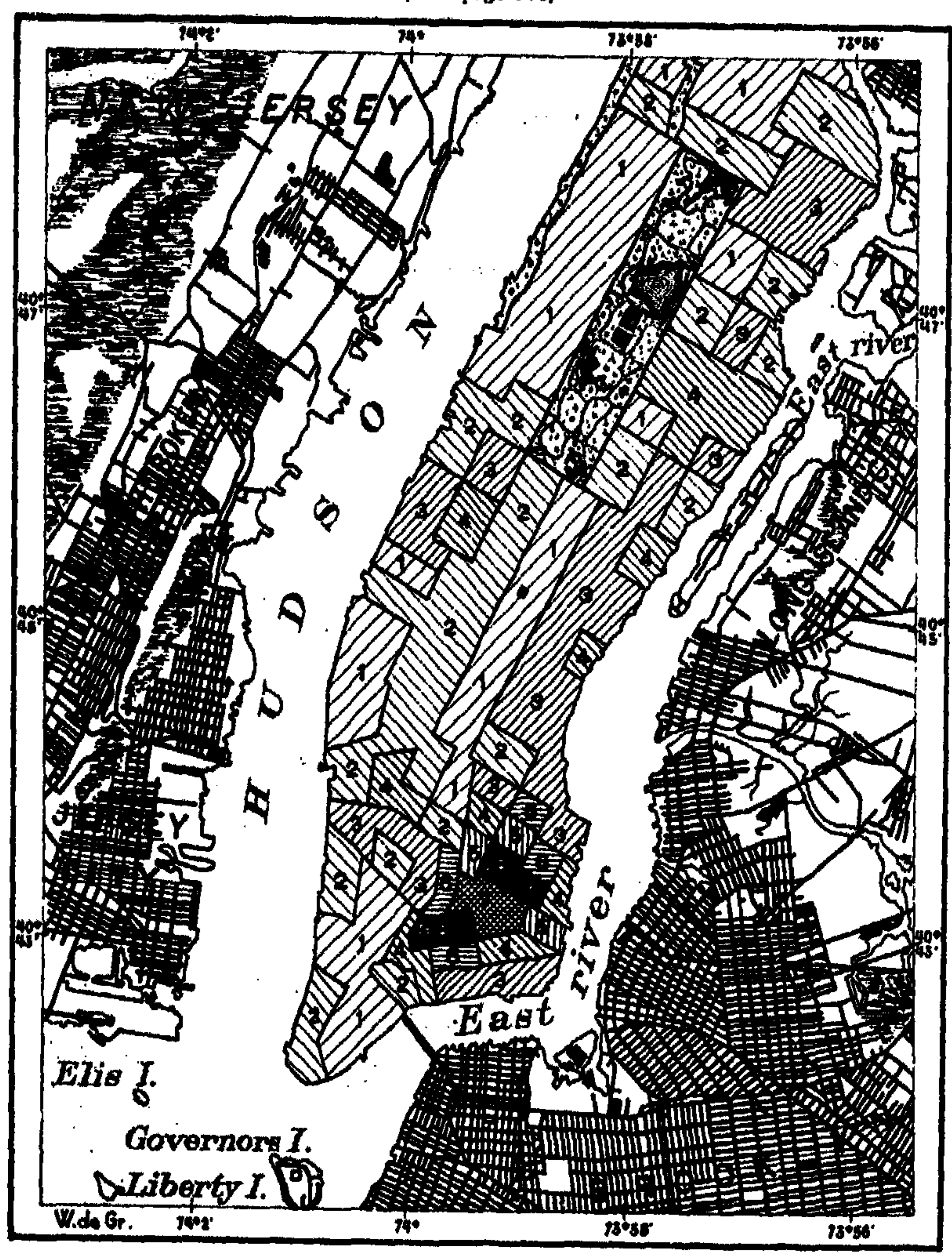
Actuellement, rien ne fait présumer que ces prodigieuses agglomérations d'édifices aient atteint leur plus grande étendue imaginable : bien au contraire. Dans les pays de colonisation nouvelle, où le groupement des hommes s'est fait spontanément, de manière à s'accorder avec les intérêts et les goûts modernes, les villes ont une population proportionnelle beaucoup plus considérable que les agglomérations urbaines des contrées vieillies d'Europe, et quelques-uns des grands foyers d'appel ont plus du quart ou du tiers, parfois même de la moitié des habitants du pays. Comparée à l'ensemble de son cercle d'attraction, Melbourne est une plus grande cité que Londres, parce que la population environnante est plus mobile, et qu'il ne faut pas l'arracher, comme en Angleterre, des campagnes où elle s'était enracinée pendant des siècles. Cependant, ce phénomène exceptionnel de pléthore dans les villes australiennes provient en grande partie de la répartition du sol des campagnes en vastes domaines où les immigrants n'ont pas trouvé place ; ils ont été chassés des *latifundia* vers les capitales [1]. Quoi qu'il en soit, le travail de transplantation devient de plus en plus facile et l'accroissement de Londres pourra se faire sans cesse avec une moindre dépense de forces. Au commencement du vingtième siècle, cette ville n'a guère qu'un septième de la population des îles Britanniques; il n'est aucunement impossible qu'elle acquière, elle aussi, le tiers ou le quart des habitants du pays, d'autant plus que Londres n'est pas seulement le centre attractif de la Grande Bretagne et de l'Irlande, mais qu'elle est aussi le principal marché de l'Europe et d'une grande partie du monde colonial. Une prochaine

1. J. Denain-Darrays, *Questions diplomatiques et coloniales*, 1er févr. 1903.

agglomération de dix, de vingt millions d'hommes, soit dans le bassin

N° 493. Quartiers de New-York.

(Voir page 373)



Dans la cité de New-York, les grisés 1 à 9 indiquent la densité de population par quartiers; 1 correspond à 250-500 habitants par hectare, et ainsi de suite par échelon de 250; le chiffre 9 correspond à 2250-2500 par hectare.

inférieur de la Tamise, soit à la bouche du Hudson, ou dans tout autre

lieu d'appel, n'aurait rien qui pût surprendre, et même il faut y préparer nos esprits comme à un phénomène normal de la vie des sociétés. La croissance des grands foyers d'attraction ne pourra s'enrayer qu'à l'époque où l'équilibre se sera établi entre la puissance attirante de chaque centre sur les habitants des espaces intermédiaires. Mais alors le mouvement ne s'arrêtera point : il se transformera de plus en plus en cet incessant échange de population entre les cités que l'on observe déjà et qui peut être comparé au va-et-vient du sang dans le corps humain. Sans aucun doute, le nouveau fonctionnement donnera naissance à de nouveaux organismes, et les villes, déjà tant de fois renouvelées, auront à renaître encore sous de nouveaux aspects en accord avec l'ensemble de l'évolution économique et sociale.





L'Histoire n'a pas déserté les rivages de la Méditerranée!

CHAPITRE III

VANITÉS NATIONALES. — LATINS. — ORIENT MÉDITERRANÉEN
L'HOMME MALADE. — GRÈCE. — ITALIE. — PÉNINSULE IBÉRIQUE
FRANCE : SES COLONIES, L'AFFAIRE DREYFUS, PARIS ET LA PROVINCE
OLIGANTHROPIE. — AFRIQUE MINEURE. — MAROC ET SAHARA
ALLEMAGNE : SES DÉFENSES MARITIMES, LA NAVIGATION INTÉRIEURE
AUSTRO-HONGRIE. — BELGIQUE. — HOLLANDE. — SCANDINAVIE

De même que l'individu, en sa passion instinctive de durer quand même, repousse l'idée de la mort et suscite dans son imagination le rêve de l'immortalité personnelle, de même les nations ne veulent pas admettre qu'elles puissent disparaître : les changements inévitables, révolutions et catastrophes, sont tenus, pour ainsi dire, de respecter leur existence. Non seulement elles voudraient continuer de vivre, il leur conviendrait aussi d'avoir la primauté, sinon en toutes choses du moins par quelque trait qui les classe au premier rang. On plaisante volon-

tiers la France de ce qu'elle se dit la « Grande Nation », mais quelle de ses voisines ou de ses rivales lointaines ne se considère pas aussi comme méritant ce titre? La Grande Bretagne n'est-elle pas la dominatrice des mers, n'enguirlande-t-elle pas le monde d'un cercle de colonies dont l'une ou plusieurs sont toujours éclairées par le soleil à son zénith? L'« Anglo-Saxonnie » transatlantique ne se vante-t-elle pas d'être parmi les nations la plus audacieuse et la plus ingénieuse, la plus apte aux découvertes et au progrès? L'Allemagne ne se dit-elle pas la première par la puissance de son génie et l'ampleur de ses pensées? La « Sainte Russie » s'intitule la grande dévoratrice des royaumes et des empires, l'héritière universelle de tous les Etats de l'Ancien Monde. La Chine est la grande aïeule, la nation immortelle, et le Japon, l'empire du « Soleil Levant », s'est donné pour carrière l'immensité des temps. Il est ainsi des nations qui vantent surtout leur passé parce qu'elles doivent bien reconnaître qu'elles ne sont pas les premières dans le présent. La Grèce s'enorgueillit d'être le pays de Platon et d'Aristote, d'Hérodote et de Thucydide, d'Eschyle et de Sophocle, d'Apelle et de Phidias, tandis que Rome parle de son ancien empire sur le monde alors connu et gouverne encore en de nombreux pays par sa langue, son esprit, sa religion, sa morale et ses lois. Enfin les plus petits Etats croient avoir au moins une supériorité : c'est en toute sincérité naïve que les Suisses, lors des fêtes nationales, se congratulent sur leurs vertus, et même le peuple errant des Juifs, emportant sa patrie à la semelle de ses souliers, se proclame l'« Elu de Dieu ».

Pour donner plus de corps à leurs revendications de supériorité, les patriotes de chaque nation aiment à s'appuyer sur une fraction de l'humanité plus vaste, à laquelle on applique, certainement à tort, le nom de « race », d'une signification très élastique. Les peuples méditerranéens qui participèrent à l'antique civilisation romaine sont dits « Latins », comme si les langues qu'ils parlent, italien, espagnol, portugais, français, roumain et romanche, leur constituaient une sorte de descendance morale à l'égard des anciens habitants du Latium ; même on ajoute d'ordinaire les Hellènes de l'Europe, des îles et de l'Asie Mineure à cette prétendue race des Latins et on leur donne comme clientèle naturelle les terres de l'Afrique Mineure ou Maurétanie, dont les résidants berbères sont trop peu nombreux pour qu'on leur accorde le droit de former une race à part.

Bien plus, les Latins s'attribuent aussi la moitié du Nouveau Monde, c'est-à-dire toutes les populations d'origine très mélangée, blanche, rouge et noire, qui parlent le français, l'espagnol ou le portugais, dans les Antilles, le Mexique, l'Amérique Centrale et tout le continent colombien au sud de Panama.

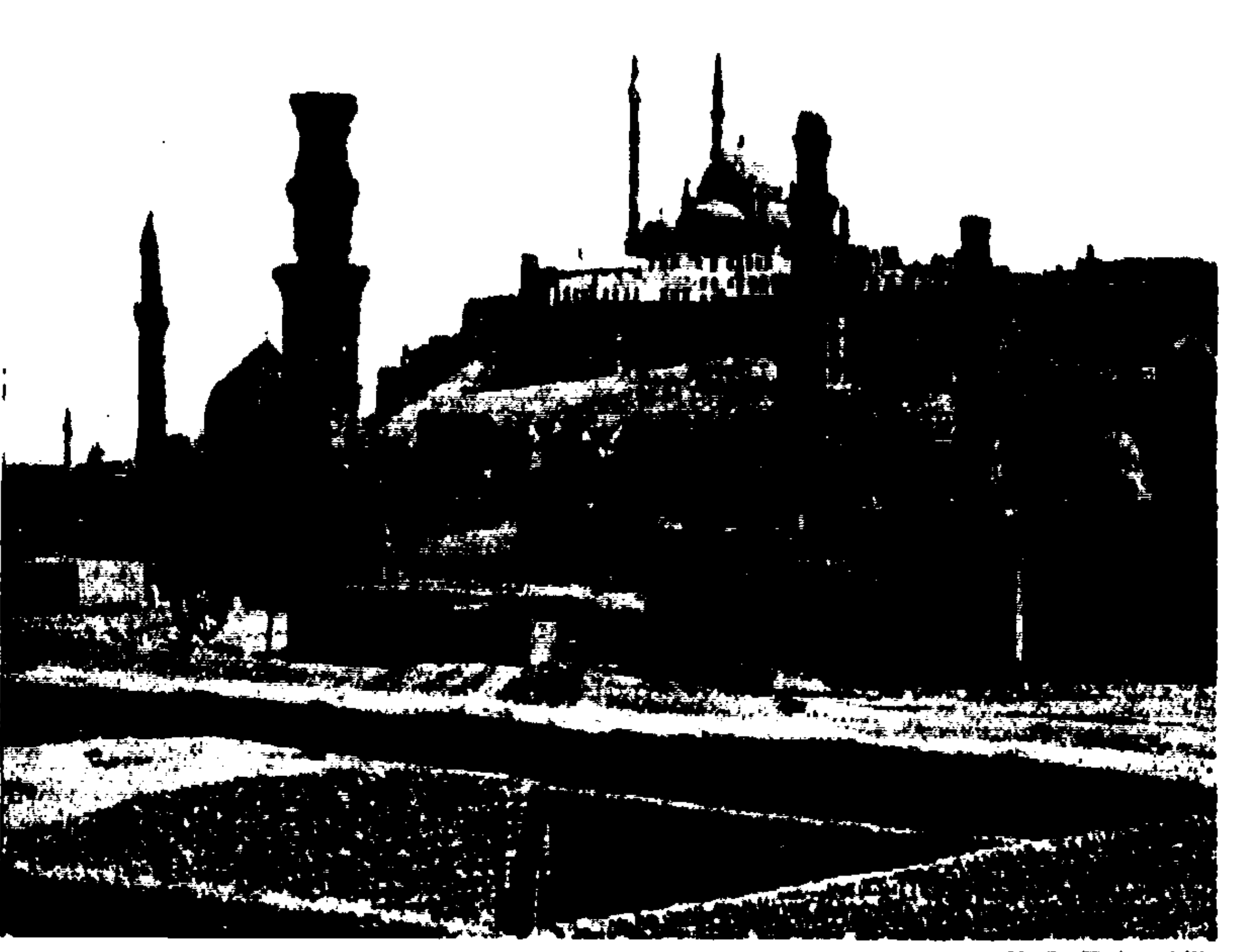
En dehors du monde latin, ceux qui luttèrent le plus énergiquement contre la puissance de Rome et qui finirent par la renverser, les Germains, occupant la plus grande partie de l'Europe centrale, se disent former une deuxième race, à laquelle se rattachent au Nord, comme sous-race, les Scandinaves du Danemark, de la Suède, de la Norvège et de l'Islande. En outre, les Germains revendiquent comme appartenant à leur race tous ceux qui, dans les îles Britanniques, aux États-Unis et dans la Puissance du Canada, ont pris le nom d' « Anglo-Saxons » et prétendent aussi constituer à eux seuls la race dirigeante du monde.

Les Slaves de l'Europe orientale, débordant à l'ouest sur l'Allemagne, au sud-ouest sur l'Austro-Hongrie et la Balkanie, au sud-est sur les régions caucasiennes, à l'est sur les immenses territoires de l'Asie, embrassent aussi sous le nom de race slave bien des peuples assujettis. Enfin, les nations dominatrices du monde à culture de type européen veulent bien consentir à faire une place à côté d'elles, sous le nom de race « jaune », aux cinq cent millions de Chinois, d'Indo-Chinois et de Mongols.

Quant aux Japonais, les classificateurs se trouvent embarrassés : faut-il les placer parmi les « jaunes », auxquels ils appartiennent par l'origine, la couleur, la langue, les traditions ; ou bien doit-on les rattacher virtuellement aux Anglo-Saxons, avec lesquels ils se sont étroitement alliés au point de vue politique et dont ils cherchent à copier les mœurs ? De même, sous quel vocable désigner les trois cent millions de péninsulaires hindous ou dravidiens ? d'ordinaire, on est disposé à ne voir en eux qu'une simple dépendance de la « race » anglo-saxonne qui les gouverne.

Depuis la dernière moitié du dix-neuvième siècle, un grand nombre de « Latins », considérés comme personnages représentatifs, se laissent aller à un certain découragement, et semblent admettre comme une sorte d'axiome, que « l'âme latine est vidée », que le génie de la race est définitivement épuisé. De pareilles niaiseries ne peuvent s'expliquer

autrement que par la vanité blessée. Les triomphes rapides et décisifs de l'armée allemande pendant la guerre de 1870, la supériorité incontestable de tels ou tels Allemands, Anglais, Américains ou Russes en diverses branches de la science ou de l'art, la furie d'applications industrielles par lesquelles les Etats-Unis se sont placés au premier rang constituent tant de preuves éclatantes de l'extension des progrès matériels et intellectuels dans le monde, que les Latins ne peuvent évidemment plus revendiquer l'hégémonie : ils se sentent distancés, et de



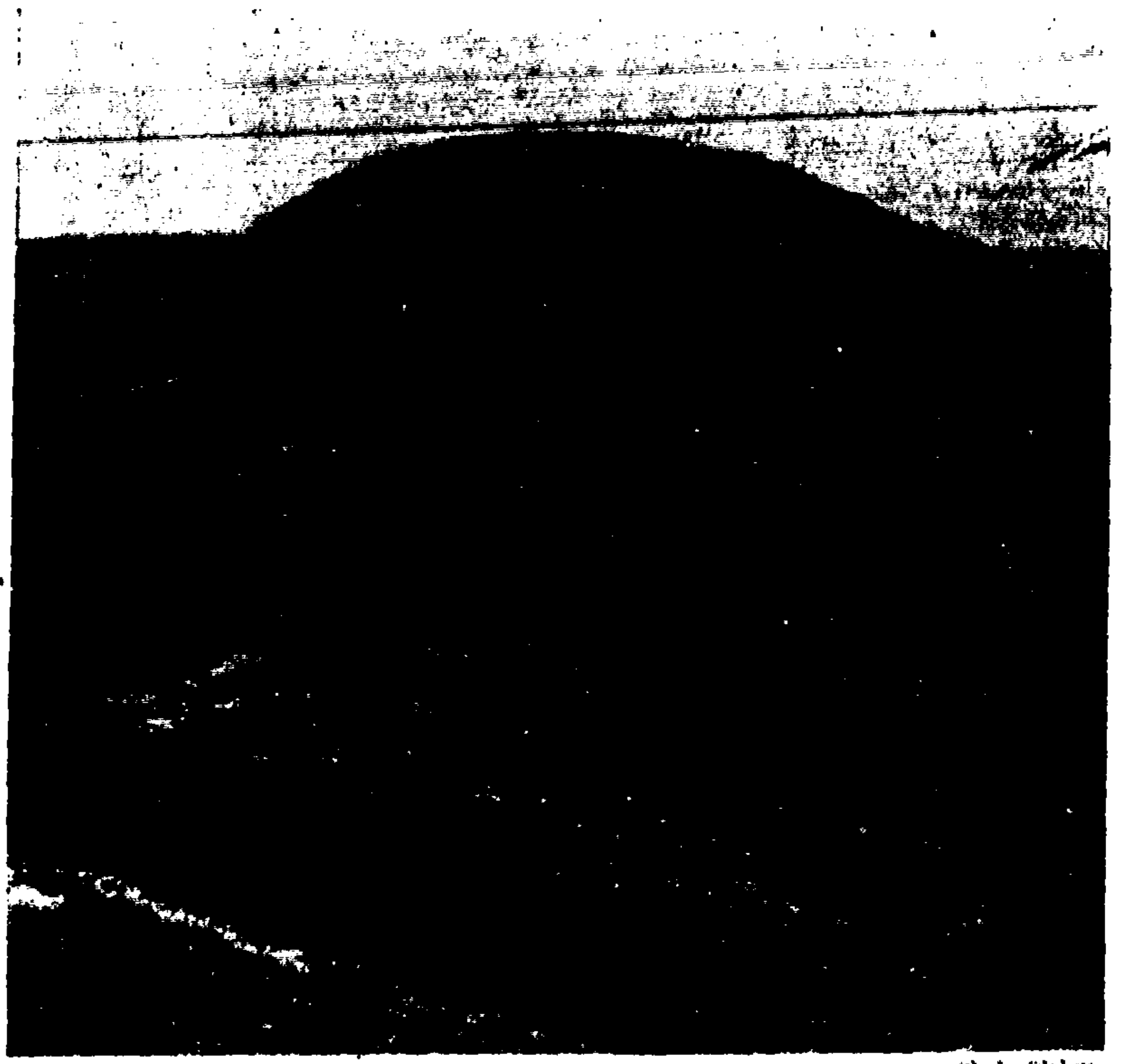
Cl. J. Kuhn, édit.

LA CITADELLE DU CAIRE

dépit se croient déjà morts. C'est chose risible que toutes ces litanies et oraisons funèbres prononcées sur leur défunte race par les Latins eux-mêmes et reprises en chœur par Anglo-Saxons et Germains. Heureusement que ce deuil se mène sur des peuples vivants et bien vivants : l'histoire n'a point déserté les rivages de la Méditerranée.

A l'exception de deux points stratégiques, Gibraltar et Malte, la partie occidentale de cette mer intérieure est bien latine, mais les côtes orientales en sont très disputées, et d'ailleurs, la majorité des populations

qui, de ce côté, appartiennent au versant méditerranéen, est encore restée en dehors du cercle des annexions européennes, sinon au point de vue politique — car l'Égypte est devenue dépendance directe de la Grande Bretagne — du moins quant aux mœurs, aux langues et à la conscience ethnique. Ces admirables contrées, qui furent le théâtre de notre première civilisation historique, ont été tellement foulées, usées, rabotées



Cl. du Globus.

ÉCAVATION D'UN TEMPLE A NIPPUR

pour ainsi dire, par les conquérants successifs, qu'elles ont peine à refleurir. Les restes des grandes nations qui s'y succédèrent, Arméniens et Hétéens, Elamites et Chaldéens, descendants des peuples de l'Asie Mineure, Phrygiens, Lydiens et Lyciens, Phéniciens de la Syrie, Egyptiens du Nil et gens de la Cyrénaïque, ont dû de génération en génération se prosterner devant tant de maîtres, qu'ils en ont perdu tout ressort : ils ne conçoivent même plus que, comme leurs ancêtres, il leur fût possible de vivre en indépendance politique : changer de domi-

nateurs, acquérir quelques privilèges, obtenir la tolérance pour leurs cultes respectifs, à cela se borne leur ambition collective. Toute initiative a disparu ; ces indigènes n'ont plus que la souplesse, la plasticité, la ruse pour s'accommoder à leur condition de servitude, même pour en tirer quelque intérêt matériel. Depuis les commencements de l'histoire dans ces pays méditerranéens de l'Orient, il y a, à certains égards, un grand recul : la population a certainement diminué et la surface complètement déserte s'est accrue. Les sables vont en maints endroits jusqu'aux bords de l'Euphrate, et les Bédouins nomades parcourent ce qui fut autrefois la campagne féconde des Chaldéens.

Sur une grande partie du territoire de l'antique Syrie, la population s'est concentrée sur les deux versants des monts du littoral, surtout vers les deux métropoles actuelles, d'un côté Beirout, de l'autre Damas. Quoique dépendants du Grand Seigneur, les habitants de la contrée ont, pour une bonne part, conservé les pratiques religieuses des temps de la domination bysantine. Les cultes et les sectes avec leurs rites et leurs traditions héréditaires sont les causes déterminantes de la division des hommes en sociétés et en nations diverses, et cela non seulement parce que les religions orientent spécialement la vie, mais parce qu'elles correspondent à une instruction, à une éducation particulières : elles modifient la volonté, les mœurs, et jusqu'au type du visage et du corps.

Entre Musulmans, Metuali, Druses, Maronites, Grecs unis, Grecs orthodoxes, Syriaques et Arméniens, qui proviennent pour la plupart du même fond ethnique et des mêmes croisements de race, les différences se sont faites profondes et manifestes dans les gestes, les physionomies, les attitudes, dans tout le « rythme visible de la vie », car les « grandes caractéristiques de l'individu proviennent des idées maîtresses »[1]. Les sociétés sont des « organismes que des idées rectrices modifient suivant un type particulier ». Le facies change en même temps que les idées ; sur le fond national se pose une nouvelle empreinte, celle du caractère professionnel, auquel se surajoute le type moral, celui de l'idée.

Parmi les divers Syriens, le chrétien n'a point la supériorité morale. Écarté des fonctions nobles et respectées, méprisé, honni, tenu pour inférieur par sa naissance même, obligé de s'ingénier pour se défendre, de vivre d'artifices et de ruses, réduit aux résignations patientes, aux

1. André Chevrillon, *En Syrie*, Société normande de Géographie, janvier-février 1898, p. 33.

longues sollicitations, le chrétien d'Orient est devenu à la fois humble, obséquieux et intelligent, mais d'une intelligence qui ne crée ni n'invente et à laquelle manquent les idées générales.

La volonté, l'initiative, la pensée originale et personnelle lui font également défaut[1].

La petite Palestine, avec l'étroit bassin fermé du Jourdain, est aussi un champ de religions diverses, représentant autant de patries différentes. Les musulmans, ceux qui professent le culte du sultan, sont les plus nombreux, mais ils accueillent avec tolérance les chrétiens et les juifs. Les premiers forment autant d'armées ennemies qu'ils comptent de rites distincts : catholiques romains, orthodoxes grecs, protestants de dénominations diverses ont églises, chapelles, couvents, hôpitaux, dont les intérêts distincts sont très énergiquement défendus; des rixes ont souvent éclaté et des batailles sérieuses auraient eu lieu si les soldats musulmans n'étaient charitablement intervenus. Il semble à chacun de ces chrétiens qu'il a un droit spécial à posséder le lieu saint où ses propres péchés ont été expiés par la mort d'un Dieu, et il ressent comme un outrage que d'autres puissent émettre une prétention égale à la sienne.



Cl. P. Sellier.
MENDIANTE JUIVE A JÉRUSALEM

Quant aux Juifs, ne sont-ils pas chez eux, sur le sol que Jéhovah lui-même a donné à leurs ancêtres? Musulmans et chrétiens ne sont, à leurs yeux, que des intrus dans cette terre de promission; et cependant, bien que descendants des plus antiques immigrants, ne leur faut-il pas demander humblement un accès dans ce pays, accès qu'on ne leur accorde pas toujours? Les Juifs ne sont actuellement qu'au nombre de

1. André Chevrillon, ouvrage cité, p. 35.

soixante mille — soit environ un sur dix habitants — dans les limites de la Palestine, et sur ces soixante mille individus, environ la moitié se compose de mendiants et de parasites entretenus par la charité des riches banquiers de l'Occident. La gloire d'Israël ne resplendit point dans la Jerusalem actuelle, cependant le « peuple élu » compte bien rebâtir un jour son temple sur la montagne de Sion. Sur les dix millions de Juifs épars dans le monde, il en est environ deux cent mille, les « Sionistes », qui se sont ligués en une société espérant contre toute espérance que la terre des aïeux leur sera rendue en dépit du sultan, des mahométans et des chrétiens, en dépit même de l'immense majorité de leurs coreligionnaires indifférents; mais comment la petite Palestine, dont le sol nourrit maigrement aujourd'hui 340 000 habitants, pourra-t-elle recevoir la foule des Juifs revenus de la troisième et si longue captivité ? C'est alors qu'interviendra le miracle pour faire affluer vers Jerusalem, la nouvelle Londres, toutes les richesses du monde entier !

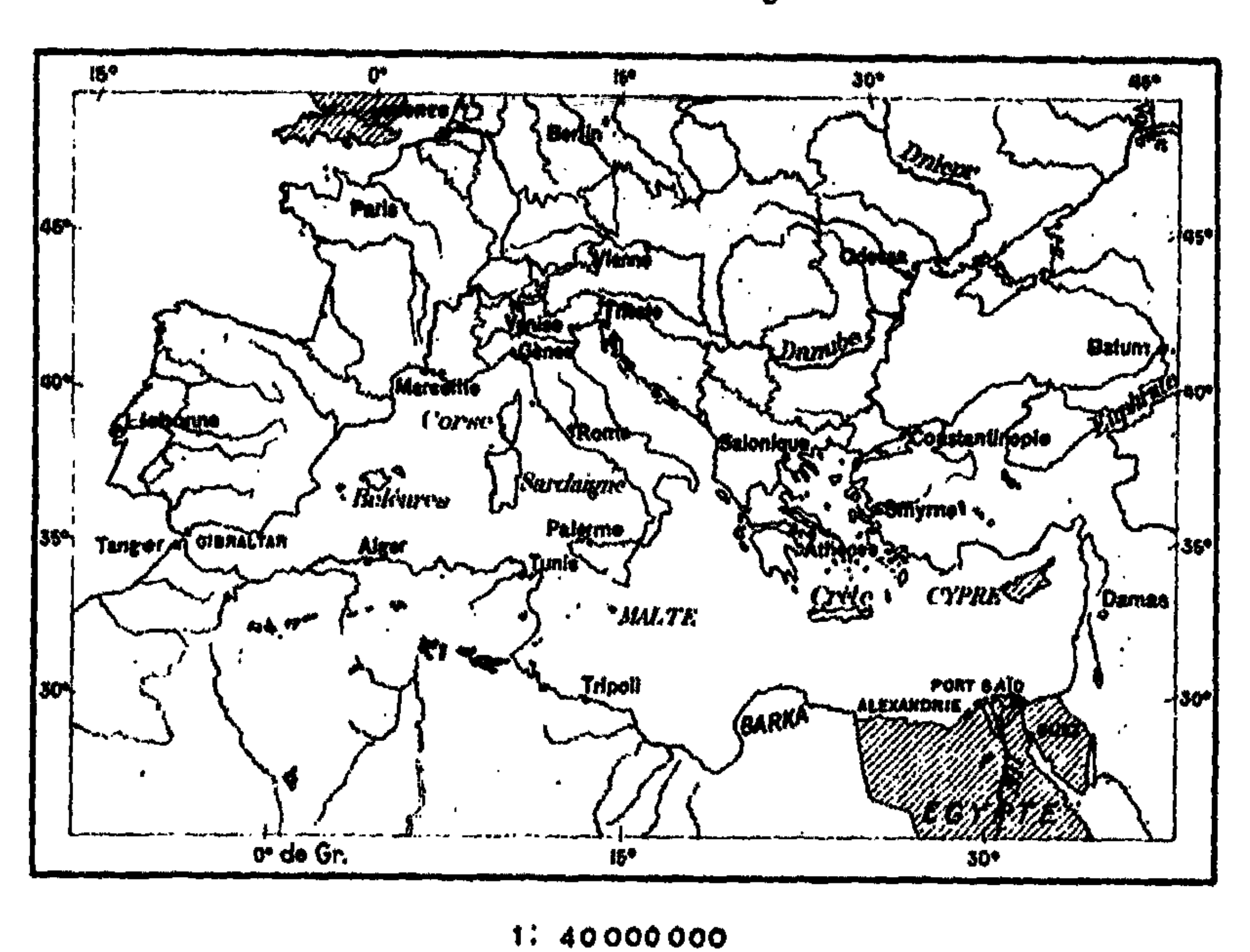
Déjà le pays limitrophe de la Judée, l'Egypte, n'appartient plus, à peine de nom, à un maître musulman. On sait que dans le partage de l'Afrique — presqu'entièrement achevé de nos jours, puisque l'Abyssinie et le Maroc en sont les seuls morceaux non encore répartis —, la Grande Bretagne s'est fort dextrement adjugé les terres du Nil, les plus désirables du monde à la fois par leur merveilleuse fertilité et par leur position au centre même du groupe des anciens continents, sur le passage de l'Europe aux Indes.

On dit même que l'Angleterre considère comme sienne la baie de Bomba, directement au sud de la Crète, et s'est ainsi assuré d'avance la possession de tout le littoral qui s'étend à 1000 kilomètres à l'ouest d'Alexandrie; de même que les anciens Ptolémées et autres dominateurs de l'Egypte, elle se laisse facilement aller à considérer la Cyrénaïque comme une dépendance naturelle de la terre du Nil, et dût l'Italie, comme elle le désire, établir ses colonies dans le pays de Barka, l'Angleterre aura pris du moins son gage de contrôle et de surveillance navale. L'intérêt de cet Etat est évident : l'établissement d'une voie ferrée entre un port de la Cyrénaïque et Suez permettrait de réduire de vingt-quatre heures au moins le trajet de Londres à Bombay par Marseille, Alexandrie et Port-Saïd ; pour un paquebot rapide, la traversée de la Méditerranée, de Brindisi à Bomba, ne prendrait qu'une

trentaine d'heures. La possession de Cypre, dans le golfe qui baigne à la fois les rives de la Cilicie et celles de la Syrie, en vue du Taurus et du Liban, contribue aussi fortement à donner aux Anglais une position prépondérante dans la Méditerranée orientale.

Mais quoique Cypre et l'Egypte aient été arrachées à l'empire du Chef des Croyants, cet empire existe encore, et même la rivalité des puis-

N° 494. Méditerranée anglaise.



La baie de Bomba est celle qui creuse à l'est le pays de Barka.

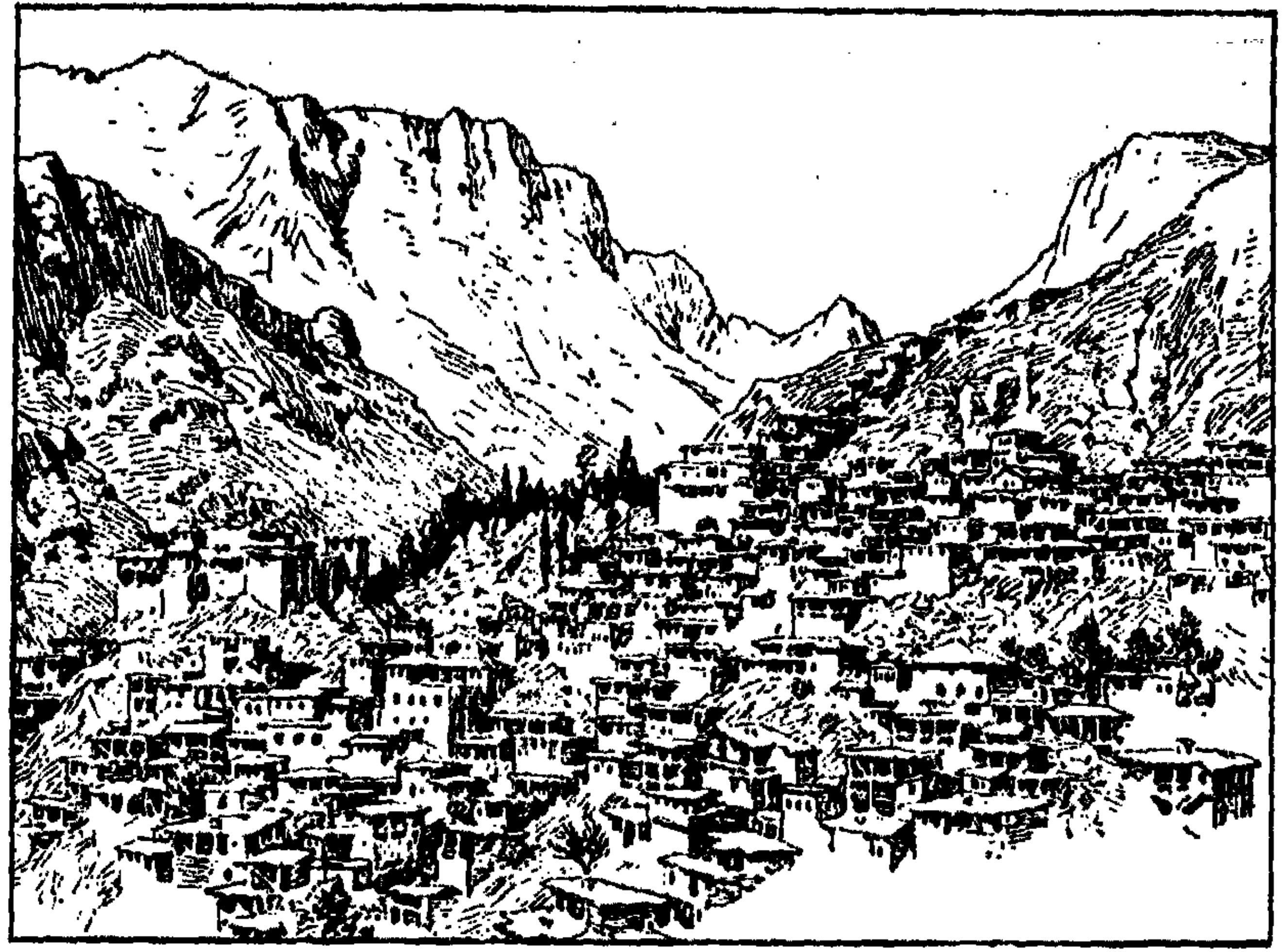
sances lui promet de longs jours. En réalité la Turquie, avec ses dépendances d'Europe, d'Asie et d'Afrique, ne s'appartient pas à elle-même ; elle est la chose de ce que l'on appelle le « concert européen », c'est-à-dire l'Angleterre en son « splendide isolement » et les deux groupes d'Etats, Triplice et Duplice. Si le sultan est le maître redoutable, c'est parce qu'on veut bien lui permettre de l'être, et vraiment les gouvernements d'Europe sont fort larges dans leurs autorisations. Ils lui donnent pouvoir d'opprimer ses sujets de toute race, de toute langue, de toute religion; à sa guise il peut lever les impôts et en garder le produit, il

peut amplement même user du droit de vie et de mort qui appartient aux souverains absolus.

Les massacres d'Arménie, trop savamment organisés pour qu'on y vît le résultat de soulèvements populaires et de guerre entre races, furent, de toutes les abominations modernes, celles peut-être qui représentent le plus gros amas de crimes. A Constantinople même, la tuerie — du 26 au 29 août 1896 — se fit avec une méthode qui témoigne de la volonté froide de l'ordonnateur des assassinats. La veille, on avait marqué à la craie les maisons des Arméniens destinés à la mort, malheureux qui, surveillés de toutes parts, ne pouvaient songer à fuir et n'avaient qu'à se résigner patiemment à l'inévitable. Puis, à l'aurore, les bouchers et gens de métiers sanglants, experts au dépeçage des bêtes, commençaient leur tournée, et procédaient rapidement, sans tumulte, sans cri, à l'abatage de leurs victimes : presque partout l'opération se faisait en plein jour, sur le seuil même de la maison qui devait rester tachée de sang, en signe du courroux impérial. Ainsi périrent des milliers d'hommes dans la force de l'âge. Combien exactement ? Les rapports officiels resteront sans doute inconnus longtemps ; les évaluations approximatives parlent de sept mille cadavres. Quant à ceux qui, de 1894 à 1896, et encore en 1900, périrent sous les coups des Kurdes dans les provinces de Van, Erzerum, Mamuret-el-Azis, Bitlis, Sivas, Diarbekir, Halep, les chiffres d'appréciation varient de 3 à 500 mille, et une émigration continue, surtout vers la Transcaucasie, a encore réduit, à quelques centaines de mille vraisemblablement, le nombre des Arméniens de ces provinces, qui, avant les massacres, atteignait un million suivant les uns et deux suivant les autres[1] ; on s'accorde généralement pour admettre que les Arméniens ne constituaient la majorité que dans des districts limités, ainsi autour de Zeitun, Much, Van, etc. Du récit des horreurs de ce temps, il faut dégager la conduite des habitants de Zeitun, qui, voyant la tournure des affaires, organisèrent la défense de leurs montagnes, firent la garnison prisonnière (28 octobre 1895), et résistèrent à une armée turque jusqu'à ce que les consuls européens eussent négocié une reddition (30 janvier 1896). Cette issue « sauvait la face » du sultan et protégeait les Arméniens contre toute grave molestation ultérieure. Les Zeitouniotes avaient conquis le droit à l'existence.

1. Consulter Pierre Quillard, *Pour l'Arménie, Cahiers de Quinzaine*, juin 1902.

Que de pareils agissements aient été tolérés par les puissances européennes, il semble d'abord impossible de se l'expliquer, car on exige du moins un certain décorum dans la conduite des maîtres ; mais il est de tradition, en pareille matière, que les souverains aient les mains libres, et d'ailleurs les gouvernements, qui tous ont conscience de quelque méfait analogue, se sentent plus ou moins solidaires, même dans le crime, et par esprit de corps cherchent à faire le silence, à masquer



Cl. du Daily Graphic.

ZEITUN, DANS LE TAURUS

l'attentat qu'ils auraient dû prévenir. Peut-être même que, dans cette affaire des Arméniens, il y eut aussi une certaine complicité tacite. Sans parler de ces prétendus hommes d'Etats, de ces bas diplomates, qui mettaient leur honneur à recevoir décorations et titres de la main sanglante, la Russie n'eut-elle pas quelque intérêt à voir débarrasser sa frontière transcaucasienne d'un peuple à tendances indépendantes, presque républicaines, associé par nombre de ses jeunes hommes aux groupes redoutables des étudiants russes ? La complicité de la politique moscovite est d'autant plus grave que jusqu'à 1882, sous le prétexte d'une communauté de religion, la pratique constante des tzars avait été

de s'appuyer sur les Arméniens pour se ménager des intelligences dans l'empire turc. Enfin l'un des souverains d'Europe, l'empereur Allemand. affecta quand même et toujours de se dire le « grand ami » du sultan, dont il a fait encadrer et manœuvrer les armées par les officiers de ses propres troupes. Quelle que soit la raison de l'attitude protectrice de l'Allemagne à l'égard du gouvernement turc, il est certain que les bénéfices matériels dus à cette bienveillance ont été considérables. La future voie ferrée du Bosphore au golfe Persique est concédée à des Allemands, et ceux-ci comptent bien sur l'appui du sultan pour entrer rapidement en possession de l'outillage commercial de l'empire, en Europe et en Asie.

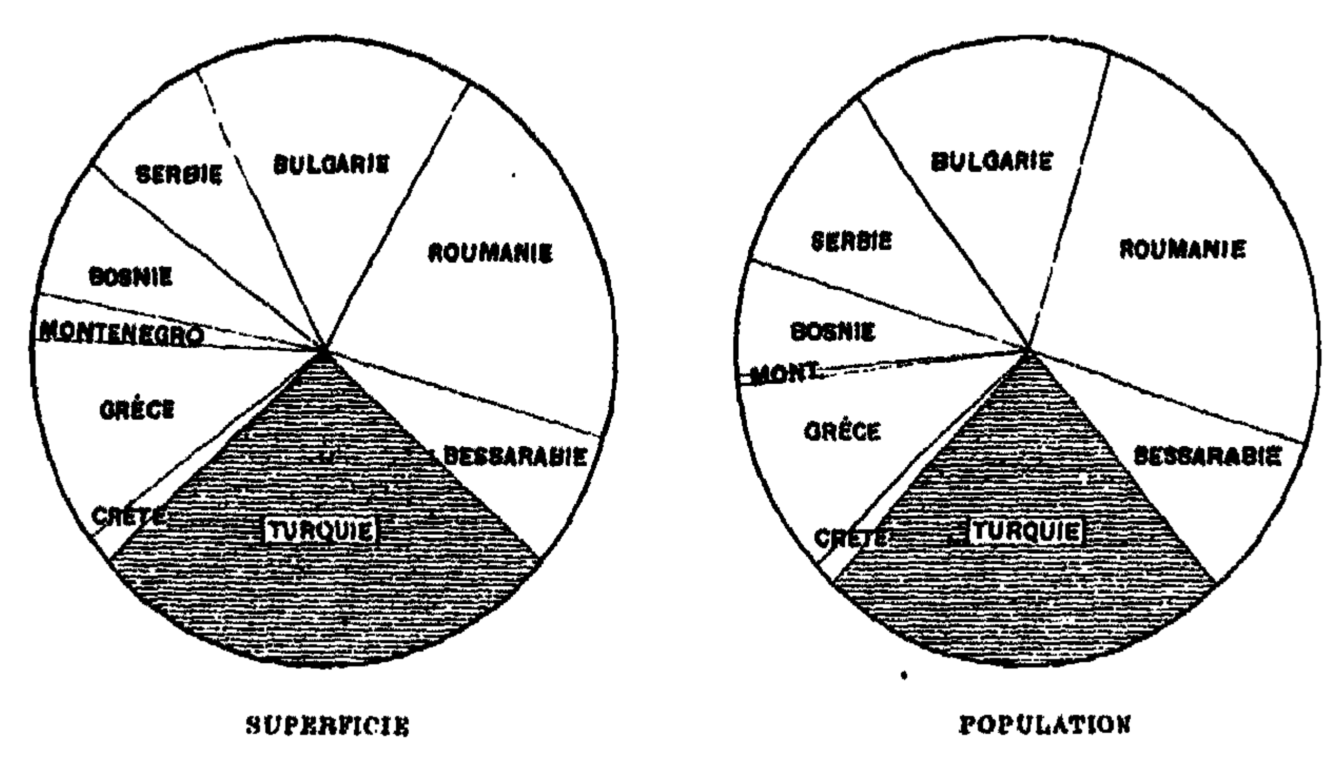
Du reste, que ce soit par faveur ou par menace, la Turquie, considérée comme puissance européenne, se trouve entièrement à la merci des capitalistes qui gèrent ses finances et disposent indirectement des armées et des flottes de l'Europe. Le « Sultan Rouge » n'a qu'à s'incliner quand les ambassadeurs étrangers viennent apporter leurs ordres. L'Angleterre délimite à son gré l'arrière-pays d'Aden sans que le gouvernement turc ait à y redire ; la Russie expédie librement par les Dardanelles ses vaisseaux de guerre, plus ou moins déguisés en bateaux de plaisance ; la France, soucieuse des intérêts de financiers véreux, prend tranquillement une île en gage sans qu'on fasse la moindre tentative pour la lui disputer. Enfin l'Autriche confisque à son profit deux provinces en partie mahométanes, tandis que d'autres provinces conquièrent leur indépendance. Pendant le dernier siècle, le territoire et la population de la Turquie d'Europe se sont amoindris de près des trois quarts [1].

Ce n'est pas à un « homme malade », c'est à un invalide amputé de bras et de jambes que l'on devrait comparer ce qui reste de l'empire de Souleïman le Magnifique. Or, la Turquie se trouvant sous la dépendance de jour en jour plus étroite des financiers européens, il est à présumer que ceux-ci continueront de distribuer le pays à leurs protégés princiers comme ils l'ont déjà fait pour la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine, l'île de Samos et la Crète.

Pourtant les ressources de toute nature, en hommes, en terres, en produits variés, que possède la Turquie, en Europe et dans l'Asie antérieure, dans les limites qu'on a bien voulu lui laisser pour un

1. *Voir* la carte n° 464, page 261.

temps, sont encore d'une haute valeur. D'abord le peuple turc est, en Europe, celui dont les individus sont les plus forts et les plus sains; s'il n'est pas le plus intelligent, s'il est même le moins souple à l'adaptation, c'est du moins le plus honnête et le plus sincère, de même que le plus sobre et celui qui use le moins de boissons excitantes. Certainement aussi les Albanais et les Lazes, les Kurdes, les Arabes et



DIMINUTION DE LA TURQUIE DE 1812 A 1905

Diminution de la Turquie depuis 1812 : Bessarabie 44572 kilomètres carrés ; Grèce 65036 ; Roumanie 131020 ; Serbie 48 303 ; Monténégro 9 438 ; Bulgarie-Roumélie 96660 ; Bosnie-Herzégovine 51018 ; Crète 8660 ; total 454 707 kilomètres carrés ; reliquat 169 910 kilomètres carrés ; diminution proportionnelle 72,8 0/0.

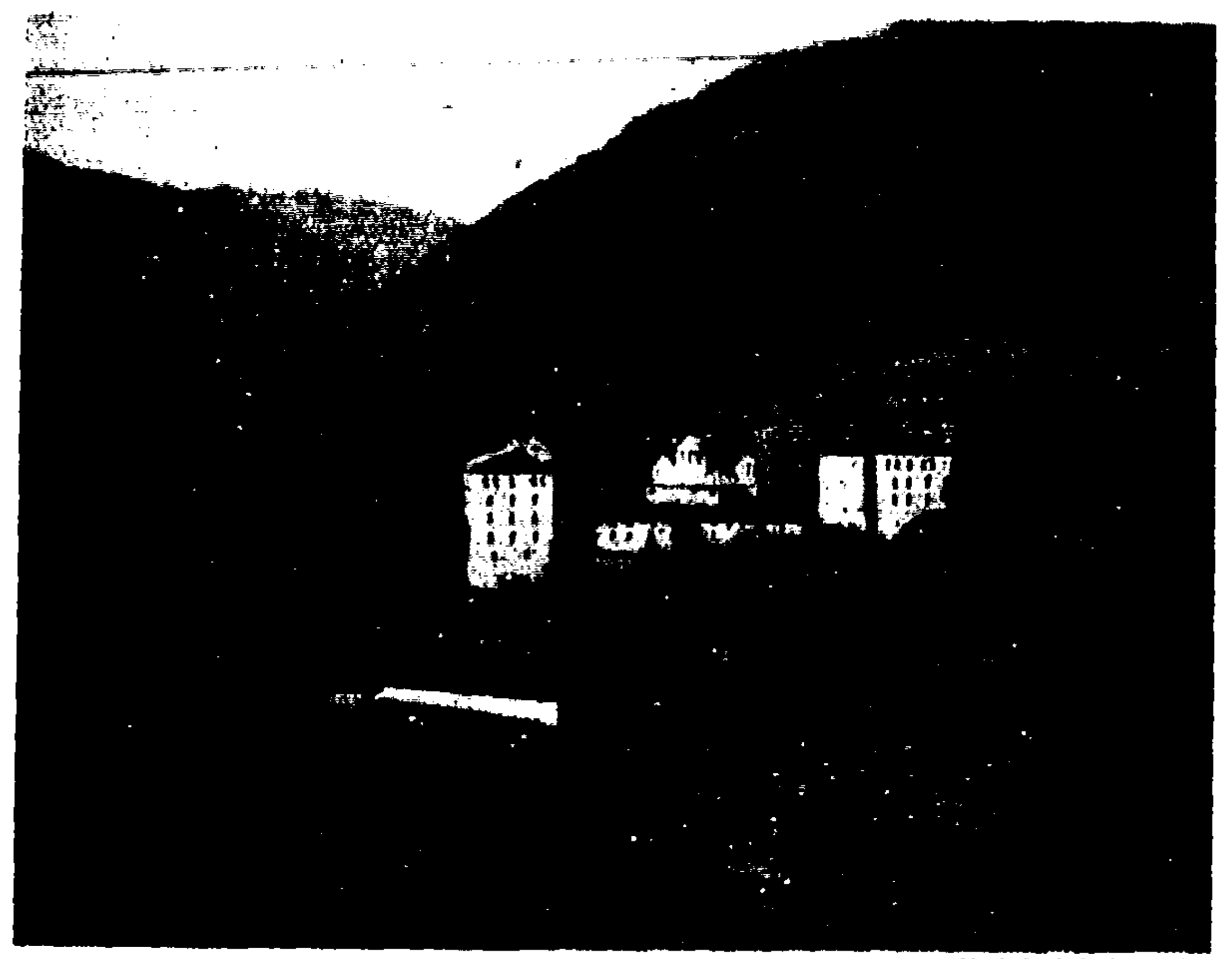
Les districts qui obéissaient au sultan en 1812 sont actuellement occupés par plus de 25 millions d'habitants dont 6 130 200 seulement sont restés sous la domination de la Porte : diminution proportionnelle 75,8 0/0.

tant d'autres populations enfermées dans les limites de ce qu'on appelle la Turquie ont une grande vitalité nationale et constitueraient d'admirables éléments de progrès dans un pays libre : mais leurs forces sont employées au dam les uns des autres ; de même qu'en Asie les passions des Kurdes ont été soulevées contre leurs voisins d'Arménie, de même en Europe, les Albanais, les Tcherkesses expulsés des hautes vallées du Caucase, les Grecs ont été lancés contre les Bulgares et les Serbes ; l'équilibre politique se maintient par la haine réciproque des asservis. Non seulement on se hait de peuple à peuple par suite des simples différences de race, de langue, de traditions, mais dans un même peuple on s'entre-déteste de classe à classe parce que le gou-

vernement turc a confié toutes les basses besognes d'oppression et d'exaction à des sujets choisis parmi les vaincus. C'est de leurs propres compatriotes ou coreligionnaires que les malheureux de chaque nationalité ou de chaque culte ont à se plaindre dans leurs infortunes.

Il faut remarquer que dans l'Orient turc, l'administration s'occupe fort peu des subdivisions territoriales; les indigènes relèvent de telle ou telle autorité, non en vertu du lieu qu'ils habitent mais en vertu de la religion qu'ils professent; des habitants dont les maisons sont contigües se trouvent soumis à des impôts autres et régis par des lois différentes parce que leur dieu — ou le cérémonial d'adoration du même dieu — n'est pas le même. Cette conception de gouvernement, qui ferait honneur à la tolérance des Turcs, si elle n'était accompagnée d'autres pratiques moins louables, explique comment il n'y eut jamais, chez les habitants de l'Empire, de conscience commune; toujours ils se sentirent désunis, entraînés par des intérêts hostiles, animés d'ambitions différentes. L'unité artificielle qui leur fut donnée pendant les périodes d'expansion et de conquête provint uniquement de la solidité des armées, c'est-à-dire du régime de la terreur. Mais dès que ce lien de la force vint à se relâcher, même à se détendre complètement, les peuples, ennemis surtout par la volonté gouvernementale, se retrouvèrent les uns à côté des autres comme des bêtes féroces enfermées en une cage commune. Peu à peu, au soulèvement concerté contre les oppresseurs Osmanli s'est substituée une lutte qui épargne presque les Turcs et à laquelle le spectateur non initié ne peut rien comprendre : Grecs, Bulgares, Koutzo-Valaques, Serbes, Monténégrins, même des factions rivales d'une identique nationalité s'entre-massacrent sous l'œil placide du gouvernement de Stamboul et des cinq puissances. Actuellement, donc, les haines, les ambitions rivales, les survivances et superstitions monarchiques sont trop tenaces pour qu'il soit possible d'espérer en la seule solution vraiment normale, qui serait la libre fédération de toutes les populations de l'Europe sud-orientale en un ensemble de groupes égaux en droits, de communes autonomes, ne formant unité que pour les intérêts communs et la résistance à des agressions du dehors. Ce serait le seul moyen d'éviter le crime qui se prépare après tant d'autres, le bannissement de tous les Turcs hors de leurs anciennes conquêtes d'Europe. Jusqu'à nos jours toute constitution d'un Etat chrétien dans la Balkanie eut pour conséquence pratique l'expulsion des mulsulmans.

Mais dans l'histoire des nations, laquelle eut toujours assez le respect du sol et de la liberté d'autrui pour avoir maintenant le droit de jeter la pierre aux descendants de conquérants anciens? Le temps ne serait-il pas venu de vivre en paix à côté les uns des autres sur cette bonne Terre, si ample qu'elle pourrait sans peine recevoir une population décuple et lui donner en abondance le pain et le bien-être? Constatons du reste qu'il existe des éléments d'entente, recrutés surtout parmi les révolution-



Cl. de la *Vie Illustrée.*

MONASTÈRE DE RILA EN MACÉDOINE

naires turcs, bulgares, macédoniens et arméniens qui se sont rencontrés à Genève, à Paris ou ailleurs.

De tous les Orientaux, les Grecs sont, entre eux, les plus rapprochés de cet idéal de la fédération future, et cela parce que leur existence comme nation n'est pas rattachée matériellement à celle du petit royaume hellénique comprenant officiellement, d'après les traités, une partie de la péninsule du Pinde, la Morée, les îles Ioniennes et les îles Egéennes de l'Europe. La Grèce est bien plus que cela, car en dehors du royaume, il y a des régions grecques dont les habitants, pleins d'une ardent patriotisme de race et de langue, ne consen-

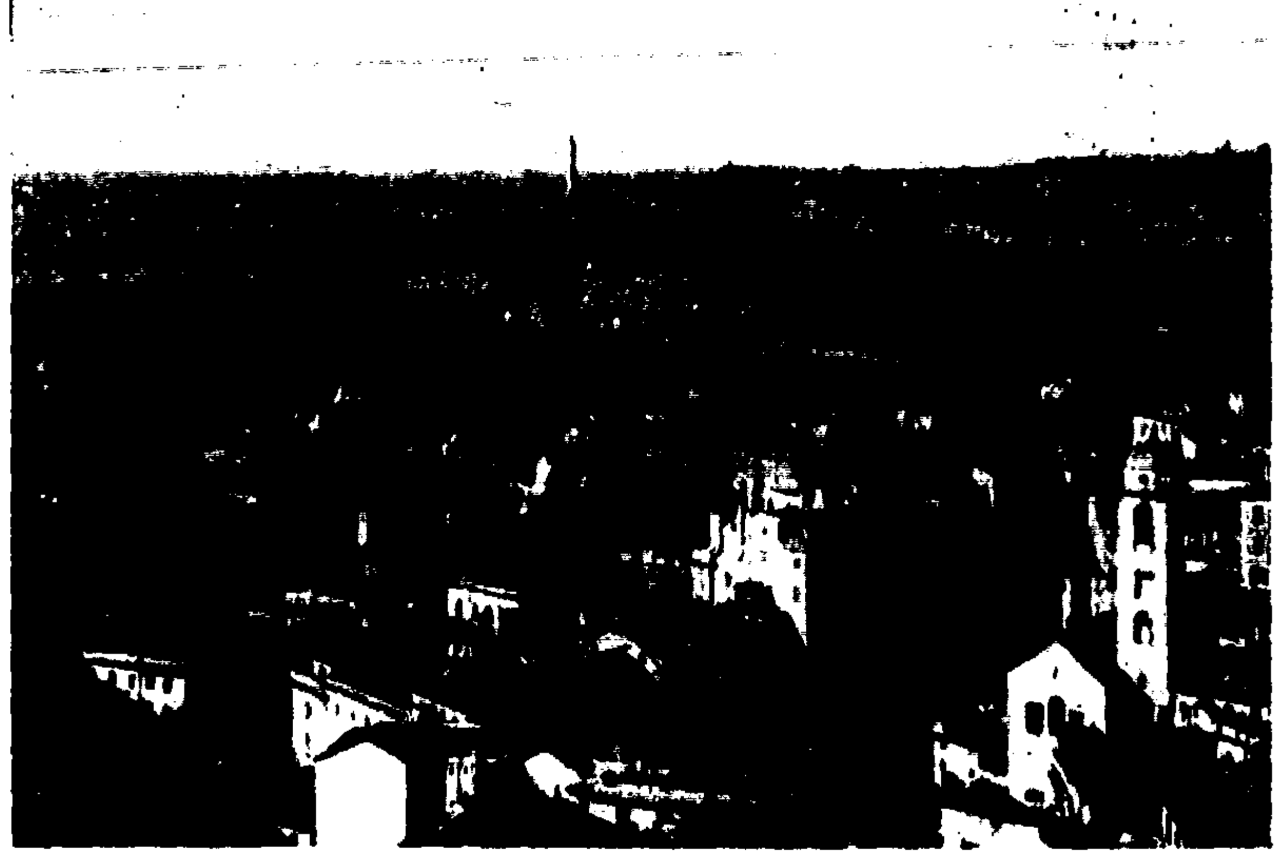
tiraient point à échanger leur sort contre celui des électeurs d'Athènes ou de Patras : sans doute ils sont censés faire partie de l'assemblage des sujets du Grand Seigneur ; même ils ont parfois à subir des avanies de la part de fonctionnaires hargneux ou de diplomates désobligeants, mais ces ennuis sont le prix d'achat dont ils paient leur autonomie réelle dans la libre administration de leurs écoles et autres établissements, ainsi que dans la gérance de leurs intérêts communs : ensemble, ils constituent bien la cellule d'attente d'un corps politique et social beaucoup plus ample et de signification plus haute que le petit État enfermé dans les frontières de l'Épire et de la Thessalie.

Peut-être même ont-ils une conscience exagérée de leur force collective, et, comme tous les patriotes, sont-ils tentés de s'attribuer dans l'avenir une plus large part qu'il ne leur revient. Le fait est qu'ils ont été amèrement surpris lorsqu'ils se sont aperçus que, dans le mouvement de désintégration subi par la Turquie contemporaine, des peuples tenus par eux en médiocre estime et considérés comme des barbares sans droits se sont dressés en face d'eux, réclamant l'égalité dans le partage ou la fédération. Il leur faudra encore du temps pour s'habituer à l'idée que Turcs et Bulgares ne se soumettront pas à leur hégémonie.

La période d'expansion semble finie pour le monde hellénique. Actuellement, la grande tâche est un travail d'élaboration interne qui élève et renouvelle l'ensemble de la nation et lui permet, non certainement d'égaler les aïeux — car la Grèce brillait alors en flamme isolée au milieu des ténèbres—, mais de n'être inférieure à aucune des nations policées dans les diverses manifestations de la vie, non seulement le commerce et l'industrie, mais aussi les arts et la pensée ! Il est encore certaines parties de la Grèce dont les populations ne semblent qu'à demi dégagées de la barbarie superstitieuse du moyen âge turc ou vénitien. L'âpre Etolie, les monts sauvages du Taygète sont encore des contrées de misère et d'ignorance ; maintes îles, qui furent jadis cultivées par des populations prospères, ne sont aujourd'hui que des rochers dont les hâves habitants émigrent vers des lieux plus heureux. Même après des siècles, le monopole tue : c'est ainsi que la plupart des insulaires grecs de l'Égée ne pratiquent ni la pêche, ni la navigation, malgré l'excellence de leurs rades et de leurs petites criques abritées, malgré l'appel des brises alternantes : le souvenir confus de la gloire passée ne

réveille point leur initiative. La cause en est, dit Philippson[1], à l'ancienne domination de Venise qui interdisait tout trafic non réglementé par elle à son exclusif profit.

De même que la Grèce, l'Italie est fort inégale par le développement de ses diverses parties. Le contraste est si grand entre la moitié septentrionale de la Péninsule et la moitié méridionale qu'il a pu être consi-



Cl. J. Kuhn, édit.

LE PORT DE GÊNES

déré par nombre d'Italiens comme l'opposition normale de deux nations, enfermées dans un même cadre géographique mais restant moralement étrangères l'une à l'autre. Le fait est que la plupart des Napolitains et des Siciliens sont portés à se croire des peuples vaincus réunis par force aux « Piémontais » ou « Continentaux ». A tous les points de vue l'évolution diffère. Tandis que dans le nord, Milan, Turin, Gênes participent au mouvement intense de la vie européenne et que Florence reprend la vie d'art et de beauté qu'elle eut à l'époque de la Renaissance, Naples est en voie de se laisser distancer et de perdre même la primauté purement matérielle que lui donnait le nombre des habitants ; quant au

1. Petermann's Mitteilungen, Ergänzungsheft.

territoire des provinces montueuses qui en dépendent, il ne suit l'Italie du nord que d'un pas boiteux. Le méridional reste inférieur à tous égards, si ce n'est par les qualités natives de bonté, de droiture, de cordialité naïve. L'industrie s'introduit dans le pays sans qu'il l'ait appelée, et malgré lui ; les préposés que le gouvernement lui donne pour le diriger, l'assouplir, le morigéner sont des gens qui viennent du Nord ; on considère volontiers ces fonctionnaires comme des intrus et des parasites. Même un Garibaldi n'a point proféré la parole décisive qui ait pu faire résurgir la Grande Grèce de son long sommeil !

Malgré les apports successifs de la « civilisation », les Siciliens sont à certains égards dans un état social très inférieur à leurs ancêtres les Sicules, ainsi que le montre l'aspect des campagnes. Actuellement les laboureurs et autres gens de la terre travaillant sur les grands fiefs des riches propriétaires toujours absents habitent les villes, même quand ils ont à faire chaque jour une ou deux lieues pour aller cultiver leur champ : il n'y a que de grandes agglomérations urbaines en Sicile parce que les campagnes sont désertes la nuit. Quelle est la cause de cette prodigieuse déperdition de forces sinon l'insécurité du pays, qui n'a cessé depuis la période des guerres carthaginoises : de tous temps, il eût été dangereux d'habiter la campagne, sous les Romains, pendant les guerres serviles, plus tard, lors des incursions des Sarrasins, et maintenant encore par suite du brigandage. Du temps des Sicules au contraire, les villages s'éparpillaient gaîment au milieu des cultures, et les habitants n'avaient cure de se construire des murailles de défense. Soixante-dix générations avant nous, la population sicilienne était plus normalement distribuée que de nos jours, parce qu'elle était plus heureuse[1].

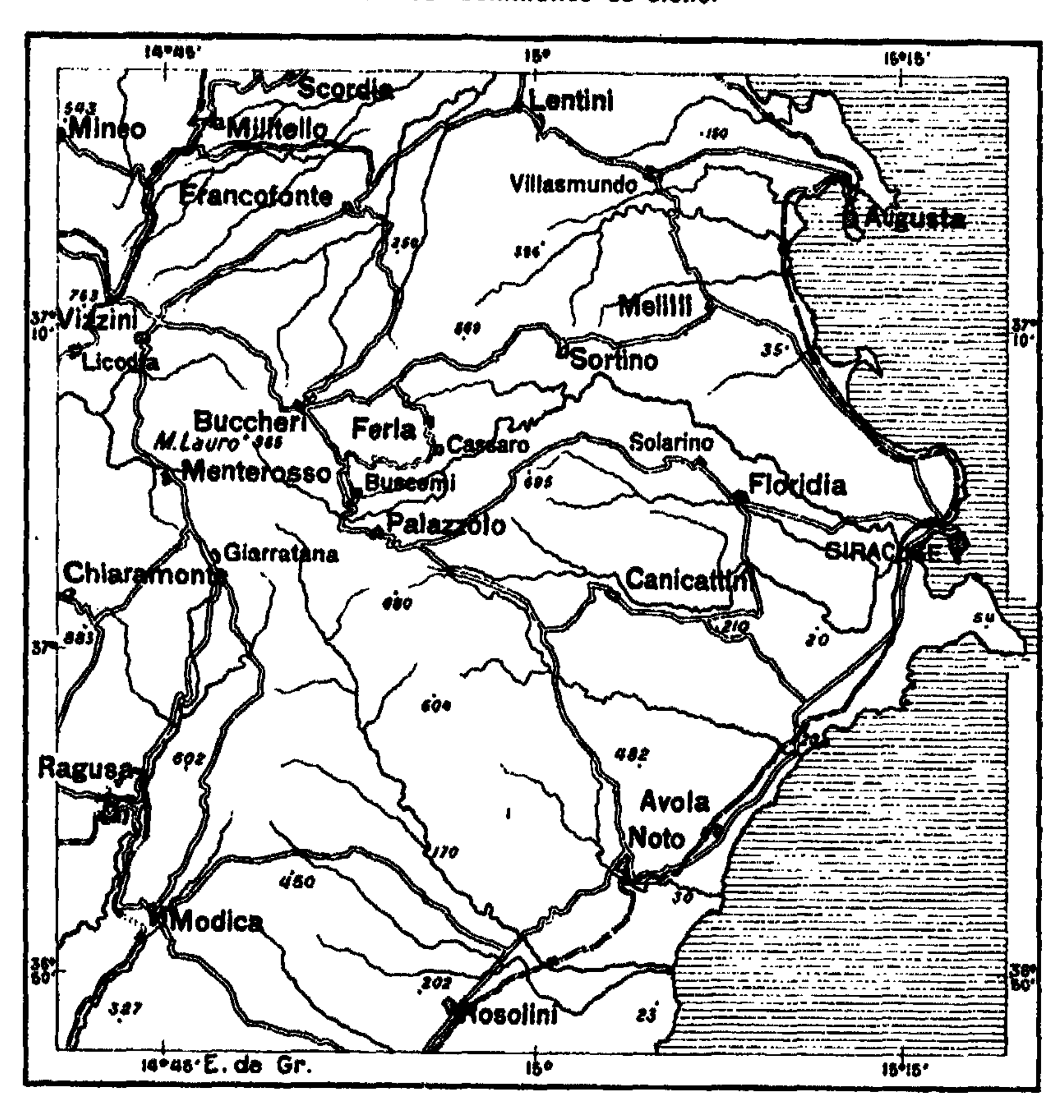
L'aspect de la campagne n'a pris le caractère enjoué et varié des champs cultivés avec amour que sur les pentes orientales de l'Etna et dans certains districts du nord de l'île, où le sol est très morcelé, entre de petits exploitants qui sont propriétaires eux-mêmes et vivent sur leurs étroites parcelles[2].

Dans la grande île de Sardaigne, beaucoup moins peuplée que la Sicile, la situation est encore pire. Divisée jadis en vastes fiefs distribués aux nobles de l'Espagne, elle a hérité d'un régime terrien peut-être plus lamentable qu'autrefois, car si les dîmes ont disparu avec la féoda-

1. Georges Perrot, *Revue des Deux Mondes*, 1er juin 1897, p. 627. — 2. Paul Ghio, *Notes sur l'Italie contemporaine*, p. 86.

lité, de trop lourds impôts les ont remplacées, et l'impuissance économique des cultivateurs est telle qu'une très forte part des prolétaires

N° 495. Communes de Sicile.



1 : 500 000

0 10 20 30 Kil.

Cette carte porte absolument toutes les agglomérations de maisons que l'on peut relever sur la carte d'État-major italienne, dont l'échelle est de 1 à 100 000. Et pourtant cette portion de la Sicile a une densité kilométrique très élevée, environ 130, soit près de deux fois celle de la France.

campagnards se trouve obligée d'abandonner le sol à l'État : le fisc devient le propriétaire d'un territoire de plus en plus étendu, dont il ne sait que faire et qui retombe en friche. En 1900, les percepteurs d'impôts procédèrent ainsi en Sardaigne à 3 887 ventes judiciaires,

dont près du quart — 856 — pour des arriérés moindres de 5 francs[1].

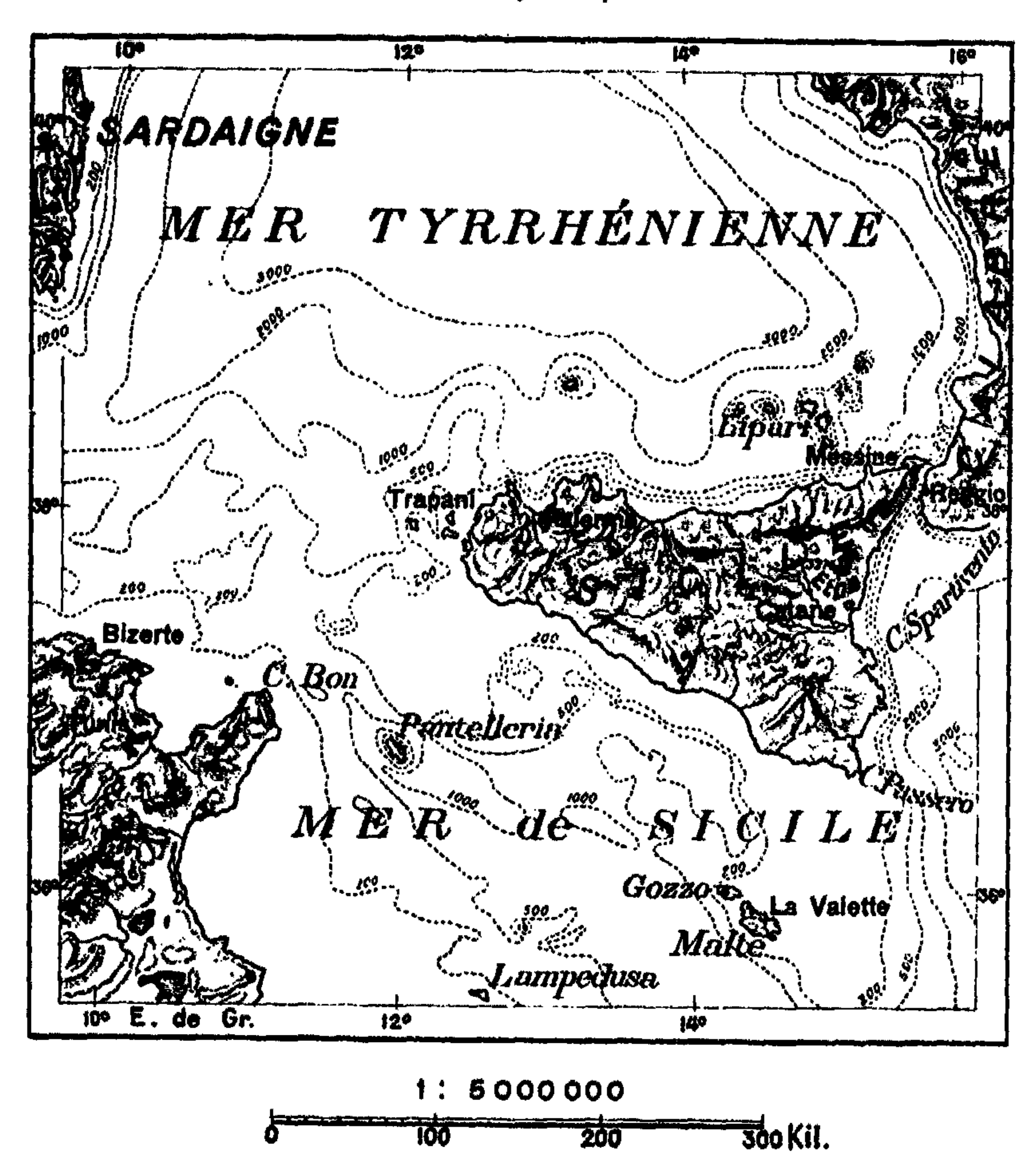
Est-il étonnant que le brigandage, c'est-à-dire la revendication de la terre par le paysan contre le feudataire et contre l'Etat, ait sévi pendant des siècles, avec la complicité tacite de toutes les populations de la campagne? Il n'y eut jamais de brigandage en Toscane parce que les cultivateurs mangeaient le blé de leurs champs et le fruit de leurs vergers; il n'y en eut pas non plus dans l'immense plaine lombardo-vénitienne parce que la nature du pays, depuis longtemps traversé de routes dans tous les sens, rendait la répression très facile; mais partout ailleurs, dans toute la partie méridionale de l'Italie et dans les deux grandes îles de Sicile et de Sardaigne, où les montagnes offraient naguère des retraites sûres aux persécutés, les brigands ont souvent constitué de véritables Etats aux frontières flottantes. Paul Ghio nous parle d'un chef de bande qui tenait la montagne des Marches et se qualifiait de « très grand maître et très puissant prince »; il battait même monnaie à sa propre effigie, et s'il avait reçu l'investiture du pape, rien ne l'eût empêché d'entrer dans l'assemblée des hauts personnages officiels. Un Pierre de Calabre, hors la loi au dernier siècle, s'était proclamé « empereur des monts, roi des forêts et médiateur des routes de Naples à Florence ».

Les conditions économiques étant fort différentes dans les deux moitiés de la péninsule, le mouvement d'émigration, qui a pris une importance capitale dans la vie de l'Italie, présente un contraste remarquable suivant le lieu d'origine des émigrants. Les gens du Nord, ouvriers disposant non seulement de leurs bras mais d'une instruction relative, émigrent surtout temporairement: comme maçons, constructeurs de routes, mécaniciens, les « Piémontais » se savent toujours assurés de toucher un bon salaire; ils s'exilent temporairement en vertu de la loi de « capillarité sociale », se rendent en France, en Suisse, en Allemagne, dans les diverses parties de l'Europe, et même poussent jusque sur les chantiers de l'Asie, où ils ont perforé, notamment, pour le compte de la Russie, le tunnel du Grand Khingan sur le Transsibérien; grâce à leur spécialité de travail, à leur adresse, leur activité, leur vie sobre, ils amassent un petit pécule, puis reviennent dans la patrie. Quant aux expatriés de l'aride Ligurie, des Marches, des Abruzzes, des Pouilles, des montueuses Calabres, de la pauvre Basilicate, de la Sicile affamée, ils

1. Paul Ghio, *ouvrage cité*, p. 95.

émigrent d'une manière permanente sans espoir de retour. Ce sont eux qui fournissent le plus gros contingent aux 200 000 Italiens qui, depuis

N° 496. Italie, Malte, Tunis.



Malte, pour le compte de l'Angleterre, Bizerte, pour le compte de la France, surveillent l'isthme méditerranéen. L'Italie a une station de torpilleurs à Messine.

1903, traversent annuellement l'Atlantique Nord[1], eux qui, par l'accroissement de sa population, ont fait de Marseille la deuxième ville de France, eux qui ont monopolisé la navigation fluviale sur le fleuve Paranà

1. *Voir* Diagrammes, n° 456 et 457, pages 197 et 199.

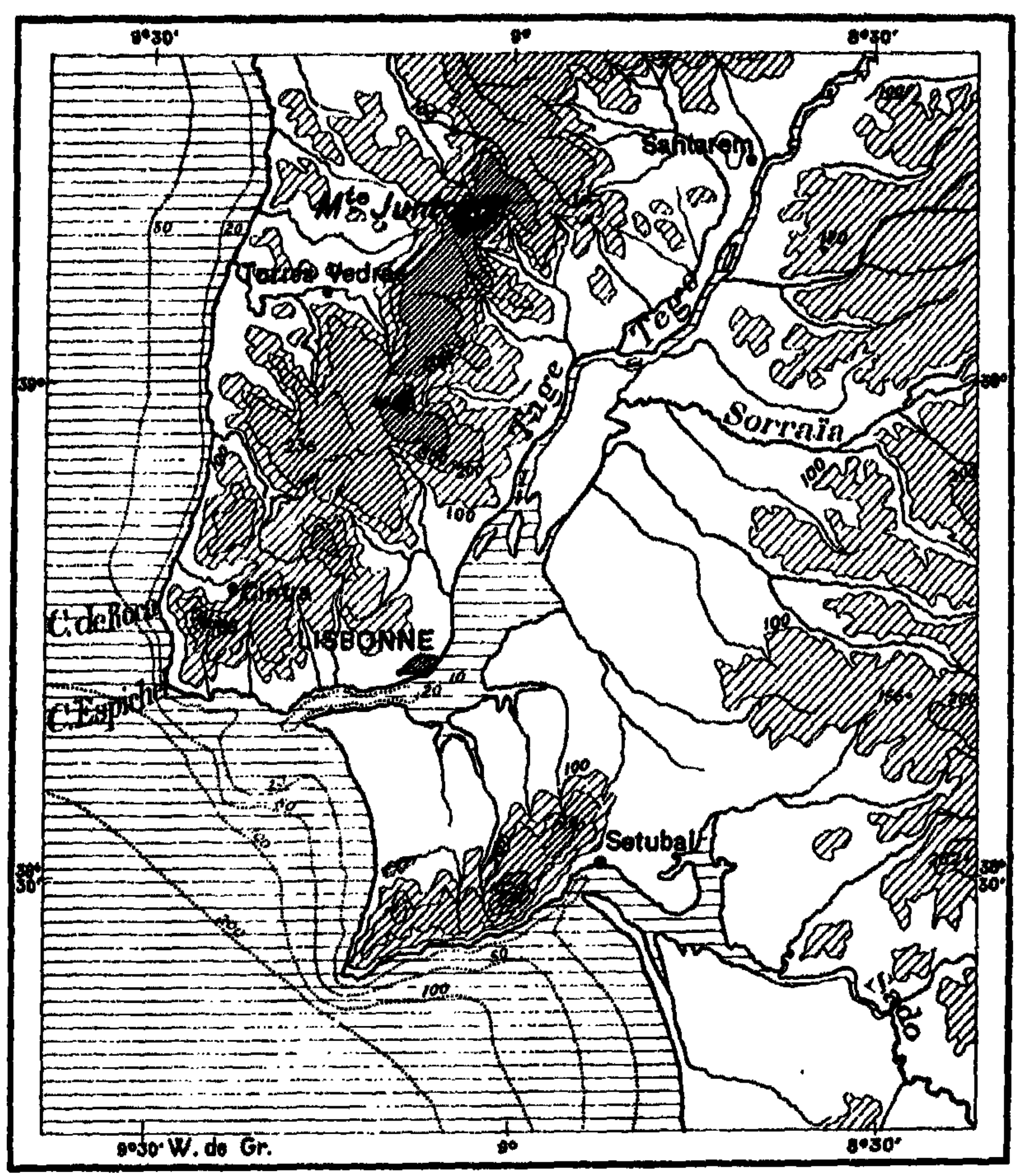
et l'estuaire Platéen, eux aussi qui sont en voie d'italianiser la Tunisie.

L'Italie, encore si pauvre chez elle dans certaines de ses provinces, a eu beaucoup à souffrir, comme la France, de ses passions coloniales et du déplacement de forces qui en a été la conséquence. Cette ambition, qui eut pour résultat le désastre subi sur le plateau de l'Ethiopie en 1895, avait eu d'abord un autre objectif. La conquête de Tunis semblait très souhaitable aux politiciens de la Péninsule : la gloriole traditionnelle populaire eût été satisfaite de continuer la politique de la grande Rome contre Carthage, et l'entreprise ne présentait point de danger. Mais les puissances d'Europe ne donnèrent point leur consentement, paraît-il; la Grande Bretagne surtout, qui possède l'arsenal de Malte au centre de la Méditerranée, voyait de mauvais œil l'extension de l'Italie « une » sur les deux côtés de la mer Intérieure. Sous l'inspiration de Bismarck, qui brouillait ainsi la France et l'Italie pour de longues années, l'occasion fut saisie par un autre larron, et maintenant l'Italie fait presqu'ouvertement ses préparatifs pour l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. Ce n'est plus qu'une question d'opportunité, le syndicat européen des financiers et des rois ayant donné son approbation diplomatique. On parle aussi des projets qui, lors du démembrement de l'Empire turc, donneraient l'Albanie à la puissance qui lui fait face, de l'autre côté de l'Adriatique.

Quoi qu'il en soit des annexions futures, l'Italie a toujours le plus grave des problèmes à résoudre dans ses propres limites. Elle obéit à deux maîtres et, par conséquent, se trouve divisée contre elle-même. Sa propre capitale abrite des souverains forcément ennemis puisqu'ils représentent deux principes opposés, l'un d'origine céleste, l'autre de délégation nationale. Le pape est sinon Dieu, du moins son vicaire, son ambassadeur direct, chargé de dicter au monde entier des fidèles et des infidèles les infaillibles volontés d'en haut. Néanmoins ce n'est qu'un humble petit prince, au domaine tellement circonscrit dans tous les sens qu'un boulet de canon passerait facilement par-dessus, tandis que le roi d'Italie, simplement homme et quelque peu maudit, est un fort grand personnage, « le bon frère » des plus puissants empereurs. Comment concilier ces éléments inconciliables, sinon par de continuels échappatoires et subterfuges, par tout un échafaudage de mensonges qui d'ailleurs ne peuvent tromper personne? Et les patriotes italiens, qui ont enfermé le pape dans un étroit quartier de Rome, n'en sont pas

moins emplis de fierté à la pensée que de toutes les parties du monde catholique les vœux montent en un chœur immense vers le « Souverain Pontife » ! Lui aussi est quand même un Italien, et ceux qui regrettent

N° 497. Lisbonne et le Tage.
(Voir page 400).



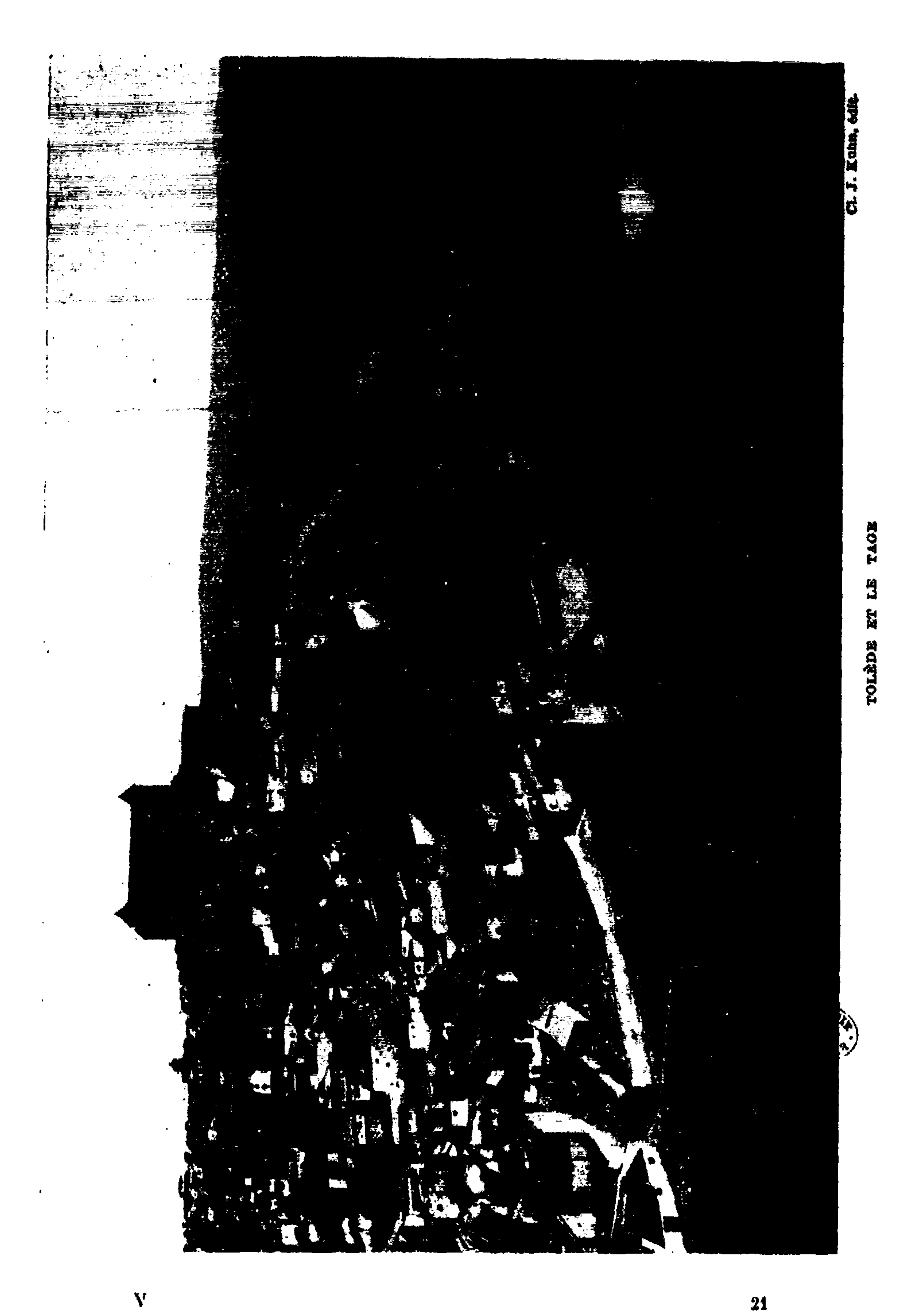
1 : 1 000 000
0 10 25 50 Kil.

les temps de l'antique domination romaine aiment à en voir comme un reflet dans le cercle immense de l'Eglise. Les conflits sont donc inévitables puisque la tension des esprits se produit en sens inverse, suscitant les rancunes et les haines. Les luttes entre Guelfes et Gibelins se

continuent sous d'autres formes et, tant que les nations seront enfermées dans leurs frontières et dans leur corselet de vieilles traditions politiques, le même balancement qu'aux époques du moyen âge et de la Renaissance entraînera l'Italie, tantôt vers sa voisine du Nord, l'Allemagne, tantôt vers quelque autre grand État.

Les deux royaumes qui se partagent inégalement la péninsule Ibérique, l'Espagne et le Portugal, se sont maintenus séparés et hostiles, s'enfermant chacun dans son patriotisme local et dans la routine d'administration. La conséquence naturelle a été de faire du Portugal une quantité presque négligeable, n'ayant plus guère qu'un semblant d'indépendance politique. Trop faible pour ne pas avoir besoin d'appuis étrangers dans les questions d'ordre international, trop divisé, même au point de vue géographique, par le contraste que présentent les deux moitiés du pays séparées par l'estuaire du Tage, trop ignorant et dépourvu de valeur propre dans la masse de sa population, enfin trop privé de ses éléments énergiques par la constante émigration qui emporte ses meilleurs enfants vers les côtes brésiliennes, le Portugal n'a pas la force de réagir contre les intérêts de famille, de pouvoir et d'argent qui entraînent ses maîtres dans l'orbite des puissances étrangères, ou plutôt dans celle de la Grande Bretagne, reine des marchés portugais par le symbole de sa monnaie, si bien dénommée le « souverain ». Malgré l'humiliation que les Anglais lui firent subir en 1885, lorsque, passant de la vallée du Limpopo aux abords du lac Nyassa, ils s'emparèrent du bassin moyen du Zambèze, traditionnellement considéré jusqu'alors comme possession portugaise, l'asservissement réel du petit royaume à la politique anglaise est devenu si patent que même les colonies africaines de Loanda et du Moçambique, sans parler de Lourenço-Marquez, sont déjà subordonnées aux exigences administratives et fiscales de l'Angleterre.

Peut-être l'Espagne se trouve-t-elle en voie de subir une humiliation de même nature. Aussi bien rattachée aux ports britanniques par les chemins de l'Océan qu'elle l'est à la France, et n'ayant avec celle-ci que deux voies ferrées d'union directe, la Péninsule est en grande partie la vassale de la finance anglaise, qui commandite chez elle tant de mines, de chemins de fer, de manufactures et autres entreprises. Même l'outrage indélébile fait à l'Espagne comme nation par l'occupation mili-



Cl. J. Kuhn, édit.

TOLÈDE ET LE TAGE

taire de Gibraltar contribue, tant les hommes sont veules, à augmenter le prestige de l'Angleterre; cet épieu enfoncé dans la chair vive rend tout le corps malade. Ce seul point à peine perceptible sur l'ensemble de la carte n'en est pas moins suffisant pour déterminer toute la politique de l'Etat. L'Espagne n'ose plus même se défendre : la position d'Algésiras dominant celle de la citadelle anglaise par-dessus le golfe, la Grande Bretagne a signifié aux Espagnols qu'elle considérerait comme un acte « peu amical » la construction de tout ouvrage militaire sur la pointe qui fait face à ses propres fortifications, et l'Espagne se trouve obligée d'interrompre ses travaux défensifs, tandis que le génie anglais accroît à loisir les moyens d'attaque.

Les événements graves qui privèrent récemment l'Espagne de tout son empire colonial — à l'exception de quelques « presidios » africains sans grande valeur, des Canaries, de Fernando-Po et d'Annobon — auraient dû faire comprendre aux dirigeants de la nation qu'il était indispensable de prendre des voies nouvelles. Mais les gouvernements, enferrés dans leurs pratiques traditionnelles et dans l'état d'âme qui en est la conséquence, peuvent-ils se conformer à d'autres avertissements que ceux d'une brutale révolution ? Non seulement on s'est gardé de réformer un seul abus, mais on en a même augmenté le nombre. L'Eglise a réclamé des privilèges et des garanties, l'armée de nouveaux honneurs, la marine un accroissement de budget. En des circonstances si graves où les destinées de l'Espagne étaient en jeu, les hommes « d'Etat » ne voyaient pour la plupart que leurs intérêts de classes. Tous ceux qui s'étaient ambitieusement déclarés capables de gérer les affaires du pays eussent dû au moins faire preuve de volonté, de suite dans les idées, de force et de joie dans l'action. Or, à aucune époque de son existence, l'Espagne officielle n'avait eu à un plus haut degré le culte de l'emphase oratoire. Les dirigeants étaient montés au pouvoir parce qu'ils savaient bien parler : c'est comme orateurs, amples et sonores dans leurs discours, habiles, souples et pressés dans leurs ripostes, qu'ils avaient été choisis. On ne leur demandait pas d'avoir raison, mais d'avoir le dernier mot dans les tournois parlementaires; quant aux actes politiques, au caractère et à la tenue de la conduite, c'étaient là des choses qui, échappant à l'admiration des badauds, étaient considérées par cela même comme secondaires. Le Congrès espagnol, celui de tous les Parlements d'Europe « élu » suivant les pratiques administratives les plus éhontées, était également celui où

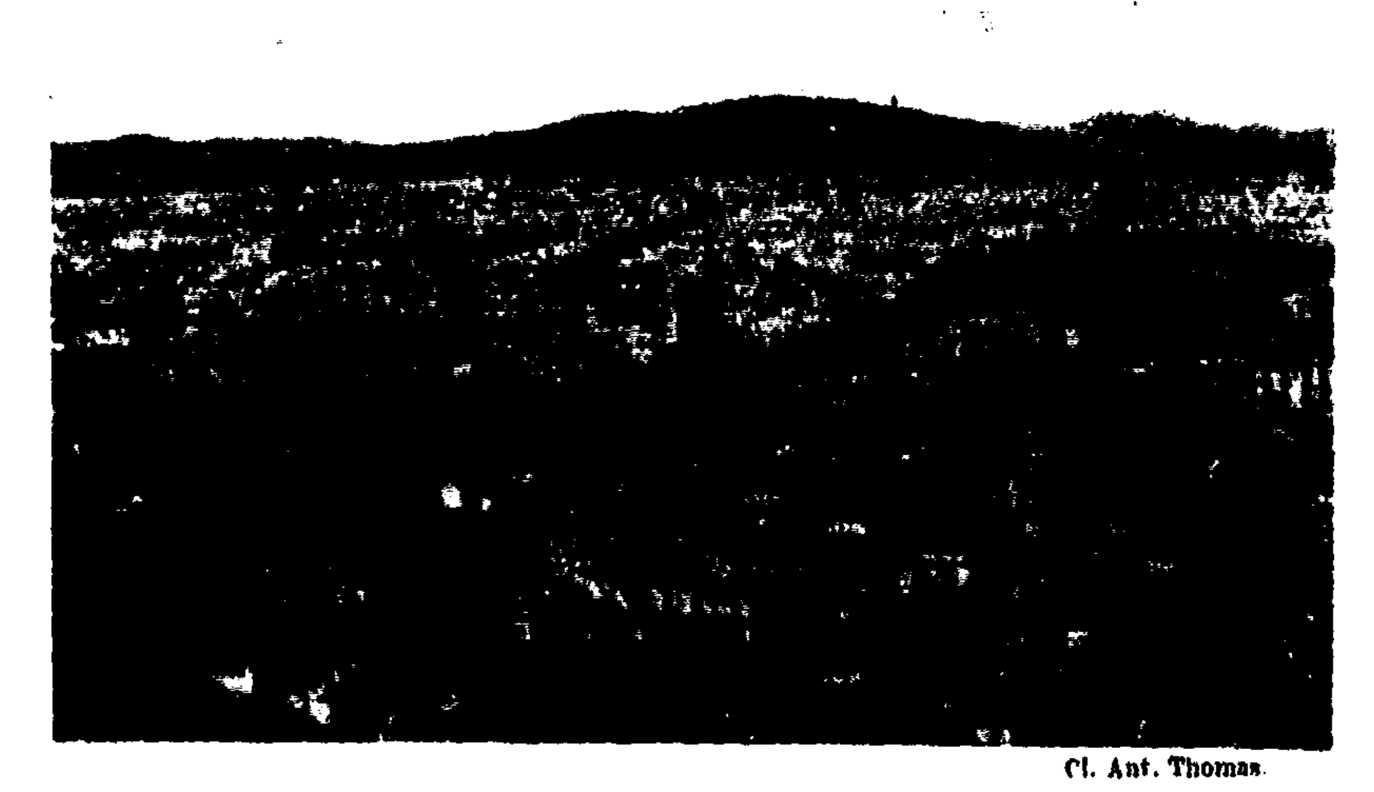
l'on entendait les plus beaux discours. Les désastres se succédèrent coup sur coup, mais que de fortes paroles avaient été prononcées pour dramatiser ces malheurs ou pour les transformer en autant de triomphes ! On pouvait en écrire toute une anthologie, comparable aux plus beaux modèles de l'antiquité classique.

Si l'Espagne a payé ainsi les frais de sa défaite par d'admirables prosopopées, elle n'en est pas moins obligée, comme les autres peuples, de s'accommoder à la vie contemporaine. A mesure que les questions nationales cessent d'être exotiques, extérieures, pour toucher aux intérêts de province ou de classe, l'art de dire avec sonorité diminue d'importance : on est forcé désormais de s'occuper de faits, de chiffres, d'éléments précis. Une évolution analogue à celle qui s'accomplit dans tous les autres pays se produit dans la Péninsule. Quoique le socialisme n'ait point encore aboli les voltiges de la phrase — loin de là —, cependant il a déjà quelque peu simplifié le langage de la tribune, et les artistes en belles paroles sont obligés de mettre une sourdine à leur voix pour ne pas déplaire à leur public de travailleurs. La vie nationale devient plus sérieuse et le langage doit se conformer par une sobriété plus grande à cette participation de plus en plus intense à l'étude des problèmes contemporains. Ainsi que le dit très justement un écrivain moderne : « C'est bien à tort que l'on accuse le peuple espagnol d'être un peuple dégénéré ; il n'est pas encore constitué, on peut dire qu'il n'existe pas »[1]. La formation normale en avait été étouffée dans l'œuf par les Ferdinand d'Aragon, les Charles-Quint, les Philippe II... Mais l'Espagne, le Portugal naissent à la vie : les maîtres sont tenus, bien malgré eux, de compter avec une opinion publique.

La France, comme l'Espagne, a été très fortement atteinte et diminuée politiquement : il lui est désormais interdit de rêver, comme elle le fit plusieurs fois dans son histoire, de garder ou de reprendre le premier rang parmi les nations. Il lui faut se contenter de n'être qu'une unité dans le « concert » des huit « grandes puissances », de ne pouvoir classer son armée qu'au 3e rang et sa flotte de guerre au 3e ou 4e, tandis que par sa population, son commerce et son industrie, elle vient bien plus en arrière dans la liste de prééminence. Impuissante à faire prévaloir sa

1. R. Mella. *Crise d'une nationalité*, Humanité nouvelle, juillet 1900, p. 97.

volonté dans les conseils de l'Europe, elle a cherché à se dédommager par des annexions de territoires au delà des mers : après la Grande Bretagne, elle est la nation militaire qui a le plus subi cette maladie contagieuse à laquelle Novicov a donné le nom de « kilométrite »[1]. L'étendue de l'empire colonial qui, d'après les cartes, est censé appartenir à la France dépasse de beaucoup en superficie l'espace que la métropole occupe en Europe. La conséquence inévitable de toutes ces annexions



Cl. Ant. Thomas

VUE GÉNÉRALE DE BARCELONE

est d'affaiblir le pays, sinon colonisateur du moins conquérant : cette végétation touffue de rameaux adventices doit épuiser la sève du tronc principal. Il suffirait que la puissance fût engagée en des entreprises vitales d'attaque ou de défense avec le reste de l'Europe pour qu'il lui devînt impossible de s'occuper des contrées situées complètement en dehors de son orbite d'attraction. N'est-ce pas là d'ailleurs ce qui arriva pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire ? La plupart des possessions françaises d'outre-mer cessèrent de lui appartenir parce que nul intérêt ne portait les populations indigènes à se défendre contre la moindre attaque des vaisseaux anglais qui « commandaient aux flots ». Et même pendant la guerre de 1870, des territoires désignés

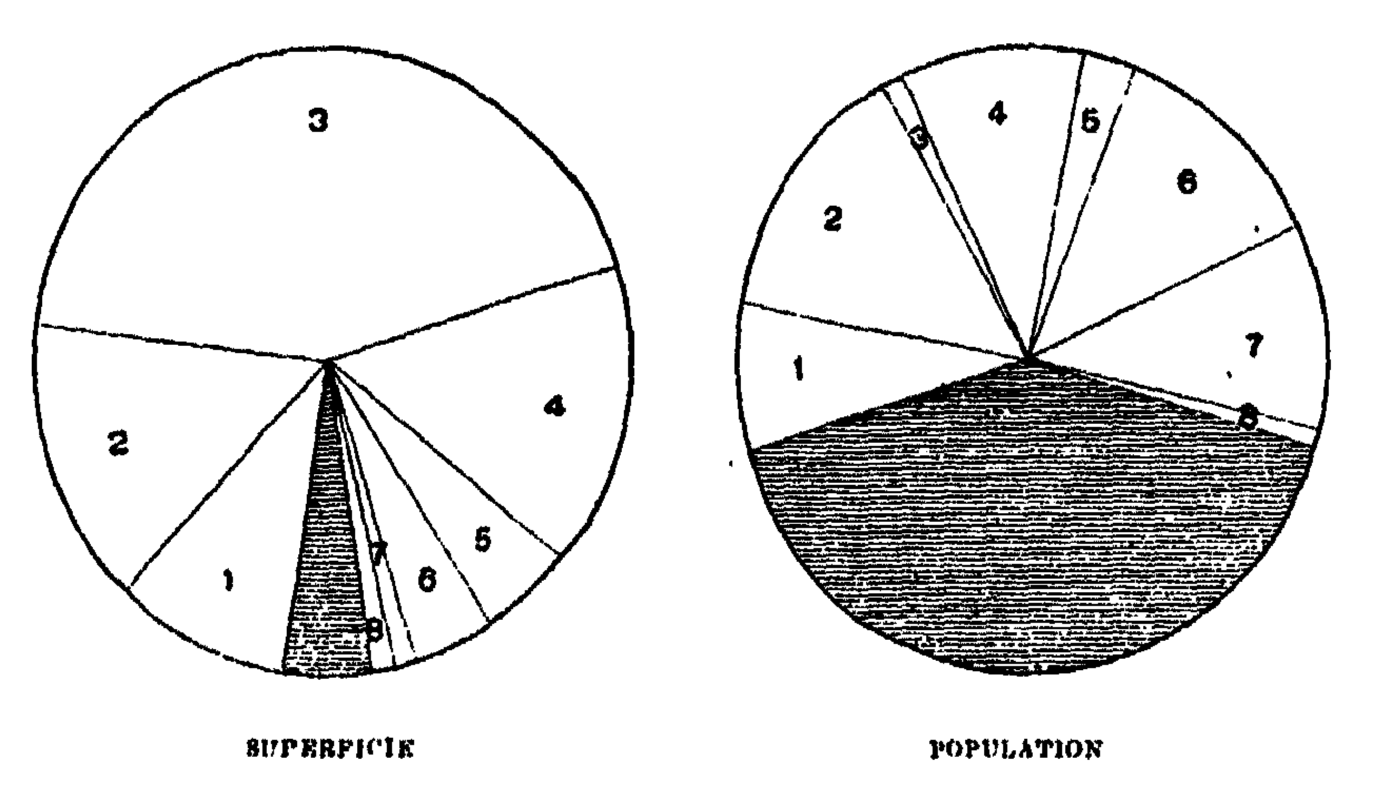
1. *Conscience et volonté sociales*, pp. 277 et suiv.

officiellement comme « colonies françaises » furent complètement évacués sans même qu'un ennemi se donnât la peine de les attaquer. Evidemment tous ces pays éloignés de la contrée d'où sont venus les envahisseurs restent des acquisitions précaires puisque les conquérants n'y ont pas fait souche et ne s'y trouvent qu'en exploiteurs haïs, en visiteurs redoutés. La proportion des Français qui résident dans les territoires dits coloniaux situés en dehors de la Maurétanie et n'ayant pour habitants que des indigènes avec ou sans droit de vote est infinitésimale, pour ainsi dire. Dans toutes les colonies africaines, asiatiques et océaniques, la Réunion et la Nouvelle-Calédonie exceptées, on ne compte guère que 25 000 Européens civils, dont tout au plus 20 000 Français, et 36 000 hommes de troupe venant de la métropole. Les possessions de l'Indo-Chine, qui ont certainement une très grande importance économique et qui ne peuvent manquer d'acquérir d'année en année une valeur constamment accrue, doivent leurs progrès matériels beaucoup moins à leurs propriétaires et administrateurs français qu'aux marchands européens d'autre origine, aux immigrants chinois et surtout aux indigènes eux-mêmes, qui sont des gens de labeur et d'intelligence. Quant aux Antilles françaises, la Martinique et la Guadeloupe, les fils des anciens esclaves, encore noirs ou foncés de couleur à cause de leur origine africaine, sont pourtant devenus Français par la langue, l'éducation, le suffrage et la conscience nationale ; mais pour le commerce, ils sont entrés déjà, en dépit des tarifs différentiels, dans le cercle d'attraction des Etats-Unis.

Malgré le nombre et l'étendue de ses possessions coloniales, dans lesquelles les patriotes français feignent de trouver la force, et qui sont en réalité une cause de faiblesse, la France comprend l'insécurité de sa position à côté de deux Etats beaucoup plus puissants qu'elle, l'un par son argent et sa flotte, la Grande Bretagne, l'autre par sa population et son armée, l'empire germanique; aussi a-t-elle dû chercher une alliance, au risque de faire bon marché de ce que l'on appelait jadis les principes républicains. Les diplomates se sont évertués à marier les sons de la Marseillaise et de l'Hymne du Tsar. Le fier idéal qui inspirait les hommes de la Convention est bien oublié de leurs petits-neveux. Toutefois, des sentiments très multiples se sont mélangés aux réjouissances officielles populaires occasionnées par cette alliance. A côté des flagorneurs trop heureux de se reconnaître les valets d'un haut personnage,

il n'a pas manqué de gens sincèrement joyeux de manifester leur sympathie pour un peuple étranger ; une petite union a été formée, qui, en dehors des simagrées officielles, constitue un élément de la fraternité future. La défaite de la Russie en Orient et la Révolution qui gronde de la mer Noire à la Baltique n'a pu qu'aviver le dernier sentiment tandis que celui des sphères d'en haut était proportionnellement diminué.

La politique « bassement bourgeoise » qui dirigeait les affaires poli-



LA FRANCE ET LES COLONIES

1. Algérie et Tunisie — 2. Soudan et Afrique occidentale, du Sénégal au Dahomey. — 3. Sahara. — 4. Congo. — 5. Madagascar. — 6. Cochinchine, Cambodge, Annam. — 7. Tonkin. — 8. Autres colonies en Asie, Afrique, Amérique et Océanie.

tiques de la France et de l'Europe pendant le centenaire de la Révolution est bien caractérisée par les menaces officieuses que le cabinet du Quai d'Orsay fit entendre, en 1898, à la Porte. C'était après les effroyables massacres de l'Arménie. Le sultan porté par l'enivrement de sa toute-puissance, avait osé contrarier quelques spéculations malpropres de financiers européens. « Prenez garde ! lui cria-t-on aussitôt, il ne faudrait pas qu'à Constantinople on se fit d'illusions. La crainte morbide des responsabilités, qui a paralysé l'action des puissances dans les affaires d'Arménie, ne garantit nullement à la Porte l'impunité à propos des indemnités en question... Tant qu'il ne s'agissait que d'humanité, de droit et de protection d'une clientèle en péril de mort, l'Europe pouvait bien

reculer... Chaque puissance retrouve toute sa lucidité et toute son énergie dès qu'il est question des intérêts matériels de ses ressortissants »[1]. Tuez vos Arméniens si le cœur vous en dit, mais ne touchez pas à notre argent.

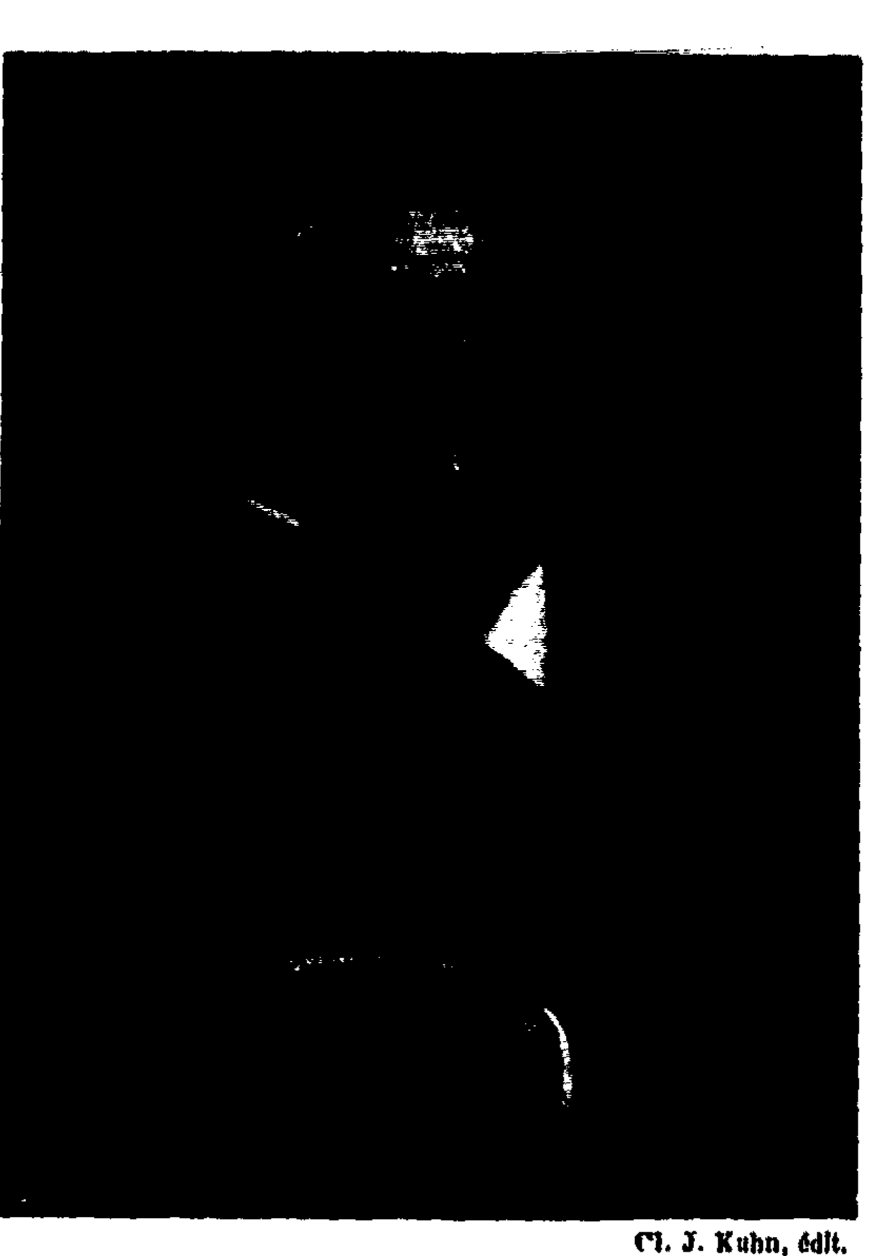
Vraiment une pareille indifférence devant les injustices les plus flagrantes, devant les crimes collectifs les plus affreux pouvait à bon droit porter des esprits moroses à s'imaginer que c'en était bien fini, que la source de toutes les nobles passions était irrémédiablement tarie. Et pourtant, à cette époque, se produisit un événement en soi fort banal, un déni de justice commis sciemment envers un officier qui avait le tort de déplaire à ses camarades. De pareilles choses se présentent tous les jours, mais il faut une certaine combinaison de circonstances, puis le temps nécessaire pour que l'opinion se passionne, et enfin le talent, le vouloir communicatifs de quelques hommes vaillants pour déterminer le mouvement général.

Tous ces éléments se rencontrèrent dans l'affaire Dreyfus, « l'affaire » par excellence qui fut le procès de l'armée, non seulement de l'armée française, mais de toutes les armées de tous les temps et de tous les pays, parce qu'il établit les conséquences fatales de l'autorité indiscutée, la cruauté, la sottise, l'esprit systématique de caprice et de mensonge, et surtout la subordination de tout sentiment de justice et d'honneur à l'esprit de corps. Tant de vœux et de volontés, s'élançant de toutes les parties du monde, se sont unis dans cette affaire, représentative de millions d'autres affaires restées inconnues ou négligées, si ce n'est dans un cercle local, qu'on peut y voir un événement d'ordre universel et que ce procès a par cela même « contribué à la future unité de la race humaine ». En outre, il dut une beauté tragique à sa longue durée, à ses péripéties poignantes, à son coup de théâtre. « Par les attaques féroces, puériles, sournoises des uns, elle eut l'intérêt compliqué des drames barbares, et par la ferme défense des citoyens, elle acquit la simple beauté harmonieuse de la tragédie antique »[2].

Cette guerre forcenée des deux moitiés de la France, à propos d'un homme qui, par son génie, son intelligence ou ses qualités morales ne s'élevait en rien au-dessus de la banalité moyenne, est un des mille incidents de la lutte incessante qui sévit dans tous les milieux entre conserva-

1. Article du *Temps*, reproduit par le *Mechveret*, 1er août 1898. — 2. Ch. Péguy, *Revue Blanche*, 15, VIII, 1899, pp. 631, 632.

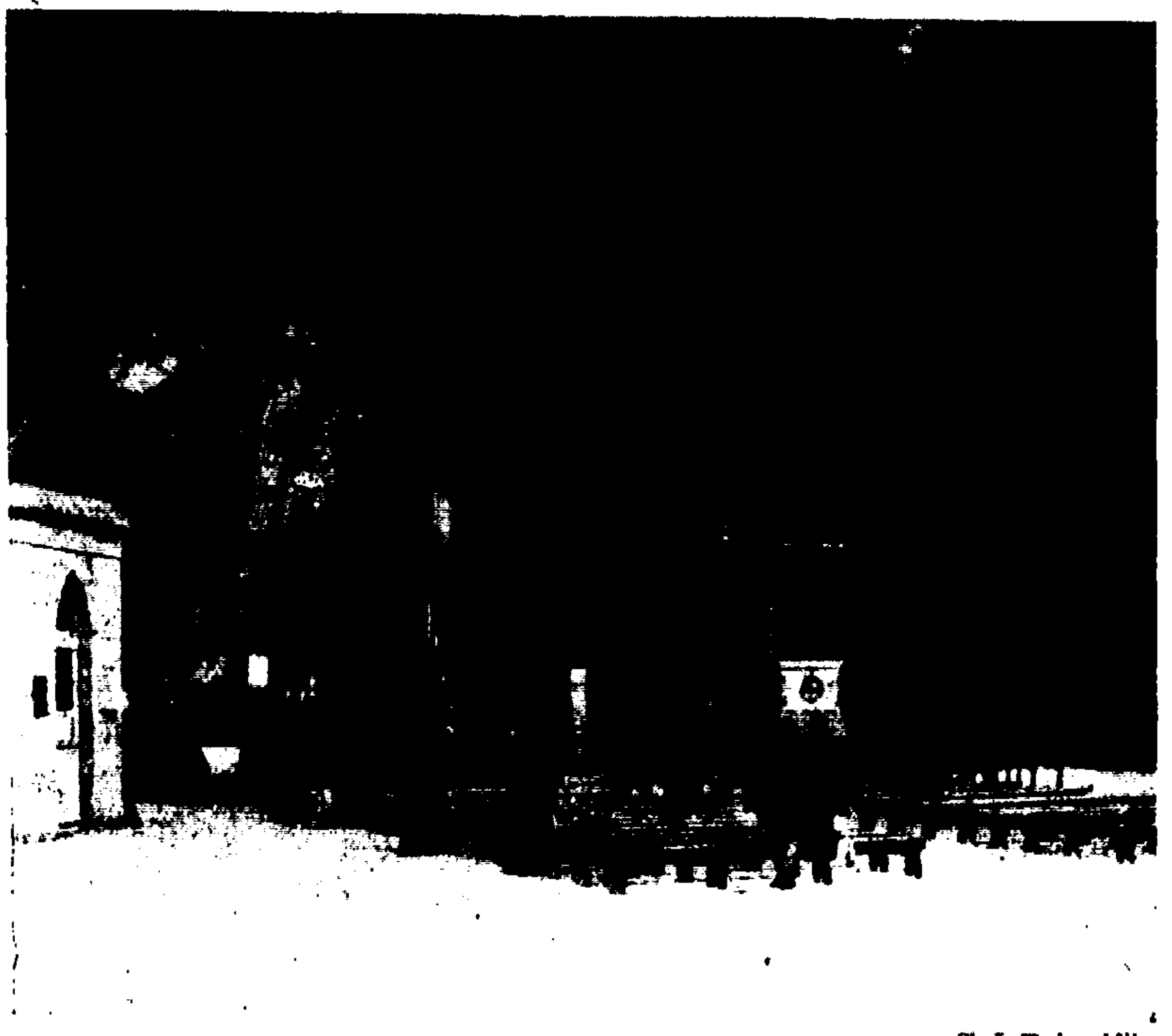
teurs et novateurs, mais peut-être en France avec plus d'acharnement qu'ailleurs à cause de la puissance presque égale des éléments en opposition, symbolisés par le contraste géographique du massif central et des plaines, c'est-à-dire du lieu de raréfaction et du foyer d'appel. Pourtant le contraste est double, car si les régions montueuses du centre constituent un monde tout différent des bassins de la Seine, de la Saône, de la Garonne, il y a également une opposition nette entre le Nord et le Midi, mais les deux formes d'antagonisme se manifestent diversement. L'individualité provinciale persiste longtemps chez les immigrants de Paris, notamment chez l'Auvergnat, le Marchois, le Savoyard, qui continuent de vivre à part dans la foule, concentrés dans la pensée du gain. On peut dire d'une manière générale que le dépaysé de la province arrive avec un sentiment de respect presque religieux pour la grand'ville, qui représente à ses yeux, et à juste raison, un centre intellectuel très supérieur à son milieu primitif, en même temps que la cité dans laquelle s'est déroulée la grande histoire et où se concentrent d'immenses trésors apportés du monde entier. Mais le « Méridional » proprement dit, le Toulousain, le Marseillais, le Gascon, a d'autres façons de voir : il ne se croit point inférieur au Parisien ; on dirait qu'il a gardé comme un reste de l'orgueil du Romain ou du citoyen de la *Provincia* lorsque ceux-ci se hasardèrent dans les froides régions marécageuses ou forestières du Nord de la Gaule;



Cl. J. Kuhn, édit.

ÉMILE ZOLA (1840-1902)

peut-être se rappelle-t-il instinctivement les jours du moyen âge, avant l'atroce Simon de Montfort, quand les gens de la langue d'oc, Albigeois et autres, avaient amplement conscience de la supériorité de leur civilisation, comparée à celle des Barbares du Nord. Peut-être quelques Méridionaux arrivent-ils même, sans trop s'en rendre compte, avec



Cl. J. Kuhn, édit.

LA GROTTE DE LOURDES

un sentiment de vengeance. Les grands parleurs d'entr'eux viennent déployer leur tonnante éloquence comme en pays conquis.

Phénomène qui peut sembler bizarre, et qui cependant est une conséquence naturelle de l'oppression, çà et là victorieuse, que les envahisseurs du Nord firent jadis subir aux populations méridionales, celles-ci réagissent maintenant contre les septentrionaux suivant un mode très complexe. Tandis qu'il y a six cents ans, elles représentaient sans contredit la partie la plus avancée de la nation, leur action se complique de nos jours d'éléments régressifs très puissants. A côté d'une majorité d'électeurs dont la couleur politique est dénommée

« radicale », voire « radicale-socialiste », dont les représentants s'emploient à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à côté de paysans qui entrent délibérément dans la voie coopérative, même communiste, se trouvent les groupements les plus violemment superstitieux et réactionnaires. Si la langue provençale essaie de renaître à la vie, ce qui est son droit — elle justifie d'ailleurs son ambition légitime par des poèmes



Cl. J. Kuhn, édit.

LE PUY EN VELAY

A gauche Saint-Michel d'Aiguilhe, au centre Notre-Dame-de-France, à droite la Cathédrale.

d'une grande beauté littéraire —, le sens général de ce mouvement se porte franchement vers la réaction catholique. Et n'est-il pas honteux que la passion cruelle des courses de taureaux, avec mise à mort de l'animal et tout l'effroyable prélude de chevaux éventrés et d'hommes en danger, se soit emparée de tant de villes du Midi, et qu'elles en aient senti leur vieil esprit municipal se réveiller contre le gouvernement central, coupable de vouloir appliquer les lois, pourtant bien peu draconiennes, édictées durant le siècle pour la protection des animaux ?

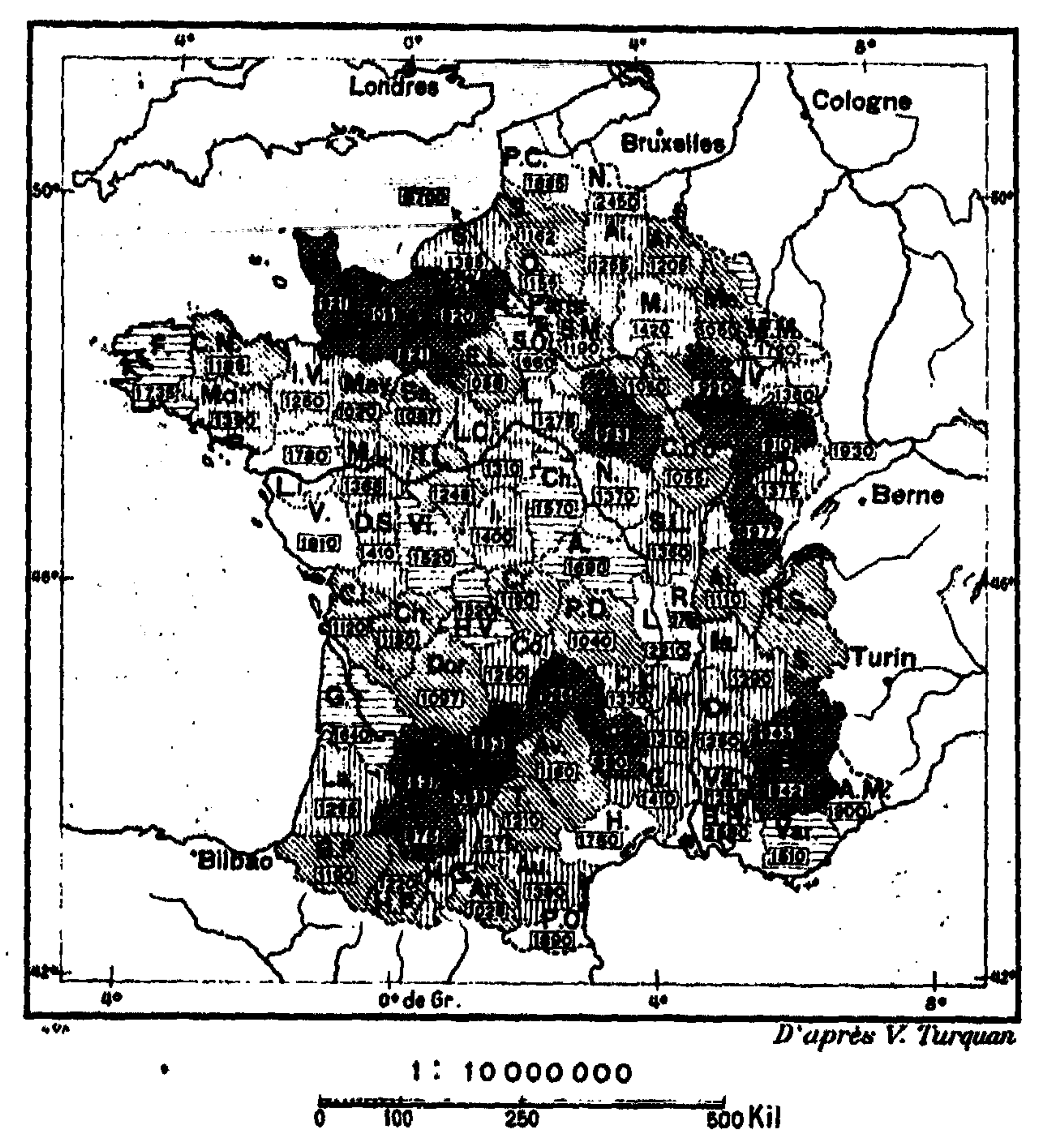
Dans ce conflit des deux France, il est naturel que les éléments conservateurs se soient allégés de tout ce qui pouvait alourdir le combat. La monarchie les gêne, d'autant plus que, loin d'être un principe absolu, elle est subordonnée à l'existence d'une famille royale ou impériale, et que plusieurs d'entre elles se disputent le pouvoir. Les tentatives de restauration ayant échoué, précisément à cause de ces compétitions entre candidats à la souveraineté, il a paru plus pratique de se « rallier à la République » conformément à l'avis du pape, car un nom n'engage à rien, et sous celui de « Chose commune » on peut embrasser les survivances du passé les plus contradictoires aux idées nouvelles. Naturellement le centre de ralliement pour la droite et la gauche de la grande armée conservatrice devait être la vieille Eglise catholique, assouplie très adroitement à toutes les manœuvres modernes, mais incapable de transiger sur les principes qui sont, comme ils le furent toujours, l'asservissement des esprits et des volontés à la tradition religieuse. Le respect des intérêts acquis est tellement respecté en pareille matière que le personnel de la réaction française semble avoir à peine changé pendant un siècle. C'est une des très intéressantes et très logiques conséquences de l'histoire, que, sous la République officielle, la plupart de ceux qui commandent l'armée française soient précisément les petits-fils des émigrés royalistes qui envahirent la France à la solde de la coalition des rois. Les noms énumérés dans les annuaires coïncident d'une manière étonnante, à un siècle de distance, à ceux qui figuraient à Coblentz et à Quiberon dans la liste des mercenaires étrangers[1]. Par une évolution toute naturelle et qu'il serait par conséquent injuste de reprocher à qui que ce soit, les royalistes envahisseurs de la France se sont transformés en « patriotes intransigeants ».

Sans être unique à cet égard parmi les nations, la France est cependant celle que l'on cite d'ordinaire comme le groupe ethnique le plus infertile en progéniture. Tandis que dans la plupart des contrées européennes et des autres pays appartenant au même type de civilisation, la population, aidée par les admirables progrès de l'hygiène moderne et la découverte incessante de nouvelles ressources, s'accroît suivant des proportions qui n'avaient été jamais atteintes, la France n'augmente que très faiblement en résidants, et même il est arrivé plusieurs fois

1. Urbain Gohier, *l'Armée de Condé*, *Revue Blanche*, 1er juillet 1898.

depuis quelques années que le nombre des naissances ait été inférieur à celui des décès et que seule l'immigration d'étrangers ait empêché un véritable recul de la population française. A l'exception de la Bretagne,

N° 498. Accroissement de la Population française durant le XIX° siècle.



Les chiffres indiquent la population de 1900, pour 1000 habitants en 1800; on voit que dans une quinzaine de départements, il y a eu diminution effective.

A 1000 habitants en 1800, correspondent environ, en 1900. France 1450, Espagne 1800, Italie 2400, Suisse 2500, Allemagne, Belgique, Hollande 3000 (?), Angleterre 3500 (?).

c'est-à-dire de la province française qui participe le moins à la vie générale de la nation, le pays tout entier, surtout pour la classe de ses terriens, professe le précepte de la « réserve morale » que recommandaient si chaleureusement Malthus et Stuart Mill. Les conséquences en

sont telles que le généralissime des forces allemandes, voyant avant tout dans les peuples des réserves d'hommes valides pour le combat et pour le massacre, célèbre la victoire que l'armée germanique remporte chaque année sur l'armée française : un écart annuel de cent mille naissances équivaut en effet, dans l'équilibre militaire, à une énorme tuerie sur un champ de bataille.

Or ces causes profondes, intimes, du recul ou du progrès de la population font davantage, sinon pour la prospérité vraie du moins pour l'influence relative des nations, que les brusques événements politiques, les immigrations ou les exodes. La population d'un simple canton d'une vingtaine de mille individus, dont pendant quatre siècles le taux des naissances dépasserait celui des décès de deux pour cent — unirait par exemple la natalité d'Autriche-Hongrie, trente-huit pour mille, à la mortalité anglaise, dix-huit pour mille —, pourrait théoriquement atteindre cinquante millions d'hommes, assez pour couvrir le territoire de l'Allemagne entière ; puis si par un brusque retour la proportion venait à changer du tout au tout, les cinquante millions se réduiraient de nouveau à quelques milliers d'individus au bout de ce même laps de quatre cents années. C'est ainsi que l'on a vu la population franco-canadienne grandir d'une façon merveilleuse, pousser ses flots humains comme une marée, montrer vingt-cinq mille individus là où il ne s'en trouvait qu'un seul millier cent années auparavant ; et, d'autre part, que des nations, ayant perdu leur ressources en terres, en eau, en relations de commerce, ont fini par disparaître, tels les Hymiarites et les Babyloniens, ne laissant plus qu'un nom et des vestiges là où ils avaient cultivé de vastes campagnes et dressé des cités populeuses. Mais ces révolutions, de si haute importance historique, frappent beaucoup moins les esprits que des faits brusques, d'intérêt tout à fait secondaire. « La dépopulation tue les nations sans faire souffrir aucun des individus dont elles se composent, et nulle douleur n'étant ressentie, nulle plainte ne se fait entendre »[1]. Cette maladie sociale, à laquelle Aristote a donné le nom d'oliganthropie, menace-t-elle actuellement l'existence de la nation française ? Le moment est-il venu pour elle de se préparer à mourir ?

Quelles sont les causes du ralentissement dans les progrès de la population kilométrique ? Evidemment elles sont multiples, mais il est très

1. Arsène Dumont, *Revue Scientifique*, 20 juillet 1895, p. 92.

difficile de savoir dans quel ordre d'importance il faut les ranger, et cet ordre d'ailleurs peut varier suivant les diverses provinces. Le fait caractéristique dans la diminution partielle de la population française est celui-ci, que « la pauvreté entretient la vitalité de la race, tandis que la richesse ou l'aisance constitue un pacte avec la mort »[1]. Les quatre groupes de départements qui se dépeuplent sont les très riches contrées de la basse Normandie, la Gascogne orientale avec le Quercy, une partie du Languedoc, la Provence et la région bourguignonne et champenoise.



Cl. Allard.

UNE FOULE MÉRIDIONALE (Narbonne, le 5 mai 1907.)

Les deux départements où le mal est le plus invétéré, l'Eure et le Lot-et-Garonne, dont la liste annuelle des morts dépasse celle des naissances depuis deux tiers de siècle, sont parmi ceux dont les terrains ont la plus grande fécondité. Ce n'est point ici parce que le banquet de la vie n'est pas servi que les candidats au festin sont obligés de partir ou que même ils n'ont pas l'occasion de naître ; les ressources sont abondantes, elles vont jusqu'à la surabondance ; c'est par la conception spéciale de la vie qui est devenue l'idéal des propriétaires que s'explique la réserve des forces qui s'emploient ailleurs à l'accroissement de la natalité. Dans ces districts,

1. Arsène Dumont, *Revue mensuelle de l'Ecole d'Anthropologie de Paris*, 15 janvier 1897.

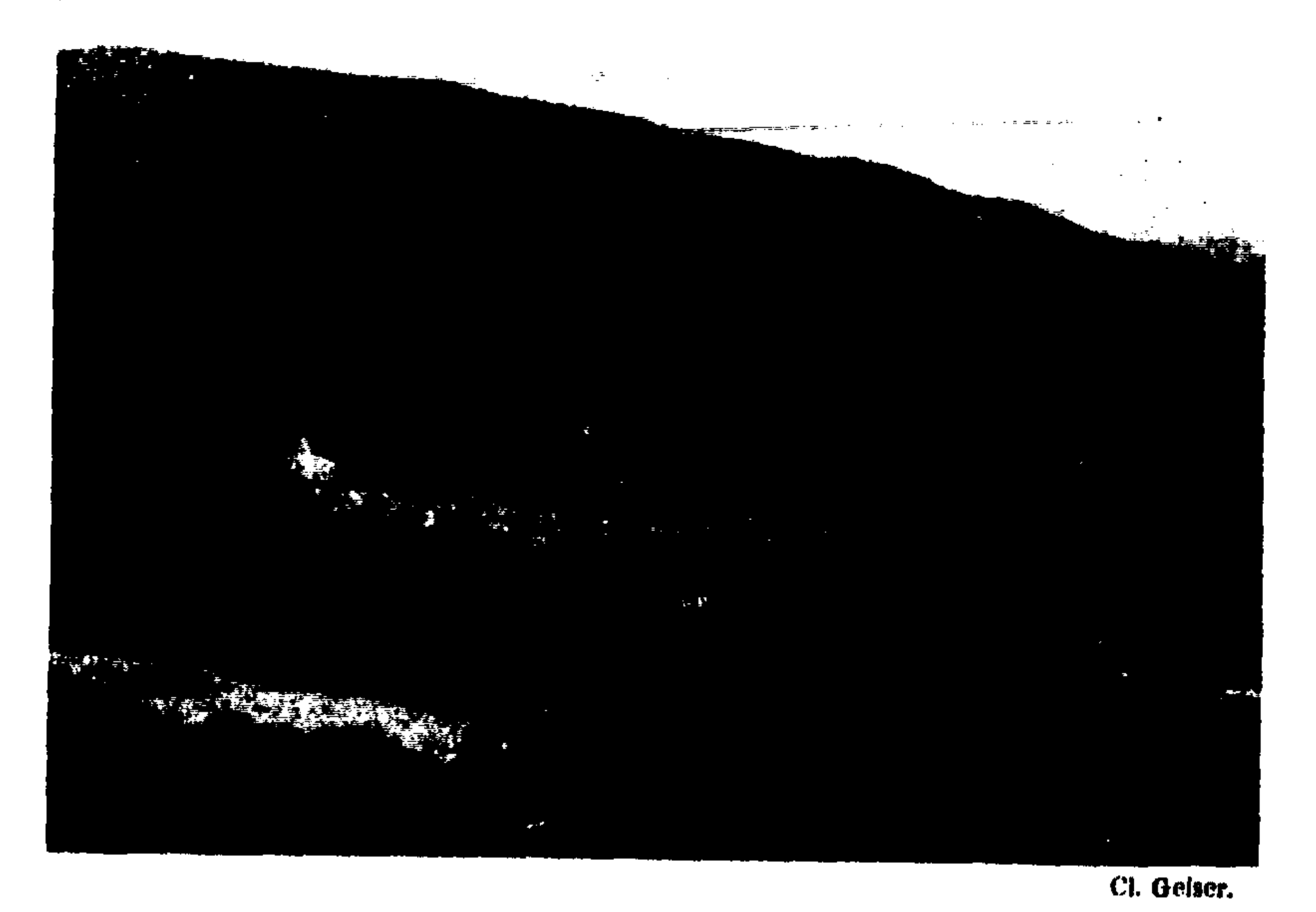
non seulement le nombre des mariages officiels diminue régulièrement et celui des célibataires augmente, mais les époux eux-mêmes se rapprochent de plus en plus du célibat[1].

Quel est donc leur idéal? Celui de perpétuer la richesse ou du moins le bien-être dans la famille. Ne pouvant la garder pour lui seul par delà le tombeau, l'égoïste possesseur veut du moins que le domaine ne soit pas morcelé et il préfère courir le risque d'avoir à le transmettre à un cousin plutôt que de le partager entre plusieurs enfants. Chose bizarre et contre nature : la procréation des enfants, c'est-à-dire l'évocation de la génération qui vient et qui devrait continuer pour le mieux l'œuvre de l'humanité, est laissée aux malheureux, à ceux qui n'ont aucun souci de l'avenir. Et cette incurie des géniteurs vaut peut-être encore mieux que le souci de ceux qui voient dans les enfants la simple continuité du nom, de l'héritage, de l'influence aristocratique ou bourgeoise.

Si le propriétaire tient à l'éternelle durée de sa propriété, du moins peut-il la transmettre aux siens, tandis qu'une autre catégorie d'individus n'a pas même cet idéal. Le fonctionnaire, c'est-à-dire l'homme préposé à la surveillance de ses concitoyens, est facilement entraîné à n'avoir que des ambitions personnelles. Les officiers, les employés de l'Etat, les salariés des compagnies ont une existence assurée, non uniquement par leur travail, comme il semblerait au premier abord, mais surtout par le bon vouloir de supérieurs qui peuvent les renvoyer, les ruiner, quand il leur conviendra. Bien plus, tous ces employés n'ont en perspective des appointements supérieurs, une amélioration de leur sort qu'à la condition de plaire aux chefs: l'avancement est à ce prix. L'intérêt leur impose donc des visites, des services, des complaisances, un certain décorum indispensable pour accroître leurs chances d'avancement : les dépenses sont presque toujours celles du rang auquel on aspire. Dans ces conditions une famille nombreuse est impossible ; elle serait même un scandale aux yeux de ceux qui peuvent distribuer les bourses et les places aux enfants supplémentaires. Des raisons analogues entraînent aux mêmes pratiques ceux qui exercent des professions libérales, tels que les médecins et les avocats ; enfin les individus dont les fonctions impliquent une éducation relativement supérieure et qui jouissent en même temps d'un revenu fixe, c'est-à-dire les recteurs et professeurs

1. Edmond Demolins, *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*, p. 130.

de facultés et de lycées, sont d'ordinaire pauvres en enfants : par une charmante ironie des choses, ce sont les pontifes de la morale publique qui, après d'autres pontifes, les prêtres célibataires, s'adonnent le plus manifestement à l'abstention volontaire [1]. Outre les faits de limitation consciente des familles que l'on observe en si grand nombre dans les classes des propriétaires et des titrés, il faut mentionner aussi,



Cl. Geiser.

LE VIEUX TENÈS, ANCIEN NID DE PIRATES

d'après la plupart des médecins, les faits de stérilité conjugale provenant, chez les familles aisées, de la suralimentation en substances azotées. On s'imagine volontiers qu'en accroissant les doses de nourriture, en faisant travailler à outrance l'appareil digestif, on gagne en force et en santé. C'est le contraire. L'infécondité est causée fréquemment dans les couples par cette richesse continuelle d'aliments toniques auxquels on ajoute le vin pur, le café fort et les liqueurs. C'est ainsi que les plantes trop amplement nourries s'épuisent en feuilles et ne portent pas de fruits [2].

1. Arsène Dumont, *Profession et Natalité*, Séance de la Société d'Anthropologie de Paris, 4 février 1897. — 2. Maurel, *De la dépopulation de la France*, Même Société, 18 décembre 1896.

La composition sociale de nombre de centres industriels qui gardent officiellement une position très secondaire dans les départements comporte un noyau puissant de familles très riches ayant l'orgueil de leur situation et tenant le monde des fonctionnaires en assez médiocre estime. A cette aristocratie industrielle répond un nombreux prolétariat, constituant la grande majorité de la population, enfin une classe intermédiaire de détaillants vivant de la clientèle des ouvriers et soumis parfois au pouvoir discrétionnaire des maîtres. Or ces diverses classes ont une forte natalité, de beaucoup supérieure à celle des sociétés bourgeoises composées de rentiers et de fonctionnaires. L'existence est aléatoire aussi bien pour l'ouvrier que pour le patron ; l'un et l'autre courent après la fortune et en acceptent les chances : risquant chaque jour des gains et des pertes, ils ne craignent pas d'aventurer aussi des enfants dans la bataille de la vie ; on a même constaté que, par la contagion des idées et l'esprit d'imitation, la population agricole qui entoure les centres ouvriers se laisse entraîner à fonder des familles nombreuses. Dumont en a constaté des exemples remarquables autour de Dunkerque, de Lillebonne et autres villes industrielles.

Ainsi les conditions économiques et sociales réagissent diversement sur l'équilibre de la population, faisant varier sans cesse les oscillations de la vie et de la mort. Quoi qu'il en soit de ces alternatives, le progrès n'est point un mouvement qui se mesure seulement par ordre numérique, suivant la statistique précise des têtes d'hommes, de femmes et d'enfants. Le nombre est, à n'en pas douter, un élément de civilisation, mais il n'en est pas le principal et, même, dans certains cas, il peut être un obstacle au développement d'un vrai progrès en bien être personnel et collectif, ainsi qu'en bonté mutuelle.

D'autre part, l'immigration sur son territoire des populations avoisinant la France prend la place des enfants qui n'y naissent point, et il est indiscutable que les fils d'étrangers font de « bons Français », d'aussi parfaits patriotes que furent d'enthousiastes Prussiens les Dubois-Reymond, les Verdy du Vernois et autres descendants des Calvinistes. On a souvent remarqué que parmi les hommes ayant le plus véhémentement discouru sur la « gloire de la France », il s'en trouve un certain nombre dont un, deux ou plusieurs grands-parents sont nés en dehors des frontières de ce pays : le sol, le milieu, la langue façonnent l'individu qui prend rang dans la masse de la

nation. Tout bien considéré, il ne semble pas que la France, comparée à ses voisines, leur cède en valeur dans sa part de travail utile.

C'est aux nations latines, et surtout à la France, qu'il faut rattacher l'Afrique mineure, c'est-à-dire la partie du continent africain que les étendues sableuses et pierreuses du Sahara, jadis au moins partiellement occupées par un bras de mer (De Lapparent), limitent sur tout le front méridional, du golfe de Gabès à l'Atlantique des Canaries. Par la continuité des terres émergées, cette « moindre Afrique », la Maurétanie, appartient bien au continent noir, mais par son architecture géologique, par la direction, la nature et les plissements de ses chaînes de montagnes (Ed. Suess), par ses plantes et sa faune, aussi bien que par ses races d'hommes autochthones, cette contrée est beaucoup plus européenne qu'africaine : elle forme un tout avec le monde méditerranéen que constituent l'Italie et ses îles, la Provence, le Languedoc, les Baléares et la péninsule Ibérique.

Cependant les événements politiques séparèrent fréquemment pendant le cours de l'histoire les deux versants de la mer intérieure : les dangers de la navigation étaient si grands avant l'époque moderne que les mouvements de colonisation étaient presque toujours empêchés ou longuement retardés et que les expéditions militaires étaient souvent compromises : il fallait alors autant de jours pour aller d'une rive à l'autre qu'il faut d'heures pendant ce siècle aux navires à marche rapide. Après l'effondrement de l'empire romain, la séparation complète s'était produite entre les populations des deux rives, et même la migration victorieuse des Arabes avait pu se faire le long de la côte septentrionale du continent sur l'énorme distance qui sépare la mer Rouge de l'Atlantique, le Sinaï des Pyrénées. Le mouvement normal du Nord au Midi, entre les deux moitiés du monde méditerranéen, ayant été interrompu, une pression secondaire de l'est à l'ouest avait pu se manifester.

Actuellement, la cohésion naturelle a pu se reconstituer, quoique d'une manière brutale, par la conquête militaire. L'Algérie, la Tunisie sont bien des colonies françaises ou plutôt des colonies sud-européennes, puisque les principaux immigrants sont des Français du Midi, des Espagnols et des Mahonnais, des Maltais et des Italiens : ceux-ci prédominent même très largement dans la Tunisie, tandis que les Espagnols l'emportent numériquement sur les Français dans l'Oranie. Toutefois,

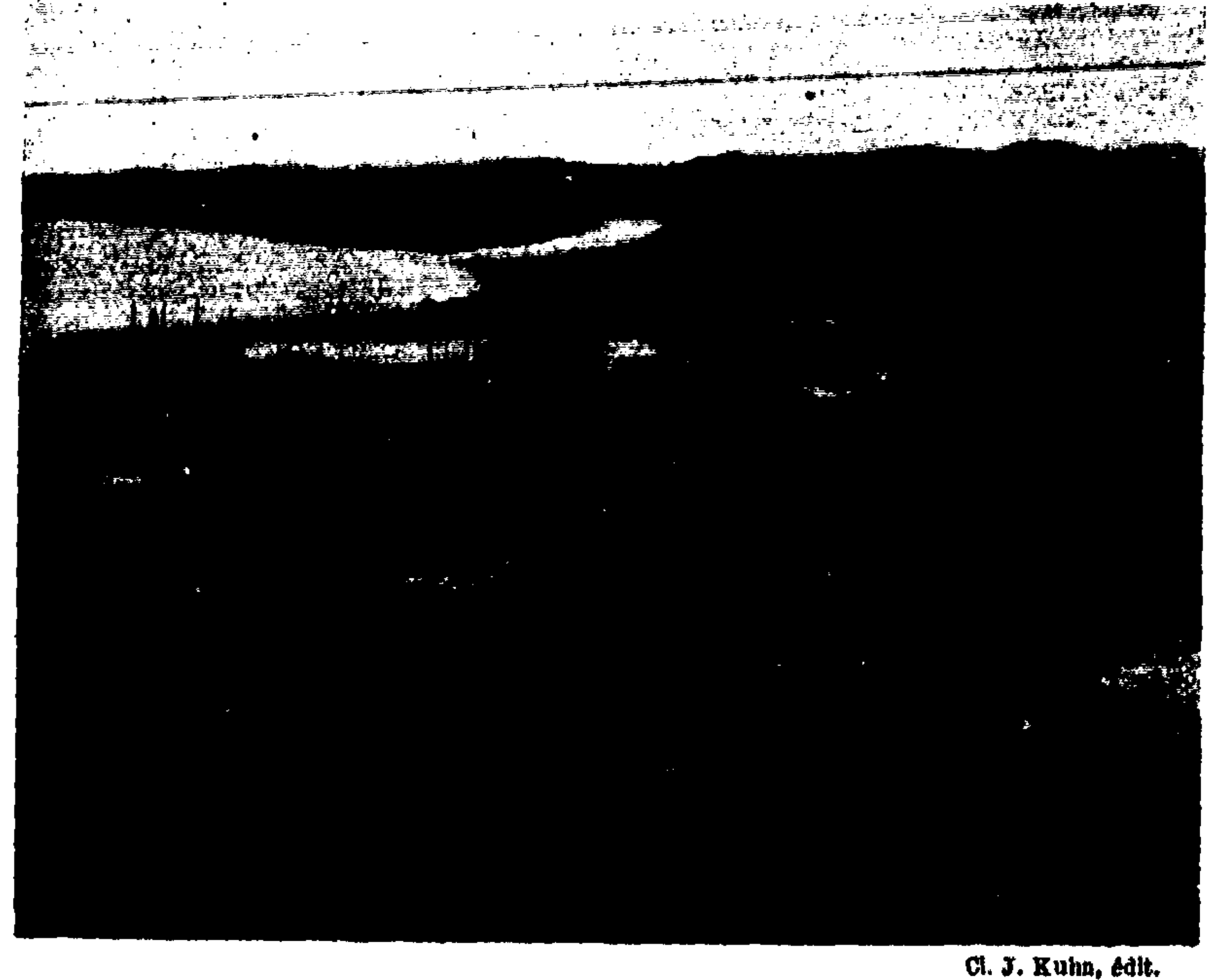
les terres maurétaniennes ne sont que très partiellement, au point de vue ethnologique, des annexes de l'Europe moderne; elles sont avant tout un pays berbère, et encore, dans une certaine mesure, une région de conquête arabe : l'Asie s'y mélange donc avec l'Europe et avec l'antique Occitanie. Lorsque Napoléon III, au grand scandale des colons français, qualifia l'Algérie de « royaume arabe », il y avait dans son dire une grande part de vérité. Du reste, les militaires français qui avaient rattaché l'Algérie à l'Europe professèrent toujours la même opinion que l'empereur de leur choix, et cette opinion leur était imposée par l'esprit de corps : le désir de commander, si naturel à des soldats, leur faisait préférer des sujets arabes, dont ils étaient les maîtres absolus, à des concitoyens français qu'ils pouvaient sans doute traiter en pékins et mépriser, du moins en paroles, mais qui restaient protégés par la loi commune.

Puis vint l'ère de la colonisation officielle; on avait empêché les immigrants de s'établir à leur gré sur des terres achetées amiablement aux Arabes; maintenant on allait déterminer d'avance le lieu où serait bâti un village de tant de maisons avec des jardins de tant d'ares et des champs de tant d'hectares, et on y expédierait un nombre de cultivateurs fixé dans les bureaux de Paris, avec un cahier de charges dûment signé et paraphé par toute la série des autorités militaires et civiles. Aïn-Fouka, le premier village fondé par le général Bugeaud, qui a reçu dans l'histoire la réputation d'un grand colonisateur, fut inauguré en marche militaire par une compagnie de 147 colons ayant à sa tête officiers et soldats et précédée de tambours. Chaque concessionnaire reçut, avec la demeure et le champ, un douaire de sept cents francs et une femme mandée de Toulon par le général. On comprend ce que devint la population de ce village officiel, heureusement remplacée en peu de temps par des familles de cultivateurs sérieux. Fouka est devenu le gracieux village côtier de Castiglione, aux habitations éparses sur la plage et dans les vignobles.

La comédie de la colonisation officielle se changea plus tard en tragédie, lorsque, en 1848, l'Assemblée Nationale, voulant se débarrasser des révolutionnaires parisiens, s'occupa d'installer d'un coup quinze mille colons dans une quarantaine de villages fondés de tous les côtés un peu au hasard. Ce fut un lamentable désarroi. La plupart des colons improvisés périrent ou se dispersèrent : en tel village il ne resta plus qu'un seul individu, nommé par dérision « le garde des ruines ». Une fois encore, il fut prouvé que la colonisation officielle est plus funeste qu'utile

par les dépenses qu'elle entraîne, les mauvais éléments qu'elle apporte et le découragement qu'elle fait subir aux colons libres.

Retardé par cette déplorable ingérence du gouvernement dans la colonisation, le peuplement s'est pourtant effectué d'une manière continue, par le fait des initiatives personnelles. Dès les premiers jours, un commencement de prise de possession effective s'était produit en dehors des forteresses et des camps occupés par les soldats et les parasites



Cl. J. Kuhn, édit.

BÔNE, VUE PRISE DU SITE D'HIPPONE

de l'armée. Malgré l'incertitude politique de l'avenir, quelques vaillants jardiniers et agriculteurs s'étaient hasardés dans les campagnes hors de la zone du canon et commençaient par la pioche l'ère de l'annexion réelle. Décimés par les fièvres et par les balles, les âpres laboureurs ne se découragent pas : aux premiers arrivants en succèdent d'autres plus nombreux. Les villages vidés par la mort se repeuplent de nouveau, puis une seconde et une troisième fois. Même les villages officiels finissent par prospérer lorsque les anciens concessionnaires ont disparu et que la colonisation libre s'y est installée. Les maisons blanches aux tuiles rouges s'élèvent sur les collines à côté des pins et des caroubiers, éclai-

rant de loin l'espace, tandis que les tentes noires des Arabes, collées contre le sol, se perdent dans les accidents du terrain. Les habitations européennes se groupent, s'alignent en rues, des villes naissent unies par des routes, puis par des voies ferrées: l'ensemble des points occupés se relie en un tout géographique par un réseau de voies de communication, et peu à peu la société civile européenne, celle du travail, de l'industrie, remplace, écarte, dans les casernes et les camps, les troupes de toutes armes et de tous uniformes qui, seules, dans les premières décades, avaient représenté aux yeux des Arabes la « grande tente » de la France. Tout d'abord les musulmans d'Afrique s'étaient imaginé que la France était un pays divisé en quatre grandes tribus, les Zouaves, les Chasseurs d'Afrique, les Grandes Capotes et les « Joyeux » ou disciplinaires, ainsi nommés par antiphrase. Les Arabes ne voyaient dans les civils qu'une caste inférieure comparable à celle de leurs propres bergers [1].

Certains prophètes, grands partisans de la force, avaient affirmé déjà que, dans le conflit inévitable des races, les immigrants européens, grandissant incessamment en nombre, finiraient par exterminer les populations d'autre origine, par se substituer à elles, comme les Anglais se sont substitués aux Peaux-Rouges et aux Tasmaniens. Une atroce famine qui fit périr peut-être un demi-million d'indigènes algériens, en 1857, parut d'abord donner raison à ces théoriciens de l'extermination, mais après ce grand désastre national, la reprise de la natalité arabe et kabyle a été fort considérable, les vides se sont comblés et la population s'est accrue de nouveau. Pendant les dernières décades, l'augmentation des éléments nationaux, que l'on peut qualifier « d'indigènes » en comparaison des gens venus d'Europe s'est maintenue dans la même proportion que celle des immigrants étrangers. Ceux-ci ne forment qu'un sixième ou un septième du chiffre total des habitants: au point de vue numérique les éléments africains et asiatiques possèdent donc une très grande supériorité, compensant en partie la prépondérance que donnent à l'élément français le prestige de la conquête, la possession des richesses militaires et la cohésion politique, administrative, industrielle et commerciale.

La plus grande faiblesse des indigènes, comparés aux Franco-Européens, est leur manque d'unité. D'abord chaque ville rompt la cohésion du monde arabe; presque sans exception, la population des groupes

1. Emile Masqueray, *Souvenirs et Visions d'Afrique*, p. 36.

urbains est européenne en grande majorité, et même en ceux où l'élément arabe est très considérable, la direction se trouve si bien centralisée entre les mains des Français par les institutions politiques et les avantages de la culture intellectuelle et de la fortune que leur prépondérance est énorme : il n'y a pas de comparaison possible entre les habitants d'origine européenne et les indigènes. Ce n'est pas tout, les villes sont attachées les unes aux autres sinon par des chemins de fer du moins par des routes, où la circulation consciente représentée par les messages, les lettres, les journaux, les envois de toute nature est française par essence : ce réseau, représentant le système nerveux entre tous les ganglions des villes, assure la supériorité des immigrants au point de vue de la cohésion et de l'influence.

Mais il y a plus encore, il existe certains districts de campagne où les Arabes sont en minorité et où leurs domaines ethniques se trouvent par conséquent séparés les uns des autres. Ainsi le Sahel d'Alger et la grande plaine de la Mitidja sont des terres essentiellement françaises où les Arabes ne sont plus guère que des hôtes tolérés et, pour la plupart, de simples mercenaires. En cette région, une lacune d'autant plus grande se produit dans le monde arabe que presqu'immédiatement à l'est des campagnes occupées par les villages français de la Mitidja s'élève la haute citadelle du Djurdjura, habitée par près d'un million de Kabyles ayant parfaitement conscience de leur origine distincte comme nation. Vers son milieu, la masse des Arabes de l'Algérie française se trouve donc coupée en deux moitiés distinctes. Au sud d'Oran, le peuplement des campagnes par les colons espagnols et français a produit un phénomène analogue : malgré la présence de Marocains au nombre de 7 000 (recensement de 1900), les musulmans sont en minorité effective dans l'arrondissement d'Oran, et les Arabes de l'ouest, limitrophes de la frontière, sont coupés de toute communication facile avec les Arabes de l'est, vivant sur les plateaux et les hauteurs qui dominent la vallée du Chéliff. En réalité, on peut dire que la conscience collective de la nationalité arabe est due surtout à la présence des Français en Algérie. Avant le milieu du siècle, la différence essentielle, unique aux yeux des indigènes, était celle du culte : la dissemblance d'origine est de mieux en mieux constatée et se substitue partiellement à celle de la foi, à mesure des progrès de l'irréligion et d'une supérieure compréhension des choses.

Cependant, si les contrastes historiques sont mieux compris, un rapprochement moral ne manque pas de s'accomplir, malgré les individus eux-mêmes qui en sont l'objet, contrairement à leurs propres et

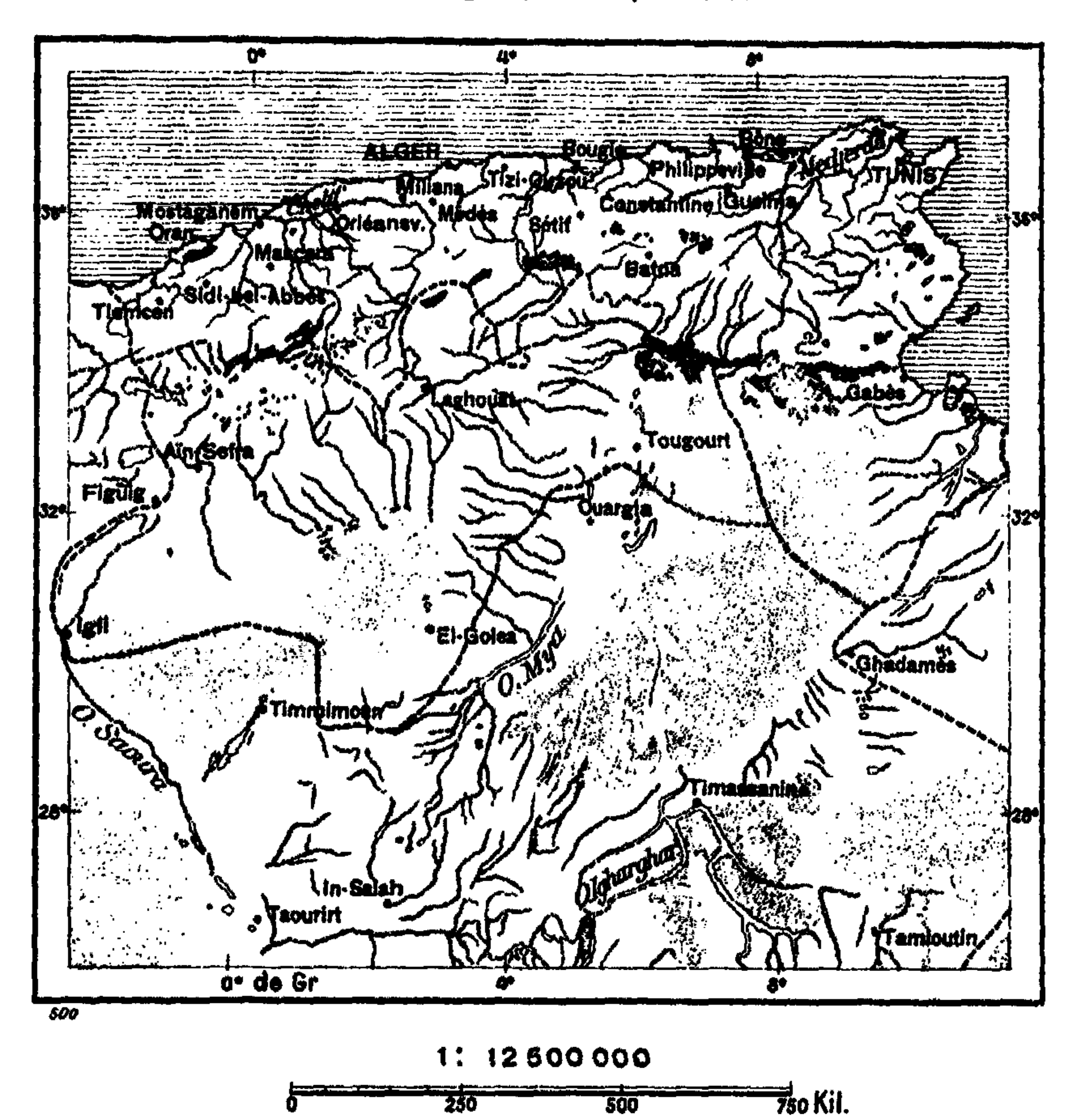
N° 499. Répartition de la population de l'Afrique du Nord

Les arrondissements d'Algérie sont placés, de gauche à droite, dans le même ordre que la longitude des chefs-lieux (indiqués sur la carte n° 499). La largeur des colonnes est proportionnelle à la population totale de l'arrondissement représenté. Dans chaque colonne, l'ordre des nationalités est le même : de bas en haut, Français (en blanc), Israélites (en noir), Espagnols, Italiens (deux grisés de sons différents), autres étrangers (en blanc), Arabes et Berbères (Marocains inclus).

constantes affirmations. Ils se prétendent à jamais inconciliables, comme le feu et l'eau; mais ce ne sont là que des paroles, des expressions proverbiales. Tout d'abord, les colons d'Europe, aventurés au loin au milieu

de Kabyles et d'Arabes, doivent obéir à l'instinct de conservation, et s'acclimater moralement, s'adapter au nouveau séjour : la langue, le mode de penser, les mœurs se modifient quelquefois d'une manière complète. Pour les indigènes restés dans les villes, le phénomène est

N° 500. Algérie, Tunisie, Sahara.



1 : 12 500 000

0 250 500 750 Kil.

analogue : la plupart d'entre eux deviennent des prolétaires de la même façon que les autres manœuvres se réunissant dans Alger et dans les ports secondaires du littoral. Entre ces deux extrêmes, les approximations se font diversement en dépit des insultes et des haines échangées, en dépit des injustices dont la race victorieuse est certainement coupable.

Par le vêtement même, la ressemblance s'accroît. La plupart des colons d'Algérie ne sont point habillés comme des paysans français : on

verrait plutôt en eux des Espagnols, à la veste courte, la large ceinture de laine, noire, rouge ou violette, aux espadrilles ou alpargates. Et quant aux Arabes et gens de toute race qui peuplent les faubourgs et bas quartiers des villes et qui se réclament plus ou moins vaguement du nom de « musulmans », combien en est-il qui portent une défroque sans nom, composée de vêtements malpropres, hélas! mais pittoresques, où la culotte, le turban, la chechia rappellent l'ancien costume méditerranéen du sud, tandis que le reste ressemble à la vêture des Napolitains. Et le mélange des races, qui n'existerait pas d'après la statistique des mariages, ne se poursuit-il incessamment en dehors des unions officielles? Combien les traces du sang européen sont évidentes dans la plupart des villes et même dans les campagnes! Enfin, au point de vue moral, il faut voir Arabes et colons français sur les mêmes lieux de marché, discutant leurs ventes et leurs achats! On reconnaît bien alors qu'ils constituent la même pâte humaine, avec les mêmes finesses, les mêmes ruses, et au fond la même bonhomie.

Le meilleur ciment d'union entre les deux éléments ethniques les plus divers, le Français du Nord et l'Arabe à demi nomade, est celui que fournissent les Européens méridionaux et principalement les Espagnols aux familles nombreuses. Ceux-ci ne sont-ils pas déjà des Maures par une moitié de leurs ancêtres, rendant maintenant aux Arabes ce qu'ils reçurent d'eux jadis? Quant aux colons français, ils souffrent de la maladie nationale par excellence, c'est-à-dire de la peur du mariage et des soucis paternels. Les jeunes filles des maisons bourgeoises trouvent difficilement à se marier, et les dots, les positions respectives de fortune se discutent de longues années à l'avance. Les plaies de la « paléoparthénie » et de l' « oliganthropie » existent aussi sur cette terre qu'il s'agirait avant tout de peupler.

Quoi qu'il en soit, on n'a point à craindre actuellement que la séparation se fasse de nouveau entre la Maurétanie et l'Europe. Les musulmans de diverses races qui constituent le gros de la population sont trop séparés les uns des autres par les villes, les territoires de colonisation européenne et les voies ferrées pour qu'un soulèvement national ou plutôt une série de soulèvements locaux puisse désormais rejeter dans la mer les envahisseurs français! Arabes et Kabyles pourraient tout au plus servir d'alliés à tel parti en cas de dissensions civiles ou à tel envahisseur étranger en cas de grande guerre. Désormais le danger

menaçant directement la domination française ne viendra certainement pas des musulmans d'Afrique, bien que cette perspective hante les esprits de certains écrivains soupçonneux. Le fanatisme de religion ou d'origine ethnique n'est qu'à la surface, on le sent bien : ce que l'on prend pour tel n'est d'ordinaire que l'amour-propre fortifié par la routine antique. L'ère de la guerre sainte passe pour l'Arabe comme elle a passé pour le chrétien, et si jamais le panislamisme devait, de l'Indus à l'Adriatique et du Nil à l'Atlantique, se dresser devant l'Européen, cela



Cl. Geiser.

SCÈNE DE MARCHÉ EN ALGÉRIE

serait un épisode de la guerre éternelle de l'exploité contre l'exploiteur, et non de celle du mahométan contre le roumi.

Non, les influences de provenance européenne prévaudront de plus en plus ; mais n'est-ce pas une loi inéluctable que la colonie atteigne un jour sa majorité politique, et si elle se trouve alors, comme il n'est pas douteux, en des conditions différentes de celles de la métropole par quelques éléments essentiels, ne revendiquera-t-elle pas son autonomie ? Alors les Algériens, issus de tant de races méditerranéennes, Ligures et Ibères par l'origine commune, se sentiront Algériens et non Français, et auront inévitablement à l'égard de la ci-devant métropole un idéal d'émancipation ou de libre fédération politique ; c'est avec la plus

extrême prudence, avec un tact délicat et respectueux qu'il faudra traiter alors ces colons d'outre-mer pour conserver leur allégeance et leur sympathie. Le danger de l'unité coloniale serait grand si les flottes françaises n'avaient plus leur complète liberté d'allures, si Marseille et Toulon se trouvaient coupées de leurs communications avec Alger et Bizerte. Spécialement la Tunisie, où, parmi les Européens, les colons français sont en minorité, risquerait alors de tomber comme un fruit mûr aux mains de la nation d'Europe la plus rapprochée, celle que la géographie désigne comme l'héritière de la Rome antique.

Quoi qu'il en soit des perspectives politiques d'ordre secondaire, la Maurétanie est désormais une nouvelle province de la « plus grande Europe », même en y comprenant le Maroc qui pourtant est censé jouir encore de son indépendance. Ce pays de l' « Occident », le Maghreb des Arabes, est circonvenu de tous les côtés par les puissances européennes, dont les représentants, avec un très nombreux cortège de résidants hiverneurs, se sont établis à Tanger pour en faire une ville franchement européenne, indice de leur prise de possession future. Travaillé à l'intérieur par des intrigues de toute nature, le gouvernement central ne peut agir sans avoir à demander les conseils et à recevoir les subsides des rivaux d'Europe qui se disputent son héritage, et quant aux tribus indépendantes, qui constituent le bled es siba, « pays de l'insoumission », elles dépendent également de l'Europe, du moins indirectement, puisque les objets de fabrication industrielle ont tous cette origine, et chaque année cette dépendance commerciale s'accroît par la force des choses. Bien plus, des ouvriers marocains, par dizaines de milliers, ont pris l'habitude d'aller travailler comme bûcherons, cultivateurs, bouviers et manœuvres dans l'Algérie voisine et se rattachent ainsi économiquement à la civilisation européenne : il n'y aurait qu'à laisser agir sans aucune pression extérieure les influences naturelles du simple contact pour que chaque année le Maroc s'européanisât davantage ; toute guerre de conquête ne pourrait que retarder le mouvement en ajoutant la haine, le désir de la vengeance aux sentiments déjà hostiles naissant de l'idée de supériorité religieuse, car le musulman adorateur du dieu unique méprise volontiers le « chien de roumi », celui qui n'a pas moins de trois dieux en un seul ainsi qu'une déesse mère, à moins, chose plus grave encore, qu'il reste indifférent à toute idée ou pratique religieuse.

L'européanisation et plus spécialement la francisation automatiques

du Maroc s'accompliront d'autant plus vite qu'elles seront aidées par la construction des voies ferrées. A cet égard, le chemin de fer qui se poursuit jusque dans le désert, à Figuig et au delà, a déjà fait merveille. Les gens des oasis, que les brutalités militaires avaient d'abord initiés à la guerre, se laissent volontiers séduire par les appâts d'un trafic fructueux, et c'est maintenant à revers, par-dessus les cols du Grand Atlas, que se fait l'investissement commercial du Maroc. Mais la principale porte



Cl. J. Kuhn, édit.

UNE RUE DE LAGHOUAT

d'accès qui donne entrée dans l'empire d'Occident est, du côté de la frontière algérienne, l'avenue large qui s'ouvre par Oudjda, dans la direction de Fez, entre les monts du littoral de l'Atlas proprement dit. Le va-et-vient des migrations et du commerce s'est toujours fait par cette vallée médiane, et c'est là que devra passer forcément la continuation du chemin de fer longitudinal de la Maurétanie, entre le golfe des Syrtes et l'Atlantique : c'est donc par l'intérieur des terres, parallèlement à la côte, que se développe l'axe normal du mouvement humain, la voie historique des Berbères et des Romains, des Vandales et des Bysantins, des Arabes et des Français. De même qu'en Tunisie, la côte méditerranéenne est au

Maroc très peu accessible : les chaînes du littoral forment autant de remparts successifs qui empêchent le trafic et qui même, sur la plus grande partie de l'étendue côtière, ont interdit toute visite d'étrangers. Les îlots et presqu'îles que possède l'Espagne entre Melilla et Ceuta ne sont que des rochers stériles d'où nul sentier ne pénètre dans l'intérieur et où l'on dresse parfois un pavillon de détresse pour demander quelques barils d'eau pure aux embarcations qui passent.

La même politique d'attente et de bon vouloir eût suffi pour rattacher graduellement à la France les diverses oasis qui parsèment le désert au sud de Tunis et d'Alger : l'intérêt économique seul relierait les colonies maurétaniennes aux possessions françaises du Sénégal et du Niger, mais une pareille conduite exclurait l'accomplissement de hauts faits d'armes et par suite l'avancement de brillants officiers. On a donc préféré de coûteuses expéditions militaires aboutissant à des exterminations partielles. Avant ces exploits on avait trouvé moyen de supprimer tout commerce de caravanes : le trafic du Soudan, gêné par les douanes et les exactions, s'était en entier détourné vers le Maroc et la Tripolitaine, et les Touareg étaient devenus d'irréconciliables ennemis. C'est en 1897 seulement, après soixante-sept années d'occupation algérienne, que les agents postaux d'Aïn-Sefra, dans l'extrême sud de l'Oranie, ont, pour la première fois, reçu un courrier de Tombouctou, comprenant une quarantaine de lettres : les indigènes qui accomplirent ce trajet avaient mis plus de trois mois à traverser le désert. Du côté des Français, il a fallu attendre l'année 1900 avant qu'une expédition, celle de Foureau, partie des ports extrêmes de l'Algérie, accomplît entièrement la traversée du désert, non sans grandes fatigues et sans péril de désastre. Il est certain toutefois qu'en parfait mépris du gouvernement français, les marchands touâti et autres, et surtout des guerriers touareg cheminaient librement des frontières de l'Algérie aux rives du Niger : toutes les nouvelles importantes de l'Europe, d'ailleurs plus ou moins modifiées suivant les passions et les espoirs des indigènes, se propageaient à travers les solitudes, le long des pistes des caravanes. Or, le jour viendra où, de par les indications de la géographie, les voies majeures de l'Europe vers l'Amérique du Sud passeront par le Sahara transmaurétanien.

En Europe, le rôle d'importance prépondérante au point de vue matériel appartient incontestablement à la rivale héréditaire de la France,

à la Germanie. Les progrès qu'elle a réalisés pendant le dernier tiers de siècle tiennent du prodige et dépassent même pour la plupart, en industrie et en commerce, l'accroissement étonnant qu'a pris la population, s'élevant de quarante millions d'hommes jusqu'à soixante. Une série de visites, faites à quelques années d'intervalle dans ses capitales et ses contrées les plus laborieuses, Berlin, Hambourg, la Saxe, la Westphalie, les bords du Rhin, permet de constater combien les changements ont été considérables et combien la pauvreté relative de l'Allemagne parmi les nations d'Europe s'est transformée en richesse. Les observations les plus instructives à cet égard sont celles que l'on peut faire dans les pays nouveaux, où telle industrie particulière a pris soudain naissance avec un parfait ensemble d'applications scientifiques dont les établissements plus anciens n'ont pas pu profiter aussi complètement. De même, telle lande sablonneuse, où çà et là se corrompaient des eaux noirâtres et où poussaient quelques touffes de bruyères, est devenue une campagne somptueuse dont le sol, savamment composé, produit les plus belles récoltes, que de toutes parts viennent admirer les agronomes.

Si les progrès matériels, variant d'ailleurs dans toutes les branches du travail humain, nous fournissaient un étalon précis, un " mètre " pour les progrès intellectuels et moraux, on pourrait tenter de mesurer le pas accompli par la nation allemande dans sa marche vers un avenir d'égalité et de justice. Mais de pareilles appréciations ne peuvent être faites : même y a-t-il peut-être empêchement absolu à la marche parallèle des deux évolutions matérielle et intellectuelle, comme si l'énergie de la nation ne pouvait produire plus d'un résultat à la fois. Nous ne pouvons émettre que des jugements partiels, éléments du jugement définitif que prononcera l'histoire. En se laissant guider par certains indices, dégagés de leur enchevêtrement immense avec les mille phénomènes de la réalité, d'orgueilleux patriotes peuvent aller facilement jusqu'à l'insanité. N'est-ce pas une idée folle qui induisait Hegel à voir dans la constitution de l'Etat prussien une sorte d'aboutissement de l'idéal des peuples en marche ? Du moins le philosophe admettait-il les races non germaniques comme appartenant au genre humain, tandis que des élèves logiques vont jusqu'à faire des Allemands une humanité spéciale : ainsi le livre des frères Lindenschmit[1] développe

1. *Die Rätsel der Vorwelt, oder sind die Deutschen eingewandert ?* Mainz. 1846

nettement cette idée que le Germain seul a droit au titre d'homme; ainsi le général de Kretschmann, parlant des Français, déclare... « Cette nation pourrie n'arrivera jamais à s'élever à la hauteur intellectuelle que nous font atteindre Dieu et nos princes ».

Quoi qu'il en soit, certaines des qualités essentielles à celui qui veut mériter le nom d'homme ne sont point encore l'attribut banal de la multitude des sujets de l'empereur germanique. Parlent-ils et agissent-ils avec le courage qui convient à des hommes? Et leur fierté de langage et d'attitude, s'est-elle accrue depuis que les salaires ont augmenté et que le pain est devenu plus abondant? L'opinion générale manifestée par la presse, le ton des discours tenus dans les assemblées, la teneur des conversations proférées dans les lieux publics ne permettent guère de soutenir que l'Allemand moyen, pris pour type de la nation, ait réellement progressé en valeur personnelle depuis qu'il célèbre la victoire de Sedan.



Cl. Pierre Lafitte et Cie.
MUSICIENS AU PAS DE PARADE

Sans doute, l'opinion publique, composée de millions d'intérêts privés, finit par triompher des volontés du maître le plus bruyamment manifestées, sans doute, les éléments du renouveau ne manquent pas, mais leur action ne s'exerce que dans certains domaines limités tels que l'art; en fait la lutte ne s'engage point sur les questions essentielles : le principe même de la souveraineté divine, impériale et royale n'est point mis en discussion et le peuple reste bien tout entier soumis

1. *Récits de Guerre*, édité par Lily Braun.

« par la grâce de Dieu ». Nul « Quatre-vingt-neuf » n'est passé par là et les sujets ne semblent nullement désirer que l'orage vienne nettoyer l'air impur. Le mot même de « Révolution » souvent employé en d'antiques phraséologies semble n'avoir plus de sens. La discipline par laquelle passent tous les enfants, les élèves, les étudiants, les soldats, les employés, les fonctionnaires est devenue l'âme de la nation, et cette âme a revêtu un caractère mécanique : elle opère au moyen de leviers que l'on meut de Potsdam ou de Berlin. Cette même discipline manœuvre également bien dans les rangs des socialistes, c'est-à-dire des enrégimentés d'une organisation future : le conflit entre les divers partis, qui semble formidable les jours d'élections, n'est pas après tout aussi violent qu'il le paraît et comporte des accommodements futurs. Quant à l'Allemand moyen, il aime à prendre les choses « à son aise », *bequem*, sans réfléchir à ce fait qu'en s'accommodant de son mieux à l'injustice, il facilite la besogne de ses maîtres et leur permet d'en agir à leur guise, d'élargir le cercle de leur oppression méthodique. Il est certain que, cinquante ans après les révolutions de 1848, le peuple germanique, très enrichi matériellement, très policé et amplement muni d'un bagage de connaissances détaillées, est néanmoins plus facile à tromper et à réduire : il emboîte mieux le pas. N'est-ce pas un des signes historiques les moins douteux que toute l'armée des étudiants allemands, forte de plus de trente mille hommes, ait si bien épousé ses intérêts de classe, aristocratique ou bourgeoise,



Cl. Arens.

ÉTUDIANTS ALLEMANDS

Après le duel, la blessure est savamment arrangée.

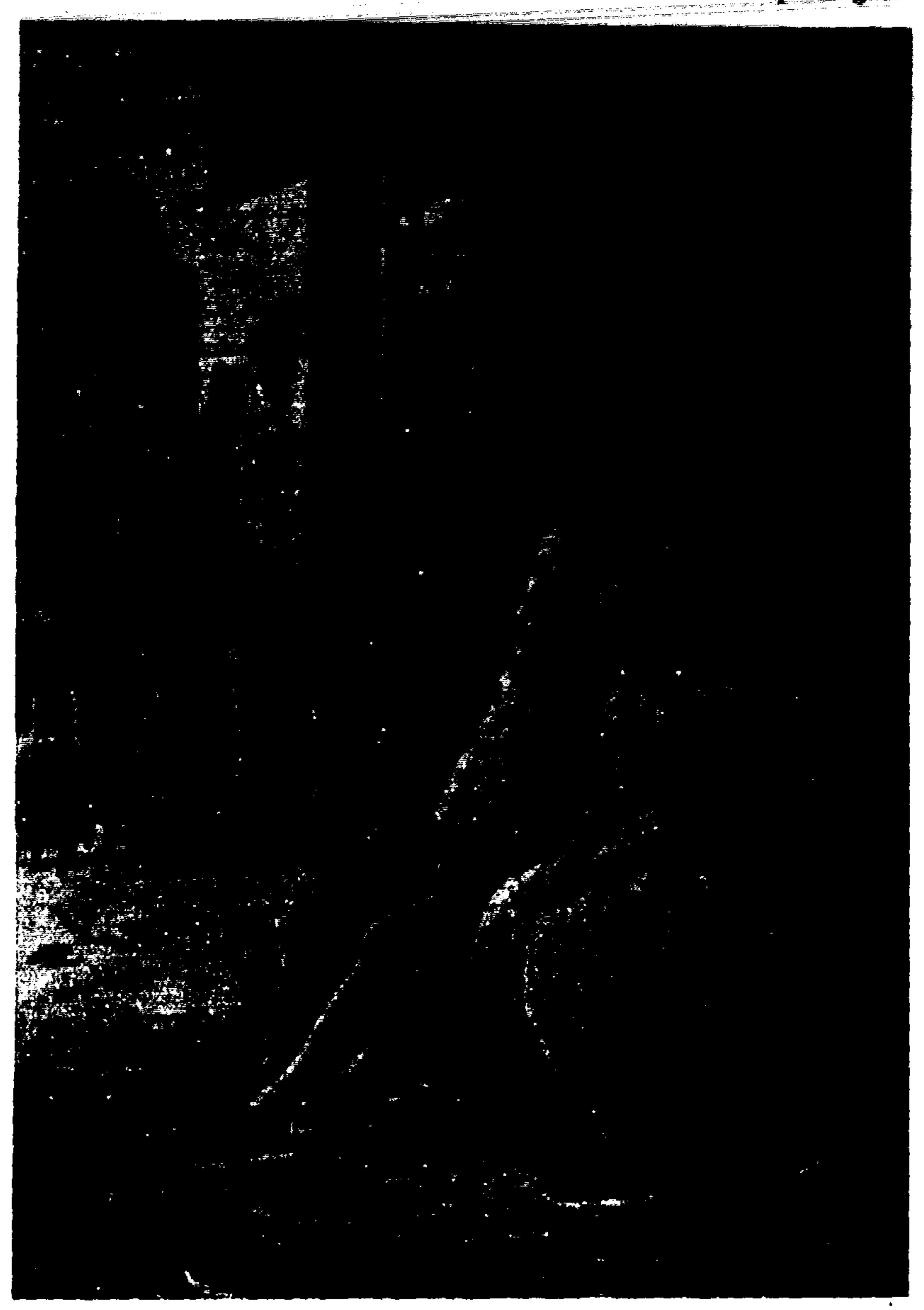
qu'elle répudie le socialisme en masse ? Evidemment, elle devrait représenter l'avant-garde de la pensée nationale, ne fût-ce que par audace intellectuelle et par effervescence de jeunesse ; mais elle s'est assagie depuis les temps glorieux du *Tugendbund*, et les défis héroïques n'ont trait qu'aux rangées de chopes et aux coups de rapière.

A certains égards, le moyen âge dure encore en Allemagne, la Révolution de 1848, très partielle et très combattue par tous les éléments de réaction, n'ayant pas eu le temps ni la volonte méthodique d'abolir tout ce qui reste du système féodal. C'est en 1857 seulement que l'esclavage a été complètement aboli en Prusse : jusqu'à cette date, l'Etat s'était donné pour devoir de protéger la « propriété » de l'Américain qui aurait eu la fantaisie d'amener avec lui des esclaves de ses plantations [1]. Ce respect de la propriété étrangère n'allait pas sans une observance rigoureuse des privilèges de la propriété seigneuriale en Allemagne, et ces privilèges, dont quelques-uns ont été transférés directement à la hiérarchie de l'Etat, comportent encore bien des inégalités sociales, malgré le suffrage universel, que le peuple a d'ailleurs reçu en cadeau et qu'il n'a point conquis de haute lutte. Les assemblées supérieures des divers Etats représentent presqu'uniquement les antiques survivances féodales, et les cercles militaires supérieurs sont, par le fait des coutumes de l'avancement, des assemblées strictement nobiliaires. Enfin la loi de lèse-majesté, la seule pour laquelle il n'y ait jamais de pardon, est appliquée en Allemagne avec une redoutable sévérité : on n'admet pas qu'en cette grave matière il puisse y avoir doute dans l'esprit des sujets : une personnalité vivante, un être agissant, écrivant et parlant est au centre de tout, dans le mécanisme de l'Etat, et n'entend pas qu'on méconnaisse ou qu'on défigure son rôle.

Quoi qu'on en dise et quoi qu'on ait pris l'habitude de répéter, surtout en France, par réaction contre les illusions d'antan, il y a pourtant entre la république et la monarchie plus qu'une différence de mots, plus qu'un contraste de symboles. En monarchie, la logique, aussi bien que la loi ramène tous les citoyens à s'occuper de la personne officielle, quelle qu'en soit la valeur, tandis qu'en république on peut négliger cet individu, s'il est vraiment négligeable, malgré la routine et la centralisation des pouvoirs hiérarchisés. C'est déjà un très grand débarras que la dispa-

1. Eduard Meyer, *Die Sklaverei in Alterthum*, p. 12.

rition d'une absurdité traditionnelle momifiée en un homme qui se gère



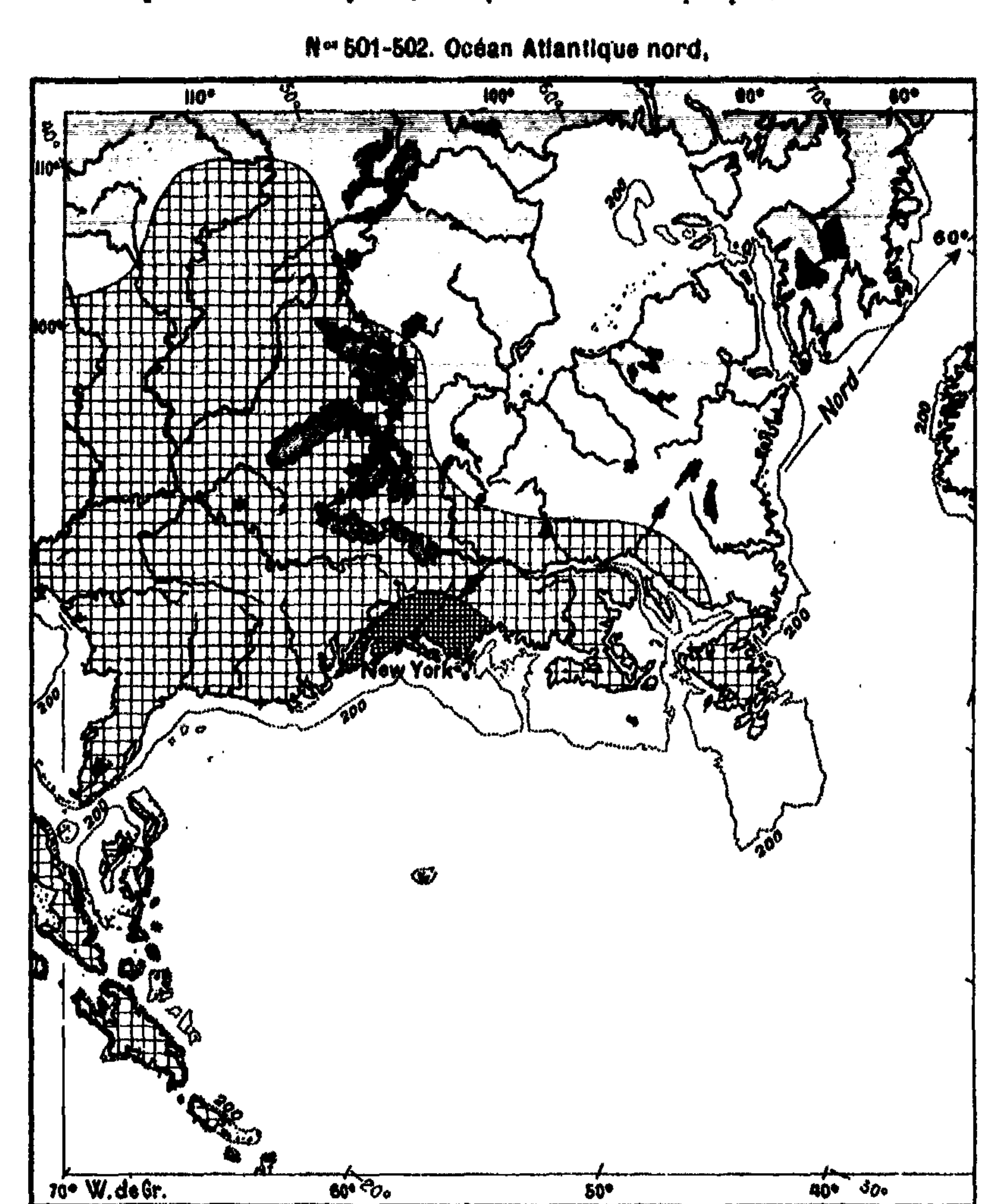
SCÈNE DE PETITE VILLE ALLEMANDE
Gravure tirée de *Hermann et Dorothée*.

en dieu et que la foule prend volontiers comme tel : délivré de ce kyste gênant, le corps social a plus de chance de fonctionner en santé, et

l'esprit, dégagé de ce cauchemar, passe à la solution d'autres problèmes.

Lorsqu'un souverain partage les passions de son peuple, on le considère

N° 501-502. Océan Atlantique nord.



1 : 40 000 000

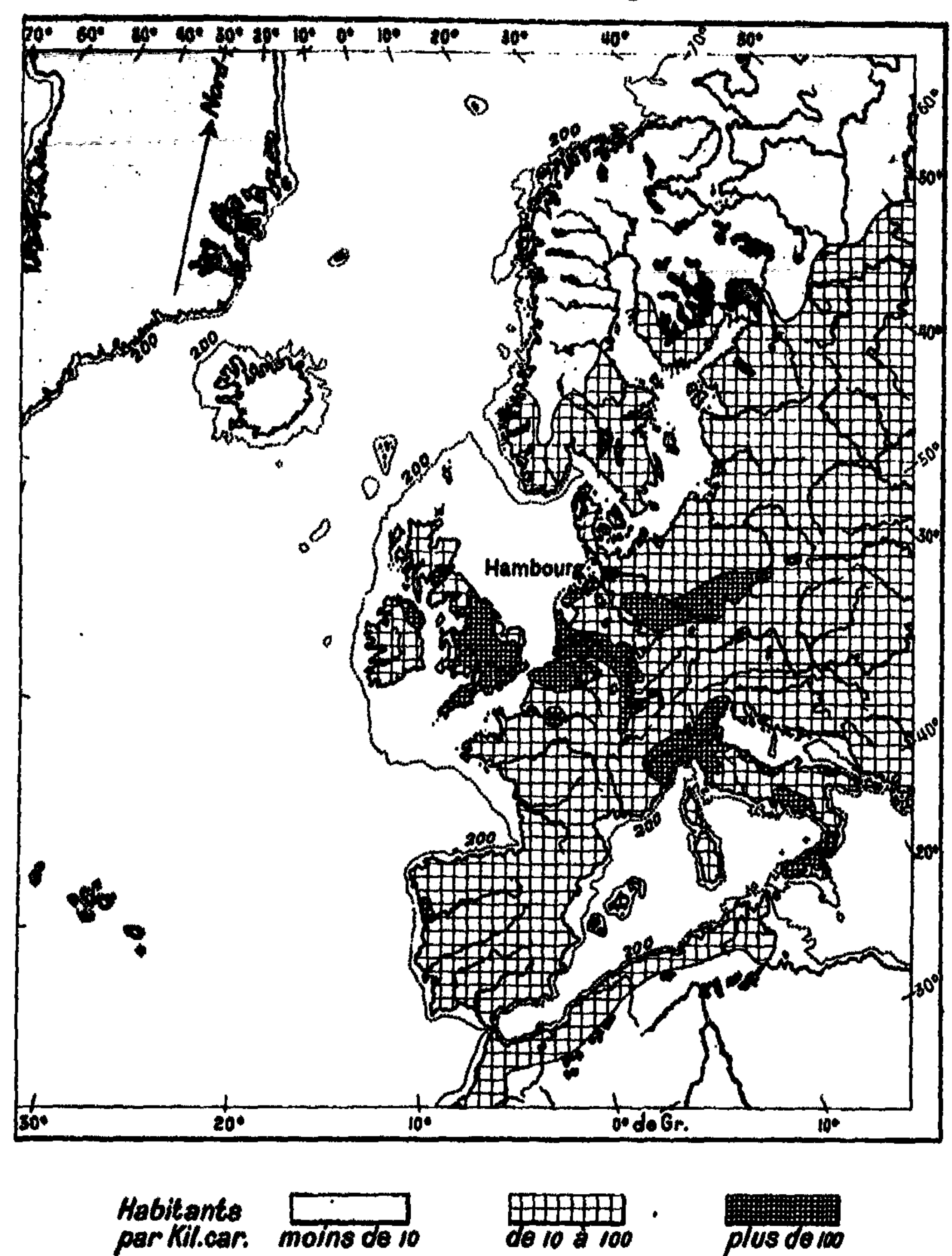
0 500 1000 2000 Kil.

L'arc de grand cercle réunissant Hambourg et New-York est pris comme base rectiligne des deux moitiés de cette carte. L'étoile au sud du lac Michigan indique la position, en 1905, du centre de gravité de la population des Etats-Unis.

volontiers comme l'inspirateur, c'est à lui que l'on attribue les conquêtes. Disposant d'une puissance matérielle prodigieuse, il a la pudeur de ne

pas l'utiliser en guerres européennes et, de ce côté, attend les coups du hasard, qui se produisent toujours en faveur du plus fort; mais il se

de New-York à Hambourg.



Dans les limites de la carte, les lignes droites représentant les trajets les plus directs, on voit l'importance de l'isthme écossais et du détroit de Belle-Ile pour la traversée rapide de l'Atlantique en été.

démène activement pour agrandir son domaine extérieur et pour se faire redouter par les petits Etats lointains. Afin de mener à bien cette poli-

tique menaçante, il a besoin d'une flotte militaire assez nombreuse qui lui permette de montrer son étendard impérial dans tous les ports du monde et de garder en même temps dans les mers voisines de son empire assez de vaisseaux pour répondre à l'importance relative de la flotte commerciale et surtout pour imposer le respect. Tant de millions s'emploient chaque année à l'accroissement de ces forces navales offensives que, d'avance, le prestige de leur irrésistible puissance se fait sentir et que la Grande Bretagne, déjà cuirassée du côté du sud contre les attaques possibles de la France, a dû s'occuper de se défendre aussi sur ses rivages orientaux, ou, suivant le langage militaire, de se créer une nouvelle « ligne de base ». L'estuaire, où l'on voit déjà l'une des œuvres humaines les plus étonnantes, le fameux pont de la Forth, va bientôt se hérisser de fortifications chargées de protéger éventuellement contre la flotte allemande les richesses d'Edimbourg et de Glasgow et cette admirable zone de labeur que constitue la basse Ecosse : une puissante barrière occupera l'entrée de l'isthme où les intérêts du commerce général exigeraient le creusement d'un canal de grande navigation sur la ligne transatlantique directe de Hambourg à New-York. Si les îles Britanniques ne se complaisaient pas dans leur isolement, comme elles l'ont aussi montré dans leur refus de sous-franchir le Pas de Calais, elles se fussent appliquées à l'œuvre relativement facile de la coupure écossaise, de même qu'ailleurs s'est faite la coupure égyptienne, et qu'en Allemagne s'est ouverte la porte de Kiel entre les deux mers, scandinave et germanique.

En tous cas, il faut constater que s'il devait jamais se produire un conflit maritime entre les deux puissances, celle qui abandonna l'île Helgoland en échange de Zanzibar et celle qui en prit possession, l'Allemagne aurait certainement de très grands avantages géographiques. S'avançant très au loin dans les mers boréales, l'île anglo-bretonne est attaquable sur nombre de points et serait obligée de disperser ses forces, même dans les eaux occidentales ; l'Allemagne, au contraire, ne peut être abordée sur aucun point : sa côte basse de la mer du Nord est partout défendue par des bancs de sable ou cuirassée de fortifications. Grâce au « tirant d'eau » des navires de guerre de nos jours, les côtes allemandes de la Baltique sont aussi peu accessibles aux flottes ennemies et sont encore protégées par leur éloignement des bases d'opération anglaise et française et par le passage forcé en vue de

Copenhague. La force d'attaque, massée en avant de l'Elbe et de la Weser, c'est-à-dire là où viennent affluer toutes les ressources de l'Allemagne, resterait donc tout entière pour se porter vers les parages désignés. Le port d'Emden, négligé depuis plusieurs siècles, recreuse ses chenaux et

N° 503. Côte allemande de la Mer du Nord.

1 : 2 000 000

0 25 50 100 Kil.

reconstruit ses digues pour compléter ce front de défense qui s'étend de la frontière de la Hollande à celle du Danemark et que servent si admirablement les routes de l'intérieur descendant vers la mer par la pente égale que forme dans tout son ensemble le territoire de l'Allemagne. Le système des canaux, non encore achevé, est merveilleusement préparé par

la nature elle-même : les anciens cours des rivières indiquaient d'avance le tracé des routes liquides artificielles. Dès l'année 1669, la haute Oder se continuait vers la basse Elbe par le canal de la Spree, simple restauration d'un ci-devant lit, et les denrées expédiées de Breslau arrivaient en moins d'un mois devant les quais de Hambourg. Grâce à cette diagonale de navigation, l'unité commerciale était faite bien longtemps avan qu'on pût songer à l'unité politique [1].

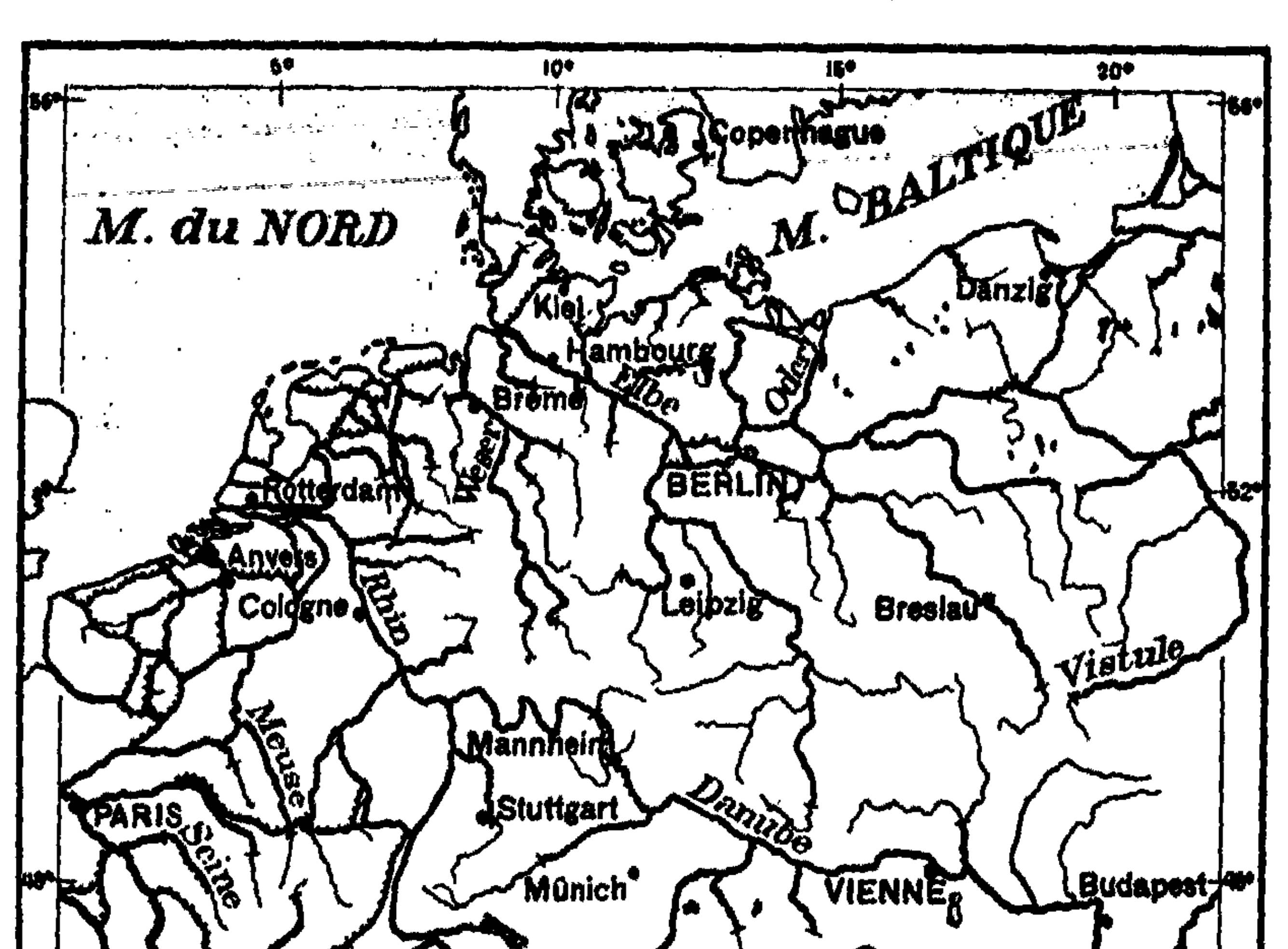
Solide et compacte comme elle l'est, l'Allemagne doit être normalement, même sans l'aide des ambitions patriotiques, un centre des plus actifs. Il est des contrées qui, sans appartenir à l'empire germanique, n'en font pas moins partie intégrante de l'Allemagne littéraire, scientifique, philosophique et sociale. Telles sont les provinces danubiennes de l'Autriche, la zone septentrionale de la Suisse, et même, dans une certaine mesure, le district des Carpates hongroises dit « pays saxon », ainsi qu'en Courlande, en Livonie en Ehstonie certaines enclaves urbaines : Schweinfurt, de Beer, Junker, nés dans l'empire des Tzars, sont bien des Allemands et non des Russes. La statistique annuelle des libraires de Leipzig publie les listes des ouvrages allemands appartenant à tout cet ensemble de 75 millions d'individus : c'est la part de la grande Allemagne dans le travail intellectuel du monde. Evidemment, ce sont là des éléments d'unité bien supérieurs à ceux que proclament les traités et que sauvegardent soldats et gendarmes ; malgré les frontières, le vrai travail du cœur et de la pensée se fait en commun et le groupement naturel fonctionne librement dans l'organisme humain.

Cette unité naturelle et libre ne suffit pas à des patriotes impatients, qui la voudraient artificielle et forcée. A ce désir d'agrandissement, souvent énoncé avec fracas, répond, de l'autre côté du lac de Constance, un sentiment évident de crainte : il faut constater que la Suisse est stratégiquement ouverte le long de la frontière du Rhin. En dépit du lien national très ardent qui anime d'autant plus les Suisses que leur patrie est plus petite, l'instinct les avertit que la défense stratégique, très possible en théorie, serait pourtant impossible, parce que la volonté résolue ne peut être la passion collective de toute une armée, et l'on sait d'avance que les paroles sonores prononcées dans les banquets patriotiques n'ont point valeur de prophétie.

1. J. Partsch, *Lage und Bedeutung Breslaus*, p. 11.

Du côté de l'Autriche, les sentiments sont loin d'être aussi unanimes : d'un côté, le bloc tchèque est un obstacle entre Berlin et Vienne, puis il existe certainement de nombreux patriotes autrichiens, mais, d'autre part, les intérêts immédiats de la conquête allemande sont très bien servis, jusqu'en des discours officiels et en plein parlement de

N° 503. Voies navigables d'Allemagne.

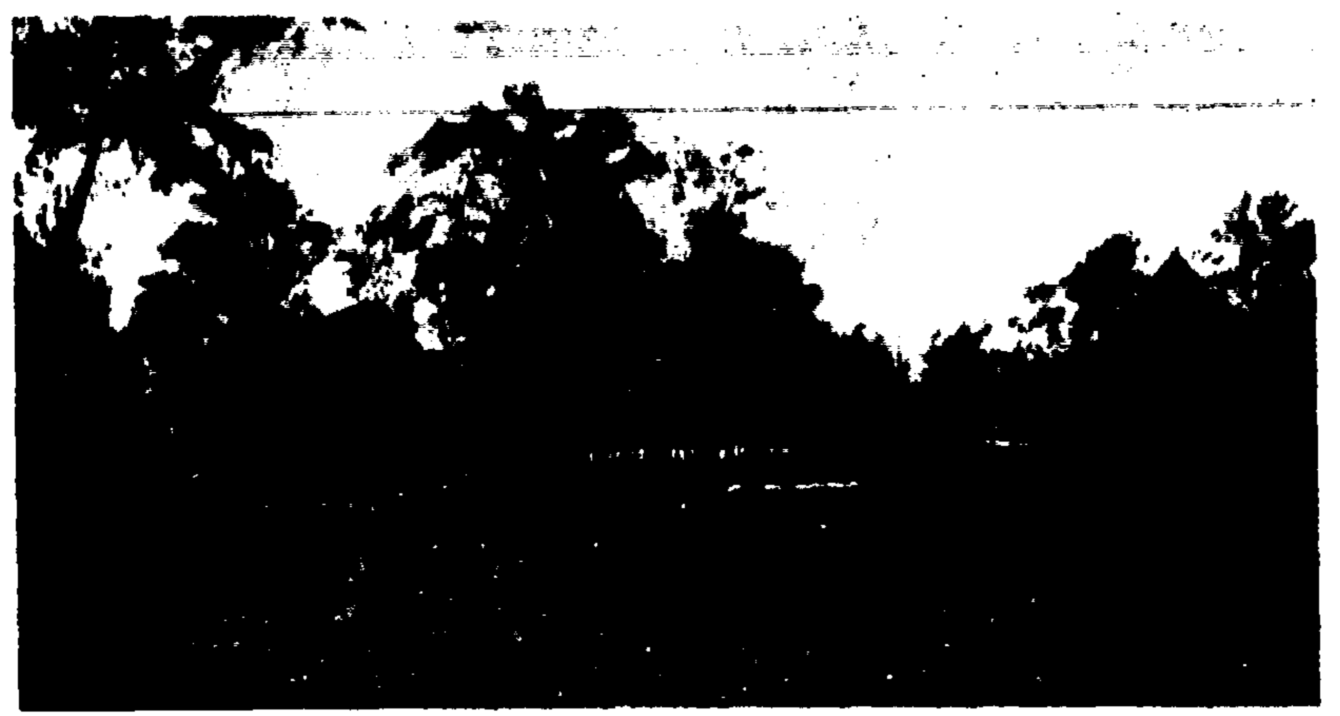


La construction d'un canal de l'Elbe à la Weser et au Rhin fut repoussée il y a quelques années par le Reichstag. Il faudrait encore unir l'Elbe au Danube, puis l'Oder à la Vistule et au Danube, enfin améliorer ou doubler le canal qui relie le Rhin au Danube.

l'Empire. Tous savent que la fabrique de l'ancienne monarchie des Habsbourg ne répond plus aux nécessités modernes et n'est plus qu'une survivance incomprise de ceux même qui sont chargés d'en pratiquer les couloirs mystérieux. Sans doute il ne manque pas par le monde d'autres monuments antiques, rendus vénérables par leur ancienneté même, qui ne subsistent que grâce à l'illusion créée par le respect ; mais, dès que l'on se met à désarticuler les vieux squelettes, dès que des corps

jeunes se forment en place des tas d'ossements rongés, il ne reste plus qu'à déblayer le sol de tous ces débris du moyen âge. En Autriche, plus que partout ailleurs, c'est le balai qui devrait être le grand instrument de règne.

Les nationalités s'éveillent de plus en plus, se préparent à la lutte et n'admettent plus un milieu fonctionnant seulement en vue de dresser des corvéables et des soldats. Un nouvel équilibre se constitue et tous les intéressés qui entourent ce monde en voie de refonte suivent avec



Cl. du Globus.

PORTION D'UN VILLAGE DES POLABES

avidité les péripéties d'une genèse qu'ils espèrent modifier à leur avantage. Ainsi l'Allemagne ne se contente pas de veiller à sa part légitime d'accroissement, qui est la région occupée par la population de langue germanique : elle regarde par delà les Alpes, jusqu'aux bords de l'Adriatique, et réclame comme devant lui revenir cette même ville de Trieste que l'Italie revendique également et que les Slaves de l'Istrie disent aussi leur appartenir de droit.

Comment régler tous ces conflits, calmer toutes ces convoitises sans démuseler les chiens de la guerre. La même question de balance entre les groupes nationaux qui rend l'avenir de la Balkanie si incertain menace également l'Austro-Hongrie, et ne pourrait être résolue que de la même manière, par la libre discussion entre gens de langues, de races, de mœurs, de coutumes différentes. La confédération de tous ces peuples divers, ennemis même, mais sollicités par des intérêts généraux

communs, devrait naître du chaos actuel et servir d'exemple aux grands États centralisés du centre de l'Europe ; mais les « pieux désirs » n'ont pas de sens en politique, il n'importe que de constater les mouvements et d'en déterminer la résultante. Eh bien, il est certain que, dans l'état actuel de la civilisation qui ne respecte ni les droits de l'individu ni ceux des minorités, le débat officiel sera circonscrit entre les grandes puissances, empires de Russie et d'Allemagne, royaumes d'Italie et de



Cl. du *Globus*.

MAISON AUX ENVIRONS DE HAMBOURG

Hongrie : le droit d'intervention des petits, Serbes et Croates, Albanais et Roumains, Slovènes et Slovaques ne sera reconnu qu'en proportion de leurs révoltes. A eux d'exiger et de prendre, on ne leur donnera que ce qu'ils auront conquis.

Et ils sont certainement en train de conquérir leur liberté. A cet égard, l'évolution est évidente depuis une vingtaine d'années. Malgré les obstacles que les gouvernements opposent à toute instruction qui contient une trace de libre examen, à l'école qui ne pétrit pas le cerveau de l'enfant pour en faire exclusivement un loyal sujet, les nouvelles du monde entier circulent de plus en plus et pénètrent dans les lointains

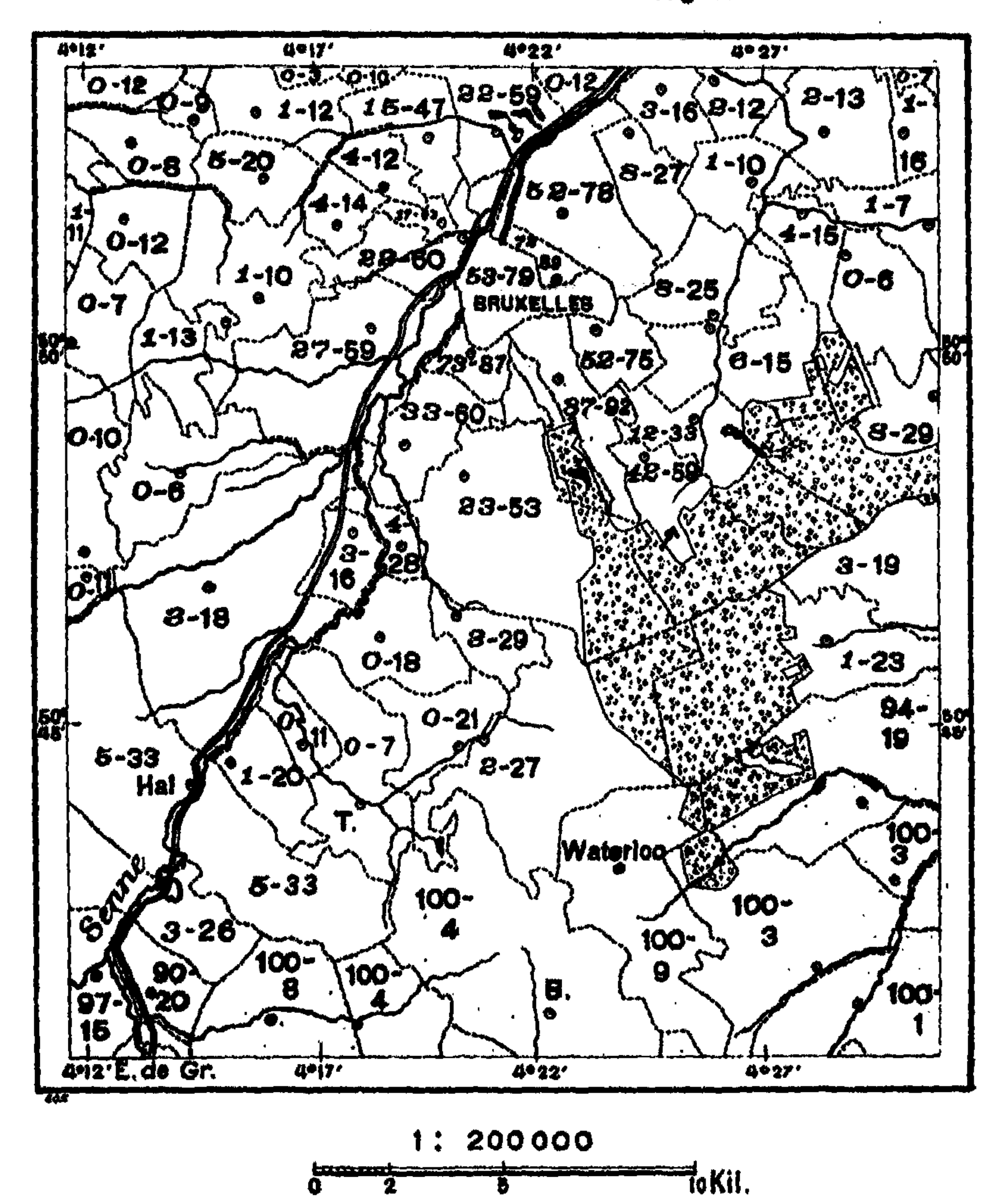
villages. Graduellement les peuples opprimés se rendent compte que leur cas n'est point unique au monde. Chaque jour raffermit chez eux la volonté de se défendre et de profiter des enseignements de leurs voisins. A vrai dire, les questions se mêlent et, dans la lutte, on ne distingue pas toujours nettement le seigneur, au profit duquel se fait le travail journalier, de l'oppresseur qui restreint les libertés politiques et dont le siège se trouve souvent au loin, les bizarreries gouvernementales rattachant Fiume à Budapest et Lemberg à Vienne. Les revendications du Ruthène contre le Polonais autrichien, du Roumain et du Croate contre le Magyar, de l'Italien, du Slovène et du Tchèque contre l'Allemand se nourrissent de la résistance du Poznanien contre les ordres de Berlin, de celle des Finlandais contre Saint-Pétersbourg, de celle de l'Arménien contre Stamboul. L'exemple de l'Egyptien, de l'Indou se dressant en face de l'Anglais, ceux du Malgache, du Congolais, de l'Atchinois même ne sont point perdus pour le Slave ni le Géorgien.

Sur les autres frontières de l'Allemagne se présentent des phénomènes analogues montrant l'instabilité de l'équilibre politique actuel et l'inévitable approche de grandes révolutions. Ainsi la Belgique, ci-devant le champ de bataille de l'Europe occidentale, continue d'être disputée entre des forces contraires, représentées maintenant par les deux éléments ethniques des Flamands et des Wallons, partiellement différents par l'origine et complètement distincts par le langage : les premiers ont un parler tudesque, dont les patois tendent de plus en plus, sous l'effort du patriotisme local, à se confondre avec le hollandais ; les seconds, au contraire, parlent divers dialectes d'une langue rapprochée du français et gravitant vers lui par l'effet du commerce et de la littérature. Ce fait, le contraste des idiomes, semble une raison suffisante à ceux qui voient seulement les choses de l'instant et de la surface pour affirmer la parenté française des Wallons, le cousinage allemand des habitants de la Flandre, désignés jadis sous le nom de Thiois d'après leur langue ; d'ailleurs on peut dire en toute justice que ces deux parentés ont fini par se réaliser historiquement dans une forte mesure, grâce à la communauté de sentiments et de pensées que donne une même nourriture intellectuelle : peu importe que, quant aux origines, la plus germaine des deux demi-nations de la Belgique soit probablement celle des Wallons.

L'une et l'autre eurent une grande histoire, surtout pendant la période

des autonomies communales, mais il suffit que les deux éléments eth-

N° 505. Bruxelles et la limite des Langues



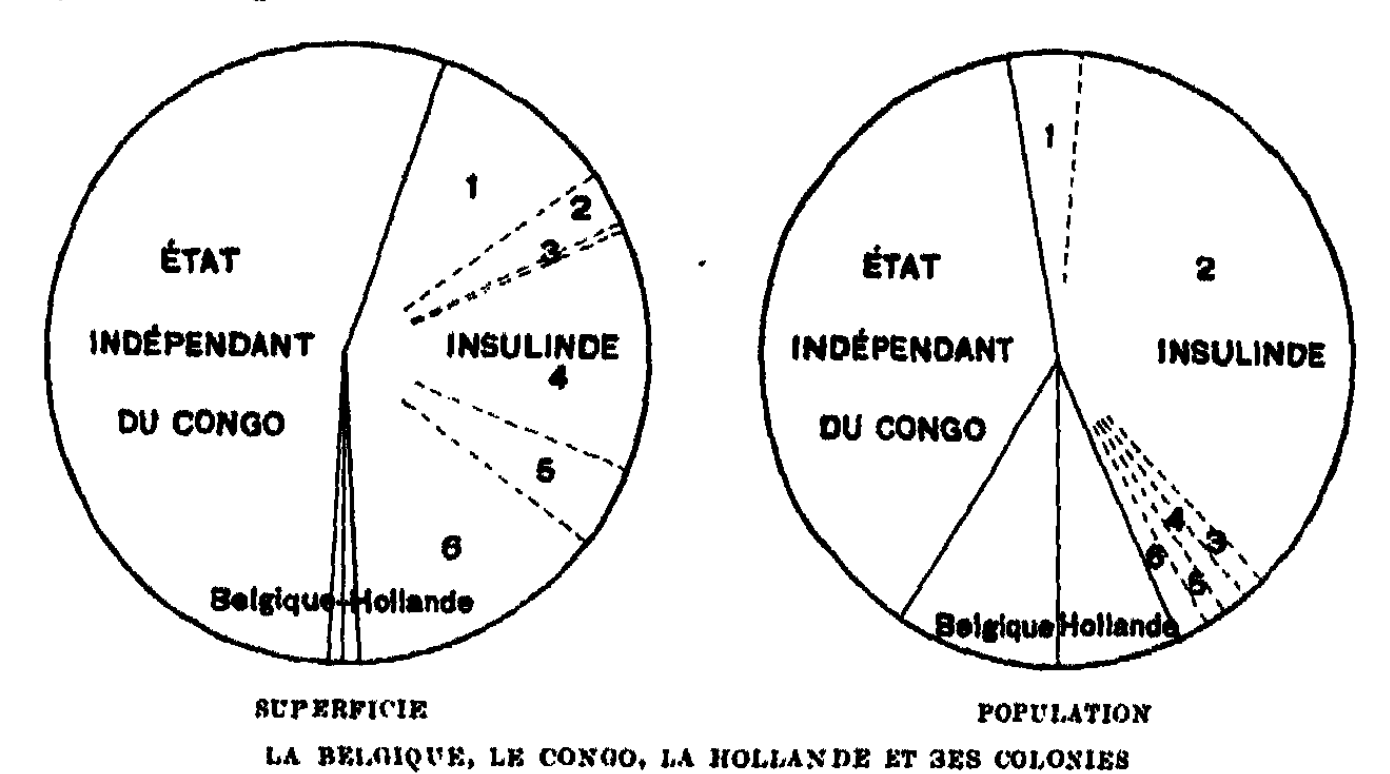
Les limites indiquées sont celles des communes de cette portion du Brabant. Le premier chiffre (incliné) indique la proportion des francophones *parmi ceux qui ne parlent qu'une langue* : lorsque ce chiffre dépasse 50, le territoire est grisé. Le second chiffre donne la proportion des personnes pouvant parler français parmi les habitants de plus de trois ans. Ces deux chiffres coïncidant pour les communes wallonnes du bas de la carte, on a inscrit, en seconde ligne, la proportion des personnes sachant le flamand. On remarque le passage brusque d'une langue à l'autre, ainsi Tourneppe (T.) et Braine l'Alleud (B.).

niques fussent en rivalité pour que les souverains et les castes intéressés, exploitant leur désaccord, en profitassent pour les opprimer

également. Les persécutions dirigées par les Espagnols de Philippe II, puis l'oppression systématique établie par les prêtres, les moines, les nobles propriétaires avaient si bien réussi dans les provinces belges, et surtout dans les Flandres, qu'on vit la population s'insurger contre les réformes, se cabrer contre l'idée de liberté, se prosterner pour rester esclave. Les révolutions belges furent toutes contraires au mouvement de progrès qui emportait le siècle : même celle de 1830 mêla si bien les éléments de réaction et d'indépendance qu'on se demande s'il faut s'en féliciter ou s'en plaindre. Encore de nos jours à Thielt, les habitants montrent avec orgueil un bas-relief qui représente leurs grands-pères se pressant autour d'un prêtre et brandissant leurs faux contre les « infâmes révolutionnaires ».

D'une manière générale, on peut dire que la Wallonnie, plus éclairée, plus instruite, plus ouverte aux idées nouvelles, plus industrieuse, s'est prêtée moralement aux influences du mouvement d'émancipation, venu surtout de France, tandis que les provinces flamandes, restées fidèles à l'esprit du catholicisme, ont beaucoup plus énergiquement résisté à l'influence française, du moins au point de vue politique, car elles sont obligées par les conditions économiques d'apprendre d'une manière plus ou moins parfaite la langue française, qui est celle de la vie plus active, et le quart des Flamands est compté parmi les « bilingues » de la Belgique; en outre, le marché du travail sollicite chaque année une centaine de mille Belges occidentaux de langue thioise à passer des semaines ou des mois en France dans les champs ou sur les chantiers, sans compter tous ceux qui vont s'établir définitivement outre frontière. Devenus maintenant, grâce à une longue domination du régime clérical, ceux qui participent le plus amplement à la possession du pouvoir, à la distribution des titres, des honneurs, des places et des sinécures, les Flamands se complaisent volontiers aux ambitions d'un patriotisme exclusivement belge, mais il ne manque pas de voix flamandes qui parlent en faveur d'une alliance plus intime avec les Pays Bas. L'empire germanique menace à l'est et son objectif principal est la ville d'Anvers, qui, se trouvant sur la route directe de l'Allemagne vers la Manche, subit l'ascendant du pays dont le commerce lui profite : Anvers est un très grand port allemand d'expédition vers l'Angleterre et les pays transocéaniques, et les chemins de fer belges sont les agents naturels de l'influence allemande. La Belgique est un morceau d'autant plus désirable aux yeux des annexionistes

de l'Europe centrale qu'elle apporterait probablement, avec sa population si dense et ses prodigieuses richesses industrielles, un gros lot colonial, cet énorme Etat du Congo, qui occupe le centre du continent d'Afrique. De tous les méfaits perpétrés en Afrique par les blancs, ceux qui depuis vingt ans ont été commis dans l' « Etat indépendant du Congo » sont peut-être les plus horribles : ils sont les plus récents, les plus scientifiquement organisés, ceux où le commerce et l'autorité se mêlent avec le



LA BELGIQUE, LE CONGO, LA HOLLANDE ET SES COLONIES

1. Sumatra. — 2. Java et Madoera. — 3. Bali et Lombok. — 4. Borneo (portion hollandaise). — 5. Célébès. — 6. Autres îles et portions d'îles, notamment moitié occidentale de la Papouasie.
La densité kilométrique de la population de Java est d'environ 230, soit trois fois celle de la France, et près de 500 fois celle de la Papouasie ou Nouvelle Guinée.

plus d'astuce. Mais quel est l'Anglais, l'Allemand, le Français dont la main est assez pure pour que sa protestation ne soit entachée de partialité ?

La Hollande, encore plus visée que la Belgique par les patriotes pangermanistes, présente des avantages analogues, et là, semble-t-il, le fruit se rapproche davantage de la maturité. La parenté des langues embrasse tous les habitants de la contrée et la géographie même fait du delta rhénan une dépendance de la vallée du grand fleuve. Le commerce national, le plus considérable du monde en proportion du nombre des habitants, est pour une bonne part alimenté directement par les exportations allemandes. Rotterdam et Amsterdam sont aussi, comme Anvers, de grands ports germaniques. Le bruit public, souvent mieux averti que les plus fins diplomates, a prétendu qu'à diverses reprises des menaces ont grondé du côté de Berlin et que le chef des gros bataillons

avait fait comprendre à la souveraine des Pays-Bas, devenue vassale par son mariage, qu'il était prêt à faire marcher ses troupes en cas de désordre ou de grèves prolongées. Est-il vrai que l'Empereur ait parlé en maître ? Peu importe, puisque l'opinion suffit à créer la situation politique. La Hollande se sent en danger, et son cas est d'autant plus grave qu'elle est absolument incapable de se défendre ; comme un navire trop chargé de voilure, elle risque de chavirer par la seule action de la tempête. Mais le sort de la Hollande entraîne également celui de l'immense empire colonial qui occupe l'angle du monde asiatique, entre l'Indo-Chine et l'Australie. La perte ou simplement la diminution de l'autonomie politique des Pays-Bas déplacerait donc l'équilibre de la puissance, non seulement en Europe mais bien plus encore dans la région de ses antipodes. L'Insulinde est le joyau de la planète, et l'on se demande quel maître étranger va succéder aux Hollandais comme possesseur de ces merveilles, puisque malheureusement les indigènes ne s'y gouvernent point eux-mêmes ! Certainement la Grande Bretagne a l'intérêt le plus essentiel à ne pas laisser l'empire allemand compléter son littoral par l'annexion de la Hollande et à ne pas permettre qu'une nouvelle Inde se constitue au profit de sa rivale ; mais pour appuyer sa volonté, il faut qu'elle ait la force en main.

Malgré l'étendue considérable de leurs domaines réunis, les trois royaumes qui constituent la Scandinavie ne représentent dans le monde européen qu'un ensemble politique de troisième grandeur. D'ailleurs, si les terres sont vastes, elles sont, en proportion de la surface, très faiblement peuplées : une dizaine de millions d'habitants ne sont que bien peu de chose dans le voisinage immédiat de la puissante Allemagne, de l'immense Russie et des îles Britanniques aux colonies innombrables.

Deux faits récents dominent la politique des pays scandinaves, enfin libérés de la crainte du « Colosse du Nord » : l'humiliation de la Russie en Extrême Orient et la scission de la Norvège d'avec la Suède. Il faut voir dans ce dernier acte, rendu possible par les défaites de Liao-Yang et de Moukden, une victoire du principe de nationalité, nationalité linguistique, nationalité géographique, modelée par le contraste de la montagne et de la plaine, de la mer toujours ouverte à l'ouest et du bassin périodiquement couvert de glaces à l'est. La victoire fut pacifique, ce qui prouve l'assagissement graduel de l'humanité, mais elle fut incom

plète, puisque le pays autonome cherche un roi (1905) et n'a pas osé aller jusqu'au bout de sa pensée : la Scandinavie, tranquillisée du côté de la Russie, est toujours dominée par la crainte de ses autres voisins.

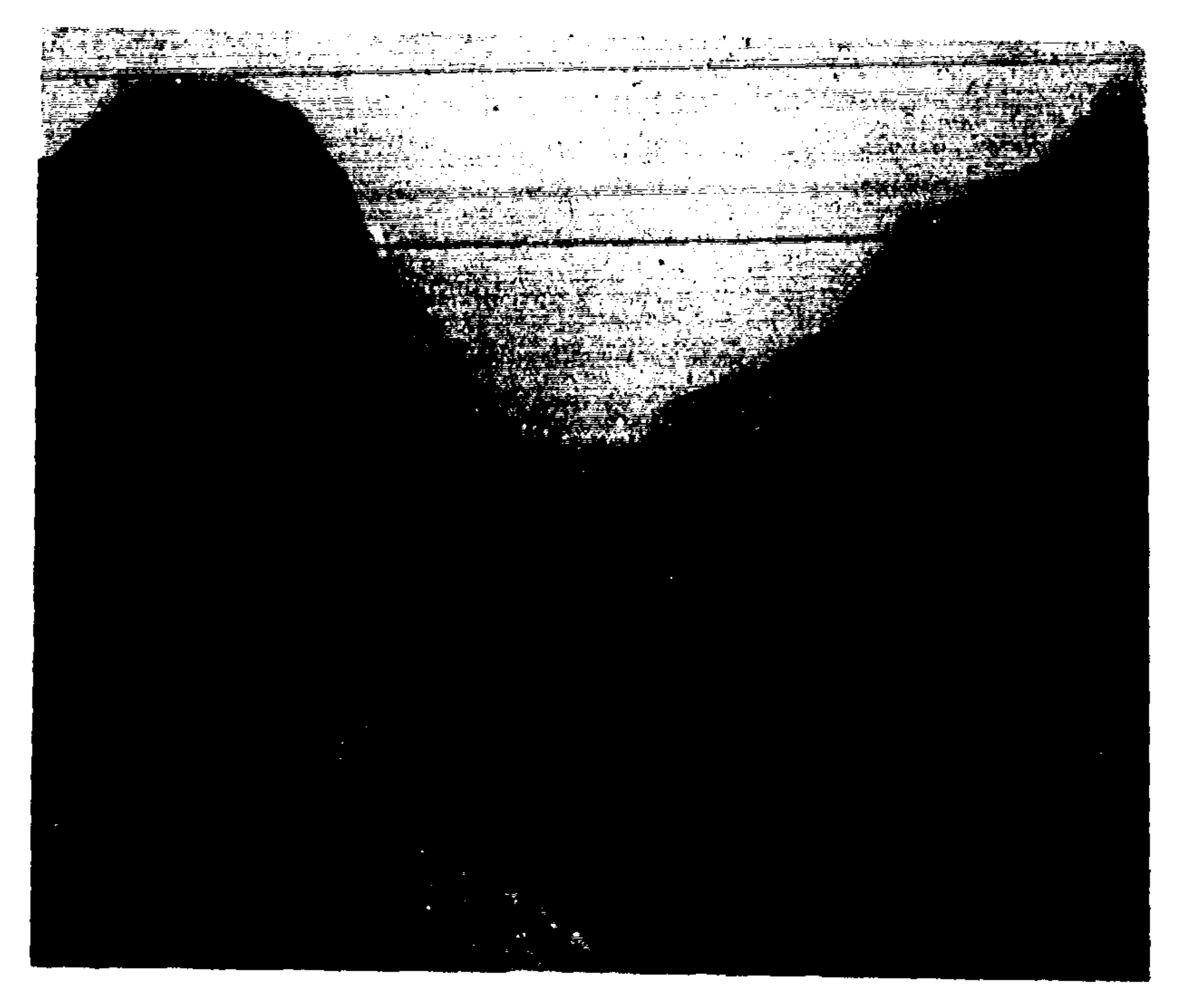
Pendant longtemps, le double royaume de Suède et Norvège — sous la présidence constitutionnelle du même roi — a pu craindre l'invasion de la Russie à l'ouest du territoire de laquelle il forme une puissante barrière. Que l'on s'imagine le littoral russe continuant à l'ouest, de la péninsule de Kola au cap Nord, puis au sud-ouest et au sud par toute la côte norvégienne de fjords, et du coup, la Russie posséderait bien plus que « cette fenêtre ouverte sur l'Europe » que lui donne la fondation de Saint-Pétersbourg! Cette façade immense sur l'Atlantique boréal et la mer du Nord, disposant de ports admirables et d'une flotte servie par tout un peuple de marins, exerçait sans doute une telle attraction sur le gouvernement de Saint-Pétersbourg que le peuple de la Péninsule devait chercher à s'appuyer sur l'Allemagne. L'acquisition de ce territoire scandinave par l'empire russe — ou même d'un fragment, car le domaine moscovite s'approche le long de la Kangama à moins de 30 kilomètres de la mer libre[1] — aurait forcément donné à la rivalité traditionnelle de la Grande Bretagne et de la Russie un caractère tragique. La tentative de russification et de militarisation de la Finlande en 1899 peut être considérée comme un premier mouvement du grand Empire dans la direction de la Norvège septentrionale. La guerre russo-japonaise empêcha la continuation de cette politique, et peut-être les Finlandais sont-ils maintenant assez forts pour que soient définitivement frustrés les désirs du tzar blanc.

Il était donc naturel que, dans l'ensemble, le groupe scandinave gravitât dans l'orbite de l'Allemagne ou de l'Angleterre, et les événements qui pourraient le délier de ce groupement sont trop récents pour qu'un changement de front ait été possible. Même le Danemark, que des alliances dynastiques devraient rapprocher surtout de la Russie et de l'Angleterre, se laisse entraîner relativement à l'empire germanique dans une sorte de vasselage et doit feindre d'oublier l'outrage national qu'il subit depuis que des ordres de Berlin empêchent les Danois annexés par la force de manifester librement leurs vœux, conformément au traité de 1864.

En entrant dans le monde de la civilisation moderne, les Scandi-

1. *Voir* Carte n° 508, page 465.

naves y ont apporté un caractère nettement déterminé par les conditions toutes particulières de leur milieu : ils ont des traits bien à eux, dans lesquels on retrouve l'influence de cette nature du Nord, aux longs étés, aux interminables hivers, aux jours qui se confondent avec les jours sans autre intervalle qu'un mystérieux crépuscule, aux nuits qui



UNE VALLÉE DE NORVÈGE.

succèdent aux nuits, séparées seulement par une fugitive aurore. La terre dans laquelle ils sont nés les domine trop puissamment par ses phénomènes pour qu'ils puissent s'y soustraire comme on le fait dans un milieu aux oscillations plus égales; ils ne peuvent échapper à l'impression des grandes étendues lacustres et des forêts sans fin, des neiges qui recouvrent le sol pendant plusieurs mois et des glaces qui durcissent l'eau des lacs, des estuaires et de la mer elle-même[1]. Les Scandinaves de l'Extrême Nord sont toujours hantés par le rêve des longues nuits, et

1. Maurice Gandolphe, *Société normande de Géographie*, juillet-août 1898, p. 220.

l'intimité de leur vie avec la nature les maintient dans un véritable culte pour la beauté des choses extérieures : à cet égard, ils sont restés païens.

La dispersion des rares habitants sur de vastes espaces eut aussi des conséquences d'importance majeure sur le caractère des Scandinaves. Confinés dans les clairières cultivables de la grande forêt ou dans les étroites criques de leurs fjords sinueux, les divers groupes



UNE VALLÉE DE SUÈDE.

devaient compter sur leur énergie pour conquérir la nourriture de chaque jour ; ils n'avaient que faire du patronage lointain d'un seigneur ou de la protection de lois promulguées quelque part dans une haute assemblée ; il leur fallait délibérer en petits groupes, agir en toute hardiesse et liberté personnelles, rester leurs propres maîtres : de là ces âmes si fortement volontaires qui se sont révélées dans les grandes entreprises de pénétration polaire, à la traversée du Groenland, à la conquête des glaces arctiques, de même qu'à la recherche de l'idéal dans l'expression littéraire de leur pensée.

Les langues que l'on parle dans les contrées scandinaves se rattachent étroitement à l'allemand et leurs littératures ont été très fortement influencées par les penseurs de l'Europe centrale, quoiqu'elles aient toujours gardé une singulière originalité. On a constaté en outre que,

durant leur belle période littéraire, au dix-neuvième siècle, le Danemark et la Norvège ont été animés chacun d'une impulsion différente. Les écrivains danois furent pessimistes pour la plupart, tandis que les Norvégiens étaient optimistes, pleins d'entrain et d'enthousiasme juvéniles. La cause de ce contraste frappant n'est-elle pas dans la situation politique des deux pays, l'un qui se sent impuissant en face de l'Allemagne envahissante, l'autre qui, placé à côté de la Suède, se trouve plus éloigné du danger immédiat et commerce joyeusement avec le monde entier? Les conditions du milieu cosmique se reflètent dans la vie sociale des peuples et dans la pensée de leurs écrivains : c'est à elles que les Scandinaves doivent leur si puissante originalité, et s'ils l'expriment d'une manière énergique, c'est grâce à leur liberté relative, plus grande, plus agissante que celle de la plupart des autres nations.



Cl. J. Kuhn, édit.

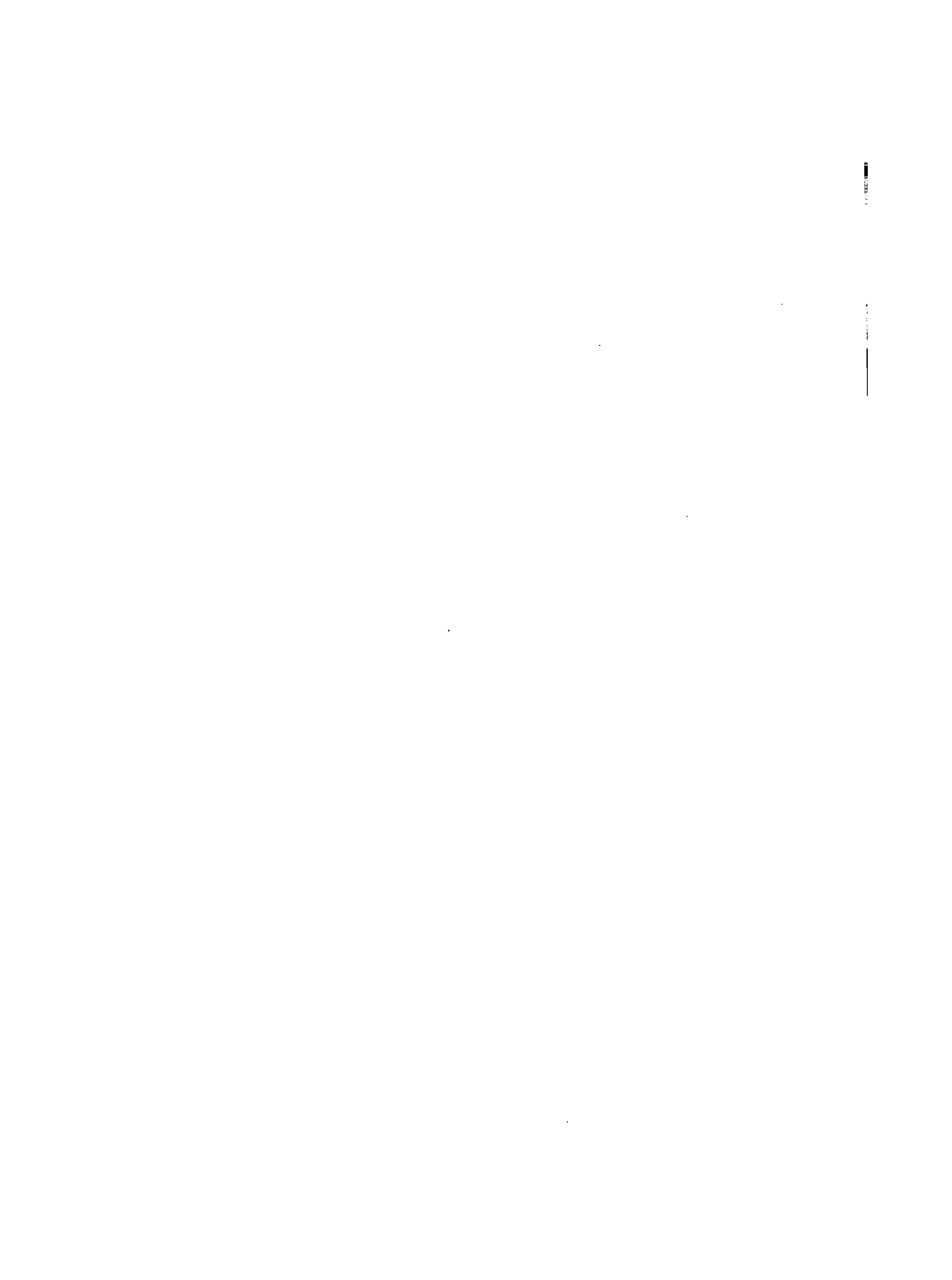
HENRIK IBSEN, 1828-1906.

Cette initiative, ils en ont donné récemment une preuve nouvelle[1] en proposant la fondation d'une ligue pangermanique embrassant non seulement les peuples européens de souche teutonne, Allemands, Scandinaves, Hollandais, Flamands, Suisses du Nord, mais aussi les Anglais, « Bretons » germanisés, et les Canadiens et Américains de langue anglaise, quoiqu'il soit difficile de considérer ces derniers comme étant vraiment des Allemands de race dans la pensée de ses auteurs. Evidem-

1. Bjoenstjerne Bjoernson, *Berliner Tagblatt*, avril 1903.

ment cette ligue devrait être éminemment pacifique, mais n'est-ce pas le comble de l'utopie de supposer que pareille alliance puisse être pure de toute idée de domination, alors que les trois noyaux autour desquels viendrait se constituer l'immense organisme de plus d'un demi-milliard d'hommes reposent essentiellement sur la hiérarchie militaire, l'asservissement colonial et la haine des races de couleur différente? Le groupement rêvé ne pourrait avoir lieu tant que les révolutions intérieures ne seront pas faites dans chacune des nations constituantes. L'union entre les hommes de bonne volonté, indépendamment de la race et de la langue, n'est-elle pas un chemin plus court pour arriver au but, la fraternité humaine?







La possession de Constantinople ne vaut pas celle des chemins aujourd'hui déserts qui se rencontrent dans les marais du Seïstan.

CHAPITRE IV

PANSLAVISME. — TRAVAIL DE CONCENTRATION UNITAIRE. — KOLA
ALLOPHYLES. — JUIFS. — POLONAIS ET ALLEMANDS DES PROVINCES BALTIQUES
FINLANDAIS. — TCHERKESSES, GÉORGIENS ET ARMÉNIENS. — DOUKHOBORTZI
REFOULEMENT DES ASIATIQUES. — TRANSCASPIENNE, TURKESTAN ET STEPPES
IRAN ET IRANIENS. — PAMIR, TIBET, MONGOLIE, SIBÉRIE
MANDCHOURIE. — CHINE ET CHINOIS. — JAPON ET JAPONAIS. — CORÉE

Le pangermanisme, qui avait été précédé par le panhellénisme, devait donner naissance à d'autres tentatives de groupement par races, vraies ou prétendues telles : le panslavisme a trouvé également ses fanatiques. Le philologue russe Grigorovitch ayant fait un voyage dans les Balkans, vers 1825, y découvrit, pour ainsi dire, la nationalité slave des Bulgares, qui avaient alors quelque peu l'illusion d'être des Grecs [1].

1. Novicov, *Conscience et volonté sociales*, p. 185

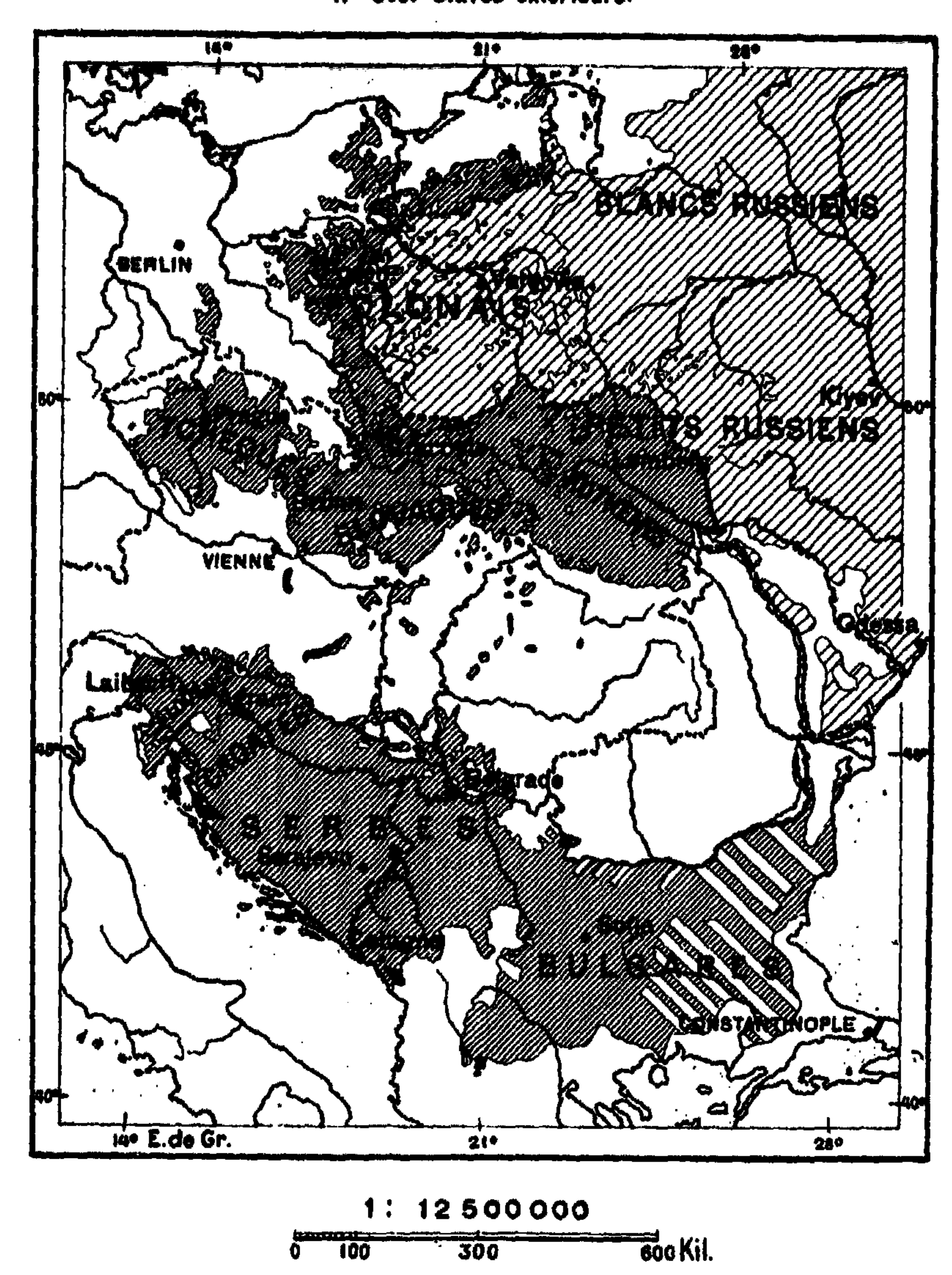
Ce fut l'origine de la nouvelle religion du patriotisme slave. Puis d'autres savants découvrirent les « frères » de l'Austro-Hongrie, on étudia leurs mœurs, leurs coutumes, leurs légendes, et des sociétés se fondèrent en Russie pour aider ces compatriotes lointains et leur donner conscience de la grande nationalité slavonne. On glorifia les Serbes, on s'éprit des Monténégrins. Mais, par un phénomène de psychologie facile à comprendre, les Polonais, pourtant une nation slave s'il en fut, restèrent tacitement exclus de la grande confraternité : leur patriotisme national, pour lequel ils avaient tant de fois combattu, les rendait peu dignes d'entrer dans la famille; on leur reprochait aussi de ne pas professer la religion orthodoxe, ce qui du reste est aussi le cas pour les Slaves plus éloignés de la Russie, les Croates et les Tchèques. Certes, les panslavistes russes auraient tout intérêt à rendre leur grand empire sympathique aux Slaves occidentaux, à le faire aimer et invoquer comme protecteur éventuel en cas d'oppression de la part des Germains ou des Magyars. Mais l'empire russe n'est point aimable, et du côté de l'Occident surtout il se montre par son caractère hostile et menaçant.


Cl. du *Globus*.
JEUNES GENS BULGARES

L'obstacle capital à la propagation du panslavisme est le même qui se dresse en travers de la marche du pangermanisme, et, en Russie, il est bien autrement difficile à écarter. Le caractère despotique de l'empire, à tous les points de vue, traditionnel, militaire, administratif, religieux même.

repousse tout mouvement spontané de gravitation : le monde relative-

N° 506. Slaves extérieurs.



Le grisé serré recouvre les territoires des Slaves non soumis au joug russe ; le grisé lâche, le domaine des Slaves de Russie.

ment civilisé de l'Occident ne peut se sentir attiré vers la monarchie autocratique de l'Europe orientale. Sans doute, les Tchèques et les

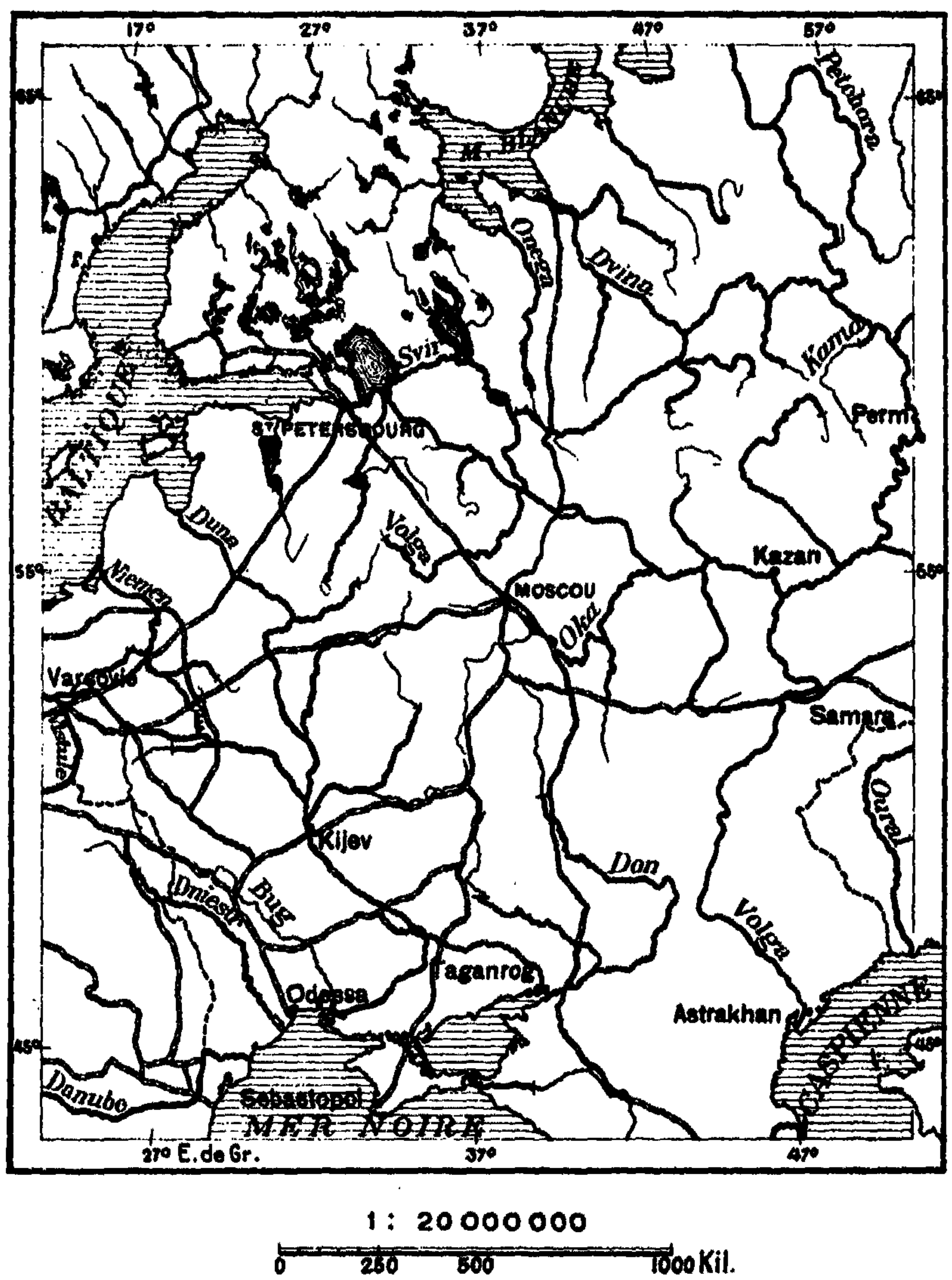
Moraves éprouvent bien une certaine fierté de race en pensant qu'ils sont étroitement apparentés aux Slaves de la grande Russie, mais ils savent aussi qu'ils sont très supérieurs à la nation russe par l'ensemble de leur civilisation et ne voudraient à aucun prix échanger leur sort contre celui de leurs voisins polonais. De même Croates, Serbes, Slovènes, tout en se plaignant à bon droit de la domination de leurs maîtres politiques, Autrichiens et Hongrois, savent parfaitement qu'ils n'auraient rien à gagner si les Moscovites les remplaçaient.

La force active du panslavisme se trouve donc singulièrement limitée dans son champ d'action. Il lui restait surtout les populations ruthènes de la Galicie, que les agents russes excitaient contre les propriétaires polonais et qui d'ailleurs n'avaient point atteint un niveau de culture bien supérieur à celui des moujik de la Russie ; mais, quand même, le gouvernement russe a trouvé moyen de déplaire à ces Ruthènes étrangers et de leur faire préférer leurs propres dominateurs autrichiens. Les Ruthènes étaient pour la plupart des « Grecs unis », c'est-à-dire des orthodoxes de la même religion que les Russes, quoique rattachés à la suprématie de Rome : le saint synode s'est rendu plus que suspect à ces voisins de la Galicie en persécutant rudement ses propres sujets « uniates » et en les forçant à changer d'obédience. La sympathie des Ruthènes se porte donc non vers les Russes proprement dits mais seulement vers les « Petits Russiens », dont ils sont les frères par la langue et les mœurs, et, dans toutes les circonstances où ces sympathies ont pris une forme active, elles ont été réprimées comme révolutionnaires : les simples manifestations de confraternité entre savants, archéologues ou grammairiens sont sévèrement interdites. C'est donc à juste titre que le panslavisme est mal vu par la majorité des Slaves occidentaux ; n'ayant guère pour amis, du côté de l'Europe, que les journalistes à gages, il ne peut agir que vers l'Orient et poursuivre la conquête des nations et tribus de l'Asie, turques, mongoles et chinoises. Et là, en effet, n'a-t-on pas vu l'empire russe s'agrandir jour par jour, pour ainsi dire?

Tandis que l'autocratie moscovite effrayait à bon droit les Slaves de la Turquie et de l'Europe centrale, la République française la flattait et finissait par obtenir son alliance, dont elle paie d'ailleurs largement les frais par ses prêts financiers. Cette union « duplice » de la France et de la Russie, répondant à la « triplice » de l'Allemagne, de l'Autriche

et de l'Italie, doit en partie son origine aux instincts réactionnaires de tout ce qui reste des anciens partis monarchiques, heureux d'avoir

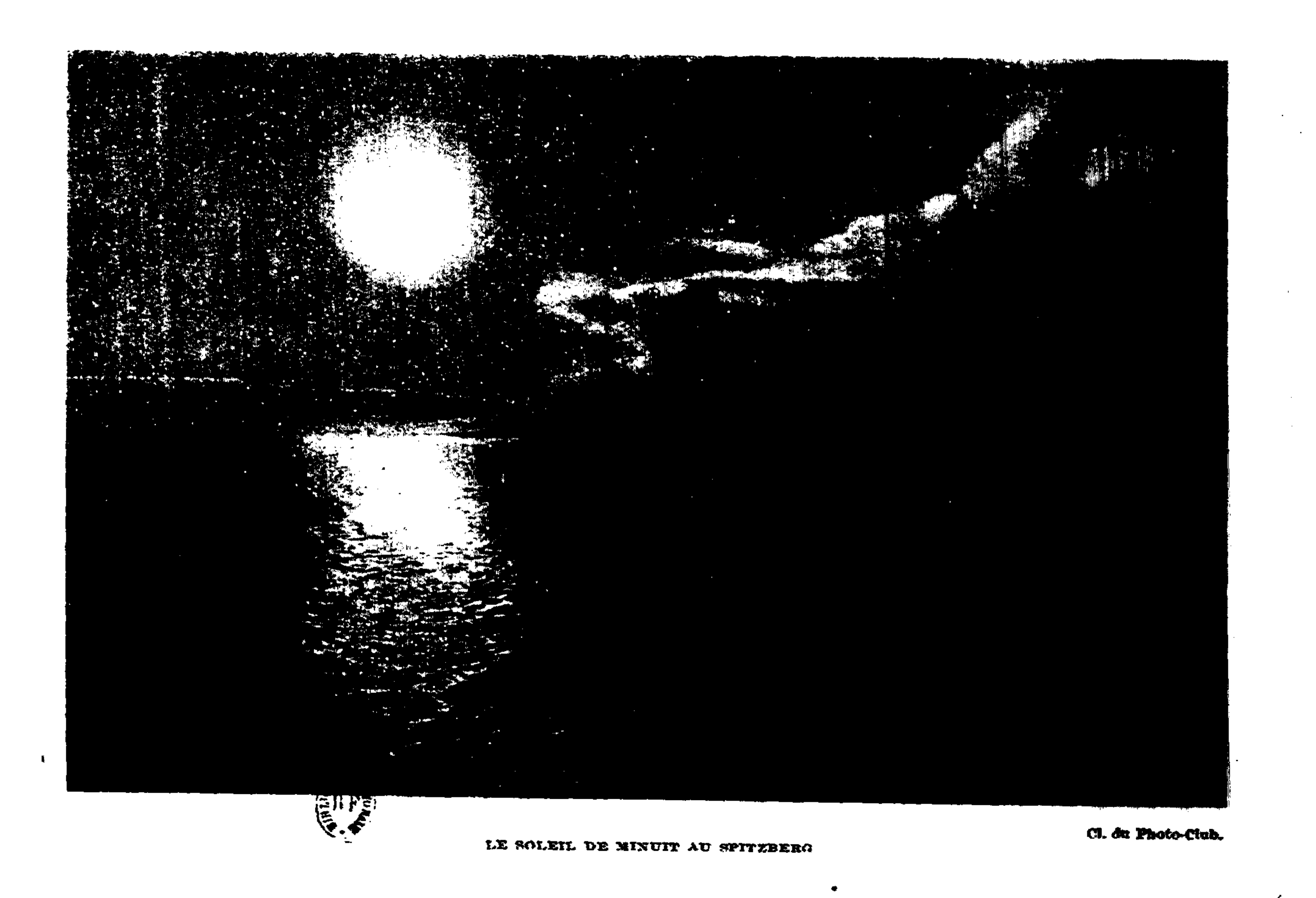
N° 507. Voies navigables et principales voies ferrées de Russie.



encore un empereur à courtiser, un protocole à observer bassement, des flatteries à échanger contre des titres et des croix. Mais il faut surtout

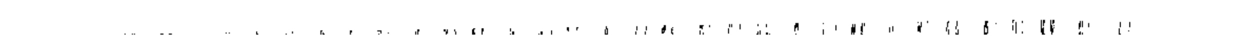
voir dans cette alliance le contre-coup de la guerre franco-allemande : les rapprochements spontanés entre nations se font très souvent sous l'influence d'une haine ou d'une crainte commune. Il est certain qu'en dehors des confabulations officielles et des grimoires diplomatiques, une réelle sympathie se manifeste entre Français et Russes, faite pour une grande part de l'aversion dont les uns et les autres se sont en majorité laissé envahir à l'égard des Allemands. De même, au moyen âge, pendant les longues dissensions de l'Angleterre et de la France, celle-ci eut toujours l'Ecosse pour alliée naturelle ; malgré la différence complète des milieux et du genre de vie, l'amitié naissait de la guerre contre l'ennemi commun. Dans une certaine mesure on pourrait comparer l'ensemble des nations à une batterie électrique où des métaux et des liquides différents, juxtaposés en ordre alternatif, développent un courant par leurs électricités contraires. Quoi qu'il en soit, l'alliance des Etats situés aux deux foyers de la grande ellipse d'Europe n'a pu être conclue sans entraîner un double résultat, la russification morale de la France, admise parmi les puissances correctes, et la francisation morale de la Russie, placée dans une situation absolument contradictoire par sa politique étrangère et par son autocratie traditionnelle à l'intérieur. La Duplice contribue bien malgré elle à ce chassé-croisé d'attractions qui désagrège peu à peu l'unité verbale de chaque pays et lui substitue, d'une part l'entente naturelle, mais le plus souvent tacite, de tous les peuples, et de l'autre, l'intérêt commun de tous les gouvernements : certainement le résultat de l'intimité franco-russe sera de hâter l'échéance de l'inévitable révolution dans le grand empire slave. L'évolution extérieure aide à l'évolution intérieure.

De même que dans tous les autres Etats, il se fait en Russie un travail d'unification sous la pression de deux forces bien différentes, l'une spontanée, provenant du fonctionnement naturel de la vie, l'autre brutale et destructive, inspirée par la hiérarchie gouvernementale. Tout d'abord l'unité matérielle du pays, donnée par le creusement des canaux, la navigation des rivières et la construction des chemins de fer, est une nécessité première, à la fois conséquence et cause du rapprochement des hommes et de la solidarité économique des intérêts. A cet égard la Russie doit forcément s'unifier, régler son mouvement intérieur, en des foyers de vie de plus en plus actifs, et ramener ses frontières vers le centre, tout en accroissant prodigieusement les



Cl. du Photo-Club.

LE SOLEIL DE MINUIT AU SPITZBERG



ressources de l'ensemble. Évidemment le pouvoir n'a qu'à céder en tâchant de profiter au mieux de tout ce travail de l'industrie moderne, qu'il retarde d'ailleurs par ses prélibations, le placement de ses parasites et sa réglementation à outrance. En outre, il cherche à détourner le réseau des voies ferrées et des routes de sa destination naturelle, qui est de faciliter les communications ; dès le début, il a choisi un écartement de rails plus grand que la voie normale, de manière que voyageurs et marchandises sont obligés de subir un transbordement : il veut employer les chemins de fer surtout comme un immense appareil stratégique, un moyen de défense et d'attaque contre les voisins, rattachant forteresse à forteresse ; mais quoi qu'il fasse et quelques ennuis qu'il inflige aux voyageurs et aux expéditeurs, les chemins de fer fonctionnent néanmoins normalement en aidant à la circulation des marchandises et des idées, et quand même à la révolution.

Le travail d'unification à l'intérieur se complète par un accroissement de souplesse dans les rapports avec l'extérieur. On sait que, malgré l'immensité de son territoire, malgré la longueur actuellement incalculable de son littoral maritime, la Russie n'a, pour ainsi dire, pas d'issue complète vers la mer : le golfe de Finlande et la Baltique se trouvent sinon fermés, du moins à demi clos à leur sortie par les îles danoises ; la mer Noire est commandée par les deux détroits ou fleuves du Bosphore et de l'Hellespont ; la mer Blanche reste bloquée pendant six longs mois d'hiver ; Nikolaïev et Vladivostok, sur les côtes lointaines de la Mandchourie, ont aussi leur période annuelle de glaces et de brouillards. Et cependant, on le sait, la Russie novgorodienne avait déjà sa libre sortie par la côte mourmane avant qu'Ivan le Terrible fît trembler ses courtisans de Moscou, avant que Pierre le Grand ouvrît sur l'Europe la fenêtre que lui donnait le port de la Néva, avant que Nicolas I[er] imposât son nom à la ville maîtresse de la boucle amourienne et que des flottes déployassent le drapeau russe sur l'océan Pacifique. L'oppression brutale des tsars avait fermé la porte de sortie sur l'Atlantique boréal, même lorsque la contrée retomba en leur pouvoir : Kola était devenu un lieu d'exil depuis le milieu du quinzième siècle ; des monopoles de pêche avaient été constitués au profit des tsars et de leurs courtisans : les couvents de la mer Blanche, devenus possesseurs de domaines immenses, avaient arrêté le développement de toute industrie. C'est à la fin du dix-huitième siècle seulement, sous

l'impératrice Catherine, que l'on décida d'établir un port dans le fjord de Kola, mais les ukases promulgués restèrent lettre morte. Il fallut l'enseignement des navigateurs étrangers, surtout des Norvégiens, pour montrer quelle était l'importance nautique de ces ports de la côte mourmane, qui restent complètement dégagés de glaces pendant toute l'année. Parmi tous ces havres, celui de Catherine, rebaptisé maintenant du nom d'Alexandrovsk, présente le plus d'avantages pour l'atterrissement des navires et la construction d'une cité, bien que l'endroit,



CAMPEMENT DE LAPONS

comme la station voisine, Vardö la norvégienne, se trouve à près de 300 kilomètres au nord du cercle polaire (69° 12') et reste par conséquent pendant près de deux mois — du 24 novembre au 17 janvier — dans les ténèbres de la grande nuit arctique. Le nouveau port l'emporterait sur tous autres comme lieu d'approvisionnement maritime pour Moscou, Pétersbourg et le reste de la Russie s'il était relié au réseau des chemins de fer par une voie de 1275 kilomètres, tout indiquée d'avance par le sillon ouvert à la racine de la péninsule mourmane, de la mer Blanche à Kola par lacs et rivières. Il ne tient qu'au commerce russe de trouver en cet endroit la porte librement ouverte sur la mer, désirée depuis tant de siècles !

Bien plus importante encore dans l'équilibre général du monde était

la libre issue ouverte que la Russie avait cru se donner sur les eaux du Pacifique japonais et chinois. La Russie, sinon close, du moins gênée dans la direction de l'Occident, s'ouvrait complètement à l'Orient : elle

N° 508. Pédoncule Scandinave.

Cette carte est à l'échelle de 1 à 1 000 000.

Le territoire de Finlande s'avance en une étroite bande dans la direction de Tromsö au nord de la Kangama, jusqu'à une trentaine de kilomètres du fond des fjords.

tournait sa principale façade vers l'Asie où rien ne semblait l'arrêter. Mais elle voulut trop embrasser; non contente d'occuper les voies stratégiques de Mandchourie et d'être installée à Port-Arthur, elle fit sentir

son influence en Corée; elle pensa traiter les Japonais comme elle avait traité les Chinois... Le conflit survenant, le Jaune a vaincu le Blanc. L'empire russe sort bafoué de l'aventure, ayant désormais perdu toute autorité en Occident comme en Orient. Et tout cela ne serait rien, si les défaites lointaines n'avaient permis aux « humiliés et offensés » de son propre domaine de relever la tête, et aux peuples opprimés de se reprendre à l'espoir.

Que de contrastes ethniques existent encore dans l'immense territoire dévolu au tsar par la « grâce de Dieu », c'est-à-dire par l'héritage et la conquête! Les 147 millions d'hommes énumérés par la statistique[1] sont encore loin de constituer une nation homogène et de se sentir unis par un patriotisme commun. La force venant à disparaître soudain, une très grande variété de nations se montrent aussitôt. Les seules qui ne peuvent songer à se séparer sont précisément celles qui sont les plus distinctes de la souche slave par leur origine, les aborigènes épars que l'on désigne d'une manière générale sous le nom d'« allophyles » et auxquels une longue oppression, une conscience héréditaire d'infériorité politique ont fini par enlever tout génie propre, toute individualité. Nombre de ces groupes ethniques jadis indépendants ont tout perdu : ils s'unissent à la masse russe comme une simple matière humaine sans ajouter une nouvelle idée à l'indépendance collective. Tels les Ziranes de la Kama et de la Dvina, qui n'ont point conservé leurs traditions et vivent depuis longtemps en serfs humbles et rampants, sans aucune volonté d'existence politique autonome; ils méprisent même leur propre langue et n'ont d'autre ambition que d'être admis parmi les maîtres, fût-ce comme serviteurs[2]. Au fond, ils ne diffèrent pas beaucoup des paysans russes, leur mode de penser et leurs superstitions se ressemblent ; dès que la langue est devenue commune, Tartares et Kalmouk, Ostiak et Vogules, Tcheremisses et Mordvines se sont transformés en Russes, mais on a constaté que le type mongol se conserve beaucoup mieux chez les femmes que chez les hommes dans la Russie orientale. C'est d'ailleurs un fait constant que l'on remarque en Finlande aussi bien que chez les Allemands des Sette Comuni des Alpes et dans l'île de Capri : le type originaire se maintient surtout chez la femme, conservatrice de la race.

1. *Voir* Diagrammes pages 484 et 485. — 2. Chakov, *Division ethnographique de la Russie*, Soc. de géographie de St-Pétersbourg, 11-24 octobre 1900.

Ainsi le jeu naturel des institutions, le mouvement graduel de l'histoire assurent la russification complète des éléments d'origine touranienne, soit turque, soit mongole. Même la religion ne constitue point un obstacle absolu à l'œuvre d'assimilation nationale, et, tout en restant de fidèles disciples du prophète, les Tartares de Kazan, de la Crimée et du Caucase deviennent aussi des patriotes russes ou prennent part aux mouvements qui entraînent les autres éléments de la population. Les Juifs eux-mêmes, quoique franchement, atrocement persécutés, se russifient pourtant. Exilés ou réfugiés à l'étranger, ils ne manquent pas de se réclamer du nom de Russes, et ils le sont en effet presque tous par la langue, par les idées et les aspirations. Ils ont une tendance évidente à rentrer dans la grande masse de la nation, à se dégager de la caste héréditaire que les nécessités de l'existence leur avaient imposée, même à se faire en Europe, par l'étude et le savoir, les représentants du génie russe. Le gouvernement, fidèle observateur des survivances du passé, entretient les anciennes haines de religion, de profession et de prétendue race : il maintient, on peut le dire, les pratiques de l'internement ou domicile forcé, puisque le territoire assigné à la résidence des Juifs est strictement délimité ; en réalité, ils sont confinés dans un vaste ghetto : pour eux la frontière est double, et, s'il leur est nécessaire de la franchir, les dépenses, les difficultés de toute nature s'accroissent à l'infini. Enfermés, ou du moins gênés matériellement, les Juifs le sont encore beaucoup plus au point de vue de leur développement intellectuel, puisqu'on a pris les mesures les plus sévères pour restreindre chez eux les progrès de l'enseignement. « Défense d'apprendre », voilà la règle, d'ailleurs conforme au principe de toute autorité traditionnelle, et la

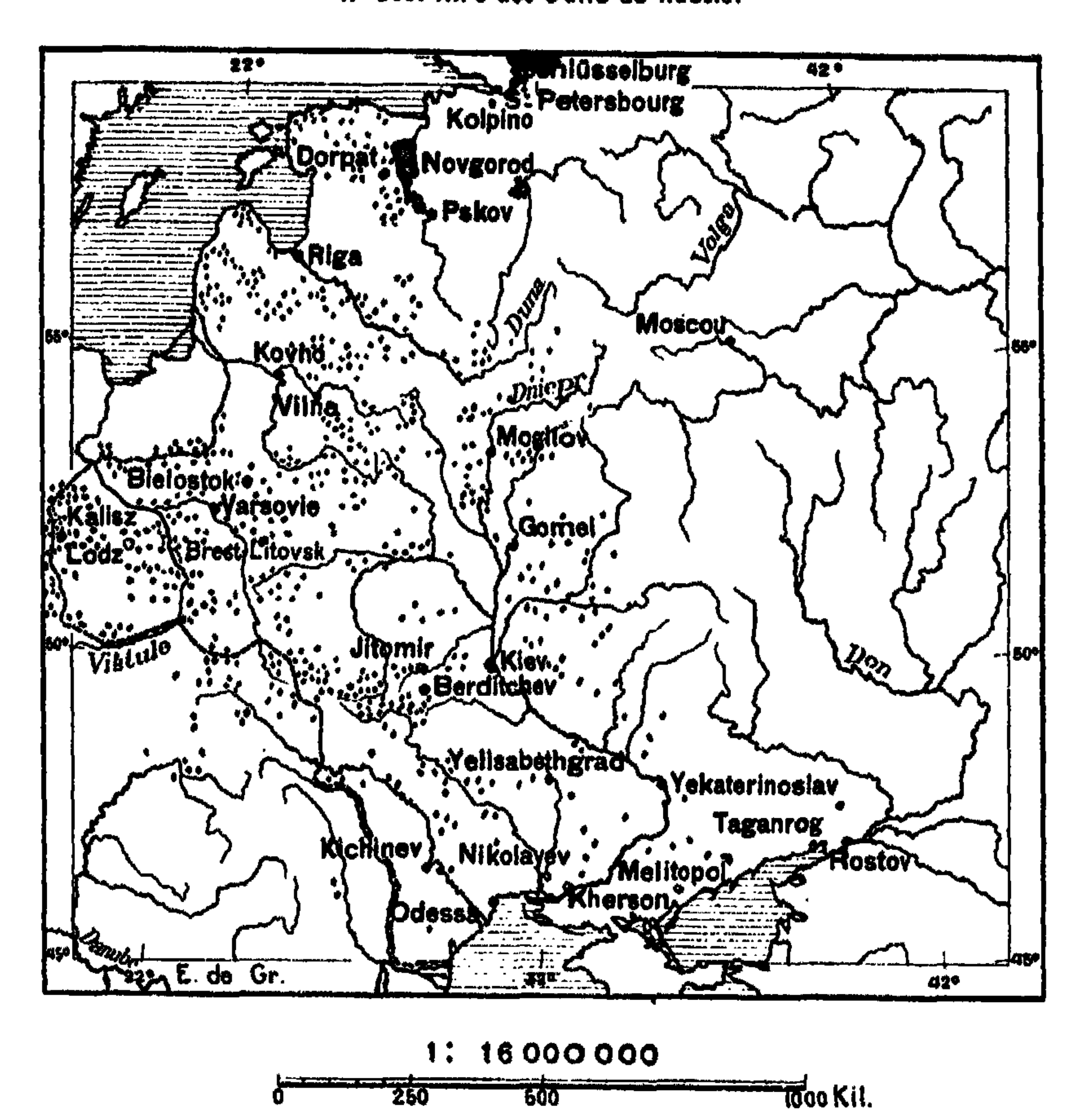


Cl. Jaffé.

MAISON A KICHINEV, APRÈS LE POGROME

soupape de sûreté qu'il a fallu ouvrir quand même, sous forme d'autorisation et de licences, est singulièrement étroite. Et pourtant, si forte est la poussée qui porte les Juifs à vivre de la vie du cerveau que les règlements prohibitifs de l'instruction sont violés partout et que, toute

N° 509. Aire des Juifs de Russie.



1 : 16 000 000

0 250 500 1000 Kil.

Avant les événements récents, on admettait que les Juifs formaient la majorité de la population à Berditchev, Bielostok et Kamenetz-Podolsk.

C'est en 1905 qu'eurent lieu les pogromes dans la plupart des villes et des villages indiqués sur la carte n° 510.

proportion gardée, la part israélite de la population russe n'est point inférieure en connaissances aux éléments slaves. Peut-être même leur serait-elle supérieure. Malgré toute l'oppression d'en haut, malgré les préjugés d'en bas, les Juifs russes participent donc à l'ensemble des

mouvements de la nation : ils sont entrés dans la grande unité russe, stade préliminaire d'une évolution plus vaste.

Mais, dans le sein même de l'empire, de franches hostilités nationales empêchent l'immense Russie de se présenter au monde comme un tout

N° 510. Quelques lieux de pogromes récents.



politique. Quoique l'annexion de la Pologne ait commencé depuis plus d'un siècle, elle n'est encore qu'un fait brutal, l'assimilation ne s'est point accomplie, la langue rappelle constamment aux uns et aux autres la différence de nationalité, la religion marque périodiquement dans les rites et les prières une ligne de démarcation précise, et les traditions, les souvenirs parlent du sang versé ; les noms des batailles résonnent encore avec un son lugubre. Or la Pologne n'est pas seulement une

partie très considérable de l'empire, contenant environ le douzième de tous les habitants de l'immense domaine, elle est aussi la contrée la plus avancée du côté de l'Ouest et fait déborder circulairement en pleine Allemagne la ligne des frontières, c'est-à-dire qu'elle est le véritable Occident de l'Empire, autrement dit la part la plus civilisée et, malgré l'oppression politique, celle qui est encore le plus développée par les forces intellectuelles. Les Polonais ont parfaitement conscience d'avoir été les civilisateurs, les porteurs de torches pour l'Orient de l'Europe et en ont d'autant plus de rancune contre ces disciples rebelles, qui les ont si barbarement asservis. Ce n'est pas tout : la Pologne est par excellence la place d'armes pour l'attaque, la citadelle de défense contre l'Allemagne et, par conséquent, c'est elle qui, en cas de guerre, aurait le plus de risques à courir, le plus de maux à subir pour l'ensemble de cet empire dont elle est à la fois le souffre-douleur et, par son industrie, le travailleur le plus actif. Ces conditions historiques et économiques donnent à la Pologne une situation toute particulière dans l'ensemble de l'Europe, dont elle occupe exactement le centre géométrique. Elle est moralement en guerre d'indépendance contre la Russie et non moins en lutte contre l'Allemagne, qui opprime, persécute, outrage de toutes les manières les Polonais que l'ancien partage lui avait attribués.

Il n'y a trêve que du côté du sud : l'Autriche, tiraillée dans tous les sens par les nationalités en conflit, a tout intérêt à ménager les Polonais, qui participent largement aux positions honorifiques ; mais, là, ceux-ci ne peuvent point se considérer comme innocents envers les Ruthènes du crime d'oppression qu'ils reprochent aux Russes et aux Allemands. Les paysans ruthènes labourant le sol dans les domaines de la seigneurie ou szlachta polonaise ont souvent raconté leurs misères. Ainsi la violation du droit contre les peuples de la contrée a créé dans ces régions de l'Europe une situation qui reste sans issue sous le régime des politiques impériales de caprice et de bon plaisir.

Sur les bords de la Baltique, autre lutte des nationalités, mais plus compliquée et moins franche dans ses allures. Là ce sont les Allemands, au nombre d'environ cent vingt mille, dont les droits naturels sont violés, notamment par la russification de leur université de Dorpat — désormais connue sous le nom russe de Youryev —, où leurs jeunes gens étudiaient sous des professeurs de langue et d'éducation germaniques. Mais ces colonies allemandes, dont le centre est la ville de

Riga, comprennent en réalité deux classes aux intérêts contradictoires, la riche bourgeoisie dirigeante et le prolétariat des *Kleindeutschen*, tenu en médiocre estime par ses propres compatriotes. En outre, les Allemands, qui restèrent jusqu'en 1819 les maîtres absolus du sol, et, par le sol, des paysans eux-mêmes, Ehstes, Lives et Lettons, sont encore très amplement privilégiés par la richesse, les places, les titres et leur part de domination politique. Toute proportion gardée, l'aristocratie allemande des Provinces baltiques a beaucoup plus large-



Cl. du Photo-Club.

LE PORT D'ALEXANDROVSK, DANS LA PÉNINSULE DE KOLA

ment participé que les Russes eux-mêmes à la possession du pouvoir, et nombre de ses représentants ont tranquillement coopéré à l'œuvre de russification. Un changement dans l'équilibre de l'Europe mettrait peut-être leur conscience plus à l'aise en les autorisant à se « germaniser » et à exercer envers les Lithuaniens des persécutions analogues à celles que subissent les Polonais d'Allemagne.

En Finlande, la question se présente beaucoup plus nettement : là le crime est manifeste et tout un peuple en souffre directement sans qu'il soit coupable lui-même du moindre tort envers autrui. Etablis dans la contrée depuis un temps immémorial, les Suomi ou Finlandais se sont développés en culture au moins aussi heureusement que leurs voisins slaves ou scandinaves, et maintenant sont entièrement leurs égaux, pro-

bablement leurs supérieurs par leurs qualités morales, énergie, probité, droiture. D'ailleurs les traditions du peuple finnois furent toujours pacifiques. A la lecture de la grande épopée nationale du *Kalevala*, recueillie par Elias Lönnrot, on est frappé du caractère de majesté tranquille que présentent ses héros. Alors qu'Homère se plaît aux récits guerriers, que la chanson de Roland est une longue description de batailles, le Kalevala évite avec soin les sanglants tableaux : les héros finnois accomplissent plus souvent leurs exploits par la puissance du chant et de la parole que par l'épée ; le vainqueur n'est pas celui dont le bras est le plus fort, mais celui dont l'esprit est le plus sage, qui détient les *paroles originelles*[1]. Lorsque, en 1809, la conquête eut fait passer les Finlandais de la domination du roi de Suède à celle du tsar, ils ne furent point mêlés ainsi que le commun des sujets aux multitudes asservies du reste de l'empire, mais l'empereur leur assura, à titre de « grand-duc de Finlande », le maintien de leur constitution spéciale, de leur diète et de leur existence indépendante de « nation libre ». Toutefois, en dépit des promesses du souverain, le peuple finlandais n'eut point à « bénir ses destinées », et, successivement, ses libertés furent amoindries, ses charges accrues. Un premier coup direct fut porté en 1899 par l'annexion, plus ou moins déguisée, au reste de l'empire ; nombre de Finlandais qui refusèrent de se courber devant le violateur de son serment s'éloignèrent de leur patrie ; mais la lutte est loin d'être terminée.

Du moins, le gouvernement russe, forcé par une certaine attitude de bon ton envers l'Europe qui le regarde, est obligé à beaucoup de ménagements pour un peuple aussi remarquable par sa tenue, ses connaissances, son amour du travail que l'est le peuple finlandais ; mais sur les autres confins de son empire, du côté de l'Asie, il ne se croit point forcé à de pareilles précautions et procède rapidement aux emprisonnements et aux massacres. On sait comment la guerre de la conquête caucasienne fut poursuivie pendant des générations comme une sorte d'école pratique pour « l'art de tuer les humains ». Il est certain que, même sans combat, la Russie eût pu conquérir le Caucase, puisque, dès la fin du dix-huitième siècle, elle l'avait enfermé dans le cercle de ses possessions ; les plaines de la Ciscaucasie étaient parcourues dans tous les sens par des Cosaques, et, de l'autre côté des monts, la Géorgie s'était donnée à

1. René Puaux, préface de « *Pour ma Finlande* », par Iuhani Aho.

l'empire ; les deux mers, à l'est la Caspienne, à l'ouest la mer Noire, appartenaient à ses vaisseaux : désormais, les tribus du Caucase, enfermées dans leurs hautes vallées, ne pouvaient avoir de communications avec le reste du monde que par le territoire russe, et devaient forcément s'entendre avec le peuple assiégeant pour l'entretien de leur petit trafic ainsi que pour le va-et-vient de leurs migrations temporaires.

La domination russe devint bien plus inévitable encore lorsque la route militaire de Vladikavkas à Tiflis eut été construite, dès le commencement du dix-neuvième siècle, par le passage du Darial, le long du Terek et de l'Aragva, et que la chaîne du Caucase fut ainsi coupée en deux. Une deuxième route, celle du Mamisson, joignit la vallée du Terek à celle du Rion, coupant encore la Caucasie occidentale en deux fragments, puis d'autres chemins, de-ci et de-là, montèrent à l'escalade des monts à travers les bois et les forêts. Ainsi que le chanta Lermontov, le géant Kazbek se prit à trembler quand il vit les nains de la plaine s'avancer contre lui, armés de pelles et de pioches, armes bien autrement redoutables que le canon.

Mais cette domination qui s'accomplissait par la force même des choses, les Russes voulurent la hâter par la destruction des vergers et des villages, par l'extermination des hommes. Chaque vallée fut successivement conquise et nettoyée d'ennemis. Au milieu du dix-neuvième siècle, les Tcherkesses du Caucase occidental, encore à peine entamés par la guerre, étaient au nombre d'un demi-million ; lorsqu'ils furent forcés dans leurs hautes vallées, on les évaluait à environ 300 000 : près de la moitié des montagnards avait péri. Mais la haine du vainqueur s'acharnait contre eux. Une proclamation du prince gouverneur, le grand-duc Michel, ordonna que le vide se fît devant lui, dans l'espace d'un mois, sous peine de captivité. Le vide se fit en effet et, dans les six premiers mois de l'année 1864, près de 260 000 fugitifs traversèrent la mer Noire ; de 1858 à 1864 on en compta officiellement près de quatre cent mille. La Porte leur offrait un asile en diverses parties de la Turquie d'Europe et de l'Anatolie, mais ils étaient ensauvagés par la guerre, aigris par le sort ; devenus méchants, ils ne voyaient que des ennemis, et leurs nouveaux voisins les détestaient en effet, on s'assassinait de part et d'autre, et les nouvelles colonies ne prenaient point racine dans le sol. Les cent cinquante mille Tcherkesses que l'on avait domiciliés en Bulgarie, près de la frontière serbe, ont presqu'entièrement

disparu : ils sont tous morts ou dispersés. La race a cessé d'exister [1].

Après cet horrible dépeuplement du Caucase occidental, nettoyé de ses Tcherkesses, Abkhazes et Adighé, il paraissait indispensable que la Russie tâchât de faire disparaître aussitôt que possible les traces de son œuvre mauvaise, en faisant rentrer la vie dans les demeures abandonnées, en remettant à d'autres mains de laboureurs le manche de la charrue. Mais le gouvernement russe ne fit point appel aux habitants

LÉGENDE DE LA CARTE 511.

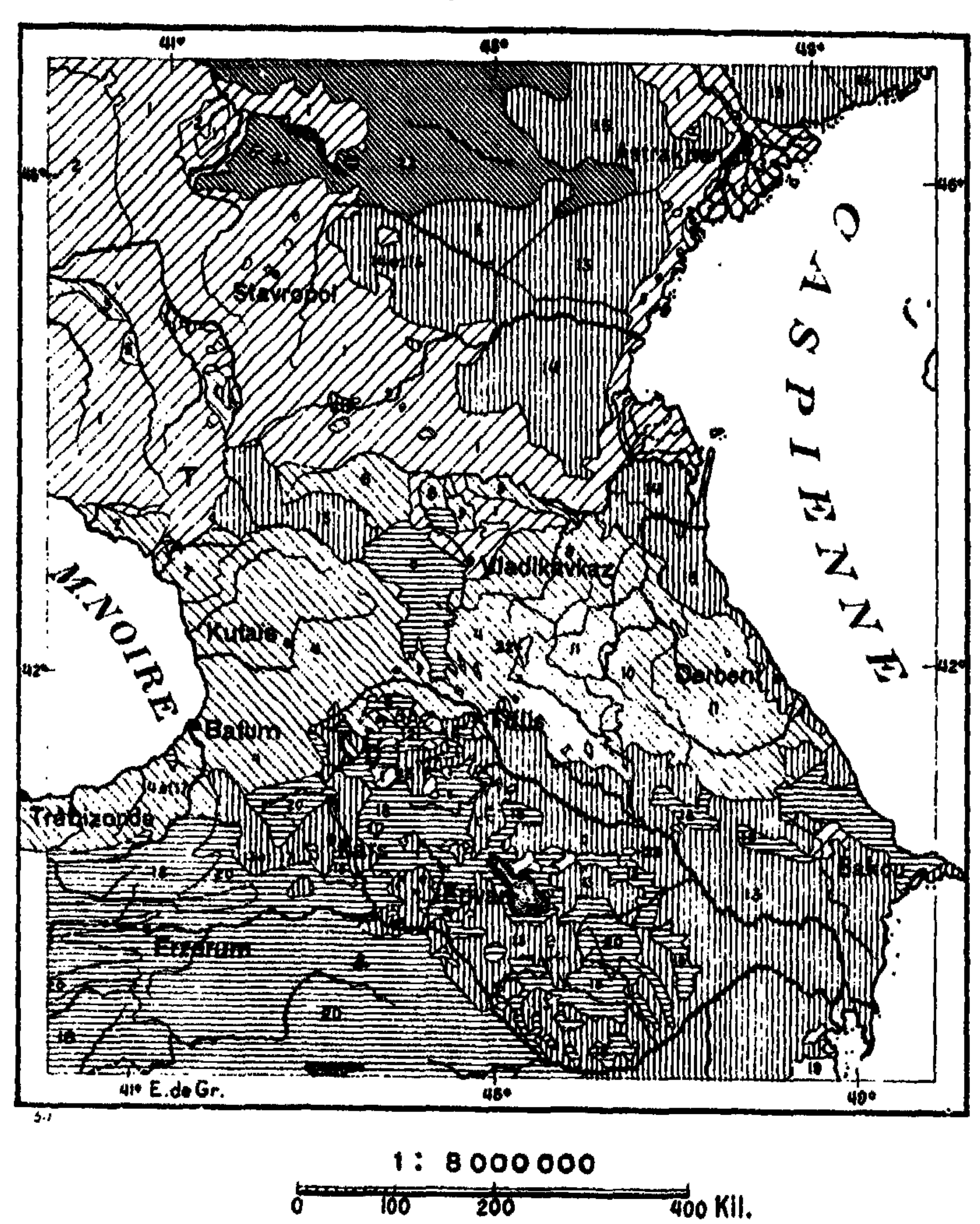
SLAVES : 1, Grands Russiens ; 2, Petits Russiens ; 3, quelques Bulgares disséminés.
CAUCASIENS : 4, Géorgiens et Lazes ; 5, Adighé ; 6, Kabardes ; 7, Abkhazes ; 9, Tchetchènes ; 10, Avares ; 11, autres Lezghiens ; 12, Koubatchi.
TURCS ET TARTARES : 13, Tartares ; 14, Nogaï ; 15, Kirghiz ; 16, Koumik ; 17, Turcs proprement dits.
ARYENS : 8, Osses ; 18, Arméniens ; 19, Tates et Taliches ; 20, Kurdes ; 21, Grecs ; 22, Allemands.
MONGOLS : 23, Kalmouk.
En T. se trouve l'ancien centre des Tcherkesses ; en D., celui des Dukhobortzi, avant leur émigration.

des contrées voisines, Arméniens, Grousiens ou Lazes, qui eussent pu vivre d'un genre de vie analogue à celui des Abkhazes ; désireux de russifier complètement le pays, il offrit des terres à des colons de la Petite Russie, mais sans leur fournir des avantages qui pussent compenser le changement absolu de milieu : les fils de la steppe ne s'accoutumèrent point aux roches abruptes, aux gorges profondes de la montagne. D'ailleurs, pour les attirer et les retenir, il eut fallu construire des routes, établir des entrepôts et des marchés et, par-dessus tout, laisser aux colons leur libre choix des terres et des cultures ; en un mot, il eut fallu que l'administration fonctionnât en sens inverse de sa nature. Toutefois, on ne manqua point de projeter de très grandes œuvres en vue du peuplement de l'ancienne Abkhasie et du territoire des Adighé : mais les plans furent oubliés, ou bien entamés d'une manière incohérente

1. Eugène Pittard, *Dans la Dobrodja*, p. 103.

et sans suite. Au commencement du vingtième siècle, on évaluait à 15 000 individus seulement le nombre des habitants du territoire, maintenant vide, qui s'étend sur un espace d'environ 10 000 kilomètres carrés.

N° 511. Peuples de la Caucasie.



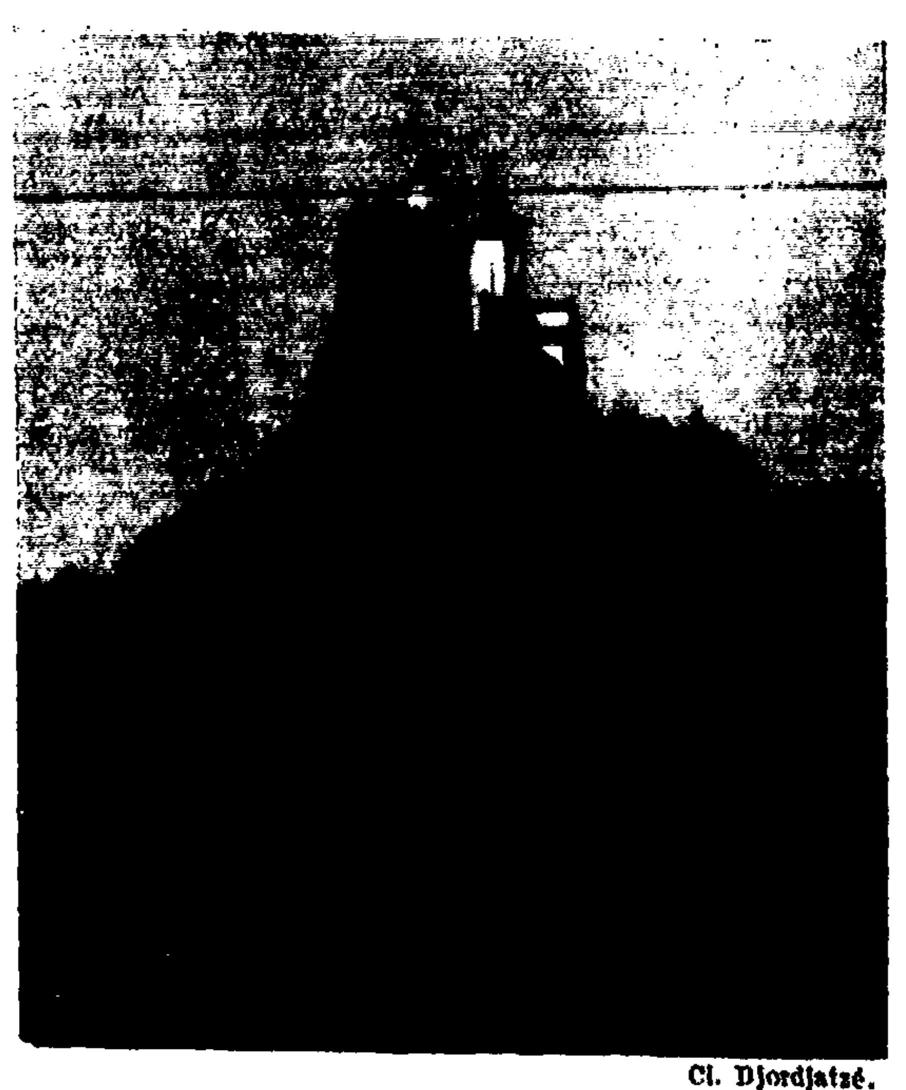
De ces résidants, les quatre cinquièmes sont des Abkhazes qui avaient accepté la grâce du vainqueur, on ne comptait que 600 Tcherkesses et le reste se composait de colons d'origine diverse, pour la plupart établis dans le voisinage du littoral : l'intérieur était presqu'entièrement

désert[1]. Pour attirer l'immigration à flots pressés, il suffirait certainement de « laisser faire », après avoir construit et parfaitement aménagé dans son ensemble la route du littoral qui réunit l'embouchure du Rion au détroit de Yéni-kaleh. L'ancienne corniche établie par Mithridate est depuis longtemps détruite par les érosions et les éboulis : mais il est étrange que le premier souci des Russes n'ait pas été de construire tout d'abord cette route stratégique et commerciale. On s'est repris à deux fois pour la faire : d'abord les ingénieurs ordinaires du gouvernement se chargèrent de cette œuvre, la commençant sur une centaine de points et ne la terminant nulle part; puis le général Annenkov, qui avait dirigé la construction du chemin de fer transcaspien en des conditions de célérité inusitée, transportant d'un coup vingt-cinq mille terrassiers provenant des provinces de l'intérieur dévastées par la famine, se fit fort d'achever la route en deux années. Il ne tint pas complètement parole et les crédits ne lui furent pas continués plus longtemps : toutefois, la prise de possession définitive de la contrée par les colons, agriculteurs et industriels, n'est qu'une question de temps, car la pression de la population montante se produit également, à l'ouest et à l'est, vers Novo-Rossiisk et vers Batoum ; la vie fera disparaître de nouveau la trace des anciens massacres.

Au sud du Caucase, dans les vallées larges et bien ouvertes du Rion et de la Kura, la russification des indigènes se fait d'une manière automatique, par la force même des choses, puisque la colonisation modifie constamment l'équilibre au bénéfice de la Russie et qu'en même temps le pouvoir, la direction administrative, le commandement des troupes, toutes les initiatives d'autorité appartiennent au tsar et à ses représentants; mais cela ne suffit point aux dominateurs de la contrée : au jeu naturel provenant de la situation économique et des conditions politiques du pays s'ajoutent les manœuvres brutales des centralisateurs, pour lesquels toute diversité de langue, de religion, de mœurs, relativement à la pratique des Russes, est un véritable délit, presqu'un crime. Ils ont oublié que les Kartvel ou Géorgiens sont, par l'acte même du traité primitif, de simples alliés et protégés de l'empire russe. Ils veulent ignorer qu'en 1799, lorsque le roi Georges III, personnage triste, débauché, malingre, se laissa persuader par le ministre russe qu'il ferait

1. Jean Carol, *Les Deux Routes du Caucase.*

bien de remettre son royaume entre les mains du tsar de toutes les Russies, celui-ci donna sa « parole impériale » qu'il respecterait à tout jamais les droits et privilèges de ses loyaux Géorgiens ; ils refusent de se rappeler que l'on garantit à la nation le maintien de sa langue, de ses coutumes, de sa religion, de sa milice, même de sa monnaie. Et pendant tout le dix-neuvième siècle, l'unique politique des tsars fut de combattre l'antique civilisation et de supprimer les relations déjà établies avec l'Occident qui avait introduit sa littérature dans le pays. Et, maintenant, les recrues géorgiennes sont déportées dans la Russie du nord, jusque dans la Sibérie, la langue kartvel est prohibée devant les tribunaux, dans les écoles, dans les séminaires; en mainte église elle est également défendue. Pour rompre la nationalité géorgienne, le gouvernement rachète ou exproprie des territoires considérables qu'il répartit entre des colonies de Cosaques ou de paysans russes. Pendant la guerre de Crimée, les Géorgiens jouirent d'une sorte de neutralité tacite, mais, depuis cette époque, le régime d'oppression est devenu plus rude et ressemble même à celui de la Pologne, avec cette aggravation que la présence de plusieurs races permet au pouvoir central de les exciter les unes contre les autres et « d'assurer l'ordre » à peu de frais [1]. Les poètes de la nation comparent tristement leur patrie à l'ancêtre



Cl. Djordjatzé.

ÉGLISE ET CHATEAU DE CHILDA-INISSÉLI.
VALLÉE DE L'ALAZAN, GÉORGIE

1. Warlam Tcherkesof, *Notes manuscrites*.

Prométhée, cloué sur le Caucase ; mais, ils n'ont pas comme lui l'invincible confiance en l'avenir : ils savent que, si de grandes choses ne s'accomplissent avant une ou deux générations, leurs fils ou leurs petits-fils seront des Russes.

Les Haïkanes ou Arméniens n'eurent point à recevoir d'assurances directes de la part de leurs dominateurs actuels, puisqu'ils avaient déjà perdu leur indépendance politique aux époques successives où ils passèrent sous le régime moscovite par l'annexion de la Géorgie et les conquêtes sur la Perse et sur la Turquie. Mais les promesses indirectes et les engagements diplomatiques ne manquèrent point. Maîtres de la métropole religieuse, Etchmiadzin, les Russes en ont fait surtout un centre administratif pour la répartition des diocèses et des paroisses, pour la nomination des prélats et de leurs subordonnés. Le but du pouvoir est d'utiliser tous les prêtres arméniens comme de simples valets d'église, chargés d'entraîner de force les Grégoriens dans le giron de l'orthodoxie. L'usage de la langue des aïeux est désormais interdit dans les écoles ; il est défendu aux Haïkanes d'apprendre leur propre histoire et la géographie de leur pays, de parler leur propre idiome en toute circonstance officielle ou devant des fonctionnaires : les oppresseurs savent bien que la langue est le véhicule de la pensée, et qu'en changeant la parole on finit par changer l'âme elle-même. Néanmoins les Arméniens, désireux de s'instruire envers et contre tous, secondent de leur mieux les



Cl. Nevinson.

POTIERS DE GOURIE, AU SUD DE BATUM

efforts des habitants de Tiflis qui voudraient posséder une grande école universitaire dans leur ville, si bien placée pour devenir un centre d'études ; mais le gouvernement russe, assuré que l'enseignement, même donné par des professeurs slaves, ne se servant que d'un idiome slave, n'en profiterait pas moins tout d'abord aux Arméniens, a jusqu'à maintenant résisté aux demandes de Tiflis, et les jeunes gens sont toujours obligés de se rendre dans la Russie proprement dite ou à l'étranger pour y faire leurs études. En toute occasion, les Arméniens se heurtent contre le mauvais vouloir raisonné de leurs maîtres, et la moindre protestation entraîne pour le mécontent l'exil en Sibérie, c'est-à-dire la mort rapide ou lente. Le salut ne peut être que dans l'entente entre les différents peuples soumis au tsar.



Cl. Roinachvili, à Tiflis.
TYPE GÉORGIEN

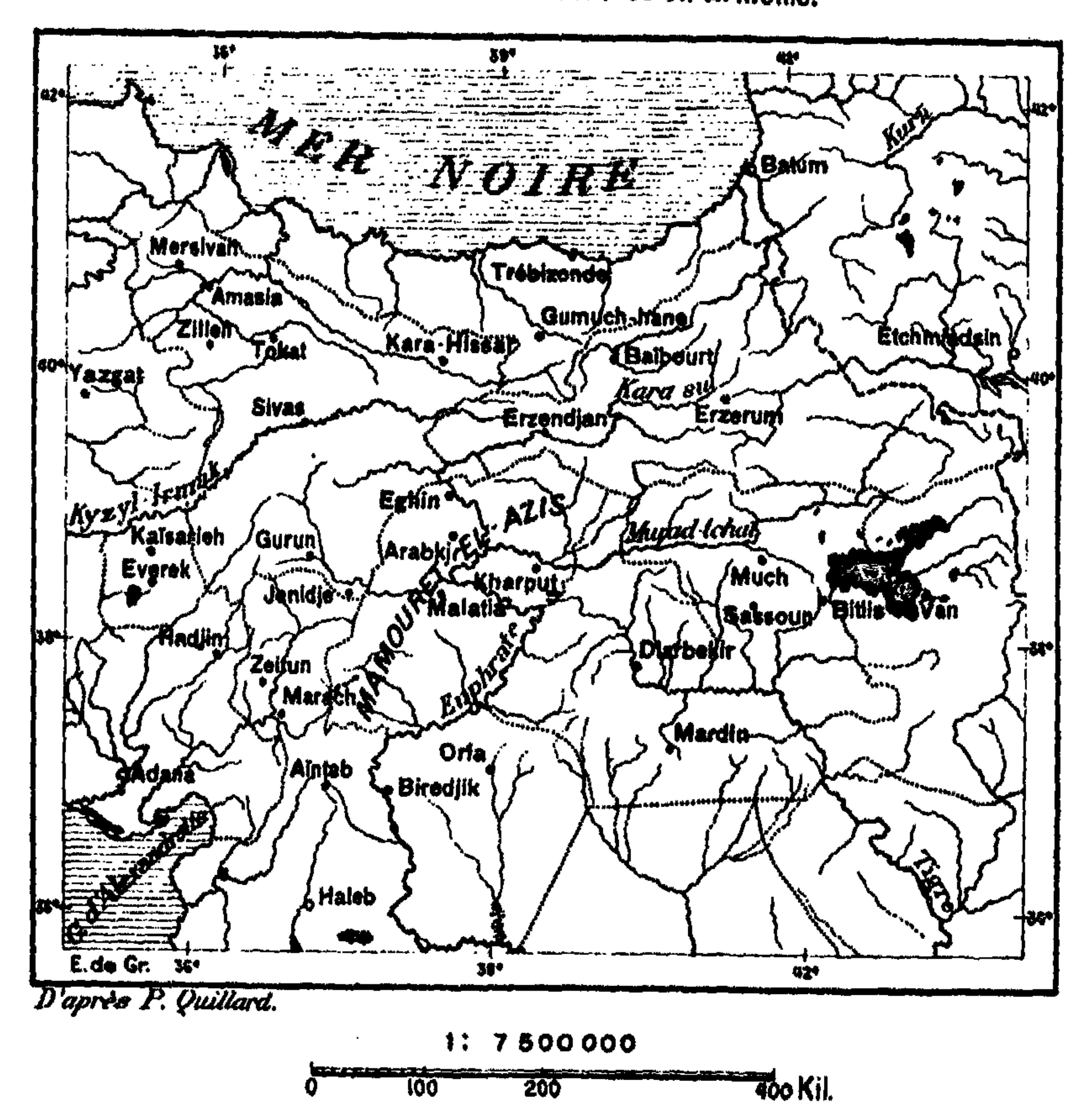
Ce qu'est au fond la politique russe à l'égard de ses fidèles sujets, les Arméniens, on eut l'occasion de le constater récemment par l'attitude du gouvernement turc, qui se trouvait alors devant l'empire slave en état de demi-vassalité. Certes, la puissance de la Russie est telle que son désir eût été loi et que, si elle ne les eût point désirées, les tueries d'Arméniens dans le Haïasdan turc n'auraient point eu lieu. Mais ces crimes furent voulus. Ainsi que l'a dit un « homme d'État », « le gouvernement de Stamboul tenta de « supprimer la question arménienne en supprimant les Arméniens eux-mêmes ». Pendant longtemps, le peuple des Haïkanes s'était

trouvé dans les mêmes conditions que tous les autres peuples de la Turquie, ce pays de caprice et d'oppression barbare, et, comme les Grecs et les Raya de toute origine, avaient été soumis aux « mangeries », c'est-à-dire aux exactions de toute espèce, aux impôts forcés, aux contributions ordinaires et extraordinaires, aux corvées et aux tailles. Mais l'écrasement ne se faisait pas d'une manière méthodique et pouvait varier suivant le caractère des administrateurs : en outre, les gens restaient libres de gérer à leur façon leurs petites affaires communales, de se gouverner religieusement comme ils l'entendaient, de parler leur langue comme il leur convenait, d'ouvrir des écoles quand ils avaient pu se procurer l'argent; d'ailleurs la majorité des fonctionnaires appartenant à leur nation, ceux-ci s'efforçaient quelquefois de détourner les pilleries de leurs compatriotes pour les faire tomber plutôt sur des gens d'autres races, Grecs, Kurdes ou même Turcs. Grâce à son instruction supérieure et à sa souplesse naturelle, la classe cultivée des Arméniens en était arrivée à occuper dans l'empire, et surtout à Constantinople, une situation presque privilégiée, et quelque avantage en revenait à la population malheureuse du Haïasdan, enfin, l'influence du gouvernement anglais, alors tout puissant auprès de la Porte et protecteur naturel des missions et des écoles protestantes, britanniques et américaines, nombreuses en Arménie, s'exerçait directement en faveur du peuple que ses protégés cherchaient à convertir.

Mais la nature de la bascule politique en tout gouvernement de caprice est de s'incliner tantôt à droite, tantôt à gauche, et chacune de ces oscillations peut avoir pour conséquence l'écrasement d'un peuple. C'est là ce qui arriva pour les Arméniens. Une puissance redoutable, la Russie, remplaça la Grande Bretagne dans la faveur du sultan et dans la direction de sa politique. On lui dit que ces Arméniens nourrissaient des velléités d'indépendance : on lui raconta, ce qui est vrai d'ailleurs, que ces Arméniens fondaient des imprimeries, qu'ils écrivaient des livres et des journaux, qu'ils enseignaient à leurs enfants l'histoire des temps anciens pendant lesquels la race haïkane était puissante et libre; on ajouta que, parmi ces jeunes Arméniens sortis des universités étrangères, Genève, Zürich, Paris, plusieurs étaient socialistes, anarchistes même, et publiaient des brochures de propagande où l'on s'attaquait directement à son autorité. La Russie, qui se méfiait déjà de l'intelligence arménienne, de l'esprit de liberté qui

germe dans la race opprimée, n'eut pas de peine à trouver un complice en suspicion et en persécution, et, d'ailleurs, le pouvoir absolu

N° 512. Lieux de massacres en Arménie.



1: 7 500 000

0 100 200 400 Kil.

Les points noirs indiquent quelques-uns des lieux d'égorgement ou de lutte.

Dates des principaux massacres : 1894, août-septembre, Much, Sassoun ; — 1895, 30 septembre, Constantinople ; 3 octobre, Ak-hissar, à 130 kilomètres de Constantinople ; 8, Trébizonde ; 15, Hadjin ; 21, Erzindjan ; 23, Marache ; 25, Gumuchhane, Bitlis ; 27, Biredjik, Orfa, Baïbourt ; 28, Kara-hissar ; 30, Erzeroum ; 1er novembre, Diabekir ; 1 à 5, Arapghir ; 7, Mardin ; 4 à 9, Malatia ; 8, Enghin ; 10 à 11, Karpouth ; 12, Sivas, Gurun ; 15, Aïntab, Marsevan, Amasia, Tokat ; 18, Marache, Venidjé ; 20, Van ; 28, Zilleh ; 30, Kaïsarieh ; 28 décembre, Biredjik ; — 1896, 1er janvier, Orfa ; juin, Van ; août, Constantinople ; septembre, Eghin ; 6 octobre, Erzeroum ; 5 novembre, Everek.

De 1896 à 1904, les tueries n'ont point cessé, mais elles ont été moins systématiques.

de la Turquie n'avait pas manqué de comprendre d'instinct ce qu'il avait à craindre d'une nation qui prenait conscience de sa force et visait à son indépendance. Désormais nul Arménien ne trouva plus grâce devant le maître, et les courtisans surent qu'il justifierait tous les crimes

d'extorsion, même les assassinats en masse : les massacres commencèrent, puis, l'habitude une fois prise, la tuerie se fit avec méthode.

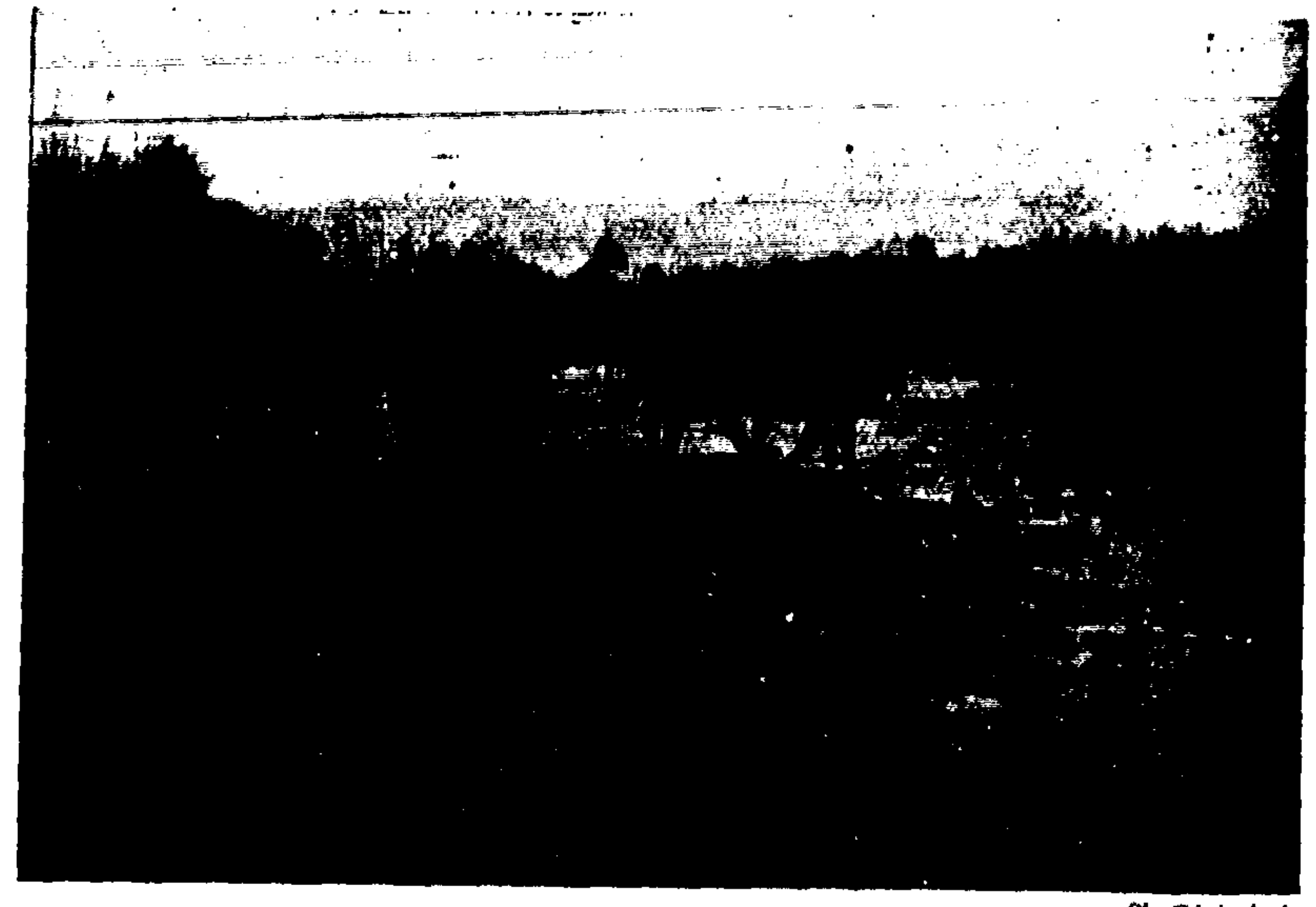
Quel est le nombre de ceux qu'on égorgea? nous sommes-nous déjà demandé. D'après les missionnaires, les consuls et les négociants européens, le chiffre des victimes est de trois cent mille au moins ; on connaît les communautés qui ont été méthodiquement visitées par les bourreaux, c'est-à-dire par les soldats du corps privilégié que l'on désigne du nom de *hamidié*, d'après le sultan lui-même, Abdul-Hamid, et des rapports circonstanciés permettent d'évaluer une moyenne approximative par centre de massacre [1].

Mais cette tuerie est loin de représenter toutes les pertes faites par l'Asie Mineure orientale en population, en civilisation et en ressources de toute espèce. D'abord, tous les Arméniens qui ont pu s'enfuir, soit en bandes, soit isolément, les uns par la frontière persane, les autres vers la Russie, d'autres encore dans la Bulgarie, l'Archipel, l'île de Cypre, dans les ambassades et les églises des missions, atteignent peut-être un nombre d'individus aussi considérable que celui des massacrés. Ces morts, cet exode ont pour conséquence fatale de laisser la barbarie reprendre le dessus. En maints districts, celui de Van par exemple, les Arméniens seuls bâtissaient les maisons, cultivaient les jardins, tissaient les étoffes et fabriquaient les meubles. Il est très vrai que, dans les villages du Sassoun, les massacreurs, sur la demande des montagnards kurdes, épargnèrent un artisan pour chaque corps de métier, jardinier, maçon, forgeron, charpentier; mais ces gens, n'ayant plus la joie du travail, laissèrent bientôt périr leur industrie. Et, si la civilisation matérielle subit un terrible mouvement de recul, que dire du moral de peuples qui se sont habitués à la vue du sang humain, qui se sont plu au pillage et aux tueries, et parmi lesquels restent surtout les lâches qui se font petits, humbles pour acheter une vie trop chère à conserver au prix de tant d'humiliations!

Le patriotisme russe, tel qu'il est compris par le gouvernement, l'oblige à sévir non seulement contre des allophyles, tels que les Kartvel et les Haïkanes, mais aussi contre ceux des Russes d'origine pure dont les pratiques religieuses ne sont pas modelées sur le type orthodoxe. Déjà, dans la Russie proprement dite, nombre de sectes, les unes com-

1. Victor Bérard, *La Politique du Sultan* ; — Lepsius, *L'Arménie et l'Europe*.

posées de conservateurs *raskolniki*, les autres de novateurs, tels les Stoundistes, sont franchement persécutées ; mais au delà du Caucase, en pleine Asie, les *Dukhobortzi* ou « Lutteurs par l'Esprit » ont été pourchassés comme un gibier. Etablis depuis plus de cinquante ans dans les vallées méridionales de la Transcaucasie, entre Kars et Tiflis, ces hommes de foi cultivaient paisiblement la terre, ne songeant qu'à leur salut et se refusant à tout service militaire, par respect pour la



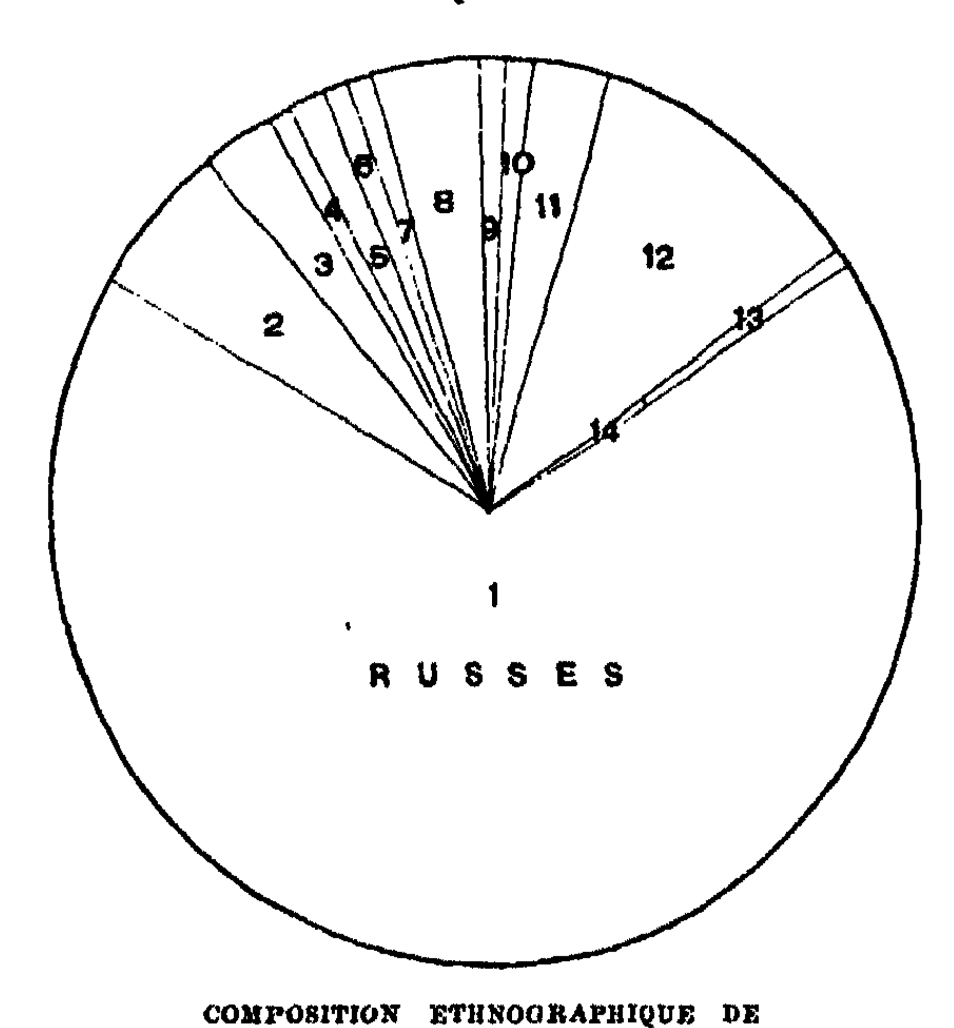
Cl. Djabadari.
UN PAYSAGE DE LA TRANSCAUCASIE MÉRIDIONALE

parole divine : « Tu ne tueras point ». Coups de fouet, emprisonnement, décimation même, rien n'y fit, et peut-être que la secte eût fini par disparaître complètement dans les cachots de la Sibérie si l'opinion publique du monde civilisé, en premier lieu celle des Quakers anglais, n'était intervenue. On leur laissa la liberté de l'exil, et la plupart des Doukhobors vivent maintenant en communauté dans le froid pays d'Alberta, que parcourt le Saskatchevan; depuis, la soif du martyre, qu'explique leur vie antérieure, semble avoir parfois saisi certains « Lutteurs » et a troublé la paix de leur nouveau domaine.

Les frontières de la Russie transcaucasienne du côté de la Turquie et de la Perse sont actuellement fixées par la diplomatie eruopéenne,

mais du côté de l'est, dans le continent d'Asie, l'agrandissement du territoire s'est poursuivi d'une manière presque continue : il semblait que rien ne dût arrêter ce mouvement, irrésistible comme celui de la marée qui fait refluer l'Occident sur l'Orient, agissant en sens inverse du mouvement historique des peuples méditerranéens, que des théoriciens ont voulu ériger en loi [1].

Les immenses empiétements de la Russie, dans les territoires de l'Asie centrale, constituent un phénomène double, de grande importance pour l'équilibre moral et politique du monde : l'Asie s'européanise, et l'Europe, par l'intermédiaire de la Russie, tend à régresser vers le type asiatique. Chaque document statistique, arrivé de ces pays lointains, bien enveloppés en un brouillard épais si par la politique, nous prouve que les deux évolutions se poursuivent sans arrêt. L'aire de la civilisation européenne s'agrandit en Caucasie, en Turkménie, en Dsungarie, en Mongolie, en Chine ; mais rien ne se donne gratuitement en ce monde, et l'asiatisation d'une partie de la Terre correspond à l'européanisation de l'autre partie.



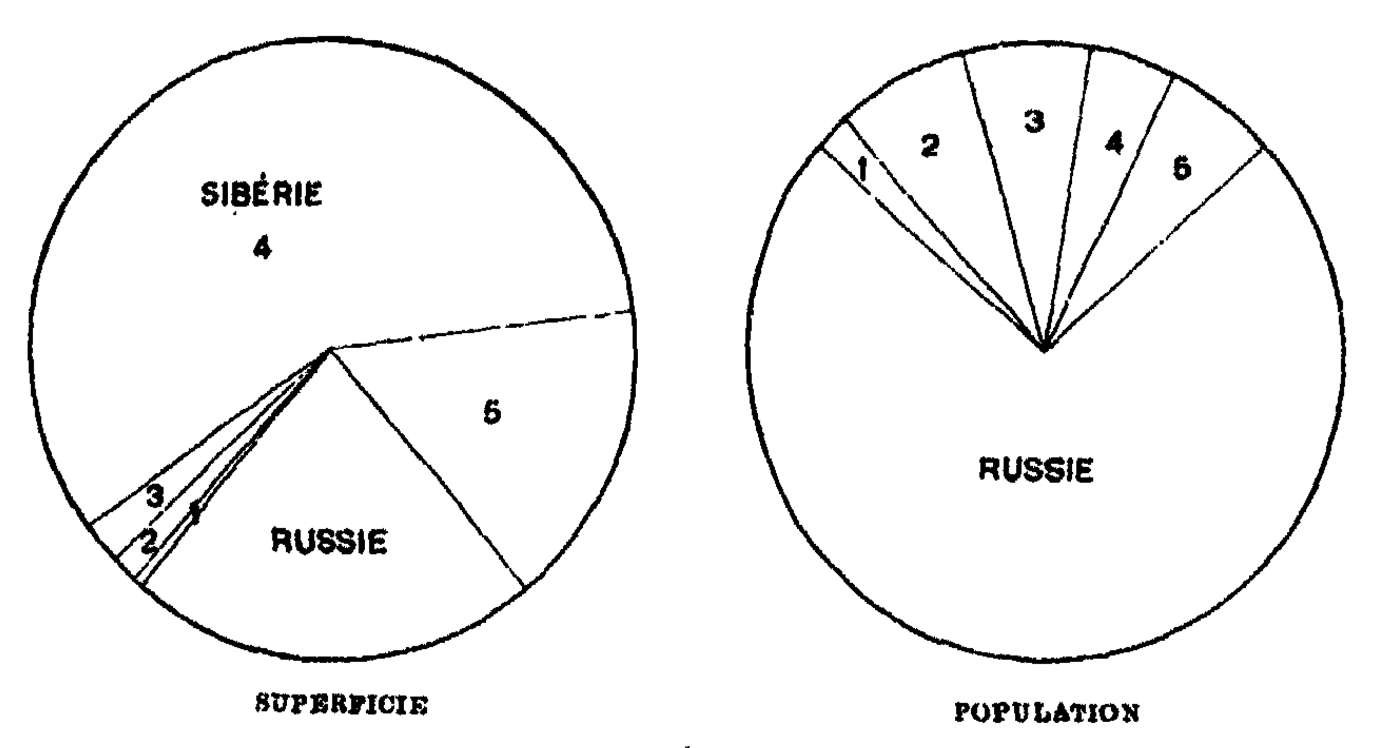
COMPOSITION ETHNOGRAPHIQUE DE « TOUTES LES RUSSIES »

ARYENS : 1, Russes; 2, Polonais; 3, Lithuaniens; 4, Roumains et Latins; 5, Germains; 6, Arméniens; 7, autres Aryens.
SÉMITES : 8, Juifs.
CAUCASIENS : 9, Géorgiens; 10, autres Caucasiens.
OURALO-ALTAÏENS : 11, Finnois; 12, Turco-Tartares; 13, Mongols et Ouralo-Altaïens.
AUTRES PEUPLES : 14, Chinois, Japonais, Coréens et Hyperboréens.

Or, les enseignements de l'histoire nous disent les dangers de

1 W. M. Ramsay, *Geographical Journal*, sept. 1902, p. 258.

l'Orient : il conquit les Macédoniens et les Grecs d'Alexandre, puis les Romains d'Elagabale et les chrétiens des Croisades. Un poison cent fois séculaire, celui d'une servitude traditionnelle, atavique, s'infiltre facilement dans les veines de l'Européen : la conception orientale relative à la nécessité d'un gouvernement fort s'en trouve consolidée d'autant, et l'on sait s'il manque en Occident d'âmes basses, heureuses de se renier et d'obéir. Sous l'influence du venin, la divinité du " tsar blanc "



DIVISION DE L'EMPIRE RUSSE

En dehors de la Russie d'Europe proprement dite, la statistique distingue : 1, Pologne ; — 2, Finlande ; — 3, Caucasie, y compris la Ciscaucasie ; — 4, Sibérie ; — 5, Transcaspienne, Turkestan et provinces des Steppes (de la rivière Oural, à l'ouest, au lac Balkach, à l'est, et à Omsk, au nord), sans les territoires de Bokhara et de Khiva.

paraît d'autant plus évidente aux yeux de ses sujets d'Europe et des flatteurs qui prétendent vouloir aussi le servir. Les pillards turkmènes, dont Skobelev a fait par ses victoires des soldats de la Sainte Russie, apportent leur enthousiasme guerrier au service d'un despotisme sans limites, et, par le fait de la solidarité qui lie maintenant tous les peuples, l'aggravation du pouvoir absolu, que la force des choses donne à l'homme qui est à la fois le successeur de Djenghiz-khan et celui d'Ivan le Terrible, s'appesantit sur l'état d'esprit de toute l'Europe occidentale. Il ne s'agit que d'opposer Cosaques à Russes, Lithuaniens à Polonais, Tartares à Arméniens, Kalmuk à Finlandais, Turkmènes à Juifs ou à Géorgiens.

Le titre d'un métal pur décroît fatalement par suite de son alliage avec un autre métal ; par la même raison la qualité de la

civilisation européenne est diminuée par l'annexion de « toutes les Russies », comme elle diminua jadis par la conquête du Nouveau Monde. De longues années devront s'écouler peut-être avant que, par une lente élaboration, nous ayons pu éliminer de notre organisme le poison laissé dans les âmes par tous les anciens despotismes d'Asie.

La conquête russe trouva les Etats transcaspiens en situation lamentable de guerre, d'asservissement, de pauvreté, et tout d'abord, par son intervention, accrut la misère, aida au dépeuplement. Les eaux salines des marais, les sables du désert avaient repris une grande partie des territoires jadis cultivés, la nature sauvage empiétait sur les travaux de l'homme. Tant de canaux d'irrigation ruinés déversaient leurs eaux dans les marécages que les fièvres régnaient en permanence dans les contrées qui furent autrefois les plus populeuses. « Si tu veux mourir, pars pour le Kunduz », dit un proverbe. « On n'a pas eu le temps de la regarder, et déjà l'eau du Marutchak a tué son homme », ajoute un autre dicton, relatif au pays de Merv. La dessiccation du climat eut peut-être une part dans l'amoindrissement des terres habitables, mais l'incurie de l'homme, suite des guerres et du cortège de maux qui les suit, fut probablement une cause plus grave encore de la détérioration du sol. Les deux villes de Samarkand et de Bokhara ne sont plus guère que deux oasis cernées par les dunes. Mainte cité avait déjà disparu sous les sables mouvants et les Bokhariotes s'attendaient au même sort pour leur capitale assiégée. Dans cette partie du double bassin fluvial, les rivières affluentes ne suffisent plus à fertiliser les terres meubles et les argiles, les populations résidantes devaient s'arrêter là où s'arrêtent les eaux, et tout le reste appartenait aux pillards nomades, d'un côté jusqu'à la Caspienne, de l'autre jusqu'aux steppes herbeuses de la Sibérie, avec la seule interruption des deux cours fluviaux du Iaxarte et de l'Oxus. Toutes les régions jadis prospères de cet Iran extérieur présentaient l'aspect de la ruine, de la tristesse et de l'abandon. Les archéologues y recherchent les débris de cités antiques et parcourent péniblement de vastes solitudes que l'on sait avoir été autrefois grouillantes d'hommes et de bœufs laboureurs. Les Mongols « ont passé là », c'est vrai, mais le pays eût pu refleurir comme ont prospéré de nouveau les régions de l'Europe du centre et de l'Occident, si les contrées du haut Iaxarte et du haut Oxus n'avaient pas été, pour ainsi dire, « en l'air », menacées par les hordes de nomades ennemis, entre des montagnes, des plateaux

difficiles à franchir et des solitudes désertes plus redoutables encore, puisqu'elles interrompaient toute communication avec d'autres pays civilisés. Quel architecte rebâtirait maintenant les superbes mosquées de

N° 513. Transcaspienne et Turkestan russe.

1 : 20 000 000

0 250 500 1000 Kil.

Les émirs des deux Etats de Khiva (55 000 kilomètres carrés, 800 000 habitants) et de Bokhara (20 000 kilomètres carrés, 1 250 000 habitants) jouissent d'une autonomie comparable à celle du Bey de Tunis.

la Transoxiane, entre les cabanes en torchis des indigènes et les affreuses casernes des Russes?

La détérioration intellectuelle et morale a marché de pair avec l'appauvrissement matériel. Sous le régime des Tamerlan qui faisaient trembler le monde et devant lesquels le monde tremble encore par ata-

visme, Bokhara était devenue par excellence la cité de l'hypocrisie et du vice. Qu'on lise à ce sujet les effrayantes descriptions qu'en donnait Vambéry[1] au milieu du dix-neuvième siècle, époque à laquelle certaines parties de la Turkménie, notamment le Bokhara, étaient plus inaccessibles que la Chine, le Japon ou le Tibet. La caste fanatique des *mollah* exerçait alors son inquisition avec une terrible rigueur, et, sous leur domination, il y avait eu certainement une régression très grande dans toute la contrée par comparaison avec les temps helléniques et les premiers siècles de la propagande musulmane. Cette région du Touran est l'un des pays qui portent le plus visiblement le caractère de la déchéance, et, à cet égard, il convient de le citer en exemple comme la Babylonie, le royaume de Palmyre et les provinces de l'Asie Mineure.

Maintenant un nouvel ordre de choses a commencé au point de vue politique pour les vallées du Sir et de l'Amu, grâce aux colons venus en grand nombre d'Europe, aux industries apportées dans la contrée, aux moyens de communication qui rattachent les villes entre elles et à la Russie. L'empire moscovite s'est annexé tout le Turkestan, à l'exception d'une partie de la Bactriane, située au sud de l'Amu et laissée provisoirement au royaume-tampon que l'émir de Kabul est chargé de maintenir intact entre les deux puissances qu'il pressent être fort suspectes l'une à l'autre.

L'esclavage a été supprimé par l'effet des changements économiques à la suite d'un grand massacre de captifs, et les pirates ne visitent plus en bandes le plateau de l'Iran, jusqu'au delà de Meched, pour y capturer de paisibles laboureurs. La population s'accroît de nouveau dans ces contrées qu'une sorte de consentement général regarde, à tort ou à raison, comme le berceau du monde et que les dominateurs successifs avaient presque dépeuplées. La paix entre les tribus et les races permet de rétablir les canaux d'irrigation, de restaurer les cultures le long des fleuves et de reconstruire les anciennes capitales. Les grandes étendues désertes qui limitaient jadis le domaine de la culture en dehors des vallées supérieures des fleuves et qui privaient ces contrées de tout apport commercial, de tout aliment intellectuel, ne sont plus des obstacles, puisque des routes, des lignes de fortins et d'auberges assurent en toute saison la continuité des rapports. Un chemin de fer, partant du port de

1. *Voyage d'un faux derviche.*

Krasnovodsk, qui fait face à Baku, longe la base septentrionale du Caucase iranien et, choisissant comme station les campements des Turkmènes jadis les plus redoutés, passe à Merv pour lancer comme une antenne un embranchement vers la brèche de Hérat, tandis qu'une autre ligne, traversant l'Oxus sur un pont qui est une des merveilles de l'industrie moderne, va rejoindre les cités, naguère mystérieuses, de Bokhara et de Samarkand. D'autres voies ferrées se détachant du Transsibérien feront



Cl. du *Globus*.

LA IOURTE KIRGHIZE ET SES HABITANTS

de Tachkend et des villes du Ferghana des colonies complètement russes, et, sans doute, dans un avenir prochain, pénètreront au cœur de la Chine par la voie la plus droite, l'ancienne route de la « soie », ouverte entre l'Alaï et le Trans-Alaï.

D'ailleurs, il faut le dire, le régime de domination, si dur qu'il puisse être, est certainement moins mauvais que ne l'était celui de la guerre incessante, du pillage et des tortures. Les empalements, les écorchements, les brûlements à petit feu se pratiquaient volontiers dans l'entourage de ces petits souverains. Certaines tribus turkmènes n'avaient absolument d'autre profession que la violence et le meurtre. Dès qu'il savait se tenir sur un cheval, l'enfant suivait son père en s'accrochant à la crinière de la monture et prenait part à l'expédition de guerre. On lui confiait les oreilles et les nez coupés et on lui enseignait à dépouiller les

cadavres de leurs bijoux et de leurs amulettes. Ce n'était point chose rare que de percer le mollet d'un esclave pour y passer une corde que le Turkmène attachait à l'arçon de sa selle. Le malheureux courait à côté du coursier : s'il tombait, épuisé, malgré les coups de fouet qui lui rendaient la force du désespoir, le cavalier coupait la corde, et l'esclave gisait râlant sur le sol.

Naguère les conditions géographiques de la chaîne bordière que forme le Caucase iranien rendaient les guerres entre voisins d'en haut et d'en bas absolument inévitables et incessantes : l'eau était nécessaire aux uns et aux autres. En effet, les Iraniens tiennent à garder possession, dans toute la longueur du cours, des ruisseaux qui sourdent sur les hauteurs et, plutôt que de les laisser tarir dans le désert, ils cherchent à les capter en entier pour leurs cultures par des canaux d'irrigation. De leur côté, les pillards de la plaine entendaient ne pas se laisser enlever les aiguades accoutumées ; toute goutte d'eau qui leur était ravie devait être rachetée par le sang. D'ailleurs, ces nomades étaient également agriculteurs et avaient besoin d'eau pour leurs champs qu'ils faisaient cultiver par des captifs recrutés çà et là et travaillant sous les coups de lanières en cuir. Il ne leur suffisait donc pas de posséder les mares du Daman-i Koh ou « Piedmont », mais ils cherchaient aussi à remonter vers les sommets et les vallées de l'intérieur pour s'emparer de la région des sources. La guerre était donc continuelle et sévissait sur tous les points à la fois avant que les armées russes eussent immobilisé les populations dans le cercle prescrit. Les nomades touraniens montaient à l'assaut du plateau d'Iran lentement, par empiètements successifs, et nul n'avait plus l'audace de leur résister. Près de chaque source des hautes vallées se montrent les tours de défense où se réfugiaient les indigènes quand un cri de détresse annonçait l'arrivée d'un alaman, ou horde de ravageurs turkmènes. La conquête russe ayant mis fin à cette guerre incessante et au dépeuplement, les habitants du Khorassan et du Seïstan en éprouvent une telle reconnaissance pour les porteurs de la paix que nombre d'entre eux la témoignent par l'adoption des mœurs et des costumes de la Russie : ils vont jusqu'à saluer en se découvrant la tête, ce qui auparavant eût été considéré comme le comble de l'inconvenance[1].

1. A. Vambéry, *La Géographie*, 15 mars 1901.

L'Iran est la contrée de l'Asie dont les conditions géographiques ont été le plus profondément changées et comme renversées par l'extension du monde civilisé. Le plateau d'Elam, si heureusement situé jadis pour la constitution d'une individualité nationale bien caractérisée, en même temps que d'une invincible puissance militaire, cette forteresse naturelle qui s'avançait en promontoire au-dessus des terres fécondes de la Mésopotamie et qui, d'un autre côté, se trouvait défendue par des mers et des solitudes, cette contrée superbe, source de vie d'où la civilisation s'épanchait à l'Occident vers l'Europe, à l'Orient vers les Indes, se trouve maintenant livrée d'avance aux entreprises des deux puissances rivales qui l'assiègent, et précisément des deux côtes où elle était inattaquable autrefois. Le golfe Persique n'est actuellement qu'une immense rade pour les navires anglais qui débarquent leurs marins en conquérants, tantôt sur un point, tantôt sur un autre; sur le revers septentrional, la mer Caspienne est un lac entièrement russe, tandis que Cosaques et Turkmènes enrégimentés n'attendent qu'un signal pour escalader les pentes extérieures du plateau et redescendre vers Teheran : déjà leurs routes montent à l'assaut de tous les points stratégiques.

Après le passage dévastateur des Mongols sur le plateau d'Iran, la puissance militaire du royaume ne pouvait que décliner par suite de l'inégalité très grande que les différences de l'armement ont créée à l'avantage des nations occidentales, même des Turcs, dans leurs relations avec la Perse. Pourtant les Iraniens reprirent encore deux fois l'offensive. Le chah Abbas, à la fin du seizième siècle, puis l'aventurier Nadir-chah, cent cinquante ans plus tard, firent grande figure dans le monde musulman, mais leur force ne se porta guère que du côté de l'Orient. Nadir, établissant sa capitale à Meched, vers l'est du Caucase iranien, refoula devant lui les guerriers afghans et descendit jusque dans l'Inde, où il détrôna le Grand Mongol; au nord-ouest, il put rejeter les avant-postes des Russes jusqu'au pied du Caucase; mais ce fut le dernier effort extérieur de la Perse et, depuis cette époque, le royaume dut se borner strictement au souci de ses propres affaires intérieures.

Ce renversement de l'histoire, conséquence du changement de valeur et d'importance qu'ont subi les conditions du milieu géographique pendant le cours des siècles, se présente pour la Perse d'une manière vraiment tragique. La solidité naturelle et la continuité des remparts extérieurs de l'Iranie, l'unité intérieure de la contrée en avaient fait une terre

bénie par Ormuzd, le dieu du Bien, et la voilà maintenant livrée au dieu du Mal. C'est que l'ambiance elle-même, comme tous les autres phénomènes, a son évolution dans l'infini des choses. Sans doute la Perse a gardé ses monts, ses déserts, son climat, mais ses peuples, quoique encore les premiers par l'affinement de l'intelligence, ont changé d'industrie, de langue, de religion, de mœurs ; sa puissance est devenue faiblesse relativement à la force des contrées environnantes. Les centres de vie politique se sont déplacés à la surface de la terre, et, fait de premier ordre dominant tous les autres, le monde solidaire de la civilisation commune s'est immensément agrandi autour du plateau de l'Iran. Aux siècles primitifs de l'histoire, c'est à la Babylonie, au pays d'Assur, à l'Arménie, à la Margiane, à la Bactriane que les habitants des hautes plaines de Perse avaient affaire; maintenant c'est à des puissances qui commandent aux extrémités de l'Ancien Monde et dont les capitales se trouvent en des contrées complètement ignorées des Darius et des Chosroès. La Russie et l'Angleterre sont à présent les deux suzeraines rivales dont le gouvernement de la Perse doit avoir le constant souci d'étudier les volontés et les caprices, de courtiser les faveurs, d'éviter les colères, de prévenir les vœux. Rien n'eût été plus facile pour elles que d'étendre la main sur le pays et de s'en emparer sans coup férir, si elles avaient pu s'entendre sur la ligne des frontières et si n'était sous-entendue une certaine obligation de décence diplomatique à ne se point hâter en matière d'annexions. Depuis 1430, on se montre dans le Seïstan, entre Ghirichk, sur l'Helmend, et Farah, le lieu de la future bataille où doit se décider le sort de l'Asie[1]. Lorsque cette prophétie se répandit dans le monde iranien, on ignorait quels peuples s'entre-choqueraient dans le grand conflit ; on sait maintenant que ce sont les armées des Russes et des Anglais.

C'est au milieu du dix-huitième siècle que la marine britannique fonda son premier établissement sur la terre de l'Iran, à Bouchir, l'un des ports du golfe Persique. Pour les Anglais, c'était une conséquence nécessaire de la conquête des royaumes hindous qu'ils étaient alors en train d'accomplir. Il leur fallait absolument posséder, soit en maîtres, soit en concessionnaires usagers, des lieux de ravitaillement et d'étape sur le chemin militaire des Indes. Ils s'installèrent à Bouchir par la

1. A. Vambéry, *La Géographie*, 15 mars 1901.

même raison qui, plus tard, leur fit prendre l'île de Malte, puis Aden et Perim, leur fit acquérir les actions du canal de Suez, leur dicta la bataille de Tell-el-Kebir, installa leurs régiments indiens au Caire, puis le long de la vallée du Nil, enfin à Berbera, sur la côte des Somal. A leur établissement de Bouchir succédèrent plusieurs autres, et l'on peut dire que maintenant le golfe Persique est une mer complètement anglo-indienne : le gouvernement de Teheran, les petits sultans de la côte d'Arabie n'y



Cl. du *Géogr. Journal.*

DALIKI, SUR LA ROUTE DE BOUCHIR A CHIRAS
d'après une photographie de P. Molesworth-Sykes.

commandent que de nom. En outre une compagnie britannique possède la ligne du télégraphe qui longe le littoral jusqu'aux possessions anglaises du Mekran et au port indien de Kuratchi. Par les marchés de Bassorah et de Mohammerah, de Koveït, ainsi que par la navigation de la rivière Karun, enfin par les opérations banquières de ses protégés, les Parsi, la Grande Bretagne dispose de tout le commerce méridional de l'Iran. Nulle atteinte ne lui serait plus sensible qu'une tentative de concurrence à son monopole commercial aux bouches de l'Euphrate, et c'est avec une véritable rage qu'elle accueillit les projets de l'Allemagne sur le chemin de fer du Bosphore à Bagdad et Bassorah.

De leur côté, les Russes sont maîtres dans l'autre partie de la contrée limitrophe de leur territoire transcaucasien et transcaspien. Il y a long-

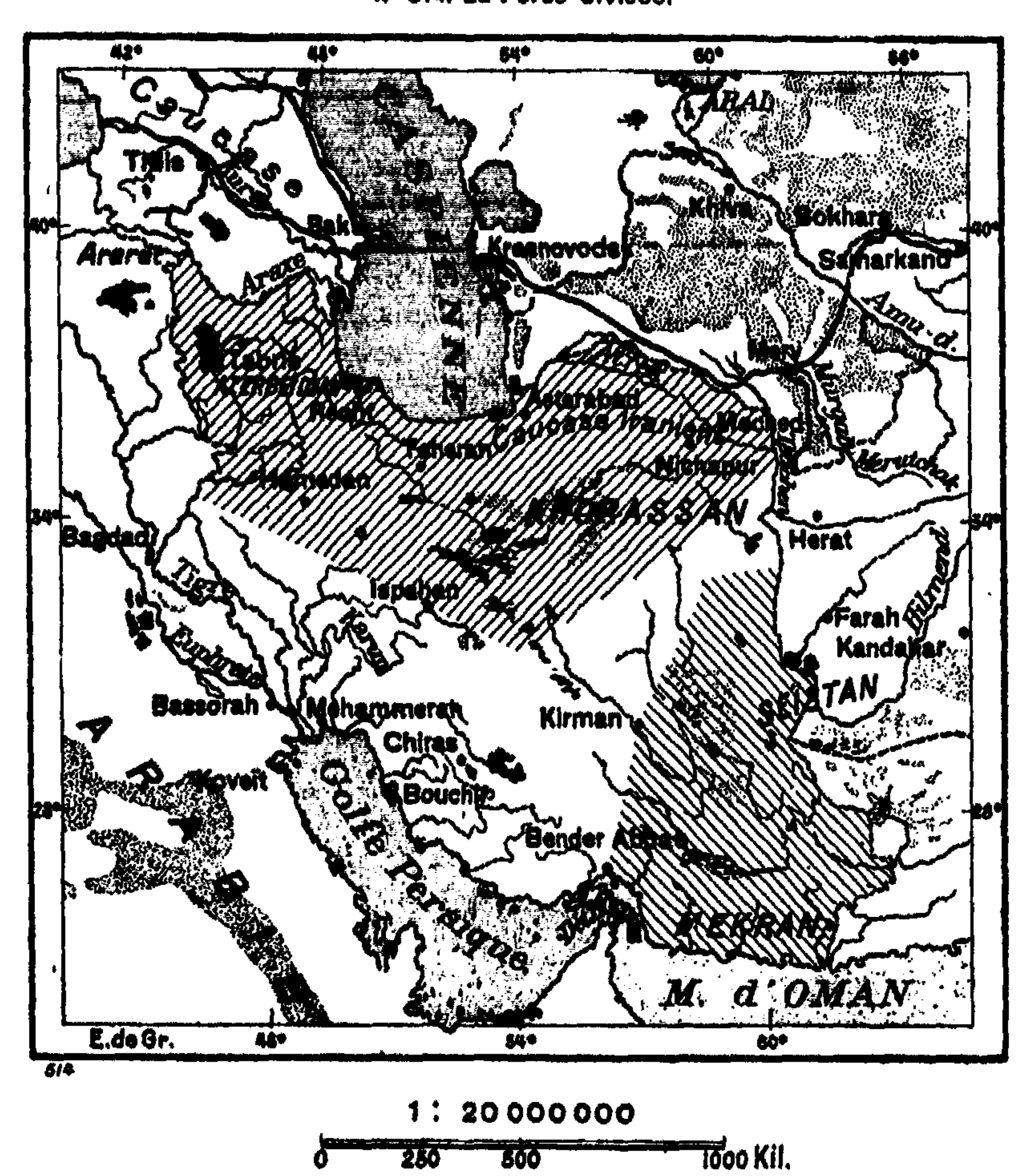
temps qu'ils ont vengé leur insuccès des premières années du dix-huitième siècle. Trente ans après l'établissement de la nouvelle dynastie turkmène qui réside à Teheran, ils s'emparaient de toute l'Arménie persane qui touche à l'Ararat et fixaient la frontière à leur guise; ils interdisaient même à tout vaisseau de guerre persan la navigation de la Caspienne; sans en avoir le droit par traité, ils installaient un arsenal dans l'îlot d'Achurada, langue de sable qui, située à l'angle sud-oriental de la mer, appartient incontestablement à la Perse; et depuis longtemps ils ne se donnent même plus la peine de répondre aux requêtes obséquieuses du cabinet de Teheran; il leur a convenu d'avoir un dépôt d'armes et de troupes dans ce port militaire, et c'est pure magnanimité de leur part de consentir à ne pas pénétrer plus avant. Au nord, ils occupent au point de vue commercial une situation analogue à celle des Anglais dans le sud, et par la route d'Enzeli et de Recht, à l'ouest, par celle de Meched, à l'est, ils desservent tout le mouvement des marchandises, de même qu'à l'occasion ils pourront diriger la marche des troupes et l'expédition des pièces d'artillerie.

La Perse est donc, pour ainsi dire, dans la situation d'un corps que se disputent deux carnassiers : sa tête est prise dans une gueule dévorante, ses pieds sont tenus par d'autres mâchoires. De même que l'Afghanistan, la Turquie et le Maroc, ces « hommes malades », la Perse ne doit le semblant d'indépendance qui lui reste qu'à la jalousie des puissances, incapables de se mettre d'accord sur la façon de la dépecer. Nul phénomène de l'histoire contemporaine ne montre plus éloquemment combien l'équilibre politique de notre monde est instable et incertain. La Perse a virtuellement cessé d'exister comme pays autonome, et son gouvernement n'est plus qu'une machine à extraction d'impôts pour les dépenses royales, les pensions civiles et militaires, les fastueuses ambassades, les fonctions inutiles. Même pour la fixation des frontières, les employés persans ne sont guère que les porte-mire des officiers russes et britanniques. Quant au peuple, il n'a pas encore fait connaître sa volonté.

Ce conflit des deux puissances européennes représentant au centre de l'Asie deux formes différentes de la civilisation est peut-être le fait le plus considérable de l'histoire au commencement du vingtième siècle, car la Perse est, avec la Mésopotamie limitrophe, le véritable centre monumental de l'Ancien Monde, comme l'isthme de Suez en est le centre

maritime. Là se trouvera dans l'avenir l'étape majeure entre l'Europe et les Indes, ce qui d'ailleurs eut certainement lieu dans l'époque préhistorique, puisque la langue aryenne et la civilisation correspondante se

N° 514. La Perse divisée.



Les deux grisés indiquent les sphères d'influence que la Grande Bretagne et la Russie se sont reconnues en 1907.

La route de terre directe d'Europe aux Indes passerait par Tiflis, Recht, Teheran, suivrait le flanc sud du Caucase iranien pour gagner Farah et Kandahar, puis Kwettah et la vallée de l'Indus.

répandirent à l'Orient vers l'Indus et à l'Occident vers la mer Égée, en descendant du plateau de l'Iranie. Au point de vue de son rôle historique, la Perse mérite donc d'être étudiée avec une attention toute spé-

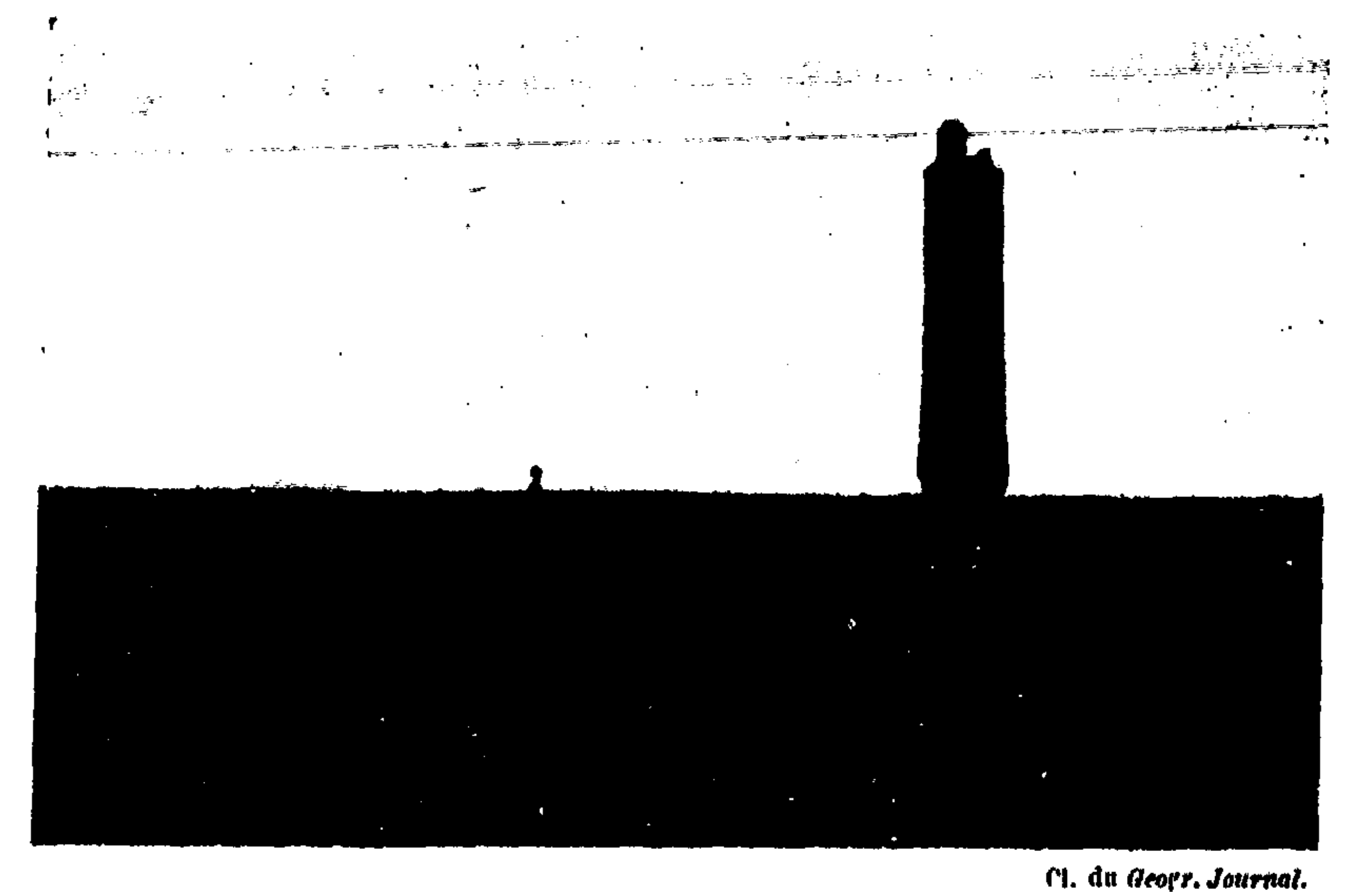
ciale comme point vital par excellence dans l'organisme terrestre.

Le signe le plus éloquent de la décadence extérieure est l'état des édifices qui furent jadis élevés et décorés avec toute la magnificence de l'art pour servir d'universités et qui sont maintenant utilisés comme écuries ou caravansérails, à moins qu'ils ne tombent en ruines. Et les hommes, semble-t-il, sont tout aussi déchus. Quel écart de dégénérescence, du moins apparent, entre ces « fils purs » de l'Iran, « qui ne mentaient jamais » (Hérodote), et les Persans sceptiques de nos jours, qui subissent bassement la plus vile des tyrannies et ne s'en excusent que par le mépris d'eux-mêmes et de tous ; la longue durée de l'asservissement en a fait les plus ingénieux des menteurs. Quand les formes de la politesse exigent que l'on se présente devant un supérieur en avançant le cou comme pour dire : « Prends ton sabre, abats ma tête », il est facile de comprendre que toute sincérité est bannie de la conversation. Il faut que chaque personne s'accommode à son interlocuteur pour parer à ses ruses, échapper à ses intrigues : « pigeon avec pigeon, faucon avec faucon », tel est le proverbe que l'on aime à répéter en se donnant une ligne de conduite pour les affaires ; mais l'Iranien de bonne compagnie voit aussitôt avec qui il se trouve, car il est profond observateur. Il doit à la société policée dans laquelle il vit une parfaite courtoisie, il est tenu aussi de lui procurer les avantages d'une conversation nourrie d'allusions classiques, de beaux vers déclamés avec grâce et avec force, de nobles pensées bien dites et présentées au bon moment. D'ailleurs, ces devoirs de société n'empêchent pas qu'une certaine arrogance de bon ton, un certain mépris des hommes et des choses se mêlent chez les amis et chez les hôtes au langage le plus raffiné [1].

La longue hérédité de culture se manifeste chez les Persans, peut-être plus que chez les autres peuples ayant eu derrière eux un passé cent fois séculaire de civilisation. Telle est la cause pour laquelle la régression qui s'est opérée dans la vie du peuple choque davantage que ne le ferait sa mort. Que Babel soit tombée, que Ninive ait été recouverte par les sables, la fin naturelle de toutes choses veut qu'il en soit ainsi : ce qui a vécu retourne à la poussière. Mais quand même, la Perse vit encore dans sa décadence profonde. Il y avait là des millions d'hommes, ils y sont toujours, quoique diminués : des villes populeuses

1. Hermann (Arminius) Vambéry, *Sittenbilder aus dem Morgenlande*, p. 137 et suivantes.

s'élevaient au milieu des jardins de roses, toutes ne sont pas démolies et les rosiers fleurissent. La langue, si riche et si belle, est restée l'une des plus appréciées et des plus influentes de l'Asie; elle se répand, modifie les parlers voisins, agit sur la littérature contemporaine; en chaque siècle, depuis Firdousi, des poètes ont fait revivre le passé dans la splendeur de leurs vers et des hommes éminents ont témoigné de la persistance du génie iranien; de nos jours même, les Bâbi, ces héros qui



Cl. du *Geogr. Journal.*

COLONNE DANS LE DÉSERT AU SUD-EST DE KIRMAN

D'après une photographie de P. Molesworth-Sykes.

Ce pilier, de 16 m. de haut, destiné à jalonner la route, date de l'époque Seldjoucide.

voulaient ouvrir la « porte » d'un nouveau monde de justice et de bonté, nous ont montré une vertu de dévouement et une grandeur d'âme qui n'ont jamais été dépassées. Ces hautes manifestations de la vie morale témoignent que le flux intérieur n'a point tari : il ressemble à ces *kanat* ou canaux d'irrigation dont on ne voit point briller les eaux et dont on n'entend point le murmure, mais qui n'en fertilisent pas moins le sol et font s'épanouir les fleurs. Tout nous clame que si la force de l'Iran est assoupie, elle n'est point détruite et qu'un flot pur continue de couler mystérieusement sous le rocher brûlé.

Les Persans proprement dits ont le très grand mérite d'aimer la paix, d'éviter avec soin toute occasion de dispute. Les armées du chah se composent presqu'uniquement de Turcs, hommes qui ajoutent aux

mœurs violentes de la soldatesque de redoutables caractères ataviques, car ils descendent de pillards mercenaires appelés dans la contrée pour en contenir les habitants : ils sont conquérants par hérédité ; de tout temps, même lorsqu'ils n'étaient pas encadrés en régiments et en bataillons et ne recevaient pas les ordres directs de leurs chefs, ils s'imaginaient volontiers avoir le droit de verser le sang. A cet égard leur mentalité nous paraît plus qu'étrange : ils se font fastueusement cadeau des meurtres qu'ils ont commis, tant cet acte leur paraît noble et digne d'envie. « Je te donne ce cadavre comme si tu l'avais tué » ; et l'ami accepte orgueilleusement le don sinistre qui fait de lui le meurtrier. Ce sont aussi les Turcs qui, dans les derniers siècles, ont imposé des souverains à la Perse. La famille actuellement régnante appartient à la tribu des Khadjar, dont le domaine originaire se trouve à l'angle sud-oriental de la Caspienne, constituant le territoire stratégique d'Asterabad. Avant les Khadjar, une autre peuplade turkmène avait conquis la prééminence guerrière et domina tout le monde iranien dans la personne de Nadir-chah, le « Fils de l'Epée ». Cette tribu est celle des Afchar, qui vit dans les hautes vallées de l'Atrek et du Gurgen, disputant à des Kurdes, transplantés loin des monts arméniens, la possession de ces parages.

Eh bien ! chez ces soudards même, la puissance d'attraction exercée par la civilisation iranienne est si forte que tous l'acceptent sans protestation et cherchent à s'en réclamer. Nombre de tribus qui sont très sûrement de provenance turkmène ou sémitique parlent le persan aussi bien que les Farsi de Chiras. Dans les districts presque exclusivement turcs, comme certaines parties de l'Azerbeidjan, la population est en maints endroits devenue bilingue, la langue turque se dégradant peu à peu à l'état de patois, tandis que le persan prend le caractère de langage noble ; la famille régnante, de même que celles des principaux dignitaires, issus également des Khadjar et des Afchar, gens réputés impurs, cherchent à se prouver qu'ils sont bien de la grande race iranienne, et les vers qu'ils apprennent, ceux que l'on récite ou chante devant eux dans les banquets célèbrent les merveilleux combats de Rustem et de Feridun contre les impurs démons des nuits, c'est-à-dire contre les ancêtres mêmes de ceux qui prétendent les célébrer. Pareil phénomène, on le sait, se produit dans toutes les contrées où des conquérants barbares se trouvent en contact avec des vaincus de beaucoup leurs supérieurs en culture. Ainsi les Mandchoux s'efforcent de devenir Chi-

nois et le deviennent en effet : l'incontestable supériorité de la civilisation iranienne a pénétré profondément tous les éléments du plateau.



PORTE DE MOSQUÉE EN TURKESTAN
d'après le tableau de Vereschagin.

Même dans l'Orient, elle s'impose à tous les voisins. Les Turcs d'Europe parlent à demi persan et ce qu'ils ont d'architecture est entièrement dérivé des monuments de la Perse. Du côté du nord, avant que la

Russie fût intervenue, tous progrès, en science et en industrie aussi bien qu'en art, avaient pour patrie originelle les plateaux limités au nord par le Caucase transcaspien, et, du côté de l'est, cette même civilisation eut une telle influence que plus de deux cents millions d'individus parlent dans l'Inde des langues dérivées du persan pour une large part : les Anglais furent même sur le point de faire de l'hindoustani le parler officiel de toute la péninsule. Que serait-ce donc si, au lieu d'apprécier seulement l'influence exercée par la nation persane depuis Mahomet, on embrassait, dans le cycle de l'œuvre iranienne, toutes les populations qui se glorifient d'avoir pour idiomes des langages provenant de celui des Aryens protohistoriques ! Ce n'est plus alors l'Orient, mais le monde entier qui aurait subi l'action prépondérante des peuples ayant vécu là-haut sur les terres iraniennes. Les Persans actuels, en y comptant les allophyles de toute race, ne sont probablement qu'au nombre de sept millions, et tous les Européens, Américains, Australiens, Hindous qui se réclament directement, à tort ou à raison, du sang aryen, tous ceux aussi qui, en justice parfaite, peuvent du moins affirmer qu'ils appartiennent à la même sphère de rayonnement intellectuel représentent une multitude cent fois supérieure à celle de l'Iranie, au moins sept cents millions d'individus. On pourrait y ajouter les cinq cents millions d'habitants de l'Asie orientale, puisque ceux-là aussi, par l'intermédiaire des Bak ou « Cent familles », ont reçu l'impulsion première des immigrants d'Elam, c'est-à-dire des montagnards iraniens[1].

Enfin, en présageant le cours de l'histoire, tel qu'il s'annonce dans un avenir prochain, comme si les événements étaient accomplis déjà, n'est-il pas de toute évidence que tous les peuples de la terre se dirigent dans le sens indiqué par le mouvement des idées aryennes? La civilisation contemporaine dans son ensemble, avec son cortège de sciences et de philosophies, ne peut se concevoir autrement que rattachée par mille liens au monde aryen, et, par conséquent, nous avons tous à considérer comme une patrie des âmes cette haute terre du continent asiatique, où se parle la langue originale de notre pensée commune.

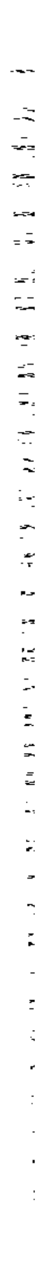
La situation humiliante que la Perse occupe parmi les Etats ne diminue aucunement l'importance virtuelle de la contrée dans l'ensemble géographique de l'Ancien Monde, et, quand les peuples ne

1. Terrien de la Couperie, *passim*. — *Voir* premier chapitre du tome III.



Cl. Paul Nadar.

LE DERVICHE CONTEUR A SAMARKAND



seront plus livrés aux caprices des conquérants et des rois héréditaires, quand l'homme, suivant l'antique prophétie, aura procuré la victoire définitive au vieil Ormuzd, le génie du Bien, par l'acuité de son intelligence et la force de son bras, la Perse reprendra les avantages qu'elle eut autrefois dans l'économie générale du monde. Ce qui fit jadis son importance, c'est d'avoir été le lieu de passage obligé de tous les progrès entre les peuples de l'Orient et ceux de l'Occident : elle reprendra ce rôle d'intermédiaire naturel pour l'Inde et l'Europe, car la géographie le veut ainsi. De même que la route océanique si détournée qui doublait le continent africain par le cap de Bonne Espérance a été remplacée par la voie relativement courte qui passe par le canal de Suez, de même cette ligne de navigation devra laisser un jour ses voyageurs au chemin direct de 8 000 kilomètres qui, par Vienne, Constantinople, Bagdad, Ispahan et Kandahar, ou par Perekop, Kertch, Tiflis et Teheran, transportera les Occidentaux en moins d'une semaine à Kuratchi, à Bombay, à Delhi, dans n'importe quelle cité de l'immense réseau de l'Inde. Ce pays de l'Iran, duquel les voyageurs s'écartent prudemment aujourd'hui, deviendra un centre d'appel où convergeront les voies majeures de la civilisation. Les Occidentaux apprendront alors à connaître mieux leurs frères de langue, de mœurs et de génie, dont tant de siècles de culture différente les avaient éloignés, et renoueront avec eux les liens de la parenté antique. Ils comprendront aussi pourquoi la lutte d'influence entre l'Angleterre et la Russie à propos du territoire persan a duré pendant des générations et soulevé tant de haines. La possession de Constantinople pour laquelle on a versé tant de sang ne vaut pas celle des chemins, aujourd'hui presque déserts, qui se rencontrent dans les marais du Seïstan.

A l'est de la Perse et de l'Afghanistan, le front de bataille se continue pour les deux puissances en conflit; mais, dans cette région, les conquêtes de la Russie, bien différentes en cela des annexions de territoire faites par l'Angleterre, ont cet avantage capital de s'accomplir comme par un phénomène de croissance naturelle et suivant des lois d'affinité géographique. Chaque pays limitrophe s'agrège facilement à la contrée voisine déjà conquise. De même que l'Arménie du sud continue naturellement les vallées et les montagnes de l'Arménie du nord ; de même que les rives méridionales de la Caspienne complètent harmonieusement le cercle du littoral russe ; de même le cours de l'Oxus se continue par de hautes vallées jusque

sur les terrasses neigeuses qui dominent l'Inde; le prolongement normal des plaines de la Sibérie du sud se fait vers la Mongolie, sur le revers de l'Altaï et du Sayan; jusque dans l'Océan pacifique, l'île de Sakhalin se poursuit au sud par la terre de Yéso, dans laquelle les ethnologistes retrouveraient à souhait des Aïno barbus, frères des moujik de la Grande Russie. Tout rattachement d'un nouveau domaine à l'immense empire était ainsi, sinon justifié, du moins expliqué, excusé d'avance, sous prétexte de cohésion géographique. Munis de ces raisons paraissant bonnes aux favorisés du sort, les envahisseurs russes pouvaient ainsi marcher de proche en proche jusqu'au fond de la Chine et, certes, ils n'y auraient pas manqué, s'ils n'avaient rencontré sur leur chemin de redoutables adversaires.



TYPE KIRGHIZ

D'ailleurs, ce n'est pas seulement la continuité géographique des territoires qui facilite l'œuvre de conquête, les conditions ethnologiques sont également favorables aux empiètements de la Russie. Les adversaires qu'elle rencontre sont des frères de race pour un grand nombre des allophyles qui peuplent l'empire. Les Turcomans, qui se défendirent avec une si extraordinaire vaillance contre les Russes de Skobelev, se sont réconciliés facilement quand ils ont vu dans les rangs de l'armée moscovite d'autres tribus turcomanes, ayant leurs mœurs, leur langue, leur mentalité. Les Kirghiz de la Kachgarie reconnaîtront comme des compatriotes ceux qui leur viendront des steppes occidentales, et des Bouriates aux autres Mongols, la transition sera presqu'insensible. Par la force même des choses, les Russes ont suivi la méthod des chasseurs d'éléphants sauvages qui introduisent des animaux domestiques dans l'enclos où se démène le captif pour le calmer et l'accou-

tumer graduellement à la servitude. Tous les types asiatiques sont représentés dans la Russie d'Europe — même les Kalmuk, — et peuvent se montrer en Asie comme autant de Russes authentiques. Ils le sont d'ailleurs par le consentement universel, quelle que soit la diversité des origines. Un admirable voyageur, Potanin, n'est-il pas à la fois Samoyède et Russe? Nul ne s'occupe de rechercher quelle proportion de sang slave coule dans ses veines. Des écrivains polonais, ennemis irréconciliables de la Russie, et en même temps fervents adeptes de la théorie d'après laquelle la suprématie intellectuelle et morale appartient à la prétendue « race » aryenne, se plaisaient à rejeter les « Moscovites » en dehors de ce monde privilégié, et à voir en eux des métis de Mongols, des Asiates, et non des Européens. Mais c'est précisément parce que cette thèse a une part de vérité que les Russes s'associent facilement à leurs voisins les Orientaux par le génie naturel et les entraînent en peu de temps dans leur orbite.



Cl. Paul Sommier.

TCHÉRÉMISSE DES MONTS OURAL

Au nord-est de l'Afghanistan, la forme géométrique du sol a donné de grands avantages à la Russie, du moins par l'accroissement de son prestige militaire. En effet, des postes de soldats occupent des points dominateurs sur les plateaux pamiriens et pourraient à l'occasion descendre sur le versant méridional de l'Hindu-kuch dans le Kachmir et le Kafiristan, au cas très improbable où des expéditions stratégiques de quelque importance seraient possibles dans cette région des glaces et de la mort. Au point de vue politique, ces détachements de troupes alpines n'ont d'importance que parce qu'ils attirent l'attention des peuples circonvoisins et leur montrent, comme une sorte de symbole fatidique, des représentants armés de la nation militaire invoquée par les uns, redoutée par les autres. Déjà, dans la grande plaine de la Kachgarie, qui s'étend à l'orient des Pamir, la puissance de la Russie, quoique figurée par un simple décor,

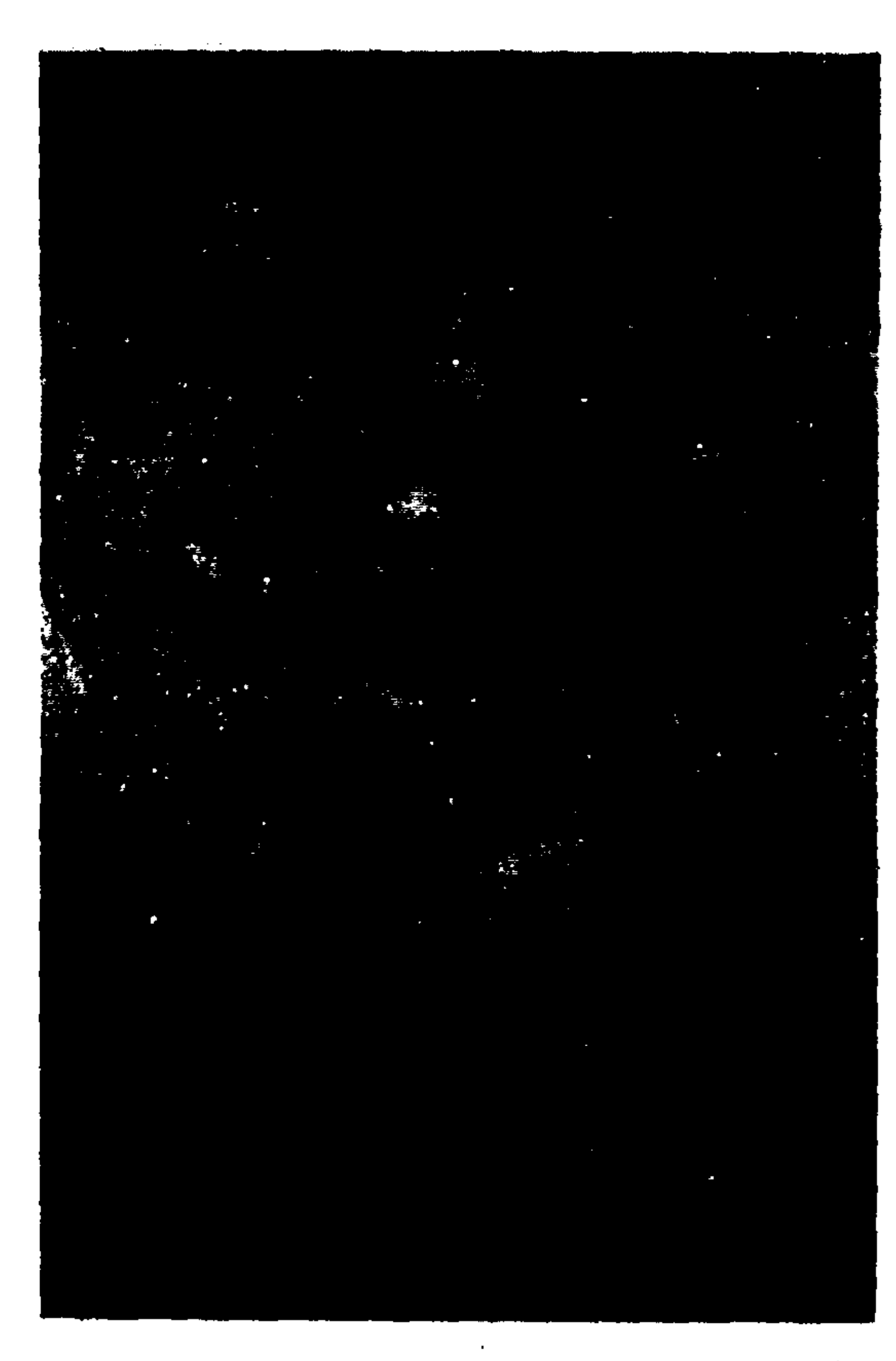
est pourtant considérée comme un fait matériel et indiscutable : on nous dit qu'en l'année 1897, le consul général de Russie établi à Kachgar disposait en réalité, grâce à sa petite troupe de 64 Cosaques, du pouvoir effectif de toutes les contrées qu'arrose le Tarim[1], l'autorité chinoise n'existant guère que pour la forme. A vrai dire, le fait a été contesté par d'autres voyageurs; il est probable qu'il a été temporairement exact.

Quant au Tibet et à la Mongolie, il est difficile de savoir jusqu'à quel point avait été poussé le travail d'annexion à la Russie avant la guerre de 1904, puisque le mystère des couvents bouddhistes permet aux diplomates de cacher leurs agissements. On sait seulement que le palais du Dalaï-lama, si soigneusement interdit aux voyageurs ordinaires et même à des hommes de la valeur intellectuelle et de la notoriété d'un Sven Hedin, s'ouvre, ou du moins s'ouvrait facilement à tel moine obscur, fidèle sujet du tsar blanc, et on sait que des cadeaux s'échangeaient entre les deux souverains, accompagnés de papiers importants où se règle le destin des peuples d'Asie centrale, en dehors de leur volonté.

En Mongolie, mêmes allées et venues des pieux émissaires dans les grandes bonzeries qui gouvernent les tribus nomades, car les Mongols ne sont plus la terrible nation des gens de guerre, qui, saisis de la folie des aventures, descendaient en déluges irrésistibles sur la Chine ou sur l'Europe. De modernes évaluations, qu'il est impossible de ne pas croire exagérées, nous disent que la population mongole serait en majorité composée de lama : dans les régions orientales, les parents consacreraient deux enfants sur trois à la prêtrise[2]. Le gouvernement chinois aurait grand intérêt à voir décroître la natalité d'année en année chez ces Mongols redoutés qui mirent si souvent l'empire en danger. De leur côté les conquérants russes peuvent marcher de l'avant, sans avoir à s'inquiéter de cette tourbe d'assouvis, occupée seulement de son salut spirituel et des moyens de l'atteindre, prières, génuflexions, balancements de la tête et des membres. On le voit, les Occidentaux, représentés spécialement par les Russes, n'ont plus à craindre maintenant, comme leurs ancêtres slaves ou sarmates, une invasion des Huns : ce ne sont plus les Mongols qui débordent sur l'Europe. Bien au contraire, ce sont les Européens qui débordent sur tout l'Extrême Orient, les uns Anglais, Allemands, Français, dans les ports du littoral, les

1 Holderer, *Bulletin de la Société de Géographie*, 2e trimestre 1899, p. 203. — 2. Marcel Monnier, *Le tour d'Asie, l'Empire du Milieu*, p. 126.

autres, Russes, dans les régions de l'intérieur. Dans ce mouvement général d'invasion, l'action des Slaves est de beaucoup la plus importante, car les Européens qui s'établissent dans les régions côtières ne s'y fixent guère à résidence définitive : ils ne s'y trouvent pour la plupart qu'en étrangers et sans famille, tandis que les Russes, venus par la Sibérie, se fixent d'ordinaire sur le sol et y font souche en se mélangeant aux populations indigènes, qu'ils s'assimilent graduellement. Le territoire des Jaunes est ainsi définitivement envahi et devient part intégrante de l'aire de civilisation européenne. Or, si arriérés que soient, en majorité, les colons slaves de l'Asie, il n'en est pas moins vrai que, dans l'ensemble, ils portent avec eux la pensée européenne, c'est-à-dire le progrès, le philonéisme, et l'emportent en valeur virtuelle sur la culture chinoise, misonéiste, tournée vers le passé. Le changement d'équilibre a été complet pendant ces deux mille années.



SOCIALISTES RUSSES CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS

Toute la partie septentrionale du continent, la Sibérie, est déjà une « Russie d'Asie », malgré le gouvernement lui-même qui s'ingéniait depuis l'époque d'Ivan le Terrible à faire de ce territoire un simple domaine d'État sans libres relations avec les provinces européennes. Le commerce était strictement monopolisé, l'immigration n'était tolérée

que suivant certaines règles et en des régions désignées, même elle ne se produisit guère que grâce à des bandes de fugitifs échappés à la servitude. Les vallées de l'Altaï sans exception restaient interdites, même aux colons libres. La contrée était tout entière domaine impérial réservé aux serfs qu'on y envoyait pour l'exploitation directe des mines. Le reste du pays était surtout considéré comme une grande prison où, suivant la gravité des délits et des crimes, le pouvoir distribuait les punitions, condamnant les uns à une résidence fixe, les autres au séjour dans une forteresse, d'autres encore au dur travail des mines ou à la captivité du bagne. C'est par dizaines de milliers que les malheureux criminels civils, vagabonds ou condamnés politiques, les meilleurs hommes, l'élite de la Russie, étaient menés d'étape en étape par-dessus la frontière de l'Oural et se répartissaient diversement dans l'immense étendue sibérienne, jusque dans les tundra glacées du littoral polaire. Mais en peuplant la Sibérie de ses adversaires politiques, le gouvernement russe s'exposait à développer les tendances séparatistes des Sibériens, et peut-être que ceux-ci eussent tenté de se rendre indépendants, si les populations indigènes, d'origine mongole, turque, mandchoue, n'avaient eu le temps de se mêler intimement à la partie indifférente de la population russe et de former avec elle une masse veule, assouplie à toutes les servitudes.

D'ailleurs, la Sibérie tenait à la Russie d'Europe par un véritable fil, lien matériel qu'il eût été difficile de rompre parce que tous avaient intérêt à le garder. Ce lien qui maintient l'union politique des deux contrées d'Europe et d'Asie, c'était la grande route, le *trakt*, qui réunissait le seuil de l'Oural, entre Perm et Yékaterinenbourg, au lac Baïkal et au fleuve Amur. Des avenues ouvertes à la hache dans l'immense *taïga* ou forêt « noire », des ponts sur les ruisseaux, des bacs sur les grands fleuves rattachaient, en une ligne continue de plusieurs milliers de kilomètres, les diverses pistes frayées à travers sables, boues ou rochers. Le convoi de charrettes, ou de traîneaux, suivant la saison, se mouvait lentement en longues files sur l'interminable route; cependant, après des semaines ou des mois, voyageurs et marchandises finissaient par arriver au lieu de destination. Des lieux d'étape, qui étaient en même temps des marchés, des rendez-vous de population, se succédaient de distance en distance et, dans les endroits les plus favorablement situés, des rangées de maisons bordaient le trakt sur plusieurs lieues de longueur. C'est aussi le long du trakt que naquirent toutes les villes de la Sibérie méridionale, là où des

groupes de peuplement ne l'avaient pas déjà précédé. Il est curieux de voir par les cartes de densité kilométrique combien la population s'est pressée spontanément sur le parcours de la ligne de vie, qui est le véri-

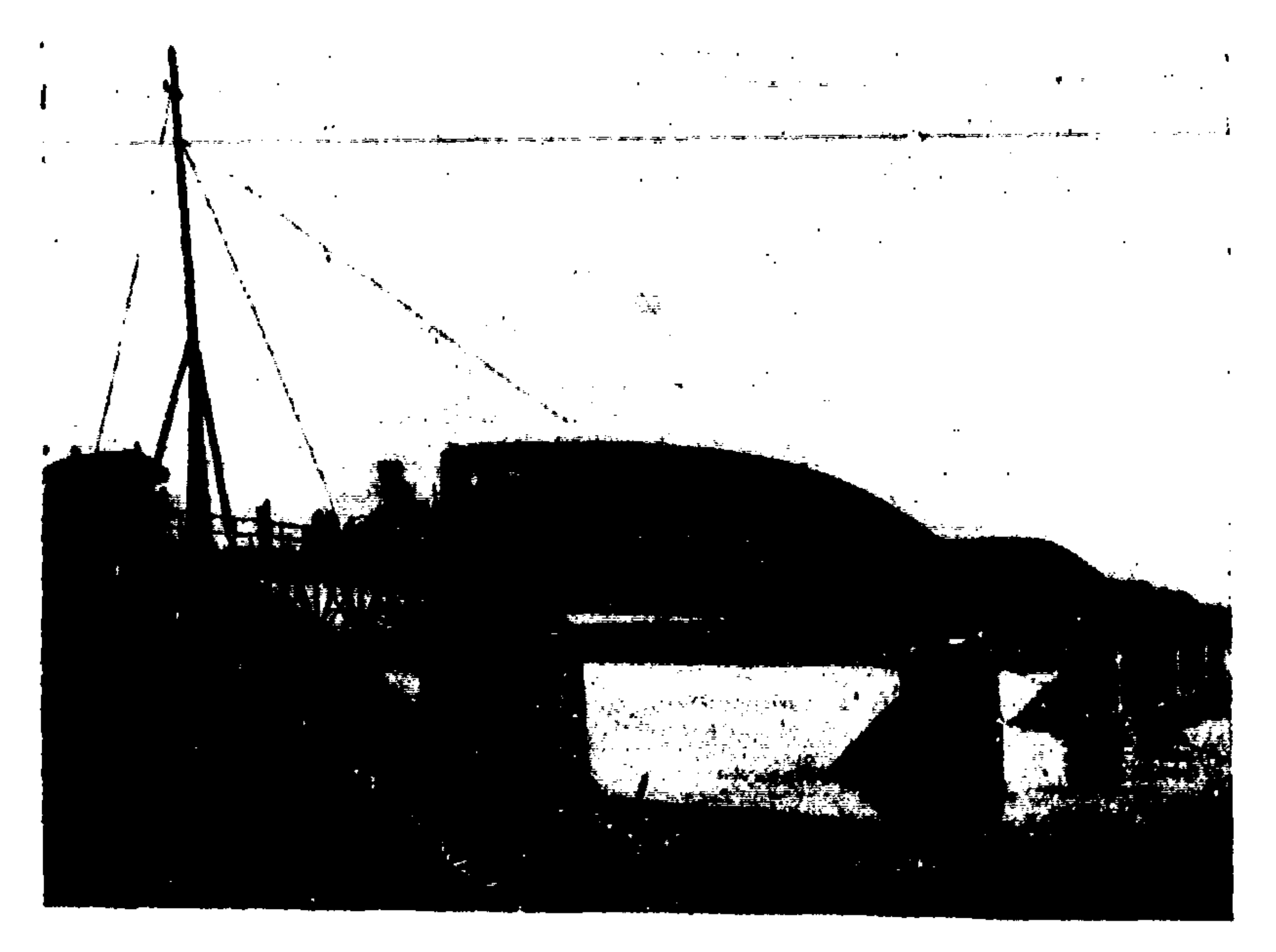
N° 515. Sibérie Centrale.



table prolongement de l'Europe à travers la masse continentale de l'Asie.

Dans l'histoire de la civilisation générale, le trakt prit certainement une beaucoup plus grande importance que n'en possèdent les fleuves eux-mêmes, ces admirables voies de communication que fournissent

l'Ob', le Yeniseï, la Lena avec leurs nombreux affluents. En effet le trakt se développe de l'ouest à l'est, il constitue la moitié de la voie qui réunit l'Atlantique au Pacifique, tandis que les fleuves s'écoulent uniformément vers le nord, dans la direction des tundra inhabitables. Cependant ces puissants cours d'eau sont devenus, eux aussi, les véhicules d'une circulation vitale très active dans tout leur réseau méridional, grâce à la vapeur qui les utilise pendant la moitié de l'année



PONT DU TRANSSIBÉRIEN SUR L'OB'

où ils sont libres des glaces. Même dans leurs estuaires du nord, l'Ob' et le Yeniseï s'ouvrent graduellement au commerce de l'Europe. Ce « passage de l'est » ou du « nord-est », que cherchèrent pendant longtemps les navigateurs anglais et hollandais, avait fini par être considéré comme impossible avant l'expédition qui rendit à jamais célèbre le nom de Nordenskjöld, mais il deviendra certainement facile à une époque rapprochée de nous et prendra une réelle importance économique dans le commerce du monde, car les obstacles, jadis presque insurmontables, sont de ceux que l'on peut écarter. D'abord le régime des saisons, l'état des glaces sera de mieux en mieux connu et prévu, et la meilleure construction des navires, leur outillage plus puissant et

plus complet permettront aux marins de traverser les banquises. Lorsque l'appel du commerce des fleuves sibériens aura rendu nécessaires les communications par la voie maritime, des équipages se trouveront pour les frayer.

Le trakt a perdu de son importance relative depuis la construction du chemin de fer transcontinental que les voitures parcourent actuellement en moins d'heures que les chars des caravaniers ne mettaient de jours autrefois, mais la route n'en est pas moins indispensable



Cl. Sochatchevski.

VILLAGE D'USOLA, SUR LE TRAKT, PRÈS D'IRKOUTSK

au trafic intermédiaire. Evidemment la vie se portera plus intense vers les villes qui jalonnent la voie nouvelle à une distance moyenne de relai, et qui, par une révolution presque soudaine, se trouvent entraînées dans l'aire d'attraction des grandes cités européennes. Un port de la Sibérie, Vladivostok, la « Dominatrice de l'Orient », sert officiellement de gare terminale sur le Pacifique au chemin de fer de l'Eurasie, mais une voie d'embranchement, qui est déjà devenue la ligne maîtresse, se ramifie vers le sud pour aller rejoindre le golfe de Pe-tchili et la mer de Corée, sous un climat plus bénin, où l'on n'a pas à redouter la fermeture des ports par les glaces de l'hiver. Dalniy, la « Lointaine », appropriée par la Russie durant sa courte période d'extension mandchourienne complète, Port-Arthur, à l'extrémité de la péninsule avancée

de Liao-tung; les deux cités forment un ensemble maritime complet avec port de commerce, port de guerre, arsenaux et chantiers. Pour aller rejoindre ces villes neuves, construites en plein territoire, sinon chinois, du moins de civilisation confucienne, il a fallu traverser montagnes, plaines et fleuves de la Mandchourie et y bâtir, de distance en distance, non seulement des stations, mais aussi des forteresses et des villes où la population s'est rapidement amassée. Comment les diplomates de toute nation pouvaient-ils feindre de croire à la prochaine évacuation de la Mandchourie par les armées d'occupation russe, alors que celles-ci avaient à garder tout un réseau de voies ferrées et les villes d'étape? En effet, les Russes s'étaient engagés à évacuer les campagnes mandchoues dépourvues de routes, mais n'est-ce pas afin de se concentrer le long des voies stratégiques? Autant dire que, dans une mine, ils garderaient seulement les veines de métal.

La révolution que cette voie nouvelle introduit dans la circulation de la vie à la surface de la Terre fera sentir rapidement ses effets. Le chemin transcontinental ne fut guère utilisé tout d'abord que pour le transport des troupes: les intérêts stratégiques primaient toute considération d'utilité nationale ou internationale, et, d'ailleurs, l'état rudimentaire de la voie, aux ponts branlants, à l'outillage insuffisant, ne permettait pas l'organisation de trains pour le commerce et le transport régulier des hommes et des marchandises. Puis on s'est occupé de faciliter les voyages aux gens des classes fortunées et d'agencer des trains de luxe de Calais à Peking; le changement sera très considérable dans la direction et le mélange des éléments ethniques, puisque les raisons d'économie et de rapidité feront préférer la voie directe par terre au long détour maritime par la circumnavigation de l'Asie. Mais la force des choses entraînera bientôt l'utilisation démocratique de la voie nouvelle, et le va-et-vient des émigrants travailleurs entre l'Europe et l'Asie s'accomplira sans peine, bien autrement important dans ses conséquences que ne le furent autrefois les débordements de Huns ou de Mongols.

Et, cependant, ces premiers résultats d'une incalculable valeur historique ne seront qu'un faible commencement, car le chemin de fer sibérien ne suit pas le tracé direct que l'attraction mutuelle des nations finira par imposer aux lignes de circulation majeure entre l'Europe et l'Asie. D'abord la Chine elle-même continue son réseau de voies ferrées, ce qui doublera, centuplera sa puissance d'appel sur l'Europe et modi

fiera en outre toute la vie sociale des Enfants de Han, car, en ce vaste pays, les transports utilisent surtout l'admirable système fluvial

N° 516. Province du Szetchuen.



et les voyageurs vont généralement à pied, les routes de voiture ayant ainsi beaucoup moins d'importance que les sentiers, souvent tracés économiquement sur la crête des digues fluviales et des levées

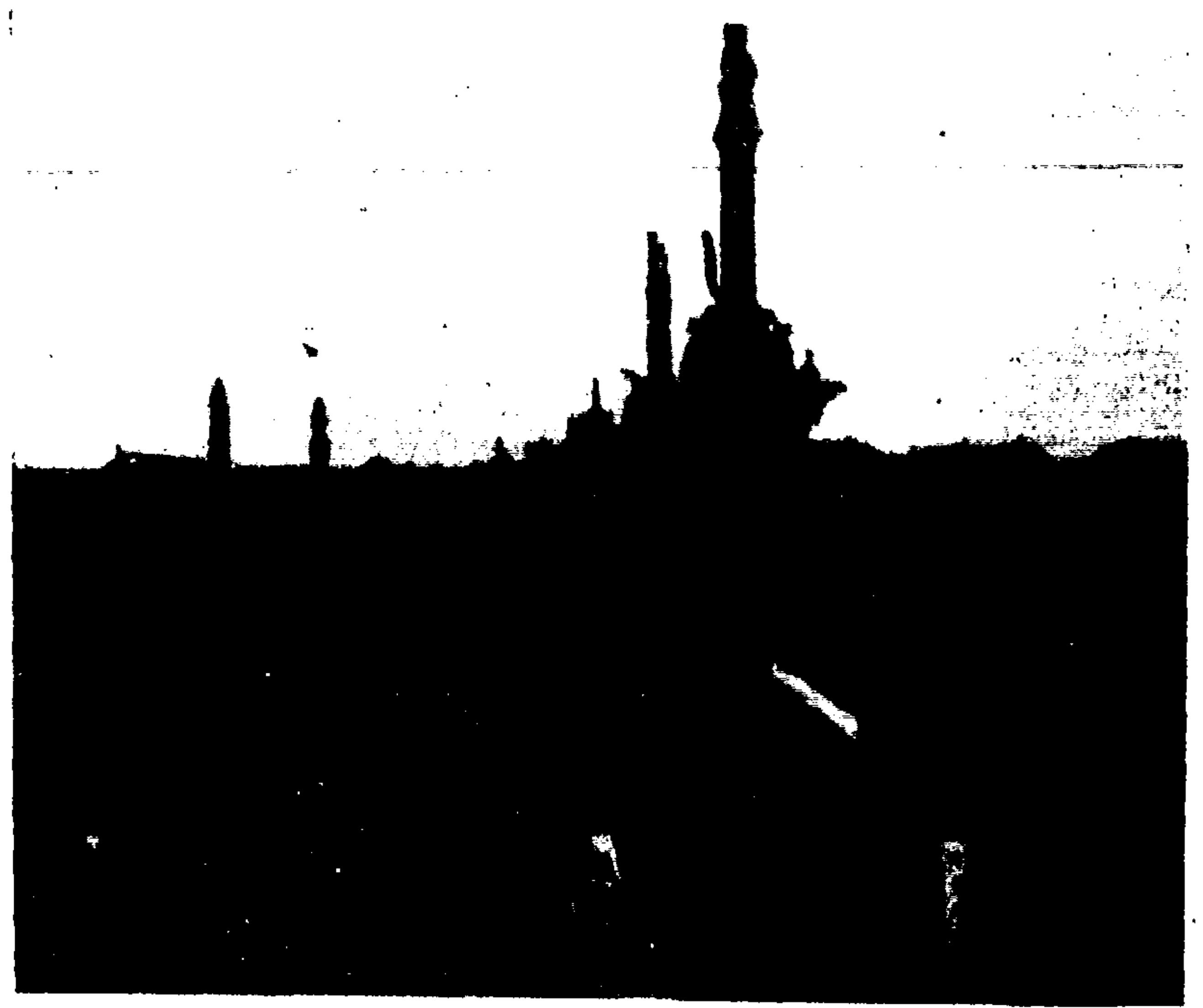
entre les champs ; même en territoires de montagnes on avait fréquemment remplacé des chemins par des escaliers attaquant de front les escarpements : des centaines, des milliers de marches mènent de la plaine inférieure aux pâturages d'en haut, arrosés par les pluies ou striés de neiges. Sur la route principale qui réunit la vallée de Ouan, sur le Yang-tse, à Tcheng-tu, la capitale du Szetchuen, toutes les escalades de monts se font ainsi par des marches de granit étagées sur le flanc des rochers : le col de Chen-kia-tchao, haut de 835 mètres, présente une superbe volée de cinq mille gradins [1].

La transformation de tout cet antique outillage, tranformation qui a duré des siècles en Europe et qui sera dans l'empire du Milieu l'œuvre de quelques décades, nécessitera certainement dans un avenir très prochain le rattachement direct de l'Europe à l'Asie d'Orient par les voies qui passent au nord et au sud du Tian-chan. Les antiques chemins des caravanes de la « Soie » et du « Jade » se rouvriront sous une forme moderne, ayant toutes pour objectif la Chine centrale, dont le point vital par excellence est le coude supérieur du Hoang-ho, au grand tournant de Lan-tchéu. En dépit de sa politique d'isolement jaloux, et contrairement à la volonté de ceux qui la gouvernent, la Russie deviendra forcément le lieu de passage le plus actif entre les deux moitiés de l'Ancien Monde. Cette même contrée, qui, jusqu'à une époque récente, était murée, pour ainsi dire, sans libres communications avec la mer, possèdera désormais les principaux carrefours de la grande voie internationale entre l'Occident et l'Orient : d'avance on peut désigner ces points vitaux [2].

Mais au point de vue politique, ne voit-on pas aussitôt que cette attribution économique à la Russie des voies de communications transasiatiques aura pour conséquence d'exposer aux entreprises de l'empire occidental toute la partie de la Chine au nord du fleuve Jaune. En effet, la capitale actuelle de la Fleur du Milieu est située à l'extrémité septentrionale de la Chine proprement dite, au point de croisement formé par deux grandes voies, celles qui descendent de la Mongolie et de la Mandchourie vers les plaines du Peï-ho et du Hoang-ho. Les nécessités de la défense le voulaient ainsi, mais les Chinois se trouvent aujourd'hui en face d'un ennemi qui peut les attaquer non seulement de front, par la Mandchourie et la Mongolie, mais aussi de flanc par les chemins qui

1. Isabelle Bishop, *Journal of the R. Geographical Society*, July 1897, p. 21. — 2. *Voir* Carte à la page 521.

descendent du Tian-chan et du Pamir. Ce sont là des circonstances tout à fait imprévues qui changent absolument la valeur des anciens traités géographiques. Toutefois la Chine n'est plus seule à défendre les points menacés de son territoire. Là encore la Russie agressive retrouve les adversaires qu'elle a dans l'Asie Mineure, en Perse, dans l'Afghanistan, sur les frontières du Tibet : sur l'immense pourtour de l'empire,



Cl. P. Sellier.

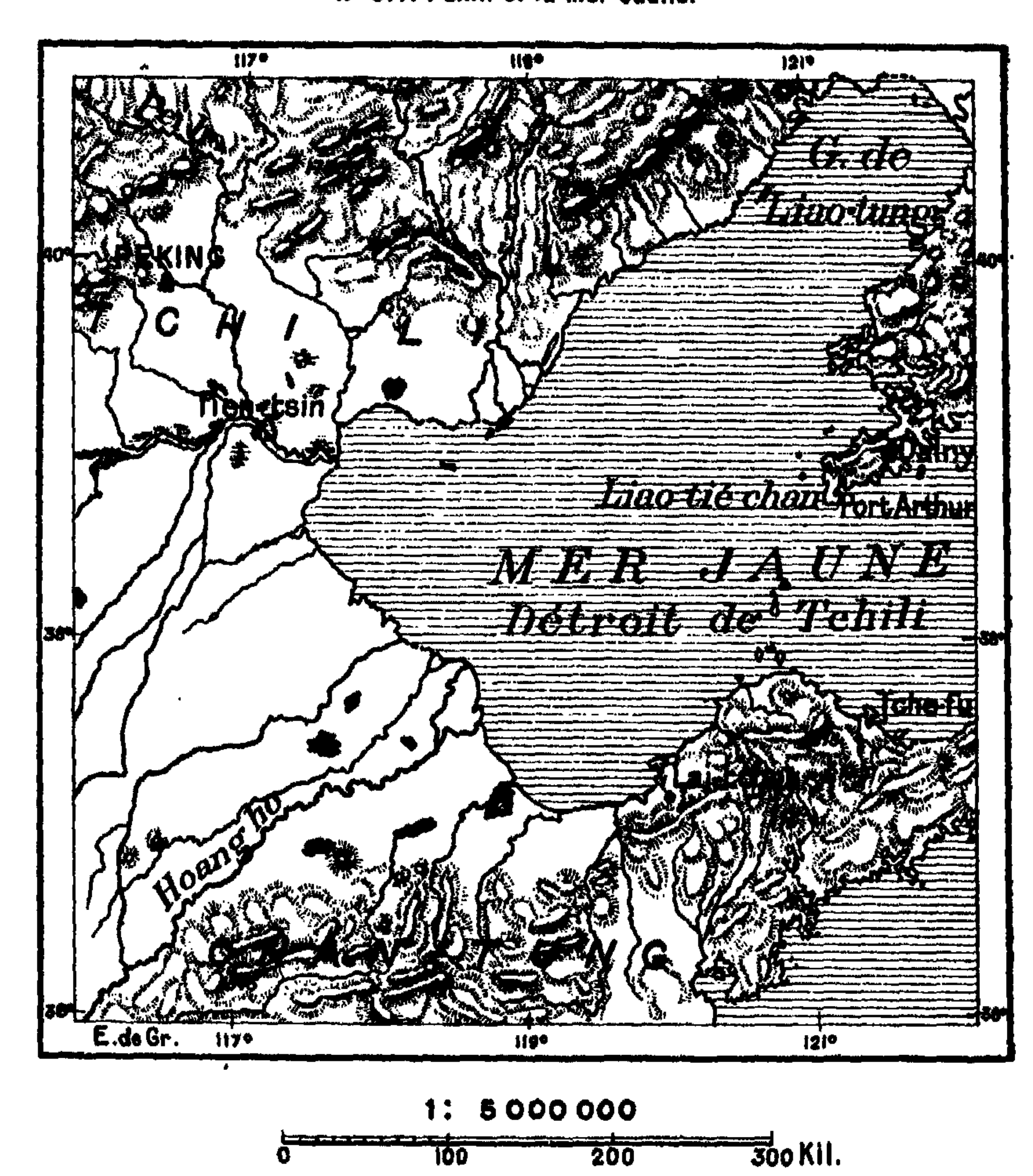
UNE DES RUES PRINCIPALES DE MOUKDEN

partout se déroule le conflit entre l'Angleterre et la Russie. En Chine, la lutte est en outre singulièrement compliquée par les agissements de toutes les puissances du monde, le Japon en tête, puis la France, l'Allemagne et jusqu'à la petite Belgique, ayant toutes à s'assurer soit des territoires, soit des concessions ou des marchés.

Même si la Chine devait être conquise, militairement occupée par des soldats étrangers, régulièrement administrée par des fonctionnaires européens, elle n'en resterait pas moins la Chine par les mœurs et le génie de ses habitants. De même que l'Italie, asservie aux rois d'Espagne, aux empereurs allemands ou autrichiens, aux armées républicaines et

impériales de la France, n'avait aucunement cessé pour cela d'être par son territoire une « expression géographique » bien nettement délimitée, et par sa population une « personne ethnique » des mieux caractérisées,

N° 517. Pékin et la Mer Jaune.

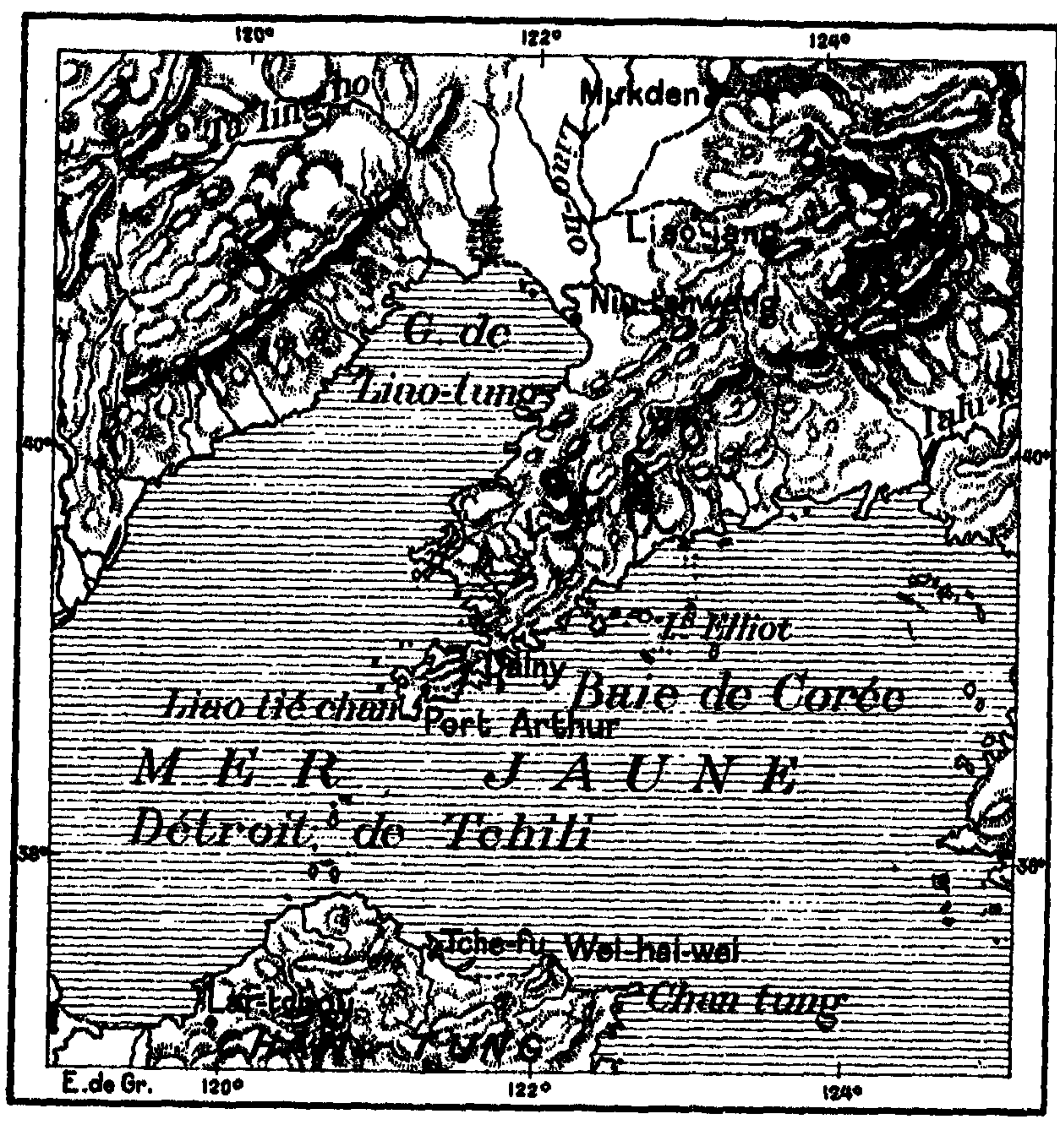


La baie au bas de la carte est celle de Kiao-tchéou, concédée au gouvernement allemand.

de même la Chine subit toutes les invasions, non certainement sans en être modifiée, du moins sans en être entamée dans sa personnalité nationale. Elle a la force invincible que donne la patience, et le temps finit toujours par lui donner raison. Même en dehors de la Chine là où des

colonies chinoises ont pris racine, elles se maintiennent grandissantes, inassimilables, au milieu des populations hétérogènes, cherchant toujours à se grouper, soit dans un quartier distinct, soit même dans une

N° 518. Péninsule de Liao-tung.



1 : 5 000 000
0 100 200 300 Kil.

ville séparée. Ainsi, près de Saïgon, les Chinois ont construit les huttes et les baraquements de Cholon, une ville particulière, que découpe un réseau de coulées naturelles et de canaux fourmillant de jonques et de bachots. Ils sont bien là chez eux, et certes bien plus solidement assis que leurs voisins de Saïgon, les fonctionnaires et les soldats français.

Du reste, la prodigieuse force de résistance que présentent les Chi-

nois aux tentatives d'assimilation exercées contre eux à l'étranger est un fait si bien connu qu'il faut y voir certainement une des causes de l'empêchement que l'on met à leur séjour aux Etats-Unis et en Australie : on craint que, dans la concurrence vitale entre nations, la solidarité des instincts et des intérêts leur donne une trop forte prépondérance. Ce qui fait la force de la Chine, c'est précisément son apparente faiblesse. Elle n'a pas la cohésion politique donnée par l'unité de pouvoir et par une rigoureuse centralisation, mais chacune des cellules qui composent le grand ensemble chinois ressemble aux autres par sa morale, ses tendances et sa vie. Chaque groupe de familles pense de la même manière, se donne le même idéal, oppose à tout changement la même force de résistance. Qu'importe si le navire est percé à l'un ou l'autre point de sa carène, puisque tous les compartiments en sont étanches [1] ?

Même les Chinois de la vieille souche ont encore conservé à l'égard du monde extérieur, y compris l'Europe, leur force d'initiative morale. Aux yeux de ces philosophes conservateurs, les étrangers qui les entourent ne sont pas nécessairement des « barbares », comme l'étaient pour les Grecs ceux qui vivaient en dehors de leur microcosme hellénique : ils voient en eux des hommes qui n'ont pas encore compris les principes sur lesquels repose le « royaume du Milieu ». Le devoir des Chinois est donc de donner à leur voisins la vraie compréhension des choses, à la fois par la parole et par l'exemple. Il n'est pas étonnant que, guidés par cette théorie unitaire, les Chinois ne connaissent pas comme les Européens l'idée de « patrie » et qu'ils n'aient pas même dans leur langue un mot pour l'exprimer [2]. La vraie patrie est pour eux l'ensemble du monde où l'on est arrivé à comprendre, comme ils le font eux-mêmes, la constitution normale de la famille et de la société.

Toutefois, la mobilité croissante de l'individu et l'ébranlement, la destruction même des familles qui en est la conséquence présagent aux populations de l'Extrême Orient une révolution sociale et politique beaucoup plus profonde que ne l'ont été les bouleversements modernes de l'Europe occidentale, amenés depuis de longs siècles par des changements graduels. La civilisation de la Chine et des contrées qui se trouvent dans sa dépendance morale, telles que le Tonkin et la Cochinchine, repose absolument sur l'unité de la famille, objet d'un véritable

1. Marcel Monnier, *Le tour d'Asie, l'Empire du Milieu*. — 2. Léon de Rosny, *Publ. de la Soc. d'Ethnographie*.

culte : la famille chinoise, telle est la religion des Chinois, telle est aussi



AUBERGE CHINOISE. — LE REPAS DES COOLIS
d'après le dessin de M. Gervais Courtellement.

la raison d'être de leur vie politique. La commune est simplement une fédération de familles, de même que l'Etat est une fédération de

communes. De là cette prodigieuse force de résistance que la civilisation orientale dans son ensemble présente aux attaques des novateurs, à la poussée des millionnaires, des marchands et des conquérants venus des contrées occidentales. Et cependant elle cèdera, puisqu'elle n'est pas d'accord avec les conditions nouvelles qui lui sont faites par le milieu.

Il est certain que la civilisation chinoise s'est partiellement survécue et que le peuple se trouve, par conséquent, en état de régression, état constaté par le prodigieux réseau de superstitions dont les « Enfants de Han » se sont laissé enserrer et qui n'a cessé de s'accroître avec la succession des âges. Le Chinois n'a pas la liberté d'esprit de l'homme qui est plein de confiance en soi-même et qui éprouve la joie de l'action. Il s'est emprisonné dans ses pratiques « comme la chrysalide dans le cocon ». Il n'ose plus agir : chacun de ses actes doit être réglé par un jeteur de sorts ou un diseur de bonne aventure; il se fait diriger par la géomancie, la nécromancie, les mille figures fugitives de l'air et des eaux ; les esprits forts ne le sont qu'en apparence, mais, tout en se donnant un air dégagé, ils se gardent bien de risquer une action en un lieu, un temps ou une compagnie défendus par les présages. Telle est la raison pour laquelle les Chinois manquent fréquemment à des rendez-vous donnés ; ils en sont fort chagrins et s'en accusent les premiers, mais la destinée même leur défendait de tenir leur parole : ils ne pouvaient courir au-devant d'un malheur qui pour eux était certain [1].

Les voyageurs qui ont étudié les mœurs chinoises parlent pour la plupart avec étonnement de la superstition des indigènes, comme si la grande moyenne des Européens n'en est pas au même point, ou du moins n'est que très partiellement dégagée des mêmes hallucinations et des mêmes pratiques. La principale différence dans les superstitions de l'Orient et de l'Occident c'est que les premières sont « nues » peut-on dire. Les Chinois ne les entourent pas de tout un réseau de cérémonies religieuses réglées par un clergé officiel ; mais, que l'on reçoive ses amulettes d'un prêtre établi ou de quelque nécromancien blotti dans une caverne, le résultat est bien le même : de part et d'autre, c'est de la pièce d'étoffe ou de la médaille, du fragment de jade ou d'une coquille d'os que l'on attend le salut. L'estampille est distincte, mais l'Européen comme le Chinois se laisse aller volontiers à la peur, et, cessant alors de

1. Marc Monnier, *Le Tour d'Asie, L'Empire du Milieu*, pp. 360, 361.

raisonner, il a recours à toutes sortes de fétiches pour se faire protéger contre le mauvais sort.

Une autre différence de détail entre les superstitions orientales et les superstitions occidentales est que celles des Chinois sont plus naturistes que celle des Européens. Les fantômes, qui ont un si grand rôle dans la mythologie chrétienne, soit comme diables, soit comme revenants, vampires ou loups garous, sont moins redoutés en Chine, probablement parce que le culte des ancêtres, entretenu avec le plus grand soin, a pacifié la contrée. Les aïeux n'ont pas à se plaindre de leurs fils, qui leur assurent des tombeaux bien entretenus et de riches offrandes; mais les forces de la Terre, toujours mystérieuses et redoutables, peuvent être souvent offensées sans que l'homme, si frêle en face de ces puissances, sache quel a été son crime : de là des cérémonies coûteuses, de fréquentes oraisons et des pratiques de toute espèce, pour lesquelles on n'a pas à consulter de prêtres proprement dits, mais des géomanciens, des hydromanciens, des astrologues, mille charlatans plus ou moins sincères, qui constituent bien l'équivalent du clergé. Les grands fétiches qu'il s'agit de conjurer à tout prix sont ceux du *feng choui*,— c'est-à-dire « l'air et l'eau », — l'ensemble de toutes les conditions du milieu et le grand dragon, autrement dit la terre vivante avec tout ce qui se meut à sa surface et dans ses profondeurs[1]. Pour vivre en harmonie avec ces forces, pour rythmer ses manifestations propres, chacun des actes de sa vie avec les phénomènes de la nature, il faudrait avoir toutes les sciences, et le Chinois, pas plus que les autres hommes, ne les possède : il n'a que l'empirisme, plus ou moins fondé sur une certaine expérience des choses.

Des écrivains ont émis l'opinion que Chinois et Occidentaux restent mutuellement impénétrables dans leur mode de sentir et de penser : tout accord apparent serait forcément un malentendu, puisque les mots eux-mêmes sont intraduisibles de langue à langue. Cela est vrai partiellement, mais ne l'est que pour un temps entre tous les peuples, entre toutes les communautés distinctes. La compréhension réciproque, d'abord impossible, puis difficile, incomplète et décevante, finit par devenir entière chez des individus, d'abord exceptionnels, puis de plus en plus nombreux, représentants avancés de leur type de race.

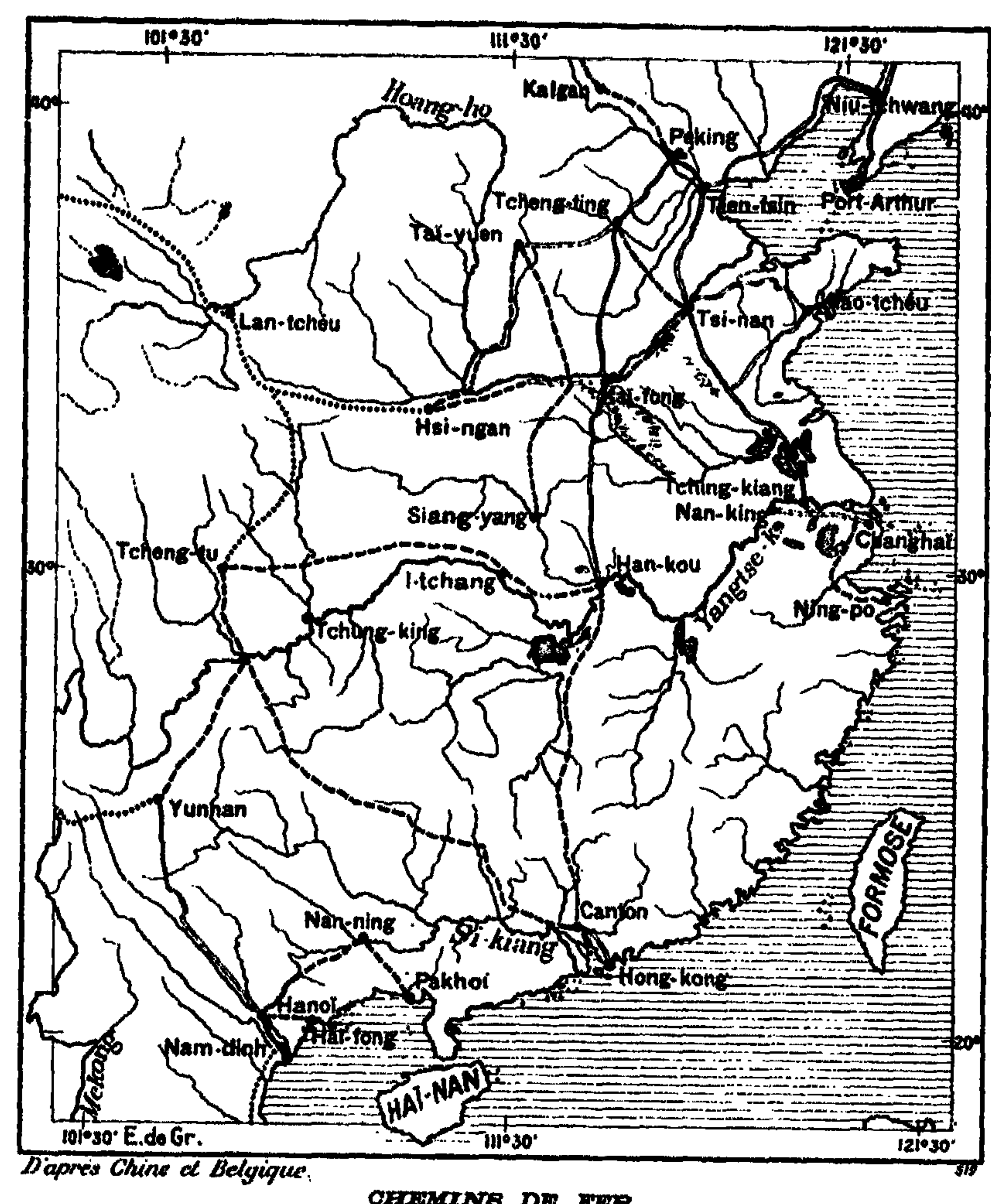
1. M. J. Matignon, *Superstition, Crime et Misère en Chine*, p. 6 et suiv.

de nation ou de profession spéciale. A mesure que les points de contact se multiplient, la compréhension mutuelle s'accroît : on arrive à se pénétrer l'un l'autre, non seulement par la pensée, mais encore par l'instinct. Mais il faut qu'il y ait sympathie, attraction naturelle : le marchand qui ne voit dans ses transactions avec l'indigène que des taëls à gagner, le missionnaire qui se borne à baptiser les mourants pour les envoyer en paradis, le militaire qui gagne la croix en transperçant des ventres de poussahs, ceux-là certainement ne feront rien d'utile pour la pénétration mutuelle des génies de l'Orient et de l'Occident et leur fusion en une compréhension supérieure vraiment humaine. L'industrie européenne qui conquiert la Chine fera déjà beaucoup pour amener une plus intime union, car c'est à des ouvriers chinois que sont confiés l'entretien et la conduite de tous ces engins révolutionnaires qu'on appelle bateaux à vapeur, locomotives, dynamos. Bien plus, la science, la vraie, celle qui observe, expérimente et compare, pénètre dans les écoles chinoises. Les géographes de la Fleur du Milieu se résignent à croire que la Chine ne constitue pas à elle seule presque tout le monde habitable et que les « barbares » n'en occupent pas seulement les « coins ». Tous ceux qui étudient changent l'orientation de leur pensée et l'ampleur de leur horizon : aux ouvrages de Confucius et d'autres philosophes moraux, ils ajoutent l'étude des économistes et des savants modernes de l'Occident ; ils vont jusqu'à réformer leur pratique médicale, quoique les médecins d'Europe ne puissent pas encore leur apporter de méthodes assurées pour le traitement de chacun des cas particuliers. Tout change et se transforme : la musique de nos artistes européens, à laquelle on croyait les Chinois absolument rebelles, a fini par triompher de leur atavisme, et Canton, Changhaï, Fu-tchéou apprécient déjà très judicieusement la « musique de l'Avenir ».

Des puissances qui se disputent actuellement des lambeaux du territoire chinois, il n'en est en réalité que deux dont les annexions puissent être considérées comme de nature à repétrir la population locale au point de l'absorber dans une nationalité différente. Ces deux puissances sont la Russie et le Japon dont les empires confinent à celui du Milieu, et qui, par la pénétration constante des immigrants et des mœurs, par des mariages, arrivent à transformer les annexés jusque dans leur conscience politique. Pareil résultat ne saurait être évidemment dans l'ambition de la France, quelque étendue que puissent acquérir un jour ses emprises sur

les provinces méridionales : ses sujets chinois resteront des Chinois. La

N° 519. Voies ferrées de la Chine.



D'après Chine et Belgique.

CHEMINS DE FER

exploités; en construction; en projet; futurs.

1 : 20 000 000

0 200 600 1200 Kil.

Le Yang-tsé est très difficilement navigable entre I-tchang et Tchung-King; ainsi s'explique la nécessité d'une voie ferrée parallèle au courant du grand fleuve.

Grande Bretagne, malgré toute son influence au point de vue de

l'équilibre commercial, ne songe nullement à angliciser les Chinois, auxquels d'ailleurs la plupart de ses colonies ferment leurs portes. Les Etats-Unis, pour la même raison, auraient mauvaise grâce à s'associer en Chine à ces mêmes hommes que leur politique offense si gravement dans le territoire de l'Union américaine. Enfin l'Allemagne, si bien disciplinée que soient ses fonctionnaires et ses soldats, ne changera point les Chinois en Germains : elle ne sera que puissance conquérante et dominatrice, représentée par un groupe de maîtres, que l'on tiendra toujours pour des étrangers et qui resteront détestés si leur politique ne prend une autre direction.

Pour la Russie, c'est autre chose. Elle se présente le long des frontières de la Chine par les caractères mêmes qui la font ressembler à l'empire du Milieu. Elle arrive avec tous ses troupeaux de peuples asiatiques, Bouriates et Mandchoux, Kirghiz et Mongols, tous descendants de hordes qui reconnurent autrefois la suzeraineté de l'empereur jaune et qui se prosternent aujourd'hui devant le tzar blanc. L'alliance matérielle, intime, populaire, se fait sans peine par tous ces éléments ethniques, tandis que l'influence russe proprement dite est due à la colonisation agricole sur les bords de l'Amur et de l'Oussouri, au tracé des routes et des chemins de fer, à la construction des villes et à l'ouverture des écoles.

Du côté où elle produisait son action le plus efficace, le caractère de cette pénétration graduelle a été certainement quelque peu modifié durant les deux dernières années (1905). Le souvenir des quelques milliers de Chinois — cinq mille, dit-on — attachés deux par deux et noyés à Blagovetchensk en 1904 ne se perdra pas de si tôt parmi les fils de Han. Mais sur toute la périphérie mongole et turkestane — 2500 kilomètres à vol d'oiseau entre les sources de l'Amur et celles de l'Amu-daria —, la situation respective des éléments en présence ne doit guère avoir changé depuis les défaites des Russes dans la péninsule de Liao-tung et dans la vallée du Liao-ho. De part et d'autre de la limite officielle, des populations de même nature entrent dans le cercle de la civilisation russe.

Le Japon possède, dans ses relations avec la Chine, des avantages analogues. Formose, les îles Liu-Kiu, les Pescadores, conquêtes récentes des Japonais, se relient à l'empire du Soleil Levant de la même manière que les grandes îles proprement dites japonaises se rattachent

les unes aux autres, et les Japonais qui s'introduisent en nombre dans ces terres conquises ont, grâce à leur culture supérieure, un très grand ascendant d'assimilation sur les populations natives. Actuellement, le Japon travaille à obtenir le même résultat en Chine, même en se faisant instructeur et incitateur, en se rendant indispensable comme interprète de la civilisation d'Europe. Il cherche à s'accommoder si bien au nouvel ordre de choses qu'il puisse à l'occasion s'annexer faci-



Cl. P. Sellier.

ÉCOLE JAPONAISE SOUS L'ANCIEN RÉGIME.

lement une bonne part de la Chine, ou s'unir avec elle en une confédération de l'Orient assez puissante pour contre-balancer les Etats de l'Occident. Parmi les étrangers qui se précipitent maintenant vers la Chine, ce sont les Japonais qui sont en plus grand nombre, et c'est dans les écoles japonaises que se rendent surtout les élèves chinois pour étudier les sciences de l'Europe. Qui peut dire si, dans ces écoles, les jaunes de la Chine n'apprendront pas à devenir soldats comme le sont devenus les jaunes du Japon ? Il est malheureusement facile, par une éducation à rebours, de ramener un citoyen pacifique vers la vie brutale de l'animalité primitive, de changer des laboureurs en militaires. Les « Fils du ciel » disent de leurs soldats que ce sont des « tigres en papier », mais, si peu

qu'on les aide, on peut certainement en faire des « tigres pour de bon »[1]. C'est là un danger imminent en cas de nouveaux conflits.

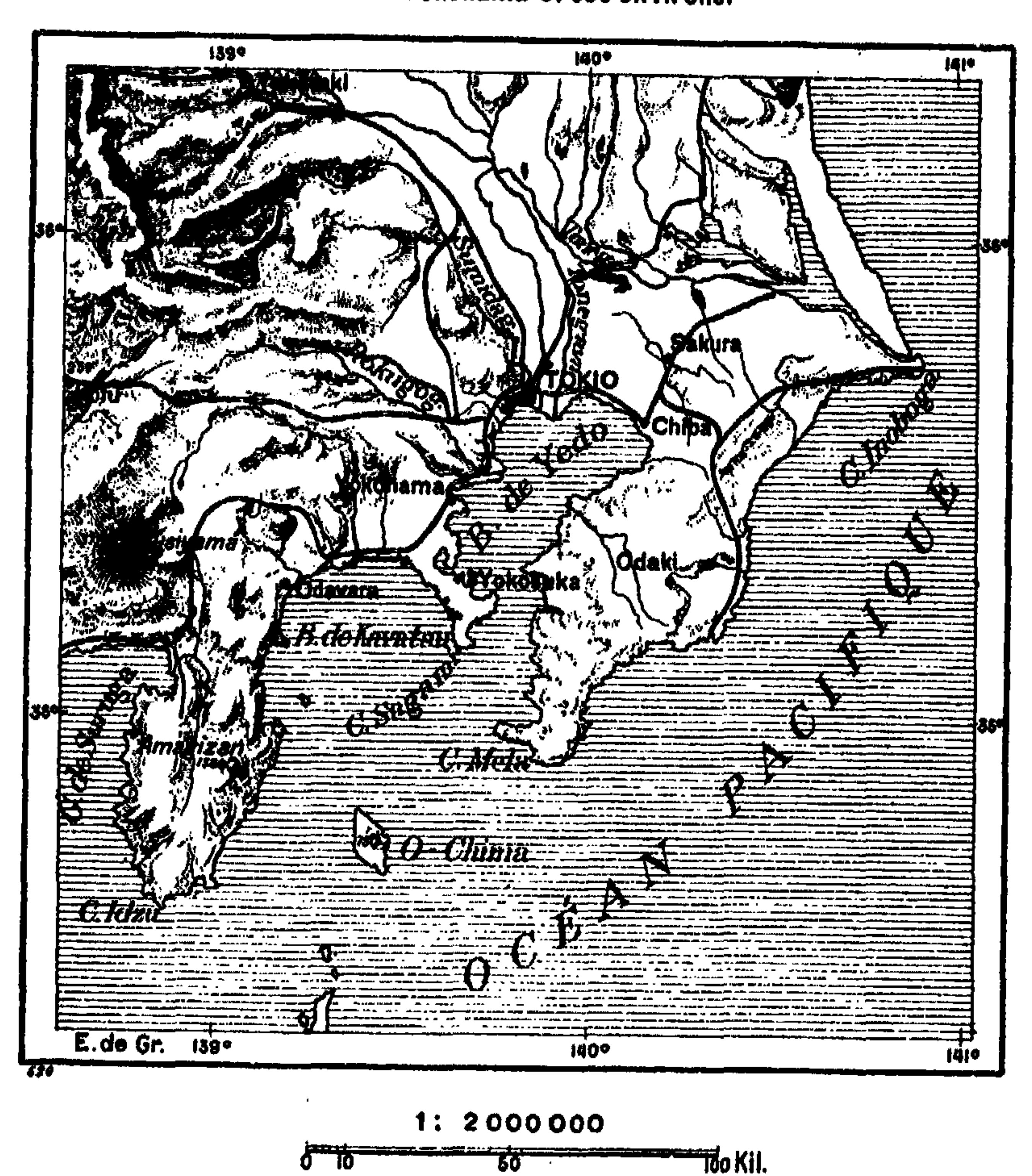
On répète généralement que les Japonais ont su merveilleusement imiter les Européens dans les formes extérieures de leur civilisation, mais que le fond de la nature japonaise au point de vue moral ne se trouve en rien modifié. Toutefois, ce sont là des affirmations qui ne tiennent pas devant l'examen des faits, car parmi les changements accomplis il en est beaucoup qui témoignent d'une conception très différente des anciennes idées quant à l'idéal de la société. Certaines révolutions analogues par les effets impliquent des évolutions préalables ayant suivi de part et d'autre, en Europe et sous le « Soleil Levant », la même marche dans les esprits. Ainsi la destruction du régime féodal ne peut pas être considérée comme une vaine imitation. Une transformation politique et sociale d'une telle importance, née pour une forte part chez ceux-là mêmes qui devaient le plus en souffrir personnellement, n'aurait pu s'accomplir si elle n'avait correspondu à un mouvement intérieur de la nation. On doit en dire autant de l'abolition du servage, révolution dont les effets directs furent ressentis directement par deux millions d'hommes et qui changea profondément les conditions d'existence pour toute la masse prolétaire.

Un parallélisme historique des plus remarquables a fait de l'émancipation des serfs au Japon le pendant d'événements analogues accomplis en Russie et dans les Etats-Unis d'Amérique, d'où était partie, en 1853, l'expédition du commodore Perry, forçant au nom du commerce mondial l'ouverture des ports japonais. Le phénomène d'une contemporanéité presque rigoureuse dans la même révolution sociale, la libération des esclaves, en Russie, aux Etats-Unis, au Japon, tous pays si éloignés les uns des autres, si différents par leur passé et par le génie naturel des habitants, témoigne bien d'une impulsion générale entraînant le monde entier dans une même direction. Toutefois il faut dire que, dans cette évolution sociale, les Japonais l'emportèrent en esprit de justice, puisqu'ils complétèrent la mise en liberté des paysans par la distribution de terres et par une organisation complète de l'instruction publique, devenue applicable à chaque village, à chaque groupe de maisons.

1. Félix Régamey. *Humanité Nouvelle*, sept. 1900, p. 290.

Certes, de pareils changements ne sont pas de ceux dont on puisse diminuer l'importance jusqu'à les comparer à l'adoption de costumes nouveaux, ou au remplacement du tatouage par des vêtements euro-

N° 520. Yokohama et ses environs.



1 : 2000000

0 10 50 100 Kil.

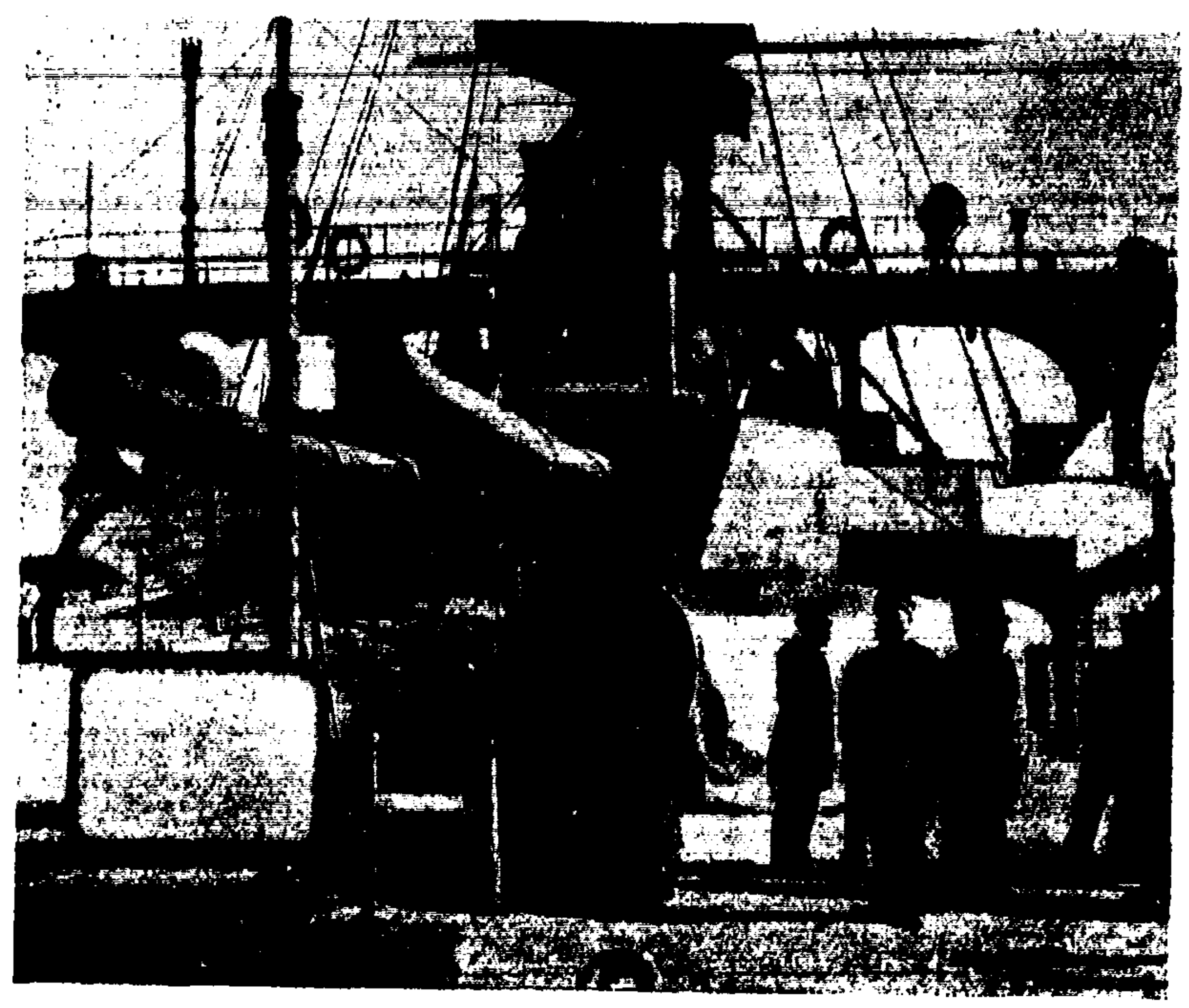
péens. Si l'évolution japonaise s'était bornée à ces formes extérieures, celles-ci, sans grande signification spéciale, auraient pu être attribuées à un accès collectif de vanité, à une fièvre épidémique de la mode, mais aux modes nouvelles, qui du reste ne sont pas sans un travail correspondant de l'esprit, s'ajoutent bien des changements qui touchent à ce qu'il y a de plus intime dans la façon de sentir et de penser, de se pas-

sionner même. L'exemple le plus frappant de ce renouvellement du Japon est l'abandon de la coutume du *harakiri* ou suicide par point d'honneur dont les nobles japonais s'entretenaient avec un si farouche orgueil et que, d'ailleurs, ils ont eu le bon esprit de ne pas remplacer par le duel à la française.

Néanmoins, des observateurs maussades, étonnés et comme froissés de cette fièvre d'imitation qui s'était emparée d'une partie du peuple japonais après l'ouverture des ports au commerce étranger, nous avaient prédit que ce beau zèle ne durerait point et qu'on verrait un beau jour tous ces gens de race aïno, malaise ou polynésienne rejeter avec horreur les importations d'autres races; mais la prophétie n'avait aucune chance de réalisation, ce qui n'a pas empêché d'ailleurs la réaction de se produire, en ce sens que les Japonais obtempèrent à l'ancien exclusivisme national et tiennent à honneur d'éloigner de leur gouvernement tous les anciens éducateurs : il leur convient de marcher seuls et de déchirer les lisières. N'est-ce pas la meilleure preuve qu'ils ont bien appris leur rôle et que les idées acquises ne sont point de simples banalités de surface? Ils savent, à n'en pas douter, que les observations de leurs savants, les découvertes de leurs naturalistes, les constructions de leurs ingénieurs sont des œuvres de bon aloi, dignes de figurer à côté de travaux analogues des émules occidentaux. En outre, ils ont cette faiblesse, dont aucune fraction de l'humanité n'est exempte, de revendiquer leurs gloires « nationales » comme ayant une valeur exceptionnelle; ainsi que nous, ils ont leurs arrogants *jin-go*, grotesque tribu de vantards dont le nom a mérité de traverser l'Océan, puisque partout on retrouve cette insupportable engeance.

Ce qui empêche de douter que les transformations politiques et sociales du Japon sont bien réellement des changements définitifs, ne permettant plus de retour en arrière, c'est qu'elles ont passé, pour ainsi dire, par l'épreuve du feu. Les éléments de renouveau se sont heurtés contre une réaction formidable et n'ont pu triompher que par des guerres intestines, des révolutions et des contre-révolutions. La résistance des *daïmio* ou seigneurs féodaux et des nobles ou *samouraï* dura pendant une quinzaine d'années, se déroulant avec une ampleur superbe d'épopée et brisant absolument les moules traditionnels de la société du moyen âge. Ce sont des faits sur lesquels il n'y a plus à revenir. On vit cette chose monstrueuse naguère : des mariages de classe

à classe, des écoles où, côte à côte, fils de nobles et fils d'ouvriers s'étudiaient à la solution des mêmes problèmes. Le sentiment de l'honneur, symbolisé par l'étiquette, par les pratiques réglementées, aurait été tellement blessé chez les Japonais de l'ancien régime qu'ils n'eussent pas



UN NAVIRE DE GUERRE JAPONAIS

hésité à s'ouvrir le ventre pour ne pas justifier par leur présence la possibilité d'abominations semblables.

Il est un art d'origine européenne, l'art monstrueux de la guerre, dans lequel les Japonais se sont montrés de très brillants élèves. Ayant prestement appris à manier les fusils et les sabres, à charger et à tirer le canon, à manœuvrer sur le terrain, à équiper et à diriger les navires de guerre, ils étaient déjà passés maîtres dans la science des grandes exterminations quand on les croyait encore dans la période de l'apprentissage. Ce peuple, chez lequel survit encore çà et là le vieil instinct des pirates malais, fait certainement grand honneur aux capitaines prussiens et autres qui l'ont dressé militairement. Les Chinois pacifiques méprisent précisément les insulaires du Japon à cause de leur

esprit belliqueux et les appellent *Ou-haug* ou « Brutes », les accusant de ne bien savoir que deux choses, donner un coup de sabre et « faire pourn », c'est-à-dire décharger des armes à feu [1]. En effet, pendant la guerre de 1895, ils ont dû expérimenter sur eux-mêmes qu'ils ne s'étaient pas trompés sur les talents homicides de leurs rivaux. Et, jugés par les praticiens et les stratégistes, les officiers japonais se sont montrés certainement, par la précision et la solidarité de leurs mouvements, par les combinaisons savantes de leurs opérations, supérieurs de beaucoup à ceux auxquels avait été confié naguère le maniement des grandes armées dans les Balkans et en France.

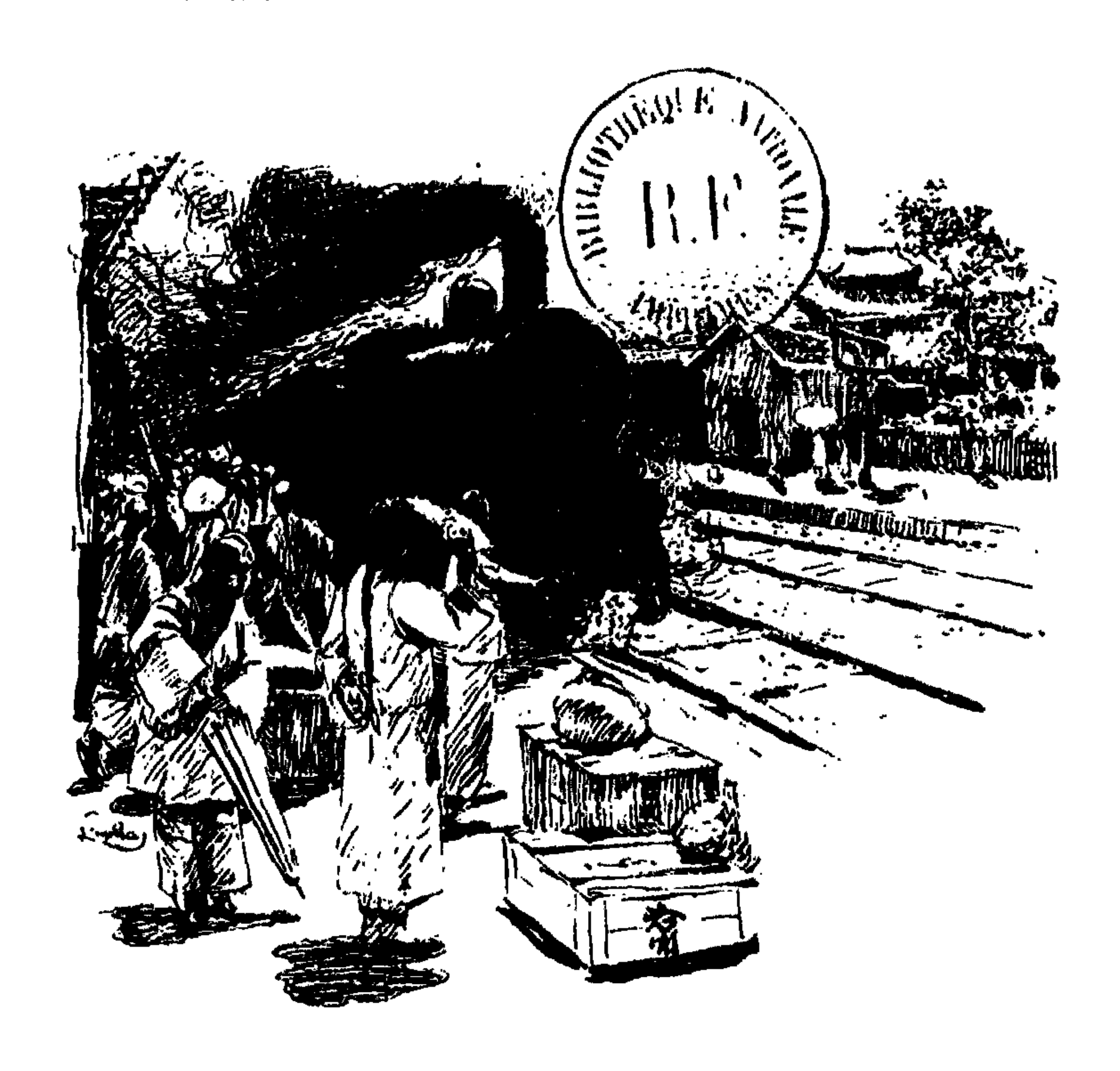
Il est à craindre, tant les hommes sont encore soumis à la folie des haines nationales, il est à craindre que ces aligneurs de soldats et pointeurs de canons aient encore à faire preuve de leur science, mais pour longtemps, la susceptibilité de la Russie sur sa frontière d'Extrême Orient est endormie par le renouvellement qui se produit en ses provinces européennes.

Japonais et Chinois restent seuls face à face en Mandchourie; quant à la Corée, à peine peut-on en compter les habitants : sans doute ils devraient s'appartenir et n'avoir à craindre ni maîtres du sud ni maîtres du nord ; mais, accoutumés à une servile obéissance envers leurs propres fonctionnaires et employés impériaux, ils ne sont point un peuple. Certes, la Corée est une individualité géographique bien délimitée par sa forme péninsulaire et par les massifs montagneux qui la séparent de la Mandchourie. Il eût donc été tout naturel qu'elle se constituât en Etat distinct ou du moins qu'elle reprît son unité nationale après l'avoir perdue provisoirement à la suite d'invasions armées. D'autre part, la Corée présente des traits particuliers qui l'exposèrent de tout temps à de grands dangers politiques et à la perte ou à l'amoindrissement de son indépendance. Comme l'Italie, à laquelle le Cho-sen ou « Pays de la Paix Matinale » ressemble par sa forme, ses dimensions, son climat, ses produits, ses bons ports, la presqu'île coréenne est très longue en proportion de sa largeur, et les saillies montagneuses de ses « Apennins » la divisent en bassins séparés où se sont cantonnés souvent des princes en lutte ; encore comme en Italie, les riches vallées de la Corée du centre et du midi ont attiré les envahisseurs du Nord, nomades mieux dres-

1. Villetard de Laguérie, *La Corée*, p. 16.

sés au métier de la guerre que les pacifiques laboureurs coréens ; enfin la Chine, avec son domaine immense, sa population surabondante, son antique civilisation et la supériorité de son industrie, devait exercer sur la Corée une très grande force d'attraction et même la réduire à la condition de vassale. Pendant les périodes de l'histoire qui favorisèrent la puissance extérieure du Japon, la Corée se trouva sollicitée par deux forces agissant en sens contraire : les deux grands empires, le continental et l'insulaire, se disputaient la tutelle de l'état interposé. Le rôle de suzeraine appartint le plus fréquemment à la Chine.

En fait, par l'immigration continue des Japonais, aussi bien que par le succès de ses armes, l'Empire du Soleil Levant s'est maintenant assuré la possession de la Corée, mais, dans les territoires limitrophes, la question se complique de tous les éléments ethniques et sociaux agissant dans le reste du monde et qui peuvent favoriser l'un ou l'autre des rivaux. Les nations ont conscience de la solidarité des intérêts de l'Europe et de l'Asie et le moindre événement fait vibrer à la fois toute l'humanité.



INDEX ALPHABÉTIQUE

TABLE DES GRAVURES

❦

LISTE DES CARTES

❦

TABLE DES MATIÈRES



INDEX ALPHABÉTIQUE

des Noms propres contenus dans le TOME V

Les noms de peuples sont en **grasse**; les noms d'auteurs, personnages historiques, etc en *italique*; les pays, montagnes, villes, etc., en romain.
Les chiffres droits se rapportent au texte, les chiffres inclinés indiquent que le nom correspondant est localisé sur une carte à la page indiquée.

A

D

V

28*

J

K

T

U

V

W

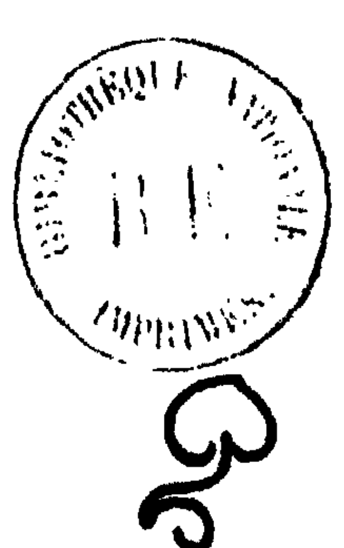
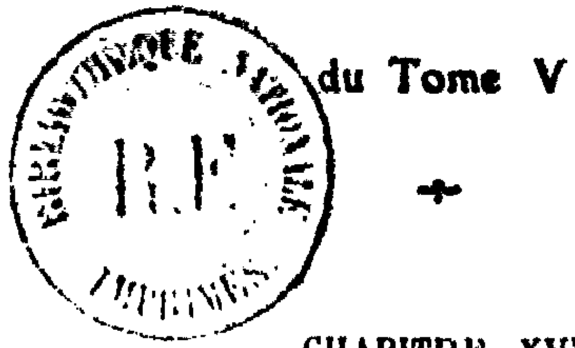


TABLE DES GRAVURES



du Tome V

CHAPITRE XVI

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII

CHAPITRE XIX

CHAPITRE XX

LIVRE QUATRIÈME. — Histoire Contemporaine.

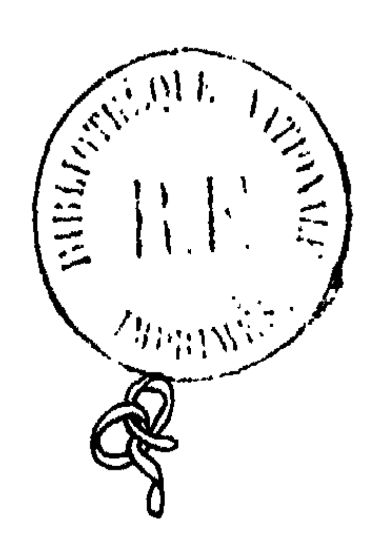
CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

LISTE DES CARTES



CORRECTIONS ET ADDITIONS

Pages

170, note, *au lieu de* Lindesay Brine, *lire* Lindsay Brine.

264, ligne 12, *au lieu de* absurde, *lire* absolue.

343, légende carte : Salford n'appartient pas au groupe de villes Wolverhampton-Birmingham, mais à celui de Birkenhead-Oldham-Manchester-Liverpool.

468, légende carte : D'après le recensement de 1897, Berditcher est une ville presque entièrement juive ; à Brest-Litovsk, Bielostok, Grodno, Vitebsk, Minsk, les Juifs forment plus des 50 % de la population, et à Kamenetz-Podolsk, Kovno, Mohilev, environ 45 %.



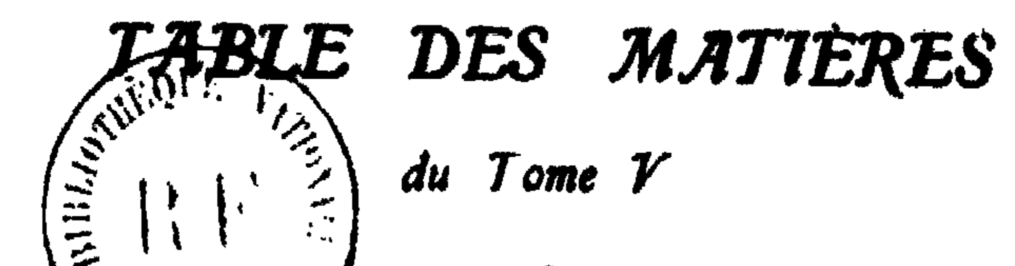


TABLE DES MATIÈRES

du Tome V

LIVRE TROISIÈME (*suite*) : Histoire moderne.

CHAPITRE XVI

LA RÉVOLUTION

CHAPITRE XVII

CONTRE-RÉVOLUTION

CHAPITRE XVIII

LES NATIONALITÉS

Chapitre XIX

NÈGRES ET MOUJIKS

Chapitre XX

INTERNATIONALES

LIVRE QUATRIÈME : Histoire contemporaine.

Chapitre I

PEUPLEMENT DE LA TERRE

Chapitre II

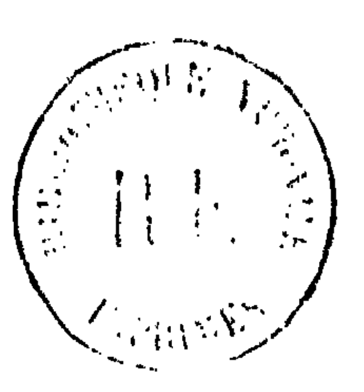
RÉPARTITION DES HOMMES

Chapitre III

LATINS ET GERMAINS

Chapitre IV

RUSSES ET ASIATIQUES







L'HOMME EST LA NATURE
PRENANT CONSCIENCE D'ELLE-MÊME

Imprimerie KAPP
20, Rue de Condé
Paris